

Émergence, «fragmégration», et perpétuation des rébellions au Congo- RDC (1990-2010): Une politologie des groupes armés

Thèse de doctorat présentée par :
Monsieur Modeste Paulin Mba Talla

Thèse soumise à la Faculté des études supérieures et postdoctorales dans le cadre des
exigences du programme de doctorat

École d'Études politiques
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

TABLE DES MATIERES

	Pages
CARTE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)	3
REMERCIEMENTS	4
DÉDICACES	6
RESUME	8
ABSTRACT	9
LISTE DES ACRONYMES ET ABBREVIATIONS	10
LISTE DES CARTES, FIGURES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX	15
CHAPITRE 1 INTRODUCTION	17
CHAPITRE 2 REVUE DE LITTERATURE ET CADRE ANALYTIQUE	66
CHAPITRE 3 REBELLION DE LA PREMIÈRE PHASE: 1996-1998	112
CHAPITRE 4 REBELLION DE LA DEUXIÈME PHASE DE 1998 - 2003 OU LA « PREMIÈRE GUERRE MONDIALE AFRICAINE »	164
CHAPITRE 5 REBELLION DE LA TROISIÈME PHASE : 2003- 2010	219
CHAPITRE 6 DE LA MONUC A LA MONUSCO: UNE SEMPITERNELLE CONFRONTATION AVEC LES MILICES ARMÉES	273
CHAPITRE 7 CONCLUSION: AU-DELÀ DES REBELLIONS DE LA RDC	330
BIBLIOGRAPHIE	388
ANNEXES	439

Annexe 1: Tableau des Conférences- négociations et accords de paix

Annexe 2: Mouvements rebelles étrangers présents sur le territoire du Congo-Zaïre de 1996-2010

Annexe 3: Listes des milices armées nationales et groupes armés étrangers RDC présents en RDC en 2010

Annexe 4: L'état des forces présentes en RCD lors de la rébellion de la deuxième phase de 1998-2003

Annexe 5: Niveau académique des chefs des Mouvements rebelles et des milices armées

Annexe 6: Les groupes armés signataires de l'Accord Amani Leo

Annexe 7: Nombre des rebellions et milices au Congo de 1996-2010

Annexe 8: Cartes

Annexe 9: Figures

CARTE DE LA RDC



Carte des provinces de la République démocratique du Congo.

Source. Rfi, http://www.rfi.fr/actufr/articles/079/article_45035.asp (Consulté le 7 juin 2008)

REMERCIEMENTS

Je tiens humblement remercier à toutes les personnes qui ont eu l'extrême amabilité de me manifester leur indéfectible soutien, aussi bien matériel, moral, spirituel qu'intellectuel tout au long de la réalisation de cette thèse. Je vous suis entièrement gré et vous serais à jamais reconnaissant, cette recherche est le vôtre. Ces remerciements vont particulièrement à l'endroit de :

- Professeur Stephen Brown qui a bien voulu diriger ma thèse. Il a été un directeur de thèse certes rigoureux avec moi mais dont sa disponibilité ne s'est jamais démentie. J'ai beaucoup apprécié la qualité de nos échanges intellectuels, la justesse et la profondeur de ses commentaires. Il m'a beaucoup aidé en termes de conseils et d'orientations méthodologiques et théoriques. Je lui en suis profondément gré;

- Professeur Matthew Patterson, dont les conseils et orientations méthodologiques ont enrichi ce travail;

- Professeur Cédric Jourde, pour sa disponibilité sans cesse, la richesse et la justesse de ses commentaires;

- Professeur Joshua Forrest, mon examinateur externe, je vous remercie pour votre contribution à l'amélioration de ma thèse, pour vos précieux commentaires et vos encouragements;

- Professeur Stephen Baranyi, pour votre soutien inconditionnel, la richesse et la justesse de vos commentaires;

- Aux professeurEs Gilles Labelle, Claire Turenne-Sjolander, Hélène Pellerin, Gingras, Micheal Orsini, mais aussi les autres professeurEs, personnels et les assistantes administratives et scolaires, Mmes Anick Mineault, Sylvie Lachapelle, Gail Pétrin, Françoise Quesnel et Patrick Labelle;

- Aux Professeurs et aînés, Boulou Ebanda de B'éri, Kalulambi Mpongo, Kassereka Kashewahri, Philippe Couton qui m'ont fait bénéficier de leurs conseils et encouragements de toutes sortes, ainsi que de leurs réseau de relations;

- Au Professeur Cécile Coderre, pour vos sempiternels encouragements;

- Un remerciement spécial à Jacques Bonjawo, Dr. Christopher Fomunyoh, Dr. Guerandi Mbara pour votre soutien inconditionnel. Vous n'avez jamais cessé de manifester à mon égard votre bienveillance, gentillesse, sympathie et disponibilité. Vos compétences, votre simplicité de cœur, votre amour pour le travail bien fait, sont des souvenirs que je garde de vous;

- Feu le Colonel Jacques Ebenga et feu Richard Ferland du NDI – Kinshasa. Arrachés à la vie avant que je ne termine cette thèse, vous qui n'aurez pas le privilège de la lire. Je puis affirmer que vos compétences, votre simplicité de cœur sont des souvenirs que je garderai à jamais de vous;

- A Freddy Mulumba, le Dr. Théodore-Macaire Kaminar et le Pr.Bongoy Mpekessa de Kinshasa, si j'ai pu mener ce travail à terme, je le dois en bonne partie à vous. Vous avez manifesté à mon égard, bienveillance, gentillesse, sympathie et disponibilité. J'ai particulièrement apprécié la qualité de nos échanges intellectuels ; Veuillez trouver mes sincères remerciements;

- Les Professeurs Omasombo Tshonda Jean, Noël Obotela de l'UNIKIN, de Kambayi Bwatshia l'UPN pour votre grand cœur et votre entière disponibilité à mon égard en RDC.

- Tout le personnel et mes amis et frères du CEP de l'UNIKIN à Kinshasa. Vous avez manifesté à mon égard bienveillance, gentillesse, sympathie et disponibilité. Je veux citer ici Jean Liyongo, Philémon Muamba, Arsène Mwaka Bwenge; Léon Tsambu;
- A mes amis et frères du Bantoustan: Tobias Nkeule, Hakim Apithy, Clovis Nguefang et Jean Tafoho vous connaissez les conditions dans lesquelles j'ai vécu ces années du doctorat;
- Aux collègues et promotionnaires de l'École d'études politiques et comme ils ne sont pas nombreux, permettez-moi de les citer: Cindy Doucet Junichiro Koji, Consuela Mioc, Serge Banyongen, Mathieu Adjagbe, Koffi Yenkey, Hashimu Maliki, et Judith Houedjissin pour avoir été des compagons de recherche. Pour l'émulation excitée de mes émerveillements;
- Une mention spéciale à Dédé et Nancy Watchiba qui m'ont ouvert les portes de leur maison à Kinshasa. Je vous en suis reconnaissant;
- Une autre mention spéciale à Albert Saidi qui lors de mon séjour en RDC m'a aidé à naviguer;
- Je tiens à remercier ces nombreuses personnes que j'ai interviewées pour cette thèse, vous comprendriez que je ne peux pas citer tout le monde. Mais à toutes ces personnes qui ont pris un peu de leur temps à me parler, à m'informer je tiens sincèrement à les remercier.

DEDICACES

Je dédie ce travail :

-A ma tante feu Maffo Suzanne, qui fut aussi ma mère. Son incommensurable amour pour moi ne s'est jamais démenti; elle s'en est allée trop tôt sans savoir ce que je suis devenu ; à mon oncle Bonaventure Takoukam, un homme travailleur et infatigable que la mort a arraché à notre affection; à ma chère petite sœur Mélanie Talla qui nous a quitté à la fleur de l'âge et que nous continuerons de pleurer pour toujours ; au Professeur Gérard Etienne cet homme passionné et exceptionnel; à tous ces illustres disparus, que Dieu vous accueillent dans son paradis ;

- A mes parents Léon Talla et Justine Mangang, qui n'ont jamais douté de moi et qui ont toujours accordé une haute importance à l'éducation, papa Léon et maman Justine ce travail est le fruit de votre soutien indéfectible et des nombreux conseils que vous n'avez jamais cessé de me prodiguer. Soyez assuré de ma profonde gratitude. Que Dieu, le Tout puissant continue de veille sur vous et vous garde encore longtemps parmi nous ;

- A ma deuxième maman Lydie Magne, votre amour, votre présence et votre sens du réconfort ne m'a jamais quitté. Que le Dieu Tout Puissant continue de veille sur vous;

- A mon épouse, Grace Banke Adekola pour son inconditionnel amour et son soutien sans faille; et à mon jeune fils Jesse Modeste Mba Talla qui n'est pas encore conscient de la barre que j'ai placée pour lui. Mais je sais qu'il sera plus grand que son papa et qu'il aura un avenir radieux. Je vous aime tous, je vous adore;

- A mes beaux-parents le Pasteur Moïse Adekola et Sarah Ola Oti

- A Faustin Talla, mon grand frère et mon ami personnel, au nom de la passion commune que nous partageons ensemble. Le Savoir et la foi. Ce travail est le vôtre, trouvez ici mes sentiments de reconnaissances les plus sincères;

- A Christophe Kamche et Lucas Fondjo qui sont aussi mes grands frères et mes amis personnels, avec vous j'ai compris l'importance des études pour la dignité de l'individu. Christophe Kamche et Lucas ce travail est le vôtre, trouvez ici mes sentiments de reconnaissances les plus sincères.

- A mes frères et sœurs, Lucie Talla, Hervé Talla, Jean Moïse Talla, Raoul Talla, Nina Aurélie Talla, Prisca Talla, Angèle Mangang, William Talla, Bryan Talla; Henriette Ghapsi, Solange Sine- Tadonki, Léopold Talla & famille;

- A Gaspard Fonga et Tata Sylvie Da Silva, vous qui m'aviez tenu la main à mon arrivée au Canada, ce travail je vous le dédie aussi.

- A mes oncles je cite quelques-uns: Pierre Olivier Deffo & famille, Jean Takougang & famille

-A mes nièces, neveux ;

- A mon pasteur Olusegun Raji et Omoh Raji & famille; aux pasteurs M. Tunde Aribido et Mme Funmilayo Aribido & famille, M. Rotimi Lawal et Mme Bola Lawal & famille, M. Oladejo Micheal et Mme Ebun Oladejo & famille, Mr. Wole Oyeteran & Olanike Oyeteran & famille, Mme Gladys Omamofe;

- A Martin Fongang avec qui nous avons créé en 2001 AZEDCOM-www.icicemac.com, à toi Martin à Clarisse et aux enfants, je vous remercie pour votre inconditionnel soutien;

- A mes frères et sœurs de la Chapelle Résurrection de Gatineau, Bossuet Lazare et Maude Coq, Alain et Olive et les enfants, Kenneth et Ola Ogini & famille, Pst. Garry et Denise Clermont & famille;

- A mes amiEs et frères, Guillaume Tene Sop, Léon Tuam, Innocent Mboujeka & famille, Hervé Fotsing, Benoît Kungua, Ludovic Kamche, Bernard et Colette Kamte, Gilberte Fotso, Sandrinette Maniania, Jean et Béatrice Nguya Maniania, Nana Bawuah, M. Siméon Bisi Fagbile et Juliet Fayoke & famille;

-- A mes amiEs Erika Burger, Ian McKergow, Marie-Hélène Beauboeuf, Ahmed Rachid, Emery et Danielle Ngansi Ngansi, John Nkoko Lipambala;

- A tous mes amis d'enfance, Antoine Daka & famille, Peguy Mbianda Nana & famille, Serge Martin Ngangue.

- A mes beaux-frères et belles sœurs, Felix Adekola et sa famille, Tim Adekola et sa famille, Marie Adekola et Omega Swarey, Lucas Adekola, Eunice Adekola, Jean Jules Sob

- A tous les enfants, à toutes les femmes, à tous les réfugiés et à toutes les personnes déplacées d'Afrique et du monde victimes innocentes des conflits qui ont ensanglanté leur terre;

Et spécialement aux 7 millions de Congolais qui en deux décennies sont tombés sur le champ de l'honneur et dont la majorité n'a pas eu de sépulture honorable.

RESUME

Cette thèse a pour but de comprendre et d'analyser les logiques d'émergence, les dynamiques de «fragnégration» ainsi que les mécanismes qui concourent à la perpétuation des mouvements politico-militaires au Congo-RDC. Dès le départ nous avons mis en exergue les trois tendances lourdes qui monopolisent le débat sur les rébellions en RDC. Ces trois tendances qui étaient fondamentalement des éléments accélérant ou amplificateurs, ont été à tort considérées comme les principaux éléments déclencheurs.

Afin de lever la confusion conceptuelle entre ces deux principes, nous avons suggéré trois autres pistes de réflexion susceptible de mieux expliquer les phénomènes d'émergence, de fragnégration et de perpétuation. Ces pistes de réflexion sont les éléments déclencheurs majeurs autour desquels se structurent et s'articulent notre hypothèse. Dans cette thèse, nous soutenons l'argument selon lequel les phénomènes d'émergence, de fragnégration et de perpétuation sont une résultante de la militarisation des forces sociales congolaises, l'impossibilité du mouvement régional initié par le tandem rwando-ougandais à remporter une victoire clausewitzienne et l'institutionnalisation d'un partage de pouvoir complexe par la communauté internationale.

Cette thèse est un appel au décloisonnement disciplinaire et à une multiplication des points d'entrée sur l'étude des groupes armés. D'où le recours à une approche (combinatoire) interdisciplinaire, mobilisant à la fois des courants critiques au sein des relations internationales (le constructivisme critique, la géopolitique) tout en alliant la sociologie des relations internationales plus particulièrement les acquis de la sociologie politique des mouvements sociaux. Notre approche interdisciplinaire qui est au centre de cette thèse peut aussi être d'une grande utilité dans le renforcement de l'approche polémologique fort utile pour saisir la gouvernance par les groupes politico-militaires.

Mots clés : groupes armés, milices, militarisation, partage de pouvoir (power- sharing), violence politique, conflits, marchés de la violence, DDR, Grands Lacs, MONUC, RDC.

ABSTRACT

This thesis aims to understand and analyze the logic of emergence, the dynamics of "fraggementation" and the mechanisms that contribute to the perpetuation of armed groups in Congo-DRC. From the outset we have highlighted three trends that monopolize the debate on the rebellions in the DRC.

These three trends that were basically amplifiers or accelerating elements have been wrongly identified as key triggers. In order to remove any confusion between these two principles, we suggested three other ways that can better explain the phenomena of emergence, fraggementation and perpetuation of armed groups in DRC.

These lines of thought are the major triggers around which we have structured and articulated our hypothesis. In this thesis, we support the argument that the phenomena of emergence and perpetuation of fraggementation are a result of the militarization of Congolese social forces, the inability of the regional movement initiated by the Rwandan-Ugandan tandem to win a Clausewitz war and the institutionalization of a complex power-sharing by the international community.

This thesis is a call to overcoming decompartmentalization of school of thought and provides a multiplicity of points of entry to the study of armed groups. Hence the use of an approach (combinatorial) interdisciplinary, involving both critical currents in international relations (critical constructivism, geopolitics) while combining the sociology of international relations in particular the achievements of the political sociology of social movements. Our interdisciplinary approach that is central to this thesis can also be very useful in strengthening the polemological approach that is useful to understand the governance by the political-military groups.

Keywords: Armed groups, Militias, Militarization, Power-sharing, Political violence, Conflict, Markets of violence, DDR, Great Lakes, MONUC, DRC.

LISTE DES ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

ADF	Allied Democratic Forces (<i>Ugandan AG</i>)
AFDL	Alliance des Forces démocratiques pour la Libération du Congo – Zaïre
AFL	Armed Forces of Liberia (AFL)
AI	Amnesty International,
ALC	Armée de libération du Congo
ALIR	Armée de Libération du Rwanda (<i>prédécesseur du FDLR avant 2003</i>)
ANP	Armée népalaise du peuple, rébellion maoïste
ACPLS	Alliance des congolais patriotes libre et souverain
APCLS	Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain
APC	Armée patriotique du Congo (branche armée de l'AC)
APC	Armée patriotique congolaise (branche armée du RCD-ML)
APL	Armée populaire de libération, lié au mouvement communiste maoïste
APR	Armée patriotique du Rwanda (Nom de l'armée du <i>GoR de 1994-2002</i>)
APRD	L'Armée populaire pour la restauration de la démocratie
ANC	Armée nationale congolaise (La branche armée <i>de RCD; 1998 - 2003</i>)
ANR	Agence National de Renseignements (<i>RDC</i>)
AZADHO	Association zaïroise de Défense des Droits de l'Homme
BDK	Bundu Dia Congo (BDK)
BM	Banque mondiale
BONUC	Bureau des Nations Unies au Congo
BSRS	Brigarde spéciale de recherche et de surveillance
CDR	Conseil démocratique révolutionnaire
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CEI	Commission Électorale Indépendante (de la RDC)
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CENCO	Conférence épiscopale nationale du Congo
CEPAS	Centre d'études pour l'action sociale
CEPGL	Communauté économique des Pays des Grands Lacs
CIAT	Comité international d'Accompagnement de la Transition
CIJ	Cour internationale de Justice
CIRGL	Conférence internationale de la région des Grands Lacs
Clam	Centre de coordination de la lutte antimines
CNDD	Conseil National pour la Défense de la Démocratie (le bras armé est le FDD)
CNDP	Congrès national pour la Défense du Peuple
CNONGD	Conseil National des O.N.G. de Développement
CNS	Conférence Nationale Souveraine (<i>Zaïre/RDC</i>)
«Cobras»	Milices du Congo – Brazzaville dirigées par du général Sassou Nguesso
«Cocoyes»	Milices du Congo – Brazzaville dirigées par le président Lissouba.
COJESKI/RDC	Collectif des organisations des jeunes solidaires du Congo-Kinshasa
CONADER	Coordination nationale de la Démobilisation et Réinsertion (<i>DRC</i>)

CPI	Cour pénale internationale
CPJP	Convention des patriotes pour la justice et la paix
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
DDRRR	(2D3R) Désarmement, Démobilisation, Rapatriement Réhabilitation et Réintégration
DIC	Dialogue Inter-congolais
DSP	Division Spéciale Présidentielle.
D&R	Disarmament & Repatriation
ECOMOG	Economic Community of West African States Monitoring Group
ELN	Armée de libération nationale (Colombie)
ERA	Eritrean Relief Association
EPRDF	Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
INPFL	Independent National Patriotic Front of Liberia de Prince Johnston, formation dissidente du NPFL.
FAA	Forces armées angolaises ou Forças Armadas Angolanas
FAB	Forces Armées Burundaises (<i>armée du gouvernement jusqu'à un 2004</i>)
FAC	Forces Armées Congolaises (<i>l'armée de la RDC entre 1998 et 2003</i>)
FAPC	La Force Armée Populaire du Congo
FAR	Forces Armées Rwandaises (forces armées rwandaises avant et pendant le génocide ; <i>ex-FAR</i>)
FARC	Forces armées révolutionnaires de Colombie, marxiste –léniniste;
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo (Nom donné à l'armée congolaise après 2003)
FAZ	Forces armées Zaïroises (<i>L'armée du gouvernement du Zaïre ; avant 1997</i>)
FDD	Forces pour la Défense de la Démocratie (la branche politique est le CNDD)
FDL	Forces de défense locale
FDLR	Forces démocratiques pour la Libération du Rwanda
FDPC	Front démocratique du peuple centrafricain
FIDH	Fédération internationale des droits de l'Homme
FIPI	Front pour l'Intégration et la Paix en Ituri
FLNC	Front de libération nationale du Congo (anciens tigres Katangais)
FLEC	Front de libération nationale du Cabinda
FLEC	Front de libération de l'est du Congo
FLC	Front de Libération congolais
FMLN	Front Farubondo Marti de Libération nationale du Salvador.
FN	Forces nouvelles
FNI	Front Nationalise et Intégratif
FNI-SK	FNI Groupe du major Shabani Kondjijiko
FNI- H-N	FINI Groupe du major Haritie Ngadjole.
FNL	Forces nationales pour la Libération
FOCA	Forces Combattants Abacunguzi (branche armée du FDLR)
FPLC	Forces populaires de libération du Congo, branche militaire de l'UPC
FPRN	Front populaire pour la renaissance nationale
FRF	Front révolutionnaire des Fédéralistes

FRELIMO	Front de libération du Mozambique (Frente de Libertação de Moçambique-portugais)
FRODEBU	Front pour la démocratie au Burundi
FROLINA	Front de libération nationale
FSR	Front pour le salut de la République
FRPI	La Force de Résistance Patriotique en Ituri
FPDC	Les Forces populaires pour la Démocratie au Congo
FPJC	Le Front populaire pour la justice au Congo (milice)
FPLE ou (EPLF)	Le Front populaire de libération de l'Érythrée, en anglais The Eritrean People's Liberation Front
GACI	Garde civile
GoR	Gouvernement rwandais
GUN	Gouvernement d'union nationale
HCR	Haut-Commissariat aux réfugiés
HCR-PT	Haut Conseil de la République ; Parlement de Transition
HD	Opérations de déminage ou Humanitarian Demining
HRW	Human Rights Watch
ICGLR	International Conference on the Great Lakes Region
ICTR	International Criminal Tribunal for Rwanda
IDP	Internally Displaced Persons
IMET	International Military Education and Training
JCET	Exercices et formation conjoints ou Joint Combined Exercise Training
LDF	Local defence force
LRA	Lord's Resistance Army
LTTE	Le mouvement des Tigres de libération de l'Îlam Tamoul - en anglais Liberation Tigers of Tamil Eelam.
LURD	Liberians United for Reconciliation and Democracy
MAGRIVI	Mutuelle Agricole des Virunga.
MEND	Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger
MILIA	Mouvement de libération indépendant et alliés /Enyele
MINURCAT	La Mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad
MJP	Mouvement pour la Justice et la Paix
MLCJ	Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice
MLC	Mouvement pour la Libération du Congo
MODEL	Movement for Democracy in Liberia
MONUC	Mission d'Observation des Nations Unies au Congo
MPCI	Mouvement Patriotique de la Côte d'Ivoire
MPIGO	Mouvement Populaire ivoirien du Grand Ouest
MPLA	Mouvement populaire pour la libération de l'Angola
MPR	Mouvement Populaire de la Révolution
MRC	Mouvement Révolutionnaire Congolais
NALU	National Army for the Liberation of Uganda ou Armée nationale pour la libération de l'Ouganda
«Ninjas»	Milices du Congo – Brazzaville dirigées par Bernard Kolélas
NDI	National Democratic Institute
NPFL	National Patriotic Front of Liberia

NPFL-CRC	National Patriotic Front of Liberia-Central Revolutionary Council, branche dissidente du NPFL.
NRA	National Resistance Army (Branche militaire du NRM ougandais)
NRM	National Resistance Movement
OHR	Office of the High Representative and EU Special Representative
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
OUA	Organisation de l'unité africaine
ONU	Organisation des Nations Unies
PALISPEHUTU	Parti pour la Libération du Peuple Hutu
PALIR	Peuple Armé de Libération du Rwanda
PNC	Police nationale congolaise
PNDR	Programme National pour la Démobilisation et la Réintégration
PPRD	Partie du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie
PUSIC	Parti pour l'Unité et la Sauvegarde de l'Intégrité du Congo
RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RCD-G	Rassemblement Congolais pour la Démocratie -Goma
RCD-ML Kisangani	Rassemblement Congolais pour la Démocratie - Mouvement de Libération-
RCD-N	Rassemblement congolais pour la Démocratie-National
RDC	République démocratique du Congo
RENAMO	L'Armée de résistance de Mozambique ; (Resistência Nacional Moçambicana)
RDF	Rwandan Defence Forces ou Forces de défense rwandaises (RDF) (nom de l'armée du gouvernement rwandais depuis 2002)
RDR	Retour démocratique au Rwanda (prédécesseur de l'ALIR et FDLR avant 1996)
RDR	Rassemblement des républicains
RFC	Rassemblement des forces pour le changement
REST	Relief Society of Tigray
RSS	Réforme du secteur de la sécurité (RSS)
SAKIMA	Société aurifère du Kivu et du Maniema
SARM	Services d'actions et de renseignements militaires
SLP	Sentier Lumineux du Pérou
SMP	Société militaire privée
SPLA	L'armée de libération du Sud Soudan plus connu sous son sigle anglais du (SPLA) ou son aile politique Sudan People's Liberation Movement (SPLM)
SOMIGL	Société minière des Grands Lacs
SOMINKI	Société minière du Kivu
TPD	Tous pour la Paix et le Développement
TPP	Tri-Partite Plus Commission
TPVM	Third Party Verification Mechanism
Tupac Amaru	Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru du Pérou
UA	Union africaine
UDPS	Union pour la Démocratie et le Progrès social de la RDC
UE	Union européenne
UFDR	Union des forces démocratiques pour le rassemblement
UFCD	Union des forces pour le changement et la démocratie

UFDD	Union des forces pour la démocratie et le développement
UFDD -	Union des forces pour la démocratie et le développement - Fondamentale
UFR	Union des forces de la résistance
ULIMO	United Liberation Movement of Liberia for Democracy
UNDPKO	United Nations Department for Peacekeeping Operations
UNDP	United Nations Development Programme
UNHCR	United Nations High Commissioner for the Refugees
UPC	Union des populations du Congo (milice)
UPDF	Ugandan People's Defence Forces
UNITA	Union Nationale pour l'Indépendance totale de l'Angola (En portugais: União Nacional para a Independência Total de Angola)
UNMACC	United Nations Mine Action Coordination Center

LISTE DES CARTES, FIGURES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX

CARTES (voir Annexe 8)

- Carte 1: La République démocratique du Congo et ses pays frontaliers en 2012
- Carte 2. Les principales ressources minières et énergétiques de la RDC en 2012
- Carte 3: La conquête du pouvoir par l’AFDL (oct. 96-mai 97)
- Carte 4: Le RCD aux portes de Kinshasa 13 août 1998
- Carte 5: Le gouvernement de la RDC et le partage des zones avec les rebellions juin 1999
- Carte 6. Groupes rebelles nationaux en RDC et les ressources minières et énergétiques juillet 1999
- Carte 7. Flux commerciaux des marchés de la violence en RDC août 1999
- Carte 8: L’occupation des zones par les groupes armés en RDC octobre 1999
- Carte 9: La RDC et la présence des groupes armés étrangers des pays frontaliers août 1999
- Carte 10. Les positions des rébellions dans les zones riches en ressources naturelles août 1999
- Carte 11. Les Milices occupant les espaces riches en ressources naturelles laissés par les rébellions nationales et l’armées UPDF) et FPR) avril 2003
- Carte 12. Les positions des milices pro-occupation et anti occupation en RDC juin 2004
- Carte 13. Le positionnement des milices Maï-Maï en RDC janvier 2001

FIGURES (voir Annexe 9)

- Figure 1: Alliance et coalition dans la rébellion de la première phase 1996 - 1998
- Figure 2 : Le RCD entre fragmentation et recomposition juin 2000
- Figure 3 : Changement et réalignement des alliances dans la deuxième phase des rébellions (1998-2003)
- Figure 4: États et groupes armés nationaux pro- étrangers et leurs relations avec les milices août 2002
- Figure 5: Coalition des groupes armés nationaux et étrangers, des milices autour des États juin 2004
- Figure 6: États et groupes armés dans leurs relations avec les milices octobre 2002
- Figure 7: La RDC face aux milices dans la période post-conflit (2007-2010)

GRAPHIQUES

- Graphique1. Schématisation de l’hypothèse générale
- Graphique 2. Schématisation de l’hypothèse du chapitre 3
- Graphique 3. Schématisation de l’hypothèse du chapitre 4
- Graphique 4. Schématisation de l’hypothèse du chapitre 5
- Graphique 5. Schématisation de l’hypothèse du chapitre 6
- Graphique 6. La Circularité des groupes politico-militaires de 1997- 2010
- Graphique 7. Trames et séquences: marqueur d'émergence, de fragmentation et de perduration des trois phases de rébellions en RDC

TABLEAUX

Tableau 1: Trame séquentielle de la rébellion de la première phase

Tableau 2: Trame séquentielle de la rébellion de la deuxième phase

Tableau 3: Les Mouvements rebelles nationaux entre 1998- 2008

Tableau 4: Trame séquentielle de la rébellion de la troisième phase

CHAPITRE 1: INTRODUCTION

Depuis deux décennies, la République démocratique du Congo (RDC), jadis puissance montante en Afrique centrale est devenue la capitale mondiale des groupes armés. Ce pays est traversé par une spirale de violence sans fin.¹ Cette crise est à l'origine d'une grave catastrophe humanitaire qui a déjà fait près de 6.9 millions de morts (Kristof 2010; Coghlan 2006). Elle est ainsi devenue la crise plus meurtrière depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le cri de cœur du gouverneur de la province du Nord-Kivu, Julien Paluku, est assez pathétique:

Nous atteignons maintenant plus de 2 millions de déplacés dans toute la province. Ça fait le tiers de la population du Nord-Kivu. (...) C'est un drame humanitaire qui vient de s'ajouter aux 6 millions de morts que nous avons déjà connus depuis que la guerre a commencé (...) Il faudrait combien de morts, il faudrait combien de déplacés pour que la communauté internationale soit interpellée. (Etinga 2008:3)²

Ces atrocités monstrueuses porteuses d'immenses souffrances humaines que révèlent ce gouverneur est le lot de nombreuses guerres africaines. Ces atrocités montreuses ont souvent fait dire à de nombreux analystes que ces guerres africaines dont les mouvements rebelles et les milices armées sont les acteurs principaux étaient incompréhensibles. Nous étudierons ici le cas de la République démocratique du Congo (RDC) qui est l'exemple d'une guerre inachevée : c'est-à-dire une guerre où il n'y a ni vainqueurs ni vaincus. L'objectif central de cette thèse est d'analyser les phénomènes d'émergence, de «fragmegration» et de pérennisation des groupes armés en RDC. Le défi ici, réside dans la capacité à saisir le pourquoi et le comment groupes politico-militaires naissent, se propagent dans un cadre social précis, d'évaluer leurs racines dans le conflit social et de comprendre leurs interactions avec les autres acteurs du conflit.

¹ Dans cette recherche, nous utiliserons le vocable «Zaïre», Congo-Zaïre, Congo-Kinshasa (et ses adjectifs «zaïrois» pour situer la République démocratique du Congo (RDC) ou ex-Zaïre chaque fois que nous situerons l'action avant le renversement du président Mobutu en 1996. Et par la suite les expressions RD Congo et RDC seront abondamment utilisées surtout après la proclamation le 17 mai 1997 de la RDC par le chef rebelle devenu président, Laurent Désiré Kabila.

² Nicholas Kristoff avait déjà qualifié le drame congolais de «Half Holocaust». (Turner 2007). Mais au vu des chiffres actuels, on a dépassé de loin les chiffres mentionnés à cette époque.

Pour le major Mwana, que nous avons interviewé, «la rébellion est un trou noir, pire elle ressemble à un tunnel sans lumière dont on ne connaît même pas la direction de la sortie. Ce qui est grave, c'est qu'elle est notre part de Sida, pire que celui qui est inoculé, le vrai».³ Cette situation en RDC est à l'image des conflits éclatés dans de nombreux pays africains. A la différence que dans ce pays les violences politiques se sont transformées en un conflit armé que certains qualifient de conflits post-modernes ou pré-modernes; mouvants ou nomades⁴ mais que nous choisissons de désigner comme étant des conflits atypiques. Les conflits dans lesquels prennent part indistinctement une myriade des groupes politico-militaires autant nationaux qu'étrangers. En effet, dans le cas de la RDC, ce sont des conflits qui opposent non pas seulement un pouvoir central à une ou à plusieurs rebellions armées, mais aussi aux armées d'États étrangers. Dans ce conflit aussi les rebellions se livrent la guerre entre elles-mêmes, ainsi qu'aux États. Ce genre de conflit ne peut pas être qualifié de guerre civile. Nous définissons la guerre atypique ou guerre a-civile comme un conflit armé qui est au confluent de trois types de conflictualité (guerre interétatique, guerre infra-étatique et guerre irrégulière). Ces trois types de conflit s'entrecroisent pour ne plus former qu'un: la guerre a-civile.

En 1996, lorsque l'Alliance des Forces démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL), la première rébellion créée au Rwanda, traverse la frontière zaïroise et s'empare des premiers territoires dans l'est du Zaïre, près de 10 mouvements de rebelles étrangers y sont déjà actifs sur diverses parties du territoire.⁵ A l'apogée de la conflictualité en RDC, on compte environ 41 mouvements rebelles et milices armées, dont 32 mouvements rebelles et milices

³ Entrevue à Kenge, 10 mai 2007. «Mwana» est un pseudonyme d'un ancien officier du RCD-G actuellement dans les FARDC.

⁴ Au sujet des conflits post-modernes et pré-modernes lire David (2000 :124-164) ou mouvants ou nomade lire Galy (2007a)

⁵ Les groupes armés étrangers sont originaires des pays suivants : l'Angola, Burundi, Ouganda, Rwanda, Soudan.

nationales et 9 groupes armés étrangers.⁶ Depuis le début de la crise congolaise, nous avons dénombré environ 72 mouvements rebelles et milices armées congolais ayant eu une existence avérée.⁷ Nonobstant les nombreuses options de sortie de crise autant militaires que politiques pouvant mettre fin à leur présence sur le sol congolais, force est de constater qu'aujourd'hui, les groupes armés sont toujours présents, et que la menace d'un ré-embrassement de la violence politique n'est pas complètement éloigné.⁸

Tel est le paradoxe de la rébellion en RDC. Car on devrait au moins au stade actuel des choses, assister à la fin de la présence de ces acteurs armés qui sont qualifiés par des habitants de Kinshasa d'«anti-acteurs».⁹ Or, tels des hydres ou des phœnix qui régénèrent et renaissent chaque fois de leurs cendres, les groupes armés refusent obstinément d'adhérer au processus de reconstruction nationale et/ou d'intégration dans la nouvelle armée nationale, il en est de même de ceux dits étrangers qui résistent au processus de rapatriement vers leurs pays d'origine.¹⁰ Ce qui maintient le Congo dans une situation de ni guerre ni paix, de guerres inachevées. Cette persistance des activités des groupes armés en RDC continue à animer le débat actuel sur la nature et l'extension de la compréhension du phénomène d'émergence, de «fragmegration» et de perpétuation de ces acteurs.¹¹ Jusqu'alors, les différents débats sur la crise politico-militaire en RDC n'a pas fait toutes les lumières sur la prolifération de ces acteurs armés malgré une

⁶ Nous situons l'apogée entre 2002-2006. Les des différents groupes armés recensés et quantifiés sont le fait de mes propres compilations et de mon enquête sur le terrain.

⁷ Confère Annexe 7.

⁸ Dans le document final des travaux de la Conférence «Amani Leo» à Goma (21 janvier 2008) 15 milices nationales avaient signé. En plus de ces groupes armés nationaux, il y a deux groupes rebelles étrangers (Lord's Resistance Army (LRA), Ouganda); et (Forces démocratiques de libération du Rwanda(FDLR), Rwanda) qui sont encore présents sur le territoire congolais.

⁹ Le terme «anti acteur» désigne dans l'imaginaire congolais, un membre des groupes armés. L'imaginaire congolais puise dans le jargon de la terminologie du football. «L'anti-jeu» est perçu ici comme le manque de loyauté de certains citoyens congolais. Série d'entrevues réalisées à Kinshasa entre mars 2007 et mai 2007. «Il faut noter qu'il existe depuis quelque temps de nombreux travaux intéressants sur la crise en RDC. Voir entre autres: Prunier (2009);Turner (2007); Lanotte (2003);Clark (2002); De Villiers, Omasombo et Kennes (2002).

¹⁰ Pour Moncelet, la pieuvre symbolise les formes de pouvoir hégémonique, supposé ou réel, ramifié, difficile à combattre. Selon Raoul Girardet cité par Moncelet, la pieuvre révèle « le bestiaire du complot» qui « rassemble tout ce qui rampe, s'infiltrer, se tapit [...] tout ce qui est ondoyant et visqueux» (Moncelet, 2003 :5).

¹¹ Le concept de «fragmegration»va au-delà du principe de multiplication ou de fragmentation. Nous y reviendrons plus loin dans ce chapitre.

littérature générale de plus en plus abondante tant sur le conflit au Congo- Kinshasa que sur ceux dans les Grands Lacs. Il nous revient ici de tenter de démêler le fil d'Ariane de cet écheveau.

1. Problématique

Depuis la fin de la guerre froide, les groupes rebelles dominent en Afrique le terrain de la violence de masse. Ils sont au centre des conflits armés autant dans l'ouest que de l'Afrique que centrale, principalement dans la région des Grands Lacs. Ici, l'image classique de la guerre comme un acte de violence organisé entre les États n'est plus appropriée dans l'analyse contemporaine de l'ensemble des conflits armés aujourd'hui. Dans une moindre mesure, on peut tout de même noter l'existence dans les années 1980 des rébellions internes au Tchad et en Ouganda. Mais les disjonctions et les ramifications n'ont aucune commune mesure avec celles des années 1990, que ce soit sur le plan idéologique, du leadership, de l'ampleur ou même de leur organisation. Les mouvements armés présents en Namibie, au Mozambique ou même en Angola s'inscrivent davantage dans une perspective la lutte de libération et de décolonisation. Les rébellions dans ces pays résultaient davantage d'un processus historique endogène. Il en est tout autrement pour la majeure partie des rebellions des années 1990 et principalement ceux de la RDC où les processus répondent d'avantage à des préoccupations et des intérêts externes qu'à des évolutions générées entièrement par les processus internes. Ainsi, les divers groupes armés congolais obéissent par le fait de la domination, à des impulsions davantage exogènes, pour prendre la forme de greffons ou de transplants dont les processus de gestation, de maturation et d'évolution du conflit sont plus souvent a-historiques qu'inscrits dans la genèse naturelle et évolutive de ces sociétés elles-mêmes.

On est ici en présence d'un ordre qui reflète aussi le principe du «Principal-Agent». Toutefois, le modèle théorique du Principal-Agent (très utilisé en économie et management) nous rappelle en effet que la question de savoir qui manipule ou contrôle qui n'est pas toujours

aussi simple. Outre leur expansion qualitative, l'importance des groupes armés est également à noter au niveau quantitatif. Ainsi depuis près de deux décennies, des régions entières de nombreux pays surtout en Afrique sont contrôlées et administrées par des rebelles. Dans certains cas, certains chefs rebelles se sont finalement retrouvés dans les gouvernements d'États qu'ils cherchaient à conquérir. Ceci soit en renversant les gouvernements afin de s'autosaisir le pouvoir tels qu'au Congo-Brazzaville, Liberia, RCA, Rwanda, Sierra Léone, au Tchad; ou encore en contraignant les gouvernements au partage de pouvoir comme ce fut le cas au Burundi, Côte d'Ivoire, Soudan, ou même en RDC. Cet état de fait renforce l'idée de la nécessité de la présence de l'État,¹² puisque ces rebelles ne remettent pas en question son existence, mais cherchent plutôt à en prendre les commandes, quoique ne proposant pas d'alternative à la structure étatique.

Comme au temps des coups d'État, on veut être le conducteur à la place du conducteur actuel, mais sans pour autant changer de moyen de locomotion. C'est ce qui fait dire à Clapham que, «the guerrilla phenomenon has gained increasing importance in Africa, as widely varied groups across the continent have resorted to insurgent warfare in pursuit of state power, and of other goals which may be economic or evens spiritual in nature» (1998: Vii). De nombreux autres travaux de chercheurs tels: Reno (2011,1998), Bøås et Dunn (2007), Weinstein (2007) Tull (2007), Vinci (2007, 2006); Duffield (1998), Jackson (2003), Hills (1997), McKinley (2000); Osita Afoaku (2002); Rich (1999), sont une preuve de l'intérêt que suscite ce phénomène. Dès lors, il s'impose urgemment à nous le soin de détecter et d'analyser les forces qui sous-tendent les relations entre ces acteurs armés non- étatiques sur la scène nationale et internationale, d'explorer les facteurs sous-jacents qui contribuent à la prolifération des

¹² Un Etat non plus comme un agent qui est le seul ordonnanceur des guerres, mais plutôt comme un dénominateur autour duquel d'autres acteurs peuvent reconstruire la paix.

rebellions ainsi que leurs succès, le succès étant défini ici comme la prise de pouvoir de l'État ou une partie de celui-ci. Cette posture n'est possible qu'en interrogeant leur rôle et leur fonctionnement interne. Ceci d'autant plus que les connaissances actuelles sur le phénomène des groupes armés non-étatiques, en plus de ne pas être légions, sont fragmentées et cantonnées à l'intérieur des frontières disciplinaires.¹³

Il s'ajoute le fait qu'en raison de l'incapacité de penser en dehors de la tradition stato-centrée, il a été très souvent difficile d'accéder à la compréhension de ces acteurs qui sont les principaux agents de la longue crise congolaise (Lemke 2003).¹⁴ En 1999, le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, face à la complexification du phénomène de rébellion en RDC déclarait «Il faut boycotter les va-t-en-guerre. Il faut les laisser faire la guerre jusqu'à ce qu'ils s'en lassent, s'y épuisent, en meurent ou subissent la colère de leurs peuples» (Ben Yahmed 1999:4). En 2005, revenant à la charge, il affirme que «recent experience shows us that nearly half of countries that emerge from war lapse back into violence after five years» (Deen 2005:1). Il mettait l'accent sur les «conséquences tragiques» de l'échec des accords de paix que furent ceux de l'Angola, en RDC, Haïti, Liberia et Rwanda. Pour Kofi Annan, «all too evident: if peace agreements had been successfully implemented from the start in just two of those war-torn countries-Angola and Rwanda – [it] could have prevented millions of deaths» (Deen 2005:1). Dans le cas de la RDC, c'est le manque d'attention porté sur les acteurs politico-militaires, et plus particulièrement sur les mécanismes de leur constitution.¹⁵ Ce contexte est renforcé par le fait que ces mouvements armés dans leurs relations de pouvoir avec les États et les institutions,

¹³ Par barrières ou frontières disciplinaires, j'entends les études qui existent et qui pourraient être utiles à la compréhension des groupes armés. Des études sur ces acteurs armés sont confinés à l'intérieur des barrières à l'instar de l'ethnologie, l'anthropologie, la psychologie sociale avec Ted Gurr (1970) ainsi que la sociologie (Protestation sociale et rébellion: Mc Adam, Tarrow, Tilly (1985, 2002) ou la science politique (violence politique: Kalyvas 2000).

¹² L'approche stato-centrée qui privilégie l'analyse du fait politique strictement à la lumière de l'ordre étatique.

¹⁵ Ainsi, cette attitude n'a pas favorisé l'étude des origines, les motivations et les stratégies qui façonnent les processus d'émergence et de diffusion des entités sub-étatiques armés ainsi que de leur influence sur le comportement externe des États dans le temps et l'espace.

sont considérés par les humanitaires autant que par de nombreux chercheurs, comme des acteurs qui vont de soi.

Ce qui revient à dire qu'à leur sujet, on se limite à les étudier comme un ensemble de faits très souvent anecdotiques; ou mieux à leur reconnaissance comme des données considérées comme telles, sans interroger leur ontologie. Cette attitude a eu pour conséquence de davantage favorisé l'extrapolation descriptive de ces acteurs armés, contribuant ainsi à éluder les considérations de causalités politiques dans la littérature sur les rébellions principalement en Afrique.¹⁶ Cette littérature a davantage développé des analyses sur l'échec des accords de paix, ce qui a desservi la compréhension des processus socio-historique des mouvements politico-militaires en RDC. Pour pallier aux a priori et au manque dans la littérature et dans les sciences politiques, il est donc crucial de développer de bonnes analyses qui permettront de mieux saisir les 'causes' de leur émergence, les dynamiques qui concourent à leur étonnante survie – les conditions de leur «fragmegration»– leurs liens avec les sociétés locales, leurs origines économiques ; ce qui permet de mieux analyser les conditions dans lesquelles la rébellion mobilise, s'organise et passe à l'action au nom du changement politique. Dès lors, il nous revient à nous poser un ensemble de questions qui vont faire l'objet de notre réflexion tout le long de cette recherche.

2- Question générale de recherche

De ce fait, la question centrale de cette recherche est la suivante: quelles sont les logiques d'émergence, les dynamiques de «fragmegration»¹⁷ ainsi que les mécanismes qui concourent à la perpétuation des mouvements politico-militaires dans la scène politique nationale et internationale post-guerre froide ?

¹⁶ Dans ce sens, seuls les pratiques prédatrices et d'autre part des aspects sensationnalistes tel «rage aveugle» sont mis en exergue, par des auteurs tel Kaplan pour qui les groupes armés donnent l'image de «molécules mouvantes dans un fluide très instable, un fluide qui est clairement à la limite de l'inflammation» (Kaplan 1994: 46).

¹⁷ Une définition plus précise est formulée dans les pages suivantes.

a) Questions spécifiques

Voici cinq questions auxquelles la présente thèse va répondre:

- Quelle est la spécificité des milieux dans lesquels les groupes émergent et se multiplient ?
- Quelles en sont les caractéristiques de leurs modes de recrutement en RDC?
- Comment les groupes armés résolvent-ils les problèmes fondamentaux d'organisation et de mobilisation?
- Sous quelles lignes de fractures internes développent-ils les alliances qu'ils tissent ?
- Comment les négociations (partage de pouvoir) influencent-elles et contribuent-elles à la transformation des dynamiques internes des groupes armés?

Pour répondre à ces questions, la littérature existante nous propose plusieurs pistes, mais aucune n'est en soi exhaustive. Ainsi, dans cette littérature, trois tendances lourdes ou perspectives (que nous désignons comme étant des accélérateurs ou des catalyseurs) semblent monopoliser le débat sur les rébellions en RDC. La première qui est souvent avancée est celle qui porte sur la déroute de l'État.¹⁸ Selon les tenants de ce courant, l'irruption et la «fragmegration» des groupes armés est le résultat de l'effondrement de l'État zaïrois (*collapsed state*) dont le régime de Mobutu (Herbst 2003:40 ; Young 2004). Une déchéance de l'État qui a complètement laissé le champ libre à l'irruption des groupes armés, telle que cette recomposition nationale de l'autorité politique en Sierra Leone où «The emergence of the RUF was a reflection of the state's failure to provide education, vocational training and economic opportunity to a whole generation of youths who grew up seeing no future for themselves» (Hirsch 2001: 150). Cet argument recèle deux insuffisances majeures. La première est que cet argument qui se

¹⁸ Au sujet du discours sur l'État en faillite, lire: Hirsch (2001), Reno (1998); Jackson (1998), Ela (1998), Schichte(1998), Clapham (1996), Zartman (1995), Weiss (1995), Hyden (1992), Dawisha et Zartman (1988). Quant à la faillite spécifiquement de l'État du Congo-Zaïre, confère Turner (2007), Wawu Oyatambwe (2006), Ngbanda Nzambo (2004), Mwayila Tshiyembe(1998), Wamba dia Wamba (1996), Braeckman (1992).

cristallise sur le phénomène de l'État en déroute, fait très peu cas du processus de distorsion (processus de déstructuration qui précède la faillite de l'État) la gouverne politique.¹⁹ En omettant de mettre l'accent sur la déstructuration des institutions de la gouverne au Congo-Kinshasa, ce courant fait un lien automatique vers le fait que le mécontentement débouche nécessairement sur l'émergence d'un mouvement armé. Ce qui n'est pas toujours le cas. Car brandir les revendications et doléances (*grievances*) ne suffit pas à elles seules pour conclure à l'émergence et la fragmégration des groupes armés. Si c'était le cas, on assisterait dans toutes les provinces de la RDC de même que dans de nombreux États en Afrique à l'émergence tous azimuts des rébellions. Cet argument laisse aussi penser que c'est seulement au stade de l'État défaillant que l'on peut assister à l'émergence des groupes armés. Ce qui dans de nombreux cas, n'est pas avéré.

La deuxième perspective est que l'émergence et la «fragnégration» des groupes armés est le résultat de vieux ressentiments ethniques entre certaines communautés plus particulièrement les provinces du Nord et Sud Kivu, la province orientale, du Maniema, et dans une moindre mesure du Katanga où chaque groupe armé se pose en ultime sauveur d'une communauté spécifique. Cette politisation de l'ethnie ou ce que nous appelons le «*tribalisme politique*» au sens de John Lonsdale (1996) met en jeu des rapports «locaux/étrangers» «autochtones/allogènes», «*Insiders and Outsiders*» (Nyamnjoh 2006). En plus, la politisation de l'ethnie s'est traduite en RDC sous une sorte de «polarisation variable» (Nicolas 1996). Une polarisation sur laquelle la communauté rwandophone en RDC a construit l'ethnonyme «Banyamulenge», ou comme en Côte d'Ivoire avec une autre notion tout aussi controversée «l'ivoirité». Ces notions polémologènes ont non seulement consacré le primat identitaire dans les rapports sociaux et politiques, mais ont été reprises par certains groupes armés, cristallisant ainsi les lignes de fractures communautaires. Cet

¹⁹ Nous considérons la faillite de l'État comme la phase finale du processus de déstructuration de l'État.

argument participe à la surévaluation de l'ethnicité comme facteur d'émergence, de fragmégration et de perpétuation des rébellions en RDC. Ce qui nous amène à dire que l'on ne peut pas nier l'importance de l'argument identitaire qui est en partie lié à la notion de «*creed*».²⁰ Toutefois, le légitimer serait admettre certaines acceptions ethnoréalistes. Dans cas, en RDC, les groupes armés présents devraient refléter la composition socio - démographique de la population. Ce qui n'est pas le cas.

En outre, l'argument identitaire évite de poser les questions de l'héritage des régimes autoritaires et les conséquences induites telles: la déstructuration et la fragmentation de la société ; sur les difficultés du processus démocratique raté en RDC. En outre, comme pense Goody (2001), et Gentili «Cultural differences alone are not sufficient to bring about violent group mobilization, neither is economic inequality, or poverty per se» (Gentili 2005: 38). Ce qui revient à dire que pour que des groupes armés se mobilisent et enrôlent des militants, leur motivation doit de loin subsumer la dimension identitaire. Ceci d'autant plus que dans le cas de la RDC, les identités sont plurielles et recomposées dans ses diverses régions. En outre, des facteurs tels les alliances, les enjeux géostratégiques, le financement, le leadership contribuent à la mobilisation des groupes armés -non étatiques.

La dernière perspective met l'accent sur les aspects économiques, notamment l'existence de ressources naturelles comme un facteur qui contribue à faciliter la création et le maintien des insurrections. Ici, le phénomène d'avidité (*greed*) est de plus en plus présenté comme l'élément central qui participe au processus d'émergence de «*fragmegration*» et de perpétuation des groupes armés, notamment à travers la connexion entre le conflit, la criminalité, et les «relations

²⁰ La notion de «*Creed*» est essentiellement centrée sur les préceptes d'identité et d'insécurité. On la définit comme «generalized belief and identity feelings «*creed*»- and particularly, selective deprivation and discrimination based on those beliefs and identities» (Armsen et Zartman 2005:11), Voir Vlassenroot (2000).

internationales illicites».²¹ En suivant la logique de cette variable explicative, le Panel des Experts de l'ONU qui a commis trois rapports sur l'«Exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC» a réduit l'émergence, la fragmégration et la perpétuation des groupes armés à la seule lutte pour l'accès et au contrôle des ressources naturelles. Cette tendance est renforcée par les résultats les organisations non gouvernementales (ONG) et les conclusions du Panel onusien sur l'exploitation systématique et systémique des ressources naturelles de la RDC.²² Toutefois, ce courant fortement influencé par les études de la Banque mondiale a davantage privilégié la captation de richesses (greed) pour expliquer les logiques de mobilisation, de fragmentation des groupes armés en RDC et leur prolongement dans le temps. Ce qui a contribué à la criminalisation pure et simple du conflit ainsi qu'à la délégitimation totale des leaderships des rébellions. Les conclusions des auteurs du courant néolibéral et utilitariste ont ainsi contribué à éluder de manière considérable les dimensions d'action collective des groupes politico-militaires en RDC.

Par-là, ce courant a prêté aux acteurs armés des mentalités uniquement entrepreneuriales et des mœurs seulement capitalistes. Toutefois, des auteurs tels Hugon (2006), Morten Bøås, ou même Paul Richards ont participé à la déconstruction des paradigmes économiques du conflit armé. Pour ces derniers, «War only makes sense as an aspect of social process» (Paul Richards 2005a: 5). Ceci dans la mesure où l'on ne peut pas partir du simple fait de l'existence des ressources naturelles et de leur mobilisation pour conclure à l'émergence des groupes armés étatiques. Si c'était le cas, de nombreux pays qui recèlent des ressources naturelles comme le Botswana, le Cameroun, le Gabon ou même la Guinée seraient aux prises avec les groupes

²¹ Au sujet du débat «greed versus grievance» ainsi que l'importance des ressources naturelles dans les conflits, lire entre autre: Berdal et Keen (1997: 796), Berdal et Malone (2000), Marchal et Messiant (2002), Cynthia et Zartman (2005), Duffield (1994), Cramer (2003), Collier (2000), Collier et Hoeffler, (1998), Rufin et François (1996).

²² On peut citer des rapports: Rapport de Lutundula Apala Pen'Apala (2006), NIZA (2006), Colla et Dallemagne (2003), Global Witness (1998, 2005), Amnesty International (2003), Oxfam; HRW (2003), (Pole Institute (2001).

armés. Par ailleurs, l'approche utilitariste est incapable d'expliquer la présence des groupes armés et même de leur pérennité dans des pays aux faibles ressources naturelles tels : le Burundi, l'Ouganda, Sénégal, Rwanda ou encore la Somalie. Ce qui démontre une fois de plus qu'il faut aller au-delà des postulats de cette approche, sans doute explorer une suite croisée de relations : celles entre les groupes armés et les populations locales, les États voisins et les milieux d'affaires. Il faut aussi explorer les capacités des groupes armés non-étatiques à adapter leurs approches au renouvellement des enjeux locaux, régionaux et internationaux.

Les trois variables argumentaires présentes dans la littérature sur les groupes armés que nous avons exposés ici, doivent davantage être considérées comme des facteurs d'amplification, des ingrédients explosifs, et qui pourrait, à tout moment, rendre la situation incontrôlable. Néanmoins, les limites de ces trois tendances nous amènent à avancer qu'aucune d'entre elles n'est à mesure d'expliquer ou de rendre compte de manière indiscutable des dynamiques internes qui sont au centre des logiques d'émergence, des mécanismes de fragmégration, ainsi que des principes de pérennisation des mouvements politico-militaires en RDC. Ceci s'explique par le fait que ces trois arguments traditionnellement avancés sont des éléments accélérant. Donc, ne peuvent ils ne peuvent pas être des éléments déclencheurs, contrairement à ce que leurs auteurs laissent croire. La confusion conceptuelle entre ces deux principes ait pu amener les chercheurs à mettre en exergue ces trois variables comme cause d'émergence, de fragmégration et de perpétuation des groupes armés, alors qu'il n'en était pas le cas.

À partir des éléments épars qui dominent l'actuel débat sur l'omniprésence des groupes armés en RDC, il est urgent d'ausculter de nouvelles avenues pour une nouvelle analyse sur ces acteurs armés. Ceci afin de faire des suggestions théoriques. Car plutôt que de parler de la «contamination» des éléments accélérant par des éléments déclencheurs, il semble plus

fructueux d'accepter la superposition de ces formes de principes. De même, il devient peut-être plus productif d'entreprendre l'étude de la rébellion à partir d'une analyse des enjeux (*issue-based analysis*). En outre, nous pourrions aussi faire des suggestions pratiques qui pourraient non seulement donner un second souffle non seulement aux politiques et aux organisations humanitaires, mais aussi instruire sur les efforts à fournir pour mettre fin à leur présence et partant, trouver les solutions durables pour le règlement et la réconciliation post-conflit. Dès lors, nous suggérons pour cette thèse, trois pistes de réflexion que nous considérons comme étant des éléments déclencheurs majeurs. Ces pistes de réflexion sont les éléments autour desquels se structure et s'articule notre hypothèse. Toutefois avant d'exposer notre hypothèse, il est important de revenir sur les notions centrales de cette recherche : émergence, «fragmegration», perpétuation.

Émergence, «fragmegration», et perpétuation des rebellions en RDC

Les termes émergence, fragmegration et perpétuation des rebellions seront au cœur de cette thèse. ***La notion d'émergence*** peut être définie comme l'apparition d'un «"objet", d'un phénomène, d'un comportement ou encore d'un terme à partir d'autres, sans pour autant qu'un lien spécifiquement causal puisse être établi. Le fait émergent "se dégage de". Il sous-entend un contexte mouvant, fait d'interactions» (Bec et al. 2007:99). Quant à Boubacar Niane, l'émergence est ce qui devient:

“Émergent “ ce qui “devient visible “, ce “qui est efficace “ dans un contexte favorable à “l'éclosion “ d'acteurs, de groupes d'acteurs, et de pratiques qui ont bien pu avoir dans le passé. C'est des sociétés africaines que vient une nouvelle fois au début des années 1990, la contestation du rôle et de l'accès à l'État: la plupart des pays sont entrés dans ce qu'il est convenu d'appeler (...) un processus de décompression autoritaire (2005: 111).

Ce «processus de décompression autoritaire» dont parle Niane favorise l'émergence des groupes armés.²³ Outre le fait que les principes de ce processus sont analogiques à ceux de

²³ Sur le plan étymologique, la décompression autoritaire est l'expression du desserrage de la chape de plomb d'un régime autoritaire. Il faut tout de même noter qu'il y a des cas de décompression autoritaire qui ont, au contraire, mené à une démocratisation réussie. A l'instar de la décompression du régime Rawlings au Ghana à la fin des années 80 début 90, celle du Bénin, etc. Par ailleurs, cette ouverture du régime

l'émergence des mouvements sociaux, la notion d'émergence apparaît aussi comme un concept pivot dans les postures de changement de régime par la force armée. Elle peut aussi se comprendre comme la forme de l'émancipation du sujet (Mbembe 2000: 140). Il faut préciser ici que dans le cadre de cette thèse, la notion d'émergence (du moins en ce qui a trait à la nature inhérente des groupes armés) est consubstantielle à celle de la fragmégration. Nous voulons dire qu'implicitement, elle implique les possibilités latentes ou réelles de fragmégration. Ce qui implique que l'émergence est caractérisée par la discontinuité qui apparaît dans une sorte de continuité. Ce qui renvoie en même temps à une irréductibilité causale, reflet de la causalité circulaire «où un système se crée parce qu'il existe, et existe parce qu'il se crée. (Bec et al. 2007: 100). En bref, ce phénomène d'émergence oblige à une réflexion sur les processus existants, sur le mouvement réel, de tout le contexte qui mène à l'irruption des rébellions et de toute la dynamique conflictuelle de la RDC.

Un autre phénomène important au centre de notre recherche est le néologisme de «*fragmegration*» qui est caractérisée par les phénomènes de «fission/fusion».²⁴ Cette notion recouvre aussi les notions corollaires telles: *fragmentation ou scission/recomposition*, et le «factionalisme»,²⁵ ainsi que ceux de la production de lignes de démarcation sociales (social boundaries) sur lesquelles reposent les clivages sur lesquels s'appuient les mouvements rebelles en RDC.²⁶ Pour Rosenau, le terme «fragmegration» renvoie à la fusion entre fragmentation et intégration, «Ces deux forces ne sont pas contradictoires; elles entretiennent généralement une

autoritaire ne garantit pas toujours une démocratisation (mais sans garantir non plus l'apparition de mouvements armés) comme dans le cas du Cameroun, Gabon, du Togo ou même le Kenya.

²⁴ Sans vouloir utiliser tous les aspects que Roseneau attache à la notion fragmégration, l'on peut noter que les groupes armés se multiplient et se recomposent à travers certains principes reliés à ce phénomène. Voir Roseneau (2003 : Chap1 «An Emergent Epoch» (p.3-17) et Chap3 «Source and consequences of fragmegation» (p.50-78). La notion de "fission/fusion" est de Yale et Mansbach (1996). Cette notion est utilisée comme un synonyme de «fragmégration». Pour les concepts de factions, factionalisme confère Lemarchand (1987:150-155).

²⁵ Selon Lemarchand, on entend par «factionalism» le processus à travers lequel «factions are mobilized, enter into competition with one another, persist in conflict and in so doing structure a political field in ways that may lead to basic alterations of their initial properties» (Lemarchand 1987:130).

²⁶ Comme le précise Bartolini ici, il ne faut pas confondre «démarcation et frontière». Car «Les lignes de démarcation identifient les relations sociales significatives qui définissent des groupes d'appartenance» (Bartolini 2005:15). Confère aussi Bartolini(1998). Au sujet du clivage voir aussi Murphy (1988), Allardt (1968).

relation de causalité. Chaque pas vers l'intégration semble provoquer un pas vers la fragmentation, en raison de la résistance de certaines personnes ou de certains groupes» (Rosenau 2003: 46). Ici, les uns jouant à l'intégration, les autres à la différenciation. La notion de «fragnégration» traduit mieux l'agir des divers groupes armés au-delà des simples notions de multiplication et de fragmentation. Mieux aussi, la notion de «fragnégration» tout en permettant d'analyser les différentes logiques d'alliances qu'articulent les divers groupes armés non-étatiques, met en perspective l'écartèlement de l'analyse statocentrique, et démontre qu'il faille maintenant tenir compte dans nos analyses à la fois des processus de fragmentation et des processus régionaux voire globaux d'intégration. C'est à l'intérieur de ce processus dialectique que l'on peut voir émerger les avenues les plus prometteuses pour dégager une compréhension à la fois originale et explicative du phénomène de rébellion. Ce faisant, la notion de «fragnégration» permet de mettre en lumière les grands ordres de questionnements concernant la transnationalisation de l'action collective (le déploiement de l'action collective menée par ces divers acteurs armés à l'échelle transnationale) qui, soit nous sont suggérés par les propositions théoriques qui sous-tendent les questions de «scale politics» ou politiques des échelles, soit explicitement portés par les travaux qui s'inspirent de ces re-conceptualisations.²⁷ Ces questionnements sont très peu abordés par les sociologues et les politologues, ou presque pas lorsqu'il s'agit d'étudier les acteurs armés non-étatiques. Ces concepts avancés ci-dessus permettent de décrire, d'expliquer en même temps qu'ils englobent la notion de «fragnégration».

La perpétuation des rebellions en RDC qui est un prolongement des phénomènes d'émergence et de fragnégration s'inscrit en droite ligne dans la relation fondamentalement compétitive et méfiante entre les groupes armés. C'est aussi le lieu d'une longue histoire de tensions et de dynamiques conflictuelles autour de motifs divers. Tensions et dynamiques qui ont évolué à

²⁷ Au sujet du «scale politics», lire Neil Smith (1990:172), Brenner (2001,2004); (Swyngedouw, 2004,1997, 1997b).

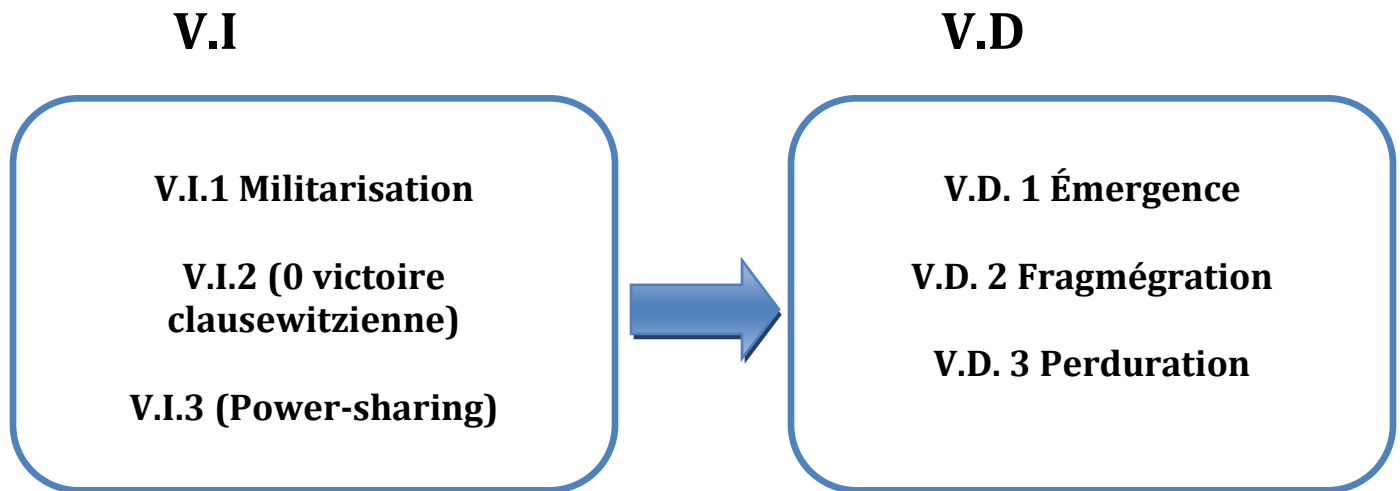
travers plus d'une décennie de manœuvres politiciennes et de cohabitations imposées par les parrains des rébellions et les acteurs du processus de paix à travers de nombreux accords politiques. Ce long processus est ici replacé dans une sorte de longue durée braudélienne, mieux dans un temps long.²⁸ La perpétuation doit s'analyser dans un temps suffisamment long pour éviter les pièges du présentisme, soit l'immédiateté; ce qui permet de comprendre les modèles et les tendances à long terme des groupes armés. Ces modèles et tendances sont ancrés dans le *continuum* entre la guerre et la paix, un concept qui est particulièrement intéressant pour analyser les groupes armés présents en RDC après la signature des accords de paix. Ce qui nous amène tout droit à poser l'hypothèse de cette recherche.

3. Hypothèse

Notre recherche a pour but d'analyser les facteurs qui sous-tendent les mécanismes d'émergence, le processus de «fragmegration» et la dynamique de perpétuation des groupes armés en RDC. Dès lors, nous affirmons dans cette thèse que le mécanisme d'émergence, le processus de «fragmegration» et la dynamique de perpétuation des mouvements politico - militaires en RDC sont la résultante des phénomènes de militarisation des forces sociales congolaises doublé de l'impossibilité du mouvement régional initié par le tandem rwando-ougandais à remporter une victoire clausewitzienne (victoire militaire totale) ainsi que de l'institutionnalisation d'un partage de pouvoir complexe par la communauté internationale. Ces phénomènes ou facteurs distincts s'emboîtent les uns dans les autres et parfois se relaient, les uns servant d'aiguillon aux autres. Ces facteurs peuvent être considérés ici comme des variables indépendantes (VI). Le premier est la militarisation des forces sociales congolaises. Le deuxième est l'impossibilité du mouvement régional initié par le tandem rwando-ougandais à remporter une victoire clausewitzienne

²⁸ «Les modèles spatiaux, ce sont ces cartes où la réalité sociale se projette et partiellement s'explique, modèles au vrai pour tous les mouvements de la durée (et surtout de la longue durée), pour toutes les catégories du social » (Braudel, 1985: 82). En adaptant le message de Braudel, on pourrait dire ici que le temps et l'espace permettent d'identifier et de comprendre les dynamiques internes des acteurs armés. Nous sommes cependant conscients que chez Braudel, le concept de «longue durée» renvoie à un temps qui peut s'échelonner sur plusieurs siècles.

(victoire militaire totale). Le troisième est l'institutionnalisation d'un partage de pouvoir complexe par la communauté internationale.²⁹ Notre hypothèse se schématise ainsi qu'il suit:



Graphique1. Schématisation de l'hypothèse générale

Par ailleurs, si la corrélation entre les variables indépendantes avec les variables dépendantes son, il faut préciser ici que les liens de causalités sont différenciés dans cette relation. On note ainsi dans un premier temps que la militarisation (VI.1) cause directement l'émergence (VD.1) de l'AFDL. Dans un deuxième temps l'absence de victoire clausewitzienne (VI.2) entraîne l'émergence des groupes armés (VD.1) et leur fragnégation (VD.2). Le power-sharing (VI.3) a quant à lui entraîné l'émergence des milices, la fragnégation des milices et des groupes armées ainsi que leur perduration (VD.3). Ainsi, le phénomène d'émergence qui est un type de causalité non-linéaire ne présente pas les mêmes caractéristiques selon qu'il est impacté par la VI.1 la VI.2 et la VI.3. Il en est de même du phénomène de fragnégation qui lui aussi se décline

²⁹ La variable dépendante (les phénomènes émergence, de fragnégation et de perpétuation des groupes armés) dans cette hypothèse en forme de « puzzle» est un paramètre du « puzzle» qui est modifiée ou qui varie sous l'influence des variables indépendantes.

différemment selon son lien de corrélation avec les VI.2 et VI.3. Nous démontrerons cette chaîne causale dans les chapitres 3, 4, 5,6.

Pour revenir aux trois facteurs fondamentaux de notre hypothèse, l'on peut noter que le premier élément déclencheur qui est la militarisation des segments de la société congolaise a contribué à l'émergence du premier groupe armé: en l'occurrence l'AFDL. Le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi soutenus activement par les États-Unis vont ainsi s'appuyer sur ce contexte socio-politique, et permettre à des mouvements sociaux congolais d'abandonner le mode d'action conventionnel des mouvements sociaux (l'action collective protestataire) pour rejoindre l'AFDL dont ils vont former une part importante de l'effectif civil et militaire. Dès lors la prise de Kinshasa à la suite de la guerre de «libération», par cette rébellion et ses États parrains ne va pas permettre la concrétisation du changement régional initialement planifié, mais déboucher sur une impasse politique telle que nous le montre le second argument.³⁰

Le deuxième élément déclencheur est caractérisé par l'impossibilité du mouvement régional initié par le tandem rwando-ougandais d'imposer une victoire militaire totale susceptible de changer la géopolitique régionale. Ce qui s'est traduit par le revers politique et militaire en RDC du mouvement régional orchestré par les armées rwando-ougando-burundaise à l'issue de leur guerre de «rectification».³¹ Ce revers exprime mieux les phénomènes d'émergence, puis de «fragmegration» des groupes armés. Cette déconfiture du mouvement régional donnera lieu tout d'abord à l'émergence du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) et du Mouvement pour la Libération du Congo (MLC) et puis par l'effet boule de neige ou «snowball effect» à d'autres groupes armés, pour la plus part sous-influence

³⁰ Le terme «libération» a été utilisé par la rébellion de l'AFDL dans la première rébellion de 1996-1997.

³¹ Le terme de «rectification» a été utilisé par la rébellion du RCD de 1998. Il faut noter que cette «logique d'ingérence» qualifiée de «libération» de la RDC s'inscrivait en dehors de tout cadre du droit international et, de ce fait, violait le sacro-saint principe de la souveraineté d'un pays. Lorsque nous parlons de mouvement régional, nous faisons allusion ici à la coalition conduite dans la première guerre par (Rwanda, Ouganda, Burundi, Angola) et dans la deuxième par (Rwanda, Ouganda Burundi).

des armées rwando-ougando-burundaises. Dans un jeu de miroir ou de dynamique qui s'autoalimente et qui conduit à la «fragmegration», émergent en RDC des groupes armés multiformes et des armées de pays qui vont tout en s'affrontant, recourir aux jeux d'alliances militaires régionales. Ces conflits s'emboîtent les uns dans les autres et, très souvent se muent en un système de violence/répression/résistance stable qui finit par créer une impasse totale, donnant l'impression d'un manque de sens. Ce que Susan Rice appela «first African world war» ou «multinational war» par de nombreux observateurs, et que nous désignons par guerre atypique ou a-civile.³² Pour mettre fin aux activités des différents groupes armés, la communauté internationale a trouvé comme parade l'institutionnalisation du «power sharing», tel que le montre le troisième argument de cette hypothèse.

Le troisième élément déclencheur est caractérisé par l'institutionnalisation du partage du pouvoir «power sharing» par la communauté internationale. Ce mécanisme est en soit complexe parce qu'il est utilisé dans un contexte de crise politico-militaire. Ceci contrairement à sa nature première. Le fait que ce mécanisme intègre les éléments de DDR et de 2D3R, et les élections multiples, rend complexe ce partage de pouvoir complexe (complex power-sharing). En outre, si ce type de partage de pouvoir permet de mieux analyser les phénomènes d'émergence, de *fragmegration* et de perpétuation des groupes armés, il doit être aussi compris à deux niveaux: sur le plan politique (projet politique qui vise une partition non déclarée de la RDC) et sur le plan pratique (résolution de conflit). Sur ce dernier aspect, le «power-sharing» s'inscrit dans une conception essentiellement fonctionnaliste et instrumentaliste dans laquelle l'impulsion serait amorcée du haut vers la base («*top-down*»). Cette conception présente l'idée problématique que des changements organisationnels, de nature technique, amèneront par eux-mêmes une

³² Selon la journaliste Lynne Duke, l'expression «première grande guerre africaine» ou «la première guerre mondiale africaine» a été prononcée pour la première fois par Susan Rice, sous-secrétaire d'État pour les affaires africaines (2003:237). On entend aussi par «première guerre mondiale africaine» la guerre sans vainqueurs qui a ravagé l'est de la (RDC) depuis 1998, et qui à son apogée, a impliqué près de huit pays.

amélioration de «l'efficacité»: désintéresser les groupes armés à la guerre par la redistribution des postes. Selon cette conception, il y aurait ici une correspondance entre le «power sharing» et le rétablissement de la paix. Dans un sens, l'institutionnalisation du partage de pouvoir a été davantage perçue comme une prime politique (prime à la rébellion) octroyée aux entrepreneurs de la violence. Tel que nous le démontrerons à la lumière de l'Accord de Sun City matérialisé par «l'Accord global et inclusif» (AGI) à Pretoria en décembre 2002, qui présidera à la mise sur pied d'un gouvernement de transition, plus connu sous le vocable 1+4.³³ Compte tenu de la logique sous-jacente du «power sharing» selon laquelle tous les groupes armés sont inclus dans les négociations, les responsables de ces groupes se mettent en tête qu'ils doivent être traités en conséquence par les médiateurs.

Cette anticipation de la possibilité de profiter des retombées des accords de paix qui débouche très souvent sur le partage de pouvoir a fait que les groupes armés sont toujours à l'affût pour obtenir des parcelles de pouvoir découlant de ces accords. Et ceux qui n'ont rien obtenu, ou qui jugent leur part insuffisante ont souvent tendance à se désolidariser de leurs groupes armés respectifs pour créer un nouveau groupe qui revendiquera sa part, afin d'avoir droit de citer et de compter politiquement. Le «power-sharing» (VI.3) déclenche l'émergence de nouveaux mouvements armés (VD.1). Nous tenons à préciser que dans cette chaîne causale, le facteur déclencheur power-sharing est chronologiquement distinct du facteur déclencheur VI.1 de la militarisation. Cette action d'émergence récurrente de groupes armés ainsi que leur fréquente intégration dans les gouvernements de type unité nationale (GUN) ont davantage mené à la fragmégration. D'un autre côté ce principe de power sharing qui s'est étiré dans le temps à travers d'autres accords a automatiquement contribué à la perpétuation des groupes armés. On

³³ Lorsque l'on parle de 1+4 en RDC on fait référence au gouvernement de large consensus formé le 20 avril 2003 constitué d'un exécutif constitué d'un président et de quatre vice-présidents issus des groupes armés.

est ainsi entré dans la logique: plus il y a des groupes rebelles qui émergent, plus ils sont intégrés aux GUN à travers des principes de power-sharing, et plus les groupes armés perdurent. Car il est dans l'intérêt du groupe armé de se faire entendre surtout militairement pour pouvoir augmenter son capital politique et économique.

Dans un autre sens, «le power sharing» peut être considéré comme un projet politique qui recouvrait la «sphère du politique» et la «sphère de l'économique». En tant que projet politique non explicité, le «power sharing» couve l'idée même d'une autopartition. Par ailleurs, même si sur le plan du droit international, la communauté internationale ne se prononce pas pour une partition de la RDC, l'interprétation des actes de cette communauté internationale tendent à montrer que la perpétuation de la présence des groupes armés mènera à terme à la partition de facto, qui par la suite se transformera en une partition de jure. Le précédent des accords de Dayton qui ont consacré à la partition de la Bosnie-Herzégovine se situe dans la même décennie.³⁴ Il en est aussi celui du conflit au Soudan qui a finalement mené en juillet 2011 à la partition de ce pays en deux États. Et la «sphère politique» participait quant à elle à la satellisation économique de la RDC. Cette satellisation est la traduction de la perte des pans de territoires économiques du Congo au profit des pays voisins.

En somme, les trois éléments (déclencheurs) au cœur de notre hypothèse s'inscrivent dans une suite de concaténation. Cette concaténation joue le rôle de passerelles entre notre hypothèse et les variables «catalyseurs» dont nous avons montré les limites. Ces passerelles permettent aux variables «catalyseurs» de jouer un rôle de ferment, d'alimentation ou de conditionnement qui va dans une conjonction historique se superposer sur les VD. Ces liens sont

³⁴ Les accords de Dayton du 21 novembre 1995 (formellement signés à Paris le 14 décembre 1995) prévoient une partition de la Bosnie-Herzégovine à peu près égale entre la Fédération de Bosnie et Herzégovine (croato-bosniaque) et la République serbe de Bosnie (serbe). OHR Office of the High Representative "The Agreement for Peace in Bosnia and Herzegovina" http://www.ohr.int/dpa/default.asp?content_id=380

clairement établis dans les chapitres 3, 4, 5 et 6. Ainsi, l'enchevêtrement de ces trois phénomènes déclencheurs participe ainsi à la création et à la reproduction des effets de boucle (l'interaction de multiples éléments). C'est sur ce croisement particulier que repose l'argument central de cette recherche. À travers notre hypothèse nous formulons une nouvelle approche originale et féconde qui permet de poser tantôt de manière nouvelle, tantôt de manière différente, les questionnements sur les dynamiques de l'action collective des divers groupes politico-militaires telles qu'elles se déploient à l'échelle de la RDC et des Grands Lacs, ainsi que dans les relations entre les différentes échelles d'activités de ces groupes armés entre eux. Pour cela, nous avons besoin d'un cadre analytique approprié.

4. Cadre analytique

Afin de mieux analyser les logiques d'émergence, les dynamiques de fragmentation et les mécanismes de perpétuation des acteurs armés non-étatiques, il s'est imposé à nous au regard de l'évolution dans le temps des acteurs armés en RDC, le soin de procéder au découpage en trois grandes phases (générations) successives de rebellions; mais aussi l'urgence de ré-conceptualiser à l'intérieur de ces diverses phases les différentes catégories de groupes armés. Toute cette architecture repose sur une combinaison de temporalités. Ainsi, pour opérationnaliser notre hypothèse, nous avons choisi un cadre analytique (grille d'analyse) fondé sur quatre piliers.³⁵ Ces piliers ne peuvent pleinement être décryptés qu'en intégrant l'importante composante combinatoire de la temporalité.

Trois phases ou générations de rebellions

Ainsi pour mieux articuler notre hypothèse, notre recherche sera envisagée sous la forme de trois phases ou générations de rebellions. La phase correspond à un moment de césure ou de rupture

³⁵ Niangalé Bagayoko qui a étudié les conflits en Afrique de l'Ouest et qui est globalement revenu sur les groupes rebelles dans cette partie de l'Afrique, a aussi brièvement fait recours à certains de ces éléments pour décrire les habitus de certains groupes rebelles dans certains pays de cette région (2003:97-127). Il ya aussi le Pr. Klaus Schlichte de Humboldt-University de Berlin qui a émis l'idée d'utiliser certains éléments de ce cadre dans son projet d'étude sur les rebellions au Soudan plus précisément dans le Darfour.

important dans l'histoire de la conflictualité congolaise. Elle est aussi une stratégie de sortie de crise militaire ou politique.³⁶ Au regard de l'évolution dans le temps des acteurs armés en RDC, et des moments de césure de la conflictualité en RDC nous avons ainsi procédé au découpage des trois grandes phases de rebellions. La problématisation de ces trois phases aura un impact sur la ré-conceptualisation des différentes catégories de groupes armés qui se retrouvent à l'intérieur de ces différentes phases, ainsi que les trames événementielles et des séquences qui les constituent.

Nous avons ainsi pu formaliser trois phases de groupes rebelles. La première, qui va de 1996 à 1998, est une sortie de crise militaire est à l'origine du renversement du président Mobutu et de son régime. Cette phase est caractérisée par une certaine coalescence doublée d'alliances autour du seul mouvement émergent qui est l'AFDL. La deuxième, qui va de 1998 à 2003, est elle aussi une sortie de crise militaire. Elle est à l'origine du déclenchement de la Première Guerre mondiale africaine. Les auteurs centraux ici sont les groupes rebelles nationaux, étrangers et les armées étrangères. La troisième phase qui se situe dans la période de 2003 à 2010 s'ouvre sur une sortie de crise politique. Elle se situe en droite ligne du prolongement de la rébellion de la deuxième phase. Les acteurs centraux dans cette phase sont les milices armées.

Trois catégories de groupes armés non étatiques

Nous ne prétendons pas élaborer une typologie complète des acteurs armés non étatiques, encore moins de créer une autre nomenclature pour les groupes armés. Toutefois, nous estimons qu'il est impérieux de discuter de la terminologie que nous utilisons ici. Outre les trois phases ci-dessus formalisées, il est impératif de ré-conceptualiser les différentes catégories de groupes armés qui se retrouvent à l'intérieur de ces différentes phases. Pour cela, il est judicieux de recourir à l'ouvrage classique de Christopher Clapham (1998), de celui de William Reno (2011) qui dans

³⁶ Lorsque nous parlons de césure ou moment de rupture important dans l'histoire de la conflictualité congolaise, nous faisons allusion ici aux politiques ou stratégies de sorties de crises majeures (parfois militaires et politiques) qui correspondent à des moments charnières dans la crise congolaise.

une perspective comparatiste, traite des mouvements de guérilla et permet l'introduction d'une intéressante typologie des rebellions ainsi que de l'analyse de Forrest (2004) sur les «Subnationalist movements» en Afrique. Cet exercice nous permet de mieux saisir les dynamiques d'émergence, de fragmentation et de perpétuation des différentes catégories d'acteurs à l'intérieur de ces trois phases ainsi que les liens transversaux de ces acteurs entre ces diverses phases. Dans sa typologie, Clapham dénombre quatre types d'insurrections: libération, séparatiste, réformiste et insurgés seigneurs de la guerre (2007: 221-233; 1998:1-18). Quant à Reno, il en établit cinq: *anti-colonial rebels*, *majority-rule rebels*, *reform rebels*, *warlords rebels*, *parochial rebels* (2011:4-15).

Toutefois, nous ne pouvons pas de manière uniforme, calquer ni la typologie de Clapham ou celle Reno à notre recherche, d'une part parce que certains éléments de la typologie de Clapham (libération et séparatiste) ou Reno (*anti-colonial rebels*, *majority-rule rebels*) ne s'appliquent pas à notre cas, et d'autre part parce que la diversité et la complexité des forces insurgées en RDC rendent ces typologies rigides. Ce qui les rend incapables de jeter la lumière sur les interactions des différentes catégories d'acteurs dans les trois phases retenues. Cette illisibilité est aussi due au caractère obsolète de sa classification. Quant à l'analyse des mouvements subnationalistes de Forrest, sans le rejeter complètement, on ne peut pas l'appliquer de manière uniforme aux divers groupes rebelles en RDC, du fait de leur hétérogénéité et de leur diversité.³⁷

Afin d'adapter la contribution de ces chercheurs à notre recherche, nous modifierons ou adapterons le cadre d'analyse développé par Clapham et Reno. Ainsi, nous ne retiendrons que deux catégories dans sa typologie: la première est celle les groupes armés de type réformiste

³⁷ Ceci s'explique par le fait que l'analyse de Forrest porte exclusivement sur «des Subnationalist movements» qui n'est qu'une catégorie de groupes armés que l'on trouve en RDC. En conséquence il y a d'autres groupes qui n'obéissent pas aux critères d'analyse du type mouvement subnationaliste qu'il a énoncé.

«reform insurgencies» dont le rôle est la recherche d'une «radical reform of the national government» (Clapham 1998:7).³⁸ Les éléments de cette catégorie de Clapham peuvent faire jonction ou être complémentaire au type de «Subnationalist movement» développé par Forrest (2004). Ce type s'est davantage illustré dans la rébellion de la deuxième phase telle que nous le verrons dans le chapitre 4. La deuxième catégorie est celle des insurgés seigneurs de la guerre «wardlord insurgencies» qui ont servi «as something of a residual category into which to lump those movements that failed to fit into any of the other three» (Clapham 2007: 223).³⁹ Dans cette thèse, ces seigneurs de la guerre sont davantage des milices pro-occupation telle que nous le verrons dans les chapitres 5 et 6.

Aux deux catégories de Clapham: les («*reform insurgencies*» et les «*warlord insurgencies*») que nous avons retenues, nous allons intégrer une nouvelle que nous avons conceptualisée dans cette thèse. Il s'agit des *milices autonomes*. Certaines caractéristiques des milices autonomes se retrouvent dans la description du type «parochial rebels» décrit par Reno (2011:13-15).⁴⁰ Toutefois, les milices autonomes sont en outre dotées de sensibilité multiple. Elles sont autonomes dans le sens où elles ont la capacité de s'autodéfinir par rapport aux groupes armés subnationaux, aux groupes armés étrangers, ainsi qu'aux États avec lesquels ils entretiennent des relations. Leur sensibilité multiple (identités, allégeances, intérêts, relations d'autorités) doublée d'une accentuation de leur mobilité font que leurs différents rapports débouchent très souvent sur une déchirure et confrontation entre elles. À la lumière de notre analyse, les trois catégories d'acteurs armés que nous avons retenues et qui sont susceptibles de

³⁸ Pour Reno, ce type de rebelle qui a émergé autour des années 1980 était intimement familier avec les «debates and challenge that affected the first wave of anti-colonial liberation struggles» (2011:7-8).

³⁹ Chez Clapham le «Wardlord insurgencies» n'est pas directement assimilable à un individu, mais plutôt est l'expression des caractéristiques associées à un groupe. Chez Reno, il semble être le contraire. Selon ce dernier, il est l'expression particulière «to a certain kind of authoritarian regime politics and are an expression of political competition that previously existed in these regimes» (2011:11).

⁴⁰ Pour Reno «fight to protect circumscribed communities. Usually they appear during times when and in places where politicians are evolving into warlords as state institutions and security are breaking down» (2011:13-14).

se retrouver dans les trois phases de rébellions de manière différenciée sont: les «reform insurgencies», les «warlord insurgencies»⁴¹ et les milices autonomes. Ce qui revient aussi à dire que «the characteristics, dynamics, and contexts of African insurgencies are not the same across time and space» (Bøås 2007: 15).

Avant de continuer il est nécessaire de préciser l'utilisation de la terminologie à la lumière des activités des groupes armés en RDC, puisqu'il existe une kyrielle de termes, parfois interchangeable et généralement utilisés pour désigner la même réalité sociale: le rebelle.⁴² Toutefois, pour Rotberg «To rebel is to refuse allegiance to and forcefully oppose an established government or any ruling authority» (1971: Xiii). Par ailleurs, dans cette recherche, nous allons en général nous appuyer sur la définition de Capie qui définit les «groupes armés» comme des groupes «that are armed and use force to achieve their objectives and are not under state control» (2004 : 4),⁴³ ou encore les étudier en tenant en compte trois caractéristiques de Collier: «political organization, military organization and business organization» (2003: 56).

En somme, à partir de ces différents éléments, nous avons développé un modèle explicatif complémentaire, sorte de typologie, comportant trois phases de rébellions et trois catégories d'acteurs armés qui interagissent au niveau de «la gouverne politique».⁴⁴ Il faut préciser que cette typologie est purement analytique, car il existe une perméabilité non seulement entre les frontières de ces trois phases, mais aussi entre les catégories d'acteurs armés qui les constituent.⁴⁵ Par ailleurs, les phases pas plus que les catégories d'acteurs armés, ne constituent pas des entités homogènes et agissantes d'un même mouvement. Elles sont au contraire

⁴¹ Il est important de préciser que la catégorie «warlord insurgencies» est plus proche de Clapham que de Reno.

⁴² Seigneur de la guerre, force nouvelle, mouvements armés, milices armées, groupes armés, rebelles fantoches, forces supplétives, insurgés, guérilleros, terroristes, libérateurs, chiens de guerre, paramilitaires, combattants illégaux, desperados, freedom fighters, mercenaire, enfant soldat (Kadogos en RDC) «Little Bees» en Colombie, «Craps» au Rwanda. Voilà les termes qui reviennent très souvent pour les qualifier.

⁴³ Au sujet de la définition de la rébellion ou insurgency, confère Snow (1996: 64-65).

⁴⁴ Tout au long de cette thèse nous reviendrons constamment sur le terme de «gouverne politique», mais une gouverne beaucoup plus militarisée.

⁴⁵ Avec la longue durée du conflit, les mouvements insurrectionnels du type réformiste ont souvent oscillé ou même évolué dans la catégorie d'insurrections «warlord» et vice versa. Les cas du RCD ou du CNDP qui ont constamment oscillé entre le réformisme et le warlordisme.

hétérogènes et associent des groupes armés et autres acteurs surtout étatiques aux intérêts parfois contradictoires et aux stratégies hétérogènes.

Temporalité et trame événementielle

Les processus et mécanismes qui sous-tendent l'émergence, la fragmégration et la perpétuation des groupes armés sont adossés en plus d'être intrinsèquement liés à l'élément combinatoire de plusieurs temporalités. Ce qui implique une analyse des trois phases de rébellions à la lumière des trames événementielles dans lesquelles se situe l'action des groupes rebelles. Chacune des trois phases de rébellions est composée d'un certain nombre de trames événementielles et de séquences événementielles. Nous entendons par trame événementielle un moment (ou événement situé dans le temps) de grande crise (moment de forte intensité ou magnitude) qui implique la mise sur pied une politique de sortie de crise qui peut être politique ou militaire. La séquence événementielle est une unité temporelle de la trame. Elle est caractérisée par un moment de crise de faible ampleur (moments de faible magnitude). Elle implique, elle aussi, une stratégie de sortie de crise politique ou militaire. L'utilisation des trames et séquences événementielles, nous permettra de mieux analyser la trajectoire des groupes armés enchâssée dans les mécanismes d'émergence, de fragmégration et les logiques de perpétuation des groupes armés.⁴⁶

Les quatre piliers de l'architecture du cadre analytique

Notre cadre analytique (grille d'analyse) qui s'inscrit dans une approche de «multi-layered framework» et qui reflète le concept d'entrelacement est fondé sur quatre piliers. Le premier pilier porte sur les *origines sociales et mode de recrutement ainsi que la dynamique interne dans la phase des rébellions*. Ce secteur d'analyse permet d'analyser les contextes qui président à l'émergence, la fragmégration et à la perpétuation des groupes armés. Il vise aussi à déterminer

⁴⁶ Cette façon de procéder est d'autant plus importante qu'elle peut renseigner les praticiens de la paix ainsi que les humanitaires sur les moments opportuns pour intervenir ou initier des actions auprès des groupes armés.

l'organisation des rébellions, c'est-à-dire le rapport entre les structures sociales et les structures internes des groupes armés aussi bien que leurs modes de recrutement et les milieux dans lesquels ils se façonnent. Un accent sera mis autant sur les mécanismes d'exclusion et d'inclusion dans les groupes armés, que leurs formes d'organisation. Nous allons nous appuyer sur la démarche de Policzer qui met l'accent sur les milices comme des organisations sociales et cherche à définir et à les comprendre en termes de leur dynamique de contrôle (Policzer 2002:9-11). Ce qui permet de déterminer la structure de prise de décision et le degré de contrôle exercé par la hiérarchie sur les membres, de définir la conduite du groupe en termes de niveau de coercition. Un niveau de coercition que les leaders des groupes armés exercent en termes de contrôle à travers une variété de stratégies de contrôle interne et externe de leurs agents. Cela revient à s'appesantir sur leur structure interne (leur credo politique: idéologie), les problèmes auxquels les groupes armés doivent faire face surtout au niveau du leadership, ainsi qu'au niveau organisationnel (la capacité de maintenir une cohésion avec un minimum de flexibilité). Nous analyserons aussi la capacité des rapports des acteurs armés étatiques à affronter les groupes armés non-étatiques, mais aussi l'impact que leur jeu de miroir a sur la structuration des alliances, mais aussi sur les phénomènes de fragmégration.

Le deuxième pilier revient sur *les sources de financement et d'autofinancement : prédation et criminalisation*. Il est fondé sur l'exploration des bases matérielles des groupes armés, ainsi que de leur rapport avec le rôle des acteurs externes. Nous analyserons ici les actions stratégiques des multiples acteurs sociaux qui recourent aux marchés de la violence pour se bâtir un capital social et politico-économique. Un capital qui est le reflet de l'interaction entre le local et le global, mais aussi révèle l'intégration des acteurs clés (groupes armés) dans les marchés mondiaux (licites ou non) qui influencent les processus locaux. Ces marchés de la violence

remettent au grand jour les relations entre les dimensions économiques et politiques des discours sécuritaires qui demeurent sous-analysées surtout lorsque les acteurs concernés sont les groupes armés non-étatiques au sein de la discipline des relations internationales.⁴⁷ Ce qui nous impose dans cette thèse, de réintroduire des analyses sur les «dimensions économiques» de la sécurité (Economic security); et d'aller au-delà de la démarcation manifeste des sphères économique et politique.⁴⁸ L'importance d'une telle démarche est de mieux restituer les liens entre ces deux sphères de pouvoir et la constitution de représentations, de discours et des pratiques sécuritaires dans la région des Grands Lacs.

Le troisième pilier est fondé sur les *formes d'administration des territoires conquis par les rebelles, ainsi que les répertoires symboliques*. Il s'agit ici de saisir les tactiques (leur mode d'action et stratégique, occupation spatiale et territoriale et moyens militaires). Ce secteur d'analyse intègre aussi les répertoires symboliques qui traduisent les diverses manifestations de la violence, les imbrications qui participent à la construction du jeu des mouvements politico-militaires toujours en constante réorganisation. Ce qui permet d'aller au-delà des images insoutenables des morts ensanglantés qui empêchent souvent toute analyse logique.

Quant au quatrième pilier, il a trait à *la transformation au sein de chaque phase de rébellions*. Les politiques de sortie de crise posent le problème des stratégies de sortie de crise qui se mettent en place entre les diverses parties en conflit. Dans cette partie, nous analyserons les comportements et les niveaux de restructuration des groupes armés lors des négociations et des accords de paix. Il en sera aussi de l'analyse de la nature (les effets de ces négociations et des

⁴⁷ Dans leur article qui traite des relations entre le « politique » et « l'économique » dans le discours et les pratiques de la « guerre contre le terrorisme », Lapointe et Masson (2004) montrent que malgré les travaux de Buzan, Wæver, de Wide J. (1998), Buzan (1991), Gilpin (1981, 1987), Keohane (1984), Kindleberger (1981), les relations entre les dimensions économiques et politiques des discours sécuritaires demeurent sous-étudiées au sein de la discipline des relations Internationales.

⁴⁸ Au sujet de la notion de «sécurité économique» (Economic Security) ou plus exactement des liens entre « politique » «l'économique » dans le discours et les pratiques, lire, Lapointe et Masson (2004), Wæver, Ole et De Wilde (1998:95-120), (Buzan, 1991:234-269), Keohane (1984), Gilpin (1981, 1987), Kindleberger (1981).

accords) des relations entre les dirigeants politiques et militaires.⁴⁹ Il est aussi question ici de jeter un regard sur les mutations au sein de ces groupes; surtout lorsque la question de leur intégration comme acteurs politiques réguliers dans le microcosme politique se pose. Nous accorderons aussi une attention sur les effets des acteurs armés externes : intervention des acteurs militaires externes et leur conduite.

Finalement, l'articulation de ce nouveau cadre de la politologie des groupes armés en RDC que nous mettons sur pied est une contribution à la théorisation des acteurs armés non étatiques dans les crises congolaises dans le cadre d'une sociologie politique de la société mondiale («political sociology of global society») Ce qui a pour avantage de permettre une meilleure analyse aux frontières de la micro et de la macro politique, du point de vue de la distribution des acteurs et de celui de la distribution du métapouvoir.⁵⁰ Elle favorisera aussi une meilleure compréhension des systèmes de gouvernance des acteurs armés non-étatiques (la politologie des groupes armés) en RDC entre la période 1990 et 2010, des acteurs qui pratiquent ce que nous appelons «undemocratic politics» ou la gouvernance par la violence.⁵¹ Cette étude des mouvements armés nous permet en même temps de relever les lacunes (théoriques et explicatives) de cette littérature sur la longue crise en RD Congo et montre comment pallier à ses apories. Une étude sérieuse sur la crise congolaise ne peut pas faire l'économie d'une connaissance suffisante de la nature des groupes armés non étatiques.⁵²

5. Bref survol du conflit en RDC

⁴⁹ Consulter le tableau des conférences, des négociations et des accords de paix en Annexe 1.

⁵⁰ On entend par méta-pouvoir «le pouvoir d'édicter les règles du jeu politique, lequel est exercé par les acteurs centraux de la gouverne» (Grenier 1994:4).

⁵¹ Il y a aussi un autre terme semblable de Michel Galy (2007) lorsqu'il parle de «gouvernance par la violence. En anglais, la politologie des rébellions se désigne par les termes : «the politics of rebellion» ou «the politics of insurgent violence» par Weinstein et ou «Technology of rebellion» par Stathis Kalyvas.

⁵² Nous considérons ces groupes armés comme des «objets politiques non identifiés» (OPNI, Martin (1989 ; 1992).) qui loin d'être de simples acteurs de soutien sont de véritables moteurs des crises à répétition en RDC.

Lorsque le régime du maréchal Mobutu tombe le 17 mai 1997, on assiste au Zaïre à la fin de près de quatre décennies d'un système et d'un pouvoir autocratique. Ce pays a été durant la guerre froide un maillon essentiel du camp de l'Ouest est un pays géostratégique pour l'Afrique de l'Est, l'Afrique centrale et l'Afrique Australe. Il est le seul en Afrique à partager ses frontières nationales avec neuf pays voisins dont sept sont toujours en conflit ou en situation de post-conflit à savoir: l'Angola, le Burundi, le Congo-Brazzaville, le Rwanda, l'Ouganda, la République centrafricaine et le Soudan (Tanzanie et Zambie pays frontaliers en paix) comme on peut l'observer sur la carte 1.⁵³ Ce pays dispose d'importants gisements de cuivre, cobalt, or, diamant, bauxite, cadmium, tungstène, germanium, l'argent cassitérite, le charbon, plomb, minerai de fer, manganèse, argent, zinc, uranium, gaz méthane, pétrole et autres ressources. Le pays possède en outre, la plus grande réserve d'eau et de la forêt du continent africain. En somme, ce pays est un véritable «scandale géologique».⁵⁴

L'AFDL qui prend le pouvoir à Kinshasa profite de la déstructuration de la société zaïroise, de la déliquescence des structures politiques et administratives et de l'échec de la transition démocratique lancée le 24 avril 1990. Cette rébellion que dirige Laurent Désiré Kabila est déclenchée dès octobre 1996 dans l'est du Zaïre avec le soutien d'une coalition régionale formée de cinq des neuf voisins immédiats du Zaïre (Ouganda, Rwanda, Burundi, Zambie et Angola). Cette alliance reçoit le soutien d'autres pays surtout des États-Unis, et certains autres États africains tels: l'Érythrée, l'Éthiopie, le Zimbabwe. L'AFDL débute d'abord comme la rébellion «banyamulenge», pour ensuite prendre les traits d'une véritable guerre d'invasion.

⁵³ Il est important de souligner que la RDC et la Chine sont les deux pays du monde à partager une frontière commune avec dix pays.

⁵⁴ Selon le Pr. Bongoy, on attribue généralement la paternité de la notion « scandale géologique» au géologue belge Jules Cornet qui, en 1892, lors d'une expédition dans ce qui est devenu la province Katanga en RDC se serait exclamé: «Le Katanga ce scandale géologique !». Depuis lors, ce vocable est repris pour qualifier d'autres régions africaines comme la Guinée Conakry riche en ressources naturelles. Entrevue réalisée avec le Pr. Bongoy qui faisait parti de la commission économique lors du DIC à Sun City (mars 2007 à Kinshasa).

Alors que Mobutu est balayé par l'histoire, Laurent Désiré Kabila prend les rênes du pouvoir, et le Zaïre devient la RDC.

Après son arrivée au pouvoir, la lune de miel entre le chef de l'AFDL et ses parrains ne durera pas longtemps. Le 2 août 1998, éclate une fois de plus dans l'est de la RDC, une nouvelle rébellion soutenue une fois de plus par le Rwanda, l'Ouganda. Cette rébellion a pour nom le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD). D'autres groupes politico-militaires vont naître dès novembre tel le Mouvement de libération du Congo (MLC) que soutient l'Ouganda. Dès lors, on va assister à la multiplication des acteurs qui vont occuper près du 3/5 du territoire de la RDC, nous rappelant les rébellions-révolutionnaires de (1963-1966), lorsque la rébellion des Maï-Maï ou Simba des Provinces orientales (et du Kivu, et qui débordait sur la moitié de l'Équateur, du Kasai et du Katanga) occupait pratiquement la même superficie (rébellion à laquelle avait participé Laurent Désiré Kabila aux côtés de Pierre Mulele, Theodore Bengila, Christophe Gbenye, Laurentin Ngolo et Gaston Soumialot).⁵⁵

Les premiers signes de rupture entre les deux parrains de la nouvelle rébellion dès l'été 1999, conjugués à l'intervention des alliés de Kinshasa (Angola, Zimbabwe, Tchad, Namibie) dès août 1998 ainsi que la réémergence des guerriers nationalistes des Maï-Maï, vont installer la deuxième guerre de la RDC dans la durée avec des alliances entre acteurs armés qui se nouent et se défont à la faveur des conjonctures. Avec comme conséquence, l'impunité les violations massives des droits de la personne et du droit international humanitaire.

Après de nombreux attermoissements de la communauté internationale, on va assister le 10 juillet 1999 à la signature de l'Accord de Lusaka qui prévoit un cessez-le-feu et le retrait des troupes étrangères en RDC. Cet accord ne va pas mettre fin à la crise congolaise d'autant plus

⁵⁵ Au sujet des exigences idéologiques et la pratique révolutionnaire de ces rébellions de 1963- 1966, lire Mbaya (1987), Martens (1987), Nzongola- Ntalaja (1987), Turner (1987) ou Verhaegen (1987).

que sur le terrain on assiste à l'éclatement des fronts et la fragmentation des groupes armés. Mais il faut attendre l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila le 16 janvier 2001 et son remplacement par son fils Joseph Kabila, pour voir le renforcement de la présence des forces de la MONUC; mais surtout l'Accord global et inclusif (AGI) le 19 avril 2003. L'AGI va mettre en branle le plus grand processus de sortie de crise politique qui culminera avec la mise sur pied d'un gouvernement de transition (1+4). Cette transition politico-militaire va après 42 ans de dictature, 7 ans de transition politique, 10 ans de conflits armés internationalisés, déboucher, en 2006 et 2007, sur les premières élections générales pluralistes. Mais malgré ces élections, les groupes armés écumeront encore la partie Est de la RDC avec parfois le soutien des pays voisins sous fond d'exploitation des ressources naturelles, ceci sans compter la recrudescence des tensions latentes qui ont débouché sur la violence armée dans les provinces de l'Équateur et du Bas Congo.

6. Importance théorique de la recherche et pertinence du cas de la RDC

Quatre raisons traduisent l'importance théorique de la recherche et la pertinence de notre étude de cas. Premièrement, nous voulons montrer que les phénomènes d'émergence, de fragmégration et la perpétuation des groupes armés ont très souvent été considérés par les praticiens des interventions internationales et par de nombreux chercheurs comme un fait brut donné, un pur acquis que l'on n'interroge pas suffisamment.⁵⁶ Ce qui a amené la plupart des «experts internationaux de la paix» à n'envisager qu'un simple guide aux problèmes à résoudre dans la perspective qui est la leur et dont le but est de «s'occuper avec succès de certaines sources de désordres» (Battistella 2003: 242).⁵⁷ Ceci d'autant plus qu'ils sont souvent traités comme des

⁵⁶ Nous faisons généralement allusion aux nombreux chercheurs qui ont eu à écrire sur le conflit congolais tels (Nzongola-Ntalaja (1996); Autesserre (2006); Tull (2007); Jackson S. (2006).

⁵⁷ Lorsque nous parlons des «experts internationaux de la paix», il s'agit de tous les acteurs internationaux dont la contribution fut au moins en partie d'aider la RDC dans la consolidation de la paix. Ces acteurs sont des organisations internationales (UN-MONUC, Union Européenne, dans

organisations statiques devant être démantelés. Cette logique s'inscrit en droite ligne des recettes de la paix libérale et des politiques de consolidation de l'État. Une logique internationale qui selon Pierre-Antoine Braud repose sur une idéologie de sortie de crise qui débouche toujours sur le kit diplomatique : une médiation internationale suivie d'un cessez-le-feu, un accord de partage du pouvoir, une transition puis enfin une élection, de préférence présidentielle (Laurent d'Ersu 2008).⁵⁸ En plus, cette façon d'envisager la résolution des problèmes a des similitudes avec le «problem solving theory», qui dans ses principes, ne s'occupe pas du mode d'émergence des phénomènes, mais plutôt de la «loi du phénomène».⁵⁹ Une perception qui est semblable à celle que l'on trouve dans les études sur la sécurité où on a aussi tendance à prendre pour acquis les catégories du réel spécifique aux sociétés industrialisées, c'est-à-dire en segmentant le champ de la sécurité en sphères distinctes pouvant être analysées de manière indépendante les unes les autres. Alors que la réalité émergente qui s'oppose d'une certaine manière à la problématique déterministe devrait amener ces experts à accorder une large place à l'analyse des réalités émergentes et à éviter toute approche rigide.

Dans notre étude, de cas on est buté sur le fait que non seulement nous ne sommes pas dans une société industrialisée, mais aussi on a à faire à des catégories du réel qui sont des acteurs armés; sans compter que l'on est dans une situation où il y a chevauchement des sphères, donc rupture de l'homogénéité radicale. Ce qui nous impose dans cette thèse de garder une posture critique. D'ailleurs le propre de l'analyse critique est d'aborder les catégories qui nous permettent de saisir «le monde non pas comme des réalités en soi qu'il s'agisse d'accepter

une moindre mesure l'Organisation de l'Unité africaine, SADC) et les diplomates de (l'Afrique du Sud, de la Belgique, États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne).

⁵⁸ Pierre-Antoine Braud qui est actuellement directeur de Bridging International, un réseau de consultants, spécialisés en conflits et post-conflits, universitaires, a été conseiller politique auprès de la MONUC.

⁵⁹ Dans ce sens, on est plus tenté à s'investir lors des arrêts intermittents du phénomène (groupes armés). Ceci est une façon de placer la charrue avant les bœufs. Même si l'urgence dans les situations de crise veut que l'on cherche d'abord à stopper le phénomène. Il s'avère tout de même qu'après l'accalmie qu'on n'ait jamais cherché à comprendre le phénomène. D'où la recherche d'une réponse strictement militaire hobbesienne. En ce qui a trait au discours sur le «problem solving theory» versus «critical theory» confère Robert Cox (1986; 1987).

comme le reflet d'un ordre des choses naturelles ou nécessaires, mais comme le produit de l'activité humaine s'inscrivant dans un contexte historique précis» (Lapointe et Masson 2004: 30).

Deuxièmement, bien qu'il existe de nombreux rapports d'institutions sur la situation dans l'ex-Zaïre, il faut tout de même admettre qu'il y a un manque de recherches scientifiques dans le champ d'études des conflits ayant trait aux mouvements armés dans ce pays. À part quelques contributions éparses, il n'existe pas d'études qui prennent en compte, dans leur multitude et leur diversité, l'ensemble des rébellions militaro-politiques en RDC; il n'existe non plus d'études qui replacent principalement les thématiques d'émergence, de fragmégration et de perpétuation de ces acteurs dans un cadre holistique.⁶⁰ Cette situation est à certain égard compréhensible dans la mesure où on n'étudie pas les groupes armés comme n'importe quel autre objet en science politique. D'ailleurs, un aperçu d'ensemble dans les revues scientifiques publiées à travers le monde effectué par Hawkins (2004: 11-12) montre que «with very few exceptions, Western periodicals that deal with international affairs have failed to devote even a single article to analysis of the DRC».⁶¹ En plus, les quelques études existantes comme celles de Bøås et Dunn (2007), Clapham (2006,1998), Forrest (2004) ou encore Reno (2011:1998), qui font autorité en la matière; même si elles offrent des avenues pour saisir les «African guerrillas», n'arrivent pas toujours, à cause de certaines généralisation à rendre la complexité du phénomène de rébellion en RDC plus compréhensible.

⁶⁰ De nombreuses difficultés se posent au niveau de l'étude des groupes armés: la difficulté d'accès aux zones de conflits, la sensibilité du sujet. Toutefois, on compte quelques études menées par Alden, Thakur et Arnold (2011); Weinstein (2007), Ruzibiza (2005) sur le FPR, Gberie (2005) sur le RUF et Richards (1996) sur la Sierra Leone, Reno (1997, 1998) ou encore quelques contributions éparses sur les milices Maï-Maï et la rébellion du RCD, de même que les ouvrages de Scott (2008) sur le mouvement politico-militaire, le CNDP, de Bemba (2006) sur son propre mouvement le MLC et De Villiers et Willame (1999) sur l'AFDL. On a aussi quelques travaux intéressants sur la crise en RDC en général. Voir entre autres : Turner (2007), Lanotte (2003), Clark (2002), De Villiers, Omasombo et Kennes (2002). En général, ces recherches n'accordent pas une attention particulière aux phénomènes d'émergence et de fragmentation ou de perpétuation des groupes armés.

⁶¹ On peut tout de même nuancer les propos de Hawkins aujourd'hui. Quelques numéros spéciaux de journaux académiques se sont tout de même consacré à la RDC dont l'un des plus récents est le *Peace Review*, 23:2,2011. Toutefois, du point de vue de la science politique, hormis des études qui mettent l'accent sur les relations entre les identités ethniques et les conflits, lire: Reyntjens (1999), Gorus (2000), Berkeley (2001) et Mamdani (2001) très peu de chercheurs ont analysé le contexte de violence politique à partir des acteurs.

Les études spécifiques sur les rébellions sont à peine effleurées et très souvent cèdent à la trop grande généralisation.⁶² Ceci a eu pour conséquence la production d'analyses très souvent partielles qui en plus réduit et simplifie la complexité de la réalité d'où l'imprécision par rapport aux catégories qui sont utilisées pour désigner de manière précise la multitude de groupes armés. Dans le cas des rébellions en activité en RDC, cette classification et cette analyse sont aussi partielles, car elles sont incapables d'expliquer la nature fragmentaire de ces acteurs armés et ne met pas assez l'accent sur la place des acteurs externes, en l'occurrence les rebellions et milices extraterritoriales dans le processus historique. En plus, elles ne clarifient pas le jeu des acteurs étatiques externes, dans leur soutien aux rébellions. D'autres encore ont de la peine à se libérer des postulats qui reposent encore sur les préceptes réalistes et rationalistes.⁶³ Ceci permet à cette thèse de s'inscrire dans un renouvellement des travaux qui se sclérosaient à force d'étudier l'État et les objets politiques classiques.

Notre recherche prend le contre-pied de ces analyses et apporte une réponse originale et stimulante. Ce qui nous impose tout en restant dans le champ des relations internationales, d'allier les acquis de la sociologie politique des mouvements sociaux, plus précisément la sociologie politique de l'action protestataire et ceux de la géopolitique, qui permet de faire recours à l'espace qui a été longtemps un impensé de l'action collective protestatrice. Or comprendre la diffusion spatiale de l'action des groupes armés implique d'intégrer des outils conceptuels, comme les notions de politique d'échelles et démarcations sociales ou de territoires qui permettent de réconceptualiser les relations entre l'espace et l'action collective des acteurs armés.

⁶² Un exemple récent de confusion et de généralisation est l'étude sur milices menée par Alden, Arnold et Thakur (2011). Lire entre les pages 8 et 22.

⁶³ Cette perspective met davantage l'accent sur l'étude de l'État tout en relegant l'étude des acteurs non étatiques dans une catégorie subalterne. Pour les tenants de cette école, c'est seulement l'État qui compte. Étudier les groupes armés dans ce sens n'est pas important.

Troisièmement, malgré cette absence ou insuffisance de recherches scientifiques, une étude des mouvements armés congolais est très importante d'un point de vue des politiques. Sur le plan géopolitique, la plupart des chercheurs sur l'Afrique considèrent la fin des activités des mouvements armés en RDC comme l'un des plus importants préalables pour la fin des violences dans la région de Grands Lacs. D'ailleurs, ceci a été aussi clairement souligné dans la plupart des résolutions de l'ONU concernant le Congo-Zaïre depuis la fin des années 1990, comme on peut le voir dans l'exemple de la résolution 1592 où il est mentionné que « la situation en République démocratique du Congo continue de constituer une menace pour la paix et sécurité internationale dans la région » (ONU, avril 2005).

Sur le plan humanitaire, il faut noter que la situation en RDC n'a pas toujours fait autant la une des médias occidentaux et des actions de lobbying orchestrées par des acteurs de Hollywood et les associations caritatives comme c'est le cas du Darfour.⁶⁴ «The international attention paid to Darfur's internally displaced is unusual in a civil war. Far more common is the indifference that has characterised the international response to IDPs in Congo» (Lischer 2007: 152). On est tenté de parler dans le cas de la RD Congo, d'une indignation sélective. C'est la même remarque que font les chercheurs de l'International Rescue Committee «In spite of the critical need to complement increased humanitarian assistance with scaled-up security and diplomatic measures, the response of the international community to date remains inadequate» (Coghlan 2006: 51). D'ailleurs on estime qu'entre 1996 et 2006, les conflits armés y ont fait plus de 6 millions de victimes sur une population de près de 60 millions d'habitants de la RDC (Coghlan 2006; Montague 2000).

⁶⁴ Il s'agit, d'une part, des vedettes de Hollywood avec pour chef de file George Clooney, Angelina Jolie et les autres comme Don Cheadle, Matt Damon, Brad Pitt, Mia Farrow, Kobe Bryant et, d'autre part, des ONG à l'instar de Collectif Urgence Darfour, un regroupement international d'associations qui dénonce les crimes dans la province soudanaise du Darfour, de Save Darfur ou Sauver le Darfour, un autre regroupement d'ONG qui font la sensibilisation sur les crimes au Darfour. Toutefois depuis 2007, l'acteur Ben Affleck a visité 4 fois les camps de réfugiés de l'Est de la RDC. Cet acteur entend ainsi attirer l'attention du public sur cette situation alarmante. En 2008 Ben Affleck et Mick Jagger ont co-produit un court-métrage : « Give me a Shelter » afin de collecter des fonds pour les efforts de l'ONU en faveur des réfugiés de l'est de la RDC.

En outre, toujours en RDC, 17 millions souffrent de malnutrition, trois millions sont atteints du HIV/Sida, plus de 40,000 femmes ont été victimes de sévices sexuelles.⁶⁵ Au pic de la crise congolaise, on notait jusqu'à 2.4 millions de déplacés internes, 410,000 sont devenus des réfugiés dans des pays voisins, sans compter que trois millions d'enfants sont devenus orphelins.⁶⁶ Pour cette raison, ce cas qui blesse notre optimisme et brutalise nos consciences, mérite de notre part, une attention toute particulière, d'autant plus que l'Afrique dans son ensemble est devenue le continent où le nombre de victimes du fait des guerres menées par les rébellions est le plus élevé.⁶⁷

Par ailleurs, même si on a toujours considéré la RDC comme un pays sinistré ayant besoin d'assistance, et effectivement traité comme tel depuis des décennies, elle a depuis le début de la transition en 2003, reçu dans le domaine de l'action humanitaire un montant total de 750 millions d'Euros de l'Union européenne.⁶⁸ En même temps, il convient de relativiser la portée de cette aide. Car alors que le conflit congolais, commencé en 1996, est le plus meurtrier depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, ce pays n'a bénéficié d'une réponse humanitaire qu'en 2004, d'un montant total de 188 millions de dollars, l'équivalent de 3,23 dollars par personne. Pendant ce temps, l'enveloppe d'aide à l'Irak s'élevait à 3,5 milliards de dollars US en 2003, soit 138 dollars par personne (Murhola 2006: 9). Ainsi, comprendre les raisons de la persistance des groupes armés en RD Congo devrait donc contribuer à une meilleure connaissance académique

⁶⁵ AI (2004), en 2006, l'ONU chiffrait à 27,000 le cas de sévices sexuels sur les femmes et les filles dans la seule région du Sud Kivu. Voir (Reliefweb 2007).

⁶⁶ Selon le Rapport "Tendances mondiales", le Rapport HCR 2007 publié en 2008, on note 1.317.879 millions de déplacés internes en RDC congolais. Ils se retrouvent principalement dans les provinces de l'Est. Avec le Nord-Kivu où vivent plus de 800.000 déplacés. On comptait aussi environ 410.000 réfugiés congolais hébergés dans les pays frontaliers de la RDC. (Voir <http://www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/RMOI-7CH3JJ?OpenDocument> et <http://www.unhcr.org/country/cod.html>). Les autres chiffres sont pour la plupart ceux des institutions de l'ONU reprises aussi par la presse.

⁶⁷ Les conflits en Angola, au Burundi, en Éthiopie, au Mozambique, au Soudan, en Ouganda, au Rwanda et en Sierra Leone ont fait plus de 6 millions de morts sur des populations de 160 millions de personnes. Si on ajoute le cas de la RDC avec ses 6 millions de morts on dépasse les 12 millions.

⁶⁸ Confère «Le Plan d'action humanitaire, un outil pour redonner de la dignité à des millions de Congolais», Discours du Commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire, le 12 février 2006 ([http:// europa-eu-un.org/articles_5685_en.htm](http://europa-eu-un.org/articles_5685_en.htm)).

et offrir des avenues aux experts et praticiens dans le domaine humanitaire et de la gestion des conflits.

Le quatrième point a trait à ce que nous appelons la leçon du Congo (Zaïre) et à l'originalité de notre recherche. Cette originalité réside dans le fait que nous montrons que la crise congolaise dont la pointe la plus visible est la présence des groupes politico-militaires, n'est pas une guerre civile, mais un conflit atypique. Le conflit au Congo est en de nombreux points différents d'autres conflits dans lesquels les groupes armés sont les acteurs principaux. Il est atypique de par sa portée, son ampleur et ses dimensions tel que nous le démontrerons tout au cours des chapitres 3, 4, 5 et 6. Le traitement de la problématique des groupes armés en RDC a été ainsi mené dans un certain flou conceptuel qui trop souvent tendait à réduire ou à expliquer leur présence seulement à la lumière du seul postulat de la guerre civile.⁶⁹

Dès lors, nous postulons dans cette recherche qu'il n'y a pas eu à proprement parler de guerre civile au Congo au sens où le définissent la plupart des politologues, dont Stathis Kalyvas (2006: 17). Il faut noter que c'est la minimalisation de la qualification du conflit ou de l'agent causal qui a déterminé l'esprit et la lettre de tous les actes subséquents en vue du règlement durable de la crise congolaise, donc aussi du déploiement de la Mission des Nations unies au Congo (MONUC) et ses 17.000 Casques bleus. Ainsi, la minimalisation de la qualification du conflit ou de l'agent causal fait que malgré cette forte présence de la MONUC, elle soit incapable d'intervenir dans de nombreuses situations de violations des droits humains.⁷⁰ Cette situation est d'ailleurs reconnue par des responsables des Nations-unies dont Jan Egeland pour qui, «

⁶⁹ Un postulat qui, dès le départ de ma thèse, a réveillé ma curiosité et suscité mon adhésion, mais qui au long de ma recherche et surtout lors du travail de terrain, s'est montré partiel et incomplet, voire parfois partial, car incapable de rendre compte de la complexité de la structuration conflictuelle des groupes politico-militaires.

⁷⁰ Actuellement la mission de la MONUC est la plus coûteuse des missions onusiennes. 3 millions de dollars par jour, soit un budget total est de plus d'un milliard de dollars par an. L'ONU a, le 20 novembre 2008, autorisé l'augmentation temporaire des effectifs du personnel militaire et des unités de police» devant renforcer la MONUC. Ce contingent supplémentaire s'élève à 3085 éléments, soit 2785 militaires et 300 policiers. Ce qui porte l'effectif total à quelque 20 000 unités.

casualties in Congo amount to a tsunami every month, year in and year out, for the last six years». ⁷¹

Quant à l'originalité de cette recherche ou la leçon du Congo (Zaire), il est important de noter qu'elle ne peut être aisément transposée ailleurs. Elle doit être reprise pour le cas des autres pays en les adaptant à leurs contextes particuliers. Premièrement, il est urgent de mentionner que la transition politico-militaire comme ce fut le cas en RDC n'est pas toujours synonyme de démantèlement complet de tous les groupes armés (nationaux et étrangers).

Deuxièmement, les élections ne peuvent à elles seules apporter la stabilité au pays. En effet, l'expérience démocratique en Afrique a montré que les processus électoraux n'ont pas répondu aux demandes sociales. Ces processus sont davantage caractérisés par les modalités d'accès, de maintien et d'exercice du pouvoir. Preuve que les groupes armés ne peuvent pas facilement être transformés en véritables acteurs politiques réguliers sans une réelle pression sur leurs parrains externes ainsi que les considérations économique-politiques et sociales de leur milieu.

Troisièmement, il faut noter que le processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) et le programme de désarmement, démobilisation, réinstallation ou relocalisation, réinstallation et rapatriement des groupes armés étrangers (DDRRR ou 2D3R) en RDC ont connu de nombreux ratés. ⁷² Le déficit du DDR et du 2D3R en RDC montre bien que ces processus doivent être repensés. Car dans le cas de la RDC, surtout dans un contexte post-conflit, ces outils auraient dû être repensés dans une perspective de refondation d'une armée congolaise doublée d'une nouvelle mission qui est celle de nouvel acteur du développement. En bref, même si on ne peut pas prétendre à une reproduction des solutions congolaises à d'autres pays

⁷¹ Déclaration faite le 5 avril 2005 à Genève par Jan Egeland, responsable des opérations humanitaires de l'ONU en RDC entre 2003 et 2006.

⁷² On en veut pour preuve la médiocre coordination du DDR par la Coordination nationale de désarmement et de réinsertion (CONADER). Ainsi, l'insécurité reste inquiétante, surtout dans les provinces de l'est du pays où les groupes armés et diverses milices, ainsi que les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), se livrent en toute impunité à des violations massives des droits de la personne.

confrontés aux phénomènes de rébellion, il va sans dire qu'il faut toujours essayer d'expliquer les contours des rebellions en présence, ce qu'elles impliquent, comment elles sont organisées, qui y prend part. Il faut aussi s'interroger sur la manière dont la répartition des pouvoirs et des richesses est faite entre ces différents groupes armés, ainsi que l'impact sur la dynamique des conflits, sa fin et la reconstruction.

En somme, aujourd'hui, la rébellion armée est devenue un phénomène à la base de vastes changements sociaux principalement dans la partie subsaharienne de l'Afrique. L'étude des groupes armés ouvre, plus globalement, d'autres perspectives dans l'étude des évolutions politiques africaines, surtout dans un contexte où la transition politique semble avoir été mal négociée donc non assumée, dans bien des cas par les divers membres des corps sociaux.

7. Méthodologie de la recherche

La méthodologie utilisée dans cette recherche repose sur les travaux de terrain réalisés dans diverses localités. Nous avons aussi procédé à une analyse de documents : Rapports de l'ONU, des ONG et divers comptes rendus des médias sur la crise congolaise et le processus de paix. Nous avons aussi fait recours aux apports des experts sur la RDC ainsi qu'à la littérature scientifique sur les guerres civiles, les mouvements rebelles en RDC. Cette étude couvre tout le Congo-Zaïre ainsi que la période qui commence par la transition démocratique amorcée en 1990, passe par la transition politico-militaire qui prit fin (2000 à 2006) et s'achève par la mise sur pied de l'Accord de paix de l'Hôtel Ihussi (Goma) formalisé le 23 mars 2009 et appliqué progressivement en 2010.

Observations de terrain au Congo: Pour collecter les données sur les logiques et les mécanismes d'émergence, les dynamiques de fragmentation/recomposition et de perpétuation des groupes armés, j'ai effectué des recherches dans quatre villes de la RDC (Kinshasa, Matadi, Kitona,

Kenge) et à Brazzaville la capitale du Congo-Brazzaville où nous avons pu recueillir un ensemble de 112 entrevues semi-structurées. Kinshasa étant la capitale du Congo, il s'est avéré être le meilleur endroit pour rassembler les informations et rencontrer les diplomates de haut rang ainsi que des personnalités du staff de la MONUC.⁷³ Les différents chefs des mouvements rebelles (certains transformés en partis politiques) vivent aussi à Kinshasa avec les membres de leur équipe. Lors de mon séjour, le Groupement des écoles supérieures militaires (GESM) basé à Kinshasa accueillait quelques chefs miliciens et haut-cadres.⁷⁴ Toujours lors de ce séjour, nous avons été témoins pendant plus de deux semaines de combats à l'arme lourde en pleine capitale entre les FARDC et les éléments de la garde personnelle de l'ancien chef rebelle du MLC Jean Pierre Bemba.⁷⁵ En outre, le critère qui a guidé le choix de Matadi et Kitona était de deux ordres. En me rendant à Kitona dans la province du Bas Congo, j'ai pu rassembler des informations supplémentaires des acteurs des mouvements rebelles et des milices (surtout certains acteurs centraux des milices de l'est) qui étaient en formation dans la base militaire de cette ville qui est l'une des plus grandes base de la RDC, et qui servait aussi de centre de regroupement et d'intégration «brassage» (PDDRRR).⁷⁶ Quant à Matadi, il s'est présenté comme étant le plus grand port où tout arrive en RDC et où il y a une forte présence militaire. Le choix de Kenge dans la province du Bandundu s'explique par le fait que des employés de Mines Advisory Group (MAG) y travaillaient et j'ai l'occasion d'y accompagner plusieurs d'entre eux.⁷⁷ A Kitona et

⁷³ Nous nous sommes attardés sur le « Comité international d'accompagnement de la transition (Ciat) » qui est composé des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité, en plus de la Belgique, du Canada, de l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Gabon, du Nigeria, de la Zambie, de l'UE, de l'UA et de la MONUC. Le CIAT est une institution de cette transition qui s'est doté d'un pouvoir d'influence considérable. Il a travaillé avec toutes les parties en conflits pendant plusieurs années.

⁷⁴ Les chefs miliciens Peter Karim, Mathieu Ngudjolo et Cobra Matata, respectivement anciens leaders des groupes armés du FNI (Front des Nationalistes et Intégrationnistes), MRC (Mouvement révolutionnaire Congolais) et FRPI (Front de Résistance Patriotique de l'Ituri) ont suivi des formations dans ce centre.

⁷⁵ FARDC: Les forces armées de la République démocratique du Congo depuis 2006.

⁷⁶ Le programme de brassage des groupes armés a été initié par le gouvernement et la communauté internationale, en vue de pouvoir constituer, à la fin de la formation, une et une seule armée nationale intégrée et républicaine.

⁷⁷ C'est la ville où il y eut, le 5 mai 1997 il eut le dernier affrontement entre les FAZ et l'AFDL, avant la chute du régime mobutiste. De cette bataille de nombreux engins explosifs ont été éparpillés. Et depuis lors l'ONG britannique MAG travaille à déminer certaines zones.

Matadi, nous avons aussi pu conduire des «focus groups» dans lesquels nous avons regroupé des soldats selon leurs anciennes formations militaires.

Il était aussi prévu une visite à Bukavu et Goma qui fut la «capitale» du RCD-G pendant la guerre, et qui demeure toujours la partie du pays où l'on retrouve de nombreux réfugiés en provenant du Rwanda et du Burundi. Une visite dans cette région aurait été une belle occasion de rencontrer d'autres miliciens qui ont refusé le processus DDR et qui sont encore en activité. Mais les voyages ont été annulés en dernière minute en raison du regain des violences entretenues par des milices incontrôlées. Cet intermède fait partie des difficultés et des problèmes rencontrés sur le terrain. Nous avons aussi pu nous rendre à Brazzaville où nous avons pu interviewer des anciens militaires des FAZ et de l'APR. Nous avons aussi parallèlement pu faire des entrevues téléphoniques de certaines personnes vivant, à New York, Paris, Bruxelles et Johannesburg.

Il faut noter que le sujet abordé est en effet particulièrement sensible, surtout dans un pays où le pouvoir est encore souvent au bout du fusil. Parmi d'autres difficultés, citons les refus de répondre. Des autorités militaires et administratives étaient généralement suspicieuses de toute personne qu'ils ne connaissaient pas, surtout des personnes en provenance de l'occident ou de celles qui s'intéressaient à des sujets sensibles comme la rébellion et le financement des rebellions. J'ai dû dans certains cas limiter mes investigations par peur de mettre en danger ma sécurité et celle de nombreuses personnes interviewées qui se sont parfois senties insécurisées.⁷⁸ Outre la peur, ces refus étaient parfois motivés par la croyance à l'idée que ma recherche avait d'autres objectifs, surtout l'enquête pour les besoins de la Cour pénale internationale. Pour surmonter ce problème et rendre les différentes personnes à rencontrer moins suspicieuses, j'ai dû procéder à l'élaboration de diverses stratégies.

⁷⁸ Mon protocole de recherche a été approuvé par le Comité d'éthique de la recherche en Sciences Sociales et Humanités de l'Université d'Ottawa sur les activités qui concernent des sujets humains avant mon départ sur le terrain. Le certificat d'approbation déontologique s'est assuré que je réduise autant que possible le risque que ma recherche pourrait causer aux personnes à interviewer.

Premièrement, j'ai réalisé certaines entrevues téléphoniques avec des personnes vivant dans ces zones et des personnes de retour de ces villes. De plus, avec l'aide de certaines personnalités à Kinshasa, nous avons pu avoir accès à des individus avec lesquels nous avons pu mener des discussions libres autour de la création de certaines rébellions, ainsi que des questions liées à la mobilisation et au fonctionnement.

Deuxièmement, je me suis affilié au Centre d'études politiques de l'Université de Kinshasa (CEP) comme chercheur.⁷⁹ J'ai aussi pu obtenir auprès du Directeur de publication du quotidien *Le Potentiel* l'autorisation d'accompagner certains journalistes lors de certaines reportages et rencontres.⁸⁰ Le fait d'être rattaché au CEP et d'avoir des entrées au quotidien *Le Potentiel* pendant ma recherche de terrain m'a offert quelques opportunités. Ma présence dans une situation «d'embeddedness» a pu avoir un effet sur l'objectivité, ce qui aurait pu générer certaines distorsions (autocensures surtout par crainte de voir les propos être utilisés contre eux).

Les entrevues en profondeur: En plus des villes ci-dessus mentionnées, j'ai conduit 22 entrevues à Paris et Valenciennes en plus des entretiens téléphoniques à Bruxelles et New York. Ces entrevues sont extrêmement importantes dans la mesure où certaines informations sur les marchés de la violence m'ont été produites. En général, j'ai visé trois catégories de personnes: premièrement, les acteurs internationaux (le staff de la MONUC et diplomates étrangers et membres du Comité International d'Accompagnement à la Transition (CIAT) et des ONG occidentales); deuxièmement les acteurs politico-militaires impliqués directement dans la violence et les différents accords de paix; troisièmement les personnes bien informées sur les

⁷⁹ C'est en discutant avec les membres du CEP que j'ai sans changer l'essence de ma recherche, j'ai changé le titre de ma recherche, en le reformulant sous la forme suivante : «De l'émergence à la fragmentation des acteurs de la sécurité au Congo (RDC)».

⁸⁰ Grâce aux bons soins du directeur du CEP, le Pr. Omasombo, et de son adjoint, le Pr. Noël Obotela, j'ai pu voyager en RDC comme chercheur attaché au CEP. Ce centre m'a offert un soutien logistique et parfois administratif : les membres du CEP m'ont aidé à entrer en contact avec certaines personnes à interviewer et m'ont laissé utiliser certaines documentations en leur possession. Plus important, ils m'ont prodigué des conseils et surtout partagé leurs divers points de vue sur la politique congolaise. Tous ont d'ailleurs déjà voyagé à travers le pays et vécu les différentes péripéties de la crise congolaise. Plusieurs d'entre eux ont produit des travaux sur le sujet.

groupes armés. À cause des contraintes de sécurité, je n'ai pu conduire qu'environ 40 entrevues avec les acteurs politico-militaires (de tous les différents et rangs autant dans la hiérarchie militaire que politique) impliqués directement sur le plan national ou local. Ils représentaient pour la plupart les différents groupes rebelles nationaux (RCD-G, RCD-K, RCD-N, MLC, le gouvernement de Kabila, les rebelles Maï-Maï, CNDP, l'UPC ainsi que les diverses milices (les leaders des groupes armés étrangers dont ceux du Rwanda).

Finalement, je me suis entretenu avec des Congolais au nombre duquel des hommes d'affaires travaillant pour des firmes nationales ou internationales, et des personnes travaillant avec des organisations non gouvernementales. La plupart des entrevues ont été conduites dans un face à face de manière individuelle, certaines ont été faites par téléphone. La plupart du temps, j'ai résumé mes entrevues après les rencontres afin de préserver l'exactitude des propos. J'ai aussi complété ces entrevues par de nombreuses conversations informelles. Toutefois malgré tous mes efforts, je n'ai eu que très peu d'entrevues de la part des diplomates de pays africains et d'organisations internationales africaines membres du CIAT. Les diplomates angolais ont été coopératifs alors que ceux d'Afrique du Sud se sont enfermés dans un mutisme total. Quant aux ambassades des pays européens et celle des États-Unis, elles m'ont pour la plupart ouvert leur porte à l'exception de celle de France qui a accusé un non-recevoir. Comme tout chercheur dont les études portent sur la violence politique, j'ai souvent eu de la difficulté à évaluer certaines réponses d'interviewées. Pour pallier à ce problème, je prenais toujours le temps de faire recours à plusieurs sources fiables nécessaires à la validation de certaines réponses.⁸¹

Deuxièmement, compte tenu de la tension politique toujours vive lors de ma recherche sur le terrain, de même que et surtout de la nature de mon sujet et de la culture du secret très

⁸¹ Nous faisons allusion ici aux sources secondaires, à savoir les documents de politiques et des rapports des ONG, International Crisis Group (ICG), Human Rights Watch (HRW), Amnesty International (AI) etc.), Ainsi que les entrevues des autres diplomates et personnes sûres familières aux préoccupations de notre thèse.

présent dans les milieux de la MONUC et dans le cercle des diplomates, la plupart des personnes que j'ai interviewées, ont refusé les enregistrements de leurs propos. Aussi, ont-ils demandé à rester anonymes du fait qu'ils occupaient parfois des postes importants, en plus d'être très prudents dans leurs dires.

Troisièmement, plusieurs officiels Congolais et responsables de groupes armés que j'ai interviewés m'ont souvent pris pour un journaliste recueillant des informations pour le compte d'un organe de presse, même lorsque je leur expliquais l'objet de ma recherche. Certains se méfiaient de ma promesse relative à la confidentialité des entrevues. Pour cette raison, dans ma catégorisation des interviewés, j'utilise seulement les titres comme «un responsable de groupes armés», un «diplomate», «un responsable congolais» ou un «responsable de la MONUC») et l'année de la conversation. Pour que la protection soit plus étanche, je ne mentionne jamais la langue utilisée lors de l'entrevue, encore moins si je l'ai traduite ou pas. Je n'utilise les qualificatifs tels «un diplomate belge», «un chef miliciens X ou Y» ou le nom exact et le titre exact de mes interviewés que si et seulement si ceux-ci ont spécifiquement donné l'autorisation. J'utilise aussi les citations directes, lorsqu'expressément autorisées par les interviewés.

Analyse des documents: Mes autres sources sont tirées des documents qui relatent le conflit au Congo et que j'ai rassemblés et analysés depuis septembre 2003. Premièrement, j'ai conduit une collecte intensive de documents médias (écrits, sons et images) sur le conflit en RDC. Deuxièmement, j'ai analysé des livres importants (livres académiques et ceux orientés vers les politiques), films et documentaires sur la RDC. Troisièmement, j'ai étudié les rapports produits autant par les Américains que par les pays européens (France, Belgique), ainsi que ceux des ONG et de l'ONU (rapports du Conseil de sécurité) sur ce conflit. En plus, certains interviewés

et certains de mes contacts m'ont permis de consulter certains documents confidentiels de leurs organisations respectives.

Progression de la recherche: Je suis parti de l'idée initiale selon laquelle il y avait eu une guerre civile au Congo. Mais, j'ai très vite réalisé qu'en fait de guerre civile, celle de la RDC n'en était pas une. Cette idée véhiculée autant par la presse internationale, les chancelleries occidentales que par de nombreux chercheurs était erronée. Mais que de guerres civiles, il n'en était pas une. Toutefois, sur le terrain, j'ai réalisé que les experts congolais n'accordaient pas une grande attention à la première variable explicative qui porte sur la militarisation des segments de la société congolaise. Mais par contre, les deux autres variantes semblaient être celles qu'ils privilégiaient. Quant à certains diplomates occidentaux et à une bonne partie du staff de la MONUC, ils semblaient mal à l'aise devant le troisième argument. Ils privilégiaient davantage le premier et le deuxième souligné au début de ce chapitre. Une situation qui a contribué à alimenter le malaise entre une bonne frange des Congolais et la MONUC. Cette frange considère toujours que leur pays est sous protectorat déguisé de l'ONU, de la communauté internationale et des pays voisins dont les déclarations comme celles du président Museveni de l'Ouganda, du Rwanda ou de l'Angola sur les revendications territoriales et la reconfiguration des Grands Lacs font craindre aux Congolais le scénario de la «Darfourisation» du Kivu, de la «Kosovisation» que l'on veut imposer à la RDC.

8. Présentation et plan de la thèse

Cette thèse se divise en sept chapitres. Le premier chapitre est l'introduction et présente le contexte général de ma recherche et celui de l'émergence, de la fragmégration et de la perpétuation des groupes armés en RDC. Ce chapitre présente l'hypothèse qui est une interaction de trois facteurs, la militarisation des segments des forces sociales congolaises, l'échec du

mouvement régional d'occupation de la RDC et l'institutionnalisation par la communauté internationale et les «experts internationaux de la paix» de la pratique du partage de pouvoir. Le chapitre 2 présente la revue de la littérature, laquelle s'articule autour de la littérature scientifique sur la violence politique et les guerres en RD Congo, les mouvements armés, le partage de pouvoir; ainsi que les mouvements sociaux. Le chapitre 3 est celui de l'analyse de la première phase des rébellions et de l'émergence de l'AFDL et se situe entre 1996 et 1998. Le chapitre 4, qui se situe entre 1998 et 2003 est consacré à l'analyse de la deuxième phase des rébellions dont les principaux acteurs sont les rébellions réformistes «reform insurgencies». Cette phase analyse l'émergence et la fragmégration de ces acteurs. Le chapitre 5, qui s'étale de 2003 à 2010, est celui de l'analyse des rébellions de la troisième phase qui est généralement du type «wardlord insurgencies» et milices autonomistes. Dans cette phase, il est question d'analyser l'émergence et la fragmégration des milices armées et des milices autonomistes. Le chapitre 6 est prolongement du chapitre 5 et est consacré à l'analyse de la fragmégration et la perduration des milices armées. Ce chapitre met aussi en lumière l'interrelation entre le «peacemaking, peacekeeping, et peacebuilding» assurée par la MONUC. Le chapitre 7, quant à lui est celui de la conclusion qui met en relief les principaux éléments empiriques et théoriques soulignés dans cette thèse. Ce chapitre conclusion examine non seulement le continuum entre les trois phases de rébellions, mais aussi remet en perspective le cas des rébellions la RDC par rapport à d'autres comme ceux présents au Tchad ou au Soudan. Toutefois, cette partie, tout en ressortant les limites qui sont inhérentes à ce genre de recherche, met aussi en lumière des traits caractéristiques importants qui fondent ces trois phases et pose un regard au-delà du cas de la RDC.

Par ailleurs, cette partie permet, tout en marquant la spécificité de notre recherche de tenter de la concevoir ou de l'envisager dans un plan plus général à travers une leçon à tirer du

cas de la politologie des rébellions en RDC. Il est établi que les diverses explications comprises dans cette thèse répondent à la majorité des questions posées dès le départ de la recherche. Il est également fait état des divers éléments qui participent à la formation d'une approche permettant de mieux formuler une politologie de la guérilla en RDC. Loin d'être exclusivement centrée sur la seule gouvernance par la violence des acteurs armés en RDC, notre conclusion a une portée beaucoup plus large. Car, les résultats de cette recherche contribuent à une meilleure analyse et à une théorisation de la plupart des conflits passés et présents dans lesquelles les mouvements armés sont les principaux acteurs; mais aussi permettent d'envisager les meilleurs moyens pour des interventions internationales plus efficaces, une construction de la paix et de la stabilité en RDC et dans les pays comme le Tchad, le Soudan, l'Afghanistan ou même l'Irak. Ceci en accordant une attention toute particulière à l'étude des catégories des différents groupes politico-militaires ainsi que la nature de leurs caractéristiques.

Enfin, la conclusion cette thèse, bien que suggérant plusieurs avenues intéressantes pour les futures recherches scientifiques, vise aussi à combler l'espace entre la connaissance scientifique sur les acteurs des guerres infra-étatiques et les développements récents dans la guerre atypique au Congo (RDC) et en Afrique en général. Car la confluence des préoccupations scientifiques et des impératifs de politique est évidente dans toute étude qui a trait aux groupes armés ainsi que le processus par lequel la communauté internationale espère mettre fin à leur présence. Notre intention dans cette thèse est d'apporter de nouvelles lumières dans le corpus de la littérature scientifique de plus en plus grandissant. En même temps, nous visons à faire ressortir les différentes implications de politiques utiles pour les experts et praticiens qui voudraient influencer ou restreindre les habits des acteurs armés non-étatiques dans les conflits armés.

CHAPITRE 2: REVUE DE LITTÉRATURE ET CADRE ANALYTIQUE

Ce chapitre présente les différents éléments du vaste corpus littéraire qui étayera et soutiendra les faits empiriques compris dans les chapitres 3, 4, 5 et 6. Tous ces éléments concourent à mettre en lumière les processus d'émergence, la dynamique de fragmégration et la logique qui sous-tend la perpétuation des groupes armés non-étatiques en RDC.

Ce chapitre se structure autour de sept parties. La première consiste examiner la gouverne politique en relation avec la déroute de l'État. La deuxième a trait à la démocratisation et à la militarisation des segments des forces sociales congolaises. La troisième revient sur le changement de régime par la force dans un environnement international en pleine mutation. La quatrième porte sur la question du fait ethnique en relation avec les implications des migrations successives. La cinquième revient sur la fixation qu'ont les acteurs étatiques et les groupes armés dans un contexte riche en ressources naturelles. Le sixième examine les modalités et les logiques de légitimation que les groupes armés revendiquent à travers le mécanisme du «power sharing». La septième met en relief les insuffisances et lacunes inhérentes à une recherche d'une telle envergure, sans pourtant négliger les voies et moyens d'y pallier.

1. Des distorsions de la gouverne politique à la déroute de l'État

Le terme «gouverne» incorpore non seulement l'analyse des moyens des acteurs, mais les fins politiques qui y sont poursuivies. La gouverne politique est l'organisation et le fonctionnement des unités politiques. La gouverne politique n'est pas réductible aux seules structures étatiques du gouvernement ni à la direction d'une unité politique.⁸² Dans le cas de la RDC, les nombreuses

⁸² La distorsion serait la déstructuration, dérégulation de cette gouverne politique doublée d'une transition politique mal négociée. Cette définition est entièrement inspirée de celle de Grenier (1994 : 4) qui a étudié la longue guerre civile du Salvador.

distorsions de la gouverne politique ont mené le pays vers sa faillite. Ce que Zartman définit par la faillite de l'État.⁸³ Dans le contexte de notre thèse, la faillite de l'État est la phase terminale d'une série de distorsions qui ont en sourdine travaillé dans une longue durée, et même parfois de manière brutale la gouverne politique zaïroise. Ainsi, les graves distorsions de la gouverne ont précipité l'État zaïrois vers sa faillite, vers un « Shadow State » (Reno 1998 : 2). Ce contexte a favorisé l'irruption de la rébellion de l'AFDL en 1996. Il en est aussi de nombreux cas comme celui de la Sierra Léone où l'émergence du RUF «was a reflection of the state's failure to provide education, vocational training and economic opportunity to a whole generation of youths who grew up seeing no future for themselves» (Hirsch 2001: 150).

Pour Mwayila Tshiyembe (1998: 111), la notion d'État failli marque l'échec des théories de «l'État politique du ventre» et de «l'État patrimonial».⁸⁴ C'est-à-dire un État fondé sur des réseaux informels. C'est aussi un type d'État dans lequel s'est érigé un «gouvernement privé indirect» (Mbembe 1999), qui est une sorte de structuration sociale inédite, l'expression d'un État qui n'existe plus en tant que «technologie générale de la domination»; même s'il existe nominalement toujours un pouvoir central. Ces phénomènes combinés à la privatisation de la violence traduisent de facto le démantèlement progressif de la puissance publique et la dilution de la souveraineté, ce qui a comme conséquence ultime la partition de l'État. Ce genre d'État devient ainsi une proie faible pour les groupes organisés et acteurs armés. En général, l'État failli facilite l'émergence «d'acteurs politiques inédits, à la prolifération de rationalités sociales inattendues et à la mise en place de dispositifs [...] dont le but est de régler la conduite des

⁸³ L'État en faillite est une situation où « (legitimate powers), law, and political order have fallen apart [...] The state itself, as a legitimate, functioning order, is gone [...] State collapse involves the breakdown not only of the governmental superstructure but also that of the societal infrastructure. [...] As in the case of full collapse, government retracts and the countryside is left on its own, organising its own life, for or against the rebellion or the remnant state» (Zartman 1995:1-9).

⁸⁴ De nombreux autres termes parfois interchangeables qui décrivent au fond l'échec de l'État en Afrique ainsi que le processus de démocratisation ont fleuri dans cette vaste littérature politique dont les auteurs tels Birnbaum et Badie (1983), Migdal (1988), Dawisha et Zartman (1988), Hyden (1992), Weiss (1995), Reno (1998) sont à citer. En outre, ces divers termes expriment tous la même réalité. «État artificiel», «État fragile», «Quasi-État» (Jackson (1993: 2), «État marginalisé», «l'État en débandade», «État décadent» (decay of states) Schichte (1998), ou encore «l'État branlant » (Clapham, 1996:5), «l'État sous surveillance » (Zartman 1995), «l'État entre en brousse» Ela (1998)

individus et de rendre possible de nouveaux modes de constitution de la propriété privée et de l'inégalité» (Mbembe 1999: 103).

Les distorsions de la gouverne politique qui précèdent le délitement de l'État permettent de saisir la logique d'émergence des mouvements armés en RDC pas en tant que facteur déclencheur, mais catalyseur. C'est ici que réside la force de cet argument qui nous permet par la suite de mieux saisir les logiques qui sont au centre de la militarisation des segments des forces sociales congolaises. Cette militarisation éclaire davantage le processus d'émergence de l'AFDL.

En effet, il faut reconnaître que seules les distorsions de la gouverne politique qui peuvent mener vers la dislocation de l'État, ne suffisent pas à elles seules pour provoquer l'émergence de mouvements rebelles. Cela se vérifie avec le Failed States Index et la Matrice 2010 qui montrent que parmi les 20 États décrétés les «plus fragiles» ou les «plus vulnérables», 12 sont africains. Quant au groupe des États «fragiles» ou «vulnérables», parmi les 20 États recensés dans cet Index, 11 sont africains.⁸⁵ Si l'on s'en tient à cette logique (État faible implique un État qui va basculer dans la guerre civile), cela revient à dire que plus de la moitié (23/40) des pays de l'Afrique sont potentiellement en voie d'être en guerre civile. Si les distorsions de la gouverne politique qui conduisent généralement à la faillite de l'État, ne suffisent pas à elles seules à favoriser l'émergence des groupes armés, sans doute faut-il explorer du côté de l'examen de la littérature sur la militarisation des segments des corps sociaux du Zaïre.

2. De la démocratisation manquée à la militarisation des segments sociaux au Zaïre

La fin des années 1980 a vu le regain d'activité des organisations de la société civile congolaise, suite au vent de la démocratisation pour investir l'espace public qui avait longtemps été monopolisé par le régime Mobutu. Toutefois, ce qui nous intéresse davantage ici, c'est de montrer dans un premier temps l'ambiguïté de l'engagement des pays de la troïka en matière

⁸⁵ Voir The Failed States Index 2010 .

démocratiques en RDC ainsi que leur absence de stratégies politiques. Dans un deuxième temps, cette ambiguïté conjuguée à la mutation des organisations de la société civile, mieux face à l'absence des forces sociales congolaises capables d'imposer, au besoin par la force, une transformation radicale des rapports sociaux et économiques, on va assister à une militarisation désorganisée voir anarchique des segments de cette société anarchique. Ce qui résultera à la fin de l'interminable transition politique zaïroise. Ces éléments sont des paramètres importants qui permettent de saisir en premier lieu le processus d'émergence de l'AFDL dans la rébellion de la première phase.

Extraversion et démocratisation

Balandier (1971) révélait déjà que le développement des systèmes politiques nouveaux ne pouvait être saisi qu'à l'aune d'une réflexion menée par les «dynamiques du dehors». Bayart (2000) lui aussi est revenu sur cette dynamique du dehors dans son analyse sur l'Afrique et l'extraversion. Ces stratégies tendent à montrer qu'il n'y a jamais eu d'hétérogénéité radicale entre l'interne et l'externe dans les États africains. Hétérogénéité ou rupture très souvent mis de l'avant par les différents champs théoriques de l'approche positiviste. L'agenda libéral de la démocratisation en fait d'ailleurs partie de cette mouvance d'autant qu'il était une composante entière enchâssée dans les conditions macroéconomiques attachées au programme d'ajustement structurel. Ainsi, il en est du développement démocratique dans lequel la démocratie à l'Occidentale étant considérée comme l'unique système 'moderne', et les pays occidentaux étant des acteurs avec lesquels il faut compter tant pour la légitimation du pouvoir que pour l'octroi des aides financières. Il n'est pas surprenant de voir que les acteurs politiques africains se soient attachés beaucoup plus «aux formes occidentales du discours et de la démocratie elle-même,

dans le but d'apparaître comme des meilleurs gages de démocratie auprès de cet environnement international» (Wawu Oyatambwe, 2006: 198).

Dès 1990, avec l'ouverture du processus de démocratisation, les pays de la troïka (Belgique, États-Unis, France) vont exiger une démocratisation intégrale en même temps que des séries de réformes au Zaïre. Toutefois, ces mesures vont s'avérer insuffisantes au point où la période 1990-1996 va se révéler n'être qu'une fuite en avant du régime Mobutu. Un régime qui va s'activer davantage à mettre sur pied des stratégies de contournement pour durer au pouvoir. Comme dans bien de pays, cette stratégie passe par l'imposition unilatérale des règles du jeu politique. Cette stratégie passe aussi par l'encouragement et le financement d'une multitude de «partis alimentaires» que l'on a appelé le «multimobutisme» et dont le but est de diviser une opposition politique déjà fragmentée. Il s'ajoute à cela le fait de contenir les contestations, au besoin par la répression tantôt sournoise, tantôt expéditive, brutale et sans retenue. Elle se traduit, selon Mbembe (2010:196), par des emprisonnements, fusillades, licenciement des opposants, instauration de mesures d'urgences, censure de la presse, formes diverses de coercition économique. Ce processus s'est prolongé dans une interminable transition démocratique qui n'a pas permis l'intégration de ces acteurs politiques.⁸⁶ Sur le plan théorique et pratique, la démocratisation aurait pu faciliter cette intégration.⁸⁷ Mais au Zaïre, il va être une conception uniquement instrumentale.⁸⁸ Ce qui a eu pour conséquence d'évacuer les débats sur la légitimité des instances institutionnelles ainsi que les questions de fond sociétales pourtant portées par la société civile zaïroise. D'ailleurs dans bien de cas, afin de faciliter la répression, les régimes au

⁸⁶ Le «multimobutisme» exprime la nature du noyautage de la société civile par Mobutu. (Braeckman (1992:348), La RDC a connu l'un des processus démocratiques les plus longs en Afrique, soit sept ans. Au sujet de la la transition zaïroise voir de Villiers et Omasombo (1997).

⁸⁷ Nous ne reviendrons pas ici sur la vaste littérature portant sur la transitologie en Afrique (démocratisation, conférence nationale) qui traite des enjeux de démocratisation et thèmes corollaires: le retour à l'autoritarisme et la (re)construction de l'État. Lire les auteurs tels: Dahl (1971), Linz et Stepano(1994), Dorby (2000), Fomunyoh (2001), Lewinsky et Way (2003), Gazibo (2005), de Bratton et Van de Walle (1997).

⁸⁸ Les instances dirigeantes de la Conférence nationale souveraine (CNS) et ceux du Haut Conseil de la république tenant lieu de Parlement de transition (HCR-PT) vont tour à tour revendiquer la légitimité de l'ordonnancement des structures étatiques. Entre 1990 jusqu'à la chute du président Mobutu en 1997, l'Ex-Zaïre va connaître 19 gouvernements, 8 nominations de premiers ministres. Voir (Wamu Oyatambwe, 2006:187).

pouvoir comme celui de Mobutu ont cherché à dépolitiser les protestations sociales et à «attribuer aux mouvements de la rue le caractère de simples émeutes» (Mbembe 2010:196)

Hormis quelques cas de dénonciation de graves abus, les pays occidentaux ont été peu enclins à sanctionner d'une manière ferme, les régimes ou gouvernements résistant aux réformes. D'ailleurs, certains gouvernements, comme ceux du pré-carré français ou inféodés: Côte d'Ivoire, Cameroun, Gabon, Tchad, Togo et d'autres, Nigeria, Rwanda, Ouganda ont été récompensés pour non-application des principes démocratiques au début des années 1990 (ceci avec une forte augmentation de l'aide bilatérale) alors que le Bénin qui dans la même période faisait des progrès démocratiques a vu une baisse de l'aide bilatérale. Comme le montre Mamdani dans le cas de l'Ouganda, «The West, particularly the US and the UK applaud Museveni's tyranny and present it as the African way to democracy» (1999:1). Dans de nombreux cas d'irrégularités et de fraudes massives électorales très souvent marquées par des violences, l'exigence du principe de la conditionnalité prônée par de nombreux pays occidentaux comme facteur devant déterminer l'octroi de l'aide financière et économique, s'est révélé davantage être plus une rhétorique que réalité. D'où le désenchantement démocratique post 1990. Dans de telles conditions, la majorité des transitions démocratiques furent vouées à l'échec. Dès lors, nombreux de ces cas de transition démocratique ont été réduits à rien de moins qu'une forme de technique d'autopréservation symbolisée par le terme multipartisme.⁸⁹

Ces régimes ont de surcroît réussi à garder de très bons rapports sur le plan international, prouvant que quelque soit leur degré dévouement pour l'Afrique, «all Western governments have other priorities in the continent [...] The West has proven unwilling to apply heavy pressure on behalf of democratization [...] Where they have commercial interests, Western governments are

⁸⁹ Beaucoup de régimes qui sont passés du monopartisme au multipartisme confondent démocratie et multipartisme. Le fait d'avoir de nombreux partis politiques et de tenir régulièrement des élections souvent truquées est considéré par de nombreux dirigeants comme l'achèvement de la démocratie en Afrique.

also less likely to stand on principle» (Bratton et Van de Walle 1997:242).⁹⁰ De ce fait, les acteurs occidentaux ont fait preuve de manque de volonté et ont montré leur incapacité à restreindre les habitudes de politiques de fraudes électorales profondément enracinées dans ces pays.⁹¹ Cette attitude équivoque des pays donateurs est aussi pointée du doigt par Stephen Brown dans le cas du Kenya. En 1992 et 1997, les donateurs ne supportèrent que des réformes minimales de la constitution avant les élections. Ce qui a d'autant plus contribué à désavantager les partis de l'opposition. Cette légitimation du processus électoral dans un contexte de non-transparence électorale a permis au président Moi de maintenir un appareil répressif à la disposition de l'exécutif et a indéfiniment repoussé les:

Reforms that would have allowed a full transition to democracy.[...] By refusing to apply—and even by preventing the application of—concrete pressure on the government [...] donors undermined domestic actors' efforts to secure further political reform and provided a disincentive to increase political liberalisation. [...] By not acting—worse, by endorsing grossly unfair results —donors facilitate the survival of Moi's regime. (Brown 2001:736).⁹²

De leurs côtés, les pays occidentaux justifient très souvent, leur attitude par la peur de voir exploser des pays, s'ils accentuaient leur pression. Il y a aussi cette justification qui repose sur l'argument du manque d'alternative crédible dans ces pays. «Donors are also held back by a lack of clear alternatives to Moi's leadership, either in parliament or elsewhere» (Brown 2001: 736).

Dans le cas de la RDC, cette considération ne pouvait pas être évoquée. Car il existait bien Étienne Tshisekedi, le leader politique historique de l'opposition, qui possédait une base politique solide et dont le but avait toujours été de parvenir à un changement politique par les moyens non-violents. Dans ce cas, il représentait une alternative crédible. Comment alors comprendre qu'un leader qui prônait un tel moyen n'ait pas été soutenu au détriment de ceux qui

⁹⁰ D'ailleurs par exemple, la dotation aux fonds pour les élections au Kenya et au Cameroun par les États français et britanniques tend à prouver que même si ces États insistent sur le respect d'une saine compétition électorale, ils sont restés satisfaits par un très faible niveau de performance démocratique de ces pays.

⁹¹ Confère aussi Sandbrook (2000: 26-32).

⁹² Ce que décrit Stephen Brown (2001) est semblable à celle du Cameroun dont la survie du régime résident Biya est aussi tributaire à l'appui des bailleurs de fonds occidentaux avec en tête la France.

prônaient le changement par la voie des armes? ⁹³ À cette question, deux officiels de deux chancelleries occidentales différentes affirment «M. Tshisekedi est certes un leader charismatique qui a combattu Mobutu. Mais il fait peur. Il est difficile de savoir où il va. Son imprévisibilité fait qu'il est difficile de gager sur un tel homme aussi radical et nationaliste qui ne met pas de l'eau dans son vin. Le Congo est un pays trop grand et trop important pour être laissé ainsi». ⁹⁴ Cette attitude qui vise à maintenir les régimes qui offrent une stabilité de façade est fustigée par Bayart pour qui les Européens ont encore de la difficulté à concevoir les pays africains «like any others: they show 'little appreciation of the fact that they are ordinary', as the present author wrote almost 15 years ago'. They relegate Africa to the classic categories of barbarism or to the Newspeak of 'development', 'the elimination of poverty' or 'humanitarian aid'» (Bayart 2004: 458). ⁹⁵ Donc, pour ces pays, le statu quo est préférable. Caplan qualifie le maintien de ce statu quo de trahison de l'Afrique («the betrayal of Africa»). ⁹⁶ Face à cette situation de blocage institutionnel, où les partis politiques se sentent impuissants, la voie était donc ouverte à d'autres types de contestation et de dévolution du pouvoir surtout que les lignes de pression se multipliaient dans ces pays.

Pour Bayart, ce sont les faiblesses et les incohérentes politiques de l'Union européenne (UE) envers le sous-continent africain qui seraient à l'origine de la radicalisation des acteurs politiques dans ce continent. L'UE a montré un comparable manque de sérieux et de pensée. L'UE recommandait ainsi une révolution économique néolibérale pendant qu'en réalité

⁹³ Étienne Tshisekedi wa Mulumba qui incarnait les forces du changement. Il s'est toujours opposé au mode de gestion de Mobutu. Ce leader a co-fondé le 15 février 1982, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) dont il demeure chef. Il a toujours refusé l'option des armes comme changement politique. Il est resté critique vis-à-vis de Laurent Kabila et des institutions de la transition. Son parti n'a pris part ni au referendum ni aux élections présidentielles et législatives de 2006-2007.

⁹⁴ Entrevue d'un officiel d'un pays occidental réalisé à Kinshasa en mai 2007. D'autres officiels rencontrés ont eu le même commentaire à des nuances près.

⁹⁵ Voir aussi Bayart (1993:1); au sujet de la stabilité, confère Haynes (2001:316)

⁹⁶ Pour Caplan «Far from being Africa's savior, we have seen that Western leaders have conspired with the worst of their African counterparts to perpetrate tyrannical regimes, plunder the continent's resources, and facilitate the criminal activities of corrupt officials and businesspeople » (2008:83)

It tolerated the perpetuation or restoration of authoritarian regimes, and generally blocked the political revolutions that alone would have led to the transformation of the productive texture of societies. In so doing, Europe has condemned Africa to further military turmoil in the form of civil wars and interventions of a para-colonial or proto-colonial type by some sub-Saharan states. (Bayart 2004: 456).

Dans la même veine, Olsen précise que, «What had been a high-profiled, early 1990s policy to promote democracy globally received less and less attention from decision-makers in Brussels» (2000: 323-324). Cette hésitation dans l'engagement, combinée au manque de fermeté des États occidentaux envers les États de l'Afrique subsaharienne ainsi que leur inconstance à supporter les principes démocratiques comme dans le cas du Zaïre permettent de comprendre comment on en est arrivé à une radicalisation accrue des segments des forces sociales au Congo. Cette radicalisation va culminer avec la militarisation de ces segments. Dans le contexte congolais, les phénomènes de radicalisation et de militarisation sont intrinsèquement liés.

Des Mouvements sociaux aux mouvements rebelles

Il s'agit non pas de reprendre de manière exhaustive l'ensemble de la littérature sur les mouvements sociaux, mais plutôt d'illustrer les procédés à l'aide desquels les groupes politico-militaires s'organisent, se mobilisent et passent à l'action dans un contexte de distorsion de la gouverne politique et de déroute de l'État. Le mouvement social se définit dès lors comme une série continue d'interactions entre les :

Power holders and persons successfully (who) are claiming to speak on behalf of a constituency lacking formal representation, in the course of which those persons make publicly visible demands for changes in the distribution or exercise of power, and back those demands with public demonstrations of support (Tilly 1984: 306).⁹⁷

Cette définition du mouvement social, inspirée de celle de Wilkinson (1971:9), a été amendée par Tilly, McAdam et Tarrow (2001) à travers la notion de «contentious politics». Toutefois, le critère de cette opposition à l'autorité à travers les actions de protestation se déployant dans l'espace public, c'est-à-dire l'État, y demeure plus que jamais central.

⁹⁷ Voir aussi Mc Carthy et Zald (1997).

Les mouvements armés s'inspirent parfois, et utilisent en partie les mêmes procédés et stratégies que les mouvements sociaux. C'est ici que l'apport des théories des mouvements sociaux est utile pour expliquer les procédés des groupes armés qui sont similaires à ceux des mouvements sociaux radicaux dont les stratégies de mobilisation sont souvent non-institutionnelles, plus radicales et extraparlimentaires comme ceux des groupes armés (Wissler 1994: 78). L'émergence des rebellions armées est aussi le reflet de la contestation par «en bas» de l'État néo-patrimonial par des masses qui se sentent totalement exclues des bénéfices de la modernité (Prunier 1991: 12). Il est aussi similaire au «processus de décompression autoritaire » que l'on peut observer dans les mouvements sociaux. Ce qui fait dire à Kriesi (1990) que plus un mouvement bénéficie de facilités d'accès aux décisions politiques, plus ses modes de mobilisation sont modérés et pacifiques. Par contre si les canaux d'accès politiques lui sont obstrués, il réagit à sa marginalisation ou sa «double marginalisation » par une radicalisation de ses modes d'actions.⁹⁸ C'est aussi le même constat que font Goodwin et Skocpol (1989:496), «Finally, closed authoritarian regimes, without intending to do so [give space to moderate and reformist politicians], valorize the potential oppositional role of armed revolutionaries».

Cette radicalisation ne s'est fait qu'agrippée à la militarisation des segments de la société congolaise. Ce qui a favorisé l'invasion de la scène politique par les acteurs émergents du post-ajustement et des «démocratisations» dans les pays engagés dans des transitions démocratiques et dont la gouvernance repose sur des régimes hybrides.⁹⁹ Comme l'indique Clapham, «insurgencies derive basically from blocked political aspirations and in some cases also from reactive desperation » (1998:5). Mais on ne peut pas perdre de vue que les chercheurs ont très

⁹⁸ Le terme « double outsider » ou double marginalisation est celui de Baeyer-Katte (1982: 187).

⁹⁹ La transition démocratique peut être considérée comme la période durant laquelle le défi majeur consiste à assurer une évolution du processus démocratique engagé dans la transition. Très souvent, ces États sont gouvernés par des régimes hybrides. Et selon Marshall et Gurr (2003:17), ces types de régime «are about six times more likely than democracies and two and one-half times as likely as autocracies to experience new outbreaks of societal wars ». En outre, nous précisons ici qu'il ne s'agit aucunement de nier l'effet des dynamiques internes ni d'imputer à l'étranger, de façon induite, l'entière responsabilité du fiasco des processus de démocratisation comme celui de la RDC.

souvent considéré ces groupes politico-militaires comme un fait en soit. Et plus, ils ont omis de s'interroger sur l'organisation et la nature variée des phases et des types d'acteurs armés en activité en RDC. Ceci peut être dû au fait que pendant longtemps, les activités des groupes armés non-étatiques comme objet de politique internationale n'a été longtemps analysée que sous le prisme des mouvements de libération de la période de rivalité Est-Ouest.

Les groupes armés non-étatiques: acteurs longtemps ignorés

Dans cet ordre d'idée, il existe de nombreux groupes armés en Afrique de même que ceux d'Amérique Centrale et du Sud et en Asie qui obéissait à une vision analytique basée sur l'idéologie.¹⁰⁰ Dans la période de guerre froide, certains États intervenaient dans les affaires intérieures d'autres pays afin de soutenir des gouvernements confrontés à des groupes insurrectionnels, ou encore des groupes armés qui tentaient de renverser un gouvernement. Même dans ce contexte conditionné par les présupposés de la guerre froide, la rébellion n'appartenait pas aux choses sérieuses (à la haute politique). D'autant plus que l'on vivait sous une ère profondément réaliste où «States dominate and shape international politics» (Mearsheimer 2001:17). Pour Clapham (1996), cet état de fait est caractéristique du «international politics from top downwards» qui dérive d'une vue étroite de la politique internationale.

Par ailleurs, si la motivation et les opportunités politiques dans lesquelles s'inscrivent ces groupes politico-militaires peuvent être considérées comme données d'emblée, d'autres facteurs doivent être considérés pour expliquer pourquoi les stratégies des groupes rebelles divergent tant dans la pratique tel que nous pouvons l'observer dans les trois phases de rébellions dans cette

¹⁰⁰ En Afrique on peut citer des rébellions comme l'UNITA en Angola, la RENAMO au Mozambique, l'Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front of Ethiopia (EPRDF), le Tigray People's Liberation Front (TPLF) et Eritrean People's Liberation Front (EPLF) d'Érythrée, le National Resistance Army (NRA) en Ouganda, ou même la SPLA au Soudan. En Amérique latine et centrale, les plus connues sont par exemple les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée populaire (FARC-EP) et l'Armée de libération nationale (ELN) en Colombie ou le Sentier Lumineux au Pérou.

thèse. C'est dans ce sens que nous allons ressortir les possibilités de densification des réseaux sociaux et alliances comme des variables critiques à cette analyse. Ceci d'autant plus que pour qu'il y ait émergence ou fragmentation, il faut au préalable une structuration sur laquelle les diverses mobilisations se fondent comme la cristallisation sur le sentiment d'appartenance (participation identity) à une communauté donnée ou à des structures associatives ou réseaux (Gould 1995).

La mobilisation des ressources et les structures des opportunités politiques

En outre, il faut non seulement des alliés, mais mobiliser des ressources. Ces structures de mobilisation aux caractéristiques pas toujours constantes se retrouvent dans les trois phases de rébellions. Ici, les phénomènes d'émergence, de fragmégration et de perpétuation se saisissent mieux à la lumière des éléments théoriques qui fondent l'étude des mouvements sociaux, dont la théorie de la mobilisation des ressources, formulée de manière synthétique par Zald et MacCarthy (1987). Tarrow (1994), della Porta (1990) et Melucci (1989) qui ont raffiné ce modèle, ont ajouté à la «structure des opportunités politiques» un accent sur l'importance du contexte externe des mouvements sociaux; alors que le modèle économique qui lui est antérieur révèle plutôt les mécanismes internes aux mouvements.¹⁰¹ Ainsi, le concept d'opportunité politique «emphasizes resources external to the group – unlike money or power – that can be taken advantage of even by weak or disorganized challengers» (Tarrow 1994:18).

La notion d'opportunité politique et de mobilisation des ressources sont non seulement utiles pour expliquer et analyser les processus de radicalisation ainsi que de militarisation des segments sociaux en RDC, mais permet aussi d'expliquer les facteurs de fragmégration des acteurs armés dans les phases de rébellion. Ceci est d'autant plus important que les processus de

¹⁰¹ Voir aussi dans la littérature de la théorie de la mobilisation des ressources J.Craig Jenkins(1983). On doit le terme «la structure des opportunités politiques» ou POS en anglais à Eisinger (1973), d'autres auteurs tels (Kitschelt, 1986; Kriesi, 1990; Mc Adam ,1982; Tilly, 1978).

«libération» et de «rectification» ont été considérablement façonnés par l'environnement international et les stratégies d'extraversion.¹⁰² Cela survient aussi dans un contexte de présence des rébellions étrangères sur le territoire de la RDC. Toutefois, bien qu'il soit possible de comprendre certains éléments qui façonnent les logiques de l'action collective, Mathieu nous invite à une certaine prudence dans nos analyses, car pour lui, «les modes de constitution des individus en groupes mobilisés porteurs de revendications collectives restent inconnus» (Mathieu 2004: 43). Dans la partie qui va suivre, nous allons analyser l'environnement international est survenu le changement par la force armée ainsi que le type de conflit qui a suivi.

3. L'environnement international et les groupes armés: Du changement de régime par la force armée à la guerre atypique

La fin des années 1980 a été marquée par de nombreux changements de régime par la force armée en Afrique, changements impulsés très souvent par des groupes armés qui, pour la plupart, étaient fortement influencés par l'environnement international. En RDC, le mouvement régional mené par la coalition rwando-ougandaise et marqué par le sceau des logiques d'extraversion, a consisté en une opération de renversement de régime par la violence armée. Ce processus de changement implique un réalignement fondamental «of these rules, transforming the composition of the players included in processes of public decision making. [...] it reconfigures the allocation of political power and, by implication, all the perquisites that flow from it» (Bratton et Van de Walle, 1997:31). Mais ce processus tel que décrit Bratton et de Van de Walle se fait beaucoup plus dans un cadre institutionnel où il existe une joute politique moins violente, mais une joute sous l'emprise de la violence politique en RDC. Ainsi, le changement de régime

¹⁰² Cette situation pose le problème de la légitimité internationale incarnée par les demandes la vision de la coalition (rwando-ougando-burundaise) et l'AFDL versus légitimité nationale incarnée par les rebelles Maï-Maï et une frange de l'opposition non armée incarnée par l'UDPS.

par la force se décline sous trois formes: la révolution, le complot (coup d'État) et l'insurrection (rébellion armée):

La révolution est généralement une explosion – soudaine, brève, spontanée, non planifiée [...] Le complot est l'action clandestine d'un groupe d'insurgés visant le renversement du pouvoir suprême dans leur propre pays [...] À l'inverse, l'insurrection est un combat dans la durée, mené avec méthode, pas à pas, avec des objectifs intermédiaires spécifiques débouchant au final sur le renversement de l'ordre existant (Galula 2006: 11-12).

Mais le mouvement régional initié par le tandem rwando-ougandais dans un contexte fortement influencé par l'environnement international, s'est soldé par un échec, car confronté aux mêmes stratégies d'extraversions fortement marquées par des alliances.

L'environnement international et les stratégies d'extraversion

Les mouvements armés en RDC se sont appuyés sur les stratégies d'extraversion qui découlaient directement de l'environnement international. Dans le cas de la RDC, l'environnement international est celui de l'après-guerre froide marqué en Afrique par la vague des conférences nationales et la mise en place des systèmes multipartistes. Quant aux stratégies d'extraversion, l'on peut citer l'impératif de conditionnalité de la démocratie ou le bonus démocratique » mis en relief dans le discours de La Baule de François Mitterrand, ainsi que le réinvestissement actif du champ politique africain par les États-Unis.¹⁰³ Ce réinvestissement actif a ouvert le chemin non seulement à la compétition effrénée pour un nouveau leadership politique régional, mais a été aussi interprété comme une autorisation aux pays voisins à intervenir directement en RDC. Cette ingérence ouvre aussi la voie à la pratique de l'unilatéralisme dont l'une des caractéristiques est le retrait des règles internationales de sécurité et le recours à la contrainte, qu'elle soit violente ou une menace directe. Ce recours à la contrainte est l'expression de la réalité sous sa forme de la théorie de la guerre préventive. Cette théorie repose sur un

¹⁰³ Le discours du président François Mitterrand à La Baule lors du Sommet France -Afrique de juin 1990 a marqué une rupture, au moins dans la forme. Pour le président français, toute aide aux pays africains devait être désormais conditionnée par le respect de la démocratie. La fameuse «prime pour la démocratie».

glissement sémantique astucieux assimilable à la légitime défense, et elle renvoie à un état de guerre permanente entre les individus et les groupes d'individus.¹⁰⁴

Un autre élément qui participe aux stratégies d'extraversion est celle de géopolitique des guerres civiles régionales. Nous faisons ici allusion au débordement des guerres civiles qui ont lieu dans les pays voisins sur les frontières de la RDC. Cette géopolitique est d'une part (presque totalement) liée aux expériences démocratiques manquées (Angola, Burundi, Congo, RCA, Rwanda, Ouganda), et d'autre part par le conflit soudano-soudanais dans lequel les États-Unis s'y sont investis et interviennent par le canal de l'Ouganda. La guerre en RDC est en réalité un condensé de trois conflits qui, intrinsèquement, ne sont pas liés: celui de la région des Grands Lacs (Burundi-Rwanda-Ouganda - RDC), qui est la face la plus visible, mais également ceux de l'Angola et du Soudan. La RDC constitue ainsi le lieu de cristallisation entre ces centres d'instabilités, en plus du fait qu'elle est restée pendant longtemps impliquée dans les jeux d'alliances qui caractérisent les trois conflits frontaliers.¹⁰⁵ La RDC s'est ainsi affirmée comme le lieu de confluence des conflits dans les Grands Lacs, et où les groupes armés tout en se jouant des frontières procèdent par des incursions dans les divers pays, ceci tout en en gardant le territoire congolais comme le sanctuaire à partir duquel les attaques sont lancées. Nous sommes ici dans un cas de figure de la transnationalisation de l'action collective qui implique des changements d'échelles de l'activité des acteurs armés étatiques et groupes armés non-étatiques. Ceci reflète aussi une dimension des stratégies d'extraversion qui cette fois, n'est pas toujours hors continent.

¹⁰⁴ Bien que le concept de guerre préventive ait été mis en pratique dans la région des Grands Lacs en Afrique surtout par le Rwanda depuis 1996, l'administration Bush a été la première à l'évoquer pour justifier sa guerre contre le terrorisme. Ce concept et son application sont des réalités qui façonnent aujourd'hui la politique internationale, mais surtout américaine.

¹⁰⁵ Au Soudan, le gouvernement de Khartoum soutenu par l'ancien régime de Mobutu au niveau régional et par la France au niveau international est opposé à la rébellion sud-soudanaise soutenue par l'Ouganda au niveau régional et par les États-Unis au niveau international. Il y a aussi le soutien du Zaïre à la rébellion de l'UNITA en Angola. Il faut aussi noter que l'Ex-Zaïre sous Mobutu a continué à servir de base arrière à l'UNITA même après l'accord de Lusaka de 1994.

Un autre élément important d'extraversion dérive du lien que les groupes armés entretiennent avec l'économie internationale. Les mouvements armés comme les gouvernements dépendent de l'extraction et du commerce des ressources naturelles, des ressources qui, dans certains cas, servent à soutenir la lutte armée et dans d'autres cas, constituent la principale raison d'être des mouvements rebelles eux-mêmes.¹⁰⁶ En somme, cela explique que l'environnement international et les stratégies d'extraversion (externalités) ont un impact déterminant sur le mouvement régional initié par les pays voisins de la RDC. Ces stratégies d'extraversion participent à la production de ce que nous appelons dans cette thèse, une guerre atypique.

Le conflit en RDC ou la guerre atypique

L'implication des États voisins de la RDC montre que la crise en RDC n'est pas une guerre civile comme de nombreux observateurs et analystes politiques ont souvent montré. Cette crise est davantage une guerre atypique dont le but ultime était le changement de la géopolitique de la région des Grands Lacs. C'est pourquoi nous affirmons que la crise en RDC ne peut pas être considérée comme une guerre civile au sens où l'entendent les politologues comme Stathis Kalyvas pour qui la guerre civile ou interne se définit comme un «armed combat within the boundries of a recognized sovereign entity between parties subject to a common authority at the outset of the hostilities» (2006: 17).¹⁰⁷ Si pour Galula, une guerre civile «divise brutalement une nation en deux groupes ou plus [...] La guerre entre ces groupes prend rapidement le caractère d'une guerre conventionnelle entre nations, à la différence près que les opposants sont des concitoyens» (Galula 2003: 13), pour Adelman et Rao «The 1996-1997 war in Zaïre was the widest interstate war in modern African history» (2004: 3).

¹⁰⁶ Au sujet du concept d'extraversion et le lien entre les groupes armés et l'économie internationale, lire Clapham (1998:16), Duffield (1994); Reno (1993).

¹⁰⁷ Kalyvas (2003). De nombreux termes sont souvent utilisés pour exprimer la guerre civile : pour Ghebali (2001 :38) il se nomme « guerres civiles déstructurées », ou «New wars» pour Kaldor (1999.), elle est encore présentée sous une kyrielle d'autres vocables plus évocateurs : décomposées, dégénérées (Dufour 1999:22), postmodernes (Gray1997), identitaires (Derrienic 2001:71; Thual 1995) ou encore de manière non consensuelle selon Ghebali (2001:42) comme ethnique.

En outre, contrairement au contexte du Congo des années 1960, où on parlait de « guerre civile ou l'effondrement interne qui se compliquent d'ingérences extérieures » (Gendebien 1967 : 279), le contexte du Zaïre des années 1990 est bien différent de ce que certains acteurs internationaux et l'ONU ont voulu faire croire.¹⁰⁸ Mais dans l'ensemble du conflit en RDC, on est plutôt dans une situation de guerre atypique ou conflit atypique, c'est-à-dire une guerre d'invasion menée par des armées étrangères contre le régime légal de ce pays. Dans leur stratégie, ces armées étrangères s'appuient sur un ou plusieurs groupes armés non-étatiques internes incapables par eux-mêmes d'imposer par la force un quelconque changement radical sur un territoire où des forces armées non-étatiques étrangères ont aussi élu domicile pour attaquer les pays voisins à partir de cette base arrière. Cette situation a eu pour effet d'amplifier le contexte d'insécurité déjà en cours non seulement en RDC, mais dans les pays frontaliers.

4. La question du fait ethnique ou identitaire et les phénomènes migratoires successifs

La question du fait ethnique ou identitaire est un élément catalyseur qui rentre très souvent dans la structuration et la stimulation de la mobilisation des groupes armés. Elle a toujours fait l'objet d'une traduction dans des idiomes politiques plus autochtones.¹⁰⁹ Avant de continuer, il est important de relever qu'au sujet de l'ethnie/ethnicité, bien que de nombreuses écoles de pensée analysent ce phénomène, trois discours s'y dégagent et s'y affrontent généralement : la théorie naturaliste, l'instrumentaliste et la constructiviste.¹¹⁰ Ainsi, pour les théoriciens de l'approche naturaliste de l'ethnicité, l'ethnie est par nature liée au bagage

¹⁰⁸ Entre 1964 –1967, ce pays a connu des soulèvements de la rébellion «muléliste» où les alliés convaincus de l'ancien premier ministre Lumumba assassiné conduit par Pierre Mulélé ex- ministre de la Jeunesse ainsi que Ngbenye, Soumialot, Gizenga, Kisae Ngandu et L.-D Kabilavont mener une guérilla «Rébellion Simba» infructueuse contre Mobutu. Che Guevara tentera même de venir à leur secours sans succès. Quant aux gendarmes katangais, ils vont se regrouper autour du Front de libération nationale du Congo (FLNC) et attaqueront, puis occuperont des villes telles : Shaba, Kolwezi dans les guerres de 1977 et 1978. Et ne seront défait que grâce au recours par le Zaïre de Mobutu de l'aide-militaire de la Belgique, la France et du Maroc.

¹⁰⁹ L'argument le plus répandu pour expliquer les guerres civiles au début années 1990 en Afrique. Très souvent à tort, car de nombreux endroits dans le monde sont confrontés au fait ethnique et religieux. Voir en Europe de l'Est. En Amérique latine. (Ellingsen, 2000, 2001; Reynal-Querol, 2001 ; Michael Brown, 1993).

¹¹⁰ Ces écoles de pensée se retrouvent davantage en histoire, sociologie et ethnologie. La théorie naturaliste est aussi désignée comme la théorie primordiale. Confère Freye (1992);Geertz(1963); Smith (1993 :50-52).

génétique, c'est-à-dire consubstantielle à la naissance. L'ethnie est inexorablement liée à tous les hasards et contingences qui entourent la venue d'un individu au monde. Elle est d'essence biologique, donc elle est ici une pure donnée, irréversible.¹¹¹ L'ethnie détermine ainsi l'appartenance d'un individu à une appartenance généalogique et géographique subie et non voulue ou choisie, mais prédéterminée par l'histoire de ce groupe.

Quant à l'approche instrumentaliste de l'ethnicité, elle est essentiellement un outil utilisé «by individuals, groups, or elites to obtain some larger, typically material end» (Lake et Rothchild, 1998: 5). Dans cette perspective, l'ethnie existe comme une ressource potentielle porteuse de récits, de symbolique et d'artefacts qui peuvent être activés, instrumentalisés par les entrepreneurs de la violence à l'instar de ceux des nombreuses milices armées de l'Ituri en RDC.¹¹² Dans ce sens, «l'ethnie ne renvoie pas à une essence qu'on possède, mais à un ensemble de ressources pour l'action sociale» (Poutignat et Streiff-Feinart 1995: 182). C'est ce qui fait dire à Ayoob que l'ethnicité est un concept fluide et flexible et qui est sujet «to change depending on the context in which it operates at any points in time» (1997: 127).

Il va sans dire que la thèse constructiviste met dos à dos l'approche naturaliste et instrumentaliste.¹¹³ Pour les constructivistes, le fait ethnique est un construit social qui est la somme des choix des actions humaines. Chez ces auteurs, l'objet référent est l'individu et la société en relation avec le binôme sécurité/insécurité.¹¹⁴ Dans cette perspective, les principales menaces auxquelles les divers groupes armés doivent affronter portent sur les différentes

¹¹¹ Certains éléments qui sont au centre de la théorie naturaliste de l'ethnicité fondent aussi certaines hypothèses de l'école dite de l'«ethno-réalisme» dont on en parle ci-dessous. Bagayoko-Penone (2003:89) résume brièvement les éléments centraux de cette école.

¹¹² Confère aussi Robert Ted Gurr (2000) ou Brass (1991).

¹¹³ Le constructivisme a alimenté les critiques faites à l'encontre des colonisateurs, qui sont souvent considérés comme les inventeurs des ethnies, ou ont contribué à manipuler un substrat qui existait déjà. Exemple des premiers colonisateurs belges au Congo et au Ruanda-Urundi (Rwanda-Burundi actuel). Ils y ont ainsi travaillé les ethnicités, reconstruit les ethnies. D'où son instrumentalisation «dans de nombreux conflits ou guerres, que ce soit en Angola, au Mozambique, au Rwanda, au Zaïre et dans d'autres régions, les grandes puissances jouent aussi l'ethnicité contre la nation» (Thual, 1999:159). Les colonisateurs ont accru les différents clivages et par la suite, se sont approprié ces catégorisations ethniques et en ont fait un mode de compétition pour gouverner. (Amselle et Mbokolo Elikya, 1985).

¹¹⁴ Au sujet de cette approche, lire Ganguly et Taras (1998); Krause et Williams (1997); Crawford et Lipschutz (1997); Buzan et Wæver (1993:42).

dimensions de leur identité (la langue, la foi, l'expression culturelle), lesquelles leurs permettent de se distinguer d'autres groupes.¹¹⁵ Par ailleurs, c'est au nom de cette menace à l'atteinte de l'identité que les groupes armés et les milices en RDC que ceux du Liberia, du Tchad ou Darfour trouvent en partie leur «raison d'être». Les groupes armés s'alignent ainsi sur le long de ses fractures communautaires afin d'en recevoir des soutiens indispensables des populations. Le discours sur les menaces et les constructions discursives de la part des pays voisins de la RDC participe aussi à la construction des images et d'autres réalités du conflit en RDC. Toutefois, bien que l'identité est très souvent instrumentalisée par les groupes armés, il faut tout de même séparer la part instrumentalisable de l'ethnopolitique des véritables griefs historiques articulées depuis plusieurs décennies par les communautés de la DRC principalement celles des provinces de l'est.¹¹⁶

Ce qui nous intéresse dans cette recherche, c'est le rapport que l'ethnie en tant que concept polysémique (pris ici dans le sens de substrat d'une communauté) entretient avec l'État (sa politisation) ainsi que son impact sur le processus de mobilisation des acteurs (armés) non étatiques. Si pour certains, le rapport de l'ethnie à la politique «peut exprimer le triomphe du local sur les échecs de l'État» (Lonsdale 1996:101), cette tribalité politique s'accompagne de la construction de l'«appartenance naturelle», des rapports «locaux/étrangers» ou «Insiders and Outsiders» en somme de tout le métadiscours sur «autochtones/allogènes» (Nyamnjoh 2006). Un métadiscours qui se révèle aussi sous les traits du «tribalisme politique» (Lonsdale 1996). Ce concept doit se comprendre comme une doctrine, une idéologie ou une philosophie de haine et d'exclusion de l'autre, sur la simple base de l'origine tribale (leur lieu de naissance, généalogie). Cette notion de tribalisme politique s'apparente ou repose sur l'identitarisme particulièrement

¹¹⁵ Des menaces très souvent construites par des entrepreneurs identitaires qui dirigent souvent des groupes armés.

¹¹⁶ Une situation qui est très souvent accentuée par les conflits fonciers. Confère Galaty, Aronson, et Salzman (1981) ou Peters (2004)

ethnique qui pour Ganguly et Taras est «une création des élites, qui s’approvisionnent, déforment et parfois inventent des aspects de la culture du groupe qu’ils représentent, afin de préserver leur existence et leur bien-être ou pour gagner des avantages politiques et économiques pour le groupe autant que pour elles-mêmes» (1998:8).¹¹⁷

Ainsi, cette mobilisation sociopolitique autour de l’affirmation des droits des «autochtones » se traduit non seulement dans sa capacité à manipuler et à opposer les référents «Nous » et les «Autres», dans les discours politiques, mais aussi dans le sens géopolitique. Dans ce contexte, elle se construit autour de deux pôles: le rapport au territoire et à l’identité.¹¹⁸ Les référents «Nous» et les «Autres» posent avec acuité la problématique de l’ethnisation de l’autochtonie. La notion d’autochtonie étant un concept qui en RDC est dangereusement flexible. Car politiquement cette notion utilise «l’énergie de conflits à la fois présente et des mythologies profondément ancrées dans le passé a permis des éclats de violence très localisés comparativement en RDC, s’inscrivant dans une logique régionale et même continentale avec des implications dangereuses pour l’avenir» (Jackson 2006: 96).

Cette analyse de Jackson met davantage en relief le climat délétère dans les provinces orientales, du Maniema, les Kivus (Nord et Sud) et dans une moindre mesure au Katanga où chaque groupe armé se pose en ultime garant d’une communauté spécifique. Ce qui s’est avéré en RDC avec l’invention de toutes pièces par la communauté rwandophone de l’ethnonyme défensif «Banyamulenge», ou en la Côte d’Ivoire avec une autre notion tout aussi polémique «l’ivoirité».¹¹⁹ Cette situation traduit aussi une accumulation de frustrations dans d’autres

¹¹⁷ Citation extraite de David (2000: 162).

¹¹⁸ Ce qui fait dire à Turner que «Maps are territories», parce que «Maps are a powerful form of representation. [...] Maps are tools, not just to tell how to get from here to there, but to ‘prove’ that something or other is true, on the ground» (Turner, 2007 :62).

¹¹⁹ Nous reviendrons sur la notion controversée de «Banyamulenge», dans le Chapitre 5. La notion « d’ivoirité » arrive au moment où les dioulas islamisés (musulmans du Nord,) très majoritairement d’origine burkinabé et malienne votent beaucoup plus pour le PDCI-RDA, le parti de Houphouët-Boigny. Laurent Gbagbo alors son challenger va avancer cette théorie pour montrer que les dioulas sont des « allogènes » entendu «

domaines, surtout dans le contexte d'une transition politique. Car, «Politised and mobilised ethnicity arises, in large part, out of frustrated economic and political goals and out of social insecurity more generally, such as during times of rapid social and political change» (Maré 1996: 317). Cette description de l'autochtonie permet aussi de saisir les arguments (principalement le recours à l'ethnie pour combattre les soi-disant «allogènes» qui ne sont pas les «fils du sol») sur lesquels les leaders politiques de régimes autoritaires s'appuient lorsqu'ils sont confrontés aux revendications citoyennes aux contraintes de l'environnement international qu'impose l'ouverture du jeu politique.¹²⁰

Ces notions polémologènes ont non seulement consacré le primat identitaire dans les rapports sociaux et politiques, mais aussi participé comme agent catalyseur dans le processus de mobilisation des groupes armés qui vont par la suite émerger, se fragmenter et perdurer parfois en suivant ces lignes de fractures communautaires. Nous plaçons ici pour une analyse qui ne considère plus la question ethnique ou identitaire d'un point de vue objectiviste, mais comme une donnée empirique que les différents groupes armés manipulent et à laquelle ils donnent du sens, et dont la définition ne préexiste pas à l'action, mais demeure plutôt le produit instable et sans cesse reformulé de l'action collective elle-même.

L'un des points qui complexifie l'épineux débat sur l'autochtonie/allochtonie est la problématique de *la nationalité/citoyenneté*.¹²¹ *La nationalité* est une identité politique qui se

étrangers ». Konan Bédié successeur Houphouët-Boigny à la tête du PDCI-RDA en fera usage pour empêcher Alassane Ouattara de lui ravir la présidence. Cette mise en pratique de «l'ivoirité» sera l'une des causes qui fera basculer la Côte d'Ivoire dans la guerre civile.

¹²⁰ Lire Bayart et Geschiere (2001 : 126). C'est à ce stratagème de conservation de l'appareil étatique ou de conquête que vont exceller Mobutu au Zaïre, Sassou N' Guesso au Congo, Eyadema au Togo (Dobry, 1986), Deby au Tchad. En outre dans un contexte de conflits, les chefs rebelles et miliciens vont reproduire ce pattern au sein de leurs groupes armés respectifs. (Gami, 2002 :50 Willame,1997:7). Voir aussi T. Lado (1996); Elenga (1997).

¹²¹ Nous n'allons pas nous étendre ici sur les principales conceptions et discours autour des notions de citoyenneté et de nationalité au XXe siècle.

conçoit, se consolide et se mythifie.¹²² Elle est aussi un phénomène bifide. C'est-à-dire qu'elle est à la fois un phénomène particulier et de masse. Cette question a toujours suscité des polémiques passionnelles en RDC.¹²³ D'autant plus qu'elle oscille au gré de l'évolution des législations en la matière et des dynamiques et des événements sociopolitiques. Cette situation participe à la construction de la «nationalité gratification» et «nationalité sanction» (Mwaka Bwenge 2003: 85). Dans ce sens, la nationalité sert tout simplement de tremplin pour les politiques et les dirigeants de groupes armés qui comptent sur les calculs des rapports de force ethno-politiques, surtout dans un contexte de mobilité où les réfugiés et déplacés forcés participent à brouiller la question de nationalité.¹²⁴

La question de nationalité est ainsi prise en otage par l'a priori idéologique : les « pro-rwandophones» contre les «pro-autochtones» et par d'autres variantes à l'intérieur des deux catégories. Cette polarisation conforte l'idée selon laquelle la citoyenneté politique et légale est fluctuante, voir inégalitaire en même temps qu'elle conforte les lignes de fragmentation au sein des communautés. Ces lignes se reproduisent ensuite avec l'exacerbation des enjeux d'appartenance et d'exclusion à l'intérieur des différents groupes armés.¹²⁵ Il faut souligner que tout le discours identitaire a toujours été traité davantage à l'aide des outils conceptuels de la politique comparée. Par contre, cette question est évoquée différemment par les tenants des études critiques en sécurité précisément ceux de l'école constructiviste qui ont développé la notion d'identitarisme. Cette notion montre que les conflits ne sont pas nécessairement ataviques

¹²² Dans ce sens, l'identité serait « une structure subjective entre l'individu, les autres conditions préalables pour qu'il y ait effectivement identité : se reconnaître un et être reconnu comme tel par les autres- le milieu (comme agent matériel de l'identification)» (Malek Chabel, 1986:35-36).

¹²³ Voir Verwilghen (1985 :6);(De Burlet, 1975:37); Charpentier (1991).

¹²⁴ Il faut noter que la loi du 29 juin 1981 va abroger celle de 1972 qui donnait la citoyenneté zaïroise à toutes personnes résidant sur le territoire zaïrois avant 1950. Les Banyarwanda vont en être les principaux bénéficiaires. En 1991 lors de la CNS, la nationalité de certaines personnalités sera contestée. Voir Nguya –Ndila (2001) ; E.Lubala (1998). Cette crise de la citoyenneté est doublée d'une exacerbation des tensions et des conflits communautaires marquée par les nombreux calculs des rapports de force ethno-politiques. Sur les différentes lois sur la nationalité voir Mwaka Bwenge (2003) et Ngbanda Nzambo (2004: 361-368).

¹²⁵ Nyamnjoh (2006), Ndegwa (1997) Mamdani (1996) montraient déjà que la question de citoyenneté serait au centre des demandes des populations africaines.

ou inévitables. Bien que nous ne souscrivons pas totalement à l'approche dite de l'«ethno-réalisme» qui transpose les postulats de l'école réaliste aux rapports intra-étatiques: c'est-à-dire qu'elle applique les principes de cette école aux relations de puissances entre les communautés, il faut reconnaître dans le cas de la RDC, qu'il existe un dilemme de sécurité entre communautés surtout dans la deuxième et la troisième phase des rebellions. Ce dilemme a conduit à l'émergence d'une logique de dominos des conflits communautaires à l'intérieur de cette guerre atypique, devenue régionale.¹²⁶

Nous sommes ici en face de la transposition du point de vue géopolitique du conflit communautaire qui éclate surtout lorsqu'il y a la certitude ou la préemption qu'un ou plusieurs groupes aient convenu, plus ou moins secrètement, de supprimer un autre groupe auquel appartient un autre individu. Dès lors, lorsque la survie réelle ou fantasmatique du groupe est enjeu, quand celui-ci se sent dépossédé non seulement d'un territoire ou de son territoire, mais plus gravement lorsqu'il se sent dépossédé de son droit de vivre» (Thual 1999:5-6). Certains éléments ou factions au sein des rébellions de l'AFDL, du RCD, RCD- ML et même d'autres milices se sont appuyés sur cette logique pour structurer leur mobilisation. Le dilemme de sécurité entre communautés constaté dans la deuxième et la troisième phase de rebellions en RDC, permet de saisir les mouvements armés sous l'angle des États qui très souvent entrent en compétition, se rivalisent et «virtualisent» le fait de la guerre comme dans le principe machiavélien qui sous-tend le système westphalien. Dans cette optique, on doit faire usage des arguments développés initialement pour l'étude des guerres interétatiques. Car il va sans dire que l'état de rébellion est le résultat du «dilemme de sécurité» surtout qu'après l'effondrement de

¹²⁶ Au sujet du rapport du fait ethnique à la guerre, notre thèse démontre à la lumière de la réflexion de Stathis Kalyvas (2008 : 1063) que «the possibilities that open up when constructivist insights are incorporated into the study of civil war. A particularly promising research agenda suggested by this theoretical move focuses on the identity consequences of civil war, rather than the much more common emphasis on identities as a cause of civil war ». Pour les approches ethno-réalistes, lire aussi: Ayoob (1997); Barry Posen (1993); Kauffman Chaim (1996); Van Evera (1994); Welsh (1993).

l'autorité centrale, les groupes armés se font la concurrence pour la protection de leurs propres intérêts.

Comme les États dans le système international, les mouvements politico-militaires émergent dans un environnement caractérisé par l'anarchie. Dans le cas de la RDC on fait face à une double anarchie : externe du fait de la nature des pratiques internationales westphaliennes et interne parce que l'État congolais qui était censé être le rempart contre cette anarchie y a renoncé, d'où le «déferlement incontrôlé de la violence redevenue naturelle, car non soumise à la rationalité de cet ordre parfait constitué par l'État» (Roche 1994:26). Ainsi, devant l'impossibilité de compter sur la protection de l'État, on va assister à une radicalisation à outrance des enjeux d'appartenance et d'exclusion ainsi qu'à un changement relatif des critères de la domination. Avec les lignes de pression qui se multiplient, les populations vont être amenées à former des groupes d'autodéfense, ou encore à rejoindre des groupes armés déjà formés pour assurer leur propre sécurité. Dans cet environnement de moins en moins stable, les groupes qui se sentent moins en sécurité, vont chercher à maximiser leur sécurité, en nouant des alliances avec comme résultat la perpétuation la violence politique.

Si tous les réalistes sont d'accord pour considérer la sécurité comme l'un des «objectifs éternels» de la politique extérieure des États, dans le cas de la guerre atypique en RDC, cette préoccupation semble être aussi l'apanage des groupes armés.¹²⁷ À l'instar de ceux qui analysent les mouvements politico-militaires comme des mouvements sociaux qui font usage de la violence, ceux qui étudient les groupes armés comme des entités étatiques omettent aussi d'accorder une attention particulière sur l'organisation : la nature variée des phases et des catégories d'acteurs armés en RDC. Par ailleurs, ceux qui fondent leur analyse sur la logique du dilemme de sécurité ne font aucunement mention de la manière avec laquelle les groupes armés

¹²⁷ L'expression « objectifs éternels » est de Raymond Aron (1962 :83).

doivent s'organiser pour protéger leur sécurité. Ils considèrent tout simplement que l'environnement anarchique provoquera une mobilisation des populations, et par ricochet permettra aux groupes rebelles de s'organiser sous les lignes de fracture ethnique.

Par ailleurs, un point important à souligner ici est que l'initiative de la mobilisation à une échelle guerrière incombe rarement aux acteurs nationaux comme ceux des groupes armés de la RDC. Les initiatives structurantes proviennent directement et plus souvent des acteurs externes qui obéissent à des logiques étatiques fortes. L'analyse de Wieviorka dans un contexte tout autre montre bien que les mouvements communautaires ethniques ne basculent généralement dans «la guerre que par rupture du mouvement, du fait de l'intervention de facteurs, de processus et d'acteurs non communautaires, ou de médiateurs obéissant aux deux logiques, communautaires et étatiques» (1996: 184). Néanmoins, nous prenons le soin de relever à l'instar de Goody (2001), ainsi que de Gentili que «Cultural differences alone are not sufficient to bring about violent group mobilization, neither is economic inequality, or poverty per se» (Gentili 2005:38). En somme, pour que des groupes armés se mobilisent et enrôlent des militants, leur motivation doit de loin subsumer la dimension identitaire. Mieux, il faut que la structuration préalable des réseaux sociaux au moment de la mise en mouvement (passage à l'action, à la contestation) coïncide avec les opportunités politiques et aussi avec les structures de mobilisations des ressources. Et en RDC, ces structures de mobilisation reposent fortement sur les solidarités semi-clandestines transfrontalières (transnationales); des structures qui ont connu des évolutions et des mutations différentes dans les diverses phases de rébellions.

Les solidarités semi-clandestines transnationales ont été aussi amplifiées avec l'engagement actif des réfugiés-soldats. Prise dans le sens de la collaboration, cette solidarité se comprend aussi comme un ensemble de faisceaux de réseaux entre mouvements politico-

militaires (mais aussi entre groupes armés et État qui les soutiennent) liés par un intérêt commun. Ce lien qui repose sur l'hétérogénéité des acteurs ainsi leurs interactions, suppose une entraide et un échange de diverses natures surtout à travers un faisceau de liens informels entre les acteurs.

Par ailleurs, dans les trois phases de rébellions du conflit congolais, la solidarité transnationale basée sur une idéologie commune (l'idéologie politique, sphère linguistique d'identification ou communautaire) a constamment cohabité avec celle basée sur des besoins conjoncturels et des échanges d'ordre pragmatique (existence d'alliances qualifiées de contre nature).¹²⁸ La compréhension de ces approches permet d'analyser les types d'opportunité qui sont au centre de la transnationalisation des mobilisations politiques. Une transnationalisation qui accroît l'articulation du global et du local. Ce phénomène permet de mieux saisir les stratégies et les formes de mobilisation qui sont à la base de la survie et de la perpétuation des groupes armés en activité dans les trois phases. Ceci d'autant plus que les lignes de partage que l'on croyait étanches sont maintenant transgressées par les facilités de communication modernes ainsi que les phénomènes diasporiques amplifiés par les réfugiés-soldats.

Migrations successives, transformations sociales et phénomène de «réfugiés-soldats»

L'histoire de la RDC montre que sa partie Est, elle a connu des migrations successives et des transformations sociales.¹²⁹ Certains de ces migrants sont entrés «légalement» lors des événements historiques qui ont entraîné des vagues successives de réfugiées des années 1959-1962, 1962-1967, et 1990-1994 ou encore d'autre, les immigrés clandestins.¹³⁰ Ces récentes

¹²⁸ Cela se reflète dans les troupes de l'AFDL (ou les soldats rwandais, ougandais, burundais et certains Congolais «Banyamulenge » qui appartiennent à la même aire ethnoculturelle ou communautaire.

¹²⁹ Ces migrations successives et les transformations sociales ont entraîné l'intégration de populations immigrantes dont allophones (Banyarwanda et les récents réfugiés et déplacés forcés du Burundi et post -génocide du Rwanda) et aussi au Katanga avec le problème des Kasaiens ou les déplacés internes (Expulsion des Baluba-Kasaiens du Shaba -Katanga).

¹³⁰ On peut aussi considérer comme «légal» la main d'œuvre rwandaise transférée au Congo par la Mission d'immigration des Banyarwanda à partir de 1924 dans les grandes plantations du Nord et Sud Kivu et aussi pour travailler l'Union minière du Haut Katanga durant la période coloniale belge. Nous entendons par immigrés clandestins, les mouvements d'immigration illégale de bergers et d'agriculteurs rwandais.

vagues de réfugiés et les mouvements migratoires rwandais et dans une moindre mesure les Burundais se sont superposés aux implantations successives et les transferts des populations.¹³¹

Les tensions ethniques qui avaient dégénéré en génocide en 1994 au Rwanda, doublé de la longue crise politique au Burundi y ont été transposés et alimentent le conflit dans l'Est du Congo-Zaïre. Ainsi, les menaces sous l'angle de l'atteinte à l'identité d'un groupe ou sous celui de l'exploitation ou de la domination d'un groupe sur l'autre, sont à l'origine du vécu de l'exclusion, «par les acteurs comme rejet et déni d'identité et de reconnaissance» (Le Bot, 1996: 173). Il faut aussi souligner que les spécialistes en relations internationales qui étudient les conflits et la violence politique font rarement le lien théorique avec les migrations forcées. Il en est aussi de la littérature sur les migrations forcées qui ne fait pas souvent ce lien avec les études des conflits. Cette dernière met beaucoup plus l'accent sur comment arrêter les conflits que leurs causes. Et lorsque ces écoles théoriques y font allusions, elles n'accordent pas une importance sur le phénomène des réfugiés et déplacés forcés comme nouveaux acteurs des conflits. Nous allons dans cette thèse analyser le lien théorique et pratique entre les conflits, la violence politique et le phénomène de migration à la lumière des «refugee warriors» ou réfugiés-soldats qui constituent l'un des importants contingents dans les formations des divers groupes armés.¹³²

Zolberg, Suhrke et Aguayo (1989) ont été les premiers à démontrer les effets des déplacés et des réfugiés sur les conflits. Il en est aussi de Salehyan et Glenditsch (2006) qui démontrent qu'il y a un lien étroit entre réfugiés et violence politique dans les pays d'accueil. Ils montrent que les réfugiés étendent très vite leurs faisceaux de relations sociales dans les pays d'accueil, ceci grâce à leur mobilité sur le terrain. Ceci s'accompagne de l'établissement des liens avec des potentiels groupes armés nationaux de la même communauté ethnique ou

¹³¹ Lire Willame (1997) au sujet des implantations des «Banyarwanda » en RDC.

¹³² Ces soldats se comportent comme des mercenaires régionaux qui offrent leur service au plus offrant.

linguistique ou d'idéologie politique.¹³³ Par ailleurs, Sarah Lischer (2005) montre dans quelle circonstance un réfugié accepte de s'enrôler dans une force militaire. Dans le cas de la RDC, le lien entre réfugiés/déplacés et militarisation souligné par les auteurs ci-dessus. D'ailleurs, comme on peut le constater, «Donor states steadfastly refused to address the security threats posed by the crisis until full-scale international war occurred between Rwanda and Zaire in 1996» (Lischer 2007:145). Ceci revient à dire qu'en portant une attention sur ce lien, nous allons non seulement expliquer les processus de recrutement de ces derniers, mais aussi montrer leur impact dans les processus d'émergence, et plus tard montrer leur implication dans les dynamiques de fragmentation et de perpétuation des groupes armés.

5. Mouvements rebelles - Ressources naturelles et reconfiguration géographique

La dimension protéiforme des groupes politico-militaires et les multiples acteurs étatiques et privés mettent en jeu l'aspect de la transnationalisation des économies. Ici, l'anticipation et la possibilité de profiter de la restructuration, reconfiguration géographique de la carte de la RDC participe du remodelage qui est davantage constitutif d'un partage de ressource que d'un partage de pouvoir. Toutefois, ce partage de ressource à l'instar du partage de pouvoir est le fruit du résultat des enjeux géopolitiques intra-régionaux et d'ordre international. Il offre dans un contexte d'espaces disputés, des possibilités de redistribution des zones d'influences. L'approche de l'économie politique des conflits armés qui s'est fait connaître grâce aux travaux de Sherman (2003); Le Billon (2000), Collier et Hoeffler (1998, 2000); Berdal et Malone (2000); Aymeric Chauprade (1999: 96), Elwert (1999); Keen (1998); Duffield (1994); ainsi que les différents rapports des ONG et entre autres Panel d'experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles au Congo-Zaïre (ONU 2001, 2002), vise à montrer la dimension que

¹³³ Cet élément rejoint cette déclaration du chef milicien du CNDP Nkunda «Nous sommes parmi ceux qui ont sympathisé d'une manière ou d'une autre avec le Rwanda. Mes relations avec le Rwanda sont des relations fraternelles. Je suis Munyarwanda congolais. J'ai des liens de culture, de langue et d'histoire avec le Rwanda. Nos familles sont là. Nous partageons un passé commun». (Soft International, 2007).

l'économie joue dans les conflits; en l'occurrence, celui de la RDC tel le montrent Nest, Grignon et Emizet pour qui «Economic agendas became a prominent part of conflict, they emerged as a function of war. [...]The emergence of economic interests transformed the war and, combined with continuing political interests, resulted in predatory, exploitation and multiwar complex» (2006: 31-32).¹³⁴

La variante qui a beaucoup fait parler d'elle, est le courant économétriste de la Banque mondiale (BM). Cette perspective néolibérale et utilitariste se retrouve dans les travaux de Collier et Hoeffler (1998, 2000).¹³⁵ Ces chercheurs émettent l'hypothèse selon laquelle les rébellions ont pour objectif la prédation des ressources naturelles. Dès lors, pour ces derniers, ce sont plutôt les possibilités économiques que celles politiques ou sociales qui sont le ferment qui cause l'émergence des groupes armés surtout dans les pays pauvres. Dans ce sens, les études de la Banque mondiale ont davantage privilégié la captation de richesses (greed) pour expliquer les logiques de mobilisation des groupes armés et leur prolongement dans le temps. Ce courant réduit la réalité complexe «à de seules motivations utilitaristes ou praxéologiques» (Hugon 2006:258), oubliant que les phénomènes sociaux comme celui du conflit en RDC résultent par nature d'interactions complexes.¹³⁶ Les conclusions des auteurs de ce courant utilitariste ont contribué à éluder de manière considérable les dimensions d'action collective des acteurs, le jeu des intérêts économiques, les enjeux géopolitiques des acteurs régionaux et internationaux (toute l'implication des rapports sur les «dimensions économiques» de la sécurité) susceptibles de nous

¹³⁴ Pour une discussion sur l'approche de l'économie politique des conflits armés, lire Cater (2003); (Ballentine et Nitzschke, 2003); Hugon (2001,2003). Lire aussi David Laitin (2003) et James Fearon (2005) qui parlent de l'apport des ressources naturelles, notamment le pétrole, dans sa capacité à alimenter et à prolonger les guerres civiles. Voir aussi les rapports d'organismes: Global Witness (1998,2009), Amnesty International (janvier 2007); Catholic Relief Services (juin 2003).

¹³⁵ Les chercheurs mandatés par la Banque mondiale après avoir étudiés plus de 27 guerres infra-étatiques de 1965-99, dont la majorité en Afrique, sont arrivés à la conclusion selon laquelle l'abondance des ressources naturelles est à la base des guerres civiles.

¹³⁶ Au sujet de la critique du modèle utilitariste, lire: Marchal et Messiant (1997);Bøås et Dunn (2007);Amson et Zartman (2005);Kennes (2005).

éclairer sur des éléments qui concourent à la compréhension des logiques d'émergence des groupes armés et aussi de l'implication des États en RDC.

En outre, nous voulons montrer ici que l'élément de prédation (greed) a été un facteur accélérant. Et lorsqu'adossé à d'autres éléments, il a par la suite entraîné des fragmégrations des groupes armés. Ce qui a inéluctablement conduit à pérennisation de ces groupes armés, en plus de causer un nombre de mort élevé. Nous sommes d'accord avec Lemarchand pour qui le facteur «greed» n'a jamais joué le rôle central que «Collier would like us to believe in setting in motion the infernal machine leading to interethnic and interstate violence» (Lemarchand, 2009: 6-7). Un autre courant de l'économie politique des conflits ignoré à tort, mais fort utile à notre recherche est celui élaboré par Georg Elwert sous le vocable des marchés de violence «Gewaltmärkte».¹³⁷

Markets of violence are understood as economic fields dominated by civil wars, warlords or robbery, in which a self-perpetuating system emerges which links non-violent commodity markets with the violent acquisition of goods. It is the profit implied in the entwined violent and non-violent forms of appropriation and exchange which is the guiding principle of action (Elwert 1999:86).¹³⁸

Cette approche nous renseigne sur les actions stratégiques des multiples acteurs sociaux qui recourent aux marchés de la violence pour se bâtir dans la longue durée, un capital social et économique (Fukuyama 2001). Ainsi donc, en RDC, la mainmise des acteurs armés sur les ressources naturelles a contribué à accélérer la fragmentation de ceux-ci, à l'instar de ceux dans les provinces orientale, du Nord et du Sud-Kivu ainsi qu'à créer des compétitions violentes de prédation au sein des armées rwandaises et ougandaises en RDC. Ces marchés de la violence reposent ainsi sur une interaction entre le local et le global et une intégration des acteurs clés

¹³⁷ Dans l'acception de Georg Elwert (1999), le terme des marchés de la violence renvoie davantage à l'anthropologie qu'à l'économie. Cette approche vient relativiser l'étude de économie politique des conflits telle que conçue par Collier et de Hoeffler qui accordaient le primat sur le «tout» économique.

¹³⁸ Cette approche fait converger des concepts aussi distincts que ceux de «l'économie dans la guerre» qui révèle les conditions globales de reproduction sociale et économique des sociétés en guerre et de «l'économie de guerre» qui fait référence à un ensemble de répertoires de pratiques économiques (autosubsistance, transnationalisation des flux économiques) qui rendent possible et reproductible la conflictualité sur une échelle élargie (Marchal et Messiant, 1997:15-17).

dans marchés mondiaux licites ou illicites (Kalulambi Pongo et Landry 2005: 6-7). Ils constituent ainsi un trait d'union ou de continuum visible entre les trois phases de rébellion.

Les marchés de la violence qui sont animés par les groupes armés reposent sur le jeu des intérêts économiques qui eux, sont étroitement liés aux enjeux géopolitiques des acteurs régionaux et internationaux. En somme, les «Gewaltmärkte» symbolisent toute la logique économique beaucoup plus complexe qui est le reflet de certains traits majeurs de la globalisation des marchés, et qui dans le contexte de en conflit en RDC peut être aussi désigné par la terminologie de «relations internationales illicites». C'est-à-dire une forme d'échanges internationaux «unissant deux ou plusieurs partenaires qui, avec ou sans l'aval des autorités étatiques, violent l'une ou l'autre des réglementations nationales [...] aussi bien au domaine financier, social et politique que pénal et commercial» (Conesa 2001: 18).¹³⁹ C'est sur cette logique que les groupes armés, autant en RDC, en Côte d'Ivoire qu'au Liberia, s'appuient pour pérenniser leur action. Une décennie avant qu'éclate la guerre de 1996 au Zaïre, Nzongola-Ntalaja mentionnait déjà que dans le cas de la crise zaïroise le facteur externe jouerait un «crucial role in shaping its political economy» (1986:7). Ce facteur externe peut aussi mieux s'apprécier à la lumière de la géopolitique en cours dans la région des Grands Lacs.

La géopolitique de la région des Grands-Lacs d'Afrique

La géopolitique se dessine sous les traits du «géo-pouvoir». Le géo-pouvoir est le pouvoir d'imposer un ordre, mais aussi de «contrôler» et de «contrer» (Ó Tuathail (1996: 249-256). Le pouvoir de contrôle à son essence, peut vouloir dire une possession directe ou une maîtrise indirecte d'un territoire soit par une administration déléguée à des forces supplétives ou «soit par une structure politique que l'on dirige directement ou que l'on inspire. Contrer pour sa part,

¹³⁹ Dans le même sillage des «relations internationales illicites », voir l'analyse de Mopo Kobanda (2006) sur les crimes économiques dans les Grands Lacs.

consiste à empêcher tout autre groupe ou force politique de s'emparer d'un territoire ou de s'y installer directement ou indirectement» (Thual, 2000: 5). Ce cas de figure explique le rôle que le Rwanda et l'Ouganda ont respectivement délégué aux groupes armés majeurs (RCD-G, RDC-KML et MLC), et que ces derniers ont à leur tour fait jouer aux milices.

Le géo-pouvoir permet ainsi de mieux saisir l'implication et les rapports entre les pays voisins de la RDC dans la rébellion de la première phase avec l'AFDL et plus tard lors de la seconde rébellion où l'on a observé une recomposition d'alliances entre les pays intervenants en RDC et les groupes rebelles, en même temps que se jouait en arrière-scène la course au leadership sous-régional. Cette recomposition peut aussi mieux être expliquée dans une perspective de «clivage» et de démarcation (boundary), qui tous, participent au changement d'échelles. Ce qui permet d'analyser les dynamiques de fractionnement au sein des groupes armés. La caractéristique du «clivage», réside dans le fait de connecter «les divisions sociales et les divisions idéologiques ou normatives, ou encore les divisions comportementales/organisationnelles», alors que la démarcation (boundary) serait «le point focal de délimitation d'un groupe, qui peut avoir une dimension territoriale ou pas » (Bartolini, 2005: 11 et 14). La production des lignes de démarcation sociales s'emboîte dans la «politique d'échelles», ceci d'autant plus que la constitution et la transformation subséquente des échelles sont «le résultat de projets sociopolitiques ainsi que de luttes et de contestations entre acteurs inscrits dans des rapports de forces» (Masson 2009: 117).

En outre, la géopolitique critique s'intéresse à trois aspects de la production de l'espace et des territoires: la production et la signification des frontières, la production d'autres objets menaçants ainsi que la (ré) production de l'identité (Macleod 2004:94). Cette production de l'espace et des territoires est observable sur le terrain de la conflictualité en RDC. Ceci,

beaucoup plus dans la manière dont les territoires disposant de ressources naturelles structurent les formes de mobilisation internes au sein des groupes armés qui les occupent. Ce nouvel agencement permet l'articulation des logiques de recomposition internes ainsi que de la redéfinition externe de la position des différents acteurs armés. Ce qui révèle au passage la juxtaposition des rapports de force entre deux «visions diamétralement opposées» (Reyntjens 1999a: 91): celle de la France et des États-Unis. Avant fin 1997, on observe des alliances hétéroclites qui se forment le long de deux principaux axes d'ordre pragmatique : d'un côté, la France, Khartoum, le Zaïre de Mobutu, les rébellions de pays étrangers santuarisées installés au Zaïre (Angola (UNITA, FLEC), Burundi (FDD, FNL), Rwanda (ALIR), Ouganda (LRA, ADF1NALU); de l'autre, les États-Unis, le groupe armé soudanais SPLA, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, l'Angola et la nouvelle rébellion de l'AFDL .

Ces rapports de force vont par la suite évoluer en même temps qu'ils vont susciter des changements d'alliances tout au long des trois phases de rébellion. Cette situation va ainsi favoriser à l'intérieur de ces phases, une apparition des conflits dé-internationalisés qui auront comme conséquence l'accélération de la fragmentation des mouvements armés, des milices, en plus de prolonger les conflits inter- rébellions, inter-États, et rébellions-État. On peut y voir à travers ces acteurs, des tentatives visant non pas à supprimer complètement les frontières, mais tout au moins à les transgresser, à les contourner ou mieux à les renégocier au profit des marchés et d'un leadership économique régional. L'on peut noter ici que les ressources naturelles jouent un rôle indéniable dans le conflit congolais autant au niveau de la structure des opportunités politiques que celle de la formation des alliances politiques entre les mouvements rebelles et les milices, les États voisins et les milieux économiques. Ces structures conditionnent la mobilisation des ressources des mouvements rebelles, surtout au moment de leur formation et

leur passage à l'action armée. Cependant, il est important de souligner qu'un mouvement rebelle ne peut mobiliser des ressources, sans ajouter à sa liste de revendication une composante idéologique au moins implicite sous la forme, par exemple d'une conception plus ou moins élaborée de ce qu'est une juste répartition des richesses.¹⁴⁰ C'est dans ce contexte que l'on a vu des groupes armés dans des pays (Burundi, Éthiopie, Érythrée, Ouganda, Rwanda et Somalie) qui regorgeaient pourtant de très peu de ressources naturelles (dont peu de ressources pour financer leur lutte) réarticuler leur message et même faire basculer les armées des pays. Ces groupes ont ainsi pu pallier au manque de ressource en mettant l'emphasis sur la discipline de leurs troupes et le côté idéologique.

En somme, cela explique contrairement aux Collier et autres économétristes, que Kaldor (1999) ait intégré dans sa dimension de l'économie de guerre des dimensions politique et sociale. Ce qui explique davantage les agissements des forces rebelles et des États. L'intégration de ces différents éléments impose de rectifier le débat «greed versus grievance», du moins montre qu'il ne faut toujours les opposer en tout point, car les deux phénomènes sont deux faces d'une même médaille. Ces deux phénomènes participent activement à la structuration des groupes armés et à l'activation des conflits armés. Une fois ces conflits déclenchés, il faut faire appel à des mécanismes de sortie de crise politique. Un des mécanismes de sortie de crise politique communément utilisé par la communauté internationale est le partage du pouvoir ou «power-sharing». Comme on va le voir dans la partie qui va suivre.

6. Mouvements rebelles et les logiques du partage de pouvoir

Afin de sortir de l'impasse politique et de mettre fin à des conflits armés où la victoire clausewitzienne n'a pas été possible entre acteurs armés, la solution la plus communément

¹⁴⁰ Ce qui ramène à un nouveau tritype que Arnsperger et Zartman nomment «need, creed, and greed» dans lequel «grievances ranging from political repression to economic deprivation («need»), generalized belief and identity feelings («creed»)- and particularly, selective deprivation and discrimination based on those beliefs and identities and personal or factional ambitious of private gain («greed») combine to produce conflicts with multiple, overlapping collective as well as private motives» (2005:11).

proposée par la communauté internationale dans les conflits en Afrique est le «power-sharing». Ce mécanisme de gestion des conflits survient très souvent après une intervention militaire. Il faut rappeler que les règles qui exigent le partage du pouvoir entre les anciens belligérants sont une caractéristique commune aux règlements négociés à la sortie des conflits. Il permet ainsi aux groupes politico-militaires de devenir des acteurs centraux de la scène internationale au même titre que les États qui avaient traditionnellement la primauté sur cet espace international. Aujourd'hui, les leaders des groupes armés arrivent ainsi à contrebalancer le pouvoir des chefs d'États. Ce qui sur le plan théorique et pratique, consacre l'importance grandissante de leur rôle sur la scène politique internationale, contrastant avec le peu d'attention qu'ils recevaient sous prétexte qu'ils n'étaient pas des acteurs avec un statut international reconnu.¹⁴¹

Ainsi, le «Power sharing- whereby government posts are distributed across the most powerful political parties or groupings- has increasingly been seen as a way out of otherwise intransigent conflicts in divided, multi-ethnic African societies» (Spears 2000: 105). Les pratiques de partage du pouvoir moderne ont véritablement émergé pour la première fois dans la communauté universitaire grâce aux travaux développés par Lijphart sur la théorie consociative (1997; 1984; 1977; 1968). Dans ces études, Lijphart avance l'argument selon lequel les sociétés pluralistes qui font usage des règles et pratiques de partage du pouvoir seraient en mesure d'exercer le pouvoir de manière consensuelle. Généralement, ce modèle «consociatif» repose sur l'abandon du système majoritaire. Les quatre éléments principaux constitutifs de cet abandon du principe majoritaire sont : la grande coalition, la proportionnalité, l'autonomie segmentaire et le droit de veto.

¹⁴¹ «In the progress, the international standing of insurgents was greatly enhanced, and that of governments correspondingly diminished » (Clapham 1998a: 153).

En plus d'avoir identifié outre, les grands piliers d'une approche consociative, Lijphart a également analysé les conditions qui peuvent conduire à l'établissement, au maintien et au renforcement d'un tel système. Il a ainsi dressé une liste de neuf facteurs, les plus importants sous la condition «multipolarité des segments» tout en mettant l'accent sur le trait d'union au niveau de chaque pilier. Il s'agit de la coopération entre élites segmentaires. Au-delà des arrangements institutionnels et des procédures, le comportement coopératif des élites politiques de chaque segment est d'une importance capitale (Lijphart 1997: 684). Dans le même ordre d'idée, Nordlinger (1972) a aussi cherché à démontrer que le partage du pouvoir pourrait être utilisé pour réguler les conflits dans les démocraties traversées par de profonds clivages segmentaires. Contrairement aux mécanismes de partage de pouvoir prônés par Lijphart, Horowitz (1985 1991) propose l'utilisation d'autres institutions alternatives qui encouragent un comportement modéré autant par les élites politiques que leurs partisans. À l'instar de Sisk (1996), ces institutions peuvent être définies comme une forme de partage du pouvoir parce qu'elles tendent à favoriser la création de vastes coalitions représentant divers intérêts. Si au départ les travaux de ces auteurs étaient censés être utilisés dans un contexte démocratique, certains éléments de ces approches ont par la suite été repris et réinterprétés par d'autres chercheurs (Hartzell 1999, 2003; Esman 1987; Snyder and Jervis 1999) pour être utilisés dans des environnements différents «instables», comme politique de gestion des conflits. Pour Marina Ottaway le «power-sharing pact may be the only attainable short-term goal compatible with long-term democratization» (1995:248).

Il faut souligner que cette partie de notre revue de littérature ne vise pas à donner un aperçu général des approches théoriques qui font état du partage de pouvoir, de l'examen des problèmes pratiques liés à sa mise en œuvre, ou encore de suggérer des idées pour savoir

comment certains des problèmes inhérents à ce «power sharing» peuvent être surmontés. Notre objectif ici est davantage d'analyser la corrélation directe entre l'institutionnalisation de la pratique du pouvoir et les phénomènes d'émergence, de fragmégration et de perpétuation des groupes politico-militaires. De nombreux cas parsèment l'Afrique. C'est le cas du Burundi, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Liberia, la République centrafricaine, le Rwanda, la Sierra Leone, le Soudan ou même le Tchad qui expérimentent à des degrés divers l'exigence de la nouvelle norme internationale du partage du pouvoir.

Ce mécanisme de partage du pouvoir a été utilisé dans les trois phases de rébellions en RDC. Par contre, Lemarchand semble s'inscrire en faux contre l'argument du positionnement stratégique à travers l'instrumentalisation de la violence qui fonde le partage du pouvoir. Pour ce dernier la fragmentation des rébellions serait davantage due aux rivalités ethniques alimentées par la cupidité. «Ethnic rivalries fuelled by greed were largely responsible for the break-up of the original RCD into rival factions» (Lemarchand 2006:18-19).¹⁴² Contrairement à Lemarchand, nous suggérons que c'est plutôt l'anticipation des gains (sorte de comportement adapté) qui résulte du partage du pouvoir, combinés à des éléments idéologiques (le refus d'être sous la tutelle des forces occupantes) qui poussent les élites politico-militaires à jouer sur la fibre communautaire pour soutenir leurs revendications. Et ce faisant, cet état de fait entraîne un effet domino ou boule de neige qui va causer des fragmégration souvent sur des lignes communautaires au sein des groupes armés. Nous assimilons d'ailleurs certaines de ces rébellions à des «rébellions du ventre», comme on va le noter chez certaines milices armées de la

¹⁴² À l'instar de Horowitz (1985) qui est abondamment revenu sur l'exacerbation des tensions ethniques durant les conflits, dans le cas de la RDC, Lemarchand (2006) semble s'appuyer sur la fragmentation du RCD en différentes factions suivantes. Un argument pas assez convaincant, car le nombre de groupes armés n'a pas de corrélation directe avec le nombre de groupes communautaires dans les régions occupées par ces groupes armés.

troisième phase des rébellions.¹⁴³ Il n'en pouvait être autrement surtout lorsqu'on «sait que les économies africaines demeurent dominées par les logiques de rentes où l'enrichissement résulte davantage de la captation de richesses que de leur création» (Hugon 2006: 259).

En somme, ce n'est donc pas comme le prétend Lemarchand, la diversité des communautés qui a nécessairement un effet induit sur la prolifération des groupes armés. Les dangers inhérents aux rivalités intercommunautaires, quant à eux, ne contribuent qu'à aggraver les tensions antérieures sous-jacentes. Surtout quand l'appât du gain s'y mêle, il devient un puissant facteur multiplicateur des tensions préexistantes entre les communautés et les groupes armés, surtout dans un contexte qui est exacerbé par l'intervention d'une pluralité d'acteurs régionaux (Rwanda et l'Ouganda) et internationaux privés et publics qui n'en sont pas moins prédateurs.

Il faut aussi souligner que bien que l'Accord de Lusaka et celui de Sun City s'inspirent de l'esprit de la théorie consociative de Lijphart, ils sont tout de même loin de refléter les principes édictés par ce modèle.¹⁴⁴ Dans le cas de la RDC, l'institutionnalisation du partage du pouvoir s'est appliquée non seulement dans un contexte de conflit violent, mais aussi sous une forme asymétrique, c'est-à-dire à géométrie variable. Le «power-sharing» s'est révélé davantage comme un véritable incitatif pour les acteurs armés qui aspiraient obtenir quelques parcelles de pouvoir.¹⁴⁵ Surtout qu'en même temps, l'UE et les États-Unis continuaient à insister sur le principe de l'organisation des élections libres et transparentes en Afrique. Ces États ont en même temps et de manières plus subtiles exigées «the establishment of an inclusive political transition

¹⁴³ Référence à l'expression de Bayart (1989), «la politique du ventre », les rebelles comme les États qu'ils combattent reproduisent le même schéma.

¹⁴⁴ L'Accord de Lusaka est l'accord de cessez-le-feu de signé à Lusaka, en Zambie, le 10 juillet 1999 par l'Angola, la RDC, la Namibie, le Rwanda, l'Ouganda et le Zimbabwe et le 1er août 1999 par le MLC et le 31 août 1999 par le RCD. Cet accord fut chapeauté par l'Organisation de l'unité africaine, l'ONU et la Communauté pour le développement de l'Afrique australe.

L'Accord de Sun City ou l'Accord global et inclusif signé à Pretoria consacre le partage du pouvoir entre les chefs de guerre et le pouvoir de Kinshasa. Cet Accord politique ouvre la voie à la gestion consensuelle de la transition en République Démocratique du Congo en 2003.

¹⁴⁵ Toujours au sujet du partage de pouvoir lire : Reyntjens (2006); Sullivan (2005); Stedman, Rothchild and Elisabeth (2002); Jones (1999); Rothchild (1986); Stedman (1991); Horowitz (1990).

that would end the cycle of violence and impunity» (Susan Rice).¹⁴⁶ Sur le plan théorique et pratique, le partage du pouvoir qui est supposé intégrer tous les groupes représentatifs n'a pas dans la première phase de la rébellion en RDC tenu compte de l'intégration d'un acteur politique majeur sur l'échiquier national : l'UDPS du Sphinx de Limete, Étienne Tshisekedi. Une situation qui cache mal les positions des garants (tierce partie) de ces accords.¹⁴⁷ Cette non-inclusion sélective d'un acteur politique non violent clé de la scène politique congolaise a désillusionné de nombreux acteurs qui étaient encore convaincus de la voie non violente. Déjà, en avril 1998 dans son rapport au Conseil de sécurité, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, demandait urgemment aux dirigeants africains d'abandonner cette propension dangereuse de la politique du «winner-takes-all» (le vainqueur gagne tout) qui prévaut dans de nombreux pays africains, ceci afin d'inclure les groupes d'opposition dans le jeu politique. La conséquence de cette asymétrie du «power sharing» comme un instrument d'instauration de la paix produit des précédents inattendus et porteurs de graves conséquences. Ceci d'autant plus que renseignés sur cette asymétrie d'autres acteurs politiques en RDC ont conclu que le chemin de l'UDPS était un cul de sac politique.

Par ailleurs, dans un contexte où, les parties de l'opposition civile sont non seulement les perdants du jeu politique (Tchad, Côte d'Ivoire), mais en plus sont placés dans des positions indéliques où «irrespective of their participation in negotiations, they are either forced to take a pro-government position (and risk being dealt as a negligible partner) or a pro-rebellion position (exposing themselves to all sorts of accusations)» (Tull et Mehler, 2005: 390). En définitive, depuis le début des années 1990, la mise sur pied d'une multitude d'accords de partage du

¹⁴⁶ Sous secrétaire d'état aux affaires africaines, Statement before the Subcommittee on Africa, House International Relations Committee, Washington DC, 15 September 1998, «Central African Conflict and its implications for Africa and for the future of US policy goals and strategies» Testimony, Senate Foreign Relations Committee, Subcommittee on African Affairs, 8, June 1999.

¹⁴⁷ Le Sphinx de Limeté est le surnom du leader de l'UDPS. Et Limeté est le quartier dans lequel il réside à Kinshasa. Il faut mentionner dès le début de la rébellion de l'AFD. Tshisekedi fut l'un des premiers à demander des négociations directes afin de trouver une solution globale à la crise de la RDC. Voir. Tshisekedi (1997).

pouvoir dans de nombreux pays d'Afrique a occasionné de nombreux précédents, créant des structures d'opportunité profitable aux entrepreneurs de la violence.

7. Insuffisances et lacunes: Comment les combler

Cette revue de littérature nous a permis de passer en revue un certain nombre d'arguments qui concourent à la structuration de notre hypothèse. Une hypothèse qui a mis à jour une corrélation directe entre la militarisation des segments de forces sociales internes congolaises, forces qui ont été captées et dévoyées par les forces étrangères, l'impossibilité du mouvement régional initié par le tandem rwando-ougandais d'imposer une victoire militaire ainsi que l'institutionnalisation du mécanisme de partage de pouvoir par la communauté internationale. Notre thèse centrale est en outre fortement façonnée par l'environnement international ainsi que les stratégies d'extraversion. Toutefois, il est important de relever trois ordres d'insuffisances dans la littérature. Premièrement, sur la crise congolaise, on remarque que la majorité des chercheurs ont tendance à décrire les groupes armés présents en RDC comme étant des groupes monolithiques, et ceux qui essayent d'aller au-delà de ce monolithisme pêchent par leur incapacité à cerner ou à établir les différences pourtant nettes entre les acteurs armés. Par ailleurs, ils ne mettent pas en relief les vives tensions sociales internes qui travaillent la société dans laquelle les groupes armés émergent et plus tard les groupes armés eux-mêmes. Des tensions qui concourent pourtant à leur fragmentation.

La seconde lacune évidente dans la littérature est celle qui consiste à reconnaître que l'environnement international et les stratégies d'extraversion ont fortement façonné le conflit en RDC. Mais, qu'en même temps que ces auteurs qui en parlent, ne puissent que rarement aller jusqu'au bout de leur analyse. Ils les occultent plus qu'ils ne les effacent, le fait selon lequel la guerre en RDC aurait logiquement pu entraîner la mise en œuvre des instruments du droit

international de la guerre dont la quatrième convention sur l'occupation et leurs protocoles additionnels ainsi que d'autres règles relatives à l'imputation d'actes illicites à un État et aux mécanismes de la mise en responsabilité internationale.

La troisième lacune est celle de la complexité de la crise de la RDC qui a induit certains chercheurs à rester prisonniers de la dialectique «greed versus grievances» ainsi que du piège des arguments ethniques. La conséquence d'une telle posture est qu'elle a induit les chercheurs à verser dans une sorte d'éparpillement et de généralisation des écrits sur les groupes rebelles. Ce qui a conduit à la confusion entre les éléments accélérant (catalyseurs) et les éléments déclencheurs. Une confusion qui a poussé ces chercheurs à mettre en exergue trois variables (accélération) comme cause d'explication des phénomènes d'émergence, de multiplication et de perpétuation des groupes armés, alors qu'il n'en était pas strictement le cas. Car il faut reconnaître que nous qualifions comme les éléments déclencheurs sont analytiquement distinct des variables accélérantes qui elles, participent seulement à des actions de soutien et de conditionnement.

Pour pallier à ces insuffisances, nous allons au niveau de la première insuffisance montrer que les divers groupes armés présents en RDC sont loin d'être monolithiques. Nous allons mettre en exergue non seulement leur diversité, mais aussi leurs contradictions; ceci en montrant et en analysant les caractéristiques structurelles propres à chaque phase de rébellion ainsi que l'évolution propre aux différents groupes armés. Une telle différenciation claire des différentes phases de rébellions et des catégories diverses des rebellions permettent d'éclairer largement les processus d'émergence, de fragmentation et de perpétuation.

Quant à la seconde lacune, contrairement à de nombreux auteurs qui reconnaissent l'importance de l'environnement international et les stratégies d'extraversion dans la crise

congolaise, nous allons par contre aller au-delà de cette reconnaissance pour montrer comment ces éléments ont façonné la structuration des groupes armés; surtout dans un contexte où la mollesse ou l'indifférence de la communauté internationale confortait les pays voisins dans leur bon droit. C'est-à-dire le quitus de soutenir ouvertement des groupes armés dans les campagnes d'invasion du Congo. Ceci se passe dans le cadre de l'emprise des acteurs externes étatiques et privés dans un contexte d'intégration dans l'économie mondialisée et où le binôme économie et sécurité est fondamental.

Pour la troisième insuffisance, il faut souligner que bien que la crise congolaise soit complexe, nous allons y palier en montrant que même s'il existe des aspects de concaténation entre les éléments amplificateurs et déclencheurs, il existe une nette différence entre ces deux éléments. Ce faisant, il est important de se méfier des rapports de causalité qui occultent parfois l'analyse des mécanismes effectifs d'émergence, de fragmégration et de perpétuation des groupes armés. Car les grandes «causes » n'expliquent pas (ou partiellement) ces phénomènes. Ces causes doivent ainsi être étudiées en elles-mêmes et en fonction des conjonctures dans lesquelles elles s'actionnent. Il faut les restituer à la fois par rapport aux autres répertoires d'action à la disposition des groupes armés et par rapport aux enjeux politiques, nationaux, régionaux voire internationaux.

Par ailleurs, cette thèse est un appel au décroisement disciplinaire et à une multiplication des points d'entrée sur l'étude des groupes armés. D'où le recours à une approche (combinatoire) interdisciplinaire, mobilisant à la fois des courants critiques au sein des relations internationales (le constructivisme critique, la géopolitique) tout en alliant la sociologie des relations internationales plus particulièrement les acquis de la sociologie politique des mouvements sociaux. Ce qui permet de s'inscrire dans le renouveau de la pensée sécuritaire qui

n'aborde plus les conflits uniquement sous l'angle des relations interétatiques, mais plutôt infra-étatiques. Cette synthèse entre plusieurs disciplines et la combinaison des deux approches que nous tenons à mettre en exergue, permettra de re-visiter le paradigme de la violence politique et des concepts connexes à la lumière des groupes politico-militaires qui sont multiples et hétérogènes. Cette alliance entre ces divers champs d'études est un choix méthodologique innovateur porteur pour notre thèse.¹⁴⁸ Ce choix s'explique par le fait que d'un côté les études critiques en tant qu'approche en relations internationales, offrent des éléments conceptuels pour saisir les phénomènes d'émergence, de fragmégration et de pérennisation en relation avec le binôme sécurité/insécurité.

Et de l'autre côté la sociologie politique des mouvements sociaux qui contiennent des éléments de politique comparée, permet d'avoir les éléments empiriques que les études critiques de sécurité n'offrent pas. Dans la même veine, nous relevons que la sociologie politique, parce que ne pouvant offrir les éléments théoriques sur la sécurité, nous pousse à pallier à cette limite d'ordre méthodologique en utilisant l'approche des études critiques de sécurité. Cette combinaison des approches permet, tout en remédiant aux limites méthodologiques¹⁴⁹ de chacune d'elle, de tableur sur leurs forces et leurs charges explicatives respectives surtout lorsque l'on parle de conflictualité politique contemporaine.¹⁵⁰ Notre approche interdisciplinaire peut aussi être d'une grande utilité dans le renforcement de l'approche polémologique dans les sciences, pour saisir la gouvernance par les groupes politico-militaires au centre de notre

¹⁴⁸ Pour Niagalé Bayoko une approche disciplinaire est indispensable, mais que le danger qui peut en résulter de l'utilisation de nombreux champs disciplinaires est qu'elle peut aussi contribuer à faire perdre à la recherche un pan entier sa «cohérence et sa logique» (2003:77).

¹⁴⁹ Nous mettons ici en exergue un exemple de la limite d'une approche d'une limite et de l'efficacité de combiner les approches. Dans le cas du constructivisme Charles King (2004:435) dit que le «Constructivism is intuitively right that social identities can be shaped, but it rarely offers an account of why identities take the shape they do (and why this fact should even matter in explaining mobilization and violence) ».

¹⁵⁰ Pour Bigo, la conflictualité est une «forme un continuum traversant la frontière entre ordre interne et ordre externe, et qu'elle se situe, pour presque tous les phénomènes qui la concernent, dans l'interface de ces deux ordres qui ont fabriqué des disciplines différentes: relations internationales et sociologie politique [...] Réconcilier ces disciplines, y intégrer les apports des approches juridiques, géopolitiques, stratégiques et militaires pourrait être l'objectif de la polémologie si celle-ci se donne comme objet l'analyse, non du phénomène guerre au sens strict, mais du phénomène de la conflictualité politique» (Bigo 1994: 53).

recherche.¹⁵¹ En outre, bien que les écrits de Theda Skopol aient davantage porté sur les grandes révolutions historiques,¹⁵² dans notre cadre théorique, nous nous appuyerons sur les parallèles qu'elle a tracé avec les révolutions sociales dans l'étude des conflits modernes, principalement les guerres civiles modernes,¹⁵³ et aussi de manière plus général, sur un aspect important qu'elle soulève ; le rôle clé que jouent les facteurs internationaux dans l'émergence des révolutions sociales.

Conclusion: De la théorie aux faits empiriques

En conclusion, ce chapitre fournit un «multi-layered framework» qui permet de mieux comprendre les différentes catégories de groupes armés, en même temps qu'il souligne les aspects politiques, économiques clés et sociaux des processus contextuels au centre des phénomènes d'émergence de fragmégration et de perpétuation. Ceci en revenant et en questionnement des principes sous-jacents qui informent à la fois les spécialistes des sciences politiques et les rapports de politiques sur les groupes armés, nous avons ouvert l'objet d'un réexamen des sources qui permettent d'approfondir notre compréhension de leur comportement.

Les chapitres suivants contiennent des études des trois phases de rébellions dont l'analyse repose sur ce cadre conceptuel. De ce fait, nous nous concentrerons sur la cartographie empirique des catégories spécifiques de groupes armés. Nous révélerons ainsi les questions clés qui forment l'environnement local, national et régional et international dans lesquels opèrent ces acteurs armés. Ceci en encadrant l'examen des mouvements armés et milices, de façon à ce qu'ils reposent sur cet ensemble de propositions théoriques. Nous serons alors en mesure de dégager d'importants aspects de la situation de sécurité qui ont une incidence cruciale dans le contexte

¹⁵¹ Selon Bouthoul (1991) et Dabiezies (1994:13), la «polémologie», étude sinon sciences des conflits «conflictologie» vise à rendre compte de la «violence politique» en analysant de façon systématique les phénomènes conflictuels intra - et interétatiques.

¹⁵² A ce sujet lire Skopol (1979) sur l'étude des grandes révolutions de l'histoire

¹⁵³ Lire Skopol (1994) sur l'étude des guerres modernes.

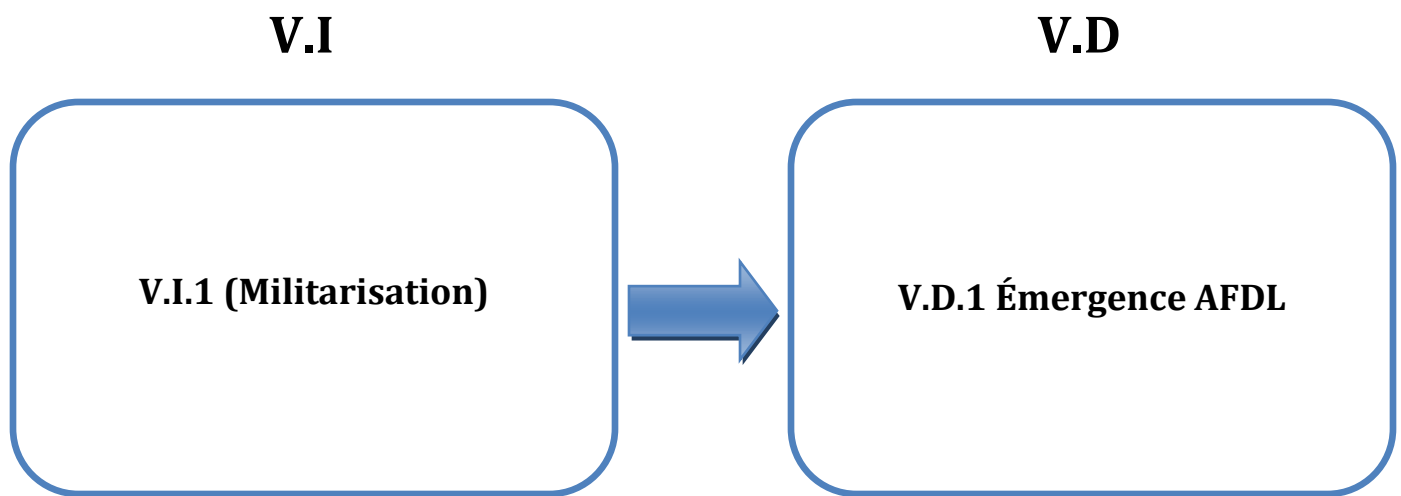
post-conflit. Pris ensemble, cette analyse des mouvements armés et des milices ainsi que les contextes local, national et régional et international permettront de tracer des comparaisons entre les pays; en plus d'énoncer des suggestions de politiques volontaristes et une future modélisation théorique dans le chapitre de conclusion. Dès lors, de manière plus indicative, ces différents acteurs armés seront étudiés consécutivement dans les prochains chapitres de cette thèse. Dans le chapitre 3, nous nous attarderons plus particulièrement sur les mécanismes d'émergence de l'AFDL et leurs liens avec les États régionaux et surtout les États-Unis. Dans le chapitre 4, nous analyserons les caractéristiques qui concourent à l'émergence, la fragmégration des groupes armés. Alors qu'au chapitre 5, il sera question d'étudier non seulement la fragmégration des mouvements rebelles, mais aussi leur transformation ainsi que leurs liens étroits et parfois controversés avec les nombreuses milices armées qui ont-elles aussi émergé et se sont multipliées. Le chapitre 6 revient sur le «multidimensionnal peace keeping » de la MONUC et ses rapports complexes avec acteurs armés. Le chapitre 7 est réservé à la conclusion. Dans ce cadre, comprendre le contexte dans lequel les groupes armés émergent, se «fragnegratent» et se pérennisent, ce qui conduit à de différents effets émergents de l'implantation de politiques internationales prescrites, est essentiel pour mieux saisir leur rôle dans les situations post-conflits. Cette compréhension plus approfondie peut ouvrir la voie à des propositions de réponses plus politiques et constructives fondées non pas sur un optimisme béat ou une négativité induite, mais sur les possibilités réalistes offertes par des situations données. Étudiez plus profondément des contextes particuliers et les acteurs peuvent révéler des points d'entrée pour un «impact rapide».

Dès lors, en plus de mener à des changements significatifs dans le comportement des groupes armés, cette conclusion met en perspective les implications qu'une telle recherche peut

avoir sur la compréhension des divers phénomènes qui traversent les études sur le phénomène de rébellion, sans compter l'ordre d'implication que les différents experts internationaux de la paix peuvent tirer d'une telle recherche, surtout avec l'introduction d'un marqueur de conflit que nous avons construit. En outre, la flexibilité dans la formulation des politiques et l'application est aussi dépendante de la dynamique des structures nationales, locales et internationales dont les agents dans le contexte post-conflit demeurent toujours mutuellement empreints de formes de violence politique. Sans ces trois entités, les possibilités de parvenir à la paix à long terme restent difficiles à réaliser.

CHAPITRE 3: REBELLION DE LA PREMIERE PHASE 1996 à 1998

En 1996, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) émerge sur la scène politique régionale et zaïroise et des Grands Lacs. Elle naît dans un contexte de violence politique généralisé en Afrique centrale. En moins d'une année, l'AFDL qui est dirigé par Laurent Désiré Kabila, va faire tomber le 17 mai 1997, le régime de Mobutu. Dans ce chapitre, nous affirmons que l'émergence de l'AFDL est la résultante de la militarisation des segments des forces sociales congolaises. Dans cette schématisation, la militarisation (VI.1) cause directement l'émergence (VD.1) de l'AFDL.



Graphique 2. Schématisation de l'hypothèse du chapitre 3

La coalition rwando-ougandaise soutenue par les États-Unis s'est adossée sur cette militarisation pour activer le renversement de Mobutu. Ce renversement devait mener au changement d'échelle au niveau du leadership régional. Dans ce chapitre, nous allons remonter aux causes de l'émergence de ce groupe politico-militaire, ceci en analysant les stratégies

d'organisation au sein de processus complexes, sur un temps long, qui mettent en jeu les articulations entre les groupes et l'État dans lequel ils évoluent.

Ce chapitre analyse l'apparition de l'AFDL comme groupe armé et acteur central dans la rébellion de la première phase ainsi que ses rapports avec les autres acteurs étatiques et groupes d'intérêts économiques. Ce chapitre sera divisé en quatre parties.¹⁵⁴ La première analyse le contexte international, régional et national de son émergence, sa structuration interne, les origines sociales, les modes de recrutement et les dynamiques internes en leur sein, ainsi que les motivations de ses alliés. La deuxième partie revient sur les sources de financement et d'autofinancement de l'AFDL et de ses alliés. La troisième partie est consacrée à l'analyse des répertoires symboliques et de l'exercice du pouvoir, des modes d'identification à la population et d'administration des territoires conquis. La quatrième montrera comment les lignes de transformation participent à coalescence autour de la coalition AFDL. Ces lignes de transformation traduisent aussi les «dimensions économiques» de la sécurité ce qui valident le lien étroit ou le binôme «economic and military security». Avant de commencer l'analyse de ce chapitre, nous allons par souci de clarté, exposer dans le tableau 1, les éléments de temporalité qui structurent les actions des divers acteurs armés sur le terrain.

a) Structuration de l'AFDL: origines sociales, mode de recrutement, dynamique interne et champ d'action

L'AFDL émerge sur une scène congolaise en pleine mutation et dans un contexte géopolitique régional et mondial en pleine transformation.

¹⁵⁴ A l'instar de ce chapitre, tous les autres chapitres empiriques sont structurés par le cadre analytique (grille d'analyse) qui s'appuie sur quatre piliers: Le premier pilier porte sur les origines sociales et mode de recrutement ainsi que la dynamique interne dans la phase des rébellions. Le deuxième pilier revient sur les sources de financement et d'autofinancement : prédation et criminalisation. Le troisième est fondé sur les formes d'administration des territoires conquis par les rebelles, ainsi que les répertoires symboliques. Quant au quatrième pilier, il a trait à la transformation au sein de chaque phase de rébellions. Niangalé Bagayoko a aussi brièvement fait recours à certains de ces éléments pour décrire les habitus de certains groupes rebelles dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest (2003:97-127). Il ya aussi le Pr. Klaus Schlichte de Humboldt-University de Berlin qui a émis l'idée d'utiliser certains éléments de ce cadre dans son projet d'étude sur les rébellions dans le Darfour soudanais.

Tableau 1: Trame séquentielle de la rébellion de la première phase

Les séquences	1	2	2	4	5
Trame: 1: Naissance de l'AFDL et première guerre le 18 octobre 1996	Négociation entre l'AFDL les chefs Mai-Mai. Novembre 1996-janvier 1997	Congolisation de l'AFDL avec l'incorporation des ex-gendarmes katangais et des milices Mai-Mai Novembre 1996	Trois décennies après, les casques bleus de retour au Congo. Novembre 1996	Chute de Kisangani, capitale économique de la RDC. Mars 1997	Tentative de négociation entre l'AFDL et le pouvoir de Mobutu : «Rencontre historique» du 5 mai 1997 infructueuse
Trame: 2 La chute et la fuite du maréchal Mobutu le 17 mai 1997 de Kinshasa	Fuite du président Mobutu	Entrée des forces AFDL et alliées le 17 mai 1997			

Contexte géopolitique régional et mondial de l'émergence de l'AFDL

L'AFDL émerge dans le contexte mondial de la fin de la guerre froide. Une période que Fukuyama (1992) qualifie comme étant la «fin de l'histoire». Si pour ce dernier cette fin de l'histoire marque la suprématie absolue et définitive de l'idéal démocratique libérale et ouvre de surcroît à des lendemains meilleurs, dans le cas de l'Afrique centrale et principalement des Grands Lacs, il n'en est pas le cas. Car sept des neuf pays frontaliers du Zaïre traversent de graves crises politiques (ou guerre civile), dont cinq (Angola, Burundi, Ouganda, Rwanda et le Soudan) sont ou ont connu une guerre qui a duré parfois près de deux décennies.

Ces conflits dans les pays voisins du Zaïre se sont ainsi traduits d'une part par un processus de militarisation accentuée d'une frange de la société congolaise avec la présence accrue des groupes armés étrangers, la militarisation des communautés locales, le recrutement massif des jeunes et des enfants, la création des milices d'autodéfense et une augmentation du trafic illicite des armes légères. Il faut aussi souligner que pendant la guerre froide, le Zaïre a été la plaque tournante de l'arsenal militaire occidentale aux régimes et groupes armés qui étaient sous la protection du camp de l'Ouest. La militarisation disproportionnée de cette région forme de militarisation des relations internationales ou du politique va se superposer à l'instabilité institutionnelle du Zaïre accélérant ainsi le délitement de ce pays et de cette région. En outre, l'émergence d'un nouveau contexte et le devoir de recomposition stratégique avec la fin de la rivalité Est- Ouest de la guerre froide coïncidait avec la désaffectation stratégique du Zaïre. Il va résulter à la perte par le Zaïre de son rôle pivot (implication dans les jeux d'équilibre stratégique régional) qu'il a occupé pendant la guerre froide en Afrique subsaharienne. Le Zaïre devient ainsi l'une des premières victimes de ce réalignement du monde, dont le nouveau rôle

géostratégique va désormais échoir aux nouveaux leaders de la génération de culture essentiellement anglophone, tel que le démontre la coalition autour de l'AFDL.

Émergence de l'AFDL dans un contexte interne complexe

C'est dans ce contexte de la militarisation de la sous- région de l'Afrique centrale et des Grands Lacs, que va émerger la rébellion de l'AFDL. Ce groupe armé émerge dans un contexte politique interne militarisé. Pour mieux saisir le contexte interne fortement militarisé du Zaïre, il est important de revenir sur l'interminable transition politique comme l'une des préconditions dans laquelle des segments du corps social se sont radicalisés en même temps qu'ils se militarisaient.

Une impossible transition politique

Au début des années 1990, le Zaïre du maréchal Mobutu est secoué par des revendications sociales et politiques. Face à la montée des contestations, Mobutu, le «regional strongman» qui a hérité des caractéristiques du «commandement»¹⁵⁵ se retrouve incapable de mettre en pratique les principes de la sécurité objective.¹⁵⁶ Ceci d'autant plus qu'au tournant de 1990, l'État zaïrois n'est rien d'autre qu'un vecteur d'insécurité (Schatzberg 1998), où son unique credo est la «mystification de la sécurité nationale» qui «n'est rien d'autre que l'illusion de la tranquillité [et] l'accumulation des forces répressives au service des gouvernements» (Mwayila Tshiyembe 1990: 20).¹⁵⁷ Cet autoritarisme colonial a mené le régime mobutiste à l'abandon des principes de «sécurité coopérative».¹⁵⁸ Dès lors, le Zaïre dont les appareils

¹⁵⁵ Le concept de «Commandement» prend «forme dans les mécanismes de fonctionnement des États coloniaux mais ces configurations transcendent son acception coloniale et sert aussi bien à décrire dans leurs généralités les traits caractéristiques des nouvelles formes étatiques postcoloniales. [...] est le produit des relations d'assujettissement/oppression. Elle se rattache à l'activité de gouverner » (Mbembe 2000:53). La notion commandement reflète de l'idéologie mobutiste, ou cet «l'art de vampiriser le peu d'État existant, de terroriser la population et de désintégrer le mouvement et le tissu communautaires» (Wieviorka 1996:185).

¹⁵⁶ Au sujet de la sécurité objective lire Mwayila Tshiyembe (1985:5).

¹⁵⁷ Mwayila Tshiyembe ajoute qu'elle n'est qu'«une insécurité structurelle et institutionnalisée que l'État postcolonial qualifie de sécurité nationale, à défaut de créer les conditions d'une sécurité objective» (1990: 20).

¹⁵⁸ Sur les principes de la «sécurité coopérative» de l'école institutionnelle et libérale confère aussi Nye et Keohane (1971, 1977); Roseneau (1990).

sécuritaires sont tous effondrés va être confronté aux nouveaux enjeux sécuritaires ainsi qu'aux acteurs sociaux de plus en plus radicalisés, mais surtout militarisés.¹⁵⁹

Ces acteurs sociaux qui se mettent en scelle sont les associations traditionnelles et les organisations non gouvernementales (ONG). Ces structures vont participer à la redynamisation de l'espace politique en même temps que les autres acteurs politiques au sein des instances de la Conférence nationale souveraine (CNS).¹⁶⁰ Entre le 24 avril 1990 date du début de la transition et le 17 mai 1997 date de la chute de Mobutu, le Zaïre va compter 19 gouvernements et 8 premiers ministres. Ces gouvernements vont tour à tour cohabiter difficilement avec le CNS, le HCR et le HCR-PT. Cette situation est le reflet de l'instabilité institutionnelle (instabilité gouvernementale, instabilité constitutionnelle). Cette instabilité a non seulement contribué à l'aggravation de la déstructuration de la sphère politique, mais a mené aussi au renversement des prérogatives centralisatrices du régime Mobutu qui était depuis traversé par de graves fissures.¹⁶¹

Avec la CNS, on assiste à la multiplication exponentielle des ONG, dont le seul objectif réel est l'obtention du sésame de participation (Epicum 1995: 155).¹⁶² On décèle chez ces acteurs, les «traces d'un écartèlement entre la volonté d'indépendance (ou d'apparaître comme des lieux de production démocratique) d'une part, et cette instrumentalisation par des nombreux acteurs» (Wamu Oyatambwe 2006: 135). C'est aussi ce que montre Turner pour qui:

These various sorts of politicos manipulated the diverse organizations that occupied the political field, including the NGOs, the political parties, the churches and the ethnic mutual aid associations. Instrumentalization of these bodies was easy, since some of the men of power were at the same time leaders of the associations. (2007: 122).

¹⁵⁹ Au sujet des appareils sécuritaires du Zaïre lire: Ebenga et N'Landu (2005); Marchal (2004:30); Lemarchand (2003:41); et Schatzberg (1988). Young and Turner (1985).

¹⁶⁰ Convoquée pour le 29/04/ puis le 10/07, et ensuite le 31/07/ 1990, c'est finalement le 7/08/1991 que s'ouvre la Conférence nationale souveraine (CNS). Le 18/03 1993, les délégués de la CNS la transforment en Haut Conseil de la République (HCR) qui restera présidé par Mgr Monsengwo. Ce HCR va lui aussi devenir, le 17/01/1994, le Haut Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT), toujours dirigé par Mgr Monsengwo. Il faut retenir que c'est en fragmentant la direction des forces qui lui sont hostiles que Mobutu va imposer une fusion du HCR et du Conseil législatif (Assemblée nationale) sous Mobutu.

¹⁶¹ Entrevue avec des anciens gouverneurs du régime Mobutu (Kinshasa, et Bruxelles avril et juillet 2007).

¹⁶² Sur les 1322 organisations répertoriées en 1996 par le Conseil National des ONG de Développement (CNONG) et Unicef-Zaïre, un tiers existait déjà avant 1990 soit environ 273 ONG. (De Maret et Poncele1999:32). Sur la société civile zaïroise lire Epicum (1995,1988); Bagenda Balagizi (1994); Mac Gaffey (1994) .

Comme les autres instances de la société zaïroise, de nombreuses organisations de la société civile vont être complètement dévoyées surtout par les acteurs politiques qui vont ensuite les instrumentaliser. Ici, le terme instrumentalisation est le plus pertinent pour décrire les rapports entre la société civile et le pouvoir, ou du mécanisme décrit par Joël Migdal (1988), c'est à dire celui d'un État faible qui mène des politiques qui l'affaiblissent encore davantage, ceci afin de prévenir l'émergence d'autres centres de pouvoir alternatif sur la scène politique. Pour Kambayi Bwatshia, «Il s'ajoute à cette instrumentalisation mutuelle, l'enlisement de la transition démocratique qui va mener vers la fermeture complète du système politique ainsi que tous les nouveaux lieux de contestation et de solidarité que cette société civile commençait à sécréter»¹⁶³. Ce qui va contribuer à la complexification du rapport des corps sociaux au politique. Il va ainsi se produire ainsi deux phénomènes. Le premier est que les ONG vont tenter de se substituer aux partis politiques.¹⁶⁴ Ce contexte contribue à brouiller les schèmes respectifs de référence de chaque entité.

Le deuxième est que les partis politiques vont faire jonction avec des segments du corps social congolais de plus en plus contestataires et qui sont soit solitaires ou très souvent organisés autour les organisations de la société civile (on peut citer: Umbano, UGEAFI, Mutuelle Agricole des Virunga (Magrivi), Groupe Milima, ou même un parti politique comme le CEREAA)¹⁶⁵ dans un nouvel espace de confrontation incontrôlable, propice à la radicalisation. Surtout comme le montre Toulabor, lorsque les mots ne peuvent être que «fatigués». Et lorsqu'ils sont fatigués, ils ne peuvent que se convertir que dans «l'action et si possible dans l'action violente. Ne sommes-nous pas dans un monde médiatique où l'on est plus sensible à la voix de la violence qu'à la voix

¹⁶³ Entrevue avec le Pr. Kambayi Bwatshia de l'Université pédagogique de Kinshasa (UPN) (mai 2007 à Kinshasa)

¹⁶⁴ Dans le langage populaire congolais on parle même d'une société civilement politisée.

¹⁶⁵ Le CEREAA (Centre de regroupement africain) parti politique formé en majorité des membres de la communauté tutsi, va être dénié le droit de participer aux organes de la transition. Le Groupe Milima aussi. Pour de nombreux observateurs ces organisations de la société civile et le CEREAA ont été des paravents des actions militaires.

des mots, surtout quand ils sont fatigués ?» (1996:70). L'observation de cet analyste traduit le passage à un mode d'action plus radical observé dans de nombreux pays africain. Les acteurs sociaux zaïrois n'y échappent pas à cette règle. Pour Prosper Nigambo, «Nous ne pouvions plus rester là sans se défendre. Il fallait faire quelque chose comme dans les autres pays autour de nous tout était en mouvement. Il fallait s'inscrire dans l'histoire de la région».¹⁶⁶

Radicalisation des acteurs sociaux du Zaïre

Les nombreuses organisations et divers groupes qui s'estiment être des laissés pour compte (fonctionnaires et les corps des appareils sécuritaires impayés, jeunes désœuvrés) vont passer à la résistance active, ceci à travers la confrontation directe des forces sécuritaires du régime Mobutu. Plus qu'auparavant, les pratiques de l'informalisation ne se limiteront plus aux seuls aspects économiques et aux stratégies de survie matérielle à travers le fameux «Débrouillez-vous» de l'article 15 Zaïrois.¹⁶⁷ Les pratiques informelles et contestataires que véhiculent cet article entraîneront « non seulement une prolifération des instances de productions des normes, mais aussi une démultiplication sans précédent des possibilités de contournement des règles et des lois, au moment même où les capacités de sanction détenues par les pouvoirs publics et autres autorités seront les plus affaiblis» (Mbembe 2010:193). Ces pratiques contestataires vont se muer en formes privilégiées de nouvelles normes politiques que les associations de jeunes et les comités de vigilance de quartiers organisés en véritables groupes d'autodéfense organisés vont porter.¹⁶⁸

Ce cycle de violence se superpose aussi à l'intensification de la compétition politique dans de nombreuses régions des provinces orientale, du Nord- et Sud Kivu, du Katanga. Les

¹⁶⁶ Entrevue avec un ancien responsable d'ONG (nom d'emprunt) aujourd'hui haut cadre de l'administration de la RDC (Kinshasa mars 2007)

¹⁶⁷ Une expression populaire vulgarisée par Mobutu qui voulait que chaque citoyen zaïrois se débrouille par ses propres moyens pour vivre devant l'écroulement de l'Etat. D'où le «Débrouillez-vous pour vivre».

¹⁶⁸ Focus group avec des anciens organisateurs de clubs de football et associations culturelles de jeunes qui ont intégrés l'AFDL à leurs débuts (Entrevues avril- mai 2007 à Kitona et à Kinshasa).

«local power brokers»¹⁶⁹ très souvent mécènes de ces groupes (associations sportives et culturelles) de jeunes va les mobiliser dans le but de protéger leurs intérêts ceci souvent avec la complicité des chefs traditionnels jadis à la solde du régime de Mobutu. Cette compétition politique sera marquée de plus en plus par des discours à caractère ethnique et l'exacerbation des tensions ethniques au sein des populations locales. Par ailleurs, les mécanismes institutionnels du régime Mobutu qui rendaient possible l'assujettissement des Zaïrois et grâce auxquels s'opérait leur subordination vont s'avérer de plus en plus inopérants. Ces groupes vont ainsi se retrouver au centre des émeutes et des harcèlements.

Ces confrontations cessent d'être un épiphénomène pour devenir véritablement un phénomène récurrent qui à son tour va créer un effet de contagion et d'amplification dans la société. Nous sommes dans un cas de figure où la marginalisation politique et socio-économique crée un sentiment d'exclusion, qui à son tour sera marqué par des actions cycliques d'attaques-représailles. Ces actions sont l'expression de la cristallisation des enjeux et des demandes sociétales qui n'ont pas été prises en compte par les institutions politiques en place. Les attaques-représailles au cours desquels les appareils répressifs de l'État zaïrois affrontent les populations surtout les franges radicales vont être suivies d'un accroissement indifférencié de la violence étatique.¹⁷⁰ Ce cycle de violence ouvre ainsi la possibilité d'autres espaces et moyens d'expression politique incompatible dans un contexte démocratique. Dès lors, dans un contexte de violence rampante et soutenue, la radicalisation débouche vers une situation insurrectionnelle. Comme nous indique l'ancien chef d'une milice, «Nous étions prêts à tout. Il n'y a rien de plus pire qui pouvait nous arriver. Nous préférons mourir dans un champ de bataille que dans nos

¹⁶⁹ Terme de Eric Wolf (1966).

¹⁷⁰ Répression des étudiants le cas le plus illustre est celui du «massacre» des étudiants du 11 au 12 mai 1990 à Lubumbashi. Les pillages des magasins par les militaires zaïrois dans les grandes du Zaïre. Le cas le plus célèbre est celui du 28 au 31 janvier 1993 où il s'abattait sur Kinshasa un raz de marée d'une rare violence.

maisons où dans les mains des brutes de Mobutu. Nous étions prêts à affronter même la DSP». ¹⁷¹Cette situation implique un minimum d'organisation et une absence d'articulation d'une revendication centrale qui aurait servi de base ou ciment à une véritable alternative au modèle de l'État. La radicalisation de certains segments des corps sociaux zaïrois montre contrairement à ce que pensaient les théoriciens tels McAdam, Tarrow ou Tilly, que la «contentious politics» n'est pas toujours essentiellement le fait d'outsider du système politique qui tentent par des voies non conventionnelles d'action publique, et notamment une stratégie de confrontation des pouvoirs publics, d'imposer leurs revendications.

Dans ce contexte, la frontière entre la participation politique conventionnelle et extra conventionnelle devient poreuse. Dans le cas du Zaïre, les organisations de la société civile et les partis politiques sont partie intégrantes des «insiders» (j'entends ici les forces sociales internes congolaises), ou acteurs pivots qui vont dans la phase de militarisation constituer des éléments de la rébellion. C'est le cas de l'AFDL où l'on a constaté une jonction entre les insiders et les outsiders (avec la subordination des insiders aux outsiders). ¹⁷²

Ce contexte insurrectionnel dans lequel il y a eu une jonction entre les insiders et outsiders, montre bien que la distinction radicale entre une politique institutionnelle et les mouvements sociaux interdit de penser de manière distincte deux processus politiques clés dans les pays en transition en Afrique. Nous faisons allusion à l'émergence des mouvements sociaux radicaux et celle des groupes armés. Dans un tel processus transitologique, ces deux catégories d'acteurs sont inextricablement liées, même si pour Agrikoliansky (2009:8), «le développement de processus d'institutionnalisation ou au contraire de radicalisation qui manifestent justement les variations conjoncturelles de distance entre la politique contestataire et la politique

¹⁷¹ Muamba est un nom d'emprunt pour préserver l'identité de cet ancien chef d'une milice d'autodéfense de Lubumbashi qui est aujourd'hui Major dans les FARDC. (Entrevue avril 2007)

¹⁷² Alors que certains auteurs considèrent les « outsiders » comme étant des acteurs «powerless» (Burstein 1998: 41).

institutionnelle». Dans le cas du Zaïre, une telle radicalisation passe progressivement du «contentious politics episodic» au «contentious politics continuous», c'est-à-dire à la militarisation de la société congolaise.¹⁷³

Une militarisation progressive des segments du corps social congolais

La militarisation de la société est le basculement de certains segments de la société dans l'optique de la violence armée organisée à une échelle considérable, ceci en vue de confronter un pouvoir établi ou d'autres acteurs armés. Dans le contexte de la militarisation, on assiste à une mutation des groupes d'autodéfense en milices armées. Cette mutation se fait par le biais de regroupement des groupes d'autodéfense sous le parapluie d'une organisation militaire: la milice armée. C'est aussi le lieu d'émergence d'une culture du militarisme. Cette militarisation qui est l'auto-finalisation de la violence politique s'est faite concomitamment avec l'informalisation et la privatisation de l'État zaïrois.¹⁷⁴ Cette militarisation des segments du corps social zaïrois, s'est superposée à la militarisation du pouvoir déjà en cours au Zaïre.

Au cœur de la militarisation des segments sociaux au Congo, on peut y déceler l'enchevêtrement des logiques segmentaires et des logiques hiérarchiques autant dans les appareils sécuritaires d'État que l'administration publique. Ces logiques mettent en lumière les divergences d'intérêts et la multiplicité des allégeances et les relations d'autorités qui se sont accentuées avec le démantèlement progressif de la puissance publique. Ce délitement de la puissance publique a entraîné la multiplication ainsi que la dissémination de nœuds de conflits au sein de la société zaïroise. Derrière, «la façade des institutions et le masque du formalisme juridique» (Médard 2003:123),¹⁷⁵ l'État zaïrois n'existe plus en tant que «technologie générale

¹⁷³ Au sujet de la définition du concept de «contentious politics» et de différence entre ces deux termes consulté (McAdam, Tilly, Tarrow (2001:5).

¹⁷⁴ Au sujet du régime Mobutu lire aussi : Vlassenroot and Raeymaekers (2008), Jourdan (2004), Mac Gaffey (1994).

¹⁷⁵ Les auteurs tels Ellis, Hibou, (1997) ou Bayart (1979) ont aussi eu la même préoccupation.

de la domination», en plus d'être miné par la parcellisation des conflits, le cloisonnement fragmentaire et scissipare des luttes des différents acteurs sociaux.

Cette parcellisation des conflits était d'autant plus évidente dans les Forces armées zaïroises (FAZ), que celles-ci faisaient face à une exacerbation des différenciations internes était. Ce que l'on a désigné au Zaïre par le terme populaire: l'armée des «défazés». A la faveur de la longue crise économique, les conditions de vie dans les camps militaires (Tshatshi, Kokolo à Kinshasa, Kimbembe et Vangu à Lubumbashi, Kananga dans le Kasai, Ketele à Kisangani) zaïrois se sont fortement détériorées. Dès lors, les sorties des casernes se sont multipliées en même temps qu'on assistait à des débordements de plus en plus réguliers lors des diverses opérations dites de maintien de l'ordre et de la sécurité.¹⁷⁶ Cette situation n'a fait que clochardiser les hommes de troupes et leurs familles, contribuant à la location de la force coercitive des FAZ à d'autres fins ainsi qu'à la recrudescence de la violence et de désordres publics. Cette stratégie de «destabilisation contrôlée» (Mwayila Tshiyembe 2002) des FAZ reflète sa «dé-professionalisation» avancée. Pour le Colonel Jacques Ebenga, que nous avons interviewé:

Tous les Appareils de sécurité et plus précisément les FAZ sont devenus les forces du désordre. Tout ceci à cause du manque de vision des politiques. Leur «déprofessionnalisation», leur politisation surtout depuis qu'elles sont devenues un organe du parti unique MPR, l'accélération de sa tribalisation et la création des structures parallèles en son sein comme la DSP, la Garde civile l'ont finalement perdu. Les FAZ ne pouvaient que perdre leur identité.¹⁷⁷

On assiste en même temps à la fin du confinement systématique des FAZ à l'intérieur d'espaces géographique circonscrits qui sont les bases militaires (Kamina, Kitona). Pour le colonel Lubanzadio, l'une des causes qui est à l'origine de cette flambée de la violence et de désordres publics sont de plusieurs ordres»:

Dans les FAZ le non avancement dans les échelons militaires était la règle. Et lorsqu'il se produisait, c'était le favoritisme. Avec les salaires irréguliers, les militaires ont opté pour le racket, et l'érection des barrages et contrôle routiers pour mieux dépouiller la population. Il y avait des raids en règle organisés et qui se

¹⁷⁶ «Focus group» avec des ex-FAZ à Brazzaville (avril 2007).

¹⁷⁷ Le Colonel Ebenga fut médecin dans les FAZ. (Entrevue Kinshasa avril 2007).

transformait souvent en de véritables pillages organisés contre la population civile, dans le but de s'accaparer de leurs biens. Les exemples du 23 et 24 septembre 1991 où les militaires, non payés, suivi de civils, se sont mis à piller les magasins, forçant une intervention des parachutistes belges et français; ou ceux du 28 au 31 janvier 1993 où durant trois jours, Kinshasa a sombré dans une effrayante violence.¹⁷⁸

Pendant ce temps, aux échelons les plus gradés des FAZ, colonels et généraux (cas des généraux Nzimbi Ngbale et Baramoto) ont constitué leurs propres réseaux d'affaires qui s'appuyaient sur le commercialisme militaire.¹⁷⁹ Ce qui a contribué à renforcer la criminalisation de l'État et la militarisation des relations économiques, menant ainsi à des changements importants dans l'organisation de l'espace social, politique et économique local. Parallèlement, il s'opérait dans les FAZ, un cloisonnement relativement étanche entre les différents corps armés et les différentes instances en charge de la sécurité, principalement la «bande des cinq» ou des «The big five ». C'est à dire les généraux Bolozi Gbudu Tanikpama et Mahele Lieku des Services d'actions et de renseignements militaires (SARM); Baramoto Kpama Kata de la Grade civile (GACI); de l'amiral Mavua Mudima de la marine; Eluki Monga Aundu de l'armée et Nzimbi Ngbale Kongo de la Direction spéciale présidentielle (DSP). On peut ajouter à cette «bande des cinq», le responsable de la Brigade spéciale de recherche et de surveillance (BSRS). C'est sur eux que reposait toute la technostucture du régime Mobutu. Toutefois, entre ces divers corps d'armes et leurs dirigeants, Mobutu contribue à entretenir une compétition malsaine entre eux, ceci afin de demeurer l'arbitre suprême. On assiste en même temps à un glissement important où on passe de la politisation de l'armée à la militarisation du pouvoir au Zaïre.

Les FAZ deviennent un assemblage d'unités «privatisées», déstructurées par sa haute hiérarchie politique et militaire, où luttes d'influence débouchant souvent sur des nettoyages, épurations et neutralisation des cadres militaires étaient légions. Les rivalités entre ces corps

¹⁷⁸ Le Colonel Lubanzadio a travaillé pour la DSP jusqu'à la chute de Mobutu (Entrevue à Brazzaville avril 2007).

¹⁷⁹ Les généraux Étienne Nzimbi Ngbale Kongo de la (DSP) un corps d'élite commandé, et Baramoto Kpama Kata de la GACI se sont illustrés davantage comme des hommes d'affaires (commerce de diamants et or) que par leurs faits d'armes. Voir Africa Energy & Mining (1995, 1996), Katupa Nkole (1995).

«privatisées» l'ont conduit à se comporter comme des milices mises au service de personnalités ou d'intérêts financiers. Cette compétition a conduit à une forme de perversion et de subversion des FAZ. Policzer laisse savoir que les «leaders in many states have dismantled their administration to the point where they have become almost indistinguishable from non-state armed groups» (2002:7). Ce contexte de «pillages et terrorisme d'Etat» va aggraver la dispersion générale du pouvoir de l'État.¹⁸⁰ Cet État incarné par Mobutu et ses agents a subrepticement déclenché à leur corps défendant, des dispositifs d'autodestruction du fondement de leur pouvoir.

De la politisation de l'armée à la militarisation du pouvoir au Zaïre

L'analyse historique des relations entre l'Etat et l'armée zaïroise met l'emphase sur le régime du Mouvement populaire de la Révolution (MPR) conduit par le maréchal-président Mobutu. Ce dernier est parvenu à endoctriner politiquement les FAZ, à les contenir et à les utiliser pour sa propre survie dans un environnement politique et diplomatique de la guerre froide où ils étaient constamment impliqués dans les opérations anti-communistes de la guerre froide en Afrique Australe. Cette survie est particulièrement remarquable à la lumière du fait que les régimes apparemment plus stable et sécurisé en Afrique ont facilement succombé à des coups d'État. La vraie nature de la relation de l'armée de Mobutu le leader, d'une part, et avec le peuple zaïrois de Mobutu a constamment oscillé entre un régime de type «semi-militaires et/ ou semi-civil "non démocratiques"». ¹⁸¹ Contrairement à l'armée de la Guinée, les FAZ n'étaient ni une «revolutionary army» encore moins une armée de construction de la souveraineté. En outre, la politisation extrême de l'armée zaïroise a généré une dualité en son sein. Les politiciens-militaires ont exercé le pouvoir de manipulation des rations alimentaires dans l'armée, le salaire, le taux de changes des devises, l'aide militaire offert par les puissances occidentales, tous des

¹⁸⁰ Wondo (2010), un ancien des FAZ et Kisukula (2001) ont fait une belle analyse de la désintégration des FAZ.

¹⁸¹ Cet argument théorique du débat sociologique sur l'armée et la politique a été aussi tracé par Camara (2000) sur le cas de la Guinée-Conakry.

éléments qui étaient vitaux pour l'ordre et la discipline. Parce que le salaire était irrégulier, et le Zaïre (devise zaïroise) constamment dévalué, la situation économique s'est aussi détériorée au stade où les produits de premières nécessités comme importés par l'État étaient distribués par le canal du MPR et des FAZ. Dès lors, les fonctionnaires devaient constamment négocier avec les officiers supérieurs responsables de la subsistance des troupes.¹⁸²

La militarisation des segments de la société zaïroise s'accompagne de la délégitimation des appareils sécuritaires d'État. Elle implique le fractionnement du monopole de la force et de la redistribution inégale des moyens de la violence au sein de la société zaïroise. Cette redistribution inégale des moyens de la violence s'accompagne de la répartition des armes. Pour Mbembe (2010:201), elle signifie simplement la qualité du rapport de «pouvoir qui s'établit là où les différents politiques et d'autres formes de disputes et toutes sortes d'accaparements peuvent être réglés par le recours, par l'une des parties, par la force des armes». Ainsi, les détenteurs des rênes du pouvoir qui croyaient être les seuls détenteurs des moyens de contrainte ne disposent plus de cet avantage incommensurable sur les autres forces sociales. Cette diffraction de la société congolaise «a provoqué un mouvement de défection de la part de nombreux acteurs sociaux, ouvrant dès lors la voie à de nouvelles formes de lutte sociale centrées sur l'accès aux ressources» (Mbembe 2008). On a ici un parfait exemple de la continuité entre mouvements sociaux et leurs avant-gardes violentes qui vont rejoindre les éléments de l'AFDL en gestation. Cette décision de confronter le régime de Mobutu est l'expression de la «démobilisation et la radicalisation». Car, «Rebellion occurs only when individuals acting in isolation or in groups decide to run mortal risks by challenging the government» (Weinstein 2007: 97).¹⁸³ Ce risque est

¹⁸² «Focus group» avec des ex-FAZ à Brazzaville (avril 2007).

¹⁸³ Au sujet de la sempiternelle question que pose toujours des spécialistes de la violence politique sur les causes qui poussent les certaines personnes à se rebeller, contrairement à d'autres qui se refusent de passer à l'action, lire Peterson(2001); Lichbach (1994); Goodwin et Skocpol (1989), Taylor(1988); Olson (1965).

d'autant plus envisageable que l'on est dans un contexte de vacuum administratif au Zaïre. Goodwin et Skocpol soulignaient déjà cet aspect. Pour ces derniers, «If a kind of administrative vacuum already exists on the exclusionary regime's territory, or if it suddenly emerges, then the task of the armed revolutionaries will be the easier» (1989: 497).

Dès lors, les divers corps sociaux militarisés vont saisir les interstices qu'offrent la faiblesse du régime Mobutu pour renégocier leur statut et leur accès aux ressources politiques et économiques, ceci à travers «le commercialisme militaire» (Dietrich 2002a; Renton et Zeilig, 2007; Renou 2005). C'est sur la même logique du commerce militarisé que s'appuieront les acteurs armés qui vont émerger dans les deux autres phases de rébellion, profitant de la «de-professionalisation» profonde des FAZ. Par ce fait, à l'ordre social «systematically functional violence» de l'État, va répondre la violence protestataire «dysfunctional violence» des acteurs non-étatiques.¹⁸⁴ C'est ce qui fait dire à Abakar Tollimi que quand il devient impossible de recourir à une forme pacifique de lutte il faut recourir à d'autres moyens. Car face «à l'absence d'une opposition civile crédible, la rébellion, la lutte armée, est la seule voie de changement possible au Tchad» (Falila Gbadamassi 2010).¹⁸⁵ Cette prise de position du chef rebelle de l'Union des forces de la résistance (UFR) explique aussi le choix rationnel des groupes sociaux radicalisés et militarisés qui, pour se défaire des régimes autocratiques et autoritaires optent pour la lutte armée. C'est dans ce contexte que va s'inscrire l'action de mobilisation des segments des forces sociales congolaises qui vont ainsi gagner «its strength from an implicit threat to act in adjacent arenas: to withdraw support from public authorities, to provide sustenance to a regime's enemies, to move toward direct action or even rebellion» (Tilly 2002:88). Toutefois, les segments militarisés de la société zaïroise vont s'appuyer fortement sur les réfugiés soldats

¹⁸⁴ Au sujet du terme «systematically functional violence et «dysfunctional violence» lire (Weber 1959; Nordstrom and Martin (1992:8); Friedrich (1972).

¹⁸⁵ Il est le secrétaire général de la rébellion de l'UFR, une rébellion tchadienne

burundais et rwandais nouvellement arrivés sur le sol zaïrois. Ces réfugiés-soldats vont côtoyer les groupes armés ougandais et angolais déjà sanctuarisés au Zaïre. Ces différents acteurs armés ont offert, «an entry point for outsiders interested in influencing the policy choices of the state in question» (Neil Mac Farlane 1984:130).

Si la radicalisation s'étend sur tout l'ensemble du territoire zaïrois, la militarisation est plutôt limitée aux régions et provinces frontalières des pays voisins du Zaïre comme l'Angola, le Burundi, le Congo-Brazzaville, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie. Les grandes villes par contre sont épargnées du fait qu'elles arrivaient encore à être contrôlées par les éléments de la DSP ou la BSRS. Il faut préciser que les phénomènes de radicalisation et de militarisation ne sont pas étrangers à l'histoire politique du Zaïre. La radicalisation comme la militarisation ont souvent existé par intermittence mais de manière très localisée. Car les appareils répressifs (surtout militaires) possédaient une chaîne de commandement efficace qui exerçait un contrôle étroit sur l'arsenal militaire. Toutefois la militarisation s'est manifestée à travers la violence politique meurtrière dans les provinces de l'est avec les révoltes «Kanyarwanda» entre 1962, 1963, 1965; et 1993 au Massi. En 1993 au Katanga, des pogroms ont forcé à l'exode de nombreux Baluba d'origine kasaïenne. Les violences du début des années 1990 sont d'une ampleur inégalée. Ceci d'autant plus que la militarisation générale des relations intercommunautaires tant sur le plan politique que socio-économique va créer d'autres niveaux de conflits que l'émergence de l'AFDL va temporairement sursoir.

En somme, la militarisation accompagnant une transition démocratique enlisée où la fermeture du système politique est complète, les forces sociales internes qui n'avaient pas jusqu'alors été capables d'imposer, au besoin par la force organisée, une transformation radicale des rapports sociaux et économiques vont saisir au bond l'offre instrumentale de l'AFDL. C'est

ce qui va déterminer l'option de la confrontation armée. La militarisation des segments de la société zaïroise va être récupérée et réarticulée par les États voisins, inaugurant les prémisses de la transformation radicale des politiques d'échelles spatiales du Zaïre et de la région. Comme faisait remarquer Lemarchand, «domestic fractionalization is a prime cause of insecurity because it sets the regime against internal rivals and because such friction permits exploitation by other countries» (1987:149). Les pays voisins du Zaïre vont exploiter cette situation de fait, et permettre l'émergence de l'AFDL. Selon McAdam, Tarrow, Tilly (2001:337), ce «Scale shift» ou reformulation de processus d'échelles sociopolitiques insérés dans les rapports sociaux violents joue un rôle important dans la «collective violence». Ce que reconnaît aussi Swyngedouw, «The continuous reshuffling and reorganization of spatial scales are integral to social strategies and arena for struggles for control and empowerment [...] These redefinitions in turn alter the geometry of social power by strengthening the power and the control of some while disempowering others» (2004:133).¹⁸⁶

Ainsi, la coalition autour de l'AFDL s'adosse sur des forces sociales internes zaïroises radicalisées et militarisées mais dont l'infirmité révolutionnaire, l'absence d'un agenda commun et l'inorganisation les avaient rendu incapables et constituer une coalescence autour d'un mouvement social radical fort capable d'imposer, au besoin par la force une transformation radicale des rapports de force. Cette notion d'émergence nous «renvoie à l'idée d'amplification (d'un bruit de fond, pour reprendre la métaphore acoustique)» (Bec, Granier et Singéry 2007:104). L'inéluctable émergence de l'AFDL va rendre possible cette coalescence des forces. Ceci d'autant plus que depuis 1977,¹⁸⁷ les forces sociales zaïroises n'avaient pas pu créer des conditions qui auraient permis de passer d'un régime autoritaire militarisé à un régime fondé sur

¹⁸⁶ Au sujet des notions de politiques d'échelles lire (Masson 2009: 115,116 ,117).

¹⁸⁷ La date de 1977 marque la première attaque d'un mouvement rebelle structuré (le Front national de libération du Congo (FNLC) sur le territoire du Zaïre.

la participation et la compétition politique. Il a fallu attendre la naissance de l'AFDL pour voir se réaliser

L'AFDL un «reform insurgency» sur la scène politique du Zaïre et des Grands Lacs

L'AFDL émerge sur la scène zaïroise en adoptant la même stratégie de contournement du système politique par l'«extérieur» utilisé par les mouvements sociaux radicaux.¹⁸⁸ La création de l'AFDL marque la première trame de la rébellion de la première génération. L'Alliance s'inscrit dans la longue lignée des «reform insurgencies». Pour atteindre ses objectifs, l'AFDL calque sa structure sur celle du National Resistance Movement (NRM), EPRDF, FPR, ou le SPLA, qui ont réussi soit à obliger les gouvernements qu'ils combattaient à partager le pouvoir ou à les supplanter. Ces rébellions peuvent être considérées comme des «reform insurgencies», qui par leur acte de défiance, entendent marquer une rupture radicale avec l'ordre institutionnel établi, ceci dans le but d'imposer un nouvel ordre. En plus, elles sont des formations qui maintiennent un haut niveau de discipline «with a clear ideology and structure which had as their goal the creation of a very different kind of state within an existing national territory from that which currently governed» (Clapham 2007: 223). C'est sous ces principes idéologiques que l'AFDL est créée le 18 octobre 1996 à Lemara (Sud Kivu), encadré principalement par le Rwanda et l'Ouganda.¹⁸⁹

Structure interne de l'AFDL

L'AFDL est une association de quatre groupes politico-militaires sans envergure: le Parti de la révolution populaire (PRP) de Laurent Désiré Kabila; le Mouvement révolutionnaire pour la

¹⁸⁸ Pour Tilly, un mouvement social «consists of a sustained challenge to powerholders in the name of a population living under the jurisdiction of those powerholders by means of repeated public displays of that population's numbers, commitment, unity and worthiness» (2002: 90).

¹⁸⁹ Plusieurs mois avant la création de l'AFDL, le Rwanda avait déjà mis sur pied des embryons de force qui profitant de la faiblesse de Mobutu harcelaient les FAZ dans le Nord et le Sud Kivu. Contrairement à Lemara qui est souvent retenu comme lieu de création de l'AFDL, cette rébellion est née à Gisenyi au Rwanda. Ceci selon certains anciens membres de l'AFDL interviewés en RDC. Lemara a été retenu pour donner une touche congolaise.

libération du Zaïre (MRLZ) de Masasu Ningaba; le Conseil national de Résistance pour la démocratie (CNRD) conduit par André Kisase Ngandu qui en plus d'être à la tête des combattants dans la région de Ruwenzori en Ouganda, entretient des «liens avec Vindicien Kasulu Kiyana (Mufu), un des dirigeants des «Tigres» en Angola» (Kennes 1998: 187); et enfin l'Alliance démocratique du peuple (ADP) dirigée par Déogratias Bugera et Bizima Karaha.¹⁹⁰

Par ailleurs, l'ADP qui est un des groupes fondateurs de l'AFDL, se revendique comme étant l'expression politique du mouvement insurrectionnel des rwandophones (principalement de la communauté tutsi) ou «rébellion banyamulenge» du Zaïre. L'AFDL prend le relai de ce mouvement dès octobre 1996 avec «les Accords de Lemara». De nombreux «anciens combattants de l'APR» vont ainsi former la base de l'ADP, du CNRD et du MRLZ.¹⁹¹ Ces groupes sont les plus radicaux au sein de l'AFDL. Ce qui montre que lorsque des éléments radicaux deviennent majoritaires au sein d'un mouvement de type instrumental comme l'AFDL, la structure se transforme rapidement en un groupe rebelle de type instrumental. Ce type de groupe s'organise généralement de «manière «hiérarchique», centralisée et formelle» avec la constitution d'une élite «professionnelle» et «experte» apte à formuler des stratégies efficaces et à canaliser les ressources financières» (Wisler 1994: 58).

L'AFDL est formée par des «political entrepreneurs and specialists in violence» ou des «courtiers» (brokers) de la violence qui sont pour la plupart des hauts responsables rwandais et ougandais secondés par les acteurs congolais de relais qui jouent à cette fin, le rôle d'interface, c'est-à-dire la mise en réseau des différents segments protestataires qui étaient ultérieurement

¹⁹⁰ Kabila du PRP est un Muluba du Katanga. Bugera de l'ADP, de la communauté tutsi du Masisi et Bizima Karaha ou (Bizimamana Karahamuheto), de la même communauté mais du Minembwe du Sud-Kivu. Le MRLZ est une création opportuniste (de Villiers et Omasombo, 1999: 21). D'ailleurs Masasu Kisasa Ningaba, un Mushi du Sud-Kivu, qui se réclame lumumbiste quitte le Zaïre dès 1990 pour s'enrôler dans le FPR. Son mouvement regroupe en majorité des Kadogo. Il sera le chef des opérations militaires de l'AFDL au Sud Kivu. Kisase Ngandu un Mutetela du Kasai Oriental aurait servi dans la NRA de Museveni. Depuis 1991, il menait avec quelques combattants lumumbistes appelés «rebelle du Ruwenzori» des incursions à partir de l'Ouganda. (Voir Hugo, 2006:22).

¹⁹¹ Les «anciens combattants de l'APR», sont les nombreux membres de la communauté tutsie du Zaïre, qui sont allés se battre dès 1990 dans les rangs de l'APR bras armé du FPR et qui après la victoire du FPR ont rejoint soit le l'ADP, le CNRD et les troupes l'AFDL dès 1996.

isolés.¹⁹² Kagame est un épitomé de cette action de courtage. Kagame affirme d'ailleurs «Quand nous avons décidé de rassembler ces Zaïrois pour faire la guerre, c'était pour qu'ils combattent avec nous leur gouvernement. [...] C'était aussi pour que cela débouche sur des changements en profondeur» (El Tahri et Chapell 2000). Ces entrepreneurs s'inscrivent dans une logique transnationale dont les mécanismes nécessitent non seulement le transfert d'information, mais des «répertoires d'objectifs de formes organisationnels le long de voies de communication déjà établies, mais aussi de courtage ou (brokerage), qui consiste en un travail d'intermédiaires mettant en contact des acteurs jusque-là éloignés et qui ne se connaissaient pas entre eux» (Masson 2009:113). Ce que montre très bien Nyamwasa Kayumba que nous avons interviewé, et qui expliquait le processus de création de l'AFDL:

Il fallait réunir tous ces Zaïrois qui venaient d'horizons divers avec des histoires différentes et de trouver un moyen qu'ils fassent cause commune. On voulait essayer de les impliquer ensemble dans une sorte de mouvement politique organisée capable d'articuler un programme et même de justifier la guerre qui commençait au Zaïre.¹⁹³

La création de l'AFDL est un parfait exemple de l'interaction entre les considérations nationales qui sont la démocratisation de la société zaïroises et la fin du régime mobutisme et les structures d'opportunité internationales. Sur le plan idéologique, l'AFDL repose strictement sur un anti-mobutisme viscéral ou opportuniste. On peut le lire dans l'article 9 de ses Statuts de l'AFDL où il tient à lutter «contre le régime dictatorial issu des coups d'État; lutte pour le renversement de ce régime qui a toujours violé les droits fondamentaux du peuple» (de Villiers et Omasombo, 1999: 28). Cet anti-mobutisme constitue la cause commune qui permet de

¹⁹² Un exemple de «courtiers» de la violence dont parle McAdam, Tarrow et Tilly (2001), voir le rôle d'interface qui est aussi joué par Innocent Bisangwa (Conseiller particulier du président Museveni) qui fut en septembre 1992 impliqué aux États-Unis dans un important trafic d'armes (Madsen, 1999:41-42); Jackson Nzinza, Tutsi ougandais qui fut le responsable du service des renseignements de la RDC (Osita Afoaku (2002:110-112). On a l'exemple de James Kabarebe, lieutenant colonel dans le FPR et chef de la garde présidentielle de Kagame. Ce dernier affirme avec force et détail comment il a mis sur pied l'AFDL «La plupart d'entre eux ne se connaissaient pas. Il fallait qu'un rwandais qui les connaissaient fasse les présentations. J'ai introduit l'ordre du jour. C'est à dire la libération du Zaïre et la guerre contre Mobutu » (El Tahri et Chapell, 2000). Entre 1997-1998, il occupera sous L.-D Kabilale poste de chef d'état major dans l'armée congolaise jusqu'à sa révocation par ce dernier le 11 juillet 1998.

¹⁹³ Faustin Nyamwasa Kayumba, Chef d'état-major de l'armée rwandaise (1998-2001) ancien ambassadeur du Rwanda en Inde et actuellement en exil en Afrique du Sud.

coalescence autour de l'AFDL. Ceci d'autant plus que du «point de l'insurgé [AFDL], la meilleure cause est par définition celle qui peut attirer le plus grand nombre de soutiens et dissuader le minimum d'opposants» (Galula 2008: 33). Toutefois, pour atteindre la perfection, la cause doit être telle que «le loyaliste [régime Mobutu] ne puisse pas l'épouser, ou ne puisse le faire qu'au risque de perdre son pouvoir alors qu'il cherche plutôt à le défendre» (Galula 2008: 34).

Par ailleurs, la rébellion de l'AFDL ne remplit pas complètement les critères d'un mouvement de libération, puisqu'aucune des quatre organisations constituant son ossature n'a de réelle capacité de mobilisation populaire. A contrario, dans les vrais mouvements de type de libération «the construction of ideological movements often involves years of popular education and belief formation» (Weinstein 2007: 52).¹⁹⁴ Cette alliance d'acteurs épars ne va pas sans difficulté. Elle pose notamment le problème de leadership qui est surtout fondamental dans toute structure organisationnelle de type militaire. Weinstein montre d'ailleurs que, «The emergence of a cadre of rebel organizers capable of building a successful movement is shaped by a set of factors similar to those that affect a group's membership» (2007: 51). La crise de leadership va se poser au début de l'AFDL entre Kisase Ngandu, leader militaire et principal artisan du ralliement des milices Maï-Maï «Bangilima» et Kabila, porte-parole. Cette crise va se dénouer avec le décès de Kisase Ngandu. C'est ainsi qu'avec l'avis des parrains de l'AFDL, Kabila qui dirige le PRP qui revendique une certaine cohérence idéologique va s'imposer comme le leader incontestable.¹⁹⁵

¹⁹⁴ Kabila est encore plus précis. «L'AFDL était constituée des mouvements politiques alliés dont trois sans expérience révolutionnaire ni orientation idéologique [...]. L'AFDL apparaissait comme un conglomérat d'opportunistes et d'aventuriers [...] Les mouvements qui ont fait partie de l'AFDL étaient [...] des créations de ces gens là qui nous ont soutenus pour utiliser leur territoire à condition d'inclure dans les mouvements révolutionnaires leurs partisans, donc leurs agents.[...] L'AFDL était loin d'être à l'avant-garde du mouvement de libération de notre pays à cause de sa composition.» (Watchiba et Hashimu, 2002:8).

¹⁹⁵ Laurent Désiré Kabila avait été l'un des dirigeants de la lutte armée du Conseil national de libération (CNL) au Nord-Katanga en 1964. Kabila a après cette période monté un maquis dans le Fizi-Baraka après avoir créé son parti politique le PRP en décembre 1967. Il fut aussi le principal

L'Armée de l'AFDL

Dès le début de son insurrection, l'AFDL ne dispose pas d'unités combattantes propres. Elle est constituée en grande majorité d'unités de l'Armée patriotique rwandaise (APR), ceux de l'armée ougandaise la Uganda People's Defence Force (UPDF) et des Forces armées Burundaises (FAB) et de l'appui du SPLA.¹⁹⁶ Dans sa politique de recrutement, l'AFDL reçoit le renfort de mercenaires venus de Somalie, d'Érythrée, de Tanzanie, du Kenya et d'Éthiopie. Elle enrôle aussi des irréguliers parmi les désœuvrés des villages, des Kadogos (enfants-soldats) mobilisés à la hâte dans l'est du pays, des milliers de volontaires congolais insatisfaits de l'ère Mobutu, des ex-FAZ déserteurs et démobilisés, ainsi que des miliciens Maï-Maï du Nord Kivu.¹⁹⁷ La ruée dans les rangs de l'AFDL est d'autant plus compréhensible que ceux qui s'y joignent sont pour la plupart des laissés pour compte du règne mobutiste. Ce qui rejoint le constat de Kastedt- Henke (1980), Bayer-Katte (1982) ou même Sack (1984), pour qui les acteurs sociaux soumis à une double marginalisation (dans le cas de la RDC ce sont les jeunes, les kadogos et les réfugiés) forment un vivier de recrutements pour les organisations radicales et terroristes.¹⁹⁸

L'AFDL va attirer de nombreux sympathisants. «It grabs public attention, obtaining the opportunity to shape how people think about the war that will unfold. It has the first shot at recruiting those individuals most willing to engage in high-risk collective action» (Weinstein 2007: 51). Car, le premier groupe armé qui parvient à s'attaquer directement au gouvernement au

artisan de deux mouvements insurrectionnels de Moba I et Moba II en 1984. Des mouvements qui se soldèrent par des échecs. Il va se reconvertir dans les affaires en Tanzanie et réapparaître brièvement sur l'échiquier politique avec son PRP lors de la CNS de 1990.

¹⁹⁶ Le contingent burundais au Zaïre est de taille inférieure à celle de l'UPDF et de l'APR. Le 23^e bataillon de l'UPDF prit Kindu en compagnie de forces AFDL et RPR, pendant que les troupes du SPLA s'emparaient de Kaya à la frontière soudano-zaïroise le 9 mars 1999. Dans l'APR on note la présence du Colonel Fred Ibinga, le 7^e bataillon sous le commandement du colonel Nzamba dans le Nord Kivu, le 21^e bataillon sous les ordres du Lieutenant colonel Morokore qui sera présent du Sud Kivu au Katanga ou encore et le lieutenant colonel James Kabarebe qui est entrée à Kinshasa par le fleuve Congo à la tête des troupes rwandaises. Confère Misser (1997) et l'entrevue de Kabarebe par El Tahri et Chapell (2000).

¹⁹⁷ On estime que plus de 10 000 enfants ont combattu dans les rangs de l'AFDL. (Watchlist on Children 2003 :27).

¹⁹⁸ Le terme double marginalisation est de Bayer-Katte lorsqu'elle parle de «double outsider» .

autoritaire augmente son capital de sympathie auprès de la population civile. Aussi, dans le contexte congolais riche en ressources naturelles, de nombreuses recrues ont rejoint l'AFDL par pur opportunisme, sans une intériorisation de la cause ou même une allégeance idéologique.

En somme, l'armée du Mzee¹⁹⁹ forte de près de 40 000 hommes est formé d'un amalgame, comme nous le confirmait un ancien officier supérieur de l'AFDL: «Heureusement, nous avons été renforcés par les Tigres katangais de seconde génération, plus expérimentés. Ce renfort a donné une consistance et une allure à notre armée qui était mal structurée. C'était vraiment le cafouillage. Car on prenait tous ceux qui voulaient combattre».²⁰⁰ En plus de son aile politique, l'AFDL compte aussi une aile militaire, l'Armée de libération du Congo «ALP». Toutes ces deux entités de l'AFDL sont placées sous le contrôle de LD. Kabila. Dans l'ensemble, les soldats de l'AFDL sont dirigés par des «commandants» dont les rapports hiérarchiques ne sont pas définis. Notons que ces commandements ne portent aucun signe distinctif sur leur uniforme et sont généralement désignés par de simples prénoms (commandant "James", "Wilson", "David" (de Villiers et Omasombo 1999: 51).

Sur le plan militaire, James Kabarebe de l'APR est en charge de la direction des opérations militaires. Il est secondé par le général James Kazini, chef d'état-major de l'UPDF et commandant des opérations militaires de son armée en RDC. Ce travail en tandem de l'APR et de l'UPDF, donne une cohérence au niveau de l'organisation militaire de l'AFDL. Ce qui permet au Rwanda et à l'Ouganda d'avoir l'emprise totale sur les structures de décision de l'AFDL. D'une manière générale, l'AFDL répond à une architecture pyramidale, dominée par un leader, entouré par un cercle restreint de personnalités de deuxième ordre, peu susceptibles de faire ombrage à leur chef, sous peine d'être éliminés non pas par L.D Kabila mais beaucoup plus par

¹⁹⁹ Mzee en Kiswahili veut dire vieux ou sage. C'est le sobriquet qui avait été donné à Laurent Desiré Kabila.

²⁰⁰ Entrevue d'un officier supérieur des FARDC. Ce dernier a été dans les débuts de l'AFDL. (Entrevue à Kinshasa avril 2007).

les parrains de la rébellion. Dès ces débuts, l'AFDL présente les caractéristiques d'un mouvement du type subnational dont le but est d'atteindre une autonomie territoriale politique «within an existing nation-state, or secede from a nation-state and establish a new nation» (Forrest 2004: 1). Le premier objectif de l'AFDL est très vite atteint avec l'effondrement des FAZ dans l'est du Zaïre. Il va à la suite se transformer en un mouvement national avec des articulations réformistes, ceci surtout avec l'intégration de fractions de miliciens Maï-Maï au sein de l'AFDL. Les chefs Maï-Maï avaient obligé l'AFDL dans la première séquence de la première trame d'entreprendre des négociations directes avec eux.²⁰¹ La transformation de l'AFDL va se poursuivre avec l'incorporation de près de 2000 ex-gendarmes katangais ou «Tigres» ainsi que des milices Maï-Maï du Nord Kivu. Cette intégration est une caractéristique de la «congolisation»²⁰² du combat de l'AFDL. Cette «congolisation» qui survient dans la deuxième séquence de la rébellion de la première phase s'impose d'autant plus que pour progresser et susciter l'adhésion des populations, l'AFDL doit prouver qu'elle n'est pas un simple instrument des forces étrangères.

Pendant son avancée sur le terrain, l'AFDL cohabite avec une multitude de groupes armés étrangers qui se sont saccualisés au Zaïre à partir duquel ils attaquent leurs pays d'origines comme on peut l'observer sur la carte 9. Ce pays qui a été pendant longtemps impliqué dans les jeux d'alliances chez ses voisins, va lui aussi devenir le terrain privilégié d'affrontements. Cette cohabitation des groupes armés étrangers qui a joué une part belle dans la militarisation du Zaïre, participe au prolongement des conflits internes des pays voisins sur le sol Zaïrois.

²⁰¹ Ainsi en 1996, une partie des Maï-Maï rejoindra les généraux Lutcha et Sikatenda dans l'AFDL, tandis qu'une deuxième sous le commandement de Simba va continuer à s'opposer à la présence des forces étrangères. Une troisième partie conduite par le colonel Dunia Lwendama va tout en refusant d'intégrer l'AFDL, combattre néanmoins les forces étrangères. Toutefois, même méfiante elle va garder certains contacts avec Laurent Désiré Kabila. Ces contacts vont se réactiver lors de la deuxième génération des rebellions. Certains des propos contenus ici au sujet des Maï-Maï sont tenus par Ngbanda Nzambo Conseiller à la sécurité de Mobutu au moment de son renversement ont été corroborés par certains Maï-Maï aujourd'hui intégrés dans les FARDC et par le colonel Ebenga que nous avons interviewé entre mars- avril 2007 à Kinshasa.

²⁰² Cette opération sera baptisée la «congolisation» de l'AFDL (Voir Lanotte, 2003: 58) et (Forrest 2004: 118).

En résumé, jusqu' à sa victoire, l'AFDL ne va pas connaître de scission interne qui sont monnaie courante dans les groupes politico-militaires en Afrique. Cette absence de fragmentation s'explique de plusieurs manières. La première est l'unanimité quant à la nécessité de renverser de régime de Mobutu. Deuxièmement, l'engagement militaire direct de cinq pays voisins: l'Ouganda, Rwanda, Burundi, Zambie et Angola, et d'autres États plus éloignés notamment l'Éthiopie, l'Érythrée, le Zimbabwe et les États-Unis. Troisièmement, l'avancée fulgurante de l'AFDL sur le terrain militaire a culminé avec la prise rapide du pouvoir à Kinshasa conséquence de l'effondrement de l'appareil sécuritaire mobutiste.²⁰³ Toutefois, pour pouvoir mener sa guerre, l'AFDL dispose du «economic endowments», c'est-à dire les ressources qui peuvent être, «mobilized to finance the start-up and maintenance of rebel organizations» (Weinstein 2007: 47).

b) Les sources de financement et d'autofinancement de l'AFDL

L'un des éléments importants qui rentre dans la formation et la structuration, et qui détermine même le succès d'un groupe armé est la disposition des ressources financières, matérielles et logistiques. Dès son émergence le financement de l'AFDL est assuré principalement par le Rwanda, l'Ouganda et les États-Unis.

Un soutien financier et militaire actif des États-Unis à l'AFDL

Le soutien des États-Unis à la coalition Rwando-ougando-burundaise et à l'AFDL a été extrêmement déterminant dans la campagne d'invasion du Zaïre. Selon Madsen, entre le 17 juillet et le 30 juillet 1996, une équipe des Forces spéciales américaines déployée de Fort Bragg a procuré des entraînements de leadership à des unités rwandaises «All of the training was

²⁰³ L'Érythrée et l'Éthiopie ont joué un rôle technique en fournissant des combattants et spécialistes militaires dans le domaine de la logistique. Le Zimbabwe fournira des armes, uniformes à l'AFDL pour près de 40 millions de dollars (Lanotte 2003: 178).

conducted prior to Rwanda's invasion of Zaire» (1999:201).²⁰⁴ Cette implication américaine va s'intensifier dès le 4 décembre 1996 avec le déploiement de ses forces spéciales dans les pays limitrophes du Zaïre, comme le Kenya, l'Ouganda et le Rwanda. Ainsi, «Overland shipments from Rwanda [...] were beneficial because they masked the actual point of origin of the U.S. weaponry. Help for Kabila also came from the air U.S Air Force C-130s parachuted supplies and armaments to Kabila's forces in eastern Zaire» (Madsen 1999: 200-20; Berghezan 1998: 76).²⁰⁵ Mais le gros du matériel militaire provenait des stocks d'armement de la mission «Restore Hope» somalien qui avait été transféré en Ouganda. (Madsen 1999:158)

Toujours dans la rubrique préparation et financement de l'AFDL, Mose indique qu'en mars 1996, c'est-à-dire six mois avant le début de l'offensive de l'AFDL, Kabila aurait «reçu 3,5 milliards de BEF [150 millions de \$US] de la CIA» (Marysse 1997: 13).²⁰⁶ A cette aide américaine, s'ajoute l'utilisation des photographies de satellites-espions qui vont aider l'AFDL à progresser facilement vers la capitale Kinshasa.²⁰⁷ Selon George Moose, chaque mouvement de des troupes de Mobutu «chaque acquisition de matériel de guerre par le gouvernement [Mobutu] est suivi dans le détail photographié par nos satellites». (Ngbanda Nzambo, 2004: 217). D'ailleurs, le major N'koy, un ancien officier des FAZ que nous avons interviewé corrobore ces faits:

Il n'y a jamais eu de véritables combats entre les FAZ et les forces de l'AFDL à chaque fois, ils nous contournaient comme si elles ne voulaient pas combattre. Tous les dispositifs de défense mis en place, celle de Kenge dans le Bandundu ont été contournés. Les troupes de l'AFDL ne pouvaient pas se retrouver derrière nos lignes avec un tel matériel si elles n'étaient pas hélicoptées ou passer par Pointe noire [Congo-Brazzaville]. Il

²⁰⁴ Vincent Kern a été de 1995 à la mi-1998 Deputy Assistant Secretary of Defense for Africa affairs. Devant le sous comité des Droits de l'homme de la Chambre des représentants le 4 décembre 1996, il y a montré qu'il y avait une forte présence militaire américaine dans la région. (Madsen, 1999:202).

²⁰⁵ Selon Renou et al (2005:74), «des hélicoptères de combat américains sont utilisés cette année- là [...] dans l'est du Zaïre. Quand l'AFDL s'empare enfin de la capitale du Zaïre, des conseillers américains encadrent les troupes». Voir aussi Lynne Duke (1997).

²⁰⁶ Cette citation de Stefaan Marysse est reprise de l'article de F. Mose paru dans Télémoustique d'août 1997.

²⁰⁷ Madsen « One reason why Kabila's men advanced into the city so quickly was the technical assistance provided by the DIA[...] U.S special Forces accompanied ADFL forces into Kinshasa[...] American's provision of Motorola radios to Kabila's forces further [...] In addition to spy, the were other American intelligence [...] A secret NSA SIGINT outstation at the US. Embassy in Brazzaville monitored communications». (1999:292-293).

n'y avait que les Angolais, mais surtout les Américains pour avoir une telle logistique. Donc, notre défense du pont de Maï Ndombe qui ouvre la voie vers Kinshasa fut une perte de temps.

En résumé, ces divers éléments montrent la provenance des sources de financement de l'AFDL. Outre le soutien des États-Unis, une autre variante, la plus médiatisée, est celle du financement de la rébellion à travers l'exploitation des ressources naturelles. Ce type de financement est une caractéristique du «commercialisme militaire», c'est-à-dire une confluence entre l'activité d'extraction, l'activité prédatrice et guerrière et l'activité mercantile.

Les ressources naturelles - Système de pillage et financement de l'AFDL

Le financement du conflit congolais par les ressources naturelles a été établi par une série de rapports sur «l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses en RDC» par le Groupe d'experts mandaté par le Conseil de sécurité de l'ONU en juin 2000. Il ressort de ce rapport que dès ces débuts, le financement de l'AFDL repose presque entièrement sur la prédation exercée par les forces rwandaises et ougandaises. La prédation peut être ici comprise comme des «méthodes d'appropriation destructrices qui ont pour résultat de soustraire à la population le plus de ressources possible, sans se soucier des conséquences économiques de cette spoliation» (Rufin et Jean 1996: 76).

Aidée principalement par le Rwanda et l'Ouganda, l'AFDL va mettre sur pied un système de pillage et de criminalisation qui repose sur des structures préexistantes d'informalisation qui existait déjà sous l'État mobutiste. D'ailleurs, dès les premiers mois de la rébellion, «la structure et les réseaux financiers étaient déjà en place. Au cœur de cette structure, se trouve la Banque de commerce, du développement et d'industrie (BCDI) sise à Kigali [...] liens financiers entre la BCDI, la Citibank de New York qui lui servait de correspondant, et certaines sociétés et particuliers» (ONU avril 2001: 7).

Au fur et à mesure que l'AFDL gagne du terrain, les dirigeants de l'AFDL vont contraindre les compagnies minières telles la MIBA et la Gécamines à participer à l'effort de guerre.²⁰⁸ Contrairement aux entreprises minières congolaises qui sont obligées de participer à l'effort de guerre de l'AFDL, les entreprises occidentales vont offrir leur aide. Tel est le cas de Jean Ramon l'un des fondateurs de l'American Mineral Fields (AMF) qui, met à la disposition de Kabila et de ses associés son jet privé (Block 1997; Cavill 1997; Brummer 1997). Dès mars 1997, l'AMF s'installe à Goma ville occupée par l'AFDL en même temps qu'elle signe des accords.²⁰⁹ Ce risque est d'autant plus calculé de la part de l'AMF que, «The renegotiated deal excluded the more established former partner Anglo-American, which could not take the risk of dealing with rebels for fear of unsettling rulers of other weak states where it has investments» (Reno 1997: 18). L'AMF va opérer avec le satisfécit des autorités américaines.

American Mineral Fields directly benefited from America's initial covert military and intelligence support for Kabila. It is my observation that America's early support for Kabila which was aided and abetted by U.S allies Rwanda and Uganda, had less to do with getting rid of the Mobutu regime than it had to do with opening up Congo's vast mineral riches to North American-based and influential companies. (Madsen, 2001: 7).

D'ailleurs, dès 1993, George Moose déclarait, «Nous devons assurer notre accès aux immenses ressources naturelles de l'Afrique, un continent qui renferme 78% des réserves mondiales de chrome, 89% de platine et 59% de cobalt» (Philpot 2003: 196). La carte 2 offre un véritable aperçu de l'immense potentialité minière de la RDC. Ce vaste mouvement marque le coup d'envoi des transformations, de la recomposition et du redéploiement des appareils sécuritaires sous le sceau de nouveaux «modes d'intervention politico- économiques» surtout dans un contexte minier global compétitif. Comme le mentionne, Pierre Baracyste (1998: 8), la

²⁰⁸ Dans le cas de la Minière de Bakangwa (MIBA) elle aurait fourni 3,5 millions de dollars en avril 1997, après la capture de la ville de Mbuji Mayi qui abritait son siège social. Africa Energy & Mining 16 July 1997.

²⁰⁹ Au sujet des accords entre l'American Mineral Fields (AMF) et Kabila, confère aussi Metal Week(avril 1997:1).Baracyste (1999), Taylor (2003 :48) (Ngbanda Nzambo 2004 :227-240); Wayne Madsen (1999), Africa Energy & Mining (16 July 1997) Entre le 9 et 10 mai à Lubumbashi, l'AMF organise une rencontre à la quelle participe Value Investing, Goldman Sachs, Canadian Imperial Bank of Commerce/Wood Gundy, Bunting Warburg une division de Swiss Bank et Deutsche Morgan (Otunnu 2004: 53).

redistribution des concessions des différents sites miniers du Zaïre à des entreprises américaines, canadiennes et sud-africaines va permettre à LD Kabila, d'honorer les charges quotidiennes de son aile militaire ainsi que de son appareil politico-administratif.

En bref, contrairement à la prédation qui se ne préoccupe pas de maintenir les circuits de production en état de fonctionnement, les activités criminalisées marquent l'entrée de groupes armés dans un processus économique dont ils tentent de contrôler certains segments afin de percevoir ces profits (Rufin et Jean 1999: 41). Le financement des conflits par le biais de l'exploitation illégale d'une multitude de ressources naturelles n'est pas l'apanage de l'AFDL (Misser et Vallée 1997). En Afrique, les rébellions pour la plupart des «gemmo-guérillas» comme l'UNITA, RUF, NPLF, ULIMO se sont financées en grande partie grâce aux diamants, l'or, ou même le bois ou le cacao dans le cas des Forces Nouvelles (FN) Ex-MPCI, contribuant ainsi à imbriquer l'économie licite et illicite, reflet du «commercialisme militaire».²¹⁰

La coalition anti-Mobutu comme agent du «commercialisme militaire»

Pour Christian Dietrich (2002), on parle de commercialisme militaire, lorsqu'un État soutient soit un gouvernement (cas du Zimbabwe) soit des rebelles (cas du Rwanda et de l'Ouganda) en RDC, en échange d'avantages matériels ou de position monopolistique. Des considérations d'ordre mercantile déterminent alors les décisions stratégiques et militaires. Ces considérations permettent d'occulter des activités illicites, plus faciles à soustraire à la vigilance internationale, ceci d'autant plus que pour mener à bien ces objectifs, c'est aux acteurs non-étatiques armés comme agences de sous-traitance que sont fait appel les États. À cet égard, les réflexions de Stopford (1991) et de Susan Strange(1996), selon lesquelles les changements

²¹⁰ Selon l'ONG Global Witness, «Le cacao est une source de revenus substantielle pour les FN. Global Witness estime que depuis 2004, les FN ont dégagé en moyenne environ 15,1 milliards de CFA (30 millions de dollars US) par an de ce commerce.», (Global Witness, 2007: 33).

structurels dans l'économie internationale ont mené vers des changements dans la diplomatie mondiale, sont particulièrement pertinentes.

Dans un contexte d'ingouvernabilité comme la RDC, l'illicite s'insinue et recherche d'abord le profit hors de toute légalité provoquant une collusion entre ces deux sphères. Ce qui participe au dévoiement (ou bien met en second plan) de la dimension politique affichée dès le départ par l'AFDL. En outre, la collusion de ces sphères participe à la reformulation des liens entre «economies of power» et «space» ceci d'autant plus que les ressources sont le canal ou le «media through which power is exercised» (Giddens 1979: 91).²¹¹ Ce qui conforte l'idée selon laquelle ceux qui contrôlent l'accès et le maintien des flux aux ressources, ou qui ont la capacité de mobiliser des ressources peuvent les utiliser pour obtenir des résultats spécifiques comme l'AFDL l'a fait pour le contrôle de l'issue finale du conflit. Car, «The more effective the organization, the greater the number of ways in which resources are controlled through the networks» (Allen 1997: 63). Toutefois, il est à noter qu'à son origine l'AFDL comme «reform insurgency», s'appuyait fortement sur des revendications («grievances»), mais la mainmise des acteurs étatiques externes, et économiques privés a fini par subvertir ces revendications et à la supplanter par les objectifs purement marchands (greed). «Nous avions de vraies revendications, nous voulions vraiment mettre fin au règne de Mobutu et remettre ce pays sur les rails, mais ceux qui nous accompagnaient, avaient leur agenda».²¹² Ce qui revient à dire que chaque fois qu'un «reform insurgency» qui est généralement porteur de «grievances» est fortement appuyé par d'autres pays ou d'autres intérêts privés, à moyen terme, il court le risque de voir l'aspect «greed» subsumer ses «grievances» de départ. Cette tendance a des profondes répercussions sur la manière dont ces acteurs armés vont administrer les territoires qu'ils occupent.

²¹¹ Voir la réflexion de John Allen (1997) sur le lien entre espace, économie et pouvoir.

²¹² Entrevue avec un ancien cadre de l'AFDL (Kinshasa mai 2007).

c) L'administration rebelle, exercice du pouvoir dans les «zones libérées» et répertoires symboliques

Avant que l'AFDL ne devienne officiel, elle recourait déjà aux tactiques de harcèlement, ceci en vue d'occuper des espaces. Elle utilise alors des techniques militaires d'asymétrie, celle qui consiste à éviter de livrer les batailles rangées, mais de se protégeant «au sein de la population plutôt que sous l'épaisseur du blindage ou dans la loi du nombre» (Galula 2008: VIII).

De l'«asymétrie» à la «dissymétrie» comme tactique d'occupation de l'AFDL

L'asymétrie est une technique militaire multiforme qui consiste en la combinaison de la guérilla et de la contre-guérilla. Elle tire son avantage de l'utilisation différenciée de la force armée en présence, pour obtenir un avantage par rapport aux forces militaires conventionnelles organisées, parfois non équipées pour ce genre de guerre. Très souvent considéré seulement sous l'angle de technique de combat, dans notre thèse nous la considérons en plus comme une technique d'occupation des territoires. Une guerre asymétrique est une guerre irrégulière qui oppose la force armée d'un État à des groupes armés matériellement sous-équipés, qui se servent des points faibles de l'adversaire pour parvenir à leur but.²¹³ En tant que stratégie, l'asymétrie consiste à réfléchir à s'organiser et:

A agir différemment de l'adversaire afin de maximiser ses propres avantages, d'exploiter les faiblesses de l'autre, de prendre l'initiative ou de gagner une plus large liberté d'action. L'asymétrie concerne donc les niveaux politico-stratégiques, stratégique-militaire et opérationnels, ou leur combinaison. Elle peut être utilisée sur le court ou le long terme, de façon délibérée ou par défaut. (Metz 2003: 27).

Ainsi, l'utilisation de ces techniques permet de déjouer, contourner ou miner la supériorité technique d'un adversaire, d'exploiter en même temps ses faiblesses tout en transformant l'«espace de combat». C'est à la technique de l'asymétrie que l'AFDL va faire usage pendant les

²¹³ Au sujet des concepts d'«asymétrie» de «dissymétrie», lire Baud (2003), Conesa (2003: 53-61); Noguier (2003); Cordesman (2002); Rogers (2001); Muraviev (2001); Metz (2001); La Carte (2001-2002) Steele (1998); George and Friedman (1996). Au sujet de la politique américaine sur les stratégies d'insurrection et de contre insurrection (Niangalé Bagayoko, 2003: 352-415).

premiers mois de sa guerre. Ces techniques ont largement été utilisées avec succès autant par le NRA, l'APR ou le SPLA.

Toutefois, après la prise des villes de Goma au Nord Kivu et de Bukavu au Sud Kivu, et des percées dans la province du Maniema, la coalition autour de l'AFDL va passer à la phase de la guerre «dissymétrique» qui est d'abord une guerre régulière qui porte sur des cibles essentiellement militaires. Elle est «la recherche par l'un des combattants d'une supériorité qualitative et/ou quantitative» (Boniface 2001:149). Dès lors, elle suggère une différence de nature (substantielle), c'est-à-dire, de différence de volume, de niveau (d'équipements, de technologies ou de doctrines d'emploi des forces). Cette nouvelle étape permet à l'AFDL de passer à la phase de guerre conventionnelle, du fait de sa supériorité. Ce qui lui permet d'affronter directement les FAZ qui vont à leur tour se trouver en position de dissymétrie. Cette nouvelle situation permet à L.-D Kabilad'établir ses premiers proto-gouvernements dans les zones que l'AFDL occupe.

Proto-gouvernement AFDL et rapports avec les populations

La mise en place progressive des appareillages dotés de fonctions régaliennes se sont fait au gré de l'occupation des localités et villes. En tant qu'une «proto-state organization» ou «guerrilla governments»,²¹⁴ l'AFDL crée des structures formelles et impose des règles tacites qui établissent les critères d'adhésion, de reconnaissance des dirigeants, et les mécanismes de choix. Cette gouvernance se fait par le biais d'une politique interne de légitimation, d'allocation des ressources, et de contrôle social qui est en outre sous-tendue par une coercition diffuse. Ce type d'administration ou «gouvernement par la guérilla» doit en fait se comprendre «sur un double registre, à la fois quant au sens politique d'une lutte armée et quant aux dysfonctionnements d'une administration rebelle» (Pérouse de Montclos 2003: 290).

²¹⁴ Le terme «proto-state organization» est de Goodwin et Skocpol (1989:494) et «guerrilla governments» de Wickham-Crowley (1987:474)

Revenant sur les caractéristiques associées à un gouvernement par la guérilla, Weinstein, indique que l'on ne peut parler véritablement de l'existence de ce type de gouvernance que sous trois conditions «(1) a rebel group exercises control over territory, (2) it establishes institutions within or outside of its military to manage relations with the civilian population, and (3) these institutions set in place a series of formal or informal rules that define a hierarchy of decision making and a system of taxation» (2007:165).

Par ailleurs, afin de mieux occuper les espaces conquis, l'AFDL établit des rapports avec les populations. Ces rapports favorisent la création de formes mixtes de délégation de pouvoir, caractérisé la plupart par la cooptation des responsables régionaux et locaux qui vont prendre en charge la gestion de leur localité et ne répondre désormais qu'à la direction de l'AFDL. C'est sur ces autorités que va s'appuyer la mise en place du Conseil exécutif des organes et des autres organes centraux de ce groupe armé. Outre la cooptation, l'AFDL:

Procède aussi par des élections (à la Grecque), sorte d'élection directe populaire qui avaient souvent lieu dans un stade ou un autre lieu public du chef-lieu de la province, des assemblées populaires [...] exprimaient à main levée ou parfois par applaudissement leur adhésion à telle ou telle candidature, pour des postes comme ceux de gouverneur et vice-gouverneur ou maire (de Villiers et Omasombo 1999: 64).

Dans la plupart des cas, cette dévolution de pouvoir a plutôt contribué à la désignation de leaders régionaux de partis politiques localement dominants ou bien implantés, contribuant ainsi à renforcer les pouvoirs des forces politiques locales préexistantes.²¹⁵

Un élément important à mettre en exergue ici, est le rapport que la coalition des troupes de l'AFDL, l'APR et de l'UDPF entretient avec les populations des zones occupées. Si les divers acteurs entretiennent dans la plupart des rapports de prédation, il faut noter que l'AFDL va dans certaines circonstances négocier l'adhésion de la population à travers les Maï-Maï, contrairement

²¹⁵ de Villiers et Omasombo font ici allusion à l'UDPS à Kisangani, Mbuji-Maji et Kananga ; le PANU dans le Bandundu; le PDSC aile Bo-Boliko à Mbandaka.

à l'APR qui sera à l'origine des massacres des populations et des crimes contre l'humanité.²¹⁶ En outre, afin d'accroître son financement et de contrôler le discours dans les zones contrôlées, l'AFDL impose des frais de visa aux journalistes de la presse internationale. Pour un journaliste de l'agence Reuters, les dirigeants de l'AFDL «usuriously taxed incoming foreign journalists, charging up to \$600 for entrance and exit visas in addition to tax stamps» (Reuters 1997). Un autre contrôle étroit de l'AFDL est celui exercé sur les ONG humanitaires internationales; d'ailleurs, leurs directives sont assez claires à ce sujet.²¹⁷ Toutefois, le bureau de la Coordination des ONG au sein de l'AFDL n'est pas comparable en termes d'organisation de sophistication et d'efficacité à celle de la Sudan Relief and Rehabilitation Association (SRRA) qui est une structure autonome et importante de la rébellion soudanaise du SPLA de l'Eritrean Relief Association (ERA) ou encore du Relief Society of Tigray (REST).

En bref, la gestion territoriale de l'AFDL oscille sous des formes de parasitisme et de semi-symbiose selon les zones occupées. Dans l'ensemble, l'exercice du pouvoir et de l'occupation de l'espace par l'AFDL s'apprécie plutôt à l'aune de la puissance militaire dans les zones «libérées», ainsi que leur relais que sont les pays limitrophes. A la gouvernance par la guérilla de l'AFDL vont s'y ajouter des éléments de répertoires symboliques.

Les répertoires symboliques

Un ensemble d'éléments des répertoires symboliques semble se dégager de la rébellion de la première génération. Le premier est la réémergence sur la scène politique zaïroise de

²¹⁶ On fait ici référence au massacre de réfugiés rwandais et des citoyens congolais. Voir les statistiques officielles du HCR du 2 juillet 1997 qui fait état de plus de 213.000 Rwandais disparus. La mission d'enquête créée en juillet 1997 par l'ONU dans son Rapport du 29 juin 1998 confirme «des tueries commises par l'AFDL et ses allies, y compris des éléments de l'APR, constituent des crimes contre l'Humanité» (ONU juin1998); Voir Le Pape (2000); HRW et FIDH (1997); ONU, Rapport ONU (Rapport Garreton) de la mission conjointe chargée d'enquêter sur les allégations de massacres dans l'est du Zaïre (juillet 1997).

²¹⁷ «L'AFDL ouvre ses portes à toutes les organisations soucieuses de contribuer aux efforts de réhabilitation des territoires libérés. État donné l'impérieuse nécessité de coordonner toutes les activités d'urgence et de développement, l'AFDL, à travers la Coordination des ONG (organe spécialisé), voudrait que provisoirement, les principes suivants respectés: Toute ONG désireuse d'intervenir dans les territoires congolais doit introduire une demande écrite auprès de l'AFDL/Bureau de Coordination des ONGs, avant tout exercice» (Rec/Z-info, 1997).

Laurent Désiré Kabila, «Mzee», figure mythique, historique et romantique de la rébellion congolaise des années 1960 ainsi que du nationaliste Kisase Ngandu.²¹⁸

Le deuxième est la résurgence du phénomène Maï-Maï, dont les origines historiques et culturelles de certaines pratiques guerrières doivent se saisir dans un contexte de va et vient, entre passé et présent, symbole du déploiement en grandeur nature d'une forme de mémoire collective de la protestation sociale. Les Maï Maï sont l'expression des formes de rapports entre violence et résistance héritées des mouvements anticoloniaux en Afrique.²¹⁹ Jusqu'au déclenchement de la guerre de 1996, ces miliciens se sont à plusieurs fois insurgés contre le régime Mobutu. Un ancien milicien Maï-Maï déclare d'ailleurs en substance:

Nous sommes la mémoire vivante et moderne du Congo. Nous sommes fondamentalement comme des « patriotes congolais » pour la cause et la défense de l'intégrité territoriale de notre pays. Nous avons dès l'entrée de l'AFDL été opposés à la présence des armées des pays voisins troupes. Nous avons aussi combattu les vendus, ces faux mouvements rebelles qui avaient pris langue avec les étrangers.²²⁰

Certains éléments du répertoire de l'imaginaire des Maï-Maï se retrouvent aussi chez les résistants Mau Mau, les chasseurs Dozo, ou même les Kamarajong qui se retrouvent en Ouganda, Kenya et dont certains de ces éléments étaient le NPLF et le RUF.²²¹ L'on peut noter que cette forme de rébellion populaire et nationaliste n'a généralement aucune ambition de prise de pouvoir (ou de renversement de l'ordre établi), mais elle se méfie de tout pouvoir central dont de celui de l'État dont ils trouvent leur pouvoir trop coercitif ainsi que leur avidité à contrôler toutes les ressources. Pour Knighton, «The vast mass of the Karamojong has at best been highly suspicious towards the state....The cumulative experience of Karamojong is that "The

²¹⁸ Leader militaire de l'AFDL, c'est lui qui a amené les Maï-Maï «Bangilima» dirigé par le Dr Kiganda de rallier l'AFDL en 1997, malgré leurs réticences, car dénonçant la main mise des rwandais sur l'AFDL.

²¹⁹ Lire Nasibu Bilali (2004).

²²⁰ Entrevue avec un ancien milicien Maï-Maï aujourd'hui réintégré dans les FARDC comme officier. Entrevue réalisée à Matadi, RDC en avril 2007.

²²¹ Les «Mau Mau» sont des nationalistes Kenyans qui luttèrent pour l'indépendance du Kenya. (Anderson (2005), Atieno Odhiambo et Lonsdale (1992;2003); Edgerton (1990);Furedi (1989). Les «Dozos» viennent du dosoya sorte de confrérie mystique. On les retrouve dans de nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Mali, Burkina Faso). Ils étaient aux côtés des rebellions du FN/MPCI en Côte d'Ivoire. (Voir Féron et Hastings (2003);Chauveau et Bobo (2003);Hellweg (2004). Voir Galy (1998); Paul Richards (1996).

government eats cattle”» (Knighton 2008: 276), de ce fait, l’État n’est pas seulement un goulet, mais il est en plus un ennemi (Hodgson 2000).

La réémergence des Mai-Mai est une réaction contre l’exclusion sociale. Ce qui explique que ces acteurs soient réapparus surtout «dans les communautés les plus marginalisées» (Van Acker et Vlassenroot 2001:108). Outre la résurgence des Mai-Mai sur la scène politique congolaise, il y a aussi celle des ex-gendarmes-katangais ou «Tigres katangais» qui sont des forces qui ont suivi Moïse Tshombe lorsqu’avec l’appui de la Belgique, de l’Afrique du Sud et des mercenaires, il proclama la sécession du Katanga, le 11 juillet 1960, mais fut défait.²²² Les anciens partisans de la sécession du Katanga vont s’exiler en Angola d’où ils tenteront à deux reprises (1977 et 1978) sous le label du Front de libération nationale du Congo (FLNC), «Ex-gendarmes katangais ou Tigres katangais», vont envahir momentanément le Congo à partir du Shaba. Ils sont dirigés par les généraux Jean Delphin Muland, Vindicien «Mufu», Kiyana, Henri Mukastshung Mwamba et le Dr. Illunga. Les «Tigres katangais» vont continuer à opérer comme des mercenaires au sein des Forces armées angolaises (FAA) jusqu’en 1996, où ils vont rejoindre l’AFDL.²²³

La quatrième séquence de cette première trame est marquée par la chute de la ville de Kisangani, capitale économique du Zaïre. Sa prise signifie non seulement la conquête de toute partie du pays ce que l’on nomme «Congo utile», mais aussi la levée du dernier verrou qui commande tous les accès à la capitale Kinshasa. Kengo Wa Dondo montre d’ailleurs l’importance stratégique accordée à cette ville par le régime Mobutu: «Nous avons concentré toutes nos forces et tous nos moyens à Kisangani. Nous n’imaginions pas qu’un jour Kisangani

²²² Au sujet de Moïse Tshombe et de l’appui des mercenaires lire Zarate (1998:87-88).

²²³ Entrevue avec un ancien Major des Tigres – katangais actuellement en service à sécurité présidentielle (Kinshasa mars 2007).

pouvait tomber» (El Tahri et Chapell 2000).²²⁴ Ce que l'ancien premier ministre zaïrois ne dit pas, c'est qu'en plus des unités de la DSP et des FAZ et des éléments de l'Unita, il y a aussi des mercenaires appelés à la rescousse du régime Mobutu, mais sans succès.²²⁵ Cette déconfiture des mercenaires confirme les mises en garde de Machiavel sur l'utilisation de ces forces qui sont «par nature désunies ambitieuses, indisciplinées, infidèles, vaillantes avec les amis, lâches avec les ennemis» (Machiavel 1995: 161).

Un autre arsenal symbolique est le rôle équivoque de certains humanitaires et l'impartialité des médias internationaux. Lors du déroulement de la rébellion de la première phase première très peu d'images des violences extrêmes causées par les forces occupantes seront diffusées. Comme si il fallait cacher les identités des principaux acteurs armés. En revanche, l'opinion publique internationale se souvient de l'épisode télévisuel montrant, les rencontres de L.-D Kabila et Mohammed Sahnoun (envoyé spécial des Nations Unies) devant une foule dans le stade de Kisangani, de la rencontre sur l'Outeniqua (navire sud-africain) où Nelson Mandela est entouré de Mobutu et Kabila. Ces scènes repris en boucle par les médias occidentaux symbolisent une rébellion pour laquelle ils n'ont que des yeux de Chimène, ces «sympathiques» «rebelles qui sourient», défenseurs, «libérateurs» des opprimés et tombeur de Mobutu.²²⁶ Cette médiatisation qui s'est aussi faite avec la bienveillance de l'aide américaine a reposé sur les techniques de propagandes comme le montre Madsen (1999: 156-157):

In a post-operations «lessons learned» exercise, Schroeder seemed to indicate that fighting a propaganda war constituted a large part of his mission [...] This assessment was a component in the « information war» the Pentagon seems more interested in waging in central Africa. The two others elements in the African information war were disseminating in country human intelligence to other US government agencies and the «servicing» of the information requirements of other agencies within African theatre of operations. It therefore appears that US «humanitarian» mission was more interested in feeding intelligence to the US government and propaganda to the world media, than in feeding the unfortunate refugees encamped in Rwanda and eastern Zaïre.

²²⁴ Kengo Wa Dondo qui est actuellement le président du Senat congolais, fut Premier ministre de 1994-1997. Kisangani est le cœur économique du pays, l'or, cobalt, uranium, étain, etc. Tout transite par cette ville.

²²⁵ Lire Singer (2008: 44).

²²⁶ Expression utilisée pour qualifier la rébellion du MPCJ en Côte d'Ivoire. «Ivory Coast, rebels with a smile», BBC Focus on Africa, Janvier-mars 2003.

La deuxième trame de cette première vague de rébellion est marquée par la chute et la fuite du maréchal Mobutu. La fuite de Mobutu le 16 mai 1997 de Kinshasa dans la première séquence de cette deuxième trame marque aussi la consécration d'une rébellion qui a mené une Blitzkrieg comme on peut l'observer sur la carte 3.²²⁷ L'entrée de l'AFDL à Kinshasa le 17 mai 1997 qui s'inscrit dans cette deuxième séquence symbolise la chute du régime Mobutu. Mais plus qu'un symbole, cette chute marque la fin du mythe de l'homme fort, du «léopard» qui a régné sans partage sur le Zaïre et dans les Grands Lacs où pendant plus de trois décennies, il a servi de rempart contre la poussée soviético-communiste en Afrique centrale et australe. Pour mieux saisir l'AFDL, il est important de comprendre des éléments qui ont concouru à sa transformation comme mouvement rebelle. Ce que nous allons analyser dans la partie qui va suivre.

d) Transformation à l'intérieur de la rébellion de la première phase

La transformation à l'intérieur de la rébellion de la première phase repose sur les stratégies d'alliances, le recours aux mercenaires et sociétés privées de sécurité, à l'implication de la communauté internationale, mais surtout la confrontation entre Washington et Paris dont la conséquence directe est la réorientation stratégique de la politique américaine vis-à-vis du régime Mobutu et des Grands Lacs.

Les alliances et coalitions de l'AFDL

Les premiers éléments de cette transformation résident dans le passage de l'AFDL du statut de mouvement de type subrégional à un mouvement national inspiré des «reform insurgencies». Ces alliances vont transformer toute la dynamique interne de la rébellion de la première phase.

²²⁷ La campagne de l'AFDL a duré du 18 octobre 1996 au 17 mai 1997 date de prise de pouvoir à Kinshasa. Dans un territoire 80 fois plus grand que la Belgique et 5 fois la France. Le Pr. Mutamba Makombo fait ici un résumé de cette guerre éclair «En sept mois seulement, du 18 octobre 1996 au 17 mai 1997, le Mzé Kabila a conduit une armée de «Kadogo» avec l'aide des Tigres katangais et de ses alliés étrangers. Le Blitzkrieg de l'AFDL s'est déroulé selon un plan méthodique: attaque et occupation du Sud-Kivu (Fizi, 21 octobre ; Bukavu, 25 octobre), du Nord-Kivu (Goma, 1er novembre), de la Province Orientale (Bunia, 28 décembre 1996 ; Isiro, 31 janvier 1997 ; Kisangani, 15 mars 1997), du Maniema (Kindu, 2 mars 1997), du Katanga (Kasenga, 31 mars 1997 ; Manono, 4 avril; Lubumbashi, 9 avril), du Kasai (Mbuji-Mayi, 15 avril), de Bandundu (Kenge, 15 mai) et de Kinshasa, le siège des institutions nationales (17 mai 1997)» (2009).

L'alliance est un accord formel «that pledges states to co-operate in using their military resources against a specific state or states and usually obligates one or more of the signatories to use force, or to consider (unilaterally or in consultation with allies) the use of force in specified circumstances. It differs in principle from a 'collective security' agreement» (Osgood 1968:17).²²⁸ Alors que l'alliance est un groupe de deux ou trois entités, la coalition implique quant à elle quatre ou plusieurs acteurs. En outre, toute coalition se fonde communément sur un seul intérêt commun «but one of sufficient importance to override their differences on their issues [...] Coalition may in practice be formed by the coming together of several alliances whose traditional suspicion of one another is overcome by the overriding threat to the system» (Sheehan 1996: 59).²²⁹ Ces phénomènes d'alliance et de coalition qui se produisaient beaucoup plus au niveau des États participent désormais comme un vecteur d'ordonnement des rapports entre l'AFDL, les États et les groupes politico-militaires.

Dans la rébellion de la première phase, les coalitions vont se forger le long de deux axes : d'un côté, le régime Mobutu est soutenu indirectement par la France, le Soudan; de l'autre plus robuste dont dissymétrique l'AFDL bénéficie du soutien de cinq des neuf pays voisins de la RDC (Ouganda, Rwanda, Burundi, Angola, Zambie) en plus du Zimbabwe, l'Éthiopie, de l'Érythrée et même des États-Unis comme on peut l'observer sur la figure 1. Dans les deux camps, on a affaire à une jonction de deux types d'alliances: alliance «contiguë», entre voisins directs et d'alliances «de revers»- celle nouée avec le «voisin du voisin direct».²³⁰ Par ailleurs, il s'opère dans ce contexte, un repositionnement des rébellions étrangères présentes en RDC.

²²⁸ Quant à Holsti, Hopman et Sullivan une alliance est un «formal agreement between two or more nations to collaborate on national security issues» (1973:4). Lire aussi Hill (1973:7).

²²⁹ Au sujet du concept de coalition William Gamson (1964:85) et (Hinckley 1981:4-5). Par ailleurs, qui dit alliance ou coalition dit intérêts. Pour comprendre pourquoi les États s'allient, trois théories semblent donner réponse: 1- l'approche stucturo-réaliste et des dimensions de (Balancing power, hégémonique du bandwagoning, burden-sharing); 2-l'approche libérale-institutionnelle et des dimensions (sécuritaire, politique, économique); 3- l'approche constructiviste qui confère (Colson, 1995 :61-84; Beylerian 1999 ; David, 2000:188-196 ; Walt, 1997).

²³⁰ Selon Zorgbibe (1983:92) «l'alliance de revers apparaît plus occasionnelle: entre alliés séparés par la géographie et souvent par les régimes politiques et sociaux».

Pendant que les rebellions angolaise (UNITA, FLEC), burundaises (FDD, FNL), ougandaises (LRA, WNBFLF, ADF) et rwandaises (ALIR/FDLR) vont s'allier du côté du gouvernement de Kinshasa, le SPLA rébellion soudanaise va renforcer l'AFDL à travers l'Ouganda comme on peut l'observer sur la figure 1. Ici, le phénomène d'alliance ou de coalition dans cette rébellion de la première phase, dont celle autour de l'AFDL peut se traduire de deux manières, d'abord sous forme d'un «Scale shift» qui implique un changement en nombre et, «level of coordinated contentious action leading to broader contention involving a wider range of actors and bridging their claims and identities» (McAdam et Tarrow 2001:331). Cette stratégie d'alliance bâtit autour de l'AFDL se rapproche de la conception structuro-réaliste des alliances, qui considère l'alliance comme un instrument central «dans l'équilibre des puissances qu'elles permettent de rallier plusieurs États en vue d'établir ou de préserver un rapport de forces qui leur offre la sécurité» (David 2000:189).

Mais aussi, ces alliances et coalitions mettent en exergue les solidarités transnationales clandestines ou semi-clandestines. En nous appuyant sur l'exemple des groupes armés non-étatiques en Afrique centrale, nous entendons par solidarité transnationale clandestine, «une relation entre groupes armés non étatiques (mais aussi entre groupes armés et État ou mouvement politique qui les soutient) liés par un intérêt commun; cette relation va supposer entraide et échanges entre les acteurs» (Philippe 2003:1).²³¹ Les agencements des différentes coalitions participent ainsi à l'articulation de la transnationalisation de l'action collective. Une transnationalisation qui implique des changements d'échelles de l'activité de ces différents groupes armés. La notion de transnationalisation est utilisée ici pour désigner des «déploiements spatiaux de processus et de relations sociales ayant la particularité de s'étendre et de s'étirer par-

²³¹ Dans la région de l'Afrique centrale les solidarités transnationales qui lient les groupes armés ne sont pas commensurables à ceux d'Amérique latine. Elles sont davantage translocale et transrégionale (transfrontalière).

delà l'échelle de référence- jusqu'ici historiquement centrale- de l'État-nation [Zaire]» (Masson 2009:119-120).²³²

En intégrant de manière progressive des enjeux globaux aux revendications nationales, en déployant des formes d'action multiniveaux et des modèles de coopération transitionnelle, les groupes armés comme l'AFDL se déploie dans une dynamique de transformation des usages sociaux des territoires nationaux.²³³ D'ailleurs pour Tarrow et McAdam (2005), la transnationalisation ne naît pas ex-nihilo du seul contexte de la mondialisation, mais au contraire elle doit son existence à l'action volontaire des acteurs sur les échelles de mobilisations. Des échelles dans lesquelles s'inscrivent aussi les mercenaires, les sociétés privées de sécurité devenus les nouveaux partenaires des États.

Mercenariat et sociétés militaires privées: Nouveau partenaire des États et des groupes armés

Le mercenariat et les sociétés privées de sécurité contribuent à la transformation des acteurs armés dans la première phase de rébellion. Si du côté du gouvernement zaïrois, ont fait recours à la firme Geolink par le canal de la France qui a engagé des mercenaires français, sud-africains, serbes et belges) (O'Brien 1998).²³⁴ Quant à l'AFDL, elle a recours à des mercenaires encadrés par le colonel belge en retraite Willy Mallants,²³⁵ ainsi que d'autres sociétés privées de sécurité américaine telles le Military Professional Resources Inc. (MPRI), Ronco Corporation et Omega Support Ltd.²³⁶ Cette nouvelle forme de sous-traitance traduit une forme de privatisation de la guerre qui fait la part belle à la violence prédatrice et aux marchés de la violence. Ceci d'autant

²³² Lire (Featherstone, Phillips et Waters 2007) sur la conception de la transnationalisation des mouvements sociaux.

²³³ Nous nous inspirons ici de la réflexion de Agrikolianskyet Dufour (2009:9) et de della Porta et Tarrow (2005) sur les mouvements sociaux pour reformuler l'agir d'un mouvement rebelle comme l'AFDL.

²³⁴ «In a quasi- official way, France helped Mobutu to organize a mercenary force; at the beginning of 1997, 300 white mercenaries (mainly French and Serb), led by a Belgian officer, arrived in Zaire and took part in the war» (Hularias 2004: 294); Madsen (1999:315-347), Pech (2000), Renou et al (2005:40,161,199), Pech et Tomlis (1997).

²³⁵ Selon Chapleau et Misser (1998:108), le colonel Mallants se présentait officiellement comme le «conseiller économique et militaire de Kabila à titre bénévole», en même temps qu'il occupait le poste de directeur de la Société zaïroise minière exploitant une concession minière d'or et de diamant dans la zone de Kisangani.

²³⁶ Il faut préciser qu'en 1995, cette compagnie a gagné le marché pour entraîner les FAA, ceci après la pression faite par les États-Unis sur l'Angola pour qu'il abandonne son contrat en cours avec une autre firme concurrente en l'occurrence Executive Outcomes. Confère Silverstein(1997); Chapleau et Misser (1998:108).

plus qu'un des alliés de l'AFDL en l'occurrence les États-Unis «s'inscrivent [...] dans la tendance générale de privatisation des structures sécuritaires, dans laquelle des entreprises employant des anciens militaires (américains) [...] reprennent des fonctions qui sont traditionnellement associées au noyau étatique»²³⁷ (Kennes 1998: 266). Cette marchandisation de la sécurité est ultimement favorisée par l'incapacité de nombreux États en Afrique à développer un «'Public' security systems in the first place, and that the choice that effectively arises is not one between 'public' and 'private' security, but rather one between alternative forms of private system» (Clapham 1999: 23).

Ainsi, la réémergence du phénomène du mercenariat contrairement à ceux des années 1960 est directement liée à la forme néolibérale véhiculée par la mondialisation. (Renou 2005: 15). Cette nouvelle réalité montre que les nouvelles entreprises sécuritaires combinent à la fois leurs activités de sécurité aux activités économiques (principalement minière ou énergétique). Les SMP ne «se contentent pas de louer leurs conseils et leur frappe militaires», mais elles monnayent leurs expertises en «échange de concessions minières» (Chapleau et Misser 1998:140-141).²³⁸ Ce qui fait dire à O'Brien, que l'approche commerciale des services militaires est «the ultimate representation of neoliberalism» (1998: 89). Il n'est pas surprenant que l'AFDL se soit retrouvée au centre d'enjeux internationaux qui dépassaient ses aspirations.

L'AFDL au centre des enjeux internationaux

²³⁷ La firme Ronco, sous couvert d'un contrat de déminage au Rwanda, va entraîner les troupes rwandaises sur la base de Cyangugu, avec l'assentiment du National Security Council (NSC) et de l'attaché militaire américain à Kigali participe à l'offensive contre Mobutu (Banegas 1998:189). Le MPRI offre des entraînements secrets aux troupes de l'APR dans le cadre des préparatifs de l'invasion du Zaïre (Dumoulin 1997: 87; Berghezan 1998: 97); Au sujet de l'assistance militaire américaine au Rwanda lire au sujet des programmes d'instruction et formation-- International Military Education and Training (IMET); opérations de déminage – Humanitarian Demining (HD); et exercices et formation conjointes – Joint Combined Exercise Training (JCET) (Le Marchand 1999:364-365).

²³⁸ Dans la rébellion de la première phase, le mercenaire belge Christian Tavernier avait obtenu de ses services au régime Mobutu «le droit d'exploiter les concessions de l'Office des mines d'or de Kilo-Motto» (Chapleau et Misser 1998 :105). L'amiral Cornelius Metelieff attirait déjà en son époque l'attention sur l'affairisme des militaires en ces termes «If you try to combine a Soldier and a Merchant in one person, you will labour in vain» (Singer, 2008: 151).

Le soutien américain apporté à l'AFDL lors de sa création nous permet de montrer que la militarisation des segments de la société congolaise est fortement ancrée dans des logiques d'extraversion. Cet ancrage qui elles, sont influencés par l'environnement international.

Les États-Unis d'Amérique au Zaïre: Du soutien à Mobutu au soutien de l'AFDL

Allié des États-Unis d'Amérique durant la guerre froide, le Zaïre du maréchal Mobutu cesse d'être un acteur privilégié en Afrique centrale et australe après la chute mur de Berlin. «The last-our last connection with [Mobutu] was mainly to use [Zaïre's] airfields to help the anti-Communist rebels in Angola, but that only ended in 1991» (Cohen 1997).²³⁹ Warren Christopher est encore plus clair lors d'une tournée en Afrique en 1996, lorsqu'il proclame que l'Afrique n'est plus «la chasse gardée de personne» et que le temps est passé où «L'Afrique pouvait être morcelée en sphères d'influences, et où des puissances extérieures pouvaient considérer des groupes entiers d'États comme leur domaine privé» (Hugeux 1997: 157).²⁴⁰

Les avis de ces officiels américains en plus d'être la traduction de la nature instrumentale des relations que les États-Unis entretiennent avec le régime Mobutu présage de la remise en question de l'accord tacite qui pendant la guerre froide consistait à laisser aux puissances européennes le soin de contrôler leur zone d'influence en Afrique. Les Etats-Unis sonnent ici le glas de la «sous-traitance géopolitique» (Smith 1997:57. On voit ainsi se dessiner à la sortie de l'ère bipolaire, la nouvelle architecture des rapports États-Unis/Europe vis-à-vis de l'Afrique. Au Zaïre, la politique américaine est clairement énoncée par la voie de Melissa Well directement au président Mobutu en 1991:

L'époque où nous avons besoin de vous est finie; la guerre froide est finie; vous n'avez plus vos amis à la Maison Blanche pour vous couvrir. Si vous n'acceptez pas d'appliquer notre schéma de changement

²³⁹ Herman Cohen a été sous secrétaire d'état aux affaires africaines entre 1989 et 1993. Et Chester Crocker de 1981 à 1987. Pour ce dernier, «Mobutu played us (...)like a Stradivarius. He would play us off against the French, the French against the Belgians, and the CIA against the State Department» (Wrong 2001: 19). Lire Ron Brown «Nous ne laisserons plus l'Afrique aux Européens» (Philpot 2003: 196) alors secrétaire au Commerce des États-Unis fait cette déclaration à Dakar en plein dans le «pré-carré» français en mai 1995.

²⁴⁰ Il occupait à ce moment le poste de secrétaire d'État des Etats-Unis d'Amérique.

démocratique, nous allons vous forcer à quitter le pouvoir. Nous en avons les moyens (Ngbanda Nzambo 2004: 186).

Cette politique sera traduite en acte à travers la mise en place d'une «floating' coalition 'of the willing'» ou (coalition de volontaires) reposant sur Kampala et Kigali, et dont la mission est l'ingérence directe qui passe par une intervention militaire. La notion intervention «involves the use of one state's resources in an attempt to influence the internal conflict of another state. From a military perspective this can include military troops, supplies, intelligence, or aid. Each of these can serve to buttress the existing forces of either the government or the opposition» (Reagan 2002:9).²⁴¹ Pour Rumsfeld, la stratégie du «floating coalition of the willing» doit devenir le «model for future conflicts that will, evolve and change over time depending on the activity and circumstances of the country» (Kolko 2003: 14).²⁴² Cette «floating coalition of the willing» traduit avec clarté le modus operandi des superpuissances en Afrique «Although the superpowers in particular had a significant impact on African insurgencies, they were able to operate only through the medium of neighbouring African states through which their aid to insurgents could be channelled» (Clapham 1996:215-216).

Soutien à l'AFDL et réorientation de la politique américaine dans les Grands Lacs

Dès les premières batailles de l'AFDL les officiels américains vont se montrer actifs aux côtés de ce groupe armé. Peter Whaley, le numéro deux de l'ambassade des États-Unis à Kigali, se rend dans l'Est du Zaïre auprès de l'AFDL (Madsen 1999: 169). Il en est aussi de Dennis Hankins, l'attaché politique de l'ambassade des États-Unis à Kinshasa « (and ostensibly a State Department employee), accompanied by a CIA operative, traveled with anti-Mobutu rebels through the eastern Zaïre jungles for weeks» (Madsen 1999: 178). A Goma, ce dernier qui deviendra le principal conseiller militaire de l'AFDL. Il affirme d'ailleurs que l'AFDL est un

²⁴¹ Sur la notion d'intervention et des stratégies américaines d'intervention lire (Amstutz 1995:242; Cohen 1996:224-230; Holsti 1992:204-227).

²⁴² Même si Donald Rumsfeld fait cette déclaration pendant le conflit irakien, dont plusieurs années après le début des guerres en RDC, cette stratégie américaine s'applique aussi au cas de la RDC.

important groupe politico- militaire qui peut bien représenter les «American interests» (Rieff 1997). L'on ne peut saisir l'engagement des États-Unis aux côtés du Rwanda, Ouganda et de l'AFDL que si l'on met en perspective les instruments qui encadrent les «dimensions économiques» de la sécurité. Ces instruments sont ancrés dans la nouvelle politique étrangère américaine qui n'envisage plus seulement la propagation et l'imposition des règles du marché par des moyens «économiques», sans que le recours aux instruments politiques directe soit nécessaire; mais désormais, envisage ouvertement l'utilisation de la coercition militaire comme norme.²⁴³ Ceci d'autant plus que les «dimensions économiques» de la sécurité valident le lien étroit entre «economic and military security [...] in such a way as to bring much of the economy under the command of a national security imperative» (Buzan 1991: 244).²⁴⁴ Cette sécurisation de l'économie montre que dans sa conceptualisation, la notion de sécurisation n'a pas pour but d'éviter des dommages, mais par contre «its defining feature is the ability to place an issue above the normal rules of liberal democratic politics, and hence justify emergency action to do whatever is necessary to remedy the situation» (Abrahamsen 2005: 59). Cette sécurisation de l'économie se situe aussi en droite ligne dans ce que le général Henry Shelton appelle «flexible and selective engagement». Ce qui implique l'utilisation des tactiques qui consistent à travailler avec les populations civiles des pays ciblés pour l'intervention. Ceci dans le but d'influencer les situations afin de les rendre «favorables toward U.S. national interest» (Shelton 1997). Ces tactiques ont directement influencé la militarisation des segments des forces sociales en RDC.

Par ailleurs, l'attitude des officiels Américains vient rappeler que le libéralisme comme pratique politique s'arroge toujours la possibilité des «illiberal interventions», surtout contre ceux qui ne se conforment pas aux normes de civilité acceptées ou ne possèdent pas les qualités

²⁴³ Voir (Donnelly, Kagan et Schmitt, 2000: I-ii).

²⁴⁴ Lire aussi Buzan, & Wæver, Ole (2003); Wæver (2004,1995); Huysmans, (1998); Buzan, Wæver et de Wilde(1998).

requis pour rejoindre la communauté libérale. Ainsi, aujourd'hui les États qui refusent de se reformer selon «the rules and norms of the “international community” face at best abandonment and the withdrawal of development assistance, at worst illiberal interventions to enforce compliance and ensure the survival of the international community» (Abrahamsen 2005:71). Cette pratique politique est d'autant plus curieuse qu'elle secrète en son sein des contradictions préjudiciables aux peuples sur lesquels ces interventions sont menées. Des contradictions qui ont éclaté au grand jour avec l'évocation de l'envoi des forces multinationales d'interposition entre l'AFDL et le régime de Mobutu.

Trois décennies après, le faux retour des casques bleus de la BONUC au Congo²⁴⁵

Le jeu de rapport de force entre les États-Unis et la France au niveau du Conseil de sécurité fait que durant cette première rébellion, les États-Unis ont diplomatiquement pesé de tout leur poids pour empêcher tout envoi des forces multinationales en vue d'une interposition entre l'AFDL et le régime de Mobutu. On parle même de l'ouverture du Bureau des Nations Unies au Congo (BONUC).²⁴⁶ Dans cette troisième séquence de la première trame, l'ONU va seulement signifier son indignation quant aux violations du droit international et des massacres des populations. En outre, l'annonce de l'«Operation Assurance: The Greatest Intervention That Never Happened» comme le souligne Massey (1998), sera perçue par l'AFDL et ses alliés comme un quitus pour aller de l'avant. En même temps, Robert Gribbin réitère à plusieurs reprises l'inutilité d'envoyer une force onusienne dans l'Est du Zaïre (Philpot 2003: 198).²⁴⁷ Cette remise aux calendes grecques du déploiement des forces multinationales de l'ONU a plutôt laissé le champ libre aux

²⁴⁵ A la suite de la proclamation de sécession du Katanga le 11/07/ 1960, le président congolais Joseph Kasa-Vubu et son premier ministre Lumumba font appel aux casques bleus. Les troupes de l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC) aideront à vaincre les sécessionnistes. L'ONUC y restera de juillet 1960 -1964.

²⁴⁶ Le vote en novembre 1996 par le Conseil de sécurité des Nations unies de la résolution 1080(1996) autorisant l'envoi d'une force multinationale pour venir en aide aux réfugiés rwandais et aux populations déplacés sera proposé. Mais cette force ne sera jamais déployée à cause des considérations géopolitiques.

²⁴⁷ Robert E. Gribbin était en ce moment ambassadeur des États-Unis au Rwanda de 1995 à 1999.

forces de l'AFDL et ses alliés qui n'ont pas eu du mal à lancer «[a] meteoric campaign in the rest of the country» (Massey 1998).²⁴⁸ Dans ce contexte, on peut saisir le rôle «des Nations Unies pendant la première guerre du Congo s'est limité, sous la pression américaine, à des attermoissements» (Hugo 2006: 58).

Une fois de plus la responsabilité de protéger qui s'inscrit dans la charte de l'ONU, va être foulée au pied par les membres même du Conseil de sécurité. Par ailleurs, la subtilité de l'inaction démontre que l'intervention n'est pas la seule manière de manipuler la politique africaine. Au fonds, la non-intervention est un moyen d'influencer sur les événements. Car «voluntary non-intervention where intervention is expected [...] the same as intervention itself» (McNulty 1999: 74). En bref, les attermoissements des États-Unis sur l'envoi des forces de l'ONU au Zaïre, sont le reflet du changement du soutien du régime de Mobutu au profit de l'AFDL.

Le soutien de l'AFDL ou les paradoxes de la position des États-Unis

Le soutien des États-Unis à l'AFDL a entraîné le renvoi de l'agenda démocratique congolais aux calendes grecques, bien que George Moose (1997) prétend que la rébellion de Kabila est une occasion «to repair thirty years of mismanagement, misgovernment, corruption and to put Zaïre finally on a path toward the kind of democratic reform and prosperity that the people of Zaïre certainly deserve». Mais du côté de l'AFDL et de ses alliés, l'issue des différentes négociations (stratégie de la sortie de crise politique) n'a pour seul but que de faire aboutir l'option militaire (les politiques ou stratégie de sortie de crise ont lieu: Nairobi 5/11/1996, Brazzaville 2/12/1996, Ouagadougou 6/12/1996). Ce qui mène logiquement vers la logique du «winner takes all», à l'issue du conflit. Cette situation ne laisse guère de place au processus politique interne congolais entamé dès 1990, de générer une quelconque légitimité

²⁴⁸ Au sujet de l'échec de l'«Opération Assurance» nom d'opération des Forces multinationales de l'ONU à déployer en 1996 au Zaïre, lire Massey (1998).

nationale, d'autant plus que le «popular longtime Zaïre democratic opposition leader Etienne Tshisekedi tried to cobble together a democratic alternative to Kabila. [...] Tshisekedi received no support from United States» (Madsen 1999: 284), est écarté du champ politique autant par les États-Unis que par l'AFDL.²⁴⁹

Alors que l'on espérait que les États-Unis du fait de leur soutien massif à l'AFDL allaient user de leur poids (et de la présence de Richardson à Kinshasa au moment de la chute de Mobutu), pour renforcer la position de Tshisekedi dans l'arène politique congolaise ainsi que la remise sur les rails du processus démocratique, il ne va pas en être le cas. La marche de Kabila «to power, the international community had sung its hymns of democratization, economic liberalization, and human rights, but too little if any avail» (Callaghy et al. 2001a: 3), va déboucher sur un désenchantement. Car après la chute de Mobutu, les États-Unis vont subitement être atones et se murer derrière la rhétorique du «African solutions to African problems», donnant l'impression que «Instead of making the world “safe for democracy”, the US military would make the world safe for American economic investment. Thus, democracy and human rights in Africa fell to a lesser priority in the plans of the Clinton foreign policy team» (Madsen 1999: XXii).²⁵⁰ Ce paradoxe confirme le fait selon lequel «democracy and human rights» ne sont que «strong rhetoric» et «few deeds» (Copson 2007: 66), en Afrique subsaharienne. Cette pratique différenciée n'a fait qu'accentuer la marginalisation des forces de l'opposition non-armée ainsi que d'une bonne frange de la société civile. Elle aura des conséquences incommensurables sur la structuration des attitudes des groupes armés et milices

²⁴⁹ Malheureusement, «Tshisekedi, whose democratic credentials were unquestioned, received no boost from Richardson or any other U.S government official» (Madsen 1999: 284). Alors que dans les mêmes conditions les États-Unis ont soutenu les chefs d'opposition (Georgie, Ukraine ou même dans une moindre mesure le Kosovo ou l'Albanie. La critique de l'attitude américaine est aussi faite par Alden (2000: 360).

²⁵⁰ Le «African Solutions to African Problems» dérive des directives PDD-25 «U.S Policy on Reforming Multilateral Peace Operations» du 3 mai 1994, et du PDD-56 «Managing Complex Contingency Operations». Bien que cette politique préconisait la non implication de l'armée américaine en Afrique après la débarque de Somalie, on note qu'entre 1992- 1997, les États-Unis ont intervenu 16 fois en Afrique Madsen (1999: 25).

armées présents dans les deux autres phases de rébellions à venir. L'attitude des États-Unis est le reflet de la contradiction interne du courant libéral de la paix. Car en refusant de laisser «the domestic political process determine the nature of the state that should be built, they undermine the prospects for building domestic support for their project. And, without such support, the project cannot succeed» (Stein Sundstøl 2009: 663).

Conclusion

Au début de ce chapitre nous affirmions que l'émergence de l'AFDL était la résultante du processus de militarisation des segments des forces sociales congolaises. Une militarisation des corps sociaux qui a été captée et dévoyée par les acteurs étrangers qui ont fait vite d'imposer une solution de sortie de crise militaire à la crise politique qui minait le Zaïre. Ce qui prouve que le principe d'émergence de ce groupe armé est un processus dynamique façonné par des stratégies d'extraversion. Dans ce chapitre l'émergence est loin d'être seulement la dénomination d'un groupe armé qui naît se donne un nom et s'affiche publiquement, ou encore l'apparition d'un «"object", d'un phénomène, l'émergence de l'AFDL est aussi l'imposition d'un ordre sur le terrain, sa capacité à imposer un «agenda» et à transformer profondément les rapports sociaux. Cette transformation qui entraîne de fait des recompositions sociales, contribue à la redéfinition même de la souveraineté de l'État congolais. De ce chapitre 3, l'on peut retenir qu'il existe une constante selon laquelle, chaque fois que dans un pays où les mouvements sociaux sont militarisés, ce pays encourt de grands risques de voir ses corps sociaux être récupérés par des acteurs externes (pays voisins et autres) disposant des capacités militaires, diplomatiques et financières importantes. Ce qui débouche très souvent sur la création d'un ou des groupes politico-militaires assez robustes pour renverser le régime en place, ou dans le cas échéant le contraindre au partage de pouvoir.

Une telle situation survient surtout dans les périodes de transition politique. Car ces périodes sont celles où les revendications ou «grievances» vont être mieux articulées et avoir une résonance plus amplifiée comme le cas de l'AFDL. En outre, dans un contexte de transition politique mal assumée les mouvements de contestation vont se frayer une voie où intégrer des groupes armés émergents.²⁵¹ Toutefois, bien que la rébellion de l'AFDL ait eu pour principal but le renversement de Mobutu, il faut noter qu'en arrière-plan, il y avait bien d'autres desseins; tel que la résolution des problèmes régionaux du Rwanda, du Burundi et de l'Angola et l'exigence de la transformation de la grande zone de l'Afrique centrale en une zone de projection des autres sous-régions ainsi que des puissances industrialisées, au profit de nouveaux leaders. Cette exigence de la transformation de la grande zone de l'Afrique centrale s'entremêle avec la satellisation économique de la RDC. Ce qui permet aussi de mieux saisir les contradictions des États-Unis d'Amérique en ce qui a trait à l'exigence démocratique en Afrique, ceci à la lumière de la lecture géopolitique et géoéconomique de la création de l'AFDL. Cette lecture nous permet de constater que la création de l'AFDL s'inscrit dans un vaste mouvement qui s'est enclenché avec la création du FPR en 1990 en Ouganda et dont la logique de redistribution géopolitique et stratégique des cartes fait la part belle au duo Rwanda-Ouganda, mais avec prépondérance à Kampala.

Ici, le pays de Museveni devient d'une part le point de jonction ou la ligne de containment qui en faisant front avec le SPLA sud-soudanais permet de maintenir une pression sur les entités étatiques et réseaux islamo sahéliens. George Moose articulait déjà clairement que les objectifs des États-Unis étaient «clear and unequivocal; to isolate Sudan and to contain its

²⁵¹ Ce constat a été aussi fait par Weinstein (2007:56) dans son étude sur 4 rebellions. Voir Huizer (1991) au sujet de la radicalisation des groupes armés en Amérique latine.

support for insurgents and terrorists [in neighboring countries]». ²⁵² Et d'autre part leur soutien à ce duo de pays leur permet non seulement de se projeter à travers la RDC, mais aussi de déboucher sur le long de la côte Atlantique du côté de l'Angola. Ainsi, en se rapprochant de l'Angola, les États-Unis d'Amérique s'assurent une présence stratégique le long du Golfe de Guinée: de l'Angola au Nigeria, une zone qui est hautement stratégique du fait de l'importance des ressources naturelles et énergétiques qui s'y trouvent.

Cette analyse géopolitique et économique de la création de l'AFDL soutenu par les États-Unis, est la traduction parfaite des rapports contradictoires et complexes entre la «sphère du politique» et la «sphère de l'économique». Ces «dimensions économiques» de la sécurité sont d'autant plus recentrées dans les Grands Lacs qu'elles doivent s'ajuster au nouveau contexte du paysage géopolitique de la «guerre contre le terrorisme» et à la montée de la Chine. Dès lors, la projection des alliés de l'AFDL n'allait pas aller de soi compte tenu du fait que la combinaison de leurs actions ont produit des effets non recherchés. C'est-à-dire des effets pervers tel que l'on le verra dans le chapitre 4 avec les phénomènes de résistance, les retournements d'alliances, dont la conséquence immédiate sera l'émergence de nouveaux groupes armés. En somme la fin de la campagne militaire de l'AFDL et de ses alliés ne coïncida pas avec la libération institutionnelle du nouveau pouvoir placé sous tutelle des armées étrangères. Ce qui montre une fois de plus que le choix de l'option militaire pour résoudre une crise politique dans un autre pays s'avère toujours limité, voire risqué.

²⁵² Department of State, « Statement of George E. Moose, Assistant Secretary for African Affairs the Subcommittee on Africa, » Senate Foreign Relations Committee (Washington DC) 15 May [Http://www.state.gov/www/global/terrorism/moose_970515.html](http://www.state.gov/www/global/terrorism/moose_970515.html)

CHAPITRE 4: REBELLION DE LA DEUXIEME PHASE DE 1998- 2003 OU LA «PREMIERE GUERRE MONDIALE AFRICAINE»

En 1998, à peine une année après sa prise de pouvoir, l'AFDL se retrouve confronté à son tour à une rébellion fomentée par ses anciens alliés (Rwanda, Ouganda et Burundi), toujours soutenus par les États-Unis). Ces derniers profitent des opportunités politiques qui se présentent (faiblesse militaire de Kabila, contradiction entre la demande interne et externe, isolation internationale) pour tenter un coup d'état maquillé en mutinerie. Dans ce chapitre nous soutenons l'argument selon lequel l'émergence des différents groupes armés est causé par l'impossibilité du mouvement régional initié par le tandem rwando-ougandais de remporter une victoire militaire totale ou victoire «clauswitzienne» susceptible de changer complètement la géopolitique régionale. Quant à la fragmentation des groupes armés en RDC, elle est la résultante de l'institutionnalisation du partage de pouvoir complexe par la communauté internationale.

V.I

**V.I.2 (O victoire
clauswitzienne)**

V.I.3 (Power-sharing)

V.D

V.D.1 Émergence RCD, MLC

V.D.2 Fragmentation

Graphique 3. Schématisation de l'hypothèse du chapitre 4

L'absence de victoire clausewitzienne (VI.2) entraîne l'émergence des groupes armés (VD.1) et leur fragmégration (VD.2). Le power-sharing (VI.3) a quant à lui entraîné l'émergence des milices, la fragmégration des milices et des groupes armés. Ce chapitre est divisé en quatre parties. Dans la première partie, nous analyserons deux phénomènes: l'émergence et la fragmégration. Nous étudierons tout d'abord le contexte politique national et régional qui est à l'origine de l'émergence des groupes armés du RDC et du MLC. Nous reviendront sur les origines sociales de ces groupes, leur mode de recrutement et leur mode de recrutement et la dynamique interne de ces groupes. Ensuite, nous analyserons la fragmégration qui résulte des mécanismes d'émergence du RCD et du MLC. Dans la deuxième partie, nous nous attarderons sur les sources de financement et d'autofinancement de ces acteurs armés tout en relevant leur nature prédatrice qui a de fortes incidences sur la fragmégration des groupes armés. La troisième est consacrée à l'analyse des répertoires symboliques, de l'exercice du pouvoir ainsi que de la gouvernance des «zones occupées» qui ont tous à travers des lignes de démarcation, un impact sur les mécanismes d'émergence et de fragmégration. Finalement dans la quatrième partie, nous retraçons les diverses lignes de transformation qui ont été fortement influencées par le «power sharing» à l'intérieur de cette phase de rébellion. Ici, le «power sharing» a un fort lien de causalité avec la fragmégration des groupes armés.

Par ailleurs, avant de continuer l'analyse de ce chapitre, il est important d'exposer dans le tableau 2, la trame séquentielle. La trame séquentielle, tout en étant une conséquence des actions des divers groupes armés, participent aussi implicitement et parfois de manière équivoque à la structuration de ces derniers. La trame séquentielle a alors ici un rôle dual.

Tableau 2: Trame séquentielle de la rébellion de la deuxième phase

Séquences	1	2	3	4	5
Trame 1: Tentative de coup d'État et Entrée en jeu des forces alliées et naissance du RCD	Coalition Zimbabwe-Angola, Namibie-Tchad aide de la Libye (dès septembre 1998)	Émergence du MLC (novembre 1998)	Dissension et rupture au sein du RCD (16/05/1999) et création à Kisangani du RCD -K		
Trame 2 : Rupture entre le Rwanda et l'Ouganda	Début Confrontation: l'APRD(Rwanda) à l'UPDF (Ouganda) (mai 1999)	Victoire du Rwanda et de son allié le RCD sur l'Ouganda et son allié le RCD-KML (août 1999)			
Trame 3: Accord de Lusaka et déploiement de la MONUC	Signature Accord de Lusaka du 10 juillet 1999	Début de déploiement de la MONUC mi-2000	Coalition MLC/RCD-ML (signature le 16 /01/2001)	Rupture dans le RCD/ML, le « coup d'Etat de Mbusa » destitution de Dia Wamba novembre 2001	
Trame 4: Fin d'un symbole : Assassinat de Kabila	Assassinat de Kabila -Le 16 janvier 2001				
Trame 5: Nouveau président et Dialogue Intercongolais (DIC)	26 janvier 2001 prestation de serment du Chef de l'État et du gouvernement, le Général-Major Joseph Kabila	La Déclaration des Principes du Dialogue Intercongolais (DIC) signée à Lusaka (Zambie) le 4/05/ 2001.	Accord [partiel] de Sun City (37 résolutions) signé le 19 avril 2002. C'est la période de multiplication des milices armées	Accord de Pretoria : Accord bilatéral de paix avec le Rwanda 30/07/ 2002	Accord de Luanda: Accord bilatéral de paix avec l'Ouganda 09/ 2002

a) Structuration des mouvements rebelles majeurs: origines sociales, mode de recrutement, dynamique interne et champ d'action

Dans la deuxième phase des rébellions, les principaux mouvements rebelles nationaux présents et que nous désignons aussi par groupes militaro- militaires majeurs sont le RCD, le MLC, le RCD-KML, le RCD-N et le Front de Libération congolais (FLC) tel que l'on peut l'observer dans le tableau 3.²⁵³ Ces groupes armés ont aussi les caractéristiques des «contre-mouvements». Un contre mouvement est un groupe armé conjoncturel qui appelle à une «mobilisation de sentiments initiés dans une certaine mesure en opposition à un mouvement» (Mathieu 2004: 167; Zald et Useem 1987: 249). Dans ce chapitre, les contre -mouvements sont ceux qui s'opposent à l'AFDL. A l'instar des «subnational movements», les «contre-mouvements» poursuivent généralement une autonomie à l'intérieur des frontières d'un État. Car la lutte pour une autonomie territoriale est souvent caractérisée par des objectifs régionaux et une acceptation de l'incorporation dans un «larger national entities even in the long term» (Forrest 2004:5).

L'émergence du RCD: Entre «Partnership or power» et insoumission de LD Kabila²⁵⁴

L'émergence du RCD, premier mouvement rebelle de la deuxième guerre de la RDC est ancrée dans un contexte de contestation du partnership liant le Rwanda et l'Ouganda à L.D Kabila et de la volonté de ce dernier de redéfinir les termes politiques existant avec ses partenaires. Le président ougandais, Museveni s'inscrivait alors contre la remise en question de ces relations par Kabila. Pour le président ougandais, «l'Ouganda doit avoir un droit de regard sur ce qui se passe au Congo» (El Tahri et Chapell 2000). Selon Samba Kaputo, ancien conseiller des présidents Kabila père et fils, que nous avons pu interviewer, cette attitude du président ougandais est

²⁵³ «Nationaux» fait référence ici à l'appartenance à la RDC.

²⁵⁴ Cette expression de (Crawford, 2003) «Partnership or power» peut aussi exprimer l'état des relations entre la coalition rwando-ougandais et L.-D. Kabila.

Tableau 3: Les Mouvements rebelles nationaux entre 1998- 2008

Mouvement	Nombre et branche armée	Type de Mouvement et provenance	Date de création – dissolution (comme force militaire)	Présidence ou direction	Soutien étranger	Territoire occupée ou fief
RCD/Goma	Armée nationale congolaise	Réformiste ²⁵⁵	2 août 1998- 2007	Azarias Rubewa	Rwanda et Ouganda	Nord et Sud Kivu
MLC	Armée de libération du Congo (ALC)	Réformiste	Octobre 1998- 2007	Jean Pierre Bemba	Ouganda	Équateur, Province Orientale
(UNAREL) Union des nationalistes républicains pour la libération	Environ 1500 l'Ex DSP : Originaires la + part de l'Équateur et Bas Congo		Février 1999 Éphémère	Colonel Ndong, soutenu par général Eluki	Aucun	Repliés en RCA et Congo-Brazza
RCD-KML	Armée populaire du Congo(APC) Entre 3000 et 5000	Réformiste	Mai 1999 -2006	Mbusa Nyamwisi	Ouganda	Nord-Kivu, Province Orientale
RCD-N	800	Réformiste	Juin 2000-2006	Roger Lumbala	Ouganda puis Rwanda	Province Orientale
(FLC)Front de Libération congolais (RCD/ML& MLC)	30.000 hommes Armée patriotique congolaise (APC)	Réformiste	16 janvier 2001- août 2001	Jean Pierre Bemba	Ouganda	Nord Kivu, Sud Kivu, Province orientale, Maniema, Équateur

²⁵⁵ Ce terme renvoie au groupe armé de type réformiste «reform insurgencies».

contestée par Kabila, qui se sentait dépossédé de toute possibilité d'«ownership»²⁵⁶ dans une alliance qui s'est construite sur un «marché de dupes».²⁵⁷

Dès lors, pour le président Kabila, il fallait changer (renverser) radicalement les présupposés qui avaient été à la base des rapports de sujétion tissés autour de la coalition de l'AFDL. Cette attitude de Kabila montre que même si les acteurs individuels ou collectifs œuvrent à l'intérieur de processus transnationaux comme celle de la coalition autour de l'AFDL, ces acteurs demeurent tout de même «enracinés dans les spécificités matérielles et discursives de leurs lieux et de leurs échelles» (Masson 2009:131). Cette situation va conduire à une sorte de déconstruction voir de dissociation interne de la coalition AFDL.

Cette dissociation est d'autant plus renforcée par le fait que des 5 milliards de dollars prévus pour commencer la reconstruction de la RDC,²⁵⁸ ce n'est que la somme de 13 millions qui est versée dans le «Trust fund» à l'ouverture de la «Conférence des amis» du Congo du 3 au 4 décembre 1997 à Bruxelles.²⁵⁹ Pour Kabila, c'en est trop. L'ancien lumumbiste déclare n'avoir pas besoin de l'argent des «impérialistes». «Je refuse qu'ils décident à ma place avec quelles multinationales il faut signer les contrats miniers, qui doit faire partie de mon gouvernement, quand et comment il faut organiser les élections [...] S'ils veulent nous contrôler de cette façon-là, on n'a pas besoin de cet argent» (Nashi 2007: 10 et 44).²⁶⁰ Le refus qu'oppose Kabila au diktat

²⁵⁶ Au sujet du concept «ownership» présent dans les discours des agences multilatérales lire (World Bank, 1999; .Dollar et Svensson, 1998).

²⁵⁷ Malgré la question sécuritaire du Rwanda et de l'Ouganda, Museveni et Kagame sont toujours revenus sur le fait que Kabila n'avait pas honoré les accords de Lemara. Accords qualifiés d'ambiguë par de nombreux spécialistes congolais et observateurs avertis que j'ai interviewé dont le Pr d'économie Bongoy Mpekesa et Samba Kaputo qui ont participé au DIC en 2002. (Entrevue avril 2007 Kinshasa).

²⁵⁸ Déclaration de L.-D Kabilacité par Bitsho (1998).

²⁵⁹ Pour comparer, nous nous basons sur trois pays. Lors de la conférence de reconstruction de l'Irak tenu en janvier 2003 à Amman en Jordanie, plus de 63 milliards de dollars américain furent dès le départ mis sur la table. Quant à la conférence de reconstruction de l'Afghanistan. (www.rebuild-iraq-expo.com/). La première Conférence a eu lieu à Berlin du 31 mars au 1er avril 2004. Le coût de ce plan s'élèvera à 27,5 milliards de dollars sur sept ans. (<http://www.afghangovernment.com/AfghanAgreementBonn.htm>) Conférence internationale sur le soutien au Liban (Paris, jeudi 25 janvier 2007). Les contributions se sont élevées nt au total à 7,6 milliards de dollars, sans compter autre prêts et aux fonds de la France (500 millions d'euros) et ceux débloqués lors de la Conférence de Stockholm. (http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/liban_418/communaute-internationale-liban_4377/conference-internationale-sur-soutien-au-liban-paris-jeudi-25-janvier-2007_15624/index.html).

²⁶⁰ Le Rwanda, l'Ouganda et les États-Unis se comportent comme des «high-commitment individuals» qui sont offusqués du retour minime de leurs investissements financiers et militaires dans l'AFDL. Pour Weinstein, les «high-commitment individuals» sont des investisseurs, dévoués à la cause de l'organisation et sont prêts à faire des d'énormes investissements, avec la promesse d'un retour d'investssemment à l'avenir (2005: 603).

des alliés de l'AFDL est aussi un reflet du processus du «political rescaling» (rééchelonnement des échelles). Ce refus a des conséquences sur la reconfiguration des rapports de pouvoir, surtout sur le plan des rapports hiérarchiques et des échelles spatiales en RDC. C'est dans ce contexte de contestation de ses alliés par L.-D Kabila qu'émerge le RCD à Ndera au Rwanda.²⁶¹ L'émergence du RCD s'inscrit dans une tentative de reconfiguration majeure des déploiements spatiaux et des hiérarchies au niveau des échelles économiques et politiques en RDC et dans les Grands Lacs. Cette reconfiguration entraînera une conséquence sur l'organisation juridico-territoriale des échelles de régulation politique en RDC, et dont la prégnance conflictuelle se fera sentir profondément dans les autres chapitres de cette thèse.

Le RCD calqué sur le modèle de l'AFDL

La coalition anti AFDL se matérialise par la création du RCD le 2 août 1998 à Goma.²⁶² Pour un ancien cadre du RCD que nous avons interviewé, «les réunions préliminaires de la deuxième guerre en RDC ont presque toutes eu lieu à Cyangugu, au Rwanda».²⁶³ Cette création survient à la suite des mutineries dans les nombreuses casernes militaires des Forces armées congolaises (FAC). Les combats opposent certains militaires rwandais (surtout les militaires Banyamulenge) ayant participé aux côtés de L.-D Kabila à la guerre de 1996, aux autres militaires congolais restés loyaux au président LD Kabila. Si dans les casernes militaires situées à Kinshasa, les militaires pro- Kabila aidés par la population réussissent à maîtriser l'insurrection. Dans la majorité des casernes à l'intérieur du pays, les anciens alliés de l'AFDL prennent le dessus.

²⁶¹ Au sujet de la préparation de la création du RCD consulter Ruhimbika (2001:84-86) (Braeckman 1999: 348).

²⁶² Comme dans le cas de la création de l'AFDL c'est au Rwanda plus précisément à Kabunga que le RCD a été créé.

²⁶³ Entrevue réalisée à Kinshasa (avril 2007)

Toutefois, la tentative de prise de pouvoir à Kinshasa ayant avorté, les alliés du RCD vont entreprendre le pari de prendre de revers les FAC dans une blitzkrieg.²⁶⁴

Pour Mombo Kalala, ancien haut cadre de l'ADFL, «Une opération d'une telle envergure ne s'improvise pas et en outre, cela ne peut pas être le fruit d'un acte solitaire».²⁶⁵ Les présidents Museveni et Kagame rêvent du même coup réalisé avec l'AFDL.²⁶⁶ L'UPDF, l'APR et le RCD ouvrent «un second front sur les côtes de l'Atlantique (triangle Moanda-Banana-Matadi) et d'isoler ainsi la capitale congolaise prise de revers» (Lanotte 2003: 100). Le 13 août, la victoire de la coalition anti-Kabila est presque acquise tel que l'on peut l'observer sur la carte 4. Cette première trame est marquée par la tentative de coup d'État de laquelle découlera la création du RCD, dont sa création entraînera une construction/déconstruction d'un jeu d'alliances complexes.

Le RCD: un mouvement armé hétéroclite

Pour atteindre ses objectifs, le RCD, alors dirigé par Ernest Wamba Dia Wamba se dote d'une branche armée, l'Armée nationale congolaise (ANC) dirigée par le général Jean Pierre Ondekane ainsi que d'une aile lutte politique. Dans sa politique de recrutement, le RCD récupère la majorité des soldats qui se sont mutinés des FAC, surtout ceux de la 10e brigade de Goma commandée par Bob Ngoy, Mbui et Jean Pierre Ondekane. Le RCD s'appuie sur les «brigades Banyamulunge» et les anciens combattants de l'APR, encadrés par des bataillons de l'APR et de l'UPDF. Comme au temps de l'AFDL, le RCD enrôle des colonnes de kadogos ainsi que des ex-Faz. Quant à sa branche politique, elle s'appuie sur les ex-AFDL; Masasu Ningaba et Déogratias

²⁶⁴ Il y a ici des similarités avec le cas ivoirien où après le coup d'état raté du 18-19 septembre 2002 contre le président Gbagbo, il y a eu création d'un groupe armé.

²⁶⁵ Nom d'emprunt. Ancien haut cadre militaire de l'AFDL et actuellement officier supérieur dans les FARDC (Entrevue réalisée mai 2007, Kinshasa).

²⁶⁶ A l'aide d'Illouchine et d'un Boeing 727, le colonel Kabarebe transporte à partir de Goma un corps expéditionnaire sur la base militaire de Kitona, afin de marcher sur Kinshasa. Cet hélicoptage dure deux semaines et permet l'acheminement de plusieurs bataillons de l'APR, soit environ 85000 hommes et du matériel militaire.

Bugera et les cadres mobutistes dont Lunda Bululu, Tambwe Mwamba, Kin kieu Mulumba. L'idéologie de ce groupe armé repose essentiellement sur le refus d'une installation d'une «autre dictature». La «plateforme politico-militaire» du RCD se veut «ouverte à toutes les forces vives de la société congolaise» et vise «le démantèlement de la dictature de Kabila et l'établissement d'un régime démocratique fondé sur la légitimité réellement populaire».²⁶⁷ Cet attelage hétéroclite de sa composition militaire et politique va très vite avoir un impact sur sa cohésion interne. Le RCD n'est qu'une «collection of strange bedfellows; the members were loosely held together by a common objective of overthrowing a government they detested for different reasons» (Osita Afoaku 2002: 118). Ceci est d'autant plus vrai que cette collection de cadres à la longue expérience «did not translate into significant venues for sharing ideas and developing political programs to attract followers to a vision of a reformed or radicalized future regime» (Reno 2011:12).

Le RCD et le syndrome de la fragmentation: Émergence du RCD-KML

Entre novembre 1998 et mai 1999, les nombreuses dissensions qui traversaient le RCD vont finir par le conduire à l'implosion. Dans cette troisième séquence de la première trame qui a lieu le 16 mai 1999, deux groupes armés vont désormais émerger: RCD-Goma (RCD-G) dirigé désormais par Émile Ilunga et le RCD-K par Wamba dia Wamba. Cette troisième séquence est marquée par la création à Kisangani du Rassemblement congolais pour la Démocratie- Kisangani (RCD-K). L'émergence de ce nouveau groupe armé survient après l'éviction le 16 mai 1999, de Wamba dia Wamba, de la tête du RCD à Goma.

Plusieurs raisons sont à l'origine de la fragmentation du RCD. La première tourne autour de la lutte idéologico-stratégique entre les partisans de la solution militaire, inféodée aux

²⁶⁷ Document la «Déclaration de création du RCD-Goma», 12 août 1998. Archive du RCD à Kinshasa.

rwandophones que dirige Émile Ilunga et ceux de la logique des négociations qu'incarnait Wamba dia Wamba sous l'influence de l'Ouganda. «Pour les premiers, seule la victoire comptait sur le gouvernement du Président Laurent Désiré Kabila. Pour les seconds, il fallait épargner les souffrances inutiles au peuple congolais [privilégier la négociation avec le gouvernement Kabila]» (Bakajika Musau et Kitenge Senga 2007: 110). La deuxième raison est le double conflit qui met aux prises les Banyarwanda (tutsi et hutu) ainsi que les tutsi entre eux.²⁶⁸ Car certains tutsi considèrent que les dirigeants de l'APR comme les donneurs d'ordre et veulent les instrumentaliser.²⁶⁹

La troisième raison oppose les «mobutistes» aux anciens cadres de l'AFDL. Pour les premiers «l'arrivée des mobutistes à la direction du mouvement, sans autocritique préalable» est inacceptable (Braeckman, 29 janvier 1999). Pour les seconds, «les anciens ruineurs du pays» veulent récupérer l'AFDL «pour des fins égoïstes de pouvoir pour le pouvoir» (Cros 1999). La quatrième raison met en relief les conflits ouverts entre l'APR et l'UPDF en mai-juin et août 1999 en RDC. On est en présence ici de ce que Lemarchand (1987: 161) appelle «geopolitics of reign-linked factionalism» où l'intervention de ces acteurs externes «has had a profoundly divisive impact not only between regime and anti-regime forces but within the latter as well, either by accentuating pre-existing factional splits or by creating the issues around which new ones have emerged» (1987: 163).

Avec l'émergence du RCD-K, le RCD qui comptait environ 40 000 soldats, ne compte alors plus que 15-20.000 soldats environ, dont certains vont rejoindre le MLC et le RCD-K,

²⁶⁸ Lorsque l'on parle de la communauté Banyarwanda établis en RDC, on fait référence à toutes les catégories juridiques (autochtones, immigrés, exilés, réfugiés) et ethniques [(de classe Hutu (surtout agriculteurs) et Tutsi (surtout éleveurs).]

²⁶⁹ A ce propos lire Manassé Ruhimbika(2001).

selon des officiers de la MONUC que nous avons interviewés.²⁷⁰ Alors que le RCD-K avait installé son quartier général à Kisangani, le RCD-K a été obligé de délocaliser à Bunia, à cause des affrontements directs opposants les armées rwandaises aux ougandaises dans cette région. Le RCD-K devient après cette relocalisation le RCD-K Mouvement de Libération (RCD-KML), sous le parrainage de l'Ouganda.²⁷¹ Comme le RCD-G, le RCD-KML va se doter d'une branche armée, l'Armée populaire du Congo (APC). Cette rébellion de très faible envergure dispose de peu de soldats, entre 3000 et 5000 soldats basés principalement dans la région de Beni-Lubero au Nord Kivu.²⁷² Toutefois, le soutien de l'UPDF et celui des troupes du MLC lui donne une capacité de projection sur le terrain. Mais à cause des considérations d'ordre idéologiques entre Wamba et son adjoint Mbusa Nyamwisi, l'aile politique n'arrivera jamais à mettre en place une structure interne solide. Cette fracture présage des scissions avenir. Dans le même temps se développe dans la province de l'Équateur, le MLC qui est un groupe armé beaucoup plus solide.

Émergence du MLC

La seconde séquence de la première trame de la rébellion de la deuxième phase est marquée par l'émergence en octobre 1998 de la deuxième rébellion majeure. Ce groupe armé est créé par Jean Pierre Bemba avec le soutien de l'Ouganda. Il occupe la partie ouest de la RDC, plus précisément l'Équateur qui est une province riche en diamants. Son but est de se positionner comme un contrepoids au RCD, ceci en se positionnant comme un mouvement d'opposition de taille au cas où le pouvoir AFDL de Kinshasa tombait aux mains du RCD. Sur le plan militaire, le MLC s'est aussi doté d'une branche armée: l'Armée de Libération du Congo (ALC) qui est dirigée par Amuli Bahigwa, un ancien de la DSP sous le régime Mobutu. L'ALC est

²⁷⁰ Soit environ 4 à 8000 hommes se trouvent dans le Sud Kivu, de 3 à 6000 dans le Nord Kivu, et de 4 à 8000 dans le nord Katanga, le Maniema, au Kasai oriental et dans la province Orientale. (Entrevues avril- mai 2007 à Kitona et à Kinshasa).

²⁷¹ Le RCD-K est obligé de s'installer à Bunia après une bataille entre les deux fractions et les armées de l'UPDF et de l'APR à Kisangani. Un Accord de cessez de feu entre le RCD/G et le RCD-K le 31 août 1999.

²⁷² Chiffres fournis par des officiers de la MONUC et entrevues avec des anciens militaires du RCD-ML (Entrevues mai 2007 à Kitona et à Kinshasa).

essentiellement composée des ex-Faz de la DSP et des membres l'ancienne garde civile et les cadres militaires de l'AFDL ayant fait défection. Toutefois, le gros de l'ALC est constitué de jeunes qui sont pour la plus part «frustrated by the lack of upward social and economic mobility in their region; long time regional disparities in economic development can eventually help to provoke territorially based disquiet» (Forrest 2004: 13; Muana 1998). Au plus fort de sa mobilisation cette armée est composée de pelotons, d'unités, de détachement, compagnies, brigades et de trente-trois bataillons divisés en secteurs et des régions militaires. Le MLC est aussi entraîné et armé par l'UPDF. Les 3^e, 5^e, 7^e, 19^e, 71^e bataillons de l'UPDF vont être actifs aux côtés du MLC. Même si Bemba reconnaît la précieuse aide apportée par l'Ouganda, il se défend d'être le pantin de ce pays:

Le MLC ne dépend pas de l'Ouganda, ne respire pas par l'Ouganda. Nous avons une très grande indépendance vis-à-vis de notre allié [...]. Lorsqu' au début, j'ai demandé au président Museveni de nous aider à monter une armée, ce n'était pas pour vendre le pays. La preuve aujourd'hui est qu'après quatre ans aujourd'hui de lutte, le territoire du MLC est géré par des cadres congolais. Jamais un cadre ougandais n'a géré un territoire du MLC (Okapi octobre 2002).

Selon les chiffres des experts militaires de la MONUC, les effectifs du MLC se chiffrent à environ 12000-15000.²⁷³ L'aile politique du MLC est formée par des cadres démissionnaires du RCD, de l'UPDS et même des mobutistes. Si le recyclage des anciens cadres du mobutisme occasionne des dissensions dans le RCD, il n'en est pas le cas dans le MLC. Le crédo politique du MLC s'articule autour des idées nationalistes. Pour Bemba qui se pose comme le «Mwana Mboka»-enfant du pays en lingala, tente de donner une portée idéologique à son combat, ceci à travers ses écrits et ses discours ciblé sur l'occupation étrangère et la marginalisation des jeunes.

La cohésion interne du MLC offre un grand contraste par rapport à celui du RCD-G ou du RCD-KML. Cette cohésion peut se comprendre dans la mesure où le MCL contrôle des régions en majorité ayant une certaine homogénéité transculturelle, et qui n'ont pas une longue histoire

²⁷³ Nous avons aussi rencontré des responsables du MLC (Entrevues avril- mai 2007 à Kinshasa).

de confrontation communautaire; et où les clivages ne sont pas aussi exacerbés que ceux des régions occupées par les RCD. Avec l'émergence du RDC, du MLC et du RCD-KML, la RDC tel que cela se reflète sur la carte 5, la RDC s'installe dans une guerre atypique dans laquelle la coalition anti-Kabila adopte une posture réaliste correspondant à la «maximisation de l'utilité» qui préconise que l'intérêt vital ou de survie soit utilisé comme moyen en vue de réaliser des objectifs précis.²⁷⁴ Cette maximisation va aussi être au centre du nouveau FLC.

FLC: Fusion/ scission du MLC et RCD-K

L'initiative ougandaise du 31 juillet 1999, sanctionnée le 16 janvier 2001 par l'Accord de Dar Es Salaam se solde par la création de l'alliance MLC et RCD-K dénommée Front de Libération du Congo (FLC). La troisième séquence de la troisième trame s'ouvre ainsi sur une fusion. Pour Buganda, officier supérieur de l'UPDF que nous interviewé, «En demandant la fusion du MLC et du RCD-K, ce qui impliquait la création d'une seule armée, une seule administration ainsi qu'un seul territoire à contrôler, Museveni projetait sur le FLC les traits de son NRM qui avait pu attirer des individus capables de s'engager à long terme et de s'intégrer dans des réseaux d'interactions permettant de donner à son groupe armé une structure robuste».²⁷⁵ Cette stratégie visait à inscrire le FLC dans la longue lignée des «activist rebellions» (Weinstein 2007: 109).

En plus de disposer d'une administration commune, d'une présidence tournante ainsi que d'une armée, l'Armée patriotique du Congo (APC) devrait compter environ 30 000 soldats.²⁷⁶ Toutefois les dirigeants du RCD-K refusent tout principe d'intégration de leur groupe au sein du FLC. Pour les leaders du RCD-K, accepter cette intégration, c'est non seulement perdre leur autonomie, mais laisser le MLC prendre le contrôle de leur fief respectif, surtout qu'ils jugent

²⁷⁴ Pour Braspenning et Nashi, «ces intérêts ont été construits par les acteurs avant d'être présentés comme non négociables, en les rattachant à une histoire ancienne tout en les ancrant dans la nécessité vitale [...] L'objectif politique renvoie à la subversion et à l'établissement d'un pouvoir administratif assimilateur dans les zones occupées» (2006: 12).

²⁷⁵ Buganda est le pseudonyme officier supérieur de l'UPDF (Entrevue téléphonique de Kinshasa, avril 2007).

²⁷⁶ En outre le protocole d'Accord du FLC prévoit une rétrocession aux services concernés de 15% des recettes mensuelles encaissées dont 70 % alloué au MLC et 30 % au RCD/ML (Bemba, 2006: 152).

que Bemba maintient une «centralisation à outrance» et un «pouvoir sans partage» au sein du MLC (Matotu 2002). Durant le temps l'existence du FLC, alors que la faction MLC affirme une vive hostilité à l'endroit du pouvoir de Kinshasa,²⁷⁷ on voit naître du côté du RCD-K des relations de «corruption mutuelle».²⁷⁸

Cette situation s'explique par le fait que les groupes armés font et refont les échelles de l'action collective, et ce en fonction de logiques qui peuvent être celles d'un alignement stratégique et politique sur les projets de political rescaling (changements) des autres acteurs armés, mais qui peuvent également se structurer autour de l'alignement ou de la création d'autres échelles de référence: par exemple celles d'espaces d'appartenance ou d'identification particulier (échelle du territoire ancestral), échelle du territoire conquis, ou encore d'espaces associés à d'autres modes de définition des enjeux- régionaux-économiques.²⁷⁹ Ce «political rescaling» autant du MLC que du RCD-K qui va mener à la dissolution du FLC en août 2000, est la traduction parfaite du concept de «fraggmentation».

Fragmentation du RCD-K: Émergence du RCD-N

La reconfiguration des échelles se dessine aussi dès le début de l'an 2000, au sein du RCD-K où de vives tensions participent à la solidification des clivages. Par ailleurs, l'intensification de la lutte de leadership au sein du RCD-K, surtout entre Dia Wamba et ses adjoints Mbusa Nyamwisi et J. Tibasiima Atenyi va connaître son prologue avec la victoire de Nyamwisi au dépend de Dia Wamba. Cette quatrième séquence de la troisième trame coïncide avec l'éclatement du RCD-K

²⁷⁷ Ceci d'autant plus que Bemba trouve que le pouvoir des Kabila est à la base des malheurs de la RDC: «C'est parce que nous sommes devenus trop faibles que des hordes barbares ont fait de notre pays un espace où tout est permis [...] Nous avons pris les armes pour que toutes les tribus du Congo, toutes les minorités, tous les groupes ethniques sentent qu'il existe dans ce pays un État qui ordonne. Un État qui protège» (Bemba, 2005: 242).

²⁷⁸ Selon Achille Mbembe la «corruption mutuelle» est ancrée dans des structures historiques d'inégalité et de pouvoir. (Mbembé, 2000: XXI)

²⁷⁹ Nous reformulons une réflexion de Masson (2009:119) utilisé dans le cadre des mouvements sociaux, pour la transposer à l'analyse du phénomène de scission/recomposition des groupes armés en RDC.

malgré le fait que l'Ouganda opérait comme un centre hiérarchique dont le rôle était la production d'une conformité comportementale.

Le RCD-K devient le RCD- Mouvement de libération ou RCD-ML. Par la suite, le nouveau leader du RCD-ML va s'aliéner le soutien de Lubanga en nommant Lompodo à la tête de l'APC à sa place, confortant l'idée selon laquelle, les redefinitions des échelles «alter and express changes in the geometry of social power by strengthening power and control of some while disempowering others» (Swyngedouw 1997b: 169). Ce qui montre bien que dans certain cas, l'existence des factions n'a pas mené leur autonomisation. Dans d'autres, les factions ont progressivement gagné en autonomie et se sont transformés en véritables milices armées avec des structures de commandement distinctes de celles des groupes armés majeurs. Dès lors, en même temps que Lubanga quitte le RCD-ML, Roger Lumbala un autre haut cadre du RCD-ML fait défection pour créer le RCD-National (RCD-N) en juin 2000. On est dans un cas de figure de compétition où les velléités d'autonomie causée par la faillite du centre créent une nouvelle scission tel que révèle la figure 2. Cette compétition est aussi synonyme de reconfiguration d'échelle où les processus socio-spatiaux changent l'importance et le rôle «of certain geographical scales, reassert the importance of others, and on occasion create entirely new scales» (Swyngedouw 2004:133). Le RCD-N de Lumbala dispose de peu de soldats et s'appuie principalement sur l'ALC du MLC. Il opère surtout comme une organisation paravent de l'UPDF et exploite la zone diamantifère de la ville de Bafwasende.

En bref, les repositionnements de ces acteurs tout en changeant le rôle de certain acteurs conforte l'idée selon laquelle même si les groupes armés majeurs demeurent des modèles d'institutionnalisation, de centralité et de verticalité, en revanche, les leaders de ces groupes ont souvent des objectifs bien différents. Car nombreux sont ceux qui en plus d'être désireux de

préserver leur autonomie, obéissent davantage à une logique instrumentale, parce que motivés par les perspectives de leur propre promotion «rather than by collective interest. Instrumentalist politics sometimes also plays an important role in the emergence of internal divisions within regional movements» (Forrest 2004: 10). Cette tendance explique sans doute l'absence au sein de ces groupes armés d'une pensée de la démocratie qui aurait servi de base à une véritable alternative au modèle prédateur en vigueur en RDC. Cette fragmentation au sein du RCD et du RCD-K et cette fusion-scission du FLC sont aussi l'expression de ce que Tarrow appellerait «unstable alignment».

Alignement instable et leadership

A l'origine, l'alignement instable qui entraîne souvent des fragmentations est souvent causé par la concurrence entre les élites dans un groupe armé. Ce phénomène survient lorsque l'objectif de base de la contestation est pris en otage par un groupuscule et coordonne les efforts d'une large coalition à l'avantage d'un «smaller set within that coalition, their opportunity hoarding becomes a form of exploitation [...] They become specialists in activating boundaries that serve their own readings of collective advantage» (Tilly 2003: 35). Toujours dans la même veine, Tarrow affirme au sujet des querelles de leadership au sein et parmi les élites qu'elles sont un facteur qui :

Encourage unrepresented groups to engage in collective action. Divisions among elites not only provide incentives to resource-poor groups to risk collective action; they encouraged portions of the elite that are out of power to seize the role of "tribute of people" (1994: 88).

Les différents éléments dont fait mention Tarrow, traduit aussi des luttes de leadership qui traversent le RCD. Alors qu'à ses débuts ce groupe s'affichait résolument comme un «contre-mouvement» qui «not just a single "identity", but several fluid identities which, by their very nature, must be constantly "revised" in order to achieve maximum instrumentality and efficacy»

(Mbembe 1992:5),²⁸⁰ a glissé vers l'«ethnorebellion».²⁸¹ Cet enfermement dans les lignes de fractures communautaires conduit à l'épuisement de la cause initiale du RCD qui était celui du renversement du régime de Kabila. Galula indiquait fort à propos que «l'insurgé ne doit pas se limiter à l'exploitation d'une cause unique» (Galula 2008: 39), sinon son combat est perdu d'avance. En outre, cet enfermement occasionne aussi une «political departicipation» qui pour le Lemarchand est à la base du «factionalism». Car la décision d'éliminer les structures participatives dans un groupe armé,

May become the central issue around which faction emerge. The disappearance of such structures (or alternatively the exclusion of specific groups from political participation) was indeed crucial motives behind the organization of local and regional insurgencies in the Sudan, Chad and Zaïre. That each of these insurgencies were plagued by numerous factional splits. (Lemarchand 1987: 159)

Dans le cas du RCD-ML, l'alignement instable met en scène cinq tendances ou factions: le RCD-Bunia de John Tibasiima Atenyi dans la province de l'Ituri, le RCD-National de Lumbala à Bafwasende, le RCD-Kisangani de Wamba Dia Wamba, le RCD-ML de Mbusa Nyamwisi et le RCD de Nyonyi Bwanakawa. Il en est aussi du RCD-G qui est traversé par plusieurs tendances: le RCD-Congo dirigé par le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, le RCD-Originel dirigé par Maurice Shetebo, le MR-RCD-G de Jean-Bosco Barihimba et le CNRD de Gaston Kangele. Les factions armées étant ici des aggrégats sociaux discrets:

Noncorporate, highly personalized and intensely competitive social aggregates recruited by leaders on the basis of diverse principles [...] dispute may eventually turn into a security group organized around a network of makeshift [...] in time leading to the emergence of radically different types of social or political aggregates (Lemarchand 1987:150-151).

Toutefois, à la lumière du RCD-ML et même du RCD-G l'on peut noter que les factions ne s'autonomisent pas nécessairement en groupes armés. Toutefois la transition d'une faction au groupe armé est un processus irréversible. Le factionalisme comme on peut l'observer dans ces

²⁸⁰ Au sujet de la fluidité des identités dans les guerres civiles lire aussi (Kalyvas, 2008).

²⁸¹ Pour Willy Mishiki, «Le RCD restructuré compte 7 postes occupés par des Tutsi, qui ne sont qu'une des 450 ethnies du pays. Ni dans le Conseil politique, ni dans l'exécutif, on ne trouve de représentant des ethnies du Kivu [...] Quelques 80% des postes prévus pour les ressortissants sont occupés par des Tutsi. Nous les acceptons comme frères congolais mais doivent-ils occuper tant de poste»(1999).

groupes armés « rise in part related to the foregoing, involves a basic alteration of the ethnic parameters within which political participation takes places» (Lemarchand (1987:159). Mais aussi ces tensions se font autour des enjeux de pouvoir et de redistribution des ressources qui eux, sont subsumées par les luttes identitaires. Dans le cas libérien, Philippe Le Billon montre que la multiplication des groupes armés trouve sa source non seulement dans les divisions ethniques et l'égo des commandements, mais aussi dans la diversification des ressources locales, ceci d'autant plus que «le risque de corruption à l'intérieur même du mouvement, surtout quand il s'agit de transferts de diamants, par exemple, peut miner la discipline et les chaînes de commandements des mouvements «armés» (2003: 311).

Cette situation contribue à un non engagement à long terme de ces acteurs dans un groupe armé. Weinstein montre d'ailleurs que les «Resource-rich rebel groups are overwhelmed by opportunist joiners, while those waging war with limited economic endowments attract committed soldiers by appealing to a long-term orientation» (2005: 605). Cet opportunisme s'explique par le non partage d'une identité politique solide (ne reçoivent d'ailleurs aucune formation politique encore moins idéologique) et par une grande hétérogénéité au niveau des acteurs et une trop grande disparité au niveau des recrues dans les groupes armés. «Nous n'avions pas le temps de former nos futurs soldats, on n'avait ni le temps ni les moyens. Ce n'était une préoccupation. On prenait ceux qui voulaient bien se battre pour nous», clame un ancien colonel du RCD-ML que nous avons interviewé.²⁸² C'est aussi ce que Weinstein montre dans le cas de la Renamo:

Renamo organizational culture lacked a basis for cooperation [...] participation was equally about survival and enrichment. Defection became the dominant norm of rebel conduct. The Renamo leadership did not use political education as tool to set in place shared beliefs about the purpose of the war and the way in which it should be conducted (Weinstein 2007:145).

²⁸² Entrevue réalisée à Kitona avril 2007.

Toutefois, contrairement à d'autres groupes armés, le MLC a dans la rébellion de la deuxième phase gardé un leadership ferme. Par ailleurs, en comparant la rébellion de la première génération avec l'AFDL à celle de la deuxième au niveau de l'alignement instable et du leadership, on se rend à l'évidence où il n'y a pas eu de changement de leadership à la tête de l'AFDL alors que la rébellion de la deuxième génération a été caractérisée surtout dans le RCD par des crises de leadership à répétition. En moins de cinq années, quatre leaders se sont succédé à sa tête.²⁸³ Ce qui revient à dire que:

While the power of the (sometimes new) elites becomes consolidated and is often reinforced, new social movements (sometimes in alliance with the politically and socio- economically excluded) begin to challenge the new elite programmes and question the legitimacy of the institutional framework from which they are excluded (Swyngedouw 1997(b): 175).

Mais en général, «A group that fails to fulfill a stated goal will suffer internal disputes but ultimately survive under a revised objective» (Langdon et al 2004: 73). C'est ce qui sera le cas du RCD-G, MLC, RCD-ML qui ont été non seulement incapables de renverser les gouvernements des Kabila, encore moins de proposer de nouvelles avenues aux populations; alors qu'ils ne manquaient pas de source de financement nécessaires. En bref, les groupes armés vont se fragmenter suivant ces logiques: faible leadership, résistance et faible adhésion générale de la société congolaise à la cause, un vécu communautaire conflictuelle- des ressources facilement extractible «lootable», une très forte ingérence des troupes étrangères. Ce qui va augmenter «continuellement le nombre et la variété d'acteurs avec qui l'État doit partager la scène politique mondiale» (Ferguson et Roseneau 2004: 637), donnant à la RDC une image d'«archipelago statehood». Pour gérer cet «archipelago statehood», l'accès aux ressources est indispensable comme nous le verrons dans la partie suivante.

b) Les sources de financement et d'autofinancement des mouvements rebelles: Entre prédation/pillage-criminalisation et partition

²⁸³ Wamba dia Wamba de août 1998 à mai 1999, General Emile Ilunga Shamanga jusqu'en octobre 2000, Onusumba Yemba jusqu'en juin 2003 et depuis lors Azarias Rubwera Manywa.

L'accès aux ressources naturelles conditionne les dynamiques à l'intérieur des phénomènes d'émergence, de fragmentation des mouvements rebelles. Cet accès aux ressources structure en même les mécanismes de mobilisation à l'intérieur de ces acteurs armés. A l'instar de l'AFDL dans la rébellion de la première phase, les groupes armés de la deuxième vague n'échappent pas à la logique d'extraction et de prédation, devenues modes d'exploitation des richesses du sous-sol africain.

Le financement de la guerre par les groupes politico-militaires nationaux

Pour financer les achats de matériels militaires et entretenir les troupes, les groupes armés recourent généralement à trois moyens pour obtenir le matériel de combat: a) l'achat direct contre fourniture d'armes et de matériel; b) le troc (c'est-à-dire l'obtention d'armes contre des concessions d'exploitation minière); et c) la création de coentreprises. Ils procèdent aussi par une maîtrise des chaînes commerciales (contrôle des importations et monopolisation des exportations), de la captation des ressources naturelles (or, diamant, colombo-tantalite, étain, niobium), de la réquisition de biens et la spoliation des sociétés minières publiques.

L'ingénierie du financement de la guerre par le RCD-Goma

Dans la partie du territoire qu'il contrôle, le RCD-Goma va dans un premier temps commercialiser les ressources telles: le diamant, l'or, le coltan, le bois à travers des réseaux très souvent informels. Dans un deuxième temps, il va imposer des taxes à tous les négociants ou exploitants de ressources extraits dans leurs zones d'occupation.²⁸⁴ A cette stratégie, s'ajoute une autre qui consiste à réquisitionner par décret toutes les recettes produites par les entreprises

²⁸⁴ De «1998 à 2000, le RCD a contraint chaque poste ou comptoir d'échange opérant sur son territoire à verser 15 000 dollars pour obtenir un permis de 12 mois.(Global Witness, 2005 :15).

publiques et semi-publiques et d'en créer d'autres.²⁸⁵ Le RCD s'appuie sur le Rwanda qui avait mis sur pied à Kigali, une structure chargée de recevoir de l'argent des comptoirs de diamants contrôlés par des entreprises écrans du RCD. Cette structure, le «Bureau Congo», qui est contrôlé par la hiérarchie militaire de l'APR, joue le rôle de centrale et de courroie entre le RCD et les autorités de Kigali. L'ONU montre que cette structure recevait des droits d'exportation de 10% alors que l'administration du RCD se contentait d'environ 5% (ONU novembre 2001).²⁸⁶ Ce «relais financier» statutaire est inscrit dans la charte du RCD révèle le rôle central du Rwanda dans la supervision des ressources financières et la prise de décisions quant au contrôle et à la vérification des comptes. (ONU, avril 2001:19).²⁸⁷ Les autres groupes armés nationaux ont misé sur l'extraction des ressources comme source de financement de la guerre.

Le MLC, le RCD-ML, le RCD-N dans la même stratégie que le RCD-G

Dans la stratégie de la militarisation de l'industrie minière, le RCD-KML contrôle la production d'or et de coltan, le RCD/N l'or et le diamants. Quant au MLC, il exploite l'or, le diamant et le bois dans la partie qu'il occupe tel que l'illustre la carte 6. Ces diamants extraits sont revendus par l'entremise de la République centrafricaine (RCA) comme on peut le voir sur carte 7. C'est surtout pour protéger cette voie de commerce que le chef du MLC, J.P Bemba enverra à deux reprises ses troupes soutenir le régime du président Ange Patassé confronté à des rébellions en RCA. Dans la stratégie de la militarisation des ressources minières, contrairement au «Bureau Congo» qui est contrôlée directement par la hiérarchie militaire de l'APR qui traite ensuite avec le RCD-G, la stratégie ougandaise auprès des groupes armés congolais (MLC,

²⁸⁵ La société minière et industrielle du Kivu (SOMINKI) a été dépossédée des stocks de coltan qui fut expédiés à Kigali. Des usines ont été démantelées comme la raffinerie de sucre de Kaliba dans le sud du Kivu. Le démantèlement des banques comme la Banque de Kisangani. Le RCD crée des entreprises qui vont lever les fonds telles la SONEX, la SOMIGL. (Global Witness, 2005:13).

²⁸⁶ La hausse exponentielle des importations de diamants bruts en Belgique sera attribuée à la contrebande du RDC (Dietrich, 2002:20).

²⁸⁷ «Dans le cas du Rwanda, les activités ont un caractère plus systémique. Il existe des liens et des échanges entre certaines grandes sociétés. Le cas de Tristar et de la BCDI, et, en premier lieu, entre l'APR, le FPR, la BCDI, Rwanda Métaux, Grands-Lacs Métaux et Tristar » (ONU avril 2001:19).

RCD-ML, RCD-N) est tout autre. Elle est davantage basée sur une certaine décentralisation qui permet aux cadres militaires ougandais d'opérer individuellement aux côtés des chefs rebelles de ces groupes armés à travers des sociétés «prête-noms».²⁸⁸ Toutefois, il faut noter que dans l'ensemble que ce soit le MLC, RCD-G, le RCD-ML, le RCD-N leurs soldats perçoivent des soldes à des fréquences irrégulières. Ce qui fait que pour se payer, ils prennent part à l'exploitation de diverses ressources en plus de procéder à l'extorsion des populations.

La militarisation de l'industrie minière nous place ici dans un contexte de relations étroites entre conflit armé et économie, contexte où les réseaux politico-économiques reformulent. Ce qui fait dire à David Keen que «war is not simply a breakdown in a particular system, but a way of creating an alternative system of profit, power and even protection» (1998: 12). Ce système alternatif de profit contribue à éloigner les groupes armés nationaux de leur raison d'être qui était ancrée dans la lutte politique: la conquête du pouvoir politique (renversement de LD Kabila). Ainsi, les rentes des ressources naturelles qui au départ étaient sensées financer la guerre, donc servir de moyen afin de parvenir à leur fin; ces ressources vont insidieusement devenir pour ces groupes armés un piège. Ceci va faire de l'accumulation et la course au profit, une fin en soi. D'où le dilemme: «des ressources pour les armes ou les armes pour les ressources» (Gamba et DeBeer, 2001: 69). C'est ce que semble révéler le colonel Ntambireze du RCD-G. «Nous avons été piégés par la matière [minerais]. Ces pierres ont fini par tous nous «creuser». Certains d'entre nous en voulions tellement que nous avons oublié pourquoi nous avons décidé de prendre les armes».²⁸⁹ La déclaration de cet officier supérieur du RCD-G traduit bien le dilemme dont parlaient Gamba et DeBeer. Dès lors, la conséquence d'une telle

²⁸⁸ Comme le groupe Victoria et Trinity du général Salim Saleh qui rachète et commercialise le diamant, l'or, le bois, le café (ONU, avril 2001:18).

²⁸⁹ Ntambireze et le pseudonyme d'un ancien colonel du RCD-G aujourd'hui officier supérieur dans les FARDC (Entrevue Kinshasa, mai 2007). Le terme se faire «creuser» est métaphore utilisé par les caresseurs de minerais qui signifie se faire extorquer, détourner, avilir.

situation est la perdurance du conflit. Ross montre d'ailleurs, «resource wealth can lengthen a conflict if it enables the rebels to fund themselves and hence continue fighting instead of being crushed or forced to the negotiating table» (2004: 43).

En bref, il est important de mentionner que chaque fois que les rébellions sont soit fomentées de l'extérieur, ou soutenues massivement par des acteurs externes (États et armées étrangères, groupes privés, groupes diasporiques) l'on observe une tendance à une prolongation du conflit armé. Tel que l'on l'a noté avec les groupes armés nationaux en RDC, le RUF (Sierra Leone), le FNL et CNDD/FDD (Burundi), le NRM (Ouganda) ou même les divers groupes armés tchadiens. C'est ainsi que se créent et s'enracinent dans les réseaux commerciaux des structures régionales de conflit qui vont se reproduire et devenir un mode normal de régulation politique et économique. Ces réseaux commerciaux participent à la structuration et au conditionnement des modalités de mobilisation des groupes armés surtout à trois niveaux: au moment de leur formation, de la recherche des alliances et des scissions/fusions.

Réseaux commerciaux mondiaux et internationalisation des conflits en RDC

Par ailleurs, l'engagement des pays voisins de la RDC est le reflet de cette internationalisation des conflits en Afrique, non seulement à travers les rapports entre État à État, mais aussi à travers les réseaux commerciaux à l'échelle mondiale, des réseaux qui insidieusement entretiennent des guerres. On a l'impression de revivre en RDC, les premiers moments de la pénétration européennes où Pietersz Coen, Gouverneur général de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales disait «Trade must be driven and maintained under the protection and favour of your own weapon.... Trade can not be maintained without war, nor war without trade» (Singer 2008: 19). Des auteurs plus contemporains montrent d'ailleurs que les conflits dans les Grands Lacs, et tout particulièrement en RDC, ne peut avoir de signification que si l'on en prend

en compte le rôle des forces régionales et transnationales (Callaghy et al.2001: 4, Pugh et al. 2004:25). Ce rôle des forces régionales et transnationales seraient selon Switzer (2001), exacerbé par la mondialisation des marchés, qui est à la base de la production des «relations internationales illicites» (Conessa 2003). Des «relations internationales illicites» qui reposent sur une territorialité de réseaux et dont la face visible de l'interpénétration croissante de la criminalité avec l'espace politique et économique internationale, tel que nous pouvons en apercevoir sur la carte 7.

En outre, cette territorialité de réseau est à la base du pouvoir de juridiction et de coercition que les États intervenants en RDC exercent sur l'État congolais et les groupes armés qu'ils soutiennent. Les flux commerciaux sont aussi le reflet des enchevêtrements (straddling) entre «les intérêts économiques des firmes et des réseaux contrôlant les rentes de manière officielle ou non et les forces politiques et militaires officielles ou parallèles» (Hugon 2006: 260). Ce qui fait qu'il est aujourd'hui difficile comme le précise Passet et Liberman (2002) de tracer une frontière entre l'économie légale et l'économie criminelle surtout dans un environnement riche en ressources naturelles comme celui de la RDC. Ainsi, l'analyse des économies à l'aide de couples antinomiques «légal/illégal», «formel/informel» sont dans ce cadre caduc d'autant plus que dans un contexte de dislocation de l'État, les économies locales quasiment toutes informelles vont se connecter aux marchés mondiaux formels. Dans ce contexte, de «relations internationales illicites», «seems here to stay, and may even become the mainstay of the economy» (Chingono 1996: 115). C'est ce qui fait dire à Callaghy et al., que ce phénomène représente «The darkest side of the globalization of capital and the ideologies that justify it» (2001: 275).²⁹⁰

²⁹⁰ Lire Mopo Kobanda (2006) sur le non respect des règles légales et conventionnelles en matière de protection des ressources naturelles de la RDC et Mba Talla (2010) sur la problématique de la «revisitation» des contrats commerciaux (par les forces rebelles et les forces d'occupation des concessions minières).

En résumé, les sources de financement et d'autofinancement des groupes armés, permettent de faire la lumière sur les modalités d'adhésion en leur sein, ceci à partir d'un triple ancrage: aux aspirations communautaires, aux forces du marché économique ainsi qu'aux intérêts des acteurs étatiques. Mais en finalité, la majorité des pays qui ont soutenus les groupes armés nationaux agissaient davantage comme des entrepreneurs économiques dont la caractéristique principale est l'avidité (greed).²⁹¹ Cette prégnance de l'avidité, en même temps qu'elle accélère la «fragmegration» des groupes armés nationaux structure aussi les modalités d'administration des «zones occupées» par ces derniers comme nous le verrons dans la partie suivante.

c) Les administrations des rébellions ou exercice du pouvoir dans les «zones occupées» et répertoires symboliques

À l'instar du modèle d'administration mis sur pied dans la rébellion de la première génération par l'AFDL, celle de la deuxième phase obéit aux mêmes principes de gouvernance par la violence. Pour Rosenau, «governance refers to activities backed by shared goals that may or may not derive from legal and formally prescribed responsibilities» (1992:4). Ici, les groupes armés transforment le pouvoir de la violence par les armes en autorité constituée et constitutive. Ainsi, les réseaux et les relations de pouvoir qu'ils engendrent, finissent par s'institutionnaliser même sous une forme bureaucratique non achevée. Dans ce contexte caractérisé par la présence de plusieurs groupes armés, «Each zone has its own rights, and independently manages its diplomatic, commercial, financial and military interests» (Mbembe 2002:21). C'est exactement le cas de figure dans la rébellion de la deuxième phase qui présente une RDC divisée en cinq territoires autonomes, dont quatre occupés par les groupes armés. Ce cas de figure est différent de celui de la rébellion de la première phase où il n'existait que deux zones dont l'une contrôlée

291 Ces propos ont été corroborés lors de ma recherche sur le terrain. Voir aussi les rapports du Panel de l'ONU sur l'exploitation des ressources naturelles en RDC, Global Witness, Human Rights Watch, Commission Lutundula.

par l'AFDL et qui s'étendait au rythme des victoires gagnées, et ceci au détriment du pouvoir de Kinshasa.

Les groupes rebelles et la gestion des «zones occupées»

A son apogée, le RCD-G occupe les provinces du Sud Kivu, le Maniema, une partie du Kasai Occidental, du Kasai Oriental, du Nord-Kivu, du Katanga et quelques territoires dans la Province Orientale. Toutefois, fait de s'appuyer exclusivement sur l'armée rwandaise l'APR, va accroître le sentiment de rejet des populations congolaises. Contrairement aux autres groupes ou une rébellion comme celle de la NRA, le RCD-G ne s'associe que très rarement à la gestion de ses territoires. Il affiche une vision sectaire qui lui est préjudiciable. Pour cet ancien haut cadre de ce mouvement que nous avons interviewé, Mufiri X, «Ces gens du RCD-Goma ne se souciaient pas des autres, c'était comme si leur devise était tout pour eux».²⁹² Le RCD-G entretiens des relations qui oscillent entre la prédation et le parasitisme, en plus d'exercer une autorité presque solitaire des «zones occupées».

Dans les rares cas où il décide d'associer les populations locales, il impose des leaders locaux impopulaires, tel que le montre Frédéric Mulumba Kabuayi que nous avons interviewé, «On peut citer ici les cas de la chefferie de Bashali, dans le territoire de Masisi, où le véritable Mwami Roger Bashali a été remplacé en 1998 par Kapenda Muhima. De Kalinda Kibanje, Mwami des Bahunde de Bweremana dans le Masisi, remplacé début 1999 par Gustave Ndandu, d'origine rwandophone, cousin du gouverneur et sans aucun lien avec les Bahunde».²⁹³ En chassant les chefs traditionnels (Bami pluriel de Mwami en Kiswahili) du pouvoir pour les remplacer par leurs partisans, des opportunistes ou des personnes plus dociles, parfois étrangères à la localité, le RCD fait fi d'un principe fondamental qu'aucun groupe armé sérieux ne saurait

²⁹² Entrevue avec (Mufiri X) du RCD-G à Kinshasa, avril 2007.

²⁹³ Entrevue avec Frederic Mulumba Kabuayi en mars et avril 2007 à Kinshasa.

ignorer, tel que le relevait l'un des théoriciens moderne de la guérilla. «Because guerilla warfare basically derives from the masses and is supported by them, it can neither exist nor flourish if it separates itself from their sympathies and cooperation» (Mao Tsé Tung 1961: 44).²⁹⁴

Contrairement au RCD-G, le MLC entretiens des relations de prédation et de semi-symbiose dans les zones qu'il occupe. Les territoires occupés par le MLC, c'est-à-dire la partie nord de l'Équateur, une grande partie de la province orientale, ainsi que des enclaves dans la partie nord du Kivu sont administrés par l'entremise des secrétaires territoriaux comme on peut l'observer sur la carte 8. Le regroupement la coalition du FLC a même eu à contrôler un territoire représentant près de deux fois la superficie de la France. Quant au RCD-ML et du RCD-N, ils contrôlent une partie du Nord-Kivu et de la province Orientale. Si les relations du RCD- ML oscillent entre des relations de prédation et de parasitisme parfois marquées par des moments de semi- symbiose avec les populations; le RCD-N quant à lui, entretient des relations de pure prédation. Mais dans l'ensemble la gestion des «zones occupées» est fondée sur un compromis entre la contrainte et la collaboration. Sur la carte cette gestion des «zones occupées» de la RDC illustre ce que Callaghy (2001) et Reno (1998) appellent «archipelago states» ou «archipelago statehood», c'est-à-dire une sorte de micro-États semblables à des îles éparpillés dans un océan et qui entretiennent des relations conflictuelles complexes.

Relation Rwanda-Ouganda et les groupes armés ou la stratégie «d'irakisation» avant l'heure

Un autre aspect important dans cette «quasi-gouvernance» est la construction d'une chaîne complexe de relations entre qui se traduit parce que je nommerais ici par stratégie «d'irakisation» avant l'heure. Cette stratégie qui a été déployée en RDC par le Rwanda et l'Ouganda, sera reproduite plus tard en Irak, où lors de la deuxième guerre du Golfe, les États-Unis vont nommer les ministres des premiers gouvernements de transitions sur des bases communautaires et non

²⁹⁴ La NRA s'inspirant des stratégies de Mao a investi dans les institutions de la démocratie de proximité. (Museveni 1997:121-137).

politiques. En agissant ainsi, ces forces d'occupation ont renforcé la communautarisation des institutions de l'État, de l'armée et la police ainsi que de l'espace politique qui est devenu majoritairement chiite et kurde. Il en fut de même en RDC où la ville de Bukavu occupé par le Rwanda et le RCD-G est officiellement jumelée à Kigali le 20 septembre 1999. Au Sud Kivu, le RCD-G crée les territoires de Bunyakiri et Minembwe et la commune de Kasha, Buzi Bulenga en septembre 1999. Dans le Nord Kivu, l'Ouganda et le RCD-KML créent le 14 septembre 1999 la province du Ruwenzori. Toujours dans cette même province, les régions de Beni et Lubero sont érigés en province.²⁹⁵

Dans la province Orientale, l'Ouganda crée la «provincette» de Kibali-Ituri le 22 juin 1999. A la tête de toutes ces entités dont certaines sont créés par les forces occupantes, sont nommés des loyaux collaborateurs.²⁹⁶ Ainsi, dans les zones sous occupation ougandaise le général Kazini nomme des officiers loyaux et des civils congolais acquis à des postes de la fonction publique dans des régions riches en ressources naturelles, telle Adele Lotsove Mugisa qui est nommée le 18 juin 1999 comme gouverneur. Le Rwanda et le RCD-G vont nommer Gertrude Kitembo gouverneur du Maniema (HRW 2003:19 et ONU avril 2001:10). Théo Mugaza Ruseruka est nommé administrateur principal du nouveau territoire de Minembwé dans le Sud Kivu.

L'autre drame de cet état de fait est qu'il changeait la configuration sociopolitique de la région et contribuait à l'exacerbation des clivages intercommunautaires et les groupes armés comme le RCDG ou le RCD KML. On n'a pu l'observer en Ituri avec le cas spécifique de Lotsove Mugisa dont son appartenance à la communauté Hema a ravivé les rivalités déjà très tendues entre Hema et Lendu. Ces nominations établissent de fait une certaine «ethnocratie» qui

²⁹⁵ A cet effet voir aussi Kibel'Bel Oka (2006:53-54).

²⁹⁶ Des exemples, pour service rendu au Rwanda Patient Mwendaga, chef milicien du Mundondu 40, sera nommé au poste de gouverneur de la province du Sud-Kivu.

«est l'autorité d'un ou de plusieurs groupes ethniques ou religieux sur d'autres groupes ou individus» (Mann 2005: 463). Ce qui contribue au renforcement des clivages communautaires et le primat de certaines communautés (la communauté «Banyarwanda» instigatrice de la rébellion «Banyamulenge» dans les Kivus et le Maniema, où les Hema dans la province Orientale)²⁹⁷ sur les autres particulièrement. Avec le primat des éléments communautaires, on est ici dans un contexte de conceptualisation constructiviste de l'identité, bien que certaines communautés considèrent la leur comme donnée, au lieu de reconnaître qu'elles l'ont développé, transformé à travers des processus d'interaction.²⁹⁸

Ainsi, l'irakisation du conflit achève ce processus et finit par placer les trois communautés majoritaires arabes chiïtes, arabes sunnites et kurdes en un dangereux face à face où les États-Unis jouent les arbitres. Ainsi «ce qui était vu comme une violente opposition politique inter irakienne entre ceux qui combattaient l'occupation et ceux qui collaboraient, a été déformé par le prisme communautaire (Rid 2007).²⁹⁹ C'est aussi en filigrane de l'Irakisation que nous pouvons interpréter, les micro-affrontements communautaires autour de la Vallée de Semliki, une zone qui enjambe la RDC et l'Ouganda riche en hydrocarbures.³⁰⁰ Des micro-affrontements qui s'insèrent dans la militarisation du commerce en RDC dont la modalité des rapports de force internationaux mêle rente et coercition, la destruction allant de pair avec une nouvelle forme d'accumulation par l'extorsion.

²⁹⁷ Banyamulenge veut dire les gens qui habitent Mulenge (Mulenge étant montagne dans la zone d'Uvira au Sud Kivu, dont le village a pris le nom). Pour Verhaegen le terme banyamulenge désignait «au début un petit groupe de quelques milliers de pasteurs rwandais émigrés au cours du XIX siècle dans les montagnes de l'Itombwe au Sud Kivu, a été utilisé ensuite pour désigner l'ensemble des Tutsi du Rwanda émigrés au Congo. Le terme a donc été totalement détourné de son sens initial. [...] Il a par contagion successive désigné tous les émigrés Tutsi du Rwanda. L'incompétence et la partialité des journalistes ont largement contribué à ce détournement de sens». (1997:189). L'invention de l'ethnonyme Banyamulenge se rapproche aussi de celle «Banyavyura» pour désigner les réfugiés rwandophones de la communauté tutsi qui installée à Byula ou (Vyura) dans la province du Katanga. La volonté de vouloir à tout prix utiliser le suffixe (Banya) qui veut dire littéralement «venir de», dénote de la volonté de ceux qui se réclament Banyamulenge à prouver leur ancrage territoriale. Cette ethnogenèse est une fabrication «artificielle d'une identité pour une cause politique conjoncturelle», surtout dans le contexte de la revendication de la citoyenneté congolaise. Au sujet des «Banyavyura» lire (Kayamba Badye, 2009: 467-471). Prunier (1997). Sur les «Banyamulenge» et «Banyarwanda», lire Turner (2007: 76-105 et 106-145), Willame (1997); Ngbanda Nzambo (2004:283-299); Vlassenroot (2002); de Saint- Moulin (1998).

²⁹⁸ Lire à ce sujet Wendt (1996,1994)

²⁹⁹ Le conflit sous l'angle communautariste a été observé dans la guerre civile libanaise de 1975 à 1990 où les milices sunnites, Shiïte, Maronites et Druze très souvent soutenues chacun soit par la Syrie, l'Iran, l'Israël et mêmes les pays pétroliers du Golfe. Lire Zahara 2002 et Ellis 1999.

³⁰⁰ Au sujet de la prospection d'hydrocarbures par Heritage Oil lire Mba Talla (2003:168-174).

«Quasi-gouvernance» et la militarisation du commerce en RDC

Pour exister la «quasi gouvernance» repose sur le «military-commercial network» ou «regulatory authorities». Pour faciliter ce commerce militarisé, les forces occupantes vont nommer les responsables des structures administratives (gouverneurs régionaux et les autorités locales), tel que nous le montrions déjà plus haut. Le «military-commercial network» opère à l'intérieur et à travers les frontières nationales, ceci grâce à l'UPDF et l'APR qui dans leurs alliances avec les groupes armés ont établi des espaces territoriaux «utiles». Ce qui conforte l'idée selon laquelle il ne peut exister de commercialisme militaire sans la capacité de créer des alliances «transversales, d'étendre et d'investir des points nodaux dans un espace sans cesse mouvant» (Mbembe 2010:182). Pour Callaghy et al. (2001: 13), ces espaces permettent de déterminer les «winners in countries», mais aussi l'ampleur des transformations frontalières qui à leur tour vont favoriser la création d'autres pôles socio-économiques. Dans le cas de la RDC, les ressources naturelles tout en définissant les frontières des espaces disputés, contribuent à imposer une transformation radicale de l'économie congolaise et son intégration à l'économie mondiale par le canal de plusieurs noyaux régionaux, plus ou moins enchevêtrés, parfois parallèle, et entretenant avec les filières internationales des rapports ondoyants, ceci dans une «multiplicité de territoires, parfois emboîtés les uns dans les autres et souvent disjoints» (Mbembe 2010:181), et contrôlés les groupes rebelles nationaux qui ont imposé sur les territoires qu'ils occupent. Le RCD-G a imposé le cours légal au Franc rwandais dans les échanges en RDC. Outre le Franc rwandais, d'autres monnaies ont eu un pouvoir libératoire. Le schilling ougandais est utilisé en Ituri et au Nord-Kivu, le franc CFA dans le Nord-ouest, le dollar américain partout dans le pays. (Maindo Ngonga 2007: 34).

Cette fixation des différents acteurs armés sur le contrôle des espaces «utiles», participent aussi à la transformation et la production des échelles, surtout dans un contexte de contestation des relations de pouvoir socio-spatial, tel le reflète le rapport aux ressources naturelles des divers acteurs sur les cartes 6 et 10. Cette carte de l'occupation de l'espace en RDC confirme ce que Yves Lacoste pensait de l'espace en tant que géographie. Une géographie qui selon lui, «sert d'abord, à faire guerre. [...] à ceux qui sont les maîtres [...] Cette formalisation de l'espace qu'est la carte n'est ni gratuite, ni désintéressée: moyen de domination indispensable, de domination de l'espace» (Lacoste 1976 :7-9). Le pouvoir de s'approprier un espace est toujours:

Contested and struggled over, then the alliances that social groups or classes force over a certain spatial scale will shape the conditions of appropriate and control over place and have a decisive influence over relative socio-spatial power positions (Swyngedouw 1997(b):169).

Ainsi, la gestion territoriale conjointe des groupes armés et des forces occupantes qui renforcent l'une économie de guerre, prolonge de surcroît le long cycle d'extraction et de prédation de l'Afrique. Ce qui rappelle l'Afrique des comptoirs et les compagnies à charte d'avant la colonisation,³⁰¹ ceci dans un contexte de violation flagrante des articles 43 de la convention de La Haye de 1907, et 64 de la convention de Genève de 1949 par les forces occupantes (Vité 2004:15).³⁰² Ce long cycle d'extraction et de prédation qui est aussi la caractéristique de la «quasi-gouvernance» s'appuie sur la répression des populations.

Rapports groupes armés et populations: Entre «quasi-gouvernance» et répression

A l'instar de l'AFDL acteur principal de la première phase, ceux de la deuxième phase exercent un pouvoir politique à travers l'implantation d'administration de facto. C'est le cas du MLC, du RCD-G ou du RCD-KML dont les structures et attributs de leurs organisations sont

³⁰¹ A cet effet lire la description de Mbembe (2004:49) au sujet du lien entre le roi(le concédant) et la compagnie (concessionnaire) avait des aspects d'un lien féodal entre vassal et son suzerain. Dans ce cas de figure, on peut facilement assimiler le roi (concédant) à Kagame et Museveni de l'Ouganda, et la compagnie (concessionnaire) principalement aux groupes et à certaines entreprises d'extraction des minerais.

³⁰² Confère Convention de Genève IV, art. 64 para. Et pour une analyse plus poussée sur les obligations des puissances occupantes, lire David (2002: 497).

calqués sur ceux des États. C'est ce que l'on appelle «quasi gouvernance», un contexte dans lequel «[M]any non-state armed groups operate like quasi states, with sometimes complex domestic and international administrations and representations» (Policzer 2002:7). Cet ordre de gestion remet en question l'idée généralement rependue selon laquelle les Warlords (plus présent dans la deuxième et troisième génération) ne seraient que des «irrational anarchists» (Paul Jackson 2003), alors qu'ils sont capables de mettre sur pied une forme alternative de système de gouvernance «that has historically emerged during periods of central political collapse» (Jackson, 2003: 132).

Par ailleurs, l'occupation des zones par des groupes armés posent toujours le problème de cogestion du territoire d'autant plus que ces derniers arrivent souvent avec des structures hiérarchiques et de contrôles, ce qui rentre souvent en contradiction avec le leadership des populations qui reposent sur des structures traditionnelle et communautaires ou étatiques préexistantes. La «gouvernance par la guérilla» va alors rechercher un ordre d'agencement permettant de créer un système d'équilibre des pouvoirs dans le but d'offrir à la population civile la possibilité d'exprimer ses préférences. Dans ce contexte de cogestion, le contrôle du territoire et des populations civiles crée un nouveau défi organisationnel. Car les civils qui sont des acteurs stratégiques peuvent s'impliquer ou refuser leur participation. Mao Zedong montre d'ailleurs que sans base arrière et complicité avec la population la lutte d'un groupe armé ne sera que du :

Banditisme itinérant: incapable de maintenir des liens avec la population, il ne peut pas proliférer et se condamne à la défaite [...] : cela a été exprimé dans la formule du poisson nageant dans l'eau. Cette complicité ne doit pas être confondue avec la sympathie que la population peut éprouver pour l'insurrection : la complicité est active, tandis que la sympathie est passive (Galula 2008: 77).

Contrairement à la rébellion de la première phase où on a vu l'AFDL tentée de conquérir les cœurs des populations après l'intermède de répression en majorité contre les réfugiés rwandais et

des populations congolaises, dans la rébellion de la deuxième phase, il n'existe aucune tentative dans cet ordre. C'est ce qui fait dire à Snow que:

These wars are not wars for the hearts and minds of men, but naked attempts by one group to subjugate or destroy another, these new internal wars are not insurgency at all. The calculation of the political consequence of military actions on target populations is much more akin to that of interstate wars, in which such concern are decidedly secondary if they exist at all (1996: 68-69)³⁰³.

Ce contexte reflète le taux de mortalité extrêmement élevé qu'a produit le conflit en RDC, ainsi que de la grave crise humanitaire qui s'est suivie. Dans une tentative d'inverser la courbe de cette catastrophe humanitaire, ceci en allégeant la souffrance des populations; un dialogue était établi entre les groupes armés et les organisations humanitaires. Ce dialogue renvoie à la légitimation et à la reconnaissance des rebelles comme forces occupantes. Cette légitimation repose aussi sur le contrôle des organisations humanitaires internationales et ONG exerçant dans les zones occupées. Ici, les groupes armés restent les premiers interlocuteurs des organisations humanitaires internationales. Ce qui selon Pouligny, montre que:

La délivrance de l'aide suppose notamment la négociation, donc une forme de reconnaissance, voire de légitimation, d'interlocuteurs locaux, qu'ils représentent des gouvernements, des mouvements armés ou des groupes plus localisés. Elle peut conduire, passer des compromis avec des individus et des groupes coupables d'atteintes graves aux droits de l'homme (2003: 211).

Toutefois, contrairement à la rébellion de la première phase où l'AFDL avait un contrôle sur les organisations humanitaires internationales et ONG dans les zones conquises, les rebellions de la deuxième génération du fait du contexte de fragmentation des territoires n'ont pas le même contrôle. En plus, ils ne possèdent pas les structures autonomes de canalisation de l'aide humanitaire à l'instar de ceux du SPLA. Ce qui montre que même si ces groupes armés aient pu réussir à mettre sur pied certains attributs d'un proto-État (création d'un drapeau, des ministères et des procédures bureaucratiques) sur lesquels reposent leur «gouvernance», ils n'ont pu produire qu'une pâle copie des stratégies antérieures de contrôle et de domination utilisés par le

³⁰³ Il faut préciser que cette citation empruntée chez Snow ne fait pas référence directement à la situation en RDC. Mais nous l'avons reprise eu égard aux similitudes avec les agissements du RCD ou de l'armée rwandaise en RDC.

régime de Mobutu. Dans ce sens, un groupe armé comme le RCD-G en voulant faire du «State-Building» n'a pas pu créer une nouvelle structure administrative ou encore moins transformé fondamentalement les zones qu'il occupait. D'ailleurs pour l'un de ses idéologues que nous avons pu interviewer:

En prenant les armes, nous voulions changer en profondeur les choses dans ce pays. Ceci en restaurant l'autorité de l'État et en dénonçant la corruption et le hold up du mouvement de libération par l'AFDL. Notre groupe armé s'inscrivait dans un ordre qui voulait faire cesser cet usage disproportionné de la force par un pouvoir qui ne reposait que la terreur, contribuant ainsi à masquer son incapacité à répondre aux attentes légitimes des populations. C'est en prenant le pouvoir à Kinshasa que l'on aurait pu infléchir l'état de catastrophe gestionnaire dans laquelle le Congo s'enlise.³⁰⁴

Cette «quasi-gouvernance» sur laquelle s'appuyait les groupes armés de la rébellion de la deuxième phase ainsi que la militarisation du commerce n'a fait qu'accroître les pressions compétitives. Ce qui a rendu l'échec du mouvement régional initié par le Rwanda et l'Ouganda irréversible. Un échec d'autant plus probant que l'on a assisté à une oscillation entre la guerre clausewitzienne, la guerre asymétrique et la guerre irrégulière. Une oscillation qui a plutôt contribué à renforcer l'autonomie des groupes armés au détriment des armées étrangères particulièrement l'APR et l'UDPF. Toutefois, même si ces groupes armés possèdent leur propre autonomie, ils demeurent pour autant prisonnier des mécanismes d'évolution du conflit qui leur échappent totalement. Car «l'autonomie des acteurs ne signifie pas l'indépendance, la liberté monadique coupée de l'environnement, elle se constitue au contraire dans et par la dépendance à l'égard des autres» (Bigo 1994: 61).

Oscillation entre guerre clausewitzienne, guerre asymétrique et guerre irrégulière

Contrairement à l'AFDL qui dès son émergence avait sur le plan tactique privilégié la stratégie d'asymétrie avant d'adopter l'option de la guerre clausewitzienne, dans la rébellion de la deuxième phase, le RCD aidé par ses alliés qui disposent d'une puissance de feu ont dès le départ privilégié une guerre conventionnelle. Il en sera de même du MLC et du RCD-KML qui

³⁰⁴ Entrevue avec un responsable du RCD-G (Kinshasa, avril 2007).

s'appuient sur l'UPDF pour attaquer les FAC/AFDL. Ces groupes armés vont très vite mettre l'armée de Kabila en dissymétrie. Il ne s'en sortira que grâce au soutien des armées de pays amis. Cette guerre conventionnelle qui durera de 1998 à 2000 va occasionner les retournements d'alliances qui vont à leur tour favoriser la multiplication des groupes armés, mais aussi enliser le conflit. Dans ce contexte d'enlissement, la rébellion de la deuxième phase va s'installer dans des phases de guerre asymétrique où les armées des États s'opposent à des groupes armés matériellement sous-équipés. L'asymétrie va alterner aux phases de guerre dissymétrique dans lesquelles des groupes armés majeurs et les milices armées ayant parfois ou peu de capacité militaire, vont s'affronter tout en prenant pour cible non seulement des cibles militaires, mais aussi civiles.

Mais pour cette rébellion de la deuxième phase on peut dire que les stratégies et les tactiques les plus utilisées par les différents acteurs ont été davantage des guerres clausewitziennes traversées par des épisodes de dissymétrie et d'asymétries. Cette alternance entre guerre conventionnelle et guerre asymétrique (non conventionnelle), avec des moments de guerres irrégulières, va faire de la guerre asymétrique, la stratégie la plus utilisée surtout après 2001. Toutefois vers la fin de la deuxième phase de rébellion, on va assister à un déplacement vers une guerre de type irrégulière qui sera davantage à la base des fragmentation tel que nous le verrons dans les chapitres 5 et 6.

Les répertoires symboliques comme facteur structurant des fragmentations

Contrairement aux répertoires symboliques de la rébellion de la première rébellion où tous les facteurs symboliques concourent à la coalescence et à la fixation de tous les acteurs autour de l'AFDL, les répertoires symboliques dans la rébellion de la seconde phase participent à la diffraction autour de l'AFDL et du RCD. L'un des premiers éléments symbolique ici est

l'arrivée des premiers contingents de la MONUC. Il est d'autant plus symbolique que dans l'imaginaire collectif congolais le retour des casques bleus au Congo-Zaïre est le signe précurseur de malheurs encore plus grand. Car l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC) entre 07/ 1960 et 06/ 1964 n'avaient pas laissé de bon souvenir dans les esprits. Car les forces de l'ONUC appelées en rescousse par le gouvernement Lumumba vont plutôt assister de passive à son assassinat, alors qu'elle avait mission aussi de le protéger.³⁰⁵

Le deuxième élément symbolique ici est le parallèle que l'on peut tracer entre l'assassinat du premier ministre Patrice Lumumba alors que les casques bleus de l'ONUC étaient présents au Congo entre 1960 et 1964 et l'assassinat de LD. Kabila le 16 janvier 2001, au moment où les forces de la MONUC y sont déployées.³⁰⁶ Selon un proche conseiller de L.-D Kabila que nous avons interviewé, «Avec la mort du Mzee, j'ai eu l'impression que l'histoire bégayait. Avec ce bis repetita, notre espoir de changer le Congo est mort avec lui. Comme la mort de Lumumba, celle du Mzee va laisser des traces profondes. Je ne sais même pas si on va relever de sitôt».³⁰⁷ Tout comme Lumumba³⁰⁸ qui était conscient du péril qu'il encourait, L.-D. Kabila l'était aussi: «Ils vont m'assassiner. [...] Alors, ils ne parlent que d'assassinat, d'assassiner, d'assassiner, mais moi je suis prêt à tout, j'ai choisi mon camp, c'est le camp populaire, je ne trahirai pas mon peuple, assassinat ou attentat, cela ne va rien changer» (Nashi 2007: 54). Une décennie plus tôt, Tchundjang Pouemi (1981:144) soulignait déjà les conséquences en termes d'ingérence étrangère au Congo- Zaïre.

³⁰⁵ Lire l'aveu sous forme de consignes laissées par le général von Horn, commandant des forces de l'ONUC dans Ludo De Witte, 2000:133).

³⁰⁶ C'est pendant la présence de l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC) entre 07/ 1960 et 06/ 1964 que le premier ministre Patrice Lumumba fut assassiné. Même si les circonstances de la mort de Lumumba et de LD. Kabila ne sont pas semblables, l'assassinat Kabila en, fait penser à l'élimination de Lumumba.

³⁰⁷ Entrevue réalisée à Paris mars 2007.

³⁰⁸ La lettre de Lumumba à son épouse Pauline en guise de testament politique «Je t'écris ces mots sans savoir s'ils te parviendront, quand ils te parviendront et si je serai en vie lorsque tu les liras. Tout au long de ma lutte pour l'indépendance de mon pays, je n'ai jamais douté un seul instant du triomphe final de la cause sacrée (.) Ce que nous voulions pour notre pays, son droit à une vie honorable, à une dignité sans tache, à une indépendance sans restrictions, le colonialisme belge et ses alliés occidentaux – qui ont trouvé des soutiens directs et indirects, délibérés et non délibérés, parmi certains hauts fonctionnaires des Nations-unies, cet organisme en qui nous avons placé toute notre confiance».

La mort du président Kabila marque ici la quatrième trame de cette rébellion de la deuxième phase.³⁰⁹ Dans cette première et unique séquence de la quatrième trame, nous classons cet assassinat survenu le 16 janvier 2001 dans le cadre d'une stratégie de sortie de crise militaire. Cette trame marque ainsi un tournant dans la crise en RDC, d'autant plus que L.-D Kabila était devenu pour certains membres de la communauté internationale, l'obstacle majeur à la paix. Cet événement nous mène à la partie consacrée à la transformation de la rébellion de la seconde phase. Une transformation qui va contribuer au changement de la dynamique du conflit en RDC comme nous le verrons dans la partie suivante.

d) Transformation à l'intérieur de la rébellion de la deuxième génération et solidarités transnationales

Contrairement à la transformation au sein de la rébellion de la première phase qui a contribué à maintenir les acteurs groupés autour de l'AFDL tout en accélérant la victoire de cette dernière, la transformation dans la rébellion de la deuxième phase a plutôt contribué à la fragmentation des groupes armés. Ce qui a rendu la défaite de la coalition anti-Kabila irréversible.

L'AFDL et la logique du réalignement des alliances

La première séquence de la première trame est marquée par la première action de transformation de la rébellion de la deuxième phase. Cette action est le réalignement des alliances. Le réalignement d'alliance n'est rien d'autre que le retournement d'alliance d'acteurs étatiques comme l'Angola ou le Zimbabwe, ceci par un décrochage de la coalition rwanda-ougando-burundaise. Un autre réalignement d'alliance est celui de l'UNITA qui va «vendre sa force» au Rwanda qu'il combattait dans la rébellion de la première phase (1996-1997). Ce

³⁰⁹ Bien que le mystère demeure toujours entier sur les commanditaires de l'assassinat de L.-D Kabila on peut penser avec Braeckman, que cet assassinat était l'aboutissement d'un complot savamment orchestré, aux ramifications multiples menant. (Braeckman, 2003: 108-109). Braeckman y consacre un chapitre « L'homme qui devait mourir » (2003: 97-125), Nashi (2007) dont tout le livre y est dédié.

réalignement d'alliance nous ramène à une configuration différente des forces des deux coalitions différente de la rébellion de la première phase. On peut d'ailleurs apprécier la disposition de ces forces en présence dans l'annexe 4. D'un côté, on a le mouvement régional de renversement de L.-D Kabila ou coalition anti-Kabila mené par le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi, (assisté d'éléments éthiopiens, érythréens), du SPLA et de l'UNITA.³¹⁰ De l'autre, on compte dans la coalition de l'AFDL de L.-D. Kabila ou coalition «anti-occupation», l'Angola, la Namibie, le Zimbabwe, le Tchad (assisté du Soudan et de la Libye), mais aussi les rebellions étrangères sanctuarisées en RDC: l'ALIR/FDLR, FDD, FNL, l'ADF/NALU, WNBFL tel qu'observable sur la figure 3. Le phénomène d'alliance ou de coalition dans cette rébellion de la deuxième phase, s'inscrit dans la conception structuro-réaliste des alliances. Une conception qui est sous-tendue par des dimensions hégémonistes du bandwagoning et du burdensharing dans le camp de la coalition anti-Kabila.³¹¹ Quant à la coalition anti-occupation, elle est la matérialisation de la solidarité des membres de la SADC qui s'inspire des principes de la perspective libérale-institutionnelle à dimension sécuritaire.

Un autre élément à mettre en parallèle est le recours aux entreprises privées de sécurité. Si l'alliance anti-occupation fait appel à une cinquantaine d'anciens parachutistes du 2^e REP de la Légion étrangère française pour former son armée à partir de décembre 1999 (Zinn 2002: 320), l'alliance anti-Kabila y fait aussi recours comme le montre Zarate, pour qui «Most of the states that intervened in the DRC necessitated support from PMFs to deploy their armies [...] Rebels groups in Angola, Sierra Leone and DRC and international criminal syndicates have all received military skills, such as training, and the use of advanced military technologies» (Singer 2008: 51

³¹⁰ La présence des soldats Éthiopiens, Érythréens aux cotés du Rwanda et de l'Ouganda s'explique par le fait qu'ils font tous parti de la fraternité des armes que Museveni et Kagame entretiennent avec les régimes d'Éthiopie et d'Érythrée porté au pouvoir à la suite des rébellions.

³¹¹ Le «burden sharing» est une alliance dans la quelle les membres partagent ensemble coûts d'opération que nécessite cette alliance. Lire à cet effet Snyder, 1997; Viotti et Kauppi, 1997:188-190).

52)». Toutefois, il faut mentionner que contrairement à la rébellion de la première phase, l'implication de ces acteurs n'est pas aussi prépondérante, ceci du fait de la capacité des différents acteurs non-étatiques africains à assumer le rôle souvent dévolu aux entreprises de sécurité privé.

L'AFDL et l'alliance des pays de la ligne de front

Si d'un côté l'Angola et le Zimbabwe ont dénoncé leur alliance avec le Rwanda et l'Ouganda, ils ont par contre maintenu leur alliance avec l'AFDL de L.-D Kabila. La remise en cause de l'alliance de l'Angola s'explique par un véritable réflexe sécuritaire contre l'UNITA. Ceci d'autant plus que le Rwanda aide l'UNITA à se réorganiser.³¹² L'envoi d'un corps expéditionnaire des FAA pour prendre position sur des points stratégiques en RDC tout le long de la frontière avec l'Angola permet aux FAA «d'en finir très rapidement avec le leader de l'UNITA, Jonas Savimbi, dont les troupes, affamées par un long siège, étaient totalement affaiblies et démunies» (Ngbanda Nzambo 2004: 254).

L'intervention de la Namibie se situe en continuum de celle de l'Angola.³¹³ Les liens entre les présidents Dos Santos et Nujoma sont anciens. En plus, la stabilité de la Namibie est aussi menacée par la guerre civile angolaise qui se nourrit de plus en plus du conflit congolais. Ce contexte ressuscite la «solidarité des maquis» qui a connu de beaux jours durant la période de la guerre froide. Cette «alliance des Blocs» ne peut être complète sans la présence du Zimbabwe, qui s'inscrit davantage dans une logique d'alliance de revers. L'AFDL ayant contracté de lourdes dettes envers le Zimbabwe, lors de la rébellion de la première phase, certains milieux d'affaires zimbabwéens (dont les associés en affaires du président Robert Mugabe et des officiers

³¹² Aussi au sujet de l'implication de l'Angola en RDC, je me suis entretenu à Kinshasa en avril 2007 avec Macaire Kaminar de l'Université de Kinshasa et le Pr. Kambayi Bwatshia de l'Université pédagogique de Kinshasa (UPN) en mai 2007 à Kinshasa.

³¹³ Avec la deuxième intervention de l'Angola en RDC, on a parlé de «Pax angolana». Car les FAA ont intervenu au Congo-Brazzaville et en Namibie. Lire aussi (Ngbanda Nzambo, 254-256) .

supérieurs) craignent dans la rébellion de la deuxième phase de ne jamais être remboursés dans le cas d'un renversement de LD Kabila. Ce qui mettrait en danger leurs efforts de capter le marché congolais du secteur minier au profit d'entreprises sud-africaines.³¹⁴ Mugabe, le chef de l'ancienne «ligne de front»³¹⁵ utilise aussi le principe d'intervention en faveur d'un membre de la SADC en cas d'agression extérieur pour non seulement contrer les «nouveaux dirigeants de la Renaissance africaine» soutenus par les États-Unis, mais aussi faire concurrence à l'Afrique du Sud.³¹⁶

En résumé, ces divers changements ont tout en contribuant à éviter la défaite du régime de Kabila, participé à l'échec totale du mouvement régional rwando-ougandais. Ce qui a favorisé l'émergence d'autres groupes armés, en plus d'accélérer leur fragmentation. Surtout dans un contexte où la relation entre groupes armés et acteurs étatiques basée sur l'appartenance à une même idéologie ou la défense d'une cause commune n'est plus la condition sine qua non pour entretenir des relations de solidarité comme principe de référence sur lequel sont articulés les éléments qui concourent à la mobilisation des solidarités transnationales. Dans le cas de la rébellion de la seconde phase cette solidarité transnationale et semi-clandestine est davantage renforcée par les migrants armés.

Refugiés soldats et groupes armés étrangers dans leur stratégie d'alliance

Par opposition à la rébellion de la première phase, l'on note un fort activisme des rebellions étrangères originaires de pays voisins. Ces rebellions sont en majorité constituées par des réfugiés qui avant, n'étaient pas directement engagés dans la violence politique, mais la subissait

³¹⁴ Au sujet de l'engagement du Zimbabwe, je me suis aussi entretenu en avril 2007 à Kinshasa avec des membres du (COJESI/RDC). Lire aussi Rupiya (2002), Blanc(2001).

³¹⁵ Dans le sens où l'Angola, le Zimbabwe, la Namibie, la Libye se sont toujours présenté comme étant des régimes révolutionnaires dont L.-D Kabilase réclame. Au sujet des relations entre la Namibie et l'Angola lire Rozès (2001). Dans cette intervention des pays de la SADC on a aussi parlé de «solidarité régionale» intéressée.

³¹⁶ On parle ici du «complexe» sud africain du Zimbabwe ou du complexe de Mugabe à l'égard de Nelson Mandela. Selon Compagnon (2001 :18) la rivalité Mandela -Mugabe est d'autant plus forte « que la stature internationale du premier, courtisé par toutes les capitales, contrastait avec l'étoile du second».

plutôt. Ces réfugiés vont désormais constituer un vivier important pour le recrutement des groupes rebelles surtout dans un contexte où les civils des communautés qui les accueillent, sont elles aussi devenues des membres de groupes armés nationaux. Ces nouveaux types de rebelles, les migrants armés ou réfugiés soldats (refugee warriors) vont partager les mêmes espaces que les déplacés internes. On est dans un contexte extrêmement fluide où la distinction entre les combattants et les civils est imprécise. Les réfugiés (angolais, burundais, rwandais, ougandais, soudanais) vont ainsi se mobiliser au sein des groupes armés tout en se jouant des frontières internationales. Ce qui a rendu plus difficile la répression des forces de sécurité étatiques à leur endroit.

Car opérer le long des frontières fait partie intégrante de leur doctrine d'autant plus que les zones frontalières des provinces du Kivu et de la province Orientale constituent le ventre mou de la RDC. Galula montrait déjà que «l'insurgé réussit souvent à échapper à la pression ou, au minimum, à entraver les actions de son adversaire[...]Si l'insurgé ne peut pas tirer avantage de la géographie pour compenser partiellement sa faiblesse de départ, il est sans doute condamné à l'échec» (2008: 55). En outre, ces groupes de combattants diasporisés qui vivent hors ancrage territorial, tissent des réseaux sociaux avec d'autres groupes armés (parfois d'une même aire linguistico-culturelle ou d'idéologie politique) ou même des États, comme le Rwanda avec des réfugiés rwandais, ou la RDC avec les groupes armés des FDLR, FDD, FNL l'ADF\NALU, WNBFLF. Cette situation accroît les déplacements souvent désordonnés des populations, aggrave la violence dans le pays d'accueil, en plus de militariser les frontières.³¹⁷ Car très souvent, «While refugees flee conflict, they can also exacerbate conflict behavior. Such migrants often have a grievance against the state from which they fled» (Salehyan 2007:132).

³¹⁷ Les cas ici le cas des Afghans au Pakistan, des Cambodgiens en Thaïlande, des Tchadiens au Soudan, ou des Soudanais au Tchad, ou encore des Angolais en RDC ou des Congolais en Angola, des Rwandais en Ouganda.

Les éléments constitutifs des migrants soldats tout en étant ancrés dans de multiples échelles sont impliqués dans une dimension multiscalaire de l'action collective, ce qui leur permet de se réinsérer à l'intérieur de la réalité plus large des relations entre échelles au sein des luttes ou de processus de mobilisation spécifiques entre divers acteurs, ceci à travers une modalité de «structuration organisationnelle et de participation, mobilisation des ressources et définition de cadres établissement d'alliances et création ou investissement de structures d'opportunités politiques» (Masson 2009:124). Ignorés pendant toute la guerre froide autant par le régime Mobutu que le HCR, les réfugiés, réapparaissent sur la scène régionale, consacrant le retour sur la sphère internationale, «d'individu cette fois, avec des manifestations diverses: migrations, et revendications identitaires, violence privée et action humanitaire» (Smouts 1993: 384).

Rapports entre réfugiés soldats, groupes armés étrangers et la sécurisation des frontières

La question des réfugiés soldats et des groupes armés étrangers en RDC a été au centre de la question de la sécurisation des frontières. Une sécurisation que les acteurs étatiques instrumentalisent souvent avec les acteurs subordonnés d'un autre État et surajoutent leur querelle (frontalière, idéologique) au conflit interne (social, idéologique) en lui donnant une extension territoriale qui dépasse «les frontières de l'État concerné au premier chef: sanctuarisation des guérillas au-delà des frontières, utilisation des camps de réfugiés pour recruter de nouveaux combattants, ventes d'armes qui modifient les ressources et le profil militaire du conflit» (Bigo 1994:52).

L'argument de la sécurisation de leur frontière mis de l'avant par les voisins de la RDC contribue à la production de l'espace et des territoires. La géopolitique critique s'intéresse à trois aspects de la production de l'espace et des territoires «la production et la signification des frontières, la production d'autres objets menaçants ainsi que la (ré) production de l'identité»

(Macleod 2004: 94). La gestion des objets menaçants va mettre ces pays frontaliers en mode de sécurisation comme l'illustre la carte 9, où chaque pays voisin de la RDC s'active à combattre ses rébellions implantées en RDC. Toutefois l'urgence d'un impératif sécuritaire va très vite être subsumée par d'autres intérêts. C'est ce qui expliquerait le fait que le gros des troupes de l'UPDF ougandais en RDC se soit retrouvé à Kisangani soit plus de 1000 km de sa frontière «cherchant à Kisangani une paix que l'on ne peut trouver à Gulu, à Kitgum ou Bundibugyo» (Prunier 1999: 58).

L'attitude ougandaise tend à démontrer que la question de la sécurité des frontières n'a été qu'une astuce pour conserver un casus belli permanent en RDC.³¹⁸ Il en est aussi de l'APR rwandais qui s'est retrouvé à plus de 2000 km, très loin des présumés zones de replis des Forces combattants abachunguzi, FOCA (branches armée des FDLR).³¹⁹ C'est avec raison que Ortega Rodríguez affirme que «The FDLR represents a problem for Rwanda, but a problem that has sometimes proved to be convenient for Kagame and his regime» (178: 2011).³²⁰ Dans la même veine, le Major Cikwanine Bahunde affirme qu'il a personnellement assisté aux:

Opérations de ravitaillements des FDLR-Rasta par le gouvernement rwandais. Ce mouvement des rebelles hutus était une création de Kigali afin de pérenniser la violence au Kivu et attirer ainsi l'attention de la communauté internationale sur la menace de la sécurité du Rwanda par la présence « dangereuse » des génocidaires au Kivu. Ces FDLR- Rasta en majorité des hutus qui étaient rapatriés au Rwanda qui ont été réarmés par Kigali et renvoyés au Congo pour terroriser la population. Ils recevaient régulièrement armes, munitions et argent par l'entremise du colonel Dan et colonel Machum de l'APR.³²¹

Dans ce sens, nous sommes tenté d'affirmer comme le pensait Waeber «something is a security problem when the elites declare it to be so» (1995: 54). Les États-Unis d'Amérique vont

³¹⁸ Le fait de se retrouver à Kisangani montre que Museveni n'était nullement intéressé à traquer les rébellions anti-ougandaises. En juin 2009, les autorités de Kampala déclaraient que la LRA n'est plus une «affaire ougandaise» mais «congolaise» (le Potentiel juin 2009). Ce même constat m'a été fait par de nombreux spécialistes au Congo, tel le Pr. Banyaku Luape Epotu de l'Université de Kinshasa (Entrevue avril 2007 Kinshasa).

³¹⁹ Lire Ogenga Otonnu (2004); Winter (2004); Van Acker (2004); Behrend (1999); Doom and Vlassenroot (1999).

³²⁰ Lire aussi Prunier (2009:322).

³²¹ Ce passage est tiré de la lettre du Major Cikwanine Bahunde Marcelin ancien commandant de la 61^{ème} bataillon du RCD dans les années 1998 – 1999, adressée au président Joseph Kabila. (Fait à Bukavu, le 08 septembre 2011).

dans la même veine comme nous le verrons dans la partie suivante que l'AFDL constitue une menace.

Le rôle des États-Unis dans la deuxième rébellion

En 1998, c'est le même scénario autour des mêmes acteurs de «la coalition de volontaires» que les États-Unis vont une fois de plus intervenir en RDC. Les États-Unis vont non seulement fournir de l'aide à l'APR, mais aussi positionner des membres des Forces spéciales³²² sur l'île d'Idjiwi (voisine de la ville de Gisenyi au Rwanda) en RDC, en plus de faire appareiller des navires de guerre au large du Port de Banane, avec près de 3500 hommes dont la mission est d'écouter les ordres donnés depuis Kinshasa, ainsi que d'assurer la surveillance radio du pont aérien.(Braeckman 1999: 353-354). L'attitude des États-Unis est d'autant plus prévisible qu'ils estiment qu'après avoir aidé le renversement de Mobutu, Kabila leur devait un certain égard, surtout dans un environnement économique international compétitif.³²³ C'est ce qui fait dire à Ostergard que «economic foreign policy and the promotion of business has become a centrepiece of foreign policy agendas, adding to the traditional focus on military security while at the same time putting it in direct conflict with the security concerns of other nations» (Ostergard 2002:346).³²⁴

Cette analyse de Ostergard est renforcée par Susan Rice pour qui même si les Etats-Unis doivent continuer à s'intéresser à ce qui se passe en RDC et dans d'autres Etats fragiles africains «Yet, our own national security is tied too closely to the continent's economic and political success for the United States to be a passive bystander at such a critical stage in Africa's

³²² La particularité de ces militaires est d'être tous des noirs américains.

³²³ Pour Madsen, dès 1998 « the Kabila regime had become an irritant to the United States, North American mining interests, and Kabila's ugandan and rwandan patrons. As a result, Rwanda and Uganda launched a second invasion of the DRC to get rid of Kabila and replace him it someone more servile» (2001:5).

³²⁴ Voir la politique américaine dans le «The National Security Strategy of the USA », septembre 2002.

history». ³²⁵ Les propos de Susan Rice rentrent dans la même optique que ceux d'Edward Marek, mais dont la reformulation par Yoweri Museveni est on ne peut plus clair:

Nous n'avons pas porté Kabila au pouvoir juste par altruisme. Mais parce que nous avons des intérêts dans cette affaire.[...] Il était hors de question que les intérêts des Rwandais, des Ougandais et des Congolais au Congo ne soient plus tenus en compte. [...] Il n'était pas question que nous abandonnions le terrain (El Tahri et Chapell 2000). ³²⁶

Dès lors, rien ne semble plus empêcher une nouvelle guerre menée par la coalition anti-Kabila. Il faut d'ailleurs souligner que c'est grâce à la médiation de Washington que le reste des troupes rwandaises et ougandaises non décimées de l'opération aéroportée d'août 1998 obtint le sauf- conduit pour retourner dans les zones de l'Est de la RDC qu'elles contrôlent avec le RCD. Cette médiation a été pour de nombreux observateurs une preuve supplémentaire de l'implication de Washington (Lanotte 2003: 106).

En dénonçant les contrats signés avec les compagnies minières, Kabila conteste l'échelle de relations dans laquelle ses partenaires veulent le maintenir. L'engagement de L.-D Kabila dans un processus de «rescaling economy» et de «rescaling the state» au profit des intérêts de son pays, s'inscrit dans une perspective de transgression de la dynamique socio-spatial existante. Cette contestation montre bien que «Spatial scales are never fixed, but are perpetually redefined, contested, and restructured in terms of their extent, content, relative importance, and interrelations»(Swyngedouw 1997:141). Cette redéfinition des échelles va conditionner les lignes de fractures à l'intérieur des coalitions anti- Kabila et anti-occupation. L'un des exemples frappant est ce décrochage entre le Rwanda et l'Ouganda qui va être l'une des sources centrale d'émiettement de cette coalition.

La rupture de l'alliance: Rwanda et Ouganda une guerre dans la guerre

³²⁵ Témoignage devant le sous comité des affaires africaines, devant le House International Relations Committee en septembre 1998.

³²⁶ En février 1998, soit six mois avant l'émergence du RCD, Marek, ancien officier des services de renseignements américain déclarait le désir des États-Unis de renverser LD Kabila. (Mayoyo Bitumba, 2006: 210).

La deuxième trame symbolise un moment important dans la transformation des rébellions de la seconde phase. Cette mutation est marquée dans la première séquence de la seconde trame par des confrontations armées à répétition entre l'APR (Rwanda) et l'UPDF (Ouganda), deux alliés devenus ennemis entre 1999 et 2000 à Kisangani. Thual attirait déjà l'attention sur la nature ondoissante des alliances. Pour ce dernier si sa gestion était moins facile lorsqu'il s'agissait de vaincre, elle devenait plus:

Problématique quand il s'agit de partager [...] Les alliances sont des états passagers qui ne présagent rien de bon [...] les alliances sont généralement de l'ordre du provisoire et même si elles durent parfois plusieurs décennies, elles aboutissent souvent à un résultat très différent de celui escompté au départ» (Thual 2000:23; 25)». La rupture entre les deux anciens alliés, conséquence directe du «geopolitics of reign-linked factionalism»,³²⁷ peut se comprendre de plusieurs manières: les préoccupations de politiques intérieurs dans leurs pays respectifs, la stratégie quant à la guerre en RDC. Sur cette stratégie, Kagame accuse Museveni de se mettre en position de «free-riding» au lieu du «burden sharing» dans la guerre en RDC.³²⁸ Il va aussi s'y ajouter des considérations d'ordre économiques comme le prouve les principaux affrontements qui se déroulent dans les zones d'importances économiques (proximité de gisements de ressources naturelles). Ce qui réaffirme le fait selon lequel, «Power has been central to economic concerns within geography» (Allen 1997: 60). La question de leadership régional et l'ego des leaders est aussi au centre de cette rupture. Même si l'Ouganda estime que «those boys» font preuve d'un appétit démesuré et se montrent ingrats et infidèles, c'est le Rwanda et de son allié le RCD-G qui dans cette deuxième séquence de la seconde trame vont remporter la victoire militaire sur l'Ouganda et son allié le RCD-KML.³²⁹

³²⁷ Ceci dans le sens où lorsqu'un groupe armé comme le RCD a reçu de l'aide des parrains étrangers et «moves into active phase a host of potentially divisive issues tends to arise concerning to conduct of guerilla operations, the tactics to be employed, the allocation of funds, weapons and ammunition» (Lemarchand 1987:163).

³²⁸ Le «free-riding», c'est lorsqu'un ou des membres dans une alliance exploitent l'alliance à moindre frais, pour obtenir les mêmes avantages que d'autres membres. Lire aussi Viotti et Kauppi (1997:188-190).

³²⁹ Le terme «those boys» ou «my boys» a très souvent été utilisé par Museveni dans ses discours pour qualifier l'APR et le Rwanda de Kagame. Au sujet du contentieux Ouganda-Rwanda lire, Leloup (2004,2005);Reyntjens (1999a). Voir le Rapport de l'ICG (4 mai 2000) et le document (17 août 1999).

En somme, cette guerre dans la guerre est la manifestation de l'échec régional du changement du régime de Kabila par la force militaire, ceci d'autant plus que la coalition anti-Kabila est restée prisonnière de la conception mécaniste du changement par les armes qui est celle de la considérer comme une simple exécution d'un projet, tout en oubliant la nature constructiviste du changement. Dans un processus constructiviste du changement, il est important de tenir compte des circonstances contingentes inhérentes même à l'action. Dans le cas de la RDC, l'une des circonstances est la nature même des alliances au sein de la coalition anti-Kabila, l'apparition imprévue du phénomène de résistances Mai-Mai, sans compter la capacité de L.-D Kabila qui a retourné l'opinion congolaise et africaine en sa faveur, ceci en réactivant les anciens liens des pays de la ligne de front.

Dès lors la rupture de cette coalition ne pouvait que provoquer un nouveau déplacement progressif de l'axe du conflit, relevant ainsi un des effets pervers des coalitions. Ceci d'autant plus que le changement est surtout le fruit de multiples interactions et reconstruction mis en œuvre dans le cadre d'un projet et en fonction des aléas rencontrés. Cette incapacité de la coalition anti -Kabila de se situer dans cette dimension, a contribué à imploser cette coalition. C'est dans ce contexte que la communauté internationale va se repositionner comme un des acteurs dans le conflit congolais.

Les Accords de cessez-le-feu, de paix et le rôle des «experts internationaux de la paix»

De nombreuses négociations se sont souvent soldés par des accords de cessez-le-feu ou à des accords de paix. Les «experts internationaux de la paix» jouent très souvent un rôle prééminent dans la conception des mécanismes qui vont soutenir les accords. En RDC, ses accords se sont déclinés sous la forme de la subordination à une partition du pays et du partage de pouvoir entre les divers belligérants.

Les Accords de cessez-le-feu de Lusaka et la partition de la RDC

La troisième trame est marquée par la signature de l'Accord de Lusaka le début de déploiement des forces de la MONUC.³³⁰ Alors que la signature de l'Accord de Lusaka du 10 juillet 1999 a lieu dans la première séquence de la troisième trame, le début de déploiement de la MONUC qui a lieu dans la deuxième de la troisième trame survient après la rupture de l'alliance rwando-ougandaise. C'est précisément onze mois après le début de la deuxième guerre que le Conseil de sécurité prend conscience du drame congolais, en votant après moult tractations la Résolution 1234 du 9 avril 1999. Car depuis le début de ce conflit, la timide réaction de la communauté internationale étaient interprétée par les acteurs armés comme un quitus à leur action. Ceci d'autant plus que la base de l'Accord de Lusaka légitime la présence des forces occupantes tout en mettant au même pied d'égalité les groupes rebelles et le gouvernement de LD Kabila.³³¹ En outre, les États-Unis et l'UE subordonnent leur soutien à cet Accord contre l'obligation du Congo à sécuriser ses voisins; ceci en dehors du fait qu'aucun principe de droit international n'oblige un État à assurer la sécurité d'un autre État, sauf en ce qui concerne la sécurité aux frontières. Cette inconsistance de la communauté internationale dans le cas de la RDC reflète les politiques et les actions des pays donateurs qui sont constamment sujettes à d'autres impératifs qui peuvent inclure des intérêts économiques ou géopolitiques:

As well as a wish to enhance their own international standing by being seen as generous or compassionate [...] Such an approach implies that the relationship between donors and recipients becomes one between subject and object, where all key decisions are made by one party and applied to the other» (Stein Sundstøl 2009: 660 et 663).

L'analyse de Stein Sundstøl rejoint celle de certains diplomates accrédités à Kinshasa, qui déclaraient que grâce à ce cet accord «il [Kabila] sera obligé de céder par la politique ce qui n'a

³³⁰ Voir texte «DRC: Lusaka Ceasefire Agreement» ou «Accord de Lusaka » du 10/07/ 1999. Les acteurs signataires sont : l'Angola, la Namibie, l'Ouganda, la RDC, le Rwanda, le Zimbabwe (le 10 juillet 1999); le RCD, (31 août 1999) et le MLC (1er août 1999). Sont témoins : la Zambie, l'ONU, l'OUA, la SADC.

³³¹ Documents, ONU, Conseil de sécurité, S/RES/1279 (1999), 30 novembre 1999 et S/1999/815. Les deux résolutions antérieures, 1258 (1999) et 1273 (1999).

pas pu être obtenu par la guerre» (Braeckman 2003: 89). L'Accord de Lusaka a ainsi contribué à aiguïser les appétits des différents groupes armés. Pour ce cet ancien haut cadre du RCD que nous avons rencontré, «l'accord de Lusaka a remis notre organisation en scelle. Même s'il y avait déjà de nombreuses tensions, il faut dire que de nombreux cadres voyaient dans cet accord un moyen de se repositionner sur la scène politique, mais aussi une façon de pouvoir s'enrichir. Comme un bien vient avec un mal, je peux affirmer que l'accord de Lusaka n'a fait qu'accélérer l'éclatement total du RCD».³³² En bref, en reconnaissant les «positions acquises», sur le terrain, et en restant ambiguë sur les termes tels «forces opposées au Gouvernement», «les forces d'États étrangers» ou «forces non invités» sans référence directe ni aux forces occupantes ou aux groupes armés qu'elles soutiennent, la communauté internationale entérine implicitement le partage de territoire entre les différents belligérants, traduisant la légitimation d'un partage de facto, devant une MONUC impuissante.³³³

La MONUC entre observation et impuissance

Avec l'arrivée de la Mission d'observation des Nations Unies au Congo (MONUC), les Casques Bleus marquent leur retour effectif au Congo. A ces débuts la MONUC compte 500 observateurs militaires et a pour mandat la surveillance, la vérification de l'application de l'Accord de Lusaka et l'acheminement de l'aide humanitaire. La MONUC n'est donc pas placée sous le «Chapitre VII» de la Charte de l'ONU. Nous sommes ici dans le contexte de rétablissement de la paix et non d'imposition de la paix. Entre temps, l'assassinat du président L.-D Kabila, et son remplacement par son fils le Général-Major Joseph Kabange Kabila, ouvre la voie dans cette

³³² Entrevue réalisée à Kinshasa avril 2007. Il est aujourd'hui membre de du RCD-KML.

³³³ Pour une critique de cet Accord lire Kabungulu- Ngoy Kangoy, Hubert (2000) et Mbavu Muhindo (2005:16-18); Braeckman (2003: 88-96).

cinquième trame à la relance du Dialogue intercongolais (DIC) qui s'était ouvert à Lusaka sous les auspices de l'ancien président du Botswana, Sir Ketumile Masire.³³⁴

La prestation de serment le 26 janvier 2001 de Joseph Kabila, officier supérieur des FAC, et fils de LD Désiré Kabila, comme Chef de l'État le 26 janvier 2001 dans la première séquence de cette cinquième trame favorise ainsi le dégel des relations entre Kinshasa et la communauté internationale.³³⁵ C'est ce qui va amener les différents belligérants dans la seconde séquence de cette cinquième trame à signer la Déclaration de principes du DIC le 4 mai 2001. Malgré cette décrispation, le déploiement de la MONUC se fera avec lenteur. Pour Amos Namanga Ngongi la «MONUC was created in 1999, but this deployment only began in mid-March 2001. So, that took a lot of time» (IRIN 2003).³³⁶

Il s'ajoute à cette lenteur, un mauvais positionnement sur le terrain. Car contre toute logique, la MONUC choisit de s'installer d'abord à l'intérieur du pays (Kinshasa, Kisangani, Mbandaka) au lieu des zones frontalières entre les États belligérants.³³⁷ En plus, on note une absence de coordination internationale, mais surtout un manque de clarté de la mission. Le patron de la MONUC: «Honestly speaking, It is necessary that the duties of the mission be made clear, and be approved by the Security Council, with adequate means provided. If the duties are not clear, even if it is Chapter Six or Seven, there will still be a problem» (IRIN, 2003). Incapable de surveiller efficacement les violations de cessez-le-feu, la MONUC devient selon Bischoff, un acteur «supplémentaire du chaos congolais, instrumentalisée par tous les belligérants, la MONUC va échouer dans l'exécution de son mandat» (2008: 84).

³³⁴ La coalition anti-Kabila veut utiliser le DIC comme le moyen de forcer le président L.-D Kabila à accepter un partage du pouvoir. C'est ce qui va entraîner le blocage des débats.

³³⁵ Pour améliorer ses relations, J. Kabila accepte le retour du président Masire récusé par son père comme médiateur du DIC, rétablit l'utilisation des devises étrangères aux côtés du Franc congolais, rédaction d'un nouveau code minier publié le 11 juillet 2002 par la Loi N° 007/2002.

³³⁶ Voir la Résolution no 1279 du Conseil de Sécurité du 30 novembre 1999 qui entérine l'accord de cessez-le-feu Lusaka et celle 1291 du 24 février 2000 portant création de la MONUC de déploiement de 5537 hommes.

³³⁷ Pour de nombreux observateurs tel Kabungulu- Ngoy «à quoi servira la présence des forces qui ne peuvent s'interposer entre belligérants ou imposer par la force la cessation de toutes opérations militaires » (2000:22).

Rapports contrastés des États et des groupes armés à l'AGI de Sun City

Le DIC va se poursuivre en octobre 2001 à Addis Abeba et se déplacer en Afrique du Sud où il s'achève dans la troisième séquence de la cinquième trame par l'Accord partiel de Sun City le 19 avril 2002.³³⁸ Au moment où se déroulent les débats du DIC, le Rwanda signe le 30 juillet 2002 à Pretoria dans la quatrième séquence de la cinquième trame et Kampala le 7 septembre 2002 à Luanda dans la cinquième séquence de la cinquième trame, des accords bilatéraux de paix avec la RDC. Ces accords bilatéraux de paix s'inscrivent dans un jeu stratégique, qui loin de contribuer à une sortie de crise politique, vise en même temps d'affaiblir J.Kabila et à renforcer le pouvoir de négociation des groupes armés nationaux à Sun City. En même temps, sur le terrain militaire le RCD-G dans les deux Kivus, soit seul ou à travers les milices qui tente de gagner un maximum d'espace sur le terrain avant la signature de l'acte final. Dans la même optique, le RCD-ML sécurise aussi des positions à travers des alliances avec Kinshasa.³³⁹

Les mécontents comme Thomas Lubanga de l'UPC qui n'ont pas pu participer au processus de Sun City, vont décider de sécuriser des enclaves qui vont servir de garantie pour renégocier leur accès à la table des négociations. Les combats dans la province Orientale qui opposent le RCD-KML au RCD-N ou même les actions d'éclats du Groupe de la Commission des négociations pour la participation (CONEMADIC) des Maï-Maï participent à cette même stratégie. Nous ici dans un schéma clausewitzien où «la politique est la matrice dans laquelle se développe la guerre» (Clausewitz 1955:703). L'activation des combats sur le terrain par les acteurs non invités à Sun City s'inscrit dans une stratégie de surenchère pour se faire entendre. Ces combats entre les groupes armés invités et non invités à Sun City s'effectuent le long d'une

³³⁸ Suite à l'insuccès du DIC à Addis Abeba, il sera reporté ultérieurement en Afrique du Sud.

³³⁹ Les délégués du camp Kabila allaient suspendre leur participation au DIC à cause de la reprise des combats par le RCD-G et de l'APR (prise de la localité portuaire de Muliro 03/2002). Les représentants de Kinshasa vont reprendre les négociations qu'après le vote de la résolution 1399 par le Conseil de sécurité de l'ONU le 19/03 condamnant le Rwanda. Un mois plus tard, dans une logique de surenchère, le RCD-G refuse de signer le 04/ 2002, l'Accord de Sun City, estimant que la place de présidence de l'Assemblée nationale transitoire lui était insuffisante. En mai 2002, le (DIC) s'achève par un échec. Situation qui entraînera de nouvelles négociations. (HRW 2003: 13).

logique de «continuum conflictuel» avec des répercussions directes sur les négociations de Sun City. Ce cas de figure a été observé avant, mais surtout pendant et après les signatures des Accords de Sun City.

L'AGI de Sun City ou la part du lion

L'acte final du DIC est marqué dans la trame six par la signature finale de «l'Accord global et inclusif» (AGI). Cet AGI est signé le 12 décembre 2002 à Pretoria dans la première séquence de la trame six. Mais cet AGI connaîtra dans la seconde séquence de la trame six des additifs le 6 mars 2003, surtout pour accommoder le RCD-G qui sentant son poids politique diminuer voulait faire échouer les négociations. Finalement, le 2 avril 2003, après moult concessions de la part des belligérants armés à Sun City et non armés l'acte final de l'AGI est signé. Généralement, l'AGI obtenu à Sun City, « involves creating a new political system in which the parties to the conflict feel they have a stake, thus in a very positive sense co-opting all parties- government and rebels- in a new creation » (Zartman 1995:22-23). Mais spécialement, l'AGI qui entre en application dans cette troisième séquence de la trame six, est une formule de résolution de conflit jamais expérimentée à cette dimension dans le monde.

Cet acte est appelée ironiquement dans les rues congolaises, le pouvoir à «cinq têtes» ou le «1+4». Il repose sur le principe de «ni vainqueur ni vaincu » où chaque partie de la composante «doit protéger un espace de pouvoir contre l'intrusion d'un rival. Nous vivons ainsi les scènes des savanes où chaque fauve mâle marque son territoire par ses urines pour tenir à l'écart tous les autres rivaux. Gare à celui qui ose y pénétrer sans autorisation» (Ngbanda Nzambo 2004: 315). L'AGI est la traduction de la pratique du partage de pouvoir, mécanisme qui offre une garantie à tous les groupes en conflit, une portion du pouvoir de l'État. Elle préconise le partage des postes de commandement dans la nouvelle armée nationale ainsi que des

postes de prestige dans la nouvelle administration des institutions de la transition. Ainsi, en divisant et en équilibrant le pouvoir entre les groupes rivaux, les «experts internationaux de la paix» réduisent le risque qui est celui de voir une partie prenante au conflit devenir un acteur dominant et menacer ainsi la sécurité des autres. Ce que corrobore (Hartzell 2007; Hartzell et Hoddie 2003) pour qui «the sharing or dividing of political, economical, territorial, or military power, are more likely to see peace» (Jarstad et Nilsson 2008: 207). Mais, cet AGI qui s'est transformé en partage vertical, est une forme de privatisation de la gouvernance, une sorte de «displacement of state power outwards» qui ne fait qu'augmenter le pouvoir «of Inter (national) or regional business elites which take center stage» (Swyngedouw 1997b:173), contribuant à la fragmentation des groupes armés.

Cette privatisation de la gouvernance est analogue à celle exercée en Afghanistan par les «warlord governors», qui comme le montre Mukhopadhyay (2009:1), «have not been ideal government officials. They have employed informal power and rules, as well as their personal networks, to preserve control over their respective provinces. Informalized politics of this kind is the antithesis of a technocratic, rule-based approach to governance and entails considerable costs, from inefficiency to corruption and human rights abuses».

Conclusion

Au début de ce chapitre, nous affirmions que l'émergence des différents groupes armés était causé par l'impossibilité du mouvement régional initié par le duo rwando-ougandais de remporter une victoire «clauswitzienne» susceptible de changer complètement la géopolitique régionale et que la fragmégration des groupes armés qui s'en est suivie en RDC, était la résultante de l'institutionnalisation d'un «complex power-sharing» par la communauté internationale. Il ressort de ce chapitre 4 que l'échec du mouvement régional comme politique de

sortie de crise militaire et qui est à la base de l'émergence du RCD et du MLC a été causé en partie par le contre poids des alliances contractées par le régime de Kinshasa auprès des anciens pays de la ligne de front, les réfugiés soldats ainsi que et les Mai-Mai. Ce qui semble révélé que le choix de l'option militaire comme moyen pour résoudre une crise politique aussi complexe est demeure souvent limité. L'invasion de la RDC aussi révèle aussi deux projets antinomiques, celui de Kabila (la revanche de l'histoire) et ceux du Rwanda, de l'Ouganda supportés par les Etats-Unis (un changement géostratégique dans les Grands Lacs). Quant au «complex power - sharing», c'est surtout l'anticipation des bénéfices qui pouvaient résulter de son application (gouvernement de transition, partage de poste) qui ont suscité les appétits des groupes armés tenus en dehors de ces accords ou ceux n'ayant tout simplement pas obtenu de meilleurs gains. La conséquence de telle attitude a été la fragmégration. Ainsi, contrairement à la rébellion de la première phase où les États étrangers (Angola, Burundi, Ouganda, Rwanda, les États-Unis) jouaient un rôle central, dans la rébellion de la deuxième phase, on note l'arrivée l'effacement des États-Unis, et l'entrée en jeu de la communauté internationale (ONU-MONUC, OUA, UE, SADC). Toutefois, on note que les groupes armées non-étatiques nationaux qui furent eux-mêmes façonnés par les formes sociales, les structures économique-politiques et les techniques et pratiques des Etats-postcoloniaux qu'ils prétendaient combattre, ont finalement reproduit la même forme de domination que l'on peut qualifier de «domination sans hégémonie».³⁴⁰

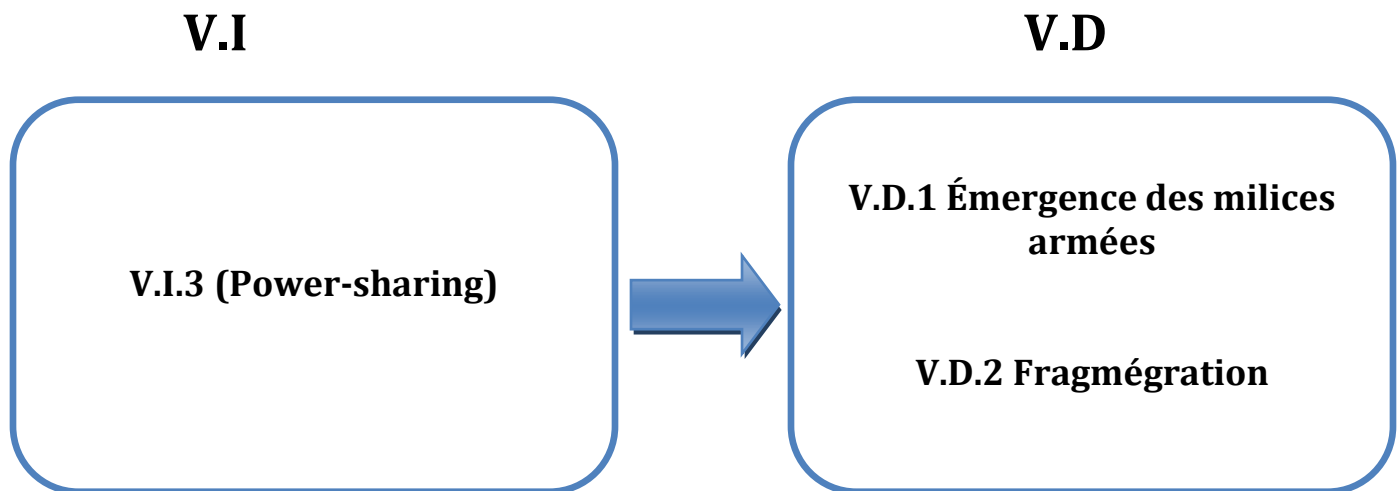
De ce chapitre 4, nous retenons que l'on est davantage en présence des cas de scission/recomposition, mais aussi de complète fragmégration. En outre, les diverses politiques de sorties de crises qu'elles soient militaires ou politiques, ont été davantage utilisées comme des techniques d'institutionnalisation du partage de pouvoir au bénéfice des divers belligérants au conflit tels: le RCD-G, MLC, RCD-ML, RCD-N, certains groupes Mai-Mai) qui ont eu la part du

³⁴⁰ Ce terme de «domination sans hégémonie» est de Ranajit Guha (1998).

lion. Ce qui les a permis de se positionner sur l'échiquier politique national, au détriment d'autres acteurs armés qui ont soit eu la part incongrue ou ont été totalement exclus de se partage. Toutefois, même si l'AGI fige momentanément les grandes lignes de fronts officiels entre les groupes rebelles nationaux et le pouvoir centrale à Kinshasa, il ouvre concomitamment à la rébellion de la troisième phase d'autres opportunités politiques propices à l'émergence des milices armées, mais surtout à leurs scission/fusion tel que nous l'analyserons dans le chapitre 5. Ce partage de pouvoir complexe qui s'inscrivait dans une logique de changement de dynamique du conflit ceci avec pour clé le désintéressement des groupes armés à la guerre par la redistribution des postes, dévoyé, ce partage de pouvoir a davantage été utilisé tantôt comme une stratégie, tantôt comme une tactique pour continuer à exiger d'être inclus dans les instances d'ordonnancement du «power-sharing» en RDC. Dans cette lancée, les milices armées vont se greffer aux mouvements rebelles nationaux et étrangers, et même s'y substituer; et devenir des acteurs incontournables dans la troisième phase de rébellion.

CHAPITRE 5: REBELLION DE LA TROISIEME PHASE: 2003 à 2010

Les mouvements rebelles de la troisième phase ont émergé dès avril 2003 dans la foulée des négociations politiques du DIC. Dans cette présente phase, les acteurs centraux sont les milices armées, ceci contrairement aux deux précédentes phases de rébellions où les acteurs centraux étaient les mouvements rebelles.³⁴¹ En outre contrairement à la première et deuxième phase de rébellions qui s'ouvraient sur une stratégie de sortie de crise de type militaire, cette troisième phase s'ouvre sur une stratégie de sortie de crise politique. D'emblée, nous affirmons que l'institutionnalisation du mécanisme de partage de pouvoir complexe par la communauté internationale a causé l'émergence et la fragmégration des milices armées.



Graphique 4. Schématisation de l'hypothèse du chapitre 5

³⁴¹ Ici je ne veux pas dire qu'avant avril 2003 il n'y avait pas déjà de milices armées en activité. Toutefois, c'est par souci pédagogique et de clarté conceptuelle. Nous estimions qu'il était important de marquer cette césure. Ceci d'autant plus que c'est dans la rébellion de la troisième phase que l'on va observer une augmentation exponentielle de milices. En outre, la diversité des milices dans nos recherches montre que l'identité des milices est fluide et façonnée par le contexte et la façon dont le monde/ les discours les structurent.

Le power-sharing (VI.3) a quant à lui entraîné l'émergence des milices(V.D1), la fragmégration des milices et des groupes armées (V.D2). Dans ce chapitre, nous analyserons les causes de l'émergence, et de fragmégration des milices armées. Ce partage de pouvoir amorcé du haut vers la base (« *top-down* ») comme un outil de désintéressement des milices armées par la redistribution des postes, soit une prime politique; ce power sharing a plutôt cristallisé les revendications de ces acteurs armés. Cette fois dans un mouvement de «bottom-up», il a été ensuite réarticulé par ces acteurs armés comme une stratégie de contournement et de défiance aux «experts internationaux de la paix» qui pour ces milices armées étaient les architectes du «1+4».

Ce chapitre est divisé en quatre parties. Dans la première partie, nous examinerons le contexte qui est à l'origine de l'émergence des milices armées. En ce faisant, nous analyserons le lien causal entre l'institutionnalisation du mécanisme de partage de pouvoir et l'émergence de des milices armées. Pour cela nous procéderons par une analyse des origines sociales, des modes de recrutement, de la dynamique interne dans les milices armées, ainsi que leurs liens avec les groupes armés nationaux et étrangers et les États voisins. Dans la deuxième partie, nous nous attarderons sur les sources de financement et d'autofinancement des milices armées armés tout en relevant leur nature prédatrice qui structure leur émergence et leur fragmégration. Car ici, le partage de pouvoir leur permet de continuer à avoir accès à des ressources institutionnelles. Mais les milices armées qui n'ont pas pu être intégrées dans la logique du partage de pouvoir vont continuer leur action prédatrice dans les espaces utiles en espérant elles aussi être intégrées à un moment dans le mécanisme de « complex power-sharing». La troisième partie est consacrée à l'administration que les milices armées font des territoires sous leur occupation. L'application du «complex power-sharing» a un impact direct sur cette gouvernance des milices, d'où la fragmégration. Quant à la quatrième partie, elle s'articule autour des diverses lignes de transformation à l'intérieur des myriades de milices armées. Elle va aussi analyser le lien causal

entre l'institutionnalisation du mécanisme de partage de pouvoir et l'émergence et la fragmégration des milices armées.

Avant de commencer l'analyse de ce chapitre 5, il est important de clarifier la notion de milice. Car les acteurs centraux dans la troisième phase des rébellions sont des milices armées. Ces acteurs sont compris davantage comme des milices villageoises ou groupe locaux d'autodéfense qui s'inscrit à l'intérieur d'un vaste réseau complexe d'autorité et de contrôle. Dans le chapitre 3 et chapitre 4, on est en présence de groupes armés structurés, c'est-à-dire des mouvements de type linaires qui reposent sur une mobilisation «sans fluctuations importantes du point de vue quantitatif dans le temps» (Giugni 1991: 43). Par contre, dans le chapitre 5, on assiste à l'émergence des milices armées qui sont des mouvements non linéaire qui s'appuient sur une mobilisation avec des fluctuations importantes du point de vue quantitatif. Ici, on est dans un contexte d'émergence à profusion de milices armées où leur formation «obéit à ce que l'on pourrait appeler la logique des sables mouvants» (Mbembe 2010 :183). C'est à ce niveau que l'on peut noter un véritable changement quantitatif important. Alors qu'un mouvement rebelle est une force militaire constitué en majorité de soldats et de civils ayant une formation militaire de base, les milices sont une force militaire constituée en majorité de civils très souvent sans formation militaire que dirigent un petit groupe de soldats ayant une connaissance du métier des armes.³⁴² Les milices opèrent en dehors de toute structure militaire formelle étatique.³⁴³ Une partie des milices armées présentes dans ce chapitre 5 sont le résultat de l'autonomisation de certains groupes militaires présents au sein des groupes armés nationaux, alors que d'autres sont de nouvelles entités qui ne figuraient pas dans les mouvements rebelles.

³⁴² Il faut préciser ici que cette connaissance peut aussi avoir été reçue sur le tas, grâce à l'expérience des nombreux conflits ayant cours dans la région et aux échanges de services avec les nombreux groupes étrangers sacuarisés en RDC et les refugee warriors.

³⁴³ Il faut noter ici qu'en face de la diversité des milices l'une des différences sur le plan militaire entre elles se situe au niveau du prorata des civils ayant une formation militaire ou du nombre (seuil) de soldats dans leur formation.

Sur le plan théorique cette autonomisation des milices armées et l'émergence de nouveaux groupes permettent de saisir le fondement de leurs liens structuraux avec les groupes armés majeurs et les Etats. Sur le plan empirique, on note que dans un acte de transsubstantiation, les groupes armés majeurs et les États ont délégué leur mission à des substituts, les milices armées, qui les représentent et les prolongent (sur le même principe que les États envers les groupes armés majeurs). Ainsi, ces milices sont la matrice dans laquelle se développe la continuation de la guerre et la prolongation de la présence des groupes armés nationaux et des États voisins. Historiquement, cette notion fait référence à des militaires à mi-temps des armées régulières ou des corps de réservistes constitués de jeunes recrues.³⁴⁴ Pour Hills (1997:39-40),

Militias are usually described as taking part in some form of inter (or infra) group fighting within a geographical area, and as belonging to a specific group or leader [...] Militia is thus a general, damning, term applied to recognisable armed mobile groups operating either under the umbrella of a factional leader, clan or ethnic group, or on their own behalf after the break-up of previously recognised forces.

Mais avec les conflits en Afrique, le terme milice a été affublé autant par les médias que les analystes à la vénalité et à la cruauté.³⁴⁵ Les milices armées ou «warlord insurgencies» sont généralement dirigées par un seigneur de la guerre ou «warlord», qui contrôle un groupe particulier et un territoire; et qui n'a de compte à rendre «to a higher authority- although they may defer to stronger warlords» (Jackson, 2003: 134; Antonio Giustozzi, 2003:2).³⁴⁶ Partant des caractéristiques des milices armées, le label «warlord» leur est maintenant accolé. Ce catalogage des leaders de milices comme étant des «warlords» a fait perdre non seulement la profondeur analytique, mais aussi «potentially lose effectiveness in our responses to these actors» (Vinci

³⁴⁴ Confère les débats en 1784 aux Etats-Unis entre Georges Washington, Alexander Hamilton, le baron Wilhelm von Steuben et Henry Knox. (Jure Vujić 2009).

³⁴⁵ Lire Crummey (1986:3) au sujet de la criminalité et du banditisme; et de protestation pour Hobsbawn (1959).

³⁴⁶ Depuis les années 1980 on a assisté à un intérêt de plus en plus accru au sujet des Warlords ou Seigneurs de la guerre. Voir Sheridan (1966), Diana Lary (1985) sur la problématique du «Seigneur de la guerre et le problème de démocratie» et des Warlords d'Afrique et le numéro spécial du RAPE de 1989 (16,45/46).

2007: 314).³⁴⁷ Pour éviter de tomber dans le même piège dans ce chapitre, nous nous éloignerons des considérations généralement accolées à ces groupes et à leur leadership. Avant de continuer l'analyse de ce chapitre 5, nous présentons dans le tableau 4, les différentes trames événementielles ainsi que les séquences de cette phase.

a) Structuration des milices armées: origines sociales et mode de recrutement, Dynamique interne et champ d'action

La structuration des milices armées: De «nobody» à «somebody»

S'il y a un acteur dont la présence a tant intrigué et dérouté les nombreux analystes et «experts internationaux de la paix» dans la crise en RDC, c'est bien les miliciens armés. Ces combattants «irréguliers» ou de «rogue actors»³⁴⁸ se retrouvent principalement dans cinq provinces: les Kivus du Nord et du Sud, la province Orientale, le Maniema et dans une moindre mesure le Katanga. Ces milices sont généralement formées de milices villageoises et des groupes d'autodéfense. A la lumière de mes recherches de terrain, un examen des bases sociales des rébellions de la troisième génération fournit une bonne indication sur la nature des milices armées. Ces combattants (recrues volontaires sans véritable expérience militaire) sans uniforme se sont très vite aguerris au contact des «conseillers» rwandais et ougandais, et autres rébellions étrangères. Ces «civils enragés»³⁴⁹ qui ont connu l'expérience directe de la guerre et des atrocités dans les différentes zones de transit sont très souvent livrés au besoin et au dénuement, «des gens qui, en revendiquant ce qu'ils estimaient de leur droit, ont fait l'expérience des brutalités policières, voire de l'emprisonnement sans jugement et de la torture - et donc des gens mobilisés par une

³⁴⁷ Dans cette optique, on parle alors de «warlordism» ou «warlord insurgencies». Pour Rich (1999), MacKinlay (2000), le warlordism est une expression péjorative qui évoque la brutalité. C'est un vocable devenu le label utilisé par les grands médias pour vilipender des individus considérés comme des chefs de guerre. Lire (Jackson 2003: 134) et Hills (1997:39-40). Pour Kaplan (2000) ou Enzensberger (1994), ce type d'acteur est l'expression de la déferlante irrationalité, dont les agissements est l'expression d'une nouvelle forme de «néo barbarisme». Pour Marchal et Messiant (2003:91) ce courant considère la civilisation comme étant «attaquée par de nombreux maux». Ce qui implique que le monde libre et démocratique doit assumer sa responsabilité en allant soumettre les «forces du mal».

³⁴⁸ Les combattants «irréguliers» («Enemy Combatants» ou «Unlawful combatant ») ou de «rogue actors» inspiré de «rogue states» sont des termes inspirés que l'on retrouve dans Brookes (2005) et le 197-198. United States, National Security Council, The National Security Strategy of the United States of America (Washington DC: National Security Council, 2006).

³⁴⁹ Lors de ma recherche sur le terrain, c'est un terme qui était généralement utilisé pour qualifier les miliciens.

Tableau 4: Trame séquentielle de la rébellion de la troisième phase

Séquence	1	2	3	4	5	6	7
Trame 1 : Prestation de serment de Joseph Kabila comme Président la période de Transition	Entrée en fonction de Joseph Kabila 7/04/ 2003 comme Président du «1+4»	20/04/2003 début de la mise en place des institutions de la transition et du (1+4)					
Trame 2- Autorisation par le Conseil de Sécurité de la création d'une Force Multinationale Intérimaire d'urgence pour l'Ituri 30/05/2003,	Début de l'«opération Artémis» des forces Multinationale Intérimaire avec un mandat Chapitre VII (du 6 juin au 6 septembre 2003)	Bataille de Bukavu février 2004 et émergence du CNDP	Combat entre FARDC et RCD/ANC décembre 2004				
Trame 3: Accord de Dar-es-Salaam et les première élections (marquent la fin de la transition)	Programme de Désarmement et de réinsertion communautaire lancé en septembre 2004 dans l'Ituri	Accord de Dar-es-Salaam du 20 /10/2004	Premières unités militaires en février 2005 pour l'intégration «brassage» dans l'armée	Referendum (18/12/2005) et les premières élections législatives (30/07/2006), présidentielles(30/07/2006et le 29/10/ octobre 2006), et sénatoriales (19/01/ 2007)	Victoire de Kabila et fin de la transition politico-militaire (27/11/2006)	Bataille entre FARDC et la garde de JP. Bemba (03/2007)	
Trame 4: Renforcement de la position de la milice du CNDP et signature des Accords de Kampala, Nairobi I et II et Amani	Tripartite Plus (RDC, Ouganda et du HCR) et ONU à Kampala le 15/09/ 2007	Accord de Nairobi, signé le 9 novembre 2007 entre le Rwanda et le Congo	Accord de cessez-le-«Accord Amani, (le 23/01/2008 à Goma	Intensification des attaques du CNDP octobre 2008	Accord de paix Nairobi II 7 novembre 2008	Opération «Coup de poing ou Rudia I», Troupe ougandaises – FARDC pour traquer LRA, décembre 2008	Opération «Coup de poing ou Rudia II», Troupe ougandaises – FARDC pour traquer LRA, 8 mai 2009.
Trame 5: Renforcement des opérations conjointes MONUC/FARDC/RDF/UPDF et le démantèlement du CNDP	Forte dissension entre –Nkunda et Ntaganda),le général Ntaganda	Opération«Umoja Wetu», RDF et FARDC contre les FDLR débute le 5 janvier 2009	Schisme du (CNDP-Nkunda, CNDP Ntaganda), Ntaganda sort vainqueur 16/01/ 2009	Arrestation le 22 janvier 2009, de Nkunda			
Trame6: Accord de paix de l'Hôtel Ihussi–etfin officielle de la guerre dans l'Est	Accord de paix de l'Hôtel Ihussi - met officiellement fin à la guerre du Nord-Kivu, et formalise le cessez-le - feu du 5/01/ 2009.	Opération Kimia I et II), débute le 12 juillet 2009 au Sud Kivu.	1 ^{er} juillet 2010 passage de la MONUC à la MONUSCO				

certaine soif de vengeance et prêts à tout parce que s'estimant avoir été violés au plus profond d'eux-mêmes» (Mbembe 2005). Cette analyse de Mbembe s'applique aussi des milices de RDC, de la Côte d'Ivoire décrites par Banégas (2008: 6), Bobo et Chaveau (2003:28-29) ou encore du Congo Brazzaville décrites par Bazenguissa (1998,1996).

Ainsi, par le simple fait de posséder «a gun can transform a “nobody” into “somebody”», ceci d'autant plus que la pratique de la guerre «has therefore broadened from a drama of social exclusion into a way of life, a mode of production» (Bøås 2004: 212). Ceci fait de ces combattants un dispositif important dans l'agencement des nouvelles dynamiques locales et régionales, surtout que ces «have not» s'appuient sur la violence politique pour s'offrir un espace de renégociation de leur statut afin d'accéder aux ressources politiques et économiques. Ces milices armées formées de jeunes constituent dès lors de véritables «corps sociaux guerriers», dans lesquels les jeunes grâce à la violence politique bousculent les hiérarchies et les rôles. Ce contexte montre bien qu'il faut dépasser l'aspect de «victimisation»³⁵⁰ des jeunes combattants, et les considérer comme de véritables acteurs capables de déployer leurs propres stratégies dans un environnement de contraintes dictés par les dynamiques de la conflictualité.

Milices armées et les pratiques sociales et politiques

Généralement, sur le plan de l'éducation politique, la formation idéologique des milices est d'avantage ancrée dans les pratiques sociales et les habitus des membres des communautés qui forment ces milices. C'est ce que nous avons observé sur le terrain en interviewant des anciens miliciens et certains de leurs chefs, dont le commandant Mubi, «Il n'y avait ni éducation politique encore moins une quelconque formation idéologique données à nos miliciens. Nous essayions seulement de les amener à identifier qui pouvait être autochtone ou étranger. Notre

³⁵⁰ Paul Richards (1985) et Abdullah Ibrahim (1998) mettaient déjà en relief l'aspect victimisation dans leurs études sur les jeunes combattants dans d'autres contextes de conflit.

force était notre appartenance à notre culture. C'était la seule façon de résister aux ennemis, de rester fort».³⁵¹ A la lumière de ces dires, on peut dire que la formation des milices reposait davantage sur les expériences de la quotidienneté se détermine par rapport au sentiment d'appartenance à un groupe ou à une structure associative, engagée ou non, et plus ou moins conventionnelle. Si dans la rébellion de l'AFDL on a dû noter une volonté d'inculquer une éducation politique surtout lors des recrutements, dans celle de la deuxième phase, l'éducation politique était minimale,³⁵² inexistante dans la rébellion de la troisième phase.³⁵³ D'ailleurs la majorité des miliciens, «sont dé-scolarisés» - la «racaille» urbaine, adolescents peu alphabétisés, gens de toutes sortes nés dans la brutalité et qui, ayant grandi dans la rue et le dénuement, n'ont pratiquement rien à perdre et tout à gagner pourvu qu'ils disposent d'une arme» (Mbembe 2005).³⁵⁴ Selon un agent de la section de protection des enfants de la MONUC que nous avons interviewé, près 85% d'enfants -soldats démobilisés n'ont pas terminé leurs écoles primaire ou même ne sont jamais allés à l'école. Ce qui fait d'eux un bon réservoir qui est utilisé pour mener les guerres de prédation.³⁵⁵

En plus du registre de l'éducation politique, on note que contrairement aux deux phases de rébellions où les chefs des groupes armés avaient soit un passé révolutionnaire affirmée (à l'instar de LD Kabila), ou une éducation universitaire et politique dans le cas des groupes armés

³⁵¹ Mubi est le nom d'emprunt de cet ancien chef milicien de Ituri. Il est actuellement commandant dans les FARDC (Entrevue Kinshasa juin 2007). La déclaration de ce chef milicien résume bien celle d'autres chefs miliciens en RDC.

³⁵² Bien que l'on retrouve une littérature sommaire sur l'éducation politique, que se soit dans la rébellion de la première phase avec l'AFDL et de la deuxième phase avec les groupes rebelles majeurs, on est aussi tenté de se questionner sur la qualité de l'éducation politique.

³⁵³ A travers notre recherche sur le terrain nous n'avons trouvé aucune documentation tendant à prouver l'existence d'une formation politique. Les seuls éléments qui tiennent lieu de documents sont des tracts de dénonciation.

³⁵⁴ Je me réfère ici à des focus- group avec des ex-miliciens dans deux centres de brassage et .aux chiffres disponibles sur la démobilisation des milices ou encore des enfants soldats dans les pages 207 et 208. Aussi, il est important de mentionner que bien avant le début de la guerre en 1996, lors des dernières années du mobutisme le secteur éducatif était par terre «par terre». A ce sujet confère le rapport Blumenthal dans « Mobutu et l'argent du Zaïre» (1993). La guerre n'a fait qu'aggraver la situation confère le Rapport du Conseiller principal en éducation de la Région Afrique Banque mondiale. «Le système éducatif de la république du Congo: Priorités et alternatives» (2005).

³⁵⁵ Entrevue menée à Kinshasa, juin 2007.

nationaux,³⁵⁶ dans celle de la troisième phase, la majorité des chefs miliciens sont des semi-lettrés, c'est-à-dire qu'ils ont à peine l'éducation secondaire et leur éducation politique est approximative.³⁵⁷ D'ailleurs selon un responsable militaire de la MONUC, «De nombreux commandants et responsables de milices qui ont été envoyés à la MONUC pour effectuer des formations et des stades de recyclage d'état-major, ont été tous retournés à leur état-major à cause de leur faible niveau. Ils savaient à peine lire, encore moins tenir une simple carte».³⁵⁸ Ces chefs miliciens peuvent être comparés à ce que Mbembe (2005) définit comme étant une «*proto-intelligentsia*», ou de «lumpen –radicalisme» (Mbembe 2010:21) dont leur politisation s'est effectuée au contact de la violence d'État. Cette proto-intelligentsia qui exerce une sorte de populisme sanglant n'a en général aucun projet alternatif.³⁵⁹

En outre, ces milices armées pour la plupart unicommunautaires³⁶⁰ se mobilisent à l'intérieur de divers réseaux (ethniques, religieux, formels ou informels) et des communautés en vue d'activer des normes et, «expectations that promote or reinforce cooperation [...] and emerge as critical tools that enable rebel organizations to recruit committed soldiers to their movements» (Weinstein 2007:9).³⁶¹ Dans l'ensemble, la distinction entre autochtones et allogènes a été accentuée, le principe d'ethnoracial servant de plus en plus de base à la citoyenneté comme nous

³⁵⁶ On peut même préciser que le chef du RCD qui deviendra aussi chef du RCD-KM, Wamba Dia WambaWa est professeur d'université. Au sujet de ce rapport à l'instruction scolaire voir annexe 5. Nous insistons ici sur le niveau d'éducation politique ou idéologique des leaders et membres des groupes armés parce que ce sont des aspects ayant un impact non seulement sur le leadership, et sur la cohésion et la discipline du groupe. Cette faiblesse de la formation politique et idéologique fut aussi relevée par le rebelle Mulele dans les rébellions qui ont lieu au Zaïre entre 1963-1965 (Martens 1987: 225). Reno (2011:4-10) fait aussi une démonstration dans son analyse où il construit une catégorisation autour des «anti-colonial rebels» les «majority rules rebels» et les «reform rebels».

³⁵⁷ Voir Annexe 5.

³⁵⁸ Entrevue avec un responsable militaire de la MONUC en juin 2007 à Kitona. Il faut retenir que certains chefs militaires des milices ont été intégrés dans les FARDC et élevés aux grades d'officiers supérieurs, ceci dans le souci d'acheter la paix en RDC.

³⁵⁹ Dans les nombreuses entrevues menées aucun chef milicien d'une liste de 15 n'a pu démontrer ou fournir des documents attestant d'un quelconque projet alternatif. Même le CNDP ou l'UPC les plus structurées n'ont pu produire que des documents qui mettaient en exergue des revendications strictement communautaires.

³⁶⁰ Voici un exemple de groupe uni-communautaire en RDC: de Alur, Babembé, Banyarwanda, Hema, Hunde, Lendu, Lugbara, Nande, Ngiti, Nyanga,

³⁶¹ «Uni-ethnic movements are based on alliances created among activists pertaining to a single ethnic group» (Forrest 2004:1). Ici le terme «Uni-ethnic movements» a pour inconvénient de renforcer ce que Lonsdale (1992) appelle «tribal identity». Toutefois, je préfère utiliser le terme uni-communautaire en lieu. Cependant même si ces groupes sont uni-communautaires, il faut noter qu'il existe une certaine fluidité des identités au sein des communautés. Car il est illusoire de parler d'ethnie comme structure isolée, étanche. L'exemple de la province Orientale où les groupes communautaires Hema et Lendu ont en leur sein des sous-groupes. Des sous-groupes qui n'ont pas toujours la même orientation politique que le groupe communautaire. Voir aussi HRW (2003:15-19).

l'avons démontré plus bas dans les pages 244 à 246 où les milices pro- occupation font face aux milices anti occupation dans les provinces du Nord, Sud Kivu où Orientales. Toutefois, l'identifié n'est pas une caractéristique essentielle pour un individu ou un groupe, mais plutôt «but a characteristic and consequence of social interactions» (Tilly 2002: 75). Ces éléments sont à la base des principes cardinaux de mobilisation (Oberschall 1993).

Par ailleurs, le fait d'avoir les mêmes pratiques sociales et la même croyance (le cas des Maï-Maï qui suivent aussi des séances de pratiques mystiques qui leur confèrent un sentiment d'invincibilité) à un but commun, fortifie leur volonté et leur permet de faire plus de sacrifices pour une cause (Miller, 1992: 157 et 197). Toutefois, cela ne s'est pas toujours traduit sur le terrain de manière positive. Ceci est dû au fait que les milices armées étaient traversées par deux impératifs contradictoires: le nationalisme pour les uns et l'alliance aux forces occupantes pour les autres. Dans ce contexte, certains miliciens ont eu tendance à sacrifier les idéaux du groupe au profit de leurs intérêts personnels. En outre, cette motivation pour les gains à court terme a pour conséquence de favoriser la recrudescence de la violence, de nombreux actes d'indiscipline, ainsi que leur fragmégration. C'est ce qu'ont exprimé les ex-miliciens «Certains de nos amis miliciens ne se battaient pas pour le groupe. Lorsqu'ils ont eu une occasion, ils ont intégré les FARDC. Comme certains chefs, après nous avoir utilisés pour leur galons, ils ont décroché pour aller à Kinshasa».³⁶² Un ancien chef milicien aujourd'hui dans les FARDC rétorque à cet effet. «A un moment il fallait savoir arrêter la guerre. Nous avons choisi d'intégrer d'autres ne voulaient pas. Nous on ne pouvait pas tous les traîner. Nous ne voulions plus rester dans la brousse. A un moment, il faut savoir quel intérêt on défend».³⁶³ L'attitude de ces groupes se situe aux antipodes des rébellions «activistes» dont les combattants s'engagent davantage dans une

³⁶² Entrevue et focus group avec des ex-combattants miliciens à Kenge et Kitona (mai et juin 2007).

³⁶³ Entrevue avec un ancien chef milicien aujourd'hui emprisonné à La Haye par la CPI (avril 2007). Voir aussi des éléments soutenant cette idée dans le chapitre 6.

perspective à long terme avec pour objectif final la prise de pouvoir. Pour les milices armées en RDC dont le combat se situe à la périphérie, leur lutte pour le pouvoir est marginale. Cette analyse de Bigo dans un autre contexte, traduit la situation la réalité des milices armées dans la rébellion de la troisième phase:

Au regard d'objectifs beaucoup plus limités, même si leurs discours affirment le contraire. Survivre comme groupe combattant, exister en soi sont des objectifs qui priment sur la conquête du pouvoir. Même lorsque la cause est perdue, voire oubliée, on continuera à se battre pour exister face aux autres micro-acteurs. Peu importe le gouvernement dans ce cas» (1998: 339).

En bref, on saisit mieux leur manque de volonté commune de s'emparer d'un centre, d'autant plus que la guerre qu'elles mènent, est non seulement éclatée, mais ne se limite plus à un ennemi systémique ou à un territoire d'un pays, mais serait davantage une manifestation de «rage against the "machinery" of dysfunctional states, their equally fragmented and corrupted institutions and the uneven impact of a globalized modernity» (Bøås 2007:5), dans laquelle on retrouve ce réservoir de «dé-scolarisés» et d'adolescents peu alphabétisés qui est aussi une caractérisation du phénomène «Kadogo», majoritaire dans les groupes de milices armées.

Les milices pourvoyeuses des «Kadogos»

Généralement les milices sont constituées par des enfants soldats. Ce qui inscrit cette rébellion de la troisième phase dans la longue tradition de recrutements des «Kadogos» en RDC et de la militarisation de la jeunesse. Ce fait n'est pas nouveau en Afrique. Dans son analyse sur l'engagement de la jeunesse mozambicaine au sein des rébellions du Frelimo et de la Renamo, Christian Geffray (1990) montraient déjà que cet engagement était une manière d'échapper à la marginalisation. Toutefois, même s'il ne faut pas négliger les effets de la coercition exercés sur ces «Kadogo», Alcinda Honwana démontre dans le cas angolais et mozambicain que ces miliciens occupent des «espaces sociaux interstitiels, entre les mondes adultes et juvéniles, qui conditionnent leurs styles de vie. Dans ces espaces ambivalents, ils ne sont pas dénués de

capacité d'action. Innocents et coupables à la fois, ils sont plutôt des acteurs tactiques» (2000:58; 2006).

Par ailleurs, leurs recrutements sous la coercition et le kidnapping ont contribué à renforcer l'absence de cohérence des liens sociaux à l'intérieur des milices armées d'autant plus que les leaders de ces milices consacraient très peu de temps ou presque pas à leur éducation de base ou politique. Ce qui expliquerait que la RDC à elle seule compte plus de 10% des effectifs des enfants soldats recensés dans le monde.³⁶⁴ On estime d'ailleurs que les milices Maï-Maï sont composés de 50 % d'enfants soldats alors qu'en février 2003, des sources ont indiqué à Refugees International que 75% des 15 000 soldats de l'UPC du district d'Ituri ont moins de 16 ans (Watchlist on Children, 2003: 3 et 15). Pour Ntumba Luaba «sur les 33 494 enfants soldats répertoriés début 2004, 10 mille ont déjà été démobilisés. Mais certains groupes continuent à enrôler. Ce qui rend la tâche plus difficile».³⁶⁵ Alors que dans la rébellion de la première phase environ 10% des effectifs de l'AFDL sont constitués des Kadogos, dans la rébellion de la deuxième phase, ce chiffre est passé à près de 40% surtout dans les rébellions du RCD-G, RCD-K et le RCD-N. Dans la rébellion de la troisième phase ce chiffre augmente de manière exponentielle pour atteindre sensiblement 75%, tel qu'illustré par le cas de l'UPC qui est un exemple par excellence de milice armée.

Contexte d'émergence et de fragmentation des milices armées en RDC

La première trame de la troisième phase des rébellions est marquée par la prestation de serment de Joseph Kabila en tant que Président de la RDC de la période de transition, et l'instauration des structures du «1+4» qui est la consécration de l'institutionnalisation du partage de pouvoir. Ce

³⁶⁴ Les Nations unies avancent très souvent le chiffre de 320 000 enfants soldats dans le monde. Voir aussi les sites de HRW, AI, Unicef, Schmitz (2001) ou Schaeffer (2001) qui parle du processus de désocialisation et de Resocialisation des enfants soldats au Mozambique.

³⁶⁵ Entrevue réalisée (avril 2000, Kinshasa) Alphonse Ntumba Luaba, professeur de la faculté de droit de l'Université de Kinshasa et (président du programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion (UEPNDDR). Ces chiffres ont été corroborés par la division de la protection des enfants de la MONUC et un responsable du Groupe d' Action pour la Démobilisation et la Réinsertion des Enfants Soldats (GADERES).

nouveau contexte de politique de sortie de crise politique est marqué dans la première séquence de la première trame, ceci avec l'entrée en fonction de Joseph Kabila le 7/04/2003 comme président du «1+4». C'est dans le contexte des négociations du DIC et de la formalisation de l'AGI; et de la mise sur pied du gouvernement de transition que vont apparaître une multitude de milices armées aux sensibilités politiques diverses qui estiment être des laissés pour compte de l'AGI. Le premier type de milices est celui de ceux qui ayant pressentis les retombés d'une participation autonome (et non plus sous le parapluie d'un groupe armé national) au DIC ont décidé de faire cavalier seul afin de profiter des retombés de l'AGI; ce qui leur octroierait une meilleure représentativité dans les institutions de la transition. Le deuxième est celui de ceux qui ayant participé, n'ont pas pu recevoir les retombés escomptés de l'AGI et aussi ceux qui n'ont pas eu de postes au moment de l'implémentation du «1+4». Le troisième est un regroupement hétéroclite crée de toute pièce par les États (État congolais, l'Ouganda et le Rwanda).

Émergence et fragmégration des milices ou la revanche des laissées pour compte

Les laissées pour compte sont en premier ceux qui comme la milice de l'UPC, ayant pressentis qu'il était plus avantageux de cavalier seul afin de profiter d'éventuel retombés d'une participation au DIC à l'AGI dont du «power sharing». Il y a aussi ceux qui ayant participé au DIC et qui n'ont pas pu soit recevoir les retombés escomptés de l'AGI au moment de la mise sur pied du «1+4», ou au mieux quelques strapontins, tels le CNDP et certaines milices Mai-Mai. Généralement ces derniers, vont devenir des excroissances des groupes armés nationaux. Le troisième groupe des laissés pour compte, est un regroupement hétéroclite crée de toute pièce autant par les groupes armés nationaux, les États (État congolais, l'Ouganda et le Rwanda).

Les milices armées congolaises ou des excroissances des groupes armés nationaux

Dans le premier schéma, les mouvements armés nationaux: MLC, RCD-G, RCD-KML, ou RCD-N qui font partie de ce que l'on appelle les composantes du «1+4», vont contribuer à la création des milices locales. Ceci dans le but de freiner les négociations de paix, renforcer leurs liens avec le gouvernement de Kinshasa ou encore étendre la base de leur pouvoir dans le gouvernement de transition. Cette situation a eu pour effet non seulement d'accentuer les clivages au sein des milices armées mais de créer des conditions favorables aux fragmentations. Les milices du FNI, le FRPI, FAPC dans la province Orientale (le bastion des seigneurs de guerre) ont ainsi bénéficié d'une formation, de la fourniture en armes et d'un soutien militaire de la part du RCD-ML et à travers lui, de Kinshasa. Quant au MLC, même s'il s'est fait moins discret, il a occasionnellement combattu aux côtés de l'UPC qui était le rival du RCD-ML. Par contre, le RCD-G a soutenu l'UPC après que ce dernier ait changé d'alliance.³⁶⁶

En outre, la présence des leaders des groupes armés nationaux dans le gouvernement de transition leur donne accès aux ressources étatiques. Ce qui leur permet de maintenir «their formal political power» (Stein Sundstøl 2009: 662), ceci en s'appuyant sur les milices armées. Toutefois, les liens étroits entre les mouvements rebelles nationaux et les leaders des milices se déroulent beaucoup plus sous une forme instrumentale. Dans cette relation instrumentale, les chefs miliciens vont capitaliser sur les facteurs politique et militaire. Sur le plan politique, ils vont profiter des contradictions des différents responsables des mouvements nationaux présents dans les institutions du «1+4» à Kinshasa et aussi des dysfonctionnements entre les vice-présidents du «1+4» qui contrôlent chacun un secteur des institutions de la transition. Cette rivalité au sein du gouvernement de transition permet aux milices armées qui ont des liens avec les groupes armés nationaux de s'autonomiser davantage de ces derniers. Les responsables des

³⁶⁶ C'est le Ministre UPC des affaires étrangères, Jean Baptiste Dhetchuvi qui a négocié le 6/01/ 2003 à Goma un accord entre le RCD-G et l'UPC (HRW 2003: 15).

composantes des groupes armés rivaux passent la plupart du temps à s'affronter beaucoup plus pour leur positionnement personnel au sein du «1+4» que celui de leurs formations respectives. Ce positionnement ne peut être effectif qu'à travers une réelle implication au sein des milices armées.

Sur le plan militaire, on note que «les groupes armés refusent d'intégrer entièrement leur branches armées dans la nouvelle armée unifiée, ils préfèrent les garder comme moyen de pression»³⁶⁷ en outre après la signature des Accords de l'AGI, il n'existe pas de structures crédibles de surveillance des 2D3R. Les milices vont ainsi profiter du vide pour s'approprier des stocks d'armement hérités pour la plupart des mouvements rebelles nationaux dont les termes de l'AGI les obligent à se départir de leur arsenal militaire. Cette seconde séquence de la première trame des rébellions de la troisième phase, symbolisée dès le 20 avril 2003 par la mise sur pied des autres institutions de transition à Kinshasa n'entraîne pas la démilitarisation de branches armées des groupes politico- militaires.³⁶⁸ Les conflits entre les membres de la «Composante» et les États voisins vont se prolonger à travers le canal des milices armées. Cette situation tend à contredire l'argument de Jarstad et Nilsson (2008), Hartzell (2007) ou même de Hartzell et Hoddie (2003), selon lequel pour les parties en conflit qui s'engagent à accepter des «costly concessions by implementing military and territorial provisions [...] The more power-sharing institutions that the agreements contains, the more likely that peace will last (Jarstad et Nilsson, 2008: 207).

³⁶⁷ Entrevue réalisée avec le Colonel Ebenga membre de la commission militaire du DIC (mars 2007 Kinshasa).

³⁶⁸ Il s'agit notamment du gouvernement de large union nationale dans lequel seront représentées toutes les «Composantes» présents au DIC (gouvernement, opposition politique «non armée», société civile, groupes armés «RCD-G, RCD-KML, MLC, RCD-N, les Mai-Mai»), Ces groupes vont se partager la vice-présidence, et à un prorata de chacun de 94 députés, 22 sénateurs, 7 ministres et 4 vice-ministres, 230 mandataires dans les entreprises publiques et 90 postes dans les cinq « institutions citoyennes» (la Commission électorale indépendante, l'Observatoire national des Droits de l'homme, la Haute autorité des médias, la Commission vérité et réconciliation, la Commission de l'éthique et de la lutte contre la corruption

Cet argument énoncé par ces divers auteurs a été contredit dans le cas de la RCD. C'est sur ces diverses contradictions que va se cristalliser un système de juxtaposition des forces contraires faisant de l'institutionnalisation du partage du pouvoir un cercle vicieux. Dès lors les anciens leaders du RCD-G comme Eugene Serufuli, le colonel Jules Mutebusi, le général Kundabatware et des leaders des groupes Maï-Maï du fait de leur fait d'armes vont tout simplement s'autonomiser de leurs mouvements parrains pour faire valoir certains points particuliers ignorés selon eux lors de la signature de l'AGI.

La satellisation des milices armées congolaise par les États

Outre l'appui apporté par les groupes armés nationaux aux milices armées, dans un deuxième schéma, on a noté le soutien apporté par des États aux milices armées, quand ce ne sont pas ces États qui les ont créés. Dans cette stratégie de privatisation du conflit, on note que les milices armées créées par les États, sont utilisées comme des forces paramilitaires semblables sous certains aspects à celles créées par les gouvernements latino-américains pour combattre les groupes armés structurés (cas de la Colombie où les hommes politiques aident et financent les groupes privés paramilitaires comme l'Autodefensas Unidas de Colombia (AUC) ou United Self-Defense Forces of Colombia contre les FARC ou l'ELN).³⁶⁹ Comme c'était déjà le cas avec les groupes armés nationaux, l'Ouganda a joué un rôle majeur dans la création d'au moins six milices armées (UPC, FNI/FRPI, PUSIC, FPDC, FAPC, MRC) principalement dans la province Orientale de la RDC. Les dirigeants de l'Ouganda vont s'efforcer de mettre en réseau les différents segments protestataires qui étaient ultérieurement isolés. «By means of activation, connection, coordination, and representation, political entrepreneurs necessarily engage in inequality-generating opportunity hoarding. They often engage in exploitation as well» (Tilly 2003: 43-35).

³⁶⁹ «Milicien» et «paramilitaire» ne sont pas toujours des termes équivalents, même si parfois ils sont utilisés sans différenciation. Toutefois ces acteurs caractérisent l'engagement de soldats «il partagent la même racine miles «soldats) au sein de formations paramilitaires ou policières non institutionnelles[...] Ces forces non officielles se mettent néanmoins la plupart du temps au service de l'appareil de sécurité du pays, dont elles constituent alors des forces supplétives » (Renou et al, 2005:56-57).

Cette mise en rapport d'une constellation d'acteurs a le désavantage de produire aussi des tensions et les rapports de forces d'où des scissions. La preuve est que ce processus de mutualisation entre l'Ouganda et ces milices n'a pas toujours été stable. On en veut pour preuve les forces de l'UPC qui sont arrivées au pouvoir à Bunia en août 2002 avec l'aide des Ougandais, et qui plus tard se sont ralliées au Rwanda.³⁷⁰ De la dépendance par rapport à l'Ouganda, l'UPC de Thomas Lubanga va opter pour une dépendance par rapport au Rwanda dans laquelle, elle va former une alliance avec le RCD-Goma et devenir plus agressive sur le terrain pour n'avoir pas été invité à Sun City. Aussi, il faut mettre à l'actif de ce changement d'alliance de la part de l'UPC la considération au niveau de l'acceptation de l'aide des acteurs extérieurs, qui pour Lemarchand peut être une source de division. Car, «As these incipient splits begin to emerge it is particularly tempting for the external patron to manipulate them to his advantage, thereby creating new sources of discord» (1987: 163). Aussi l'attitude de va-t'en guerre de Lubanga sera à l'origine du schisme au sein de l'UPC qui va en novembre 2003 éclater en deux fractions: l'UPC-K dirigée par Kisembo Bahemuka et l'autre branche UPC-Lubanga et de son adjoint Ntanganda.³⁷¹ A l'instar de Thomas Lubanga, d'autres chefs miliciens sont habiles à jouer les divers rivaux extérieurs les uns contre les autres et changent de camp au gré de leurs intérêts, ce qui leur permet de s'adapter rapidement aux développements sur la scène nationale. L'attitude des leaders comme Lubanga est le reflet de la transformation ou de la transgression d'échelles. Ce que Massey désigne par la "geometry of power", c'est-à-dire «a multiple relations of domination-subordination and participation-exclusion through which social and physical nature are changed» (Swyngedouw 1997:144).

³⁷⁰ Bien que créée en juin 2002, c'est vers la fin de la rébellion de la deuxième vague qu'elle va affirmer ses lettres de noblesse. L'UPC ne sera véritablement active que dans la rébellion troisième phase où elle s'est fait remarquer.

³⁷¹ Le chef de l'UPC réagissait ainsi à son exclusion par le RCD-ML et le MLC des discussions de cessez-le-feu à Mambasa, en décembre 2002. L'UPC est la milice la plus imposante dans la province Orientale. Elle s'est même dotée d'une branche militaire Forces patriotiques pour la libération du Congo (FPLC).

Quant au Rwanda, devant la fragilité du RCD-G, il va susciter l'émergence d'une autre organisation politico-militaire, le Tous Pour le Développement (TPD) ainsi que le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) en 2005 qui va se doter d'une organisation très structurée.³⁷² Le gouvernement de Kinshasa va tout en participant à la création de nouvelles milices surtout dans le Katanga, s'appuyer essentiellement sur les Maï-Maï des deux Kivus, du Maniéma, et aussi sur RCD-ML qui à son tour va appuyer les milices du FNI, le FRPI, FAPC qui au départ étaient sous influence ougandaise comme l'illustre la figure 4. Ce qui est fondamentale ici est que le Rwanda qui soutient le RCD et l'Ouganda qui soutient le RCD-KML et le RCD-N vont appuyer sur ces milices parce qu'ils n'ont pas compris que «Successful international alliances have to negotiate between action that is deeply embedded in place, i.e. local experiences, social relations and power conditions [...], and action that facilitates more transnational coalitions (Routledge 2003:336).

En outre, cette stratégie Rwando-ougandaise a pour but de contrebalancer le poids des Maï- Maï qui sont les seules milices à avoir eu le droit de participer aux négociations de Sun City et qui ont de surcroît obtenu des places dans les instances du «1+4». Les milices pro-occupation à l'instar de ceux de l'Ituri (l'UPC/Hema, PUSIC/Hema insatisfaits, FNI/Lendu, FPDC/Alur et Lugbara, FRPI/Ngiti; FRPI; FAPC) vont ainsi à travers leurs actes délictueux sur le terrain, revendiquer la prise en compte de leur présence.³⁷³ Ces actions du Rwanda et l'Ouganda qui consistent à maintenir des liens actifs avec leurs supplétifs, si elles contribuent à l'émergence, la fragmentation des milices en RDC, participent aussi à la déterritorialisation/reterritorialisation de ce conflit.

³⁷² Au sujet du TPD lire ICG (2005:3, 10,11) et Global Witness (2005: 17). Nous reviendrons sur le CNDP au Chap.5.

³⁷³ Voir entre autre les crimes qui sont reprochés à l'ancien chef du FNI, Mathieu Ngudjolo, accusé par la CPI de neuf chefs de crimes de guerre et crimes contre l'humanité, dont meurtre, actes inhumains, esclavage sexuel et utilisation d'enfants soldats en rapport avec l'attaque de Bogoro au cours de laquelle 200 civils ont été tués commis en 2003 en Ituri. De Germain Katanga ancien chef des FRPI, soupçonné avec sa milice d'avoir participé en 2002 et 2003 à des massacres dirigés contre des Congolais de la communauté Hema. Bosco Ntanganda et Thomas Lubanga de l'UPC pour des crimes commis et enrôlement d'enfants en 2002 et 2003.

En somme, le déploiement des milices s'inscrit dans le continuum de rapport que les groupes armés nationaux et les États entretiennent tel que la figure 5 nous le laisse observer. Par ailleurs, l'hyperactivité et la multiplication de ces substituts locaux qui poursuivent les combats des acteurs nationaux et internationaux sur le terrain explique le renforcement de la rupture entre la sphère politique en réhabilitation et l'espace militaire; cette dernière parvenant même à subsumer cette fragile sphère politique construite par l'AGI. Cette situation a finalement fini par poser un défi majeur non seulement aux acteurs internationaux de la paix, mais surtout au gouvernement de transition, réduisant les chances de rendre effectif cette solution de sortie de crise politique. On assiste ici à un double processus contradictoire dans l'arène politique congolaise: d'une part, l'échec du mouvement régional initié par les régimes militaristes voisins; et, d'autre part, les revendications de ces miliciens qui acceptent mal d'être les laissés-pour-compte de l'accord du partage de pouvoir découlant de l'AGI. La conséquence est que le Rwanda, l'Ouganda et le gouvernement de RDC sont devenus otages des milices qui pour continuer à exister, vont agir comme des électrons libres, ceci à travers des jeux d'alliances où elles vont vendre leur service au plus offrant, surtout dans les activités de prédation qui vont contribuer à leur financement.

b) Financement et d'autofinancement des milices armées

A l'instar des rébellions de la première et de la deuxième génération, la rébellion de la troisième vague n'échappe pas à la «géoeconomie des ressources». Une «géoeconomie des ressources» sur laquelle s'appuient les seigneurs de guerre qui utilisent la violence «as an efficient tool for achieving economic aims—although not exclusively—as an instrument for the generation of revenue (Elwert 1999: 87).

Marchés de violence comme source de mobilisation et de remobilisation des milices

Si les mouvements rebelles de la deuxième génération recouraient généralement à trois moyens pour leur financement, les milices quant à elles s'inscrivent dans la même logique en plus de bénéficier du soutien logistique et financier des multinationales qui ont procuré des avantages politiques- aux milices armées.³⁷⁴ On a par exemple le cas d'AngloGold Ashanti, l'un des plus importants producteurs d'or au monde qui au début de ses activités d'exploration dans la zone aurifère de Mongbwalu contrôlée par le FNI est entrée en contact avec la milice de l'UPC. Mais finalement «les représentants d'AngloGold Ashanti ont établi des relations avec le FNI [...] En échange des garanties offertes par le FNI sur la sécurité de ses opérations et de son personnel» (HRW 2005: 2). Cette entreprise offre ainsi de réelles capacités d'«economic endowments» aux seigneurs de guerre. Ce qui revient à dire que dans le contexte de la mondialisation, la transnationalisation des économies a ouvert «un large espace d'autonomie aux entrepreneurs privés qui n'hésitent pas à l'occuper. L'une des formes de cette relative autonomie passe paradoxalement, par la capacité d'entreprendre des guerres» (Mbembe 2010:205).

Il en est aussi dès la fin 2002 du cas de Heritage Oil qui voulait éviter que ses installations d'explorations ne soient exposées aux humeurs des Warlords. Cette compagnie prend contact avec des chefs locaux en Ituri dont le chef milicien Kahwa de Mandro du PUSIC qui déclare: «J'ai été contacté par les Canadiens de la compagnie pétrolière qui sont venus me voir. Je leur ai dit qu'ils ne pourraient commencer à travailler en Ituri que quand j'aurais pris Bunia à l'UPC» (HRW, 2003: 14-15). Cette déclaration du chef du PUSIC implique que les droits sur le pétrole pouvaient être échangés contre le soutien de cette milice. Cet accord va occasionner des affrontements sanglants entre les milices armées qui se disputent l'occupation exclusive du

³⁷⁴ Selon Sarw (Observatoire des ressources naturelles en Afrique australe) 250 millions de dollars américains ont été récoltés par le Rwanda dans le commerce illicite du coltan congolais entre 1998 et 2000. Selon Georges Bokungu, responsable administratif de Sarw en RDC. «Le rapport du coltan [...] mentionne qu'il y a beaucoup de comptoirs et des maisons [...] financés par des étrangers, des Rwandais». (Radiookapi.net 2008). Voir aussi le Rapport Global Witness sur la guerre et la militarisation du secteur minier sur la dénonciation des entreprises impliquées dans ce commerce en 2007 et 2008: Belgique: Trademet, Traxys, SDE, STI et Speciality Metals; Thaïlande: THAISARCO (détenue par la société britannique AMC) ; Royaume-Uni : Afrimex, AMC ; Malaisie: Malaysian Smelting Corporation, Berhad; Chine: African Ventures Ltd ; Inde: Met Trade India Ltd ; Russie: Eurosib logistics JSC.

secteur du champ pétrolière. Chacune tentant par le biais de la guerre de mieux négocier leur part de la manne pétrolière. C'est ce qui fait dire à Jean-Baptiste Dhetchuvi, que «Dans l'Ituri nous sommes en guerre pour le pétrole. Si vous regardez la carte du Lac Albert et vous la comparez avec la carte des massacres effectués, il y a vraiment une étrange similitude».³⁷⁵

En somme, cette compétition entre les chefs miliciens autour des intérêts économiques a contribué à consolider la fragmégration de ces groupes. Compagnon montre d'ailleurs dans le cas de la Somalie, pays pourtant pauvre en ressources comment les clans organisés en factions armées étaient, «guided by a narrowly focused "Political entrepreneurship" that reflected intense competition among personally ambitious leaders and conflict over scarce resources» (Compagnon 1998: 76). Dans ce contexte, les logiques de la localité incarnées par les chefs miliciens et les logiques de la globalisation par les entreprises loin de s'opposer se renforcent mutuellement.³⁷⁶ Cette mutualisation participe au renforcement des marchés de la violence, qui comme les «relations internationales illicites», n'est possible qu'à travers la désintégration du monopole de la violence (mais cette condition n'est pas toujours sine qua non à l'existence des marchés de la violence). Par ailleurs, cette interaction du local et du global implique que le seigneur de la guerre soit au moins familier aux règles de l'économie de marché, de tel sorte que selon Elwert:

When areas are open to violence and market economy there may be positive interaction between them, i.e. the market interests expand the fields of violence and market interests are increasingly realised in areas open to violence. Thus, the self-stabilising system of the markets of violence is generated (1999: 97).³⁷⁷

³⁷⁵ Dhetchuvi a été ministre des affaires étrangères de l'UPC. Voir la guerre en Ituri Radio Africa Internationale: Page Economique du 7 avril 2003, <http://africa.sil.at/ituri.pdf> (consulté 20 juin 2003), lire aussi (HRW 2003:14-15)

³⁷⁶ Voir l'action de Metalor Technologies avec le commerce de l'or en provenance de la RDC (HRW 2005: 125), et Cabot Corporation, la société allemande H.C. Starck et les sociétés chinoises au sujet du coltan (Tuppen 2005: 21).

³⁷⁷ Ce qui renforce la conviction de Robert Dussey (2002:80-81) sur les enjeux géopolitiques et économiques que constituent les ressources naturelles que se disputent de puissants groupes d'intérêts.

Les warlords comme acteurs «glocaux» de l'ordre marchand international

La familiarisation des warlords aux règles de l'économie de marché fait d'eux de véritables acteurs «glocaux». Le concept «glocal» est un terme hybride qui dérive de la contraction des termes «global» et «local». Selon Roland Robertson, ce concept qui allie les tendances globales aux réalités locales comporte une vision plus complexe que le seul concept de «globalisation» qui est un phénomène considéré uniquement dans sa dimension économique (expression d'une idéologie capitaliste et néolibérale), dont les aspects sociaux et culturels existants sont voilés. L'importance du concept de «glocalisation» permet de restituer à la globalisation toute sa multidimensionnalité.³⁷⁸ Ces «glocaux» acteurs sont de nouvelles figures d'autorité capables de se réapproprier les discours et les normes internationales. Des normes qu'ils vont ensuite à leur avantage, réarticuler dans des actions politiques locales. Ils peuvent aussi être considérés comme des sortes de «rooted cosmopolitans with multiple belongings and flexible identities» (della Porta et Tarrow 2005:237). Ce qui montre bien que «A 'local' actor can make use of particularistic authority and at the same time find resonance between his/her mobilizing ideology and moral discourses that claims to be 'universal'» (Cooper 2001: 46).³⁷⁹

Il n'est donc pas surprenant de voir que se sont ces «glocaux» acteurs qui contrôlent les sites miniers d'où sont extraits les ressources minières telles que l'on peut l'observer sur la carte 10.³⁸⁰ Ce contrôle par les milices est aussi la matérialisation de la «jonction et d'enchevêtrement entre les réseaux internationaux de trafiquants, de courtiers et traitants étrangers et les négociants et

³⁷⁸ Si Robertson ne fait pas allusion ici aux rebellions comme acteurs «glocaux», nous trouvons que les rebelles agissent comme les autres acteurs de la «globalisation» dont leurs activités sont à la fois globales et locales. C'est pourquoi nous les qualifions «glocaux» -rebelles» et «glocaux-milices». Lire aussi Swyngedouw (1997).

³⁷⁹ Les chefs des groupes armés disent toujours se battre pour la démocratie, la justice et les droits humains comme le CNDP ou même les rebelles du Darfour qui ont été les premiers à accuser le régime de Khartoum de perpétrer le génocide sur leur peuple. Au Nigeria les rebelles du Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (Mend), en plus de brandir ces principes soulèvent aussi celui du respect des droits environnementaux des peuples du Delta et une meilleure répartition des richesses pétrolières bafoués autant par l'État du Nigeria et les compagnies pétrolières.

³⁸⁰ Le chef du CNDP finançait sa milice en prélevant des taxes dans la zone occupée (décembre 2008) ou (Libération 8 décembre 2008). Voir l'exemple du CNDP qui contrôle des milliers de «creuseurs» de coltan et de cassitérite (étain). Global Witness (2005:14, 2009). Voir ONU (S/2008/773).

«technocrates» locaux» (Mbembe 2000: 126). En principe, le phénomène déterritorialisation/reterritorialisation des milices armées qui est une conséquence des liens qu'elles entretiennent avec les acteurs étrangers ne contredit pas leurs activités qui sont aussi enracinées dans le local, ceci d'autant plus que certaines milices armées sont quasiment unicommunautaires. Cette localité leur permet non seulement d'être un interlocuteur de poids avec les autres acteurs qui sont hors sol, mais aussi de mieux affirmer leur présence sur le plan local. Ici, les notions de déterritorialisation/ reterritorialisation ne sont nullement en contradiction avec la glocalisation de ces acteurs armés.

Ce contexte contribue au renforcement des marchés de la violence et au renforcement des réseaux transnationaux. Ce qui entraîne d'une part une profonde modification des capacités de mobilisation transnationale clandestine qui est à la base de construction d'une «guerre nomade»,³⁸¹ et d'autre part l'accroissement de l'importance que les groupes armés accordent aux relations d'affaires dans un pays riche en ressources naturelles. Ceci est d'autant plus observable sur le terrain que le «complex power-sharing» a contribué à renforcer ces dynamiques régionales en cours, contribuant à rendre plus aisée la fragmégration des milices armées.

Les milices dans un contexte riche en ressources naturelles

Dans le contexte d'un pays riche en ressources naturelles, toutes ces milices s'appuient sur les ressources disponibles pour financer et entretenir leurs troupes. Ceci est d'autant plus normal que, «The primary advantage of using economic resources to appeal to the material interests of recruits is that it enables groups to get off the ground more quickly» (Weinstein 2007: 328). En outre, dans la logique de l'exploitation de ces ressources, Michael Ross (2003), Le Billon (2001) énoncent deux façons par lesquelles les ressources peuvent être exploitées: «Lootability» et «obstructable». Une ressource est «obstructable» si son transport peut facilement être bloqué par

³⁸¹ Au sujet de la guerre nomade lire Galy (2007a:31-34).

de petits groupes d'hommes en armes. Le pétrole, le gaz ou le bois qui sont le plus souvent transportables par route ou par pipeline peuvent facilement être bloqués et arrêtés par un petit groupe d'hommes armés. Quant à la «Lootability», elle fait référence aux ressources qui peuvent être extraites et transportées par un petit groupe de soldats. Les ressources minières comme le diamant, l'or en plus d'être facilement transportable, sont aussi faciles à piller, alors que d'autres ressources telles le pétrole ou le gaz, ne peuvent pas être pillés sans un investissement significatif.

Dans le cas des milices en RDC, pour exporter leurs minerais hors du pays, elles vont créer des chaînes de relations entre elles d'autant plus que les territoires qu'elles occupent, sont discontinus. Les chefs miliciens tels Nkunda du CNDP, Lubanga de l'UPC, Njabu Djabu du FNI, Kanhwa de Mandro du PUSIC et bien d'autres doivent tenir compte des aspects de «Lootability» ou de «obstructable» des ressources. Ils s'inscrivent dans le même registre des «warlords rulers» tel que Charles Taylor, Fodeh Sankoh qui se sont appuyés sur l'extorsion de l'aide des ONG, le commerce des diamants, les opérations de pillage officielles et le contrôle des marchés à travers des alliances avec des partenaires commerciaux étrangers (Reno 1997b: 499-500). Cette situation observée en RDC et dans d'autres pays africains est semblable dans une certaine mesure à la situation Afghane où les seigneurs de la guerre ont développé ce qui ressemble aux «mafia networks, which are active both in the legal and the illegal economy and are able to use force to protect their interests and possibly to expand» (The Epoch Times 2010:A5). Ce qui fait dire à que les acteurs politiques du Sud, les institutions et les groupes sociaux «appropriated and transformed the opportunities of liberal globalization» (Duffield 2002: 1056). En même temps, ces acteurs contribuent à l'érosion des activités:

Officielles des États (et parfois au développement de leurs activités inavouées [comme celles du Rwanda et de l'Ouganda]). Ils créent des zones d'infraction et parfois de résistance à la politique des États. Ils activent des coalitions transfrontalières qui peuvent freiner ou amplifier les conflits interétatiques. Elles

instrumentalisent les États qui peuvent eux-mêmes les instrumentaliser (État contrebandiers, États refuges de capitaux, États producteurs ou trafiquants de drogues) Coussy (1998: 270-271).

Ceci est d'autant plus révélateur que l'«economic endowment» met en relief le rôle des ressources naturelles non seulement dans la structure des opportunités politiques, mais aussi dans la structuration des alliances politiques entre les milices, les mouvements rebelles, les États ainsi que les milieux économiques.³⁸² Dans le cas de la RDC, cette structuration des alliances politiques repose sur le système des marchés de la violence qui ne se développe ni n'existe dans un vacuum. Pour Elwert (1999:99), les marchés de la violence:

Grow out of self-organising social systems which by virtue of their nature depends on an exchange with their environment. [...] Given that markets of violence largely destroy the internal institutional structures and production potential of a country [in my case the DRC] they are considerably dependent on clients suppliers, banks and other services outside their area. [...] Markets of violence need external infrastructure. [...] Exchange across borders of its own system is, therefore, one of the Achilles heels of markets of violence.³⁸³

En bref, si les éléments de «Lootability» ressources ont un impact autant sur la structure des opportunités politiques que sur la structuration des alliances politiques entre les milices et les autres acteurs. Ainsi, les «glocaux-milices» devenus des agents économiques rationnels mues par des incitatifs économiques vont être s'atteler à administrer les territoires qu'elles occupent.

c) Gouvernance territoriale des milices: Des répertoires symboliques complexes

Si dans la rébellion de la première génération avec l'AFDL et de la deuxième génération avec les groupes armés nationaux les zones occupées ou conquises ont des formes d'administration et des structures hiérarchiques et de contrôles visibles, dans la rébellion de la troisième phase l'administration des territoires est factice, voire fragmentaire. Toutefois, quelques milices tentent sans conviction de constituer des embryons administratifs et de contourner l'autre forme d'administration, «l'irakisation» avant l'heure mise en place par le Rwanda et l'Ouganda dans la

³⁸² L'«Economic endowments» peut se définir aussi comme «tangible assets [...] They can be utilised directly and immediately to purchase supplies and pay participants. They ease the organisation for rebellion, putting incipient rebels groups in a better position to challenge the government» (Weinstein 2007: 47).

³⁸³ L'exemple est ici la cassitérite (étain) qui passe par la frontière rwandaise. Avec comme destination finale le port kenyan de Mombassa, via la Tanzanie. Selon Emmanuel Ndimubanzi, le responsable de la division des mines de Goma, les principaux clients de la cassitérite congolaise sont le Rwanda, l'Inde, Hongkong, la Thaïlande, la Russie. Confère Polgreen (2008) et Hofnung (2008), Global Witness (2005).

rébellion de la deuxième phase. Ce qui renforce le fait selon lequel la guerre est le plus grand défi à la «bureaucratic organization» (Wilson 1989:45).

Une occupation de l'espace inspirée du modèle des rébellions nationales

A quelques changements près, la disposition spatiale de ces milices sur le terrain obéit à celle occupée antérieurement par les groupes rebelles nationaux. Hormis le MLC qui a pu éviter la milicianisation de son château fort de la province d'Équateur, le CNDP et le TPD dans le Nord et le Sud Kivu vont occuper le même terrain laissé vacant par le RCD-G et l'armée rwandaise. Dans le Katanga, les Mai-Mai vont cohabiter sur le même espace que les troupes de l'armée congolaise. Alors que dans la province Orientale, les nombreuses milices soutenues par l'Ouganda vont occuper l'espace jadis contrôlé par l'UPDF, le RCD-ML et le RCD-N. Toutefois, ces milices vont davantage affirmer leur présence sur des espaces territoriaux «utiles» comme on peut l'observer sur la carte 11 et carte 10.

Mais dans l'ensemble, si la décentralisé rhizomique de leur structure les rend difficile à vaincre par les armées régulières, cette particularité ne leur permet non plus d'assumer des tâches de gouvernance. Un constat qu'a fait Weinstein dans d'autres contextes, «While one could imagine that an organization without hierarchy might be difficult for a government to defeat, a fully decentralized structure would also make it more difficult for rebels to take on the tasks of governance fundamental to guerilla warfare and the effective rule of the state should they succeed in battle» (Weinstein 2007: 134). On peut ainsi comprendre que leur action vise beaucoup plus la création des fiefs séparés des structures et des frontières existantes de l'État que la constitution d'un embryon administratif.³⁸⁴ Dans un contexte de guerre révolutionnaire, cela aurait été autrement, car «The aim of the revolutionary guerrilla is to create a kind of

³⁸⁴ A quelques exceptions comme l'UPC et le CNDP, ces groupes armés, vont nommer des administrateurs de territoire dans les territoires conquis ou occupés.

administrative vacuum into which it can insert its own 'parallel hierarchies' or 'alternative government» (Fairbairn 1974:139). Dans le contexte d'anarchie sociale et économique qui caractérise la société congolaise, les divers fronts de conflits se fragmentent en une multitude selon une tendance à la «transnationalité et la contiguïté virtuelle des territoires» (Bigo 1998: 336), c'est-à-dire une déterritorialisation/reterritorialisation qui s'accompagne d'une certaine autonomisation de la violence.³⁸⁵ On assiste ici à une interpénétration et une superposition de l'espace occupé par les groupes rebelles nationaux et les milices armées. Cette interpénétration et superposition traduisent de facto la dilution de la souveraineté ainsi que la partition de l'État où une partie du territoire est contrôlée par le gouvernement et l'autre «by armed rebels. Each zone has its own rights, and independently manages its diplomatic, commercial, financial and military interests» (Mbembe 2002:21).

Dans cette occupation spatiale il y a une certaine cogestion pas toujours harmonieuse des espaces occupés. Cette cogestion des territoires autant par les groupes armés nationaux que les milices armées débouche aussi sur la confrontation. Une confrontation qui débouche sur des formes de partenariats surprenants entre acteurs, et produit un savoir et contre-expertise qui est réincorporée dans l'administration des territoires contrôlés. Ce contexte montre bien que «scale emerges as the site for control and domination, but also as the arena where cooperation and competition find a fragile standoff» (Swyngedouw 1997: 145).

Relation Rwanda-Ouganda et milices ou continuation de la stratégie «d'irakisation»

Outre le fait de reposer leur administration embryonnaire sur les restes de celles des mouvements rebelles nationaux, les milices armées doivent aussi intégrer les normes de cette politique d'irakisation de la RDC. Une politique mise sur pied après l'échec du renversement de Kabila

³⁸⁵ La réflexion de Mbembe sur les dynamiques de reterritorialisation sur laquelle se développe les formes de violence, peuvent aussi éclairer ce point (2000:123-131).

par le Rwanda et l'Ouganda. Ces pays vont élaborer une politique d'occupation qui s'apparente à la stratégie américaine en Irak: celle dite «d'irakisation». Cette stratégie consiste à la mise sur place de nouvelles institutions avec des hommes loyaux et le financement des milices qui vont servir comme tampon entre l'occupation américaine et la résistance anti-occupation grandissante.

C'est à cette stratégie qu'avaient eu recours le Rwanda et l'Ouganda, ceci en armant les milices qu'ils vont ensuite mener à jouer le rôle d'interface. Cette stratégie qui permet à ces pays de laisser faire la guerre par leurs proxys, leur a permis d'éviter que leurs armées (RDF et UPDF) ne s'affrontent plus directement, encore moins les Forces armées de la RDC (FARDC). Ce qui les a aussi permis de se dédouaner aux yeux de la communauté internationale, tout en sapant à l'usure la cohésion des FARDC, ainsi que la crédibilité politique non entamée de J. Kabila. Ce contexte a contribué à l'émergence des «local strong men or warlords [...] External actors such as Rwanda therefore continue to exert influence through support for local proxies, in this case the warlord Nkunda, in spaces beyond the coercive reach of the state» (Beswick 2009: 337). Cette même tactique a été aussi utilisée en Afghanistan avec des conséquences désastreuses sur la stratégie américaine et de l'OTAN. Car coincés sur la façon de traiter avec les seigneurs de guerre et leurs milices, les États-Unis ont commencé à les embaucher.

Dans les régions où il y a eu création des milices, leur lien avec les armées étrangères, les réfugiés-soldats et les intérêts économiques s'est traduit par une augmentation des formes de mobilité sociale et économique en même temps que l'exacerbation des enjeux d'appartenance et d'exclusion, du déplacement relatif des critères de la domination, la déconstruction/reconstruction des identités.³⁸⁶ Tout ceci a eu «une substantielle recomposition symbolique de la réalité» (Mbembe 2010:173) des enjeux du conflit. En agissant ainsi, ces forces

³⁸⁶ A ce sujet confère plus haut dans la partie «Les groupes rebelles et la gestion des «zones occupées» de la page 169 ou la partie «les relations entre l'Ouganda Relation Rwanda-Ouganda et les groupes armés ou la stratégie «d'irakisation» avant l'heure » aux pages 172 et 173.

d'occupation ont renforcé la communautarisation des milices armées. Cette gestion territoriale est en outre une parfaite illustration du géo-pouvoir qui repose sur la capacité d'«aider à contrôler» ou à «contrer». Ce qui a un impact sur l'occupation directe ou le contrôle indirectement d'un territoire, «soit par une administration déléguée, soit par une structure politique que l'on dirige directement ou que l'on inspire [Contrer consiste aussi] à empêcher tout autre groupe ou force politique de s'emparer d'un territoire ou de s'y installer directement ou indirectement» (Thual 2000: 5). C'est à cet exercice que les forces occupantes et les divers groupes armés se livrent en RD Congo. Ce qui leur permet de construire au Nord Kivu et Sud Kivu des structures administratives parallèles ou «protectorat» du Rwanda et de l'Ouganda.³⁸⁷

Ce changement qui est une suite logique de ce que nous avons analysé dans la rébellion de la deuxième phase, dans la rébellion de la troisième phase ce changement implique la prépondérance cette fois des milices armées sur les structures d'autorités ou dirigeants généralement en place (coutumiers ou administratives) dirigeants. Dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu des responsables des diverses milices armées se sont ainsi substitués aux chefs coutumiers et traditionnels comme nouvelles références de l'autorité. Elles ont à leur tour, installé leurs propres structures d'autorité politique bien qu'elles soient embryonnaires dans leur constitution. Cette reproduction des proto structures administratives parallèles des pays voisins s'appuie sur les milices armées qui dans leur stratégie de conquête et d'administration des territoires vont adopter le modèle des guerres irrégulières.

Les milices adeptes de la guerre irrégulière totale

³⁸⁷ Le retrait officiel des troupes rwandaises et ougandaises de l'Est de la RDC et de la province Orientale n'impliquent que le retrait bien officiel sur le terrain. Car de nombreuses troupes de ces pays étaient toujours présentes et parfois intégrées dans certaines milices. L'exemple de Peter Karim qui a servi dans l'armée ougandaise et qui est devenu chef de la milice du FNI et qui est aujourd'hui colonel dans les FARDC, ou en encore Bosco Ntaganda alias Terminator qui a servi dans l'APR puis dans l'UPC où il était chef adjoint de l'état major général des FPLC, la branche armée de l'UPC, et du CNDP. Il a aujourd'hui intégré les FARDC.

Contrairement aux rébellions de la première génération et de la deuxième génération où il y avait une alternance entre la guerre dissymétrique et la guerre asymétrique alternait, dans la rébellion de la troisième phase on est plutôt en présence d'une oscillation entre la guerre asymétrique à la guerre irrégulière totale. Cette dernière est une guerre «du faible au fort», mais plutôt, pour paraphraser un vocable courant «du fou au fort» (Baud 2003; Metz, 2003). Dans ce type de conflit, ces acteurs «libres de souveraineté» qui n'ont cependant pas les capacités de s'engager dans des guerres classiques, vont recourir à des principes de combat qui nécessitent une opération par l'entremise d'unités mobiles clandestines et dispersées qui procèdent par des attaques surprises. Les opérations de ces acteurs impliquent la possibilité de réaliser rapidement un rapport de forces favorable.³⁸⁸ Cette guerre de mouvement dans laquelle se livrent les milices armées favorise la prolifération et le trafic des armes légères, de petit calibre et des mines anti-personnelles. Dans le marché de Bunia, un AK 47 est même vendu entre 30 et 50 dollars.³⁸⁹ Ainsi, l'armement utilisé par les rébellions de la troisième phase varie fondamentalement à celui utilisé dans la rébellion de la première phase. Les chars d'assauts et les avions de combats ou les hélicoptères ne sont presque pas utilisés ici. Ceci est dû au manque de capacité technique, technologique, logistique et financière des miliciens armés. Cette non-utilisation d'armements lourds permet à ces milices de conserver une certaine souplesse sur le terrain.

Néanmoins, certaines milices comme celle de l'UPC ou le CNDP en plus de posséder des armements lourds et sophistiqués³⁹⁰ sont tout autant structurées et disciplinées que les armées régulières. Toutefois pour certaines de ces milices armées, leurs objectifs sont différents de ceux qui ont le pouvoir à Kinshasa. Pour ce chef milicien non intégré dans les FARDC que nous

³⁸⁸ Pour Galula (2008: 84). «Contre des unités loyalistes isolées engagées en terrain ouvert (et non pas enterrées dans une tranchée). Elles constituent une guerre de mouvement dans laquelle l'insurgé peut profiter de sa souplesse de sa supériorité en renseignements, et d'un réseau rustique mais efficace de bases logistiques à travers le pays».

³⁸⁹ Aussi au sujet de l'armement de ces acteurs j'ai eu de nombreuses informations à partir des officiers de la MONUC (Entrevues: Kitona et Kinshasa avril et mai 2007); Voir aussi HRW et de Nasibu Bilali (2004); Berghezan (2007, 2002).

³⁹⁰ D'ailleurs le CNDP et l'UPC sont les seules milices qui possédaient une branche armée.

avons interviewé, «Nous voulons la paix chez nous. Que ces gens qui sont venus ici et dont nous avons bien accueilli cessent de nous harceler et de nous tuer. Il est temps qu'ils rentrent de là où ils sont venus. Si les FARDC sont incapables d'aider à nous défendre. Nous allons le faire comme toujours. La seule chose, est que nous voulons être maîtres chez nous. Nous ne voulons plus vivre dans la peur».³⁹¹ On note dans les propos de ce chef milicien aucune volonté d'une quelconque conquête du pouvoir à Kinshasa. Ce qu'expliquait jadis Bigo dans d'autres études dans un tout autre contexte «Ils ne visent pas la conquête territoriale et l'accès au pouvoir, mais souvent la perturbation et l'accès aux négociations. Ils visent moins l'Avoir que la Reconnaissance. Ils recherchent la dimension symbolique du politique » (Bigo 1998: 337). Ce qui nous laisse ici en présence d'un État dont les formes ressemblent à un fromage de gruyère, c'est-à-dire à la configuration d'un «archipelago state», où les diverses lignes de démarcations qui identifient les relations sociales entre les milices se chevauchent.³⁹² Ce qui a pour conséquence d'accroître les clivages à l'intérieur même de ces lignes de démarcations.

Les répertoires symboliques dans la rébellion de la troisième phase

Les répertoires symboliques dans les rebellions de la troisième phase concourent à la structuration des logiques de fragmentation et à la perpétuation des acteurs armés. Les répertoires symboliques comptent deux éléments majeurs: la déferlante de la violence des acteurs armés contre la population et de réingénierie de l'ethnie par les groupes armés majeurs.

Une population à la merci des milices armées

Dans cet environnement très changeant, une constante est demeurée celle des graves abus commis contre la population civile: par exemple le travail forcé dans les minerais de sang par des «esclaves du monde moderne» (Boltanski 2012); et surtout les nombreux cas de violence

³⁹¹ Entrevue téléphonique d'Ottawa avec un chef Milicien basé au Nord Kivu le 6 novembre 2009.

³⁹² Voir Bartolini (2005:15) au sujet des démarcations économiques; culturelle; politico-administrative; coercitive ou militaire délimite le territoire.

sexuelles à l'égard des femmes³⁹³ cette violence disproportionnée, qualifiée de «guerre non-officielle» ou d'«hécatombe silencieuse» a pris des tournures qui ont dépassé tout entendement.³⁹⁴ Certains éléments de violence en RDC utilisés comme stratégies pour atteindre des ambitions politiques sont comparables à celle qui a lieu en Colombie et que Sánchez (1998:34) qualifie de «terreur concentrée». Ce qui met en perspective l'idée selon laquelle, les tactiques de guérilla «almost by definition make violence against civilians more likely in civil conflict. With the absence of clear lines of battle in guerrilla war, rebel forces operate in areas of fragmented control or in regions dominated by the state » (Weinstein 2007:203).³⁹⁵

Ces nombreux cas de violence surtout avec les violences faites aux femmes sont l'expression de l'émergence d'une sorte «d'animalisation de l'homme effectuée par les techniques politiques les plus sophistiquées [...]» (Agamben 1997:11, 47), où toujours selon Agamben, les habitants sont «dépouillés de tout statut politique et réduit intégralement à la vie nue» (1997:184).³⁹⁶ Ces violences faites aux populations sont aussi exacerbées par les alliances instables tissées par les différentes milices armées. Ici la fragmégration qui contribue à l'augmentation des groupes armés, est proportionnelle à celle des violences. Ces différentes logiques expliqueraient la différence fondamentale entre la durée de la guerre en RDC qui en moins de deux décennies de

³⁹³ Cette obligation faite à des populations par des groupes armés afin qu'elles participent à des prestations en nature et en travail dans des conditions extrêmement dangereuses. Ces travailleurs sont souvent torturés. Voir les rapports d'ONG (HRW, 2005 :36-53) ;(HRW 2003:26,28); Puechguirbal (2003).

³⁹⁴ Le terme de «guerre non –officielle» est revenu constamment sur les lèvres de certaines personnes que nous avons interviewées en RDC. Le terme «hécatombe silencieuse » est de Ryckmans(2001). Il existe de nombreux rapports sur l'esclavage sexuel, le viol collectifs brutaux des femmes (Eriksson Baaz and Stern, (2010), Kelly (2010), HRW (2009, 2008; 2005, 2003,2000), FIDH (2003), Héritiers (1999,2000), Soprop-Kivu (2000) et l'ONU existent. Le viol fait aux femmes est aujourd'hui qualifié dans le jargon du droit international comme une arme de guerre.

³⁹⁵ On voit ici que l'est- de la RDC est fragmentée dont hors d'un contrôle effectif du pouvoir central.

³⁹⁶ Dans ce contexte, «It destructs or appropriates the material resources of the adversary; limits or destroys his political autonomy or hurts physically and materially the enemy to such a degree that the whole society of the enemy collapses or the enemy even stops existing as a human group [...] as well as the rigid demarcation between inner and outer morality. Due to the strict, ethnocentric opposition between "us" and "them", the opponent tends morally to be no longer considered a member of the human race.» Von Trotha (1999: 37 et 43).

guerre a fait quatre fois plus de victimes directe que la Colombie qui depuis cinq décennies vit une situation de guerre où groupes armés et paramilitaires se côtoient.³⁹⁷

Un autre élément qui serait aussi à l'origine du nombre élevé des victimes des populations selon Weinstein est que les groupes rebelles qui émergent dans un environnement riche en «natural resources or with the external support of an outsider patron tend to commit high levels of indiscriminate violence; movements that arise in resource-poor contexts perpetrate far fewer abuses and employ violence selectively and strategically» (2007: 7). Cette observation de Weinstein dans un autre contexte est partiellement transposable à la RDC. Car si nous pouvons être d'accord sur la première partie de l'affirmation de Weinstein, on peut tout de même lui faire remarquer que même dans des contextes pauvres en ressources naturelles, les groupes armés qui y ont émergé comme ceux du Burundi, Guatemala, Liban, Ouganda, Rwanda ont commis autant d'abus et emploient aussi la violence de façon moins sélective et stratégique.

La réingénierie de l'affect communautaire par les groupes armés et les États voisins

Cette stratégie mise sur pied par les groupes armés et les États comme le Rwanda et l'Ouganda consiste à attiser les clivages culturels et communautaires au sein des milices. Ce contexte offre une marge d'autonomie aux milices armées qui vont se replier sur leurs communautés. Leurs leaders sont à l'image d'«authenticity leadership». Les caractéristiques de ce type leadership expriment mieux l'action ethnopolitique telle que le définissent Burke (2000:69) et Ted Gurr.

Ethnopolitical groups are identity groups whose ethnicity has political consequences, resulting either in differential treatment of group members or in political action on behalf of groups interest ... "Ethnopolitical group" is consistent with the constructivist approach because it focuses attention on the changing circumstances in which ethnic identity becomes the basis for collective political mobilization and action (Gurr, 2000: 5-6).

L'ethnopolitique s'impose surtout après que le Rwanda et l'Ouganda aient reconfiguré l'espace national de la RDC en «républiquettes» ou «provincettes» et que le gouvernement de

³⁹⁷ Pour Weinstein qui se base sur des cas comme ceux de la Sierra Leone, du Nepal ou de la Tchétchénie trouve que le nombre des victimes est souvent lié aux tactiques et stratégies adoptées par les groupes rebelles (2007:5-6).

Kinshasa ait choisi d'appuyer les milices Maï-Maï.³⁹⁸ L'évolution des milices armées sur le terrain, nous obligent à faire une différenciation au niveau de ces acteurs. Car d'un côté on a *les milices pro-occupation* et de l'autre *les milices anti-occupation ou pro-gouvernement*. Toutefois, ces milices ont des traits communs; le premier est le fait qu'elles se comportent comme les mouvements rebelles, le second c'est celui de se constituer comme mouvement «spontané» de lutte pour la protection de leurs communautés. Ces milices à l'instar de (l'UPC/Hema, PUSIC/Hema insatisfaits, FNI/Lendu, FPDC/Alur et Lugbara, FRPI/Ngiti, CNDP/rwandophone tutsi) sont ainsi devenues les défenseurs de positions de plus en plus extrêmes. Le Rwanda s'appuie d'ailleurs sur ces particularités pour instrumentaliser les populations rwandophones de la RDC surtout dans les deux Kivus. Il en est aussi de l'Ouganda auprès des diverses communautés dans la province Orientale.

Les nombreuses milices vont réarticuler les «grievances », et lorsque c'est nécessaire «it will attempt to exaggerate them or to disguise its true interests in term of more populist ones» (Collier 2003: 62). En axant les principes de l'action collective sur les communautés, les reconfigurations de l'espace congolais par les pays voisins vont être accompagnées par les protestations des populations de la région. Pour Mulengue Ayue Kibalo, administrateur du territoire de Fizi, la création du territoire de Minembwe «sous la direction des Banyamulenge est une nouvelle provocation».³⁹⁹ Comme dans le cas de la guérilla irakienne, il va se développer principalement dans l'est de la RDC un vif sentiment anti-occupation incarné par les milices Maï-Maï. On peut d'ailleurs observer sur les cartes 12 et 13 la propension de ces milices à agir comme des

³⁹⁸ Au sujet des «Républiquettes» ou les «provincettes» lire Maindo Monga Ngonga (2003); Muchukiwa (2006).

³⁹⁹ Cette nouvelle unité administrative est constituée au détriment des parties des territoires de Mwenga, Fizi et Uvira. Cette décision du Rwanda et du RCD-G a causé la fureur des populations des habitants des territoires spoliés. Confère et la lettre no 5072/511/B.6/TF/2003 du 11 décembre 2003 de l'administrateur du territoire de Fizi aux parlementaires de son Territoire dans Ngbanda Nzambo (2004:332 et 432).

rhizomes qui essaient dans la plupart des territoires où les forces occupantes tentent d'établir leur autorité.

Dans ce contexte, les membres de la communauté vont rechercher refuge au sein de ces milices armées. Comme ceux de la région de Bafwasande dans la province Orientale, les milices émergent en réaction «contre les diverses exactions et violations de droits fondamentaux de l'homme [...] Les Maï-Maï ont pris les armes pour défendre et protéger les ressources naturelles de Bafwasende et pour se libérer» (Baraka 2007: 80 et 99). Ce sentiment anti-occupation réarticulé par Maï-Maï exprime leur attachement totale à la cause ou plus précisément avec la majorité de la population congolaise, qu'ils entendent défendre. Ce qui leur permet de construire le maillage des forces anti-occupations dont on ne peut saisir leur ancrage qu'à travers une revisitation de l'historicité des Maï-Maï.⁴⁰⁰ L'action de cette myriade Maï-Maï participe à une sorte de «Convergence spaces». Une convergence qui articule les visions collectives qui vont construire des bases communes dans le but de générer des «politics of solidarity, i.e multi-scalar collective action» (Routledge 2003: 345).

Cette structuration de nouvelles échelles qui obéit à des impératifs d'ordre externes, permet aux milices armées de s'affirmer comme des mandataires locaux. En outre, la confrontation entre les milices pro-occupation aux milices anti- occupation s'effectue le long d'une logique de «continuum conflictuel» qui repose sur la question de l'autochtonie. Ici «l'autochtone» est opposé à «l'allogène» avec pour finalité ultime des relents d'exclusion ou diabolisation

⁴⁰⁰ John et Jean Comaroff montrent que «no social world may be properly understood without reference both to its internal historicity and to its unfolding relationship with its wider context» (1994: 96). Au sujet des raisons historiques de l'engagement des Maï-Maï dès l'émergence de l'AFDL en 1996 et les antagonismes séculiers avec les Banyarwanda, lire Kayamba Badye (2009:464). Cette historicité interne évoqué par les Comaroff s'inscrit dans une micropolitique où se déploie les micros dispositifs et micro-procédures (grammaire locale) et peut être aussi comprise dans le sens de l'ethnographie théorique de la violence qui est le résultat d'une «description dense» au sens dont l'entend Clifford Geertz (1996) et (Von Trotha 1999:59). Ces dimensions qui font intervenir l'anthropologie politique/l'ethnographie théorique des conflits nous permet de garder à l'esprit le fait que toute étude des conflits contemporains qu'ils soient ethniques ou non, devrait selon Klute (2005) revenir sur quatre questions importantes. 1- Revisiter les différents acteurs partie prenante du conflit en question; 2-procéder à la description des dispositifs de formation de leur identité ethnique, ainsi que la transformation de leurs relations au contact avec des groupes voisins; 3- décoder la logique 'émique' justifiant le recours à la violence ; 4- lors de l'étude des relations des divers groupes ethniques avec l'État, on devrait étudier les agencements du pouvoir étatique, et l'évolution et transformation du pouvoir politique en général.

«l'Autre» considéré comme un "étranger" (Bayart 2001:182-194).⁴⁰¹ La reconfiguration des espaces par les armées des pays voisins de la RDC ont accru la distinction entre les «originaires» et les «non-originaires». Ce qui a accentué «the ethnoracial principle serving increasingly as the basis for citizenship and as the condition of access to land, resources, and elective positions of responsibility» (Mbembe 2000a: 267; Mbembe 2000:127).⁴⁰² En se superposant au power sharing l'opposition entre autochtone et allogène n'a fait exacerber la violence locale. Dans la même veine, certains conflits locaux portant sur les terres et le pouvoir politique se sont progressivement dissociés des processus nationaux et régionaux et sont devenus presque autonomes comme le montre Autesserre (2006a). Il s'ajoute à ceci, le fait que durant la guerre froide aucune attention n'a été apportée à cette question au Zaïre:

Local antagonism over land and traditional power led to violence long before the warfare of the 1990s [...] combined with the retreat of the Congolese state [...] local political, economic, and social agendas contributed to the widespread and horrific violence. These local dynamics interacted with national and regional causes of violence and provided the pretext for the national and regional fighting that took place throughout the eastern Congo. [...] At the same time, national and regional cleavages reinforced local tensions (Autesserre 2006b: 3).

Toutefois, on doit raison garder, éviter de tomber dans une mise en relief excessive de la cause locale. Il faut garder à l'esprit qu'en RDC, les milices armées n'ont généralement basculé dans la guerre à l'ampleur que l'on sait qu'à la suite de «l'intervention de facteurs, de processus et d'acteurs non communautaires, ou de médiateurs [États voisins] obéissant aux deux logiques, communautaire et étatiques» (Wieviorka 1996: 184). Ceci est d'autant plus vrai que les conflits locaux dans l'Ex-Zaïre étaient toujours circonscrits dans un espace réduit. On a ainsi à l'esprit trois importantes guerres communautaires (guerre Kanyarwanda (1963-1965), Turner (2007:116-117); guerre du Masisi en mars 1993, Mararo Bucyalimwe (2002), la chasse aux Kaisaïen du

⁴⁰¹ L'expression «continuum conflictuel» est la « mise en évidence d'un ou plusieurs champs de lutte où les positions des acteurs déterminent leurs prises de position et où l'on analyse les mécanismes qui structurent les enjeux du champ ainsi que la forme de lutte» (Bigo 1994:53-54).

⁴⁰² Lire aussi à cet effet Dozon (1997). En outre, selon Markakis (1996:299), «Ethnicity not only survived but grew stronger as the post-colonial state grew weaker. The fading of nationalism, the failure of development, the decline of the state, and the resulting general insecurity enhanced the political potential of ethnicity, as people sought support in traditional networks of solidarity and forms of identity».

Katanga en 1992-1993, Muamba Mumbunda (2004) qui n'ont jamais débordés les provinces foyers de la contestation, encore moins ébranlé l'équilibre national ou régional. Ils n'ont jamais atteint l'ampleur des années 1996-2007.

En résumé, dans leur capacité de projection sur les espaces laissés vacants par les groupes armés nationaux et les armés des États à la suite de l'entrée en vigueur du «1+4», les milices armées sont restées au centre d'un jeu trinitaire: États-marchés-communautés. Même si elles parvenaient à exercer une influence sur des superficies beaucoup plus grandes que la petite taille de leur groupe, elles n'ont jamais pu exercer une véritable gouvernance sur les territoires qu'elles parcouraient. Toutefois comme le précise Duffield, dans un autre contexte, «If one temporarily sets aside the brutal and coercive methods involved [warlords] can be presented as new and innovative ways of projecting political power» (1998: 67). Nous allons dans la partie suivante, montrer comment les nouvelles formes de projection politique ont transformé la rébellion de la troisième phase, surtout avec l'entrée en vigueur du «1+4» et du renforcement de la MONUC.

d) Transformation à l'intérieur de la rébellion de la troisième phase

La transformation à l'intérieur de la rébellion de la troisième phase qui structure l'émergence et la fragmégration se situe au niveau de plusieurs ordres dont l'«Opération Artemis» ou la nouvelle politique de sous-traitance d'imposition de la paix, l'émergence du CNDP et du Warlord Nkundabatware, l'avènement de la myriade Maï-Maï comme première force principale anti-occupation ainsi que la réarticulation de leurs réseaux d'alliances, la discontinuité entre la localité et les alliances translocales. Ces différents éléments permettent d'analyser le rapport de ces acteurs dans leurs relations contractuels et conflictuels avec les autres acteurs armés étatiques et non étatique en RDC surtout à la lumière de «complex power-sharing».

«Opération Artémis» ou la nouvelle politique de sous-traitance d'imposition de la paix

Les premiers éléments de cette transformation prennent forme avec l'approbation par le Conseil de Sécurité le 30 mai 2003 de la création de la Force Multinationale Intérimaire d'Urgence pour l'Ituri («opération Artémis», et l'envoi de 1500 soldats placés sous le commandement français. Cette opération dans laquelle se situe la deuxième trame de la rébellion de la troisième phase avait pour objectif de contribuer à la stabilisation rapide des conditions de sécurité et améliorer la situation humanitaire en Ituri (fief des seigneurs de guerre pro-occupation). Cette force intérimaire constitue la première opération militaire menée par l'Union européenne (UE) hors d'Europe et sans recours aux moyens de l'OTAN. L'opération Artémis qui débute le 6 juin 2003, a lieu dans la première séquence de la deuxième trame de la rébellion de la troisième phase est une des caractéristiques de la politique de sortie de crise militaire.⁴⁰³ Artémis qui a été relevée le 1er septembre 2003 par la MONUC, se situe dans le prolongement de la nouvelle mutation (sous-traitance) dans les opérations de maintien et d'imposition de la paix ainsi que du nouveau paysage géopolitique de la guerre.

Cette intervention qui fut un succès a modifié à la fois les modalités guerrières des milices armées, mais aussi l'expression du conflit local. Pour une fois les forces onusiennes vont aller au-delà de l'attitude défensive. En même temps, elles vont devenir une cible de choix des milices. Au début de l'année 2004, l'UPC, le FNI et le FRPI qui sont toujours mécontents de n'avoir pas été intégrés dans le processus de partage de pouvoir, vont se mettre d'accord sur une alliance de circonstance pour chasser les Casques bleus de la province Orientale. Les attaques des milices armées vont ainsi coûter la vie à de nombreux soldats de la MONUC qualifiés par ces derniers de forces coloniales. L'opération Artémis permet ici de sécuriser le «1+4» qui se met progressivement en place. Toutefois, si l'opération Artémis placée dès le départ sous un mandat Chapitre VII (utilisation de la force) fut un succès, ni l'augmentation des forces de la

⁴⁰³ Au sujet de l'opération Artémis lire aussi Bagayoko (2004), ou Vircoulon (2005).

MONUC ou encore la mise en place effective du «1+4» n'empêcheront l'émergence d'autres milices comme celle plus robuste du CNDP.

L'émergence du CNDP et du Warlord Nkundatware

Dans cette deuxième séquence de la trame numéro 2, la mise en place du gouvernement de transition à Kinshasa, marque de l'aboutissement de l'application de la plus grande politique de sortie de crise politique. Cette implémentation du «complex power-sharing» va être ébranlée par des mutineries dès février 2004 à Bukavu dans le Sud Kivu.⁴⁰⁴ Ces mutineries remettent au grand jour les clivages au sein du RCD-G. C'est dans un contexte de fragmégration qu'émerge le CNDP. Un contexte où sur le plan militaire la branche armée du RCD-G, l'ANC, a depuis 2004 perdu beaucoup de terrain au profit des milices Maï-Maï. Sommé d'intégrer les FARDC et fragilisé dans son dernier bastion du Nord-Kivu, le RCD-G va sur le plan politique adopter une attitude des «spoilers», ceci en suspendant sa participation dans le «1+4». La finalité ici étant de dérailler la transition politico-militaire. Comme quoi la participation dans le «complexe power» n'implique pas nécessairement que les groupes armés vont se départir «their wartime positions or yield material conflict issues» (Jarstad et Nilsson 2008: 210).

Le RCD-G agit ici avec le soutien du Rwanda qui estime que face à la perte de terrain politique et militaire de son allié, il est impératif de maintenir des forces militaires dans les deux Kivus, seuls éléments capables d'influencer le jeu politique en RDC. Cette stratégie est secondée par l'imposition de Azarias Ruberwa à la tête du RCD-G. Le contrôle de ce mouvement armé se fait au dépend de Onusumba Yemba qui le dirige depuis 2000. Les actes du RCD-G et du Rwanda rejoignent les observations de Downs et Stedman (2002 a) qui soutenaient que le succès de l'implémentation de la paix reposait dans une large mesure «upon the legacy of the conflict as

⁴⁰⁴ Des soldats du RCD-G se sont mutinés contre le général des FARDC Prosper Nabyolwa, commandant militaire de la région militaire. Cette mutinerie était soutenue par les troupes de Mutebutsi et le général Nkunda, lesquels devenaient normalement servir dans les FARDC.

well as the willingness of external actors» (Jarstad et Nilson 2009:208). Selon Makaya, que nous avons interviewé, il n'y a aucune raison objective qui explique le remplacement du général Onusumba Yemba:

Il a négocié tous les accords de l'AGI. Son éviction de la tête du RCD-G après l'AGI est un autre complot rwandais et de pro-rwandais. Ruberwa qui est imposé est très proche du Rwanda, en plus d'être de la communauté Banyarwanda-tutsi contrairement à Onusumba Yemba qui est originaire du Kasai oriental. Selon l'AGI, Ruberwa hérite d'un poste de vice –président en charge de la Défense et de la sécurité avait comme agenda de venir à Kinshasa pour saboter les élections avenir et accélérer le dépeçage de l'est de la RDC.⁴⁰⁵

L'éviction du Dr. Onusumba Yemba aggrave les dissensions au sein du RCD-G. Le CNDP en profite pour s'émanciper comme avant Pacifique Masunzu, qui dès le début 2002 était entré en dissidence en créant sa milice: le Front Révolutionnaire des Fédéralistes (FRF). C'est dans ce contexte qu'émerge après la bataille de Bukavu de février 2004, le CNDP dans la seconde séquence de la trame 2. Bien que fragilisé par l'émergence du CNDP, la branche armée du RCD, l'ANC, va affronter les FARDC à plusieurs reprises en décembre 2004 dans le Nord-Kivu (11 décembre Kayabayonga, et le 17 Buramba et Nyabiondo). Cette troisième séquence de la trame 2 fragilise complètement le RCD-G dont une bonne partie de ses soldats ont rejoint le CNDP.

Dès décembre 2006 Nkunda va donnera toute sa véritable dimension à sa milice. Le CNDP comme le FRF né de la fragmentation du RCD-G tentent de créer un «stretching process», c'est-à-dire une nouvelle échelle de pouvoir, où d'un côté, les «domineering organizations» comme le RCD-G et le Rwanda «attempt to control the dominated by containing the latter and their organizations» ceci pour ne pas perdre complètement leur influence; et de l'autre côté, ces «subordinated groups» comme le CNDP et le FRF qui se libèrent de ces «imposed scale constraints» (Jonas 1994: 258). Nkunda qui construit une milice robuste, bâtit sa réputation sur les tentatives infructueuses de Ruberwa et d'un RCD- G qui n'ont pas pu faire dérailler la

⁴⁰⁵ Mpundu Makaya, nom d'emprunt d'un ancien haut cadre du RCD-G aujourd'hui haut responsable dans l'administration de la RDC (Entrevue, Kinshasa, avril 2007).

transition politico-militaire. Ce chef milicien que nous avons interviewé trouve une nouvelle parade dans la réarticulation des revendications identitaires.

Le CNDP se bat pour une solution à un problème spécifique. [...] Ruberwa n'a pas su capitaliser le poste que nous lui avons donné, ce poste pour lequel nos enfants sont morts. Il n'a rien fait pendant qu'il était Vice-président de la République dans le «1+4». En plus, il a été là au nom du RCD et non des Tutsis. Aussi longtemps que les Tutsis sont dans les camps des réfugiés en Ouganda, en Tanzanie et au Burundi, il ne faudra pas dire qu'ils ont des représentants à Kinshasa.⁴⁰⁶

Nkunda s'inscrit ici en droite ligne dans ce que (Ganguly et Taras 1998:8) définissent comme étant de l'identitarisme ethnique.⁴⁰⁷ Ce chef milicien estime d'ailleurs que le gouvernement de Kinshasa est incapable de défendre les droits de sa communauté les «Banyarwanda- tutsi» de l'Est de la RDC. Ce qui laisse penser à une «dynamique de démocratisation de la communauté et d'une volonté d'articuler démocratie communautaire et démocratie nationale» (Le Bot 1996: 1993).⁴⁰⁸ Son message est parasité par l'ingérence rwandaise dont l'effet induit pousse au renforcement du ressentiment d'autres communautés qui perçoivent le CNDP comme une force supplétive. Ici, cette fixation identitaire conforte l'idée de l'importance grandissante de l'«identity politics» qui est de plus en plus une:

Exclusionary ideas of citizenship are matched by the urge to detect difference and to distinguish between 'locals', 'nationals', 'citizens', 'autochthons', or 'insiders', on the one hand, and 'foreigners', 'immigrants', 'strangers', or 'outsiders', on the other, with the focus on opportunities, economic entitlements, cultural recognition and political representation. (Nyamnjoh 2006: 3).

Dans ce sens, le fait identitaire sert comme un moyen pour atteindre une fin politique particulière (Mamdani 1996:185). C'est aussi sur ces «identity politics» que les Mai-Mai dans la posture milices «anti-occupation» vont s'opposer aux milices «pro-occupation».

L'avènement de la myriade Mai-Mai comme première force principale anti-occupation

⁴⁰⁶ Pour de nombreux observateurs et officiers des FARDC ayant servi dans l'est. Cet acte de Nkunda entraine dans une stratégie de sabotage de l'AGI et de l'affaiblissement du «1+4» orchestré indirectement par le Rwanda. Surtout que le RCD-G ne pouvait plus avoir de poids advenant les élections.

⁴⁰⁷ Le CNDP est une organisation politico-militaire constitué en majorité des «Banyarwanda » surtout Tutsi. Son chef, le général Laurent Nkundabatware alias le «Chairman» ou le «faucon noir» du Kivu, a justifié sa rébellion par la nécessité de protéger les membres de sa communauté en RDC. Le CNDP s'est doté de statuts en juillet 2006, entérinant ainsi sa création. Basée dans le territoire de Masisi, son aile militaire est l'«Armée nationale congolaise (ANC)» comme celle du RCD-G. Dirigée par le général Ntaganda qui a servi aux côtés de Lubanga de l'UPC, de nombreux militaires du RCD-G ont rejoint le CNDP avec leur matériel militaire.

⁴⁰⁸ Le Cahier de charge du CNDP, ses discours et interviews de Nkundabatware traduisent certains points de cette analyse de Le Bot faite dans d'autres circonstances.

Lorsque les Maï-Maï émergent, ils affirment défendre les populations des Kivus et du Maniema et le Katanga contre les groupes rebelles et les milices pro-occupation. Les campagnes de guérilla qu'ils mènent, visent d'une part à contrer la présence des milices pro-occupation et leurs parrains, et d'autre part réduire les activités des groupes armés diasporisés comme les FDLR et le LRA. La résistance des Maï-Maï se cristallise sur trois dimensions «à savoir: le contrôle de certaines localités à l'intérieur même du territoire occupé par les agresseurs et leurs alliés, l'expansion du mouvement par l'intensification des luttes et la formation de divers groupes Maï-Maï, ainsi que le blocage de l'avancement de la rébellion» (Baraka 2007: 78). On peut tracer ici un parallèle entre l'émergence des Maï-Maï et les «partisans» espagnols de 1808, qui furent les premiers «guérilla du peuple» contemporain (Carl Schmitt 1972:214). Pour Carl Schmitt, ces guérilleros furent les premiers à utiliser dans les combats des tactiques irrégulières contre les premières armées de l'ère moderne. L'irrégularité qui est une marque de leur engagement politique est l'expression du haut degré de mobilité leur combat et de leur haut degré d'intensité.

Une forte présence dans le Nord-Kivu, Sud-Kivu, Orientale et le Maniema

Les fronts d'activités des Maï-Maï se situent principalement dans les provinces du Nord Kivu, principalement dans les territoires de Butembo, Beni, Lubero, Masisi et Rutshuru. Tous les Maï-Maï du Nord-Kivu et une partie de ceux de la province Orientale (dans l'Ituri Isiro, Aru) sont les plus nombreux et mieux organisés que tous les autres. Ils reconnaissent le général Padiri Bulenda Kalendo comme leur chef suprême.⁴⁰⁹ Généralement les Maï-Maï partagent le même idéal celui du général Padiri qui est de «bouter dehors les envahisseurs burundais, rwandais et ougandais» (Nasibu Bilali 2004: 11). Bien que la structure de la chaîne de réseau que constitue les Maï-Maï reste encore bien structurée au niveau des mécanismes de communication, le faisceau de réseaux

⁴⁰⁹ Ce constat est confirmé affirmé par les ex-Maï-Maï que nous avons interviewés dans le focus group à Kenge et Kitona (mai et juin 2007) et entrevue de deux officiers supérieurs des FARDC anciennement miliciens Maï-Maï.

permet la libre circulation de la communication et permet aux autres entités Mai-Mai de conserver leur autonomie d'action dans le cadre des objectifs de l'organisation et des objectifs du grand groupe. En tant qu'organisation, les Mai-Mai sont construits sous la forme d'une organisation qui délègue le pouvoir et l'autorité aux commandants et combattants subalternes. En plus, ce faisceau de réseaux est inspiré par des inflexions de déterritorialisation du nouvel ordre politique, de décentralisation et d'informalisation de l'organisation qui non seulement impulse une dynamique de mouvement, mais souligne également que le comportement stratégique des Mai-Mai repose sur un processus d'oscillation entre une présence territoriale et un mode de fuite et de retraite.⁴¹⁰

Dans la province du Sud Kivu, le phénomène des Mai-Mai est plus diffus à l'instar de la zone Uvira-Fizi où on dénombrait 11 groupes dont 6 reconnaissaient l'autorité de Zabuloni Rubaruba.⁴¹¹ Dans le Maniema, ils sont en majorité concentrés dans les localités de Kalima, Kindu, Kasongo et Salamabila et sont dirigés par le commandant Enerunga. Il existe aussi plusieurs autres groupuscules dont les plus organisés sont dans le territoire de Mwenga sous les ordres du chef Nakiliba. Ceux du territoire de Shabunda n'ont jamais su s'organiser en un mouvement coordonné unique.⁴¹²

Les Mai-Mai une présence moins importante au Katanga

Les Mai-Mai du Katanga surtout au Nord sont les moins connus (les Cœurs d'acier, Moyo wa Chuma, les Zabuloni Rubaruba, les Forces d'autodéfense populaire, FAP), qui s'apparentent plus aux paramilitaires, pourtant ils font partie du dispositif stratégique de LD. Kabila. Selon Samba

⁴¹⁰ Certaines caractéristiques d'organisation des Mai-Mai sont présentes dans les analyses que font Mischal et Rosenthal (2005) des organisations islamistes dont la plus connue Al Qaeda.

⁴¹¹ Zabuloni Rubaruba qui a passé de longues années dans le maquis est un ancien rebelle ayant combattu en 1963-1964 aux côtés de Mulele, Soumialot et LD Kabila. Ce septuagénaire et adulé a décidé, en début 2002 de passer les rênes du mouvement à l'un de ses lieutenants Baudouin Nakabaka.

⁴¹² Pour cette longue description des Mai Mai, je me suis appuyé sur divers entrevues et focus groups avec les ex-miliciens Mai-Mai actuellement intégrés dans les FARDC et certains chefs Mai-Mai qui étaient encore en activité en 2009.

Kaputo que nous avons interviewé, «Dès le déclenchement des hostilités en 1998, Kabila a encouragé leur création. Il voulait ainsi empêcher à l'APR l'armée d'atteindre la base militaire congolaise de Kamina ainsi que la capitale provinciale, Lubumbashi, ce qui aurait isolé le président de sa région natale et privé d'importantes ressources minières».⁴¹³ Cette même stratégie sera reprise par le président Gbagbo en Côte d'Ivoire (qui a encouragé la création des milices et des dizaines de «groupes d'autodéfense» dans la zone frontalière avec le Libéria, dans l'Ouest et le Centre Ouest), dans le but de palier aux faiblesses structurelles de son armée aux prises avec les rébellions. Les milices armées se sont par la suite multipliées dans presque toutes les communes rurales ivoiriennes.⁴¹⁴

Mais dans l'ensemble, les Maï- Maï sont devenus une sorte de franchise libre. Car la majorité des milices dans l'est de la RDC se sont affublées le qualificatif Maï- Maï, ceci pour bénéficier de la charge symbolique d'un tel nom. Toutefois, contrairement à la franchise qui est un droit que concède une entreprise à une autre afin d'exploiter sa marque ou de se présenter sous sa raison sociale en échange d'une redevance, les Maï- Maï sont une franchise sans droit attaché. En somme, les milices Maï- Maï constituent une fédération de réseaux qui occupent un espace multinational, constitué, «non de «peuple» ou de «nations» en tant que telles, mais de réseaux» (Mbembe 2010:183). En plus, leur formation a toujours obéi à ce que l'on pourrait appeler la «logique des sables mouvants» (Mbembe 2010:183). Dans cette logique des sables mouvants, les frontières mouvantes vont se déplacer constamment en fonction des opportunités de positionnement et de repositionnement des milices armées.

Les réseaux d'alliances extra Maï-Maï ou la constante oscillation

⁴¹³ Entrevue avec Samba Kaputo ancien conseiller en matière de sécurité de Kabila père et fils (Entrevue avril 2007 Kinshasa).

⁴¹⁴ Dans le cas de la Côte d'Ivoire un exemple de milices qui sont davantage des groupes paramilitaires, organisés et financés par de proches conseillers du président Gbagbo. Au sujet des milices et des groupes paramilitaires d'autodéfense dans les communes rurales, lire Bobo et Chauveau (2003) et Banégas (2008); Galy (2007).

Les alliances extra Maï-Maï sont celles que ces derniers établissent avec d'autres entités. En outre, elles sont fortement influencées par le «complexe power sharing», ceci d'autant plus que ce mécanisme a eu un grand impact sur la fragmentation des milices armées. Les alliances établies par les Maï-Maï avec les autres acteurs sont multiples. Ces alliances se veulent privilégiées avec le gouvernement de Kinshasa et stratégiques avec les groupes armés nationaux et étrangers et d'autres milices. Il existe aussi des collaborations d'ordre pragmatique avec le Rwanda, ceci à travers le RCD-G. Dans l'ensemble, on note une certaine dose de pragmatisme dans ces alliances qui se font et se défont au gré des circonstances.

Les alliances extra Maï-Maï ou les relations avec le RCD-ML et Kinshasa

L'alliance du gouvernement de Kinshasa avec les Maï-Maï des provinces du Maniema et des deux Kivus se matérialise sur le terrain par le canal du RCD-ML qui sert d'intermédiaire jusqu'à la dissolution de sa branche armée et sa transformation en parti politique en fin 2006. Ce groupe armé achemine à partir de Beni tout le matériel militaire octroyé par Kinshasa. En outre, le soutien militaire de Kinshasa aux Maï-Maï durant toute cette période a été d'autant plus déterminant que les Maï-Maï et les FAC ont pu s'emparer de la ville d'Uvira et le Fizi (le plus grand territoire du Sud-Kivu), des mains des troupes de l'APR et du RCD-G entre mars et octobre 2002 pendant que se déroulait le DIC.⁴¹⁵ Cette victoire contribue au renforcement du gouvernement de Kinshasa sur la table de négociation du DIC à Sun City.

Dans le Katanga, les membres de haut rang du gouvernement de L.-D Kabila et J. Kabila ont contribué à la création et l'approvisionnement en matériels militaires aux milices du Katanga, c'est deux à officiers supérieurs des FAC que va être dévolu le soin à partir de février 2002 une triple mission: maintenir un lien entre les différents chefs Maï-Maï et réaffirmer le soutien de

⁴¹⁵ Ceci est dû en partie en mars 2002 de l'aide du colonel Lukole Madowadwa instructeur des FAC qui a pu contribuer l'unification des milices Maï-Maï d'Uvira en un seul mouvement: le Groupe Maï-Maï Zabuloni rejoint par tous les petits seigneurs de guerre comme Kayamba Kibugu ou Jeannot Ruharara.

Kinshasa pour leur résistance, renforcer la coordination et à la cohésion des actions des différentes milices Mai-Mai actives, et asseoir et organiser le Secteur opérationnel de l'Est (SOE).⁴¹⁶ On peut noter ici que l'alliance entre les Mai-Mai et le gouvernement central à Kinshasa sont non seulement stratégiques, mais étroites comme l'illustre la figure 6.

Certains glocaux-miliciens motivés parfois par la recherche de l'approvisionnement en armes et à l'appât du gain vont établir des alliances de circonstances, prouvant leur capacité multifonctionnelle de véritables acteurs-réseaux. Le RCD-G et le Rwanda qui ont cerné la symbolique et la force que constitue des Mai-Mai, vont établir des alliances avec les Mai-Mai marginaux ou Mai-Mai «convertis»: les Mai-Mai de Kigoma, Groupe Mundonde 40.⁴¹⁷ Ces derniers seront utilisés pour combattre les autres Mai-Mai.⁴¹⁸ Les relations entre les Mai-Mai «convertis», le RCD-G et le Rwanda reposent sur l'échange d'armement et les activités d'extraction de coltan et d'or. On est ici dans un contexte où des milices marginales vendent leur service au plus offrant tout en se déployant comme des électrons libres. Toutefois, cette coopération entre le RCD-G et le Rwanda, et Mai-Mai marginaux est pour la plupart éphémère. Les troupes du RCD-G et l'APR vont même affronter le Mundonde 40 en plein centre de Bukavu.

Les alliances extra Mai-Mai avec les rébellions étrangères

C'est l'exemple de celle établie avec les FDLR. Que ce soit au Nord Kivu où ils étaient dans l'entourage de deux chefs historiques Mai-Mai, les généraux Padiri Bulenda et Kiganda, ou dans le Sud Kivu où ils ont fait jonction avec le FRF et les autres Mai-Mai pour combattre le duo

⁴¹⁶ Ces membres sont le général John Numbi, commandant de l'armée de l'air des FAC, Ngoy Mukena, ancien gouverneur du Katanga, Mwenze Kongolo et Kyungu wa Kumwanza). Quant aux officiers se sont les colonels Lukole Madowadowa et Raphaël Mpungu conseiller militaire de Joseph Kabila (Nasibu Bilali, 2004:16).

⁴¹⁷ Les Mai-Mai de Kigoma qui opèrent dans les Moyens Plateaux du Ruzizi sont sous les ordres du commandant Fataki alias «Amuse-gueule». Ces Mai-Mai vont prendre le nom de «local defense de Kigoma». Les Mai-Mai du Groupe Mundonde 40 qui opèrent dans le Bushi au Sud Kivu sont dirigés par Patient Mwendaga.

⁴¹⁸ Mai-Mai «convertis» est un terme utilisé dans l'Est de la RDC pour désigner les quelques groupes Mai-Mai qui ont collaborés avec les occupants surtout le Rwanda.

APR/RCD-G en octobre 2002. On retrouve ici l'activisme des soldats diasporisés aux côtés des Mai-Mai. Toutefois, ces relations vont dégénérer lorsque dès le début de 2003, le gouvernement de Kinshasa sous la pression du Rwanda et de la communauté internationale oblige les FDLR à entrer dans le processus 2D3R. Pour éviter de retourner au Rwanda, les FDLR cessent toute coopération formelle avec les Mai-Mai et se dispersent dans les provinces de l'est la RDC et les pays voisins. Outre les FDLR, les Mai-Mai établissent des alliances militaires avec les rebellions burundaises du FNL et du FDD. Cette relation est une sorte de «donnant et donnant» où les Mai-Mai procurent un sanctuaire à partir duquel les rébellions burundaises vont s'organiser et attaquer le Burundi. En retour, du fait de leur mobilité et des liens diasporiques, le FNL et surtout le FDD, vont leur fournir des armes et munitions de différents calibres (Ntibarikure 2006).

Toutefois, il faut souligner le paradoxe et la fluctuation des alliances entre les Mai-Mai et les mouvements rebelles burundais au fil des années. Ces oscillations qui sont ancrées à différentes échelles et qui s'altèrent avec le temps, sont le reflet de configurations multi-scalaires négociées et parfois institutionnalisées à travers des interrelations et des interactions entre acteurs armés. Ces configurations multi-scalaires ne sont pas nécessairement aisées d'autant plus qu'elles s'inscrivent dans le «dilemme géographique». C'est-à-dire une coexistence tendue entre différentes échelles (local, national, régional, transnational) dans lesquelles ces acteurs se meuvent. En bref, c'est avec la réintégration totale des FNL et FDD dans les politiques de sorties de crise politique au Burundi que cette alliance de circonstance va s'estomper. En effet pour des acteurs armés comme les Mai-Mai dont les rapports quotidiens s'enracinent à d'autres échelles, participer à des mobilisations transnationales ou transfrontalières pose des problèmes de concurrence dans la captation des ressources.⁴¹⁹ Ce qui montre que «les impératifs des luttes quotidiennes à l'échelle locale et nationale peuvent entrer en conflit avec des demandes de

⁴¹⁹ Ma réflexion dans ce paragraphe est inspirée de celles de Routledge (2003) et Masson (2009) sur les acteurs sociaux.

l'engagement transnational» (Masson 2009:126), tel que nous le voyons dans les rapports entre les Maï- Maï, les groupes armés étrangers en RDC et les armées étrangères. Carl Schmitt (1972:288), montrait déjà que le combattant irrégulier ou le partisan dépendait toujours en quelque façon de l'aide que lui apporte une puissance régulière. Ce qui fait des miliciens de la RDC comme ceux des rebellions du Darfour et du Tchad des agents de la territorialisation et de la déterritorialisation de la violence.

Une autre alliance circonstancielle établit au plus fort de l'occupation territoriale de la RDC, est celle nouée entre les Maï-Maï et les groupes rebelles ougandais pour combattre les troupes ougandaises de l'UPDF. Le colonel Emmanuel Mapenzi, Maï-Maï incorporé dans les FARDC basé à Walikale, reconnaît que l'ADF, LRA, WNBF et les FDLR, sorte d'«internationale rebelle» ont été pendant longtemps les alliés des Maï-Maï avec lesquels ils échangeaient services et matériels militaires. Toutefois, aujourd'hui précise-t-il, «nous les combattons, parce qu'ils violent nos femmes et pillent nos villages. Et puis, pour nous, la guerre est terminée et la RD Congo est désormais unifiée» (Nasibu Bilali 2004: 17). Ces alliances reflètent la complexité des interactions entre ces acteurs armés tel que le montre la figure 6.

En plus, elles prouvent que pour survivre les groupes armés non-étatiques doivent désormais inventer de nouvelles idéologies qui pourront leur permettre de mobiliser des solidarités transnationales. Ce qui les amène à s'appuyer dorénavant sur des besoins conjoncturels et des échanges d'ordre pragmatique (c'est à dire la capacité à offrir des biens sur un marché où le jeu de l'offre et de la demande règne) qu'offrent la clandestinité. Ce que nous appelons ici l'idéologie du «kalach». C'est ce qui conditionne la création de solidarités basées sur la clandestinité. Ces nouvelles conditions politiques transforment les acteurs armés en de véritables acteurs économiques «Comme les groupes dissidents issues des guérillas réinsérées

qui opèrent un véritable trafic d'armes avec des groupes armés) [...] s'insèrent par nécessité, dans des réseaux criminels, devenant ainsi des "guérillas dégénérées", et privilégient alors les relations d'affaires avec d'autres groupes clandestins» (Philippe 2003:3). En bref, ces solidarités transnationales octroient à ces divers groupes armés et milices des capacités et des appuis extérieurs en termes de ressources ou de sanctuaire d'où ils peuvent se mouvoir avec aisance dans les espaces transfrontaliers où les relations d'alliance translocales sont prégnantes.

Les milices entre localité et alliance translocale

Ces diverses alliances contractées par les Maï-Maï montrent que les conflits dans lesquels prennent part ces acteurs locaux ne sont plus jamais totalement locaux. Ils sont transfrontaliers et nomades selon Galy (2004). En outre malgré les diverses polarisations, l'on observe que cela n'a pas toujours été au nom de la défense d'une identité définie et définitive. Ceci est dû au renforcement de leur mobilité à tel point qu'ils ont cessé d'avoir une prise totale sur le local. Ce qui permet d'élaborer de nouvelles formes de rigidité/perméabilité, des démarcations entre les milices armées ainsi que la formation d'alliances translocales très souvent stratégiques comme celle du FIPI, la FAPC ou des groupes Maï-Maï avec d'autres groupes armés. Il en est aussi des FDLR qui bien qu'étant idéologiquement, politiquement et militairement opposé au CNDP, ces deux groupes ont constamment coopéré avec le Rwanda dans l'extraction et la vente des matières premières (Global Witness juillet 2009) et (ONU S/2008/773). C'est aussi le cas du FRF qui bien que formellement allié au CNDP s'est rapproché des FDLR dans le Sud-Kivu. Les membres de la société civile du Sud Kivu montre d'ailleurs que «ces groupes se côtoient régulièrement, ils causent amicalement et c'est possible qu'ils organisent des patrouilles ensemble. Le marché de Kitoga est sous contrôle des FRF avec leurs alliés Interahamwe. Ils se partagent le produit des taxes réalisées dans ce marché» (Okapi 6 août 2009).

Ces alliances qui s'établissent sur des lignes de rigidité/perméabilité (au niveau des entrées de l'extérieur et les sorties de l'intérieur) tendent à éloigner la rébellion de la troisième génération du piège de l'ethno-réalisme.⁴²⁰ Ce qui prouve que ces lignes sont sujettes aux pressions compétitives, surtout dans un contexte où se recoupent et s'imbriquent les enjeux locaux et internationaux. Ceci montre que l'aide d'acteurs extérieurs peut inciter des «fission/fusion» à l'intérieur d'un groupe armé. Nous avons ici l'exemple du Chef Kahwa Mandro qui a quitté l'UPC pour fonder le PUSIC après que l'UPC ait rompu ses liens avec l'Ouganda, au profit du Rwanda. Toutefois, ces acteurs extérieurs contribuent aussi à la création ou à la promotion de coalitions qui dépassant largement les frontières communautaires. On a ici l'exemple de la milice des Forces armée populaire du Congo (FAPC) qui regroupait les communautés Alur, Hema et Lendu ainsi que le FIPI.

Ces alliances qui peuvent être aussi saisies comme de «nouvelles formes de solidarité transnationale basées sur le seul fait d'appartenir à la clandestinité» (Philippe 2003:3). Ces nouvelles formes de rigidité/perméabilité mettent à jour les solidarités transversales qui dépassent les affiliations claniques et ethniques, ce qui favorisent la multiplication des échanges entre les milices armées. Ces éléments démontrent les limitations de certains principes de mobilisations collectives qui tendent souvent à se former sur les bases territoriales. Ici, les notions de «clivage» et de démarcation (boundary) s'emboîtent, se chevauchent et remettent à

⁴²⁰ L'ethno-réalisme est la manière dont les théoriciens du réalisme conçoivent la question identitaire. Les théoriciens de l'«ethno-réalisme» transposent les postulats de l'école réaliste aux rapports interétatiques. C'est-à-dire appliquent les principes de cette école aux relations de puissances entre les communautés. Ils associent ainsi les caractéristiques des États à ceux des groupes ethniques. Ce qui implique que ces groupes vont s'inspirer des bases conceptuelles du réalisme, tel l'anarchie du système international, la lutte pour le «self interest», la survie prime. Cela impliquerait une guerre continuelle du fait que la RDC compte plus de 250 groupes ethniques. Si l'on transpose le courant ethnoréaliste, on en déduit facilement à une guerre de 100 ans, si chaque ethnie en RDC avait son propre groupe armé. Il faut tout de même reconnaître dans le cas de la RDC, qu'il ya eu existence d'un dilemme de sécurité entre communautés ce qui a entraîné une logique de dominos des conflits communautaires.

l'épreuve les limitations des identités et les loyautés des diverses milices armées.⁴²¹ Ces formes de constitutions politiques font que l'incorporation des identités et les loyautés associées:

A l'ancienne forme s'effacent rarement entièrement, et quand elle semble ne plus exister, elles peuvent être ressuscitées ou reconstruites pour "hanter" la forme subséquente. D'autre part, les nouvelles sphères d'autorités se forment continuellement, se pressent d'accroître leur autorité et construisent la loyauté de leurs adhérents. (Ferguson et Roseneau 2004:638),

Ces rapprochements sont aussi le reflet d'une approche constructiviste des alliances par la volonté des acteurs non étatiques qui décident de fonder et de transformer des communautés de sécurité, ceci en se reposant sur des normes et des identités construites sur une base collective. Ce faisant, ces alliances surmontent le dilemme de sécurité et la peur qu'il engendre parmi ses membres (David 2000: 193). Car en partageant la même identité communautaire, ceux-ci n'ont plus à craindre. Toutefois, l'alliance très souvent éphémère entre les milices armées se construit autour d'un balancier perméabilité/oscillation entre les communautés en RDC. Cette perméabilité/oscillation entraîne souvent des «fission/fusion» entre les groupes armés. Dans ce contexte où les réseaux concurrents se reconstruisent et s'entremêlent, même si on se bat contre son voisin, les nombreuses alliances translocales peuvent aussi se résumer selon la logique: qui n'est pas mon ennemi n'est pas forcément mon ami, mais plutôt mon rival. Ceci d'autant plus que la proximité n'a plus le même sens. Pour Bigo (1998:341), elle ne signifie plus proche:

En termes de distance, mais proche en termes d'identité, de reconnaissance. On se bat à proximité, contre l'autre, fut-il son voisin, et non contre l'étranger au-delà des frontières. Inversement on s'allie à des proches distants de milliers de kilomètres contre ses voisins qui sont si autres et distants».

Ce qui montre très bien que les alliances entre les milices armées, tout en étant ancrées dans la localité, ne conçoivent pas toujours l'idée de localité comme lieu fixe, figé, à identité «unique» Massey (1994:155).⁴²² Ceci se comprend d'autant plus qu'il y a des territoires et localités qui ont

⁴²¹ Quant au «clivage», sa caractéristique réside dans le fait de connecter «les divisions sociales et les divisions idéologiques ou normatives, ou encore les divisions comportementales/ organisationnelles», alors que la démarcation (boundary) serait «le point focal de délimitation d'un groupe, qui peut avoir une dimension territoriale ou pas» (Bartolini, 2005: 11 et 14).

⁴²² Ici, il y a un parallèle entre la situation en RDC, et celle de la transformation des rapports entre les Bosniaques et les Croates tracés par Bigo. «La distinction entre un nous et un eux considérés comme l'ennemi ne fonctionne plus sur des bases territoriales. Les ennemis sont multiples et

changé de main au moins cinq fois durant ce conflit. Ceci à cause des ressources naturelles présentes et aussi au gré de la capacité de des forces occupantes de défendre ces espaces. Ce qui revient à dire que la localité ou le «lieu» doit davantage être envisagé comme une «donnée stratégique des faits sociaux» (Postel-Vinay, 1998: 170), où vient se croiser un ensemble de relations et d'espace perméable et «ouvert sur des processus qui le dépassent largement dont les caractéristiques ne sont ni fixes ni statiques, mais constamment produites, contestés et reconfigurés dans le présent» (Masson, 2009:128) et où les champs d'autorité et de résistance aux forces étrangères se forgent. A travers l'analyse faite des notions de localité et d'alliance translocale, nous avons pu déceler une co-influence avec le «complex power-sharing». Ce contexte a fortement influencé les conditions de fragmentation des milices armées. Car d'un côté on pouvait assister à une fixation de la fragmentation et de l'autre à une fission. Ce qui dans les deux cas, a rendu l'occupation de la RDC par les armées étrangères impossible.

Conclusion

En conclusion, nous affirmions au début de ce chapitre 5 que l'institutionnalisation du partage de pouvoir par la communauté internationale était à l'origine de l'émergence et de la fragmentation des milices armées. Tout au long du chapitre, il nous a été donné d'analyser les rapports de ces nouveaux acteurs de la sécurité/insécurité dans leurs relations contractuels et conflictuels avec les autres acteurs armés étatiques et non-étatiques. Ces rapports en plus de provoquer l'échec de la coalition rwando-ougandaise et les milices pro-occupations, se sont aussi traduits comme de véritables stratégies de contournement voire de défiance aux «experts internationaux de la paix» qui pour ces milices armées qui sont les architectes du «1+4».

peuvent redevenir à tout moment des adversaires reconnus, voire des alliés, en fonction de l'évolution des rapports de forces. Les alliés d'hier ou les groupes indifférents peuvent en revanche être jugés à tout moment comme des ennemis, même s'ils ne sont pas armés» (1998:341).

Un des éléments importants qui explique la présence des milices, mieux la leçon à retenir dans ce chapitre au sujet du lien causal entre l'institutionnalisation du mécanisme de partage de pouvoir et l'émergence ainsi que la fragmentation des milices armées est que: 1-Les Etats et les groupes armés nationaux ne croyaient pas fondamentalement à la réussite du « complex power-sharing». 2- Chacun des groupes armés voulait avoir le primat sur les autres, ou du moins ne voulait pas voir son poids politique et militaire être débalancé. 3- Les Etats tout en continuant d'agir en RDC se réfugiaient derrière les milices armées afin de ne pas paraître aux yeux de la communauté internationale comme les «spoilers». Ceci qui leur permettait de se dédouaner aussi aux yeux de cette communauté internationale. 4- Les groupes armés nationaux voulaient maintenir leur capacité de projection militaire ceci d'autant plus que les accords de l'AGI qui prescrivait le DDR et 2D3R impliquait une démobilisation d'une partie des groupes armés nationaux, et l'intégration de l'autre partie dans les FARDC. 5- Cette fragmentation a permis aux armées rwandaises et ougandaises de ne plus s'affronter directement. Ainsi, ces armées étrangères ont laissés leurs proxys, faire la guerre à leur place. Cette stratégie d'usure ne visait rien de moins qu'à saper la cohésion des FARDC, ainsi que la crédibilité politique non entamée de J. Kabila. 6- Aussi la fragmentation des milices a permis enfin aux armées rwandaises et ougandaises de ne plus affronter directement les FARDC. On peut donc conclure de ce chapitre 5, que l'attitude sur le terrain des acteurs de la rébellion de la troisième phase; les «pro-occupations» comme les «anti-occupations» est une sorte de revanche des oubliés. Le «power sharing» en RDC s'insère dans ce chapitre dans une double articulation: l'échelle de l'«empowering, celle de ceux qui ont bénéficié du «1+4» et les vainqueurs des élections, et l'échelle de «dispowering», celle de ceux qui s'estiment marginalisés ou exclus de ces institutions (milices armées congolaises). Ces derniers, tout en traînant les pieds quant au DDR,

vont former de nouvelles «alliances that are forged and their need to affirm their legitimacy accentuate the need» (Swyngedouw 1997b:173).

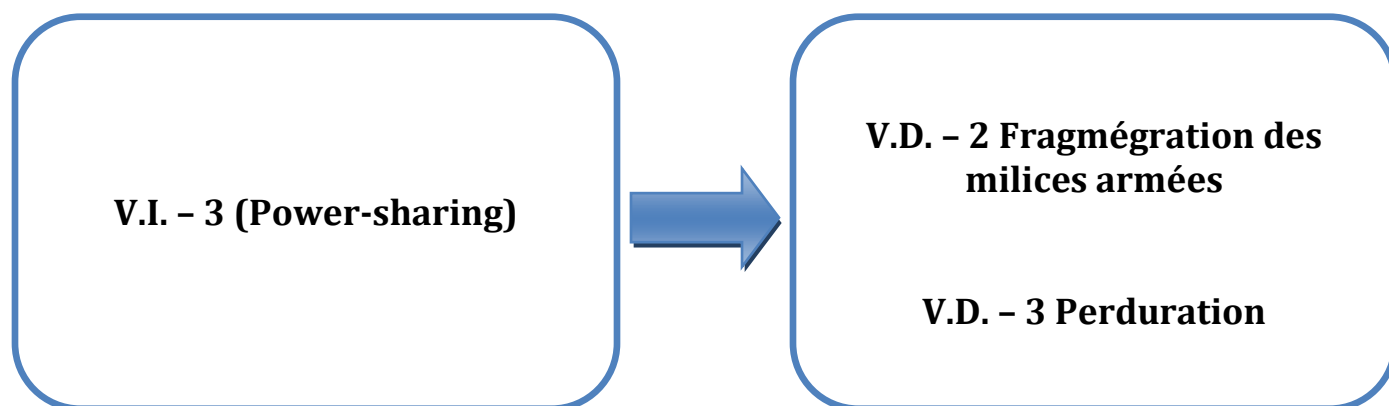
Cette stratégie vise à créer un nouveau cadre qui contrebalancerait le nouveau pouvoir issues du «1+4» et aussi des nouvelles échelles de pouvoir issues des diverses élections post-conflits. Ce contexte a contribué à la fragmentation des milices armées ainsi qu'à leur perdurance. Quant aux groupes armés étrangers (ougandaise et rwandaise), ils considèrent que la communauté internationale fait très peu cas de leur situation et de celui de leur pays d'origine d'où piétinement du processus de 2D3R. En bref, la persistance de ces acteurs sur le terrain revient tout simplement dire que l'idée de partage de pouvoir constitutif de l'AGI est porteuse de tension et de conflit. Nous allons ainsi analyser dans le prochain chapitre 6, comment ces milices armées vont armes à la main, forcer les autorités congolaises et la communauté internationale à les considérer comme acteurs à ne pas oublier. Cette situation a entraîné une implication plus active de la MONUC aux côtés des armées étatiques ainsi que la mise en œuvre du « multidimensional peace keeping». Ceci dans le but de mener à bien les nouvelles politiques de sorties de crises politiques et militaires.

CHAPITRE 6: DE LA MONUC A LA MONUSCO: OU LA CONFRONTATION AVEC LES MILICES ARMÉES

La recrudescence des actions des milices armées qui menacent de faire écrouler tout le «complex power-sharing» institutionnalisé va contraindre la Mission des Nations unies au Congo (MONUC) en tant que garante de ce mécanisme de se repositionner comme un important interlocuteur dans le conflit en RDC. Nous soutenons dans ce chapitre 6 qui est un continuum du chapitre 5⁴²³ l'argument central selon lequel le power-sharing est à la base de la fragmégration et de la perduration des milices armées.

V.I

V.D



Graphique 5. Schématisation de l'hypothèse du chapitre 6

Le power-sharing (VI.3) a quant à lui entraîné l'émergence des milices, la fragmégration des milices (V.D 2) et des groupes armées ainsi que leur perduration (VD.3). Nous analyserons les actions des milices armées dans le contexte du «complex power-sharing» institutionnalisé par la communauté internationale. Ceci d'autant plus qu'en même temps que MONUC d'un côté dédoublait les moyens en vue de garantir l'application de l'institutionnalisation des mécanismes

⁴²³ Le tableau 4 qui est en vigueur au chapitre 5 est aussi valide au chapitre 6.

de partage de pouvoir surtout dans sa forme pratique (résolution de conflit) à travers les processus de DDR, de DDRRR (2D3R) et d'élections ; ces processus créaient plutôt un nouvel effet de remobilisation des milices armées dont leur présence ne pouvait que perdurer. De l'autre côté deux autres logiques se superposaient, celle des milices armées qui utilisent le power sharing tantôt comme stratégie d'affirmation de leur existence et de leur capacité d'être des « spoilers » tantôt comme une tactique de contournement des « experts internationaux de la paix ». Et enfin celle plus insidieuse qui met en avant et de manière feutrée le plan politique (projet politique qui viserait une partition non déclarée de la RDC). Le plan pratique procéderait ici d'un jeu de miroir complexe avec le plan politique.

Ce chapitre analyse les relations entre les « experts internationaux de la paix », c'est-à-dire que la MONUC et les membres (CIAT) et les milices armées et armées étatiques. Ces relations s'articulent autour de la préservation du « complexe power sharing » qui est à la base de la perdurance des milices armées. Nous allons ainsi étudier dans les cinq parties de ce chapitre, le poids de ces éléments au regard des logiques d'émergence, les dynamiques de « fragmégration » ainsi que des mécanismes de perpétuation des milices armées, ceci par rapport au rôle des « experts internationaux de la paix » et des armées étatiques.

Dans la première partie nous analyserons le rôle de la MONUC dans les processus de DDR et le programme de 2D3R. Nous montrerons que le DDR et le 2D3R qui étaient enchâssés dans le « power sharing » ont plutôt créé un nouvel effet de remobilisation des milices armées. Ce qui a entraîné la fragmentation des milices armées en plus de leur pérennisation. La deuxième partie examinera l'impuissance de la MONUC. Nous montrerons que cette impuissance a amené la MONUC à s'engager dans le DDR et le 2D3R dans un contexte d'impréparation de faiblesse de la capacité de projection militaire. Ce qui a contribué à la pérennisation des milices armées.

La troisième partie est consacrée à l'analyse de l'implication politique de la MONUC dans la période post-conflit. Une implication caractérisée par sa présence lors des différents accords de paix. Ces différents accords de paix soutenue par la MONUC qui s'incriminait dans la logique des Accords de Sun City ont eu pour effet pervers de contribuer à la fragmentation et la pérennisation des milices. Quant à la quatrième, l'implication de la MONUC dans les opérations militaires aux côtés des armées nationales, pour combattre les groupes armés étrangers et les milices nationales (consolider les acquis du power sharing) n'ont paradoxalement fait que perpétuer les milices armées en plus d'occasionner la fragmentation. La cinquième partie montre que la satellisation économique (la perte des pans entiers de territoires économiques au profit des pays voisins) de la RDC a contribué à la perpétuation des milices armées. Ceci d'autant plus que cette satellisation se substituait à un improbable partage de pouvoir politique qui n'a jamais pu vraiment se traduire durablement dans les faits, malgré les Accords de Lusaka ou de Sun City.

La MONUC entre la démilitarisation des groupes armés et remobilisation des milices armées

Dès la fin 2004, la MONUC qui est déjà forte de plus de 17 000 hommes voit son mandat évoluer vers celui du Chapitre VII avec la résolution n° 1493 du 28 juillet 2003 du Conseil de Sécurité. Cela veut dire qu'elle passe d'une force chargée d'observer le désengagement des troupes à un rôle d'imposition de la paix. Elle a aussi un nouveau rôle celui de planifier avec l'appui du PNUD, des programmes de DDR des branches militaires des mouvements armés nationaux ainsi que les milices armées ainsi que celui du 2D3R des groupes armés étrangers sanctuarisés en RDC. Le DDR et le 2D3R avaient été adoptés en 2002 lors du Dialogue intercongolais (DIC) et inscrit dans l'Accord global inclusif (AGI) de 2003 à Sun City.⁴²⁴ Ce processus consistait à encadrer l'intégration des troupes de l'ex-gouvernement de Kinshasa et des

⁴²⁴ L'AGI de mars 2003 prévoit la formation d'un état-major intégré et la création d'une armée nationale unifiée (FARDC) incluant toutes les militaires des groupes rebelles et les milices. Il s'agit entre autre de: Nkundabatwaré du CNDP sera élevé grade de général de brigade dans les FARDC et Peter Karim du FNI, et Mathieu Ngudjolo Chui, anciens commandant des FNI et Ntanganda de l'UPC au grade de colonel.

ex-mouvements rebelles nationaux au sein d'une nouvelle armée nationale congolaise: les Forces armées de la RDC (FARDC). Un autre pan consistait à rapatrier vers leurs pays les membres des groupes armés étrangers. Le DDR et le 2D3R étaient ainsi enchâssés dans le mécanisme du «power sharing» de Sun City, devaient permettre le démantèlement de tous groupes armés en RDC.

C'est dans la première séquence de la troisième trame que le DDR est lancé en septembre 2004 dans l'Ituri. Il est baptisé Programme de Désarmement et de réinsertion communautaire. Pour amener certains chefs miliciens à s'inscrire dans le DDR, Kinshasa va signer le 11 décembre 2004 un décret élevant certains chefs rebelles du grade de commandant à général. Le fait que ces chefs miliciens intègrent le DDR ne signifie pas l'intégration totale de leurs milices. D'ailleurs cette intégration dans les FARDC va dans le cas du FNI ou même de l'UPC contribué à leur scission. Car pendant que certains vont rejoindre leur chef dans le DDR, d'autres vont continuer à se battre. Malgré l'effort conjoint MONUC- PNUD et gouvernement congolais en charge du DDR et du 2D3R, on note d'un côté que les chefs des groupes rebelles nationaux (RCD-G, MLC, RCD-KML, RCD-N), traînent les pieds quant à leur volonté de mener leurs branches armées dans le processus de DDR. De l'autre côté, les responsables des groupes armés étrangers rejettent le processus de 2D3R. Pour accélérer les processus de DDR et de 2D 3R, il va se tenir dans la seconde séquence de cette troisième trame, le 1er sommet sur «la paix, la sécurité, la démocratie, et le développement dans la région des Grands Lacs» à Dar-Es-Salaam.⁴²⁵ Les pressions exercées lors de ce sommet par les chefs d'État et de gouvernement de cette région vont amener les leaders des groupes armés à accepter un début de DDR de leurs branches militaires. Ainsi, note-t-on dès février 2005, un début timide du processus «brassage»

⁴²⁵ Voir le Rapport (First Summit of Heads of State and Government Dar- Es-Salaam) 1er sommet des chefs d'État et de gouvernement dans la région des Grands Lacs, Dar-Es-Salaam, 19-20 novembre 2004, Ch. III, Article 17.

des premières unités militaires en vue de la formation de la nouvelle armée: FARDC. Le «brassage» qui est un terme propre au lexique guerrier congolais consiste tout simplement à regrouper ensemble (intégrer) sous une seule bannière celle des FARDC les soldats provenant des divers groupes armés et milices. Sa fonction principale est de briser les chaînes «of command of the different warring groups» (Alden et al. 2011:125). Ce processus de brassage débuté la troisième séquence va faire place aux exigences du referendum, les élections législatives, présidentielles et sénatoriales. D'ailleurs dans la région de l'Ituri, on note seulement qu'entre 2004 et fin 2005 environ 15000 miliciens dont 6500 enfants- soldats qui ont été intégrés dans le processus du DRC.⁴²⁶

Un autre phénomène que l'on note est que les processus de DDR et de 2D3R vont favoriser le transfert de nombreux soldats des branches militaires et ceux des groupes armés étrangers vers les milices armées. Car nombreux sont les soldats qui soit n'ont pas remplis les conditions d'intégration dans les FARDC ou qui de leur propre chef, ne veulent pas faire partie des FARDC. Ils décident de poursuivre de continuer l'aventure militaire ailleurs. Le résultat de ce transfert ou de recyclage est la remobilisation des soldats, et ex-démobilisés dans les milices armées. Un exemple frappant est celui des anciens soldats du RCD- G dont une bonne partie va rejoindre le CNDP, ou encore ceux du RCD-KML qui vont rejoindre l'UPC ou le FNI. Cette situation où le brassage et la remobilisation des milices armées sont presque concomitants contribue à perpétuer la présence des milices armées.

⁴²⁶ Ce brassage est d'autant plus timide que selon les chiffres officiels dans la première quinzaine de décembre 2004, on ne compte que mille cinq cent. À la fin de juin 2006, la CONADER a affirmé que 72737 combattants adultes et 19054 enfants – soit un total de 91791 personnes – avaient été démobilisés sur les quelque 150 000 combattants qui devaient bénéficier du DDR (Conader 2006). Selon les chiffres fournis par l'ancien gouvernement et par les groupes armés signataires de l'accord partiel de Sun City de décembre 2002, le nombre de combattants était compris entre 300000 et 330000 (chiffre de base retenue pour les calculs du gouvernement de la RDC et de la Banque mondiale). Toutefois, différents recensements partiels des forces armées effectués par la suite ont estimé que 30 à 55% des combattants recensés précédemment étaient «fictifs» ou «fantômes» (EUSEC – R.D.C (31 août 2005) et d'Amnesty International (octobre 2006).

Deux autres éléments contribuent à la perdurance des milices armées. Le premier est un élément économique. Les ex-miliciens qui intègrent les FARDC reçoivent beaucoup moins d'avantages économiques que les officiers supérieurs issus d'un groupe armé. Ce qui a deux conséquences: d'un côté ces ex-miliciens même intégrés dans les appareils sécuritaires de la RDC vont demeurer étroitement rattachés à leurs anciens groupes ce qui leur permet de continuer à exploiter et à piller les populations locales pour compléter leurs revenus, de l'autre les miliciens vont continuer leur activité dans leurs milices respectives.⁴²⁷ Selon un conseiller militaire de l'EUSEC que nous avons interviewé:⁴²⁸

La gestion des stocks est pratiquement non existante ; la majorité des unités combattantes des FARDC comme les autorités de Kinshasa n'ont aucune idée précise de l'état de leurs stocks d'armes dans ou hors des dépôts. En outre, la misère (la solde mensuelle d'un simple soldat dans les FARDC est d'environ 40 dollars par mois) et le manque de responsabilisation encouragent les hommes de troupe de vendre de petites quantités d'armes et de munitions.⁴²⁹

Un autre élément est celui de la mise en avant du processus de démilitarisation (désarmement et démobilisation) par le gouvernement congolais et la communauté internationale, ceci sans nécessairement assurer un environnement pacifique et un programme viable de réinsertion des démobilisés. Ce qui est à causé la déception de chez de nombreux soldats. On comprends pourquoi un nombre significatif de combattants sont toujours entrain d'attendre «to enter the demilitarization process, while an overwhelming number of former combatants who have been demobilised and disarmed are waiting to be reintegrated back in to civilian life. Most former combatants are disillusioned by the reintegration process, as they had been promised a significant level of support in their communities» (Alden et al. 2011:123). Cette situation contribue à la

⁴²⁷ Certains continuent ainsi d'exercer dans leur milice soit parce qu'ils ont essuyé un refus d'intégration dans les appareils sécuritaires de la RDC, soit ont été intégrés et ont déserté par la suite, ou bien encore ont tout simplement refusé d'intégrer ces appareils.

⁴²⁸ Entrevue téléphonique de Ottawa juillet 2007.avec un conseiller militaire de l'EUSEC à Kinshasa.

⁴²⁹ Selon la nouvelle grille barémique des salaires mensuel des responsables d'entreprises et des fonctionnaires de la RDC 2011, il faut noter qu'il existe un grand écart entre les salaires des hommes politiques et ceux des militaires. Les salaires des ministres et vices ministres, les députés, les sénateurs, les gouverneurs et les PDG des entreprises publiques oscillent autour de 6.000 \$ à 15.000 \$/mois. Alors qu'un général des FARDC qui touchait 75.000 FC soit 80 \$ US en 2004 pour le plus gradé, en 2011 ce salaire a été relevé à 250 \$US/mois. Au niveau des hommes de troupe, un militaire qui touchait 40 \$US touche en 2011 48.000 FC/mois soit 51 \$ US. Un capitaine est passé de 50 \$ à 61\$.

construction du cercle vicieux où démobiliser les troupes sans pouvoir les réinsérer de manière efficace devient la meilleure manière de pousser à la remilitarisation/remilicianisation radicale (Misanga Amuri 2007: 58). Dans, le contexte où démobiliser les troupes sans pouvoir les réinsérer de manière efficace, ce n'est que logique que l'on va assister au grossissement des rangs des milices armées pas des ex-démobilisés. Les exemples ici des ex -combattants démobilisés du FNI, des FRPI, de l'UPC, du RCD KML, du RCD-N, ou du RCD-G font foi.

Le fait que des membres de ces groupes rentrent dans le processus de DDR ne signifie nullement que les groupes se sont dissous. En même temps qu'un bon nombre des ex-combattants de ces groupes armés vont rejoindre le Mouvement révolutionnaire du Congo (MRC) (la milice du MRC est un cas typique de fragmentation) soutenu par l'Ouganda et désormais dirigé par Mathieu Ngudjolo Chui un transfuge du FNI et Bosco Ntaganda transfuge de l'UPC, les autres milices armées vont se fragmenter. C'est le cas du FNI qui va avec le départ de Peter Karim pour les FARDC et du commandant Mathieu Ngudjolo Chui pour le MRC, se scinder en deux. Deux groupes émergent de cette scission: le FNI-Groupe du major Shabani Kondijijiko et le FNI- H-N du major Haritie Ngadjole. Quant au FRPI dirigé par le Dr. Adirodo, pendant que l'un de ses dirigeants le chef Zakayo va faire défection et créer une autre aile du FRPI toujours soutenu par l'Ouganda, l'un de ses commandants, Germain Katanga va intégrer les FARDC.⁴³⁰ Plus tard, lorsque Ngudjolo Chui du MRC intègre les FARDC, certains membres de cette milice conduite par René Manda refusent le processus «brassage» et s'autonomisent tout en gardant le nom de MRC.⁴³¹ Ces milices vont continuer à s'opposer aux FARDC. Les actions de ces milices armées s'inscrivent dans une action de transhumance militaire. C'est-à-dire le fait

⁴³⁰ Germain Katanga l'un des leaders du FRPI a été promu au rang de Général dans les FARDC le 10 janvier 2005, en même temps que cinq autres anciens chefs de milice de l'Ituri.

⁴³¹ Il faut noter qu'avec la reprise des combats dès octobre 2006 entre les FARDC et les milices qui contrôlent encore des territoires en Ituri, pour calmer le jeu avant les élections du 29 octobre 2006, deux chefs de milices de l'Ituri vont être promus au grade de colonels dans les FARDC le 9 octobre 2006. Il s'agit de Peter Karim du FNI et de Mathieu Ngudjolo du MRC. Un accord de paix avait été signé dans ce sens le 29 novembre 2006 entre Kinshasa et les FRPI, le MRC ainsi que le 14 décembre 2006 avec le FNI.

de quitter son groupe armé d'appartenance pour rejoindre ou vendre ces services à un autre groupe, au gré des préférences et des circonstances.

Un acteur armé peut répéter autant de fois cette activité. Cette transhumance militaire est intimement liée à la transnationalité clandestine. Ces milices vont s'appuyer sur cette transnationalité pour faire proliférer les réseaux qui vont s'ancrer premièrement dans des logiques de mobilisation des affects et des ressources économiques en parallèle des sphères officielles et publiques. Ces milices qui complexifient plus que par le passé, la définition des limites du dedans et du dehors, provoquent au passage une remise en question des critères d'appartenance, et drainent ainsi des ressources économiques et symboliques, organisent des espaces pour permettre le recrutement de nouveaux membres, ce qui leur permet par la suite de démultiplier les contacts avec de nouveaux sympathisants et groupes. Deuxièmement, lorsque les opportunités se présentent, les réseaux de milices deviennent transnationaux en s'appuyant sur des alliances transfrontalières, structurée très souvent par les forces diasporiques, tel que l'on l'a vu avec les Maï-Maï, les FDLR (avec son faisceau régional et mondial) ou les milices de la province orientale avec leurs réseaux en Ouganda.⁴³² Cette architecture concourt au maintien pérennisation des milices armées.

Par ailleurs, les enseignements des cas des milices du MRC, du FNI et du FRPI révèlent que l'amnistie offerte à certains dirigeants et responsables de milices, ainsi que des propositions de postes dans les FARDC ont poussé certains à rejoindre le processus de DDR. Par ailleurs, d'autres qui n'avaient pas les garanties d'un tel traitement ont tout simplement refusé ce processus. Ils ont d'autant plus vu juste que ceux à qui le gouvernement avait offert une amnistie et promus à des postes d'officiers supérieurs dans les FARDC comme Thomas Lubanga,

⁴³² Ici, ma réflexion sur les milices est beaucoup plus proche de la sociologie des réseaux qui «implique une investigation depuis l'intérieur au sein de l'acteur transnational» (Colonomos, 1998: 204) que celle de l'analyse des flux qui privilégie uniquement l'évaluation des conséquences de la transnationalité.

Mathieu Ngudjolo ou Germain Katanga vont plus tard être remis à la Cour pénale internationale (CPI) par le gouvernement de J. Kabila. Cet acte dissuade totalement d'autres chefs de guerres et de nombreux combattants d'intégrer le DDR. Un chef milicien affirme d'ailleurs, «Vous voyez ce qui est arrivé à nos chefs qui nous ont abandonné pour aller dormir dans les hôtels à Kinshasa et avoir des grades de chefs (colonels). Nous ne croyons pas aux gens de Kinshasa. Ils veulent tous nous balancer. Cela ne va pas arriver. Nous ne sommes pas les seuls criminels de ce pays».⁴³³ En outre, l'extension du temps dévolu à certains de ces responsables pour rejoindre le processus de DDR a donné l'impression à d'autres que la DRC pouvait s'accommoder des milices armées. Le Rwanda comme l'Ouganda continuent ainsi de maintenir les liens avec les milices armées. Ce qui contribue à la perpétuation des groupes armés en RDC. Cette attitude se rapproche du constat fait par Stedman, selon lequel «no major or regional power perceives peace in a given country to be in its interest» (2002:664).

De leur côté, les miliciens Maï-Maï sont peu désireux d'intégrer les FARDC. Si d'un côté certains d'entre eux trouvent plus attrayant le contrôle des ressources locales,⁴³⁴ d'autres estiment que tant que la menace rwandaise sera présente il n'y a pas de raison de désarmer.⁴³⁵ Il y a aussi ceux qui ont bénéficié des avantages durant la période de la transition politico-militaire du «1+4». Ces derniers perçoivent la fin de cette transition comme la fin de leurs privilèges dans la nouvelle période post-électorale. On a ici l'exemple de certains Maï-Maï brassés du Katanga qui remettent en question leur choix de réintégrer la vie civile. Pour eux, les avantages d'anciens Maï-Maï sont plus importants. En plus, d'autres Maï-Maï ceux que l'on appelle les «Maï-Maï perdus» du Nord Katanga, font preuve d'un regain d'activisme en raison de la formation

⁴³³ Entrevue téléphonique de Kinshasa avec un chef milicien du Sud Kivu (mai 2007)

⁴³⁴ Nous avons ici des groupes tels: Maï-Maï Cheka, Maï-Maï Yakutumba, Maï –Maï Kikurukuku , Maï-Maï Zabuloni, Maï-Maï Mongol, Maï-Maï Kifuafua, Maï-Maï Kirikicho.

⁴³⁵ Maï-Maï Shikito, Maï-Maï Simba, Maï-Maï Pareco du Sud-Kivu, Maï-Maï Zabuloni, Maï-Maï Yakutumba, ACPLS.

imminente de la nouvelle Brigade de la Garde Frontalière des FARDC. Cette brigade qui devrait être composée d'anciens Mai-Mai et dirigée par des anciens combattants Mai-Mai n'a pris part à aucun programme de DDR (Spittaels et Hilgert 2008:5-6). C'est aussi le cas des FDLR qui bien que traversés par des factions (RUD, RPR et le FDLR-Rasta), et des courants centrifuges sont restés très actifs et refusent d'intégrer le 2D3R.⁴³⁶ Pour un membre des FDLR que nous avons interviewé, cette stratégie vise à créer les conditions «d'un dialogue inter-rwandais qui pourraient permettre la mise sur pied d'un mécanisme de power sharing au Rwanda».⁴³⁷ Cette revendication ne peut que perpétuer leur présence d'autant plus le président n'en veut pas et la communauté internationale n'a nullement la volonté de s'inscrire dans un tel processus. En somme, les premières opérations de DDR et de 2D3R menées par la MONUC et le PNUD ont davantage créé de nouvelles conditions de fragmégration des milices armées ainsi que de leur pérennisation. Ces conditions se sont d'avantages accrues avec l'impuissance de la MONUC tel que nous le démontrerons dans la partie suivante.

MONUC entre le Chapitre VII et son impuissance

Nous montrerons ici que l'impuissance de la MONUC ne lui a permis de traduire dans les faits les processus de DDR et de 2D3R. Ce qui sans être une cause directe de la perpétuation des milices armées, a tout de même contribué à la pérennisation de ces milices armées. Cette impuissance se situe à trois niveaux. Au niveau du manque de ressources, de l'indiscipline et des problèmes d'autorité donc de sécurité.

Au niveau du manque de ressources, on peut noter que bienque disposant de gros moyens civils militaires, les Casques bleus de la MONUC vont s'avérer impuissants comme le montre un

⁴³⁶ Malgré les tensions au sein du FDLR entre l'aile (interne) du maquis de la RDC et de la région des Grands Lacs et l'aile externe hors de cette région principalement l'Europe, les factions ne se sont jamais autonomisées en de véritables groupes armés ou milices armées. Les FDLR –Rasta font souvent alliance avec les Mai-Mai Mongol (un groupe de Banyarwanda -Hutus congolais) dirigé par le chef Félicien Miganda.

⁴³⁷ Entrevue avec un responsable des FDLR à Brazzaville (mai 2007).

rapport interne de l'ONU, révélé le 23 mars 2005 par le Financial Times. Ce rapport fait état de « la lâcheté du contingent uruguayen de l'ONU qui n'a même pas cherché à protéger les populations civiles lors de l'occupation en juin, de la ville de Bukavu (Sud-Kivu) par 4000 mutins dirigés par le colonel Mutebusi et le général Laurent Nkunda» (Bischoff, 2008: 102). Cette attitude est d'autant plus récurrente qu'en 2003, 700 Casques bleus dépêchées à Bunia avaient été incapables de protéger la population. Pour le colonel Daniel Vollot, chef de la mission de l'ONU à Bunia, «avec 700 soldats qui ont pour mission de tenir l'aéroport de défendre les organisations internationales, les personnalités du Comité de pacification de l'Ituri, les institutions de l'ONU, de faire des patrouilles, rétablir la confiance, on ne fait pas de miracle» (Masciarelli 2003). Cet aveu du colonel Vollot qui si elle traduit l'insuffisance en hommes de la MONUC, montre en même temps qu'elle n'est pas outillée pour combattre les milices armées. Le manque de ressources a ainsi empêchés la MONUC de mener à bien les opérations qui auraient permis de contraindre les différentes milices de s'inscrire dans le DDR et 2D3R. Ceci contrairement à d'autres terrains d'opération où le DDR est survenu à la fin de la guerre, le DDR et le 2D3R en RDC ont lieu alors que la guerre faisait encore rage.

Lorsque l'on fait une comparaison en termes d'effectifs et de moyens logistiques que disposent les forces onusiennes, on se rend compte que les pays tels le Burundi, la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone, ou le Liberia ont eu plus de casques bleus que la RDC per capita d'habitants et de superficie. En outre, selon le UNDPKO, le Liberia a compté sur son territoire jusqu'à 15 fois plus de troupes des Nations Unies.⁴³⁸ Même en termes d'aide à la reconstruction la RDC, beaucoup plus grand et beaucoup plus peuplé recevait 39\$ per capita, alors que d'autres pays recevaient une aide substantielle (Irak (\$508), Timor de l'Est (\$278), Kosovo (\$240), Bosnie et

⁴³⁸Voir le tableau UN Peacekeeping Operations in Five African Failed States repris de <http://www.un.org/Depts/dpko/dpko/> par (Englebert et Tull, 2008: 131).

Herzégovine (\$211), Afghanistan (\$129), et El Salvador (\$79) (Englebert et Tull 2008: 130). Cette situation de sous-effectif de la MONUC et de sous financement de la reconstruction post-conflit de la RDC a eu pour conséquence de fixer les milices armées sur le terrain. Dès lors, le sous-financement de cette mission a eu un impact sur son incapacité de projection militaire. Ce qui a renforcé la pérennisation des milices armées. L'enseignement que l'on peut en tirer est que la paix «in difficult implementation environments, international implements must provide greater amounts of financial resources and more peacekeepers, and pursue more coercive strategies than those associated with traditional peacekeeping- confidence-building, monitoring, and verification» (Stedman 2002:3). Un autre argument qui montre l'incapacité de la mise en œuvre du DDR et du 2D3R par la MONUC, est son impuissance en octobre 2008, où elle n'a pas pu empêcher le CNDP de prendre les villes de Kiwanja, Kanyabayonga et Rutshuru le 29 octobre. Il en est aussi des massacres et autres exactions commises par le CNDP et les combattants Maï-Maï en début novembre 2008 qu'elle n'a non plus pu empêcher.⁴³⁹ Cette situation a pour conséquence de braquer les autres milices armées dont leur communauté avaient été victimes de ses massacres.

Un autre argument est celui de l'indiscipline qui caractérisé par la complicité de certains éléments de la MONUC avec certaines milices aurait favorisé la pérennisation des milices armées. Surtout que cette complicité a favorisé les «economic endowments» des milices armées. On a ici des preuves de complicité de trafics d'armes, d'ivoire et d'or avec les Casques bleus indiens et pakistanais stationnés près de Mongbwalu avec les milices du FNI qui contrôlait cette ville que la MONUC était supposée désarmer. On a aussi mis à jour les relations avec les rebelles du FDLR, des relations qui se sont nouées entre 2005 et 2006 et où des éléments de la MONUC

⁴³⁹ Voir à cet effet le rapport de HRW sur les «Massacres à Kiwanja» (2008), Onu (septembre 2009).

aurait échangé «des rations alimentaires» et du «renseignement» contre «de l'or et des dollars» (BBC 2008; MONUC 2008).

Un autre élément de complicité est le lien établi entre le colonel indien Chand Saroha et le chef milicien Nkundabaware. Ce colonel a à la mi-avril 2008 à Kitchanga, fief du CNDP, décoré le chef de cette milice d'une médaille d'honneur tout en le qualifiant de «frère» qui «combat pour une noble cause» et qui est «prêt au sacrifice» à l'instar des «vrais révolutionnaires» (Nyabo 2008:3).⁴⁴⁰ De son côté, Nkunda le remercie pour son amitié et son soutien: «Tu nous as énormément aidés». Ces liens entre des éléments de la MONUC et CNDP ont été interprétés comme un soutien de toute l'organisation onusien. Même si la MONUC rejette publiquement l'attitude ces éléments, un officiel militaire onusien remet en perspective ces agissements. «I am aware that Warlord solution is critical to DRC's future. I understand that corrupt warlords could be a problem but in the same time suppressing them could be more dangerous. They are kind of partner on the ground».⁴⁴¹ Les propos de cet officiel, rejoignent ceux de Heile Menkeros, « We [MONUC] are buying peace [via impunity], and fundamentally undertaking a state –building process» (Alden et al. 2011:125).⁴⁴² Ces faits ont fait croire aux autres milices qui combattaient le CNDP, que ce dernier était de mèche avec la MONUC. Cette situation a contribué à miner la confiance en plus d'exacerber les relations déjà délétères entre la MONUC et les autres milices armées. Ce contexte de suspicion a amené les milices armées soit à se désengager pour certaines, et d'autres à refuser complètement de rentrer dans le processus de DDR et de 2D3R.⁴⁴³ La résultante de tout cela est à prolonger de l'existence des milices armées.

⁴⁴⁰ Il faut noter que le colonel Chand Saroha commandait l'unité de la MONUC déployée à Sake, verrou stratégique situé à 30 km de la capitale provinciale, Goma qui marquait la frontière entre les positions du CNDP et celles de l'armée régulière congolaise, à laquelle l'ONU apportait un appui logistique.

⁴⁴¹ Entrevue téléphonique mai 2009 à New York avec un cadre onusien ayant travaillé au sein de la Monuc.

⁴⁴² Heile Menkeros fut représentante spéciale adjointe du Secrétaire général en RDC de 2005 à 2007.

⁴⁴³ Les Nations Unies (mars 2009) dans son Vingt-septième rapport fait état de cette situation fragilité et de suspicion entre les divers milices.

A l'impuissance des forces de la MONUC, il va se superposer en marge de l'application du DDR et du 2D3R, un autre cas d'indiscipline que sont les scandales sexuels et de recours à la prostitution par les éléments de la MONUC. Bien que le «zéro tolérance» a été prescrit par les secrétaires généraux de l'ONU, Kofi Annan et ensuite par Ban Ki Moon, la MONUC va aussi être au centre de nombreux cas de violences sexuelles et de recours habituels à la prostitution (Tshiambi 14 août 2008; ONU janvier 2005). En juillet 2010, selon un rapport interne de cette organisation, plus de 100 Casques Bleus Indiens étaient impliqués dans ces crimes contre l'humanité. «They abused of young girls and in some cases boys by at least 100 Indian peacekeepers over a period of several years» (AFP 2010). En plus du fait que ces scandales à répétition ont jeté l'opprobre sur la MONUC, il faut noter que sur le plan anthropologique l'imaginaire congolais s'est servi de l'art de la dérision. Les Congolais ont ainsi déformé des sigles des Nations Unies. Au lieu de «UN» ou de «MONUC», ils ont trouvé des ersatz féminisés tels «UNE» et «MONIQUES» pour traduire l'émasculation des forces onusiennes, ainsi que leur répulsion vis-à-vis d'elles.

Un autre fait anthropologique est que sur le terrain, on a remarqué un regain d'attaques directes contre les forces onusiennes par les milices armées. Selon un membre de la MONUC, «Ces scandales nous ont fait perdre notre posture éthique. Les attaques des milices contre nous se sont accrues. Comme si ces scandales leur donnaient plus de verve et d'affront. Et nous ne savons même plus répondre de peur d'aggraver la situation».⁴⁴⁴ Si l'on ne peut pas tracer un lien direct entre ces scandales et la pérennisation des milices, l'on peut tout de même noter que la majorité de ces scandales se sont déroulés avec le lancement des opérations DDR et 2D3R. Une autre conséquence anthropologique constatée sur le terrain est que les miliciens dont beaucoup croient aux pratiques magiques ont souvent entrepris de retrouver les filles. Pour ces derniers en

⁴⁴⁴ Entrevue téléphonique d'Ottawa avec un membre de l'équipe Conduite et Discipline de la MONUC 9 juillet 2007.

coucher avec les filles qui ont eu des contacts sexuels avec les Casques bleus leur permettrait de capter l'esprit des soldats de la MONUC, dont les vaincre sans utilisation d'armement sophistiqués.⁴⁴⁵ «Parfois nous avons appâté ces Blancs [Casques bleus] avec nos filles, et celles qui étaient avec eux sans que l'on ne sache, lorsque l'on le savait on allait tout de suite coucher avec elle, pour capter l'énergie de ses blancs avec notre gris-gris naturel».⁴⁴⁶

A l'impuissance au niveau du manque de ressources et celui de l'indiscipline, on note aussi des problèmes d'autorité donc de sécurité. L'insubordination à la chaîne de commandement constitue un véritable problème d'autorité. Cela s'est traduit sur le terrain par ce que nous qualifions «d'esprit contingent» ou «squad trap». C'est-à-dire l'attitude de divers contingents à vivre en vase clos et n'obéir qu'au chef originaire de leur propre pays. Ce qui met souvent à mal l'autorité du commandant de la force de la MONUC. A ceci s'ajoute au fait que les contingents dont les pays entretiennent généralement des relations conflictuelles⁴⁴⁷ ont tendance à reproduire cette même attitude bien qu'étant sous les drapeaux de l'ONU.

Enfin de compte, la possibilité qu'il existe un lien de causalité entre les actions de l'ONU en RDC et la perpétuation des milices armées se trouve renforcée par une étude comparative des opérations de l'ONU dans d'autres pays. L'étude des autres opérations semblent en effet suggérer que plus la présence de l'ONU est robuste et bien pensée, moins les groupes armés persistent. À l'inverse, ces autres cas démontrent que, à l'instar de la RDC, moins la présence onusienne est organisée, forte, et bien conçue, plus les groupes armés se renforcent. Le cas de la RDC se compare ainsi au Liberia, Soudan (Darfour) ou le Tchad, où on a noté une fragmentation à grande ampleur des groupes armés, et sont à mettre en contraste avec la Côte d'Ivoire ou la

⁴⁴⁵ Il faut mentionner que l'acte sexuel n'est pas toujours consentant. On est dans la majorité de dans le domaine du viol. Et très souvent si la femme violée appartient à un autre groupe, cela amène souvent un autre groupe à re-talier.

⁴⁴⁶ Entrevue et focus group avec ex-combattants miliciens à Kenge et Kitona (mai et juin 2007).

⁴⁴⁷ Nous faisons ici référence aux contingents indiens et pakistanais au sein de la MONUC. Sur le terrain des personnels de la MONUC ont fait état de cette animosité qui a été parfois préjudiciable à la MONUC.

Sierra Leone, qui elles, ont été épargnées. Dans le cas ivoirien, cette non fragmentation élevée est dû à la présence des troupes françaises robustes et bien équipées qui ont vite solidifié les lignes de démarcation évitant un effritement des positions sur le terrain,⁴⁴⁸ et dans le cas sierra-léonais on notera la présence d'un important contingent des forces nigérianes et de l'ECOMOG appuyés plus tard par les forces britanniques. Dans le cas de la RDC le mauvais positionnement et la mollesse de MONUC (installée plutôt à l'intérieur du pays: Kinshasa, Kisangani, Mbandaka et non aux frontières entre les États belligérants) a permis aux acteurs armés de s'y installer et d'occuper plus de terrain. Ce positionnement en porte à faux des règles de stratégie militaire a été aussi observé au Soudan, au Tchad et même dans le cas du Rwanda en 1990. Pour un conseiller du gouvernement congolais, «MONUC is a big Monster without a head» (Alden 2011: 124), comme pour dire que la communauté internationale reste imprécise et ambiguë dans son rôle en RDC et manque la volonté politique et les capacités pour faire face à des défis comme le DDR et le 2DR3. Ce contexte a ultimement participé à la fragmentation des milices armées en plus de prolonger le cycle de vie. Un prolongement d'activité des milices armées qui sera perceptible dans la période post-conflit que nous traiterons ci-dessous.

La paix sous-tension ou l'implication de la MONUC dans la période post-conflit

Cette troisième partie est consacrée à l'analyse de l'implication politique de la MONUC dans la période post-conflit. Une implication caractérisée par sa présence lors des différents accords de paix. Ces différents accords de paix ont contribué à la fragmentation des milices armées. La cristallisation sur ces différentes politiques de sortie de crise politique (referendum et les deux tours du scrutin présidentiel) dans la quatrième séquence de la troisième phase va pendant une courte durée permettre la stabilisation non seulement les lignes de fronts officiels,

⁴⁴⁸ Les troupes françaises sont demeurées sur place en Côte d'Ivoire, et ont été plus tard renforcées, redéployées pour être placées sous le mandat de l'ONU dans l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

mais aussi de réduire les prétentions (qui sont davantage de l'ordre du chantage) des divers groupes armés. La victoire de Joseph Kabila au deuxième tour des élections présidentielles le 29 octobre 2006 symbolise la cinquième séquence. Cette séquence marque définitivement la fin du gouvernement de transition politico-militaire caractérisé par le «1+4».⁴⁴⁹ La fin de cette transition politico-militaire implique la dissolution complète des branches militaires des mouvements rebelles majeurs et la démilitarisation et la démobilisation des milices armées. Toutefois, alors que certains éléments de ces ailes militaires résistent de rejoindre les processus de DDR ou de 2D3R, d'autres vont se recycler dans les milices armées déjà existantes et d'autres en formation. C'est dans ce contexte de la sixième séquence de cette trame qu'éclate une bataille rangée entre les éléments militaires du MLC et la garde présidentielle de Kabila à Kinshasa à la mi-mars 2007.⁴⁵⁰

Cette situation est la matérialisation de l'incapacité des élections à vider tous les contentieux issus de la période de la guerre, ainsi que de l'incapacité des vainqueurs des élections à créer un contexte consensuel susceptible de favoriser une réconciliation nationale, est aussi le reflet des difficultés du passage d'un groupe politico-militaire habitué aux méthodes extraconventionnelles aux méthodes conventionnelles du jeu politique avec ses attributs. Dès lors, on peut faire remarquer à certains auteurs tels: Doyle (2002), Peceny et Stanley (2001) que «inculcating liberal, democratic norms» n'est pas automatiquement synonyme d'«empowering masses» au détriment des élites. Même si les élections sont considérées comme un mécanisme essentiel pour faciliter le passage de la situation de la «war-to-democracy transition within an existing state, in which conflicts on the battlefield or the street are ended through the sequenced introduction of

⁴⁴⁹ Le 15/11/ 2006, le président de la Commission Electorale Indépendante (CEI), l'Abbé Malumalu déclare J. Kabila élu avec 58,05% au second tour de l'élection présidentielle organisée le 29 octobre 2006 devant Bemba avec 41,95%.

⁴⁵⁰ Lors de cette bataille les armes lourdes ont été utilisées de manière indiscriminée dans les quartiers résidentiels à forte densité. Il y a eu aussi des exécutions sommaires, très souvent des soldats de la garde de Bemba. Il y a eu de nombreux morts, blessés et de personnes emprisonnées. Voir le Rapport de la Monuc de janvier 2008 à ce sujet. Suite à cet événement Bemba a quitté la RDC pour le Portugal. Et c'est lors de ce périple qu'il sera arrêté et traduit devant la CPI. Lors de ces événements, j'étais présent dans la ville de Kinshasa pour ma recherche de terrain.

democracy» (Jarstad and Sisk, 2008: 2). Dans ce contexte, l'agenda international du state-building (la construction, l'édification d'État) s'est appuyé sur les élections en RDC comme un des piliers centraux de sa reconstruction.⁴⁵¹ Ceci s'est fait d'autant plus vite que les pays donateurs se sont dit que pour parvenir à la paix, il fallait produire un gouvernement légitime comme nouveau partenaire, alors qu'il aurait été plus sage de travailler dans une option à la libérienne qui a permis a «Ellen Johnston Sirleaf to run and win giving that country a genuine chance to start anew» (Mwemba Phezo 2010:150).

Dans le cas libérien, aucun chef de guerre n'était candidat aux élections présidentielles. Ceci est surtout dû à l'implication de la communauté internationale et son veto contre les chefs de guerre. C'est le contraire en RDC et d'autres pays africains qui ont tous vu les anciens chefs de guerre être consacrés à la tête des États à la suite du processus électoral, entérinant ainsi la victoire définitive d'un camp sur l'autre. On voit ainsi arriver à la tête des États des généraux - présidents qui ont encore du mal à dissocier l'art de faire de la politique de l'art de faire la guerre et qui considèrent les élections comme «la politique du gagnant ramasse tout», d'où la consécration de la militarisation du politique. Aller aux élections à tout prix et vite, fait dire à Booyesen que les élections en RDC en 2006 et 2007 étaient un simple «'Choice between Malaria and Cholera' or 'Democratic Façade'» (2007:1). Ce choix du mécanisme international de régulation censé restaurer la souveraineté d'États faillit a laissé libre court à la perdurance des milices armées sur le terrain, ceci d'autant plus qu'en concentrant d'énormes moyens financiers et logistiques pour la réalisation des élections, nouveau fétichisme de la communauté internationale, les processus de DDR et de 2D3R ont été négligés. D'ailleurs dans d'autres cas, il a déjà été démontré qu'à elles seules, les élections sont insuffisantes pour aider à la

⁴⁵¹ Dans le cas de la RDC lire à cet effet de Goede (2006: 92–93).

reconstruction des structures institutionnelles d'un État surtout sur un territoire aussi vaste à l'instar de la RDC où les électeurs n'étaient pas bien préparés.

Certains leaders de la société civile particulièrement ceux du Collectif des organisations des jeunes solidaires du Congo-Kinshasa (COJESKI/RDC) ont même recommandé à la MONUC et la communauté internationale appuyée par le CIAT que les élections territoriales et municipales se tiennent en premier lieu, ceci afin de pouvoir faire un recensement de la population et surtout que le corps électoral se prépare pour les élections plus capitales telles: les législatives et les présidentielles.⁴⁵² Le rejet de ces propositions par les «experts internationaux de la paix» a eu pour conséquence la diminution du temps imparti aux partis politiques en vue de leur préparation, et aux groupes rebelles en vue de leur reconversion dans l'action politique civile. Selon Richard Ferland du NDI, que nous avons interviewé à Kinshasa, «Les partis politiques ont été formés à la hâte pour respecter les délais d'inscription, mais ils n'ont pas eu le temps de donner à temps une formation adéquate à leurs agents électoraux pour les élections. Ils n'étaient du tout pas bien préparés».⁴⁵³

Ces élections locales auraient pu permettre la réinsertion des milices armées ainsi que de leurs leaders dans le champ politique (structures politiques locales et municipales). Car, c'est au niveau des localités et des municipalités que les milices et leurs dirigeants sont les plus présentes, qu'elles interagissent généralement. Et c'est à cette échelle politique et sociale qu'ils revendiquent le besoin de reconnaissance. Ce qui revient à dire que l'organisation des élections locales et municipales, aurait permis de les insérer durablement dans le processus post-conflit. Car faut-il le rappeler, les régions de résistance les mieux articulées, ceux constituée en milices

⁴⁵² Je me fonde ici sur les propos de Freddy Mulumba Kabwaya (Entrevue mai 2007 à Kinshasa), et les déclarations de membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), du Centre d'études pour l'action sociale (CEPAS) et du Conseil National des O.N.G. de Développement (CNONGD).

⁴⁵³ Richard Ferland, était le chargé de Programme principal du National Democratic Institute (NDI) à Kinshasa, (Entrevue réalisée à Kinshasa en mai 2007).

armées, avaient des fonctions très variées. Les milices se substituaient aux mouvements sociaux condamnés à l'échec dans un contexte de violence ouverte. Elles étaient souvent les porte-parole de certains intérêts économiques, ou parfois simplement les représentants de certaines communautés.

C'est pourquoi de nombreux observateurs nationaux y ont davantage vu à travers les élections législatives et présidentielles une légitimation des ex-rebelles que la restauration de l'État congolais. Ce qui conforte l'idée selon laquelle les élections comme base de construction de l'État sont non seulement insuffisantes mais contribuent très souvent à la sortie d'une guerre au renforcement des assises matérielles, et de la légitimation de la position des acteurs influents tels ceux des acteurs de la «Composantes» et les classes sociales qui les soutiennent qui avaient au termes du «1+4» occupés tous les postes importants autant dans les appareils sécuritaires de l'État que dans l'administration publique. La situation post-conflit de la RDC nous rappelle bien que l'on est davantage dans un contexte contraire où on a plutôt assisté à l'«empowering des élites» au détriment des masses congolaises dont une bonne frange s'identifie maintenant aux milices armées dans le contexte post-conflit. Cet état de fait a contribué à rendre le processus démocratique invisible. Ce qui fait dire à un ancien haut responsable du ministre de la défense de la RDC, que nous avons rencontré à Kinshasa:

Si vous regarder les FARDC aujourd'hui, elles sont constituées de nombreux chefs rebelles sans foi ni loi, beaucoup sont incompetents. Vous voyez les résultats. Elle ne peut même pas faire de guerre. En plus, l'administration congolaise ainsi que nos élus sont constitué en majorité de commerçants. Ils ne sont pas là pour le peuple. La guerre que nous menions devait ouvrir la voie à l'émancipation des Zaïrois [Congolais], mais cette quête d'émancipation a produit exactement l'inverse quelle voulait être. Comment peut-on avancer avec tout cela?⁴⁵⁴

Ce désenchantement du processus électoral par une frange de la population congolaise est d'autant plus fort qu'il est réarticulé par certaines milices armées qui continuent d'écumer

⁴⁵⁴ Ces propos tenu en 2008 sont aujourd'hui largement partagé par l'opinion publique congolaise (lire rapport société civile, de l'épiscopat congolais) ainsi que des observateurs internationaux (voir Rapport URW, AI, Crises Groupe) et même les rapports des Nations Unies.

certaines régions de la RDC. Pour Achille Mbembe (2011), les élections sont devenues en Afrique, un simple instrument conquête du pouvoir et de division, «le vecteur le plus direct de la conflagration des sociétés africaines. Elles ne remplissent plus du tout la fonction de légitimation qu'elles sont censées remplir dans tout ordre démocratique». Ceci est d'autant plus vrai qu'à la sortie d'une quinzaine d'année de conflit en RDC, il n'en est résulté aucune possibilité de projet ou de tentative d'émancipation radicale. Toutefois, en dépit de quelques éléments de succès de la MONUC dont l'accompagnement du processus électoral mené jusqu'à son terme, Stein Sundstøl estime que:

The results are assessed in relation to the liberal peace agenda in general and the aim of state-building in particular, one cannot avoid the conclusion that the mission has failed. In spite of MONUC's efforts and the continued expansion of its size and mandate, it has not succeeded in strengthening the state, which continues to struggle to establish a monopoly of violence and control over territory -let alone to create a stable democracy with 'good governance. [...] In terms of state-building, MONUC (and other international actors) has not succeeded» (2009: 659).

Par ailleurs, face aux menaces à la période post-conflit que posent les milices armées et dont les groupes armés étrangers sanctuarisés sur le territoire congolais en profitent pour revendiquer aussi la prise en compte de la problématique particulière de leurs pays d'origine, la MONUC va s'impliquer davantage, politiquement et militairement, comme nous le verrons dans la partie suivante.

L'implication de la MONUC dans la Tripartite Plus et l'Accord de paix de Nairobi I

Cette partie est consacrée à l'analyse de l'implication politique de la MONUC dans la période post-conflit. Les différents accords de paix soutenue par la MONUC qui fondent la trame quatre de cette troisième phase de rébellions ont eu comme effet pervers de contribuer à la fragmentation des milices et à la perduration des milices armées comme le CNDP et les groupes Mai-Mai. Le contexte délétère à Kinshasa entre les forces du MLC et les FARDC vont avoir un grand écho dans l'est de la RDC où le CNDP qui a recruté de nombreux ex-militaires du RCD-G va entre mai et septembre 2007 harceler les FARDC. C'est dans ce contexte délétère qu'a lieu

dans la première séquence de la quatrième trame, la Tripartite Plus à Kampala le 15 septembre 2007. Cette rencontre qui réunit la RDC, l'Ouganda, le HCR et la MONUC, porte sur la situation des milices armées et la LRA dans la province orientale se termine par un accord. Il en sera aussi de l'Accord de paix de Nairobi I, signé le 9 novembre 2007 entre le Rwanda et la RDC au sujet du soutien du CNDP par le Rwanda et la présence des FDLR.

Ces nouveaux accords politiques ou de sortie de crise politique sous l'égide de la MONUC et de la communauté internationale est une approche commune pour contrer la menace posée à la stabilité et la sécurité de la région. Une menace qui est causée autant par les milices en l'occurrence: le CNDP la milice plus robuste, et les groupes armés étrangers: la LRA et les FDLR. Ces accords démontrent bien que ces acteurs armés sont encore très actifs et continuent à utiliser une stratégie de persuasion qui repose sur la violence. Ceci pour montrer auprès du gouvernement congolais et la communauté internationale dont en premier la MONUC qu'ils sont des groupes «strong and resolute enough to inflict serious costs, while also illustrating its prowess and drawing symbolic power» (Alden et al. 2011: 30, Kydd et Walter (2006 : 58-67). Ces acteurs revendiquent une participation aux processus de DDR et 2D3R selon leurs termes, tel que nous le verrons dans l'opposition entre «brassage» et «mixage».

Accord Amani Leo et Nairobi II: Entre «brassage» et «mixage»

Malgré, la signature des accords de la Tripartite Plus et l'Accord de paix de Nairobi I, les harcèlements contre les FARDC par le CNDP et les autres milices armées vont s'accroître. Cette situation qui menace le contexte post-conflit va amener la MONUC et Kinshasa à convoquer la Conférence sur la paix et la sécurité dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu sanctionnée par l'Accord Amani Leo ou («la paix maintenant») en Kiswahili, le 23 janvier 2008

à Goma.⁴⁵⁵ Toutefois, cet accord qui a lieu dans la troisième séquence de la quatrième trame ne se matérialise pas par la cessation des combats ou la paix. D'ailleurs, les affrontements vont se poursuivre entre les FARDC, les milices armées ainsi que les FDLR et LRA. En outre, malgré les brassages intervenus au sein des FARDC, suivis de la création de structures de commandement supérieures unifiées jusqu'au niveau du commandement régional (provincial), l'Est de la RDC demeure fragmenté en différentes zones contrôlées par des milices armées. Cette situation tend à confirmer le fait selon lequel « a political pact often is insufficient in solving the key contested issues to end a violent conflict » (Jarstad et Nilsson, 2008: 220). Cette situation est d'autant plus complexe qu'elle s'accompagne de l'atomisation au moyen de récompenses sélectives des différents groupes Maï-Maï par les autorités de Kinshasa. Cette atomisation a fini par créer un esprit de vassalité des chefs Maï-Maï vis-à-vis du gouvernement de Kinshasa.⁴⁵⁶

Les organisations Maï-Mai qui ont pu préserver une certaine autonomie comme le général Sikuli Lafontaine du Pareco/Nord-Kivu vont utiliser le prétexte de la présence du regain d'activité militaire du CNDP, le FRF et des Maï-Maï vassalisé par le Rwanda (Shabunda, Mwenga, Twirwaneo, fraction du Mundundu 40) et des FDLR pour faire le chantage à Kinshasa. L'opposition farouche des Maï-Maï au déploiement de brigades «mixées», constituées en partie d'ex-soldats du CNDP dans les provinces orientale et les deux Kivus vont occasionner la fragmégration et la perduration des milices armées, ceci dans la mesure où à l'intérieur de certaines milices armées, il n'y a pas toujours unanimité sur la stratégie à suivre. En plus, elles ne font pas la différence entre les FARDC et des ex-combattants d'autres milices (anciens ennemis ou amis) qui sont maintenant intégrés dans les FARDC.

⁴⁵⁵ Voir en annexe 6 le nombre de milices ayant signé les termes de cet Accord.

⁴⁵⁶ Dans les régions minières du Nord du Katanga, le colonel Mufu III (ancien chef Maï-Maï intégré dans les FARDC) traînerait dans les mines de coltan de Kilunga ou encore le colonel Tango Fort, et les majors Malandala et Ntatala dans les mines de Kisengo (Spittaels & Hilgert 2008:6-7).

L'une des stratégies qui favorise la perduration des milices armées est celle de Nkunda qui envoie certains de ces éléments au brassage dans les FARDC et en même, il recrute de nouveaux.⁴⁵⁷ Cette stratégie vise trois buts. 1-gonfler l'effectif de son équipe. 2- infiltrer les FARDC ceci est d'autant plus facile que selon un conseiller chargé de sécurité auprès du général Kisempia que nous avons interviewé, «Nkunda a de nombreux frères d'armes dans les 81^e, 83^e, 110^e, 116^e ou 118^e brigades des FARDC dont la majorité (près de 90000) sont des ex-soldats du RCD-G, dont la plupart ont refusé tout processus de brassage»⁴⁵⁸ et 3 - provoquer des enrôlements des miliciens et autres militaires démobilisés des FARDC dans le CNDP pour des gains pécuniaires. Car on dénote que les anciens démobilisés abusent du système DDR, c'est-à-dire qu'après avoir bénéficié du versement d'argent de la Commission nationale de DDR, ces ex-combattants se ré-enrôlent dans les milices⁴⁵⁹.

On est en présence ici d'une conception paradoxale de deux termes fondamentaux du DDR: le «brassage» et le «mixage». Le «brassage» signifie l'intégration des troupes de l'ex- FAC de Kinshasa et des branches militaires des mouvements rebelles nationaux et milices armées au sein des FARDC. Le «mixage» est un vocable spécifique au contexte congolais. Il tire son origine de la volonté commune des autorités de Kinshasa, du général Nkundabatwaré et d'autres chefs miliciens d'intégrer leurs combattants dans des brigades communes non brassés (ou «brigade à dominance»). Ces brigades sont positionnées exclusivement dans leur province d'origine, principalement la province orientale et celles des Kivu. Cette situation contribue à maintenir les passerelles et des partenariats entre ex-miliciens ou ex-combattants intégrés dans les FARDC et les milices encore actives à l'intar du CNDP. Selon Alden et al., «The co-option of rogue FARDC brigades has led to uneasy but lucrative partnerships between Nkunda and the

⁴⁵⁷ IRIN «Dissident general seeks troop's integration into national army», IRIN/OCHA , 2007.

⁴⁵⁸ Entrevue à Kitona juin 2007, j'ai aussi interviewé des officiers de la MONUC en juin 2007.

⁴⁵⁹ Entrevue avec un ancien vice ministre de la défense de la RDC juin 2007 Kinshasa. Propos corroborés par Freddy Freddy Mulumba Kabuyi.

FARDC, including opportunistic senior officers, such as Captain Akatomba of the 118th brigade of the FARDC in the North Kivu. Akatomba has asserted that he and his soldiers would never join the army integration process» (2011:113-114).

Cette situation est d'autant plus complexe, car d'un côté Kinshasa considère le mixage comme un tremplin intermédiaire vers le brassage, alors que de l'autre, Nkunda et ses troupes du CNDP (c'est-à-dire ceux désirant l'intégration dans les FARDC), sont en faveur d'un «mixage » (sur place) de ces forces aux FARDC. Ce contexte de mixage permet à ses troupes de rester le plus près des membres de la communauté rwandophone dans l'est de la RDC et aussi de la frontière du Rwanda. Pour le major Kibambi Thierry, avec lequel nous nous sommes entretenu de cette situation, l'opposition de Laurent Nkunda au gouvernement de Joseph Kabila sur les méthodes d'intégration de ses forces peuvent se comprendre non seulement à travers un leadership de classe d'âge, car les deux ayant combattu au sein de l'AFDL, mais aussi se fonde sur la protection des intérêts économiques tels que: «le contrôle de terres riches en minerais et propices à l'agriculture et à l'élevage. Le CNDP distribue les terres et prélève ses contributions et taxes d'exploitation. Aussi les possibilités de continuer les extorsions et des trafics le long des frontières du Burundi du Rwanda, et la Tanzanie».⁴⁶⁰ Dans ce contexte l'incompatibilité du «brassage» et du «mixage» qui s'inscrivaient pourtant dans le processus de DDR a eu pour résultat la fragmégration des milices armées, mais surtout leur perpétuation sur le terrain militaire.

Dès lors, l'effet induit ou dynamiques contradictoires du «brassage» dans les FARDC⁴⁶¹ contribue au renforcement des milices déjà en activité et à la fusion d'anciennes milices

⁴⁶⁰ Entrevue téléphonique d'Ottawa avec le major Kibambi (pseudonyme) des FARDC qui a combattu dans l'est de la RDC. (Goma, 30 novembre 2007).

⁴⁶¹ De nombreux soldats des FARDC qui combattent les milices dans l'Est de la RDC sont eux-mêmes des anciens miliciens. D'où la reproduction la culture milicienne. Voir HRW (Juillet 2009).

armées⁴⁶² comme Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) qui s'insurge contre l'intervention du CNDP et du Rwanda, ou encore le Front populaire pour la justice au Congo (FPJC) qui dérive de la scission avec le FRPI qui s'oppose à la collaboration entre le CNDP avec certaines milices résiduelles de la province Orientale.⁴⁶³ Bitaki Weteshe, un des responsables des Mai-Mai du Nord-Kivu donne aussi un sens à leur combat contre le CNDP: «Nous ne combattons vraiment pas contre le CNDP. On fait la guerre contre le Rwanda».⁴⁶⁴ En plus de l'engagement des Mai-Mai du Nord-Kivu de Bitaki Weteshe, le combat de l' APCLS et du FPJC pour leur communauté s'apparente à ceux des États⁴⁶⁵ qui, lorsqu'ils se trouvent dans l'impérieuse nécessité de poursuivre ce qui est impératif non seulement à leur survie, mais à la présentation de leurs intérêts vont, «soit en réunissant des moyens de défense appropriés, soit en conquérant les autres pour accroître leur bien et dissuader les éventuels prédateurs, soit enfin en s'alliant au (x) plus fort(s) pour jouir de la protection tout en payant le tribut conséquent» (Yinda Yinda 2007: 237). Cette situation contribue à prolonger leur existence d'où leur pérennisation. Toutefois les objectifs politiques de ces milices contrairement à ceux des États sont multiples et souvent assez flous, d'autant plus qu'elles ont à faire face à l'opposition d'un ou de plusieurs autres groupes armés engagés sur le même terrain de lutte.

Les milices armées voient ainsi une grande partie de leurs prises de positions, activités, et stratégies déterminées par cette relation conflictuelle. De ce fait, elles sont ainsi embarquées «dans cette relation d'interdépendance avec leur adversaire, au sens où elles ne peuvent faire autrement qu'à agir en fonction des agissements (réels ou anticipés) de leur antagoniste» (Mathieu 2004: 168). La tentative du CNDP d'étendre ses bases hors des provinces du Kivu dés

⁴⁶² La création de nouvelles milices comme l' APCLS ou le FPJC peut se comprendre davantage ici comme d'agrégation du résiduel d'anciens miliciens dont certains sont passé à travers le processus de DDR.

⁴⁶³ Voir annexe 3.

⁴⁶⁴ Voir déclaration des Mai-Mai du Nord Kivu du communiqué du 20 janvier à Goma.

⁴⁶⁵ En matière de comparaison, l'on note que les responsables des milices armées négocient régulièrement avec les organisations internationales. Ils disposent aussi de moyens modernes de communication, pour se donner un simulacre symbolique d'égalité avec les gouvernements.

août 2008 avec l'appui de Kigali, lui permet d'infliger des défaites cinglantes aux FARDC. En octobre 2008, les miliciens de Nkunda vont intensifier les attaques contre les FARDC, et va dans cette quatrième séquence de cette quatrième trame se retrouver aux portes de Goma.⁴⁶⁶ Face à cette recrudescence généralisée des hostilités, Kinshasa envisage de redemander une fois de plus l'aide militaire de l'Angola. L'imminence d'un embrasement général force une fois de plus le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-Moon à convoquer un autre sommet régional à Nairobi.

Un autre Nairobi II pour la paix

Au cours de cette conférence du 7 novembre 2008 (Nairobi II), à laquelle assistent les présidents du Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, l'Ouganda, le représentant de l'UE, de l'UA; il est même évoqué dans cette cinquième séquence de la quatrième trame de la troisième phase des rebellions de la planification d'une autre opération de type Opération Artémis. Il faut préciser que c'est avec l'envoi des Forces Multinationales Intérimaires d'Urgence pour l'Ituri sous un mandat Chapitre VII que les forces onusiennes vont montrer une réelle efficacité pour la première fois. Mais face au manque de consensus des Européens (à cause du problème de positionnement de la France dans le contexte des Grands Lacs et la problématique de la «guerre d'influence anglo-saxonne et francophone»), les membres de l'UE décident de se remettre à la force de l'ONU présente sur le terrain afin d'éviter de compliquer davantage le problème régional.⁴⁶⁷ Cet attermoiement de la communauté internationale qui s'est répété plusieurs fois dans le conflit en RDC a contribué à conforter les acteurs armés sur le terrain. Ce qui a contribué à la perpétuation de leur présence sur le terrain. Cet attermoiement et

⁴⁶⁶ Voir le Rapport du Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC (S/2008/773) est assez clair au sujet de l'aide du Rwanda au CNDP «L'armée rwandaise a appuyé le CNDP au cours de sa récente offensive du 26 au 30 octobre 2008» (2008:16,19);The Daily Telegraph (21.11.2008); Le Potentiel (31 Mai 2008).

⁴⁶⁷ Lire à ce sujet les positions de l'ancien chef de la diplomatie française Bernard Kouchner qui se prononçait en faveur de l'envoi d'une force européenne «Il est possible de répéter" l'opération franco-belge Artemis de maintien de la paix organisée à l'été 2003 en Ituri, avec 1.500 militaires » (AP 2008) et la déclaration du ministre belge des Affaires étrangères, Karel De Gucht alors que la Belgique était disposée à répondre positivement à la requête de l'ONU «La Belgique ne pourra pas envoyer des troupes en RDC faute de consensus au sein de l'Union européenne pour» (Afrikcom 2008).

ce manque de consensus de la communauté internationale feront que les belligérants vont rester sourds aux demandes de cessez-le-feu immédiat. Les combats vont d'ailleurs se poursuivre autour de Goma et de Kiwanja. Ces combats sont à l'origine de nombreux crimes et exactions contre les populations.⁴⁶⁸

D'ailleurs, Nkundabatware n'accorde aucun crédit à la rencontre internationale à laquelle participe son mouvement: «Il ne s'agit que d'un sommet régional. Cela n'a aucune influence sur nos exigences» (Potentiel, 8/11/2008). Le chef du CNDP ainsi les termes d'Amani Leo, tout en exigeant des négociations directes avec Kinshasa, sans l'association des autres milices armées signataires de cet accord. Laurent Nkunda qui était jusqu'à la réduit à une sorte de «local order» commence à avoir une résonance au-delà de leur territoire. Dans sa posture de «milicien glocal», Nkunda utilise des moyens modernes de communication, tout en s'appuyant sur un vaste réseau de soutien politique et financier qui s'étend dans l'ensemble des Grands Lacs et au-delà.⁴⁶⁹

Les exigences du CNDP exacerbent la situation de conflagration en cours d'autant plus qu'en même temps, les milices progouvernementales actives dans l'est de la RDC déplorent leur non- invitation à Nairobi II. «Nous les Maï-Maï, nous ne sommes pas un groupe à négliger, nous avons des armes» affirme Richard Mukulumania, chef militaire des Maï-Maï Shikito que nous avons interviewé à Goma. Pour d'autres responsables Maï-Maï comme Jules Ziringabo, président des Maï-Maï Simba et Salati Ere Rutambuka, chef des Maï-Maï Pareco du Sud-Kivu, le retour du CNDP à Amani doit être inconditionnel: «Nous voulons que le CNDP rejoigne Amani [...] Procéder ainsi, c'est nous inciter à quitter le programme Amani, le gouvernement ne

⁴⁶⁸ Au sujet des massacres de Kawaja consulter les rapports de l'ONU (septembre 2009) et HRW (décembre 2008).

⁴⁶⁹ Cette communication moderne est qualifiée par Elwert de «electronic propaganda». Pour ce dernier, «One main difference between markets of violence today and those in the last century lies in the way in which electronic propaganda can reach large population more quickly and cheaply and can thus convert the fear of people to mass participation in military actions (which are economically profitable for a small minority) on a scale previously unknown» (Elwert 1999: 90).

devrait pas l'oublier». De son côté, le porte-parole des Mai-Mai Zabuloni, pense que le CNDP veut montrer sa supériorité sur les autres milices armées en quittant Amani. Il dit d'ailleurs ne pas comprendre «la décision du gouvernement d'aller négocier avec le CNDP. Nous sommes déçus, c'est une violation flagrante de l'acte d'engagement d'Amani».⁴⁷⁰ Cette situation contribue à la pérennisation des milices armées en RDC. Par ailleurs, ce contexte délétère illustre comment:

For state building to succeed, key domestic actors must share the goal of creating the type of state that state-builders want. [...] The possibility of succeeding in such a project will depend mainly on internal power relations and on the creation of a political alliance consisting of social forces with both an interest in strengthening the state and sufficient power to do so (Stein Sundstøl 2009: 661).

Ceci n'est manifestement pas le cas avec le contexte post-conflit en RDC avec l'échec des diverses politiques de sortie de crise politique (Tripartite Plus, Nairobi I, Accord Amani Leo et Nairobi II). Les échecs de ces politiques de sorties de crise autant politiques que militaires en RDC ont fourni des conditions favorables dans laquelle une situation de «No War No Peace» (ni guerre, ni paix)⁴⁷¹ pourrait s'épanouir, tel que conceptualisé par Mac Ginty (2006) et Dennis Dijkzeul (2008). Selon Mac Ginty cité par Swart «Many contemporary peace accords therefore minister to conflict manifestations rather than causes, reinforce rather challenge inter-group division» (2011: 145). Cette situation de «ni guerre, ni paix», a conduit comme c'est le cas dans de la volatile région de l'est de la RDC analysé par Swart Gerrie (2011). Cette région volatile va pourtant être dans un contexte dont on qualifie de post-conflit, culminer avec le conflit ouvert tel que l'on constate sur le terrain militaire avec le CNDP qui inflige des défaites aux FARDC en anéantissement par exemple la 14^e Brigade des FARDC à Mushaki, le 9 février 2009. Le chef du CNDP évoque même la possibilité de «prendre le pouvoir» à Kinshasa.⁴⁷² C'est la menace de déstabilisation de toute la région qui va pousser la communauté internationale à renforcer les

⁴⁷⁰ Ces entrevues de divers responsables Mai-Mai ont été recueillies entre le 4 et le 6 novembre 2009 à Goma avant le début de la conférence de Nairobi II par «Lukuana». C'est un nom fictif que nous donnons pour préserver l'anonymat de la personne qui a les recueilli pour nous.

⁴⁷¹ Ce terme a souvent pour synonyme «brittle», «fragile», «turbulent», «armed», «nervous» précédé du préfixe «peace» (Mac Ginty 2006 :2).

⁴⁷² «Je ne suis pas rwandais, je suis congolais, et je veux libérer le Congo» (RTBF) à l'émission 7/7 (11/11/2008); «We are going to pressure [the Government] to have negotiations, otherwise we will force them from power», (Time 4/11/2008).

capacités opérationnelles de la MONUC, ceci afin qu'elle impose aux différentes armées FARDC, l'UPDF de l'Ouganda et le RDF du Rwanda d'associer leurs forces pour combattre les milices armées et les groupes armés étrangers encore très actifs comme on va le voir dans la partie qui suit.

Rapprochements FARDC, l'UPDF, RDF et le soutien militaire de la MONUC

L'implication de la MONUC dans les opérations militaires aux côtés des armées nationales, afin d'amener les groupes armés étrangers et les milices nationales à rentrer dans le processus de DDR et 2D3R par la force va s'ouvrir paradoxalement non pas à une guerre ouverte, mais à une guerre fragmentée, guerre non-binaire, sorte de «guerre nomade» qui va occasionner la fragmégration en plus de pérenniser les milices armées. Dans cette guerre non-binaire et à plusieurs combinaisons comme on peut l'observer sur la figure 7, le CNDP est en guerre contre les FARDC, les Mai-Mai et les FDLR. Le FPJC est en guerre contre les FARDC et le CNDP. Le FRF est en guerre contre les FDLR et les Mai-Mai. Les FDLR combattent principalement le CNDP et le FRF et en second lieu les FARDC. Les Mai-Mai en plus de combattre le FRF, affrontent aussi les groupes de Mai-Mai Shabunda, Mai-Mai Mwenga, le groupe Twirwaneo et Mai-Mai Groupe Mundundu 40 qui ont établi des alliances formelles avec le CNDP. Parallèlement de cette guerre qui se déroule dans le front est de la RDC, dans le Bas-Congo à l'Ouest, la Police nationale congolaise et les FARDC répriment durement le mouvement politico-religieux, Bundu Dia Congo (BDK).⁴⁷³ Ces conflits non-binaires observables sur la figure 7 ont des points de ressemblance avec les phénomènes de libanisation, ou de darfourisation en cours au Soudan.

C'est dans cet entrelacs conflictuel que la MONUC va encourager les collaborations entre les armées nationales soit les FARDC du Congo, UPDF de l'Ouganda et RDF du Rwanda

⁴⁷³ Ce mouvement politico-religieux a songé à se militariser en se dotant d'une branche armée. Mais il n'a jamais mis en pratique une telle idée.

à mener des opérations conjointes. Pendant que ces armées planifiaient leurs opérations, le NALU/ADF mais surtout le LRA profitent des hostilités dans les Kivu pour réactiver dans la province orientale. Cette résurgence du NALU/ADF et du LRA ont entraîné la mise sur pied dans la sixième séquence de la quatrième trame de l'opération *Rudia I* («Coup de poing», en Kiswahili).⁴⁷⁴ Cette opération militaire conjointe entre les FARDC, l'UPDF et le SPLA du Sud Soudan avec le soutien de la MONUC commence en décembre 2008 et s'achève en février 2009. Leur but ultime est de traquer ces mouvements rebelles ougandais qui bien que sanctuarisés en RDC profitent aussi des «ungoverned spaces» dans les zones frontalières de la RCA, le Soudan et le nord de l'Ouganda. Rudia I sera suivi par une nouvelle opération Rudia II lancée le 8 mai 2009. Cette opération qui a lieu dans la sixième séquence de cette quatrième trame est d'autant plus surprenante que les armées nationales les FARDC et l'UPDF se sont souvent opposées soit directement ou par groupes armés et milices interposés.

Toujours dans la stratégie de rapprochement des armées nationales de Grands Lacs, un autre soutien qu'apporte la MONUC est celui dans la trame six, de la collaboration militaire inédite entre les FARDC et des RDF pour traquer les FDLR.⁴⁷⁵ Cette opération qui a lieu dans la deuxième séquence de la trame 5 est baptisée du nom d'*Umoja Wetu*, («Notre unité, en Kiswahili») débute le 20 janvier 2009. Le gouvernement congolais autorise les RDF du Rwanda (environ 4000 soldats) à venir se battre sur le sol congolais aux côtés de la FARDC et de la MONUC. En plus des opérations conjointes FARDC/UPDF; FARDC/RDF appuyées par la MONUC, on va aussi assister dans la deuxième séquence de la sixième trame aux opérations Kimia I et II («Paix» et en lingala et Kiswahili), débuté le 12 juillet 2009 au Sud Kivu. Kimia I et

⁴⁷⁴ Il ne faut pas oublier que cette opération a suscité un malaise en Ouganda, autant au sein des officiers ougandais où le fils de Museveni, le Lieutenant-colonel Muhoozi Kainerugaba a été propulsé à la tête de l'opération «Coup de poing» au détriment de l'Etat-major général ougandais que dans la classe politique où on est d'avantage favorable à la poursuite des négociations avec les membres de la LRA.

⁴⁷⁵ Le Rwandan Defence Forces ou Forces de défense rwandaises (RDF) (nom de l'armée du gouvernement rwandais depuis 2002, en remplacement de l'APR.

Il s'agit de patrouilles mixtes des FARDC et de la MONUC menées dans le Sud et Nord Kivu. Le but de ces opérations militaires est de neutraliser les rebelles de la LRA, des FDLR qui refusent de s'inscrire dans le 2D3R ainsi que des éléments Mai-Mai qui s'opposent au brassage. Que se soit «Umoja Wetu», «Rudia I et II» ou «Kimia I et II» qui ont mobilisés près de 60 000 militaires des FARDC et 10 bataillons de la MONUC et dont le but principal était la neutralisation des LRA, NALU/ADF, les FDLR et les éléments Mai-Mai et d'autres milices armées, ces actions n'ont pas donné les résultats escomptés.⁴⁷⁶ Ces différentes opérations n'ont fait que renforcer la situation de «ni guerre ni paix». D'ailleurs le 30 septembre 2010, le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) faisait état de 590 000 déplacés au Nord-Kivu et 676 000 au Sud-Kivu. Par conséquent, le nombre total de personnes déplacées avait augmenté à travers le Kivu. Il n'est pas surprenant de noter que «The military approach had fuelled greater insecurity, instead of restoring security» (Swart 2011:151). On peut dire ici que la MONUC ainsi que les armées nationales qu'elle appuyait ont été non seulement incapables de mettre fin à la présence des milices armées, encore moins les obliger à rentrer dans un cadre institutionnel. Ce contexte n'a fait que pérenniser les acteurs armés dans ces zones.

Le Rwanda et l'Ouganda payent ici le prix de leur politique d'encouragement à la création des mouvements armés et des milices armées comme une stratégie de renversement ou d'affaiblissement du gouvernement central de Kinshasa. Cette politique les a d'ailleurs éloignés de leur but initial, en même temps qu'elle renforçait la présence inattendue des Mai-Mai dans le

⁴⁷⁶ C'est le 5 décembre 2008 que Kinshasa et Kigali ont signé un accord qui prévoit un plan conjoint pour désarmer les FDLR, les rebelles hutus rwandais installés à l'est de la RDC. Les détails de ce plan n'ont jamais été rendus publics. Le président de l'Assemblée de la RDC Vital Kamerhe qui questionnait cet accord resté secret a été contraint à quitter le pays.

champ de la conflictualité.⁴⁷⁷ Du côté du gouvernement de Kinshasa, en même temps que ce gouvernement renforçait leur soutien aux Maï-Maï, ce soutien a ouvert la voie à un ordonnancement à double dimensions, toutes ancrées dans des dynamiques contradictoires. D'un côté ces résistants Maï-Maï ont été à la base de l'échec de l'alliance menée par le duo rwando-ougandais comme on l'a démontré dès le chapitre 4. Ce qui a contribué à éloigner le spectre de la partition de la RDC. De l'autre, les Maï-Maï expriment leur incompréhension (ils estiment s'être sacrifiés pour que la RDC reste unie) quant à l'obligation qui leur est faite de rejoindre le processus de DDR avant d'intégrer les FARDC. Ils s'y opposent d'autant plus les autorités locales qui devaient normalement être élues lors des élections municipales et locales sont toujours désignées. Les Maï-Maï auraient aimé occuper ces postes dans leurs localités.

Il faut préciser ici que depuis les dernières élections présidentielles, législatives et provinciales tenues en 2006 et 2007, les élections locales et municipales qui devaient se tenir en 2008 ont été renvoyées en 2010, sans s'y tenir. Ce qui revient à dire que les chefs coutumiers non cooptés, les administrateurs de territoire et leurs adjoints, les commissaires de districts, et les bourgmestres ne sont toujours pas élus. Ils sont encore désignés par les gouverneurs élus comme au temps des régimes précédents. Le fait que ces diverses autorités soient encore nommées au lieu d'être élus est une constante que révélait déjà Callaghy dans sa description du régime de Mobutu qui était le «cover-over strategy». Cette stratégie, «uses contracting, coopting, and coalescing tactics plus moderate amounts of coercion and usually a loose traditionnaly orientated legitimating mentality [...]cover-over strategy to whittle away the power of intermediary authorities». (Callaghy 1984: 96,114). Cette situation pousse les Maï-Maï qui ont choisi de s'inscrire dans le programme de DDR, de remettre ouvertement en question leur choix de

⁴⁷⁷ Même s'il faut noter que quelques groupes, mais résiduels se faisant aussi appeler Maï-Maï à l'instar: des Maï-Maï Shabunda, Maï-Maï Mwenga. Le groupe Twirwaneo, Maï-Maï Groupe Mundundu 40 sont associés jadis aux rebellions nationales et aux forces occupantes principalement le Rwanda.

réintégrer la vie civile. Pour le commandant Nganga Mbouta, que nous avons interviewé, «Nous ne sommes pas battus pour rien, les avantages dont nous bénéficions ne sont pas proportionnels à nos sacrifices qui ont permis la sauvegarde du pays».⁴⁷⁸

En outre, ce non-empressement des Maï-Maï à s'inscrire dans le processus de DDR peut aussi être interprété comme une forme de résistance au projet «hégémonique de l'État». Bien que dans la période de la transition politico-militaire, certains d'entre eux aient été représentés au sein du gouvernement «1+4» avec deux ministères et une région militaire (celle de Kisangani), d'autres groupes Maï-Maï qui sont restés très actifs sur le terrain expriment leurs frustrations quant aux positions privilégiées accordées au CNDP et au FRF inféodés au Rwanda.⁴⁷⁹ Ce contexte de «No War No Peace» a favorisé le renforcement des structures parallèles de contrôle. Des structures qui augmentent la capacité des factions politiques (élus nationaux et provinciaux, membres du gouvernement, officiers de haut rang des FARDC) en vue d'exploiter habilement l'insécurité locale qui leur permet d'assurer des gains politiques et économiques personnels.

On a ici l'exemple du major Ilunga et du colonel Samy Matumo (ancien Maï-Maï) qui commande la 85e brigade composée d'anciens combattants Maï-Maï intégrés au sein des FARDC (Global Witness 2009:32).⁴⁸⁰ Dans le même contexte, on note l'ajustement des milices armées. Ces dernières mettent en œuvre de nouvelles stratégies afin de peser sur les choix des élus nationaux et provinciaux afin d'influencer l'action publique locale. Ceci d'autant plus que dans les zones semi-urbaines et les zones rurales elles tendent à jouer le rôle de défenseur des intérêts sociaux tout en construisant des coalitions de cause (advocacy coalitions) autour de

⁴⁷⁸ Nom de guerre de ce chef Maï-Maï. Entrevue téléphonique de Kitona (juin 2008).

⁴⁷⁹ Cette région militaire est dirigée par Padiri Bulenda Kalendo, l'un des chefs historiques des Maï-Maï, qui a été élevé au grade de général de brigade par L. D. Kabila et nommé, en octobre 2004 à la faveur de l'Accord global et inclusif pour la paix signé entre les parties au Dialogue inter-congolais en décembre 2002 à Pretoria sur la formation d'un état-major intégré et d'une armée nationale unifiée.

⁴⁸⁰ Pendant trois années – de 2006 à mars 2009 –, Bisie (Bisiye) dans le territoire de Walikale, au Nord-Kivu était placée sous le contrôle de la 85ème brigade des FARDC. Les soldats de cette 85e brigade prélèveraient un demi-dollar 40centimes d'euro) par kilo de cassitérite. A raison de 800 tonnes extraites chaque mois, ce sont 400 000 dollars (315 000 euros) que le colonel Matumo empoche, soit environ 80 millions de dollars l'an. Ce dernier secondé par le major Ilunga a fait de la résistance, et personne au niveau de l'État major des FARDC à Kinshasa ne s'est décidé à le muter. Confère Global Witness (2009:32), Polgreen (2008) et Hofnung (2008), CREDDHO (2007).

certaines enjeux de l'espace local. Ceci montre que la plupart des milices armées comme les mouvements rebelles sont généralement «glocalisés» avec un substrat d'enracinement local, seuls quelques-uns (les mouvements rebelles étrangers) sont entièrement et complètement déterritorialisés. Les milices armées s'imposent ainsi comme des médiateurs entre les nouvelles institutions politico-administratives provinciales issues des élections de 2006-2007 et la société. Cet état de fait conduit nécessairement au maintien de leur position sur le terrain d'où perduration. Dans ce contexte les groupes armés vont tenter de briser cet ordonnancement qui repose sur la lutte socio-spatiale qui intégré non seulement sur l'occupation des espaces riches en ressources ou aires cultivables mais aussi des revendications sociétales. Ceci est d'autant plus vrai que leurs stratégies politiques «often revolve around scale issues, and shifting balances of power are often associated with a profound réarticulation of scales or the production of an altogether new gestalt of scale» (Swyngedouw 1997:160).

Nous avons ici l'exemple du leader de PARECO Sendugu Museveni Hakizimana qui a été renversé par ses lieutenants qui lui reprochent son intraitable résistance à composer avec le pouvoir central. Il est remplacé par Mbula Malamu Christophe. Dans cette logique, ce qui se passe est que les fidèles de Sendugu Hakizima vont le suivre pour former une nouvelle milice. Ce qui montre que dans les milices, toute dissension interne se traduisait généralement par la formation d'un nouveau groupe. Les divergences portaient généralement sur la manière de gérer les relations entre la milice armée et les responsables politiques, entre les chefs miliciens et leurs subalternes ou entre les chefs miliciens et leur manière de gérer les biens de la milice armée surtout avec l'hypothèque du DDR. Même si ce cas n'est pas la règle, il faut tout de même mentionner qu'il s'est très souvent reproduit. Et a représenté une tendance forte surtout dans le

contexte de DDR et 2D3R. Ce qui a participé ainsi à un nouvel effet de remobilisation des milices armées.

Toujours dans la même veine, il faut noter que dans les provinces du Katanga, mais surtout dans les deux Kivus, il s'est récemment noué une collaboration informelle entre les nouveaux élus provinciaux et les dirigeants des milices qui partagent la même aire communautaire ainsi que les mêmes espaces sécuritaire et économique. Ainsi pendant que les milices locales, permettent aux représentants de l'État d'asseoir leur pouvoir sur les espaces locaux, en retour cela leur permet de renforcer les contacts politiques à Kinshasa et plus de leur assurer une certaine légitimité. Elles vont ensuite utiliser ces rapprochements pour contrôler les circuits économiques locaux. Ces différents acteurs locaux en RDC tendent ainsi à être de plus en plus conscients des enjeux des nouvelles pratiques politiques de la période post-conflit. Ils demeurent comme ceux d'Afghanistan, prisonniers de la caractéristique principale de la relation circulaire propre aux groupes armés non étatiques, hypothéquant par-là les efforts de reconstruction de la communauté internationale. En Afghanistan, «networks of corruption involving warlords, strongmen commanders, and Afghan officials appear to risk undermining the US, strategy for achieving its goals in Afghanistan» (Philipp, October 15-21 2010).

Cette imbrication relationnelle entre certaines milices et les autorités politiques pourrait aussi expliquer la raison pour laquelle, malgré les opérations «Umoja Wetu», Rudia I et II, Kimia I et II, sur 28.000 combattants des milices armées sensés participer au processus de brassage dans l'est de la RDC, seulement 3.000 se sont présentés, avec rien de moins que 300 armes.⁴⁸¹ Cette incapacité de la MONUC, les FARDC et l'UPDF, et les FARDC-RDF à nettoyer le maquis des deux Kivu ainsi que celle de la province Orientale et à contraindre militairement les «forces négatives» à accepter le 2D3R a contribué à la perpétuation des groupes armés dans ces espaces.

⁴⁸¹ Lire le Rapport de la société civile du Sud Kivu «Kimya II au Sud-Kivu» (24 juillet 2009).

Les autorités nationales du programme Amani et le Chef d'Etat Major général Didier Etumba des FARDC ont reconnu à Bukavu (Sud Kivu) le 11 juillet 2009 que ces opérations avaient aggravé la situation humanitaires des populations.⁴⁸² Aussi, selon le rapport de la société civile du Sud Kivu (2009), cette incapacité s'explique par le fait que de telles opérations ont été planifiées sans aucune adhésion volontaire des membres des groupes armés étrangers à ce programme 2D3R ainsi que des milices congolaises au DDR. Aussi, ces opérations militaires conjointes étaient planifiées sans une organisation des structures de coordination entre les actions militaires et les opérations 2D3R. Par ailleurs, pour un colonel des FARDC que nous avons interviewé, «dans les secteurs où sont menées les opérations militaires, il n'existait pas de couloirs de sécurité pouvant mener les combattants et personnes vivant sous leur dépendance vers les centres de réception de transit d'où ils pouvaient adhérer au programme 2D3R afin d'être rapatriés dans leurs pays d'origine».⁴⁸³ Dans la même la même veine, le président Museveni d'Ouganda reconnaît la mauvaise préparation de cette offensive et déplore «qu'il n'y avait pas de plan adéquat sur la manière de protéger les civils quand l'opération a été lancée» (Le Potentiel 13/02/2009). Cet état de situation tend à confirmer le fait selon lequel, «Even an intervention undertaken with the most humane of intentions can create a rapidly deteriorating situation when the policy is either ill-conceived or poorly implemented» (Regan 2002:2-3).

On peut alors comprendre pourquoi les groupes armés ougandais comme rwandais manifestent une profonde réticence vis-à-vis de l'adhésion au programme de 2D3R; ils justifient d'ailleurs cette attitude par le fait que les régimes semi-autoritaires en place en Ouganda et au Rwanda n'ont jamais accepté le principe de l'instauration d'un véritable dialogue national interne et l'ouverture à eux de l'espace politique sans restriction dans leur pays d'origine. En

⁴⁸² Ibidem.

⁴⁸³ Entrevue téléphonique de Ottawa avec un officier supérieur des FARDC (novembre 2009).

outre, cet aveuglement du Rwanda, de l'Ouganda, des experts internationaux de la paix dont la MONUC, et dans une autre mesure du gouvernement de Kinshasa est fondé sur la certitude de la pensée westphalienne selon laquelle :

Statebuilding starts from the fiction that Africa's states are single sovereign entities, ignoring or trivialising the myriad other actors with significant influence on the ground, democratisation efforts and security reforms will falter and regions such as Kivus will continue to defy incorporation into a global system of states (Beswick 2009: 343).

Ce «single sovereign entities» est aussi ce que Heathershaw et Lambach qualifient de «single sovereign perspective», c'est-à-dire une perspective «[which] assumes the individuality of the state and fails to capture how international strategies are subverted, appropriated and resisted on the ground» (2008: 276). Dans ce sens, resté captif du tout militaire comme le furent les FARDC, le RDF et l'UPDF avec le soutien de la MONUC, tout en ignorant que les régions de l'est- de la RDC sont des «ungoverned spaces» n'ont pas pu réussir les différentes opérations militaires conjointes.⁴⁸⁴ Ainsi, la dynamique conflictuelle orchestrée par les milices armées dans ces régions a obligé une renégociation des rapports entre individu et communauté, les fondements de l'exercice de l'autorité et le rapport au temps, à l'espace, au profit et à l'invisible (Mbembe 2000: 131).

Laurent Nkunda victime du retournement d'alliance du Rwanda

Toujours à la suite de l'opération «Umoja Wetu», le CNDP va dans cette cinquième trame faire les frais de cette offensive conjointe de Kigali et Kinshasa. Bien avant le début de l'opération Umoja Wetu («Notre unité» en Kishawili), on note dans cette première séquence de la cinquième trame, de fortes des dissensions entre Laurent Nkunda le chef du CNDP et son chef d'état-major le général Bosco Ntaganda. Cette dissension va s'accroître dans deuxième séquence de la cinquième trame avec dès le 5 janvier 2009 le début de l'opération «Umoja Wetu». Cette

⁴⁸⁴ Au sujet du concept des «ungoverned spaces» confère Commission for Africa, 2005; Dagne, 2002).

opération conjointe entre les FARDC, le RDF et la MONUC va fragiliser davantage le leadership du CNDP. La hiérarchie dit Weinstein «is a central part of organisational management and control in rebellion» (2007: 133). Cet affaiblissement de la hiérarchie du CNDP révèle au grand jour les profondes dissensions qui travaillaient sourdement de manière silencieuse au sein de son appareil militaire et politique.⁴⁸⁵ On pense un moment à un schisme du type RCD (CNDP-Nkunda, CNDP Ntaganda) comme on en est déjà habitué en RDC. Mais c'est finalement le chef d'état-major du CNDP, le général Bosco Ntaganda qui dans la troisième séquence de la cinquième trame aura le dessus le 16 janvier 2009.

La quatrième séquence de la cinquième trame se referme sur l'arrestation le 22 janvier 2009, du «faucon noir» du Kivu par les éléments de la RDF. L'on ne peut comprendre cette arrestation ou retournement d'alliance de la part du Rwanda davantage qu'à la lumière des considérations de la *realpolitik* (la défense de l'intérêt national rwandais) que de la réelle volonté du président Kagame de participer à l'instauration d'une paix au-dedans (au Rwanda avec ses oppositions et surtout les FDLR) ou une paix au dehors (avec l'arrêt de son ingérence en la RDC). Kagame déclare en substance, «si Nkunda devenait un problème pour le Rwanda, je saurais ce qu'il faut faire» (Jeune Afrique 2008). Nkunda fait les frais de la *realpolitik* du président Kagame qui n'a pas hésité un instant à sacrifier celui qu'il a toujours présenté comme étant sa propre «créature». En sacrifiant publiquement Nkunda sur l'autel des nouveaux intérêts convergents de Kigali et Kinshasa, le Rwanda tente une opération de charme auprès des bailleurs de fonds après que le Rapport de l'ONU (décembre 2008) l'ait accusé d'aider le CNDP.⁴⁸⁶

⁴⁸⁵ Quelques éléments de dissensions: Le jusqu'aboutisme de Nkunda et son one man show- mécontent dans la stratégie d'ouverture envers les Banyarwanda-Hutu congolais, d'où accentuation de la sempiternelle opposition entre les Banyarwanda- Tutsi congolais du Masisi à ceux de Rutshuru- les tueries commises par les rebelles en novembre à Kiwanja et Kayabayonga- Ntaganda qui est sous la menace des poursuites de la CPI joue sa carte personnelle.

⁴⁸⁶ Il faut préciser ici que la Hollande, la Norvège et la Suède avaient suspendu leur aide au gouvernement rwandais qui était accusé d'alimenter la guerre en RCA. Or, le budget annuel du gouvernement de Kigali dépend à 60% d'aide extérieure. (Le Potentiel (29/ 12/ 2008). Mais pour Paz Ortega(2011:179), «Rwanda's swift intervention in arresting Nkunda and developing joint military operations may also be aimed at securing direct access to mines held by the FDLR and protecting the political and economic interests of the Tutsi community in the Kivus». Mais selon

Par ailleurs, cette fragmentation du CNDP montre que les alliances demeurent des actes militaires et diplomatiques, qui n'abolissent en rien «le poids de la géopolitique c'est à dire celui des ambitions plus ou moins avoués ou avouables» (Thual 2000: 23); mais en même temps aussi qu'un groupe armé robuste ne peut demeurer au delà d'une période assez courte sans une aide externe substantielle (Luttwak 1985).

Accord de l'Hôtel Ihussi ou le retour forcé du CNDP dans le processus politique

Dans cette sixième trame, le retour forcé du CNDP dans le processus politique permet l'application dans la première séquence de cette trame de l'accord de cessez-le-feu du 5 janvier 2009. L'application de ce cessez-le feu va se traduire dans la première séquence de la sixième trame de cette troisième phase de rébellion par un nouvel accord, l'Accord de paix de l'Hôtel Ihussi (Goma) du 23 mars 2009. Ce énième accord s'inscrit dans l'un des nombreux mécanismes de sorties de crise politiques. Dans cet accord qui est paraphé en présence de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les Grands Lacs, Olosegun Abansajo, le CNDP confirme le caractère irréversible de sa décision de mettre fin à son existence comme mouvement politico-militaire, et de devenir un parti politique. En retour le CNDP demande un nouveau redécoupage territorial et un changement dans le mode électoral et leur participation dans la vie politique. La réinsertion des cadres professionnels et administratifs du CNDP dans l'administration, le maintien des administrateurs de territoires et de leurs adjoints du CNDP à des postes similaire dans l'administration, l'intégration de ses soldats dans la Police nationale congolaise et les FARDC.⁴⁸⁷

Toutefois, dans ce cas de figure, et compte tenu de la défaite du CNDP, et du fait que les conflits dans l'Est de la RDC ne sont pas polarisés sur un mode binaire, il est difficile au

certains observateurs ce sacrifice est public. Car s'il n'en était pas le cas normalement le Rwanda aurait dû le remettre aux autorités congolaises qui en ont fait la demande ou à la CPI

⁴⁸⁷ Voir les éléments contenus dans l'Accord paix de l'Hôtel Ihussi (mars 2009).

gouvernement de Kinshasa de respecter à la lettre, certaines clauses portant sur des mécanismes de partage de pouvoir. Ceci d'autant plus que l'autorité de la MONUC gage du respect des accords est de plus en plus contesté par les politiques congolais qui sont en faveur de leur désengagement total du territoire congolais. Cette attitude des autorités congolaises surtout après l'Opération Kimia I et II, débuté le 12 juillet 2009 au Sud Kivu dans la deuxième séquence de la sixième trame rejoint aussi celle des autorités tchadiennes qui dans leur contexte demandent également le retrait total des forces de la Mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad (MINURCAT).⁴⁸⁸

Pour Joseph Kabila et Idriss Deby le retrait des forces onusiennes leurs permettraient de quitter la tutelle internationale et tout en en leur faisant regagner leur entière souveraineté territoriale. Si cette rhétorique fait du sens politiquement, «but the proposal does not make policy sense. Without a competent army, security problems would worsen; Kabila's government would fall in short order if the UN were to withdraw» (Mvemba Phezo 2010:154). Toutefois, conscient du retour à une plus grande instabilité en RDC, les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies ont opté pour une transformation du mandat de la MONUC.

De la MONUC à la MONUSCO: Évolution du mandat, mais même réalités

La fin du mandat de la MONUC ouvre la voie à l'établissement de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RD Congo (MONUSCO). Cet établissement est la traduction de la résolution 1925 du Conseil de sécurité qui désormais met l'accent sur la consolidation de la paix et sur la stabilisation.⁴⁸⁹ Il faut noter qu'à ces débuts, la MONUC comptait 500 observateurs

⁴⁸⁸ La Mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) a été créée le 25 septembre 2007 par la résolution 1778 du Conseil de sécurité (2007) en vue de contribuer à la protection des civils. En adoptant la résolution 1861(2009) le 14/01/2009, le Conseil a autorisé le déploiement d'une composante militaire de la MINURCAT pour succéder à la force militaire de l'Union Européenne, l'EUFOR, dont le mandat s'achevait. Au 30 avril 2010 l'effectif de cette force était de 5045 dont 3 671 en uniforme. Suite à la demande du gouvernement tchadien du retrait de la MINURCAT au début de 2010, le Conseil de sécurité, par sa résolution 1923 du 25/05/2010, a révisé le mandat de la mission et l'a prorogé pour une période finale allant jusqu'au 31/12/2010.

⁴⁸⁹ Confère : Nations Unies Conseil de sécurité Résolution 1925 (2010) Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 6324e séance, le 28 mai 2010, S/RES/1925 (2010).

militaires. Et son mandat se limitait à la surveillance et à la vérification de l'application de l'Accord de Lusaka et à une contribution de l'acheminement de l'aide humanitaire si possible. C'est avec l'envoi des Forces Multinationales Intérimaires d'Urgence pour l'Ituri sous un mandat Chapitre VII (l'utilisation de la force pour maintenir de la paix) que l'on va voir les Casques bleus de la MONUC passer de 5537 personnels militaires, en 2000; à 8700, puis 11000, 17000 à la fin de 2004 en même temps qu'elle devient une «force de paix». La troisième séquence de la sixième trame est marqué au 1^{er} juillet 2010 par le passage de la MONUC à la MONUSCO, avec un effectif de 22 016 personnes soit: 19,815 personnels militaires, 760 observateurs militaires, 391 policiers et 1050 civils au coût de 1.4 milliards de dollars par an. La MONUSCO sera déployée provisoirement jusqu'au 30 juin 2011. Le dernier patron de la MONUC Alan Doss qui passe la main à l'Ambassadeur Roger Meece comme nouveau Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU présente d'ailleurs le mandat de la nouvelle organisation onusienne:

Il y aura deux piliers du mandat. D'abord un appui pour la protection des civils, (c'est la continuation) de notre mandat actuel, mais ça reste toujours un rôle très important. Bien sûr appuyez les efforts de sécurité nationale, les efforts de l'administration congolaise, nationale et provinciale. Et travailler aussi avec la société civile, ainsi de suite. Deuxième pilier- et ça c'est relativement nouveau- c'est de maintenant appuyer la consolidation de la paix passant par la stabilisation. (Radio Okapi 30 juin 2010).

L'évolution de la présence onusienne, c'est-à-dire le passage d'un mandat sous la MONUC à un nouveau sous la MONUSCO s'inscrit dans la stratégie des missions de paix multidimensionnelles que l'ONU cherche à instaurer comme réponse globale aux crises complexes. Les éléments de cette nouvelle architecture qualifiées aussi d'intégrées et qui concentrent une série de pouvoirs et d'actions comprennent: le Peacekeeping, le Peacemaking et le Peacebuilding. Comme la MONUC, la MONUSCO sera confrontée à des défis majeurs. Le premier consiste à trouver les voies et moyens pour mener jusqu'au bout les programmes de DDR et de 2D3R. Le deuxième est l'organisation des élections locales qui ne se sont jamais tenues. Pour Vircoulon la non tenue de ces élections montre que, «The government has already

breached the electoral and constitutional rules by failing to organize local elections in the last five years. In the DRC, national democracy is already elusive and local democracy does not really matter» (2011:204). En plus de la question des élections locales, il y a la question corollaire de la décentralisation et de la reconfiguration des provinces. Car selon le calendrier de la décentralisation et de la reconfiguration des provinces qui doivent passer de 11 à 26, ils trouvent leur fondement dans l'Article 2 et 176 de la constitution de la RDC de 2005. Si l'Article 176 demande au gouvernement central d'octroyer 40 pour cent des revenus générés aux provinces, l'Article 226 impose au gouvernement de mettre en vigueur la reconfiguration des provinces dans l'intervalle de 36 mois après l'installation du sénat, ce qui aurait dû être le 14 mai 2010. Ce qui contribue à entretenir une extrême tension non plus seulement dans la partie traditionnellement violente de l'est de la RDC, mais aussi dans les provinces riches comme celles du Bas-Congo, Équateur ou même du Katanga. D'où une certaine délocalisation régionale insidieuse et dangereuse, voire irréversible des contestations, contexte propice à la perpétuation des milices armées. Mvemba Phezo montre d'ailleurs, que le gouvernement a travaillé très fort pour faire dérailler:

The devolution of power and autonomy to the provinces [...] The people (as well as the assemblies and governments) of these two provinces have been the most vocal in demanding that the central government respect the constitution. The issue is potentially explosive, as people have been expecting the transfer of power and funds to the local level. Recently the tension has extended to the Ituri, Bas-Uele, Haut-Uele, and Tshopo districts, all of which are threatening to move forward independently with decentralization (2010:155).

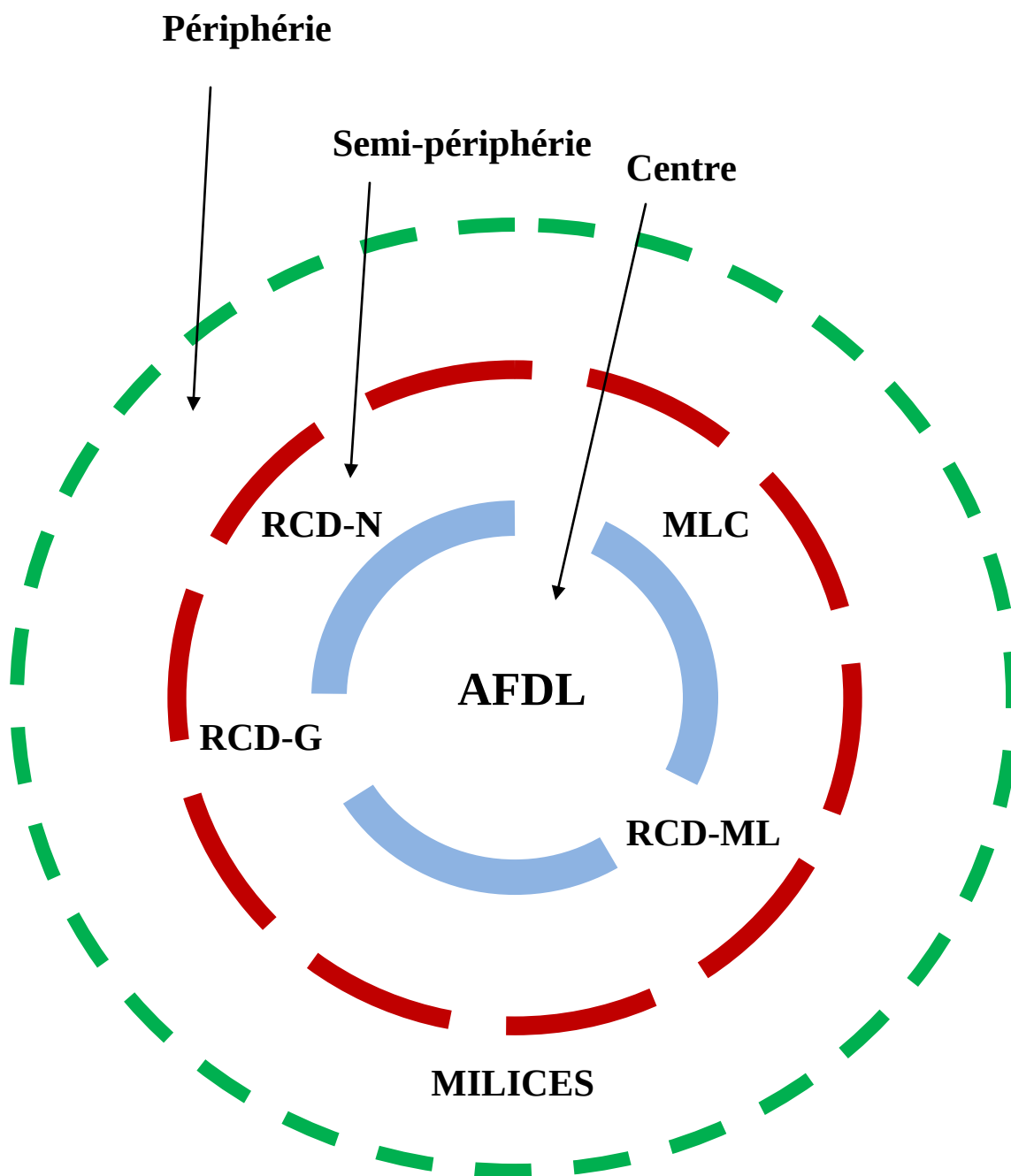
Par ailleurs, le fait que les milices armées évoluent à la périphérie tel que le montre le graphique 6, le processus de décentralisation aurait pu être un moyen indiqué pour les amener à s'inscrire dans le processus politico-civil en RDC, ceci en abandonnant les armes. Toutefois, pour d'autres observateurs mettre en pratique à la hâte un tel processus implique de revenir à l'idée des 21 provincettes de 1963 dont la conséquence serait de voir de nombreux chefs milices se comporter comme des «factional comradeships», qui reproduisent et perpétuent l'esprit milicien dans la vie

civile.⁴⁹⁰ Un autre élément qui alimente le ressentiment des milices armées et qui pourrait faire embraser la RDC est la question du changement constitutionnel portant sur l'abolition de la limitation du mandat présidentiel qui dans l'Article 220 de cette constitution, est irrévocable. Si la majorité des observateurs reconnaissent que la révision constitutionnelle en elle-même n'est pas proscrite, mais là où le bât blesse selon Mvemba Phezo est que le président Kabila dans son attitude du diktat «of power- hungry majority» pose.⁴⁹¹

The biggest threat to it yet-a brazen constitutional revision.[...]Kabila is consumed by his own quest for extended powers. [...] the type of review that Kabila seeks will jeopardize the stability of an already fragile and volatile process [...] Kabila's efforts to consolidate all powers in his hands, given ample reason to worry about a return to dictatorship. (2010:148-149).

⁴⁹⁰ Williame (1972:53).

⁴⁹¹ Le terme «power- hungry majority» est de Sadiki Koko (2011:141).



Graphique 6. La Circularité des groupes politico-militaires de 1997- 2010

Cette débridation des institutions rend difficile toute réappropriation de l'espace politique institutionnel déserté par les acteurs armés. Cette situation contribue de manière subreptice à entretenir la satellisation économiquement les provinces de la RDC. Une satellisation qui peut être aussi considérée comme l'autre versant de la nouvelle forme de partage de pouvoir, cette fois entre les États des Grands Lacs, mais au détriment de la RDC.

Satellisation économique de la RDC ou la nouvelle forme de partage de pouvoir

Dans cette partie, nous allons montrer que la satellisation économique de la RDC qui est une stratégie qui a contribué au maintien de certaines régions comme des ventres mous de la RDC, s'inscrivait bien dès le départ du mouvement d'invasion («libération») de la RDC. Le «power sharing», dans sa dimension de projet politique recouvrait la «sphère du politique» et la «sphère de l'économique». Le fiasco de l'aspect politique lié au mécanisme de power sharing qui était la face visible de ce projet, a remis aux devants la «sphère de l'économique» ou l'idée du partage économique. Cette idée a été reprise dans les discours sous le vocable de «partage des richesses» par des membres de la communauté internationale ainsi que les parties prenantes au conflit.

Kagame exprime d'ailleurs donne d'ailleurs les prémisses en ces termes:

Un véritable changement est en train de s'opérer dans notre région dans notre continent. Et ce changement si nous voulons qu'il soit véritablement significatif, ne peut pas juste arriver par accident. Il doit être réfléchi et mené à bien par des gens qui ont une véritable vision des bouleversements dont a besoin la région et le continent tout entier (El Tahri et Chapell 2000).⁴⁹²

Cet énoncé de Kagame clarifie en substance l'un des objectifs dévolus à l'AFDL à sa création.

En décidant de provoquer le changement le régime au Zaïre, le Rwanda et l'Ouganda

⁴⁹² Dans un discours public dans le camp de réfugiés de Cyangugu en septembre 1996, le Président Pasteur Bizimungu alors président du Rwanda déclare que le Zaïre doit prendre des réfugiés rwandais ou restituer avec eux le territoire gagné à la suite de la conférence de Berlin de 1885. Le 27/09/ 1996, il va devant les diplomates à Kigali réitérer la même demande. Le 10 et 28 octobre, dans deux discours, le Pasteur Bizimungu, carte à la main réclamera un Berlin II, arguant qu'une grande partie du Rwanda lui a été amputée au profit du Zaïre par les colonisateurs. (Voir: Hugon 2006:49; Musabyimana 2003: 63; Ngbanda Nzambo, 2004:52). Bien avant il y avait eu la lettre des représentants des «populations originaires du Rwanda» du 20 juin 1972 adressée au secrétaire général de l'ONU pour réclamer la nationalité zaïroise et l'autodétermination de la province du Kivu en tant qu'État autonome en leur faveur. Ngbanda Nzambo, 2004:285-287). Dans la même veine, le 15/12/ 2006 à Nairobi lors de la signature du Pacte de sécurité, de stabilité et de développement de la Conférence internationale des pays des Grands lacs, le chef de l'Etat ougandais, Yoweri Museveni, tout en rejetant en bloc les accusations portant sur l'agression de la RDC par son pays, Museveni avait déclaré que les Grands Lacs étaient une vieille réalité et que les concepts « anglophones et francophones » étaient une invention coloniale.

s'inscrivent dans un contexte qui dépasse largement le cadre d'une intervention tel que le définit Reagan (2002:9). En se donnant comme objectif la volonté de mener un vaste plan de chamboulement de la région des Grands Lacs, ces pays s'engagent dans une perspective de «State building» sans avoir les moyens.⁴⁹³

Ce plan, de remodelage des Grands Lacs, fait penser à celui du Moyen Orient qu'énonça en 2003 le président Georges Bush fils dans une autre guerre d'invasion, celle de l'Irak. Comme quoi il y a toujours de grands desseins derrière toute guerre d'invasion. L'AFDL participait sans le vouloir à un dessin plus large, qui dépassait largement les prétentions de ses membres. Nous ne voulons pas ici dire que ce groupe armé et certains de ces cadres étaient tous des sujets purement passifs, instrumentalisés, incapables d'articuler leur prise sur la quotidienneté, mais davantage dire que les cadres de l'AFDL ont tout simplement fait coïncider leurs intérêts avec une partie de ceux de leurs parrains. Donc pour l'AFDL, la prise de Kinshasa marquait l'atteinte de leur objectif ultime. Dès lors, l'AFDL ne se sentait plus concerné par d'autres pans du dessein des pays qui avaient bâti sa coalition. On retombe ici dans le débat agent/principal, dans lequel le principal détient soit les moyens militaires, logistiques et financiers ou la possibilité de déléguer une décision précise. L'agent est celui qui va utiliser ou exploiter les moyens militaires, logistiques et financiers ou prendre une décision très souvent dictée par le principal. L'AFDL qui est dans ce cas de figure l'agent a en voulant se mettre à la place du principal, s'est carrément substitué au principal. Mais comme les problèmes inhérents à la gestion de ce type attelage (Agent-principal) sont complexes, le refus de synchronisation de l'agent aux desiderata du principal a créé la rupture totale entre l'AFDL et ses anciens alliés.

⁴⁹³Toute fois il faut reconnaître que dans cette perspective de «State building» dans laquelle s'inscrivent, le Rwanda et l'Ouganda en RDC, ces pays voisins n'ont en tout point les moyens de leur politique.

Dès lors, l'évolution de la donne géopolitique sur le terrain et la conjonction des facteurs contingents, l'idée de la partition, balkanisation ou du «redessinage» de la RDC dont certains souhaitaient dans leur for intérieur, n'a pas pu être mené jusqu'au bout du fait qu'il reposait sur une sorte d'auto-prophétie qui devait s'auto-réaliser par un démembrement effectif.⁴⁹⁴ Trois facteurs expliquent l'échec du projet de démembrement de la RDC:-grande résistance des Maï-Maï et la conscience de l'unité de la RDC dans l'imaginaire des chefs miliciens «pro-gouvernement»- l'incapacité de l'Ouganda et du Rwanda de provoquer l'éclatement de la RDC- l'impossibilité pour l'UA et la communauté internationale d'accepter des faits accomplis.

La résistance des Maï-Maï et la conscience de l'unité de la RDC dans l'imaginaire de leur chefs ont fait que malgré l'exacerbation des diverses polarisations dans la société congolaise, il n'y a pas eu d'impact irréversible sur les frontières de la RDC.⁴⁹⁵ On n'a plutôt assisté à une sorte de reconstruction des frontières et de réappropriation des frontières (sans déplacement des bornes internationales) héritées de la colonisation. Ainsi, malgré les «monumental obstacles», les responsables des divers mouvements armés et milices armées «continue to believe in their Congolese identity and in the need to maintain the geographic area of the Congo as a unified political entity» (Trefon 2005: 127). La preuve est que les membres des communautés Alur,

⁴⁹⁴ Sur le plan contemporain, le discours de Balkanisation date de 1959, face à la victoire du Premier ministre Patrice Lumumba, les Etats-Unis vont envisager l'hypothèse de la Balkanisation du Congo-Zaïre que Charles Howard dénoncera en ces termes «Le but spécifique est d'empêcher pour toujours la création d'une Afrique puissante, riche. Il s'agit de retirer les richesses du Congo de la direction des mains noires, de maintenir le colonialisme en Afrique pour toujours et en tout cas pour aussi longtemps que possible. Le plan consiste dans la division du Congo en petits fragments, inefficaces, paupérisés en d'autres mots, dans sa balkanisation, on détruit toute indépendance effective» (1962: 136). Voir aussi Mosheje (1961: 42-54). Dans la même logique, le 19 décembre 1996 on peut lire dans l'International Herald Tribune le Congo était le résultat d'une union impossible, non naturelle ». Cette thèse loin d'être une hypothèse de journaliste est soutenue par rien de moins que par Walter Kansteiner qui en 1996 est attaché au Centre d'études sur les minerais stratégiques et qui de juin 2001 à 2003 était sous secrétaire américain aux affaires africaines. Il va d'ailleurs publier une réflexion sur les Grands Lacs dans laquelle il plaide pour la création de pays homogènes sur le plan ethnique, ce qui impliquerait nécessairement de redessiner les frontières internationales «A more radical approach would be to divide territory between the two primary ethnic groups. Creating homogeneous ethnic lands would probably necessitate redrawing international boundaries and would require massive 'voluntary' relocation efforts, shifting Tutsis to a newly created Tutsi state and likewise for Hutus» passage de W.Kansteiner tiré de la Revue Forum for international Policy du 15 octobre 1996, cité par la congresswoman Cynthia McKinney dans «Letter to Bush Regarding Kansteiner» du 28 mars, 2001. Kansteiner récidive le 23 août 1998 lorsqu'il affirme dans le Pittsburgh Post Gazette, «the breakup of the Congo is more likely now than it has been in 20 or 30 years».

⁴⁹⁵ Il y a de nombreux pays qui se réjouiraient de cette situation et annexeraient de facto ces nouvelles entités qui deviendraient leur satellites, du fait de la proximité géographique et culturelle. Certains auteurs comme Herbst et Mills (2009) ont même déclaré que «There Is No Congo». Sur la thèse qui parle de redessiner la carte de l'Afrique et du Congo-RDC «apparemment trop vaste » en l'ouvrant à l'économie libérale de façon que leurs intérêts vitaux soient garantis des pays occidentaux dont les États-Unis confère: (Cros et Misser, 2006), Metz (1996).

Babembé, Banyarwanda, Hema/gegere, Hunde, Lendu, Lugbara, Nande, ou Ngiti, Nyanga, qui se sont enrôlés dans les différents milices armées, même s'ils placent la dimension identitaire au centre de leur préoccupation, sont toutefois restées fidèles à l'idée d'un pays. C'est aussi ce que constate Mwemba Phezo «The Congolese, despite their diversity, possess a strong sense of national unity that has held the country together through the wars and rebellions that threatened to divide it» (2010:152).

L'on peut comprendre pourquoi malgré le fait que les armées étrangères aient occupé des pans entiers des territoires de la RDC en complicité avec les divers mouvements rebelles et les milices armées, que ces acteurs armés n'aient jamais franchi le Rubicon qui aurait consisté à mettre de l'avant les arguments indépendantistes, sécessionnistes ou autonomistes. Ceci dans un contexte où les mouvements rebelles peuvent faire «the strategic choice to become secessionist when they are at peak strength and subsequently revert to autonomy seeking when in decline»(Forrest 2004: 7), comme ce fut le cas de certains mouvements armés dans les Balkans, en Éthiopie ou au Soudan qui dans la mouvance de leurs rébellions ont entraînés leur pays respectifs vers l'indépendance ou une large autonomie .⁴⁹⁶ Ceci aurait pu se réaliser d'autant plus que dans le cas de la RDC, certains diplomates et certains pays impliqués militairement aux côtés des différents groupes armés nourrissaient l'idée selon laquelle les populations congolaises finiraient par envisager l'idée d'une partition. Le précédent de Dayton ne s'est donc pas auto-réalisé dans le cas congolais. Car aucun leader n'a été capable de prendre la responsabilité d'avancer l'idée d'indépendance et même d'autonomie. Même s'ils l'avaient ouvertement avancés, ils ne le peuvent pas d'autant plus qu'ils n'ont aucune légitimité auprès des populations.

⁴⁹⁶ Dans le cas de la Somalie, cela a été effectif avec la création de deux entités indépendantes (Le Somaliland qui a fait sécession depuis 1991 et le Puntland State of Somalia, qui s'est détaché de la Somalie en 1998). Mais ces entités n'ont jamais été reconnues par la communauté internationale à l'instar des micros -États des Caucases et ancienne union soviétique (Abkhazie, Daghestan, Ingouchie, Ossétie du Nord, Ossétie du Sud, Transnistrie). En Éthiopie, la rébellion des Tigres érythréens a finalement pu contraindre l'Éthiopie armée à la main à accepter la création du nouvel État de l'Érythrée. Au Soudan, le Sud Soudan a pu finalement accéder à l'indépendance en juillet 2011.

Les deux autres facteurs sont l'incapacité de l'Ouganda et du Rwanda à provoquer l'éclatement de la RDC du fait du manque de profondeur et des potentialités et capacités (technologique, financière) et surtout l'impossibilité pour l'UA et la communauté internationale d'accepter des faits accomplis qui sanctionnaient la création de facto des territoires souverains inspirés par les États voisins. Une telle éventualité aurait des conséquences désastreuses sur les conflits en cours ou à venir en Afrique. Car même si l'impuissance de la MONUC a donné l'impression que la communauté internationale avait finalement opté pour l'option de Herbst (2004): celle qui pose l'irréversibilité de la RDC comme un État unitaire. Ceci donnerait ainsi la possibilité de modifier les frontières de la RDC, et d'envisager la création de nouveaux États dans les espaces contrôlés par les trois importantes rébellions nationales. Il faut noter que même si ces groupes armés majeurs qui contrôlaient plus de la moitié du territoire congolais l'avaient revendiqué, cela laisse penser qu'avec les nombreuses milices armées actuellement, que cette éventualité de création de nouvelles entités étatiques n'aurait contribué qu'à reproduire les rivalités déjà existantes en RDC. Il y a même un danger qu'une fois que certains de ces États aient été reconnus qu'il y ait une «explosion of new groups or regions demanding their own state, leading to 'anarchy and disorder on a planetary scale» (Stein Sundstøl 2009: 654).

Face à l'échec du mouvement de «libération» ou de l'invasion de la RDC qui s'inscrivait dans une véritable perspective de bouleversement politique; le «power sharing» qui va s'y substituer, va prendre des formes beaucoup plus économiques, symbolisées par la satellisation économique des provinces de la RDC. Cette satellisation économique est l'expression de la perte des pans de ses territoires économiques au profit des pays voisins est la parfaite traduction des rapports contradictoires et complexes entre la «sphère du politique» et la «sphère de l'économique». En superposant aux réalités locales et à l'évolution de la conflictualité, cette

satellisation va faire des milices armées le nœud de la satellisation des provinces de la RDC. Un autre point noeudale de cette satellisation sont les pressions sur Kinshasa afin qu'elle se soumette à l'instauration des zones d'économie mixtes ainsi que la relance et le renforcement de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), et de la Conférence internationale de la région des Grands Lacs(CIRGL).

Cette stratégie renforce l'idée du partage de la richesse de la RDC en échange de la paix. Certaines de ces idées ont été amplifiées par les propos des chercheurs tels Herbst et Mills, ou encore les politiques tels que Herman Cohen, les présidents français Sarkozy et ougandais Museveni. Le plan de paix français pour le Kivu présente de troublantes similitudes avec celui de Herman Cohen qui n'est pas loin de celle que les États- Unis se font des Grands Lacs. D'ailleurs son article «Can Africa Trade Its Way to Peace? », Cohen avance de nombreux éléments dans ce sens.⁴⁹⁷ En filigrane de la proposition de Cohen, on peut y cerner clairement l'idée de conférer de facto une réalité juridique à la nouvelle donne géopolitique des Grands Lacs où l'on assiste au glissement des axes géopolitiques de l'Afrique vers l'Est et le Sud anglophones, au profit du monde culturel tourné vers l'Océan indien et l'Asie et au détriment de l'Ouest de la RDC en somme, des pays de la Zone Cemac francophone (Cameroun, Gabon, Congo-Brazzaville, RCA) et de l'Afrique de l'Ouest, majoritairement francophone. Sarkozy emboîte le pas à la proposition Cohen. Pour lui, l'option militaire n'apportera aucune solution aux problèmes de fond des Grands Lacs:

Cela met en cause la place, la question de l'avenir du Rwanda [...] Il faudra un [...] un dialogue structurel : comment, dans cette région du monde, on partage l'espace, on partage les richesses et on accepte de comprendre que la géographie a ses lois, que les pays changent rarement d'adresse (2009).

⁴⁹⁷ Pour Cohen, «The Tutsi-led Rwandan government has been in effective control of Congo's eastern provinces [...] During these 12 years of Rwandan control, the mineral-rich provinces have been economically integrated into Rwanda. [...] Having controlled the Kivu provinces for 12 years, Rwanda will not relinquish access to resources that constitute a significant percentage of its gross national product. [...] This economic conflict must be taken into account [...] The normal flow of trade from eastern Congo is to Indian Ocean ports rather than the Atlantic Ocean, which is more than a thousand miles away. [...]After his inauguration, Barack Obama should appoint a special negotiator who would propose a framework for an economic common market encompassing Congo, Rwanda, Burundi, Kenya, Tanzania and Uganda. This agreement would allow the free movement of people and trade. It would give Rwandan businesses continued access to Congolese minerals and forests» (2008).

Pour de nombreux observateurs congolais, le «Plan Sarkozy» exprime tout haut ce que les parrains des guerres contre la RDC expriment par la violence armée.⁴⁹⁸ Par ailleurs, les termes (restructuration, partage, organisation équitable) contenus dans le discours de Sarkozy sont tout en étant polémologènes, et traduisent la poursuite de l'imposition des normes démocratiques et de la libéralisation des marchés. La poursuite de ces normes n'est pas en soi un problème, mais plutôt les moyens utilisés qui suscitent des appréhensions, surtout dans un contexte où l'État congolais affecté par la guerre est encore très fragile. Pour Cochrane, «This transition, often forced at an unreasonable pace within societies still dealing with the trauma of war, is likely to exacerbate rather than end conflict in the region» (2008: 7-18), surtout que les milices armées et les groupes armés étrangers sont toujours présents sur le territoire de la RDC.⁴⁹⁹

L'on peut noter ici que la France n'a saisi que le plan de Herman Cohen-loin d'être une solution de sortie de crise politique pour le Kivu- se présente subtilement comme le moyen de préserver les seuls intérêts de certains groupes économiques dans l'unique but de réaffirmer une présence sur les marchés où la Chine et les autres pays émergents tentent de s'imposer.⁵⁰⁰ Aux vus de ces deux plans, on note que celui de Cohen évoque le rattachement économique du Kivu au Rwanda et à d'autres pays anglophones, alors que le «Plan Sarkozy» suggère la «restructuration» de la région des Grands Lacs. Quant à Jeffrey Herbst et Greg Mills, ils affirment que la communauté internationale doit reconnaître que les missions de maintien de la paix ont été un échec. «The DRC does not exist. All of the peacekeeping missions, special envoys, interagency processes, and diplomatic initiatives that are predicated on the Congo myth»

⁴⁹⁸ En outre ce «Plan Sarkozy» viserait davantage à aider à normaliser les relations tumultueuses jamais aplanies entre la France et le Rwanda depuis le génocide rwandais de 1994.

⁴⁹⁹ Lire aussi Davi Keen (2005) dans sa critique sur les institutions internationales financiers dans leur rôle dans les pays post-conflit ou Roger Mac Ginty (2006:174-191) dans sa critique de l'«hegemonic dominance of democratic peace theory», lire aussi Paris (2004).

⁵⁰⁰ L'enjeu chinois est devenu un aspect important dans la crise congolaise, surtout après la signature en novembre 2007, d'importants contrats miniers et de coopération entre la Chine et la RDC. Juste après cette signature, on a noté une reprise de la guerre du Kivu par le CNDP. Et parmi les exigences de Nkundabatwaré figurait celle de voir les contrats chinois être remis en question. Cette revendication du CNDP relaie la crainte autant des institutions de Bretton Woods que celle de certains pays occidentaux (la communauté internationale) et du Rwanda.

(Herbst et Mills 2009: 1). Les affirmations de ces deux chercheurs ne sont pas loin de ceux de Mukhopadhyay qui a analysé le cas Afghan, moins riche en ressources naturelles:

The experience of Afghanistan and many other states as well as the limited resources available for international state-building efforts suggest that for many historically weak states, a hybrid model of governance that draws on a mix of formal institutions and informal power may be the only viable one [...] Given Afghanistan's history of weak central power and its limited resources, the form of governance represented by warlord-governors may be the best compromise at present in Afghanistan. (2009:1-2)

Herbst et Mills s'inscrivent tous deux dans la satellisation économique de la RDC qui prône insidieusement l'idée selon laquelle la RDC est trop vaste pour rester unie et gouvernable. Cela impliquerait que la communauté internationale devrait reconnaître la défrontiérisation surtout économique de la RDC. Même s'il faut reconnaître qu'une nouvelle réflexion sur la notion frontière s'impose autant en RDC que dans toute l'Afrique, il faut tout de même admettre que les différents auteurs (Cohen, Sarkozy) transposent sur la RDC l'idée de défrontiérisation qui pour eux représentent la nouvelle panacée qui pourrait à elle seule, résoudre les problèmes inhérents aux retards de développement. Ils se font ainsi les chantres de tout le courant néolibéral qui pose la défrontarisation comme agent facilitateur capable de mener au rattrapage qui mènera vers la mondialisation. Toutefois, Wackerman met en garde contre le «mythe de la défrontiérisation égalitaire». Car pour ce dernier on doit parler de la relativité de la défrontiérisation économique, mieux, l'équilibre entre niveaux de développement n'existe guère. «Nulle part cependant, la défrontiérisation n'est encore achevée» (Wackerman 2005 : 176).

En somme pour ces Herbst et Mills, il serait vain de continuer à dépenser des milliards pour la réunification de la RDC dans un contexte où la notion même d'un État congolais est devenue obsolète.⁵⁰¹ Les arguments de Herbst et Mills sont amplifiés par le président ougandais Yoweri Museveni qui propose à son tour un «schéma » à la soudanaise à la RDC. Kampala serait

⁵⁰¹ Toujours selon Herbst et Mills, « Economically, the various outlying parts of Congo are better integrated with their neighbours than with the rest of the country. [...] With more in common with its southern Anglophone neighbors than with Kinshasa, no wonder one Zambian minister privately refers to Katanga as "Zambia's 10th province." Congo's neighbors have learned to ignore its sovereignty» (2009: 2).

ainsi prête à appuyer une fédération des provinces congolaises du Kivu et Orientale, voire leur indépendance.⁵⁰² On peut noter ici que non seulement les propositions de Museveni sont faites au moment où ses troupes de l'UPDF sont en RDC pour traquer la LRA, mais coïncide aussi avec ceux de Herman Cohen et de Sarkozy.⁵⁰³ Leurs diverses propositions se recoupent toutes autour de la projection du «redessinage» de la géographie politique des Grands Lacs qui repose sur la satellisation économique de la RDC au profit de celles des pays voisins particulièrement, l'Ouganda, le Rwanda et le Kenya. Toutes ces propositions ont lieu en même temps que se préparait le projet référendaire sur l'indépendance du Sud Soudan.

En somme, cette satellisation économique des provinces de la RDC qui est un corollaire de la mondialisation économique est autant construite qu'imposée.⁵⁰⁴ Cette nouvelle forme de partage de pouvoir qui pèse comme une hypothèque sera d'autant plus difficile à réaliser qu'elle constitue un élément qui fragilisera la reconstruction économique et politique de la RD Congo. Dans ce contexte, certaines milices armées sont prêtes à se battre longtemps. Même si cette satellisation économique des provinces de la RDC leurs profite, elle sert aussi en même temps de justification à vouloir demeurer la «guérilla du peuple». Car pour un des dirigeants Mai-Mai du Nord Kivu que nous avons interviewé, «L'ennemi ne dort jamais. Nous devons rester en éveil. Nous devons rester en arme toujours prêt à la résistance».⁵⁰⁵

⁵⁰² Ces propositions sont relayées par son chef des Affaires politiques, Moses Byaruhanga et le porte-parole de l'armée ougandaise, le major Félix Kulayigye, qui a évoqué le précédent Sud Soudan, dans l'attente d'un référendum sur son autodétermination. Ces éléments sont contenus dans le Southern African Monthly Regional Bulletin, Vol.18, January 2009 et repris aussi par Marie-France Cros de Libre Belgique (4 février 2009).

⁵⁰³ Dans la presse congolaise surtout kinoise, on qualifie la proposition de Museveni de « plan anglo-saxon ». Pour cette presse dont l'analyse est partagée par de nombreux observateurs la participation militaire de l'Ouganda a un double objectif : « s'assurer du contrôle des richesses congolaises, notamment le pétrole de l'Ituri ou du Lac Albert. Ensuite, affaiblir économiquement et politiquement la RDC » (Le Potentiel 05/02/2009).

⁵⁰⁴ Cette situation a été exacerbée par le fait qu'avec la mondialisation des marchés, les compagnies traditionnellement établies, poussées par la recherche de nouveaux débouchés exercent une vive pression sur de nouvelles communautés tout en tissant des liens avec des groupes mafieux. (Switzer, 2002).

⁵⁰⁵ Entrevue réalisée en décembre 2009 à Goma par «Lukuana».

Conclusion

Au début de ce chapitre 6, nous avançons l'argument selon lequel, d'un côté le grand déploiement de la MONUC censé garantir l'application de l'institutionnalisation des mécanismes de partage de pouvoir surtout dans sa forme pratique (résolution de conflit) à travers les processus de DDR, de DDRRR (2D3R) et d'élections, a plutôt un nouvel effet de remobilisation des milices armées. De l'autre côté deux autres logiques se superposaient, celle des milices armées qui utilisaient le power sharing davantage comme une tactique de contournement des «experts internationaux de la paix». Et enfin celle plus insidieuse qui met en avant et de manière feutrée le plan politique. Dans ce chapitre, l'on peut observer une énorme implication de la MONUC dans les stratégies de sorties de crises politiques autant que militaires. Si sur le plan politique ces stratégies qui se sont finalisées par les conférences comme la Tripartite Plus ou bien les accords de paix comme l'Accord «Amani Leo» ou celui de l'Hôtel Ihussi (Goma), sur le plan militaire on a noté des opérations conjointes entre la MONUC, les FARDC et les armées de pays voisins.

Les différents accords s'inspiraient davantage des principes de l'AGI dont est issu le «1+4» qui en tant que mécanisme a davantage agi comme un incitatif sur certaines milices qui n'ont jamais eu droit à un accès à quelques parcelles de pouvoir. D'ailleurs la ligne de démarcation entre stratégie et tactique utilisé par les milices armées pour contourner les «experts internationaux de la paix» garants des différents accords de paix ne sont pas tenues. Lorsque l'enjeu est l'avenir même de ces milices armées, parfois l'intention dilatoire passe de la tactique à la stratégie. Certains préalables, jouant même le rôle de condition suspensive au respect de l'accord de paix. En outre, le fait que les différents acteurs armés prennent l'AGI comme référence, fait dire que le «power-sharing» est devenu simplement «trap: efforts to include and

accommodate everybody in itself generated increasing factionalism and-intentionally or unintentionally-left some complaining that they had been excluded» (Spears 2000: 110).

Outre, le fait de s'être fortement impliquée dans les nombreuses stratégies de sortie de crises politiques, la MONUC a aussi suscité des rapprochements entre des armées des pays des Grands Lacs qui s'étaient déjà fait la guerre. On a aussi pu assister à une combinaison de l'intervention active de l'UE en tandem avec la MONUC devenue plus robuste. Toutefois, sa nouvelle robustesse n'a pas été proportionnelle à ses succès. Ce qui fait que les politiques de sorties de crises autant politiques que militaires n'ont pas empêché le renforcement des positions des milices armées sur le terrain, d'où la traduction de l'échec du «liberal peace building agenda».⁵⁰⁶ Contrairement au président Dos Santos d'Angola qui a intervenu en RDC pour démembrer le mouvement rebelle de l'UNITA en la contraignant à rentrer dans l'ordre civil en Angola, le président Kagame n'a jamais pu ou voulu, même en occupant l'est de la RDC pendant plus de 10 années, réduire à néant les troupes des FDLR. C'est aussi le cas de Museveni qui même s'il a pu détruire le WNBLF, n'a pas réduit totalement au silence ni le NALU/ADF encore moins la LRA qui sont toujours très actifs. Le Burundi quant à lui après avoir longtemps privilégié l'option militaire, s'est rendu à l'évidence de l'impossibilité de vaincre sur le terrain de la confrontation armée. Les cas du Rwanda et de l'Ouganda permettent de montrer que la possibilité du tout militaire n'est pas en tout temps la meilleure. D'ailleurs Kagame et Museveni après longtemps utilisés le terme «forces négatives», se sont réappropriés de manière rhétorique le discours ambiant du «war on terror» et tentent par tous les moyens aujourd'hui d'utiliser le terme «unlawful combatants» pour disqualifier les rébellions originaires de leurs pays qui se sont

⁵⁰⁶ A la date du 30 juillet 2009, nous avons pu répertorier 30 milices actives dans l'est de la RDC. Voir Annexe 3.

sanctuarisées en RDC.⁵⁰⁷ Ce qui montre bien selon Sadiki Koko (2011), Autessere (2005, 2010) ou Stein Sundstøl (2009) que la communauté internationale et surtout la MONUC n'ont pas pu adapter leurs politiques aux autres contraintes et spécificités locales du conflit en RDC. Ce qui n'a fait qu'occasionner la fragmégration et à la perpétuation des milices armées. Cette inadaptation des politiques a contribué non seulement à la survie des FDLR rwandais dans le Nord et Sud Kivu, du LRA et du NALU/ADF ougandais dans la province Orientale; ainsi que d'autres milices congolaises dans les Kivus. Ce contexte de tension permanente à l'est s'est étendu dans d'autres parties de la RDC (l'émergence d'embryon de milices armées) principalement dans les provinces du Bas-Congo, l'Équateur ou même le Katanga qui sont des provinces riches en ressource; et qui avaient été relativement épargnées ces dernières années.

⁵⁰⁷ Après avoir présenté le LRA comme un groupe mystico-religieux, Museveni a convaincu la communauté internationale et les Etats-Unis que la LRA était un mouvement terroriste. Il en est de même de Kagame des FDLR taxé de «génocidaires» et «forces négatives». La LRA comme le FDLR figurent aujourd'hui donc comme tel sur la liste des organisations terroristes du Département d'État des Etats Unis et de l'ONU (Le Congo 25 juin 2011, Murego 2011, Le Potentiel 13 Février 2009).

CHAPITRE 7: CONCLUSION: AU DELA DES REBELLIONS DE LA RDC

Arrivée à la fin de cette thèse, il est important de revenir sur notre question centrale qui portait sur l'analyser les logiques d'émergence, les dynamiques de fragmégration et les mécanismes qui concourent à la perpétuation des mouvements politico-militaires. Cette présente politologie des rébellions portait sur le cas des mouvements politico-militaires en RDC. Notre recherche visait à établir la corrélation que les phénomènes d'émergence, la fragmégration et la perpétuation des groupes politico-militaires avaient avec les phénomènes de militarisation, de changement de régime par la force armée et du partage de pouvoir. Nous sommes arrivés à l'hypothèse centrale selon laquelle le mécanisme d'émergence, le processus de «fragmégration» et la dynamique de perpétuation des mouvements politico - militaires en RDC ont été causés par les phénomènes de militarisation des forces sociales congolaises doublé de l'impossibilité du mouvement régional initié par le tandem rwando-ougandais à remporter une victoire clausewitzienne ainsi que l'institutionnalisation du partage de pouvoir complexe par la communauté internationale.

Retour sur l'hypothèse

Avant de pouvoir formaliser notre hypothèse, nous avons relevé le fait que les discours des experts et les praticiens de l'humanitaire ainsi que ceux des chercheurs en sciences sociales sont restés dominés par trois arguments majeurs (ou variables argumentaires) lorsqu'il s'est agi d'étudier les groupes armés en RDC. Le premier élément souvent avancé, est la déroute de l'État. Le deuxième est la politisation de l'ethnie. Et le troisième argument porte sur les aspects économiques, notamment l'existence de ressources naturelles. Nous avons par la suite passé au crible ces trois arguments tout en montrant leur incapacité à expliquer les phénomènes

d'émergence, de fragmégration et de perpétuation des mouvements politico-militaires. Nous avons montré que ces trois arguments traditionnellement avancés, n'étaient autres que des éléments accélérant (catalyseur) ou amplificateur, qui à tort, ont été considérés comme les principaux éléments déclencheurs. Nous avons ainsi levé cette confusion conceptuelle entre ces deux principes : accélérant versus déclencheurs qui induisaient les chercheurs à mettre en exergue les trois variables accélérant comme étant les causes explicatives des phénomènes d'émergence, de fragmégration et de perpétuation au lieu des variables déclencheurs.

En plus de lever cet équivoque, nous avons suggéré trois pistes de réflexion à la base de notre hypothèse comme étant des éléments déclencheurs susceptible de mieux nous permettre d'analyser les phénomènes d'émergence, de fragmégration et de perpétuation des groupes politico-militaires. Premièrement, nous avons démontré qu'aux racines de l'émergence des groupes rebelles, il y'avait en premier lieu la militarisation des segments de la société congolaise. Nous avons analysé l'interaction entre les forces sociales internes congolaises et les forces étrangères. Nous avons montré comment ces forces sociales internes congolaises ont été captées et dévoyées par les forces étrangères (le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi, l'Angola soutenus par les États-Unis) pour procéder au changement du régime et de l'ordre régional. L'élément déclencheur qui est la militarisation n'a entraîné qu'un seul phénomène dans la rébellion de la première phase. C'est celle de l'émergence de l'AFDL.

Deuxièmement, l'échec du mouvement régional de «libération» du Congo (deuxième guerre du Congo). Ce fiasco du mouvement régional de «libération» de la RDC a ainsi entraîné l'émergence des groupes armés nationaux en plus de contribuer leur fragmégration.

Troisièmement, nous avons montré que le troisième élément déclencheur était lié au deuxième élément de notre hypothèse. Ce troisième élément déclencheur est ancré dans le

«complex power-sharing» à travers le «1+4» qui est une solution inventée par la communauté internationale pour mettre fin à cette «multinational war». Toutefois, l'anticipation de la possibilité de profiter des retombées de ce « complex power-sharing» et par la suite d'autres accords de paix, a occasionné l'émergence, la fragmentation et la perdurance des groupes armés, plus particulièrement les milices armées. Nous avons montré tout le long de cette thèse que les trois éléments (déclencheur) non seulement se superposent, mais parfois sont enchevêtrés aux trois variables argumentaires (accélérateur) qui comme des lames de fond travaillent de part en part toute la société congolaise. Toutefois, les passerelles existantes entre éléments déclencheur et accélérateur permettent de mieux analyser les différentes phases de rébellions.

Militarisation

Dans notre recherche la militarisation est un élément central ayant permis l'émergence de l'AFDL. Dans le cas de la RDC nous avons montré que la militarisation des segments des forces sociales congolaises est une résultante d'une situation où on est passé de la militarisation du pouvoir à la militarisation de la politique. La militarisation du pouvoir au Zaïre qui est consécutive à la prise de pouvoir par les armes par le maréchal Mobutu, va être accompagnée par la suite par une militarisation disproportionnée du Zaïre. Par ailleurs, ce pays servira de véritable plaque tournante pour le transfert des armes de toutes natures aux mouvements rebelles et États d'idéologie capitalistes opposés au pays de la ligne de front d'idéologie socialiste et marxiste. Alors que les pays frontaliers du Zaïre sont traversés par des guerres, il va éclater deux guerres au Shaba/Katanga en 1977 et 1978 au Zaïre. Ce qui va entraîner une militarisation des provinces frontalières et des régions frontalières des pays voisins en guerre.

Par ailleurs, les guerres du Shaba vont pousser le président Mobutu à passer de la militarisation du pouvoir à la militarisation de la politique. Cette militarisation de la politique se

fait suite au délitement de l'État et de ses appareils sécuritaires. Ce qui va accroître l'insécurité générale qui a rendu possible la militarisation de la jeunesse de plus en plus importante en milieu rural. Cela a rendu possible une culture de milicianisation susceptible de perpétuer la militarisation de l'espace public, notamment celui des réseaux sociaux et économiques informels. Cette militarisation de l'espace public zaïrois s'accompagne des pogroms comme ceux de nombreux Baluba d'origine kasaïenne au Katanga en 1993. A cette militarisation générale des relations intercommunautaires au Zaïre va se greffer la transition démocratique qui va d'ailleurs l'occultier. C'est pourquoi le discours sur la démocratisation mis davantage de l'avant par la communauté internationale va prendre le dessus. En remettant la problématique de militarisation au centre de cette thèse, nous voulions remettre au grand jour un phénomène polémologique important mais insuffisamment analysé et de surcroît, attirer l'attention sur ses effets dévastateurs sur un pays comme la RDC et d'autres pays africains qui ont grandement besoin de démilitariser le pouvoir ainsi que la politique.

La problématique de la militarisation occultée par le discours sur la démocratisation

La problématique de militarisation a été éludée, occultée par le discours de la communauté internationale axé sur la démocratisation. Une communauté internationale (pays occidentaux et organisations onusiennes) dont les membres les plus importants ne sont pas exempts de tout soupçon dans la transformation des Grands Lacs et principalement de la RDC en plaque tournante pour les armes. Dans cette optique, la réflexion sur la corrélation directe entre le processus démocratique dans un contexte militarisé et les conflits armés n'a pas suffisamment été prise en considération.

Le souci premier de la communauté internationale dans la gestion des conflits est alors demeuré de deux ordres: apport de l'aide aux victimes (d'où l'accent mis sur le discours sur

l'intervention humanitaire) et la sécurisation (éviter que le conflit ne cause une menace à la sécurité internationale). En se faisant, cette communauté internationale oublie que la résolution de conflits ne passe pas simplement par un appui aux victimes, mais par une recherche des solutions aux problèmes qui sont à la base de l'émergence des groupes armés.⁵⁰⁸ Et dans le cas de la RDC toute la problématique de la militarisation de la région des Grands Lacs a été éludée. Ce déplacement des priorités en Afrique vers la gestion des conflits au détriment de la prévention des conflits traduit une résurgence des réflexes de l'ère de la guerre froide.⁵⁰⁹ Ces considérations ont souvent reflété la notion de stabilité politique et d'homme forêt qui a été constamment invoquée dans les années 1990 par «les experts internationaux de la paix» pour servir certains intérêts et maintenir certains régimes.

Dès lors, la stabilité politique qui est très souvent synonyme de la militarisation du pouvoir ou de la militarisation de la politique, est plus importante pour ces acteurs internationaux que la forme de régime des pays dont ils prétendent venir en aide.⁵¹⁰ Néanmoins, on peut constater que dans beaucoup de cas en Afrique, «The road to state power in electoral autocracies is usually closed to non-violent political actors» (Tull et Mehler 2005:391). La preuve est que tous ceux qui sont arrivés au pouvoir par les armes ont tous été légitimés par les élections très souvent contestées, instituant ainsi une sorte de «Warlord's Peace» comme le montre les

⁵⁰⁸ Rita Abrahamsen (2005) comme Cooper (2001) montrent très bien les avatars de l'agenda de la sécurisation sur l'Afrique. Pour Cooper, cet agenda est d'autant plus lié à celui de l'humanitaire que «When NGOs moved in to assist people fleeing from Rwanda to the camps in eastern Zaïre in 1994, most of them insisted that their mission was simply to provide food and medical care to people defined as «refugees», not to deal with politics (the presence of armed militias in the camps) or justice (that those militias were responsible for genocide). The effect of this framing of the problem was not neutral: it helped to turn the camps into centers in which many «refugees» were coerced into playing the politics of the militia leaders and to staging raids and murders – and the conflict over the camps in turn had enormous consequences throughout Central Africa, going way beyond anything the NGOs has been willing to talk about» (2001: 45).

⁵⁰⁹ Boutros- Boutros Ghali (secrétaire général 1991-1996) avait pourtant initié la doctrine de la diplomatie préventive (1992), son successeur Kofi Annan appelait les pays à passer d'une culture de la réaction à une culture de la prévention (2001).

⁵¹⁰ Même si le président Obama semble reconnaître dans son discours de Accra que «L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais de fortes institutions» (Barack Obama, juillet 2009).

exemples de la RDC/Kabila; RCA/Bozizé; Burundi/Nkuruziza; Libéria/Charles Taylor; Rwanda/Kagame; Congo/Sassou; Ouganda/Museveni; Tchad/Idriss Deby.⁵¹¹

Mais dans l'ensemble, dans le rapport entre le processus démocratique et les conflits armés, force est de reconnaître que les pays occidentaux dans leur majorité n'ont vraiment pas de projet politique consensuel et viable, susceptible de permettre à de nombreux pays de sortir des situations de conflictualité ou à d'autres qui n'y sont pas encore d'y sombrer à leur tour. D'ailleurs, on a constaté un certain attentisme de la part de ces pays lorsqu'ils ont laissé faire et parfois encouragé certains pays envahir d'autres, ceci en dehors de tout respect des règles du droit international. Cet attentisme est le reflet de l'ambiguïté de l'engagement des pays occidentaux en matière démocratique en Afrique et principalement en RDC. Cette ambiguïté qui résulte d'une absence de stratégies politiques n'a fait que consolider la militarisation de la politique au cours des deux dernières décennies en Afrique. Dans ce contexte, les forces politiques non violentes en RDC sont restées sans réel soutien, ceci contrairement à ceux de l'Europe de l'Est.⁵¹² Cet état de fait est aussi le reflet de la contradiction interne dans la théorie de la paix libérale, plus précisément entre l'appropriation nationale et l'autodétermination d'une part et de l'universalisme libéral de l'autre. Cette tendance des pays occidentaux a fragilisé les forces politiques non violentes. Ce qui n'a laissé à ces acteurs que le choix des moyens non conventionnels pour faire entendre leurs revendications. D'ailleurs, pour Olsen parlant de l'UE, «Most of the time, the European Union's policy toward sub-Saharan Africa can be described as the result of "bureaucratic policies"...The policy shift from democracy promotion to conflict prevention in Africa is far from a high priority within overall EU international priorities» (Olsen

⁵¹¹ La notion de «Warlord's Peace» est de Adekeye Adebajo (2002:599).

⁵¹² A l'origine, la plupart des gouvernements occidentaux ont soutenu les réformes démocratiques et encouragé l'adoption des réformes politiques libérales draconiennes comme instruments de changement sur le continent africain. Cependant, comme Clapham et Wiseman (1995: 228) l'avaient prédit, la forte pression exercée par les pays occidentaux en faveur de la démocratisation s'est avérée n'être qu'éphémère. Ces auteurs révèlent ici les pressions à géométrie variable des pays occidentaux sur les pays africains.

2000: 324). Finalement, la posture de ces pays donateurs «is one of seeking to be engaged at low cost» (Herbst et Mills, 2003: 40).

En résumé, en mettant l'accent sur le discours sur la démocratisation, les «experts internationaux de la paix» et les nombreux politologues et autres chercheurs en sciences sociales ont éludé toute la problématique de la militarisation qui est pourtant primordiale pour bien saisir l'émergence des groupes armés en Afrique et principalement en RDC.

Les limites du changement de régime par la force armée

L'«African solutions to African problems» qui s'est muée en renversement du régime du président Mobutu par la coalition d'États soutenant l'AFDL fut la première politique de sortie de crise congolaise. Cette sortie de crise militaire (SCM) initiée par le Rwanda- Ouganda et Burundi va être rééditée sans succès contre le président LD Kabila. Cette incapacité de remporter une victoire «clauswitzienne» susceptible de changer complètement la géopolitique régionale, nous amène à affirmer que «African solutions to African problems» comme nouveau cadre opératoire des relations internationales africaines a mené à la «first African world war».

Dans le cas de la RDC, «African solutions to African problems» a mis en exergue les politiques de sortie de crise militaires. Ceci participait à réunir des moyens de construction d'un nouveau contexte géopolitique régional dans lequel les membres du bloc des «nouveaux leaders africains de la renaissance»⁵¹³ devaient avoir préséance, mais aussi de résoudre les problèmes internes en Angola, Burundi, Ouganda et Rwanda. Ceci nous amène à affirmer que lorsqu'un changement de régime est imposé par des acteurs armés externes, la propension de voir se multiplier les crises politiques et militaires graves sont importantes. D'ailleurs à notre connaissance, il n'existe, ni dans le droit international, ni dans les conventions africaines, aucune

⁵¹³ On appelle les «nouveaux leaders africains de la renaissance» les présidents Museveni d'Ouganda, Isaias Afewerki d'Éthiopie, Meles Zenawi d'Érythrée et Paul Kagame du Rwanda soutenus par les États-Unis.

clause prévoyant le recours à une force extérieure pour fonder la démocratie comme ce fut le leitmotiv du soutien des Etats-Unis aux forces rwando-ougandaises et l'AFDL qui devaient restaurer le long processus démocratique à la dérive sous le régime Mobutu. Néanmoins, pour palier au fiasco du changement de régime par les armes en RDC, il a été institué après le déclenchement de la deuxième guerre du Congo, une autre variante de la voie de sortie de crise: la variante politique.

Les limites du «power sharing» en RDC ou le syndrome du verre à moitié vide

La sortie de crise politique en RDC a consisté à la signature de nombreux accords de paix comme l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka, ou le plus important l'AGI de Sun City qui a mené à la matérialisation du «1+4». Ces deux accords majeurs seront suivis par d'autres: l'Accord «Amani Leo» et l'Accord de paix de l'Hôtel Ihussi. Le dénominateur commun de ces accords est qu'ils obéissent tous à des degrés divers au principe de partage de pouvoir entre les belligérants. Dans cette recherche, nous avons tenu à montrer que le « power sharing», cette autre déliaison de ce nouveau cadre opératoire qui est le «African solutions to African problems», s'est mis en place dans un contexte de crise politico-militaire. Ce «power sharing» reposait sur une double articulation : sur le plan politique (projet politique qui vise une partition non déclarée de la RDC) et sur le plan pratique (résolution de conflit). Sur ce dernier aspect, cette conception présente l'idée problématique que des changements organisationnels, de nature technique, amèneront par eux-mêmes une amélioration de «l'efficacité»: désintéresser les groupes armés à la guerre par la redistribution des postes. Selon cette conception, il y aurait ici une correspondance entre le «power sharing» et le rétablissement de la paix. Sur le plan politique, bien qu'il soit moins élaboré que celui pratique, la prise en compte des éléments de la «sphère du politique» et la

«sphère de l'économique» faisait courir le risque à la RDC de rentrer dans le schéma des accords de Dayton qui ont consacré la partition de la Bosnie-Herzégovine.

En outre, il nous a été donné de souligner le caractère complexe de ce mécanisme de partage de pouvoir (*complex power-sharing*). Car à son origine le « power sharing » était utilisé dans un cadre institutionnel exempt de conflit armé, en plus celui expérimenté en RDC intégrait des phénomènes tout aussi complexes comme ceux du DDR et de 2D3R, et les élections multiples surtout dans un contexte post-conflit. Cette situation a fait dire aux Congolais que le pouvoir à cinq têtes, ou le «1+4» né du «power sharing» était égal à zéro. D'où le $1+4=0$. Cette formule traduit de la part de l'opinion publique congolaise un double rejet ou dénonciation. D'une part un rejet de la communauté internationale qui est qualifiée d'arbitraire et soupçonnée de collusion avec les acteurs armés et d'autre part du rejet des acteurs de la «Composantes» dénoncé de n'avoir pas pu susciter des initiatives novatrices. Cette institutionnalisation du partage de pouvoir a à son corps défendant, créé une sorte de seuil de «predictability for politically ambitious entrepreneurs. Falling short of outright military victory, insurgents can reasonably expect to receive parcels of state power in return for 'peace'» (Tull et Mehler 2005: 394). Cet état de fait a ainsi favorisé les structures d'opportunité profitables aux entrepreneurs de la violence. D'autant plus que le simple fait d'établir un gouvernement d'unité nationale ne fait pas automatiquement disparaître les causes profondes des conflits. Dans le cas de la RDC:

The outcome of power-sharing in the DRC was that the different factions simply divided the state and its resources between them, thus reproducing the patrimonial system, which caused the state's weakness in the first place. This means that the price one may have to pay for peace, at least in the short to medium term, could be the reproduction of state weakness (Stein Sundstøl 2009: 662).

Ce qui revient à dire que dans le cas d'interventions explicitement destinées à trouver une véritable option de sortie de crise et à reconstruire un État, restaurer la paix et la sécurité avec ses voisins, les stratégies initiées doivent tenir compte des logiques internes anciennes en place. Car

si d'aventure cette intervention est destinée à créer un équilibre politique national et régional défavorable à d'autres acteurs qui ne soutiennent pas ceux qui interviennent, cette intervention ne va que prolonger la présente crise qui par la suite va se muer sous d'autres formes incontrôlables, rendant toute résolution complexe.

Notre recherche attire ainsi l'attention sur le fait que les diverses politiques de sortie de crises utilisées depuis le début des années 1990 et spécifiquement en Afrique, ont été davantage imposées comme une approche de l'endiguement des conflits internes par le «power sharing» et comme une technique de résolution du conflit par la communauté internationale, n'exige pas non seulement la reconnaissance externe des insurgés, mais participe surtout à donner un «premium on violence». Un premium que nous considérons comme une «solution bancaire», un arrangement à l'africaine qui a rarement servi les populations.

Ce qui laisse croire que la communauté internationale a du mal à prendre au sérieux les peuples et les leaders de certains pays africains. Car lorsque les populations descendent dans les rues de Kiev à Tbilissi, et même de Bichkek, la communauté internationale s'empresse d'exiger la transparence des élections et non le partage de pouvoir. Mais lorsque des millions de personnes manifestent à Nairobi, Nouakchott, Harare, Conakry pour réclamer un processus électoral transparent et un respect des urnes, on leur propose au mieux comme solution le partage de pouvoir, comme quoi l'Afrique peut s'accoutume de « bonnes dictatures» ou des «dictatures douces et apaisées».⁵¹⁴

Par ailleurs, l'institutionnalisation du partage de pouvoir pose aussi la question de la mise sous tutelle des pays en conflit. Cette mise en tutelle est exercée par la communauté internationale qui en tant que tierce partie s'institue comme instance de surveillance dont les

⁵¹⁴ Dans les manifestations du printemps arabe les membres de la communauté n'ont pas demandé de partage de pouvoir ni avec Kadhafi président de la Libye, encore moins avec Ben Ali président de la Tunisie ou encore Mubarak président d'Egypte.

prérogatives sont exercées à travers des comités de surveillances ou des groupes de contact. Ainsi, dans le consensus sanctionné par la légalité internationale se reflètent également des formes d'instrumentalisation des dispositifs internationaux; et derrière la légalité internationale s'inscrivent les mêmes principes interventionnistes. Car l'acceptation de ce mécanisme implique de facto et de jure l'acceptation du droit de regard des tierces parties sur les institutions (gouvernement d'unité nationale, gouvernement de large consensus, gouvernement de transition) qui matérialisent ce «power-sharing».

On peut aussi observer à travers le règlement du conflit en RDC une parfaite illustration de la projection interventionniste à travers les différents mandats de l'ONU qui ont évolué, passant du mandat de la BONUC, à celui de la MONUSCO en passant par la MONUC. Par ailleurs, nous devons souligner que dans la situation où un pays membre du Conseil de sécurité est directement ou indirectement impliqué dans un conflit, le risque encouru est de voir le conflit s'éterniser, et son processus de résolution être long et laborieux. Surtout dans le cas contextuel où le protégé de ce pays membre du Conseil de sécurité n'a pas pu remporter une victoire clausewitzienne, comme cela est le cas de la RDC où les États-Unis ayant soutenu le Rwanda et l'Ouganda, et ne se sont jamais empressés de condamner leur invasion de ce pays. Ceci d'autant plus que dès 1996, le Rwanda et l'Ouganda ont été confortés dans la position, selon laquelle il existait une unanimité de l'opinion tant congolaise qu'internationale sur la nécessité du renversement du régime Mobutu. Dès lors, le soutien des États-Unis à leur endroit dans le contexte d'écroulement de l'Union soviétique et du discrédit/perte d'influence de la France dans les Grands Lacs, leur ont permis de rallier les forces autour de l'AFDL. Aucune nation ne pouvait alors s'opposer face à l'«hyperpuissance» ou le «the Lonely Superpower».⁵¹⁵ Cette

⁵¹⁵ L'expression l'«hyperpuissance» est un terme généralement utilisé par Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères ; et le «the Lonely Superpower» est de Huntington (1999: 36).

attitude va se refléter lors du DIC à Sun City où les puissances du Conseil de sécurité sont présentes. Alors que cet accord incarnait un espoir pour la RDC, il est devenu selon de nombreux observateurs, un «unfamiliar ground and under tremendous international pressure to hammer out a deal that the participants signed the Sun City Accords on 19 April 2002» (Mvemba Phezo 2010:147).⁵¹⁶

Au delà des rébellions de la RDC: l'Afrique malade du «power sharing»

Comme dans le cas de la RDC, ceux des autres pays qui ont expérimenté ou connu des situations de crises internes dues à la militarisation de la politique se révèlent sous deux cas de figure, le premier est le renversement réussi d'un gouvernement démocratique ou non-démocratique par les armes (par coup d'État ou rébellion armée). Ce renversement va par la suite occasionner l'émergence puis la fragmentation des rébellions à la périphérie du pouvoir centrale. Le second est une tentative non réussie de renversement par les armes d'un gouvernement démocratique ou non démocratique (par coup d'état ou rébellion armée) qui va lui aussi être à la base de l'émergence et de la fragmégration des groupes armés. Dans les deux cas de figure, on a recours au partage de pouvoir comme moyen de résolutions du conflit.

Dans le premier cas de figure nous avons les pays tels le Burundi, la République centrafricaine (RCA), le Liberia, le Congo. Nous analyserons sommairement quelques cas en commençant par le Liberia. Quelques mois après les débuts de la rébellion du Independent National Patriotic Front of Liberia (INPFL) menée par Charles Ghankay Taylor en décembre 1989, l'organisation de l'ECOMOG (ses troupes sont aussi présentes à Monrovia) ainsi que les États-Unis vont exercer une forte pression sur le président Samuel Doe afin qu'il s'entende et

⁵¹⁶ L'imposition d'un accord montre bien ce que pensaient déjà Roy et Cleaver pour qui, «until the political decisions on organisation are taken, Africa will remain more dependent on others than it needs to be, and the notion of Africans keeping or enforcing the peace on their own continent will remain merely a notion» (1997: 18).

partage le pouvoir avec les rébellions du NPFL de Charles Taylor, du Independent National Patriotic Front of Liberia (INPFL) de Prince Johnson, formation dissidente du NPFL.⁵¹⁷

D'autres groupes armés qui anticipaient leur participation à un futur gouvernement d'union nationale après le renversement de Doe, vont émerger. Il s'agit du United Liberation Movement of Liberia for Democracy (ULIMO), et le National Patriotic Front of Liberia-Central Revolutionary Council (NPFL-CRC) une autre branche dissidente du NPFL. La prise du pouvoir par Charles Taylor du NPFL, après la capture de Doe suite et son exécution par les forces de l'INPFL ne va pas mettre fin aux activités des autres groupes armés. Pendant plusieurs années, les partisans de Samuel Doe assassiné, c'est-à-dire le Armed Forces of Liberia (AFL), ceux du INPFL, de l'ULIMO, ou même de ceux du NPFL-CRC transformés dès 1999 en deux nouveaux groupes rebelles, le Liberians United for Reconciliation and Democracy (LURD) dirigé par Sékou Conneh et le Movement for Democracy in Liberia (MODEL) vont s'opposer à Taylor jusqu'à son exil au Nigeria en novembre 2003.⁵¹⁸

Quant à la RCA, elle va entre 1996-1997 connaître trois mutineries au sein de son armée.⁵¹⁹ Cette stratégie du «rents of violence syndrome» va se poursuivre jusqu'au renversement du président élu démocratiquement Ange Patassé en 2003 par une rébellion dirigée par le général François Bozizé après deux tentatives.⁵²⁰ Ce dernier bénéficiait d'un support tacite externe surtout de la France et d'un soutien militaire direct et actif de l'armée tchadienne. Le chef de guerre Bozizé s'est par la suite plié au rituel de la formation d'un gouvernement d'unité et de l'organisation des élections dont il est sorti vainqueur. Les élections n'ont pas mis fin aux

⁵¹⁷ C'est au retour de la négociation pour la formation d'un futur gouvernement d'union nationale effectué au quartier général des troupes l'ECOMOG (La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest: cette force militaire multilatérale a été mis en place par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou ECOWAS en anglais) à Monrovia, que Samuel Doé sera kidnappé par les hommes de Prince Yeomi Johnston du Independent National Patriotic Front of Liberia (INPFL).

⁵¹⁸ Le MODEL est composé principalement des membres de l'ancien AFL resté fidèle à Samuel Doe ainsi que des membres de sa communauté.

⁵¹⁹ Une fois de plus, la stratégie de la formation d'un gouvernement d'union nationale incluant les divers camps politiques et les rebellions va faire baisser la tension.

⁵²⁰ Ce qui est que plus inquiétant est que les forces françaises qui possèdent deux bases dans la région et dont certains conseillers étaient détachés comme aux côtés des forces de paix de la CEMAC à Bangui vont fermer les yeux devant l'avancée des rebelles soutenus par l'armée tchadienne.

activités des groupes armés en RCA, tels: l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR), l'Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD), le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC), le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ) et la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP). D'ailleurs même l'accord global de paix de juin 2008 à Libreville ou même le «Dialogue politique inclusif» de décembre 2008 à Bangui n'ont pas beaucoup changé la situation.⁵²¹ Aujourd'hui, les rébellions du FDPC, MLCJ, et du CPJP continuent de multiplier les attaques dans le pays afin de déstabiliser l'actuel président.

Un autre cas emblématique à souligner est celui du Burundi où après l'assassinat du président démocratiquement élu Melchior Ndadaye, premier Hutu à obtenir le statut de chef d'État au Burundi par un groupe d'officiers de l'armée en majorité de communauté tutsi. Une longue guerre civile va commencer en octobre 1993. Une guerre dans laquelle prendront part les rébellions du FDD et FNL qui dans l'évolution du conflit armé vont aussi se scinder en plusieurs groupes armés. Malgré les nombreux accords de paix dont celui d'Arusha du 28 août 2000 sous la médiation du Président sud-africain Nelson Mandela, un gouvernement de Transition va être installé en novembre 2004. Cette sortie de crise politique va favoriser l'organisation des élections législatives, le 4 juillet 2005, les élections locales de juin 2005, et élections indirectes pour 34 sièges sénatoriaux du 29 juillet 2005 et l'élection de Pierre Nkurunziza du CNDD-FDD comme nouveau président mettant ainsi fin officiellement à la période de transition au Burundi. Toutefois, de nombreux combats vont continuer jusqu'au retour au Burundi du chef du Palipehutu-FNL Agathon Rwasa, en 30 mai 2009 et la transformation de tous les groupes

⁵²¹ Après la prise de pouvoir par Bozizé on a assisté à l'émergence de l'UFDR de Damane Zakaria, et de l'APRD de J.J Demafouth qui sont les rébellions les plus importantes. Mais aussi le FDPC, dirigée par Abdoulaye Miskine, et le MLCJ du capitaine Abakar Sabone. Ces deux dernières ont repris les armes après le « Dialogue politique inclusif » de décembre 2008 à Bangui. Il en est aussi de la CPJP de Charles Massi.

rebelles en parti politique.⁵²² Même si le Burundi est rentré dans la période post-conflit, la situation politico-sécuritaire reste fragile.

Dans le deuxième cas de figure, nous avons les pays comme la Côte d'Ivoire, le Soudan, le Tchad ou la Sierra Leone qui vont expérimenter à des degrés divers l'exigence de la nouvelle norme internationale du partage du pouvoir entre le gouvernement en place et les forces rebelles. Dans le cas de la Sierra Léone, on a pu observer que dès l'apparition du RUF en 1991, la communauté internationale, menée surtout par les États-Unis et la Grande-Bretagne, vont faire une pression continue sur le président Ahmad Tejan Kabbah afin qu'il négocie avec ces rebelles malgré leurs actes de cruauté. Les négociations se soldent par les Accords de paix de Lomé signés le 7 juillet 1999 qui vont consacrer l'intégration des rebelles du RUF dans un gouvernement d'unité nationale.⁵²³ Ces accords de paix vont intégrer un mécanisme de partage du pouvoir sierra léonais. Mais l'intégration du RUF dans un gouvernement ne va constituer la solution, car malgré ce partage de pouvoir, ce mouvement va continuer le combat jusqu' à l'intervention de l'ÉCOMOG, et celle décisive des troupes britanniques. Comme quoi, le «power sharing may indeed stimulate rather than abate violence» (Lemarchand 2006: 4). La Côte d'Ivoire a aussi connu une tentative de renversement de son gouvernement le 19 septembre 2002,⁵²⁴ suivie par l'émergence et la fragmentation des groupes armés et aussi, le désormais sacro-saint rituel du partage de pouvoir.

Ce «power sharing» à l'ivoirienne s'est concrétisé par la création d'un gouvernement de réconciliation nationale après les Accords Kléber dits Accords de Linas Marcoussis (15 au 23 janvier 2003), les Accords de Accra I (le 29 septembre 2002) II (6 et 7 mars 2003) et III (Juillet

⁵²² Voir (Assemblée nationale du Burundi) http://www.ipu.org/parline-f/reports/1049_E.htm et HRW (09/ 2003).

⁵²³ Le Président Ahmad Tejan Kabbah a signé avec le RUF de Foday Sankoh. Pour la formation d'un gouvernement de transition et d'unité nationale. Cet Accord de Lomé faisait suite aux Accords de Abidjan de novembre 1996 qui avait été remis par un coup d'État de Johnny Paul Kourouma un allié du RUF. Au sujet du processus de paix en Sierra Leone lire, Reno (2001).

⁵²⁴ Au sujet du putsch du 24/12/ 1999 du général R.Guëi qui devait renverser le gouvernement de Konan Bédié. Lire Contamin et Losch (2000).

29 2004 au 30 juillet) et finalement ceux de Ouagadougou signé le 4 mars 2007 instituent le partage du pouvoir entre le président ivoirien Laurent Gbagbo, et le chef des Forces Nouvelles de la Côte d'Ivoire (FNCI), Guillaume Soro qui devient le premier ministre.⁵²⁵ L'Accord de Ouagadougou montre bien que le chef rebelle Soro a finalement pu obtenir ce qu'un parti politique de grande envergure nationale non armé en l'occurrence le Rassemblement des Républicains (RDR) de Alassane Ouattara n'avait pas pu avoir par le jeu politique. Ce scénario avait déjà eu cours au Congo-Zaïre où l'opposant historique de Mobutu, Étienne Tshisekedi et son UPDS furent coiffés au poteau par la rébellion de l'AFDL.

Comme dans de nombreux cas, on a pu constater que l'intervention militaire de la France en Côte d'Ivoire en 2002, était caractérisée par la même ambiguïté que celle en RCA et du Tchad. Bien que les militaires français empêchent les troupes rebelles de s'emparer du pouvoir, Paris refusa d'aider les troupes loyalistes, se contentant de s'interposer en plus d'exiger le partage du pouvoir. Au Tchad, elle a empêché aux rebelles de l'Union des forces de la résistance (UFR) de reverser le président Deby alors qu'en RCA, elle a fait preuve de complicité en soutenant la rébellion de Bozizé contre le président Patassé. Cette pratique indifférenciée de la France participe d'une stratégie de soutien direct ou indirect aux groupes armés. Les pays africains ont aussi reproduit ces modes parfois en complicité des pays occidentaux, ceci dans le cadre d'appui ou de droit de poursuite-répression et élimination. On a ici le cas de Côte d'Ivoire et la Guinée Conakry au Liberia, le Burkina Faso et le Liberia en Côte d'Ivoire, le Tchad et le groupe armé du MLC en RCA, le Tchad dans le Darfour au Soudan, le Soudan au Tchad, l'Ouganda dans le Sud du Soudan ou encore l'Angola au Congo-Brazzaville et en RDC ainsi que la Libye dans plusieurs théâtres de conflit en Afrique.

⁵²⁵ Les FNCI sont une coalition de groupes armés: le Mouvement Populaire ivoirien du Grand Ouest (MPIGO), le Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) et le Mouvement pour la Justice et la Paix (MJP).

En somme, la volonté de traiter ce mécanisme en termes de processus de gestion essentiellement technique apparaît comme une tentative de « dépolitisation » qui revient à nier la légitimité de tout un ensemble d'objectifs politiques non-dévoilés au cœur de ce mécanisme. Ce qui contribue à la construction et la reproduction des bases du pouvoir ou de l'ordre politique des groupes armés non-étatiques imposés (avalisés) soit par la communauté internationale ou les Etats soutenant ces acteurs armés.

La nature atypique ou a-civiles du conflit en RDC

Bien que nous ayons tout au cours de cette présente thèse tracer des comparaisons, des parallèles ou des similarités entre le conflit en RDC et les conflits en Afrique comme ceux de la Côte d'Ivoire, du Soudan de la Sierra Leone, du Liberia et d'autres dans le monde comme ceux de Colombie, d'Afghanistan ou d'Irak, on peut souligner de nombreux points qui font de ce conflit et de ces acteurs armés, un conflit atypique, qui n'est pas conforme à d'autres types de référence. Ceci d'autant plus qu'il est au confluent de trois types de conflictualité (guerre interétatique, guerre infra-étatique et guerre irrégulière) qui s'entrecroisent pour ne plus former qu'un. L'aspect atypique ou distinct du conflit en RDC s'articule autour de quatre points.

Le premier est le nombre exponentiel et la diversité des groupes armés en RDC. Nous avons recensé environ 70 différents groupes armés entre 1996 à 2010. A l'apogée de la guerre dans ce pays (2002-2009), environ 41 mouvements rebelles et milices armées, dont 32 mouvements rebelles et milices nationales et 9 groupes armés étrangers étaient en activité. Contrairement aux autres pays où les groupes armés existaient, c'est en RDC que l'on a noté une hyper profusion de groupes armés.

L'autre aspect porte sur la diversité des groupes armés. Contrairement à d'autres pays où les groupes armés étaient des acteurs majeurs, en RDC, plusieurs types de groupes armés se

côtoyaient. Le premier type est constitué des groupes armés des pays voisins tels l'Angola, le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda sanctuarisés sur le territoire congolais. Le second type comprend les groupes armés congolais tels le RCD-G, le MCL, le RCD-KML soutenus par les armées des pays voisins. Le troisième type est constitué de milices armées. Ces milices sont en outre multiformes et de tailles diverses. Certaines sont soutenues par les pays voisins et d'autres sont liées au pouvoir central de Kinshasa. Ce qui dans l'ensemble a fait de la RDC la capitale des groupes armés.

Le deuxième point porte sur la nature des relations avec les acteurs externes. Bien que l'implication des puissances extérieures aux côtés des groupes armés dans d'autres conflits dans le monde à l'instar de ceux du Soudan, du Tchad, de la Côte d'Ivoire des conflits du fleuve du Mano⁵²⁶ ou bien même ceux d'Afghanistan ou d'Irak ne soient pas une nouveauté, le cas congolais a tout une autre ampleur. Plus que d'autres conflits, cette ampleur se situe au niveau de plusieurs dimensions. Il y a les dimensions économiques et politiques des discours sécuritaires qui sont étroitement liées à l'aspect militaire. Dans d'autres conflits de même type et dans d'autres régions du monde, on n'a pas encore assisté des dimensions portées en même temps par de nombreux pays voisins. Dans le cas de la RDC, on est en présence des pays tels: l'Angola, le Burundi, l'Ouganda, le Rwanda, Soudan qui font prévaloir de telles exigences. Par ailleurs, bien que certains conflits dans le monde s'apparentent à celui de la RDC comme étant un conflit régional, la nette différence avec le conflit de la RDC est que sa dimension régionale en plus d'être complexe avec l'implication de nombreux voisins (Angola, Burundi, Ouganda, Rwanda), est devenu un conflit africain. Pour la première fois on a vu le conflit de la RDC devenir un conflit continental avec l'intervention militaire directe et indirecte de près d'une quinzaine de

⁵²⁶ Les conflits du fleuve du Mano fait référence aux guerres au Liberia, Sierra Léone.

pays. Cette guerre a été qualifiée par Susan Rice comme étant un «first African world war» ou «multinational war».

Le troisième point qui montre l'aspect atypique de la guerre en RDC est le phénomène de la sous-traitance introduit par les puissances externes ainsi que de la sous-traitance de l'intervention humanitaire de l'UE pour le compte de la MONUC. Dans le cas de la sous-traitance par les puissances externes, elle s'est faite sur deux paliers. Dans un premier temps, les groupes armés congolais ont d'abord servi de sous-traitants des puissances étrangères et dans un deuxième temps, les groupes armés ont par la suite sous-traité leurs actions aux milices armées. On est ici dans un contexte de double sous-traitance. Quant à la sous-traitance de l'intervention humanitaire de l'UE en RDC sous le compte de la MONUC, l'UE inaugure dans ce pays sa première opération militaire (EUFOR) menée hors d'Europe et sans recours aux moyens de l'OTAN.⁵²⁷

Le quatrième point est le nombre de morts dans ce conflit. Contrairement à d'autres conflits dans le monde où les groupes armés sont les acteurs principaux, le conflit congolais a enregistré le nombre le plus élevé de morts depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale: «So far the brutal war here in eastern Congo has not only lasted longer than the Holocaust but also appears to have claimed more lives. A peer- reviewed study put the Congo war's death toll at 5.4 million as of April 2007 and rising at 45,000 a month. That would leave the total today, after a dozen years, at 6.9 million» (Kristof 2010). Ce taux de létalité s'est accompagné de nombreux cas de violences sexuelles à l'égard des femmes. Des violences qui dépassaient tout

⁵²⁷ Depuis lors, l'UE a renouvelé une pareille opération militaire au Tchad au compte de la MINURCAT.

entendement. Ce qui a fait de la RDC non seulement «the rape capital of the world»⁵²⁸, mais aussi «the world capital of killing».⁵²⁹

Implication théoriques pour les études des guerres a-civiles ou atypiques

Au début de notre thèse, l'une des apories à lever était celle de savoir comment on choisit le cadre admissible pour théoriser la politologie de la rébellion. Nous avons tout d'abord inscrit notre recherche dans une perspective de décloisonnement disciplinaire. Ce qui imposait de faire recours à une approche combinatoire à la frontière de l'approche polémologique, mobilisant à la fois des courants critiques au sein des relations internationales (le constructivisme critique, la géopolitique) qui permet de faire recours à l'espace qui a été longtemps un impensé de l'action collective protestatrice, ainsi que la sociologie des relations internationales plus particulièrement la sociologie politique des mouvements sociaux. Une raison à cela est cette lourde tendance qui tend toujours à privilégier les structures étatiques dans les analyses en relations internationales accorde très peu d'attention sur d'autres types d'acteurs alors que dans le contexte africain, les groupes armés constituent des unités d'analyse prépondérantes. En ignorant ces importants objets et en se concentrant exclusivement sur l'État, les théories des relations internationales dans sa forme traditionnelle, n'a pas été à mesure d'expliquer «the behavior of African actors on the world stage [...] a return to the nation and other sub-state actors as central units of analysis may provide us with the hitherto missing tools for adequately explaining and predicting the behavior of African States» (Malaquias 2001: 12-27). Une raison à cela est cette lourde tendance qui tend toujours à privilégier les structures étatiques dans les analyses en relations internationales accorde très peu d'attention sur d'autres types d'acteurs alors que dans le contexte africain, les

⁵²⁸ Terme prononcé par Margot Wallström représentante spéciale sur la violence sexuelle dans les conflits de l'ONU, à son retour de la RDC le 27 avril 2010. <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=34502> (consulté le 30 avril 2010)

⁵²⁹ Nicholas D. Kristof, «The World Capital of Killing» *The New York Times*, <http://www.nytimes.com/2010/02/07/opinion/07kristof.html> (consulté le 20 février 2010)

groupes armés constituent des unités d'analyse prépondérantes. En ignorant ces importants objets et en se concentrant exclusivement sur l'État, les théories des relations internationales dans sa forme traditionnelle, n'a pas été à mesure d'expliquer «the behavior of African actors on the world stage [...] a return to the nation and other sub-state actors as central units of analysis may provide us with the hitherto missing tools for adequately explaining and predicting the behavior of African States» (Malaquias 2001: 12-27).

Nous avons ainsi veillé dans notre analyse à combler les insuffisances de la littérature existante sur les thématiques qui ont trait aux acteurs politico-militaires. Ceci d'autant plus que de l'ensemble de la littérature théorique qui porte sur la politologie des rébellions deux courants s'affrontent. Pour les uns, on peut étudier les mouvements politico-militaires comme des mouvements sociaux qui utilisent la violence et pour les autres on peut les étudier sous le prisme étatique. Ces deux visions sont en quelque sorte le reflet de cette dichotomie entre interne/externe, national/international qui a été le sacro-saint principe du système westphalien. Ces deux courants sont aussi schématiques de la bataille sémantique ayant donné naissance à deux visions qui se sont opposées sur la crise congolaise. Il s'agit des «spécialistes» (France, Belgique, Espagne) pour qui l'agression du Zaïre était l'œuvre des rébellions étrangères sous le couvert des États voisins et celle des «globalistes» (Rwanda, États-Unis, Royaume-Uni) qui considéraient plutôt la crise congolaise comme une crise interne.⁵³⁰

Nous avons inscrit la politologie des rébellions en RDC au point d'enchevêtrement de ces deux démarches de façon à de sortir de la polarisation de ces deux perspectives. Ce qui permet de saisir les logiques souterraines et les effets visibles dont sont constitutifs les phénomènes

⁵³⁰ Pour les «globalistes», le conflit en RDC était un conflit interne et qu'il fallait laisser les Congolais le régler. Ils vont forcer l'ONU à adopter cette thèse en faisant valoir les dispositions de l'article 2, paragraphe 7 de la Charte des Nations Unies : « Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État ». Pour les «spécialistes», cela voudrait dire une intervention d'une force internationale pour soutenir le régime en place ou de s'interposer. Au sujet de cette confrontation «globalistes» versus «spécialistes», lire Dupont (1996:206).

d'émergence, de fragmégration et perpétuation dans les trois phases de rebellions. En outre, bien que ces deux approches utilisent des échelles d'analyses différentes, toutes deux considèrent les mouvements politico-militaires comme des faits en soi, c'est-à-dire des faits donnés d'avance. Ce faisant, ces approches se concentrent plutôt sur la structure des conditions qui sont à la base de leur existence.

Si cette approche est sans doute utile pour mieux saisir les débuts de l'émergence des groupes armés, nous avons fait usage d'une perspective davantage basée sur une «grammaire locale», c'est-à-dire une micropolitique, le champ où se déploie les micro-dispositifs et micro-procédures des forces en présence serait mieux indiquée.⁵³¹ Car ces procédures ont été à même de révéler comment les groupes armés s'organisent, se fragmentent, se recomposent et se pérennisent dans le temps. Ainsi, ce corpus mis ensemble a contribué à donner un sens aux éléments d'analyses construits à partir des diverses données empiriques récoltées sur le terrain ou par le canal des sources secondaires. Par ailleurs, il est à souligner que nous avons utilisé certains éléments de littérature d'autres champs d'études qui ne font pas expressément mention des acteurs armés dans leurs argumentations. Toutefois, la profondeur de leurs réflexions nous ont offert des éléments analytiques nouveaux pour aborder et prolonger sous des angles différents et innovateurs notre regard sur les groupes armés de la RDC.

Le pari d'allier ces divers champs d'études dans cette thèse est un choix méthodologique innovateur qui a permis de remédier aux limites méthodologiques de chacune d'elles, tout en permettant de mieux analyser la gouvernance par les groupes politico-militaires.

En outre, les notions d'émergence, de fragmégration et de perduration au centre de cette recherche renvoient aussi à des modèles pertinents qui touchent directement à la sociologie politique de l'action protestataire dont l'extension récente de ces instruments à des contextes

⁵³¹ Le terme «grammaire locale» est de Cartier- Brisson (2003: 265).

non-démocratiques comme celui de la RDC permet de réintroduire un discours sur les frontières entre dissimulation et mobilisation collective, entre les résistances à l'autorité étatique, et l'action politique armée. Dès lors, travailler sur ces notions nécessite une souplesse analytique et une attention fine aux pratiques sociales des différents acteurs armés. En résumé, ces notions ne se posent donc pas par rapport à elles-mêmes, mais en rapport avec les conditions initiales et du point de vue des pratiques et de la dynamique interne au conflit en RDC

Par ailleurs, nous nous sommes situés aux frontières du micro et de la macro politique, du point de vue de la distribution des acteurs et celui de la distribution du méta-pouvoir, pensé l'analyse de ces acteurs à travers un double tritype. Ce double tritype est constitué de trois phases des rébellions et trois catégories de groupes armés adossés sur un cadre analytique (grille d'analyse) qui s'inscrit dans une approche de «multi-layered framework», sorte de concept d'enchevêtrement qui repose sur quatre piliers. Dans le premier pilier porte qui portait sur les *origines sociales et mode de recrutement ainsi que la dynamique interne dans la phase des rébellions*, si on a pu noter une certaine constance dans le mode d'organisation des différents groupes armés et une dynamique internes dans les trois phases de rébellion, il faut tout de même noter qu'il existe une disparité entre les divers groupes. Une disparité sur le plan des moyens et l'incapacité d'une articulation conséquente en matière de prise de décision et de contrôle exercé par la hiérarchie sur les membres.

Le deuxième pilier a trait aux *sources de financement et d'autofinancement : prédation et criminalisation*. A la lumière de cette thèse, nous avons constaté que tous les groupes armés à des degrés divers recouraient aux marchés de la violence pour se bâtir un capital social et politico-économique, ce qui leur permettait d'influencer les processus locaux. Cette réalité qui a

eu une prégnance dans les trois phases de rébellions en RDC est tout aussi significative dans d'autres terrains de conflit en Afrique.

Le troisième pilier est fondé sur les *formes d'administration des territoires conquis par les rebelles, ainsi que les répertoires symboliques*. Quant au quatrième pilier, il a trait à la *transformation au sein de chaque phase de rébellions*. On peut mieux le troisième et le quatrième pilier à l'aide de la représentation de ce graphique 6. L'on observe que le centre est occupé par un groupe armé robuste, la semi-périphérie par des groupes armés robustes de type subrégional et la périphérie par les milices armées. Dans leur stratégie de maillage du territoire, le groupe armé robuste (AFDL) qui est parti de la périphérie en utilisant des méthodes asymétriques va très vite passer au mode conventionnel de lutte afin de capturer la capitale. Ceux restés dans la semi-périphérie (RCD-G, MLC, RCD-KML, RCD- N) qui sont aussi partis de la périphérie vont tenter de se frayer une place au centre en alternant les stratégies et tactiques conventionnelles à celles asymétriques. Mais se sentant enlisés dans cette partie du cercle, ces groupes armés vont s'appuyer sur les politiques de sortie de crise politique pour se repositionner au centre. Cela montre leur capacité à se restructurer comme groupes et à utiliser les négociations et les accords de paix en leur faveur, évitant ici le jeu à somme nul. Quant aux milices armées cantonnées dans la périphérie, elles vont adopter le modèle de guerres irrégulières, pendant que certaines d'entre elles vont faire usage de l'asymétrie pour tenter de se frayer un chemin vers la semi-périphérie, mais sans succès. Bien que repoussées à la périphérie, certaines milices autonomes vont se projeter (à travers un jeu d'alliances) souvent jusqu'au centre, alors que les milices pro-occupation qui ont des liens acirculaire, c'est-à-dire hors du cercle, vont parfois opter pour un jeu à somme nul. Dans ce processus de transformation, nous avons pu noter un changement non uniforme dans les milices armées et les groupes armés.

Le recours à la notion centre/semi-périphérie/périphérie dans ce graphique 6 vise aussi à montrer que l'augmentation des milices armées a lieu sur de nombreuses zones géographiques différentes où le pouvoir de Kinshasa n'a aucun contrôle comme nous l'avons montré dans cette étude et où violence circulaire s'effectue en cercles concentriques. Ces milices se contentant de reproduire une violence locale cristallisée sur un antagonisme politique autour du pouvoir administratif et coutumier. Par ailleurs, les lignes de démarcation, même si elles ne se présentent pas comme une frontière fixe, divisant ces trois zones de façon distinctes; elles sont plutôt des lignes de fuite à travers lesquelles les différents acteurs armés devenus des groupes armés-en-mouvement ou groupes armés-en-circulation se déplacent et interagissent. Ce qui traduit bien la porosité des lignes de démarcations et la fluidité des comportements des groupes armés. En outre, ce graphique montre bien que l'on ne peut saisir globalement l'agir des groupes politico-militaire qu'à travers l'idée d'un continuum les agissements des différents groupes armés. Ce qui renseignerait les praticiens de la paix ainsi que les humanitaires sur les moments opportuns pour intervenir ou initier des actions auprès de ces groupes. Ceci grâce à une inscription de cette analyse dans un temps suffisamment long pour éviter les pièges de l'immédiateté qui permet de comprendre les modèles et les tendances à long terme des groupes armés. Cette perspective les éviterait de procéder à un simple plaquage (reconduction) des instruments qui sont généralement utilisés pour ramener les groupes armés dans le champ de la politique civile.

L'importance de la réconceptualisation de la catégorisation des groupes armés

Pour opérationnaliser notre hypothèse, nous avons élaboré un modèle explicatif comportant trois différentes phases de rébellions qui représentent les moments de césure de la conflictualité congolaise. Ces phases sont caractérisées chacune par des stratégies de sortie de

crise militaire ou politique. A l'intérieur de chacune de ses phases, nous avons ré-conceptualisé les différentes catégories de groupes armés qui y agissent entre elles.

Dans le cas de la rébellion de la première phase, le groupe armé principal est l'AFDL, qui est une rébellion nationale robuste du type «reform insurgency». Il faut noter qu'elle doit sa fulgurante avancée sur le terrain grâce au soutien massif des armées étrangères. Cet appui contrairement aux autres «reform insurgency» en Afrique comme le NRA ou le FPR ne lui a permis de construire un mouvement idéologiquement et politiquement apte à assurer la période post Mobutu. Ce qui revient à dire que dans le contexte d'une avancée fulgurante d'un groupe armé massivement soutenu par les forces étrangères, la prise de la capitale n'est très souvent qu'une victoire de courte durée. Car mis en situation de dissymétrie par la puissance de feu dévastatrice des forces occupantes, les éléments de l'armée régulière dans notre cas les FAZ ou d'autres forces contestataires militarisées qui ont refusé de suivre la coalition soutenant l'AFDL vont sursoir à toute résistance. Ces forces contestataires vont stratégiquement jouer profil bas pour ré-émerger au moment propice. C'est ce qui s'est passé dès août 1998, avec l'irruption de nouveaux groupes armés en RDC. Cette situation s'est reproduite en Afghanistan après l'entrée de l'armée rouge et plus récemment avec l'entrée de l'armée américaine en Afghanistan et en Irak où on a vu ré-émerger les troupes qu'on croyait totalement défaits.

Dans la rébellion de la deuxième phase, on a aussi des rébellions robustes du type reform insurgency qui opérèrent dans un rayon d'action subrégional et qui s'appuient comme l'AFDL sur les troupes étrangères avec les conséquences semblables. La conséquence est que avec l'usure du conflit, ces groupes armés nationaux majeurs vont s'allier avec le «warlord insurgency» que l'on retrouve davantage dans la rébellion de la troisième phase. Cette rébellion de la troisième phase est constituée en majorité des milices du type warlord insurgency et les

milices autonomes ainsi que des rébellions étrangères. La proximité et le chevauchement de ces différentes catégories de groupes armés empêchent de saisir leurs trajectoires respectives. Ce qui a compliqué la lecture de leur action sur le terrain, complexifiant les moult tentatives de résolution du conflit en RDC.

Malgré cette complexité, nous avons pu établir un continuum dans cette thèse. Un continuum lisible à travers une nouvelle classification où nous avons démontré que le phénomène de rébellion en RDC était un processus et non un état qui a une essence arrêtée une fois pour toutes. En ré-conceptualisant les différentes catégories de groupes armés, notre perspective permet de déplacer le débat au-delà du simple schéma de classification pour les caractéristiques des groupes armés dans toute leur diversité et leurs contradictions, surtout dans l'évolution du conflit. La catégorisation offerte par d'autres chercheurs ne nous sciait pas à notre recherche. En plus, il fallait rompre avec celles avancées par la plupart des «experts internationaux de la paix» qui eux, ont eu tendance à décrire ces acteurs armés comme un bloc monolithique alors qu'il n'en était pas le cas, surtout dans notre recherche où ces divers groupes armés présentent des particularités et caractéristiques variées. Cette orientation prisonnière des schèmes explicatifs monolithiques ne favorisait pas une meilleure analyse des phénomènes d'émergence, de «fragmegration» et de perpétuation des groupes armés en RDC. En offrant de penser cette catégorisation des groupes armés en termes dynamiques, nous avons pu échapper à la réification du phénomène des acteurs armés non-étatiques. Ce qui a nous permis de montrer que ces groupes acteurs ne suivent pas un cycle de vie prédéterminée qui les mèneraient de la création à la dissolution, en passant par leur institutionnalisation. Leur fortune dépend en effet de l'issue favorable ou non de leur affrontement à l'État ou aux autres groupes armés, de leur

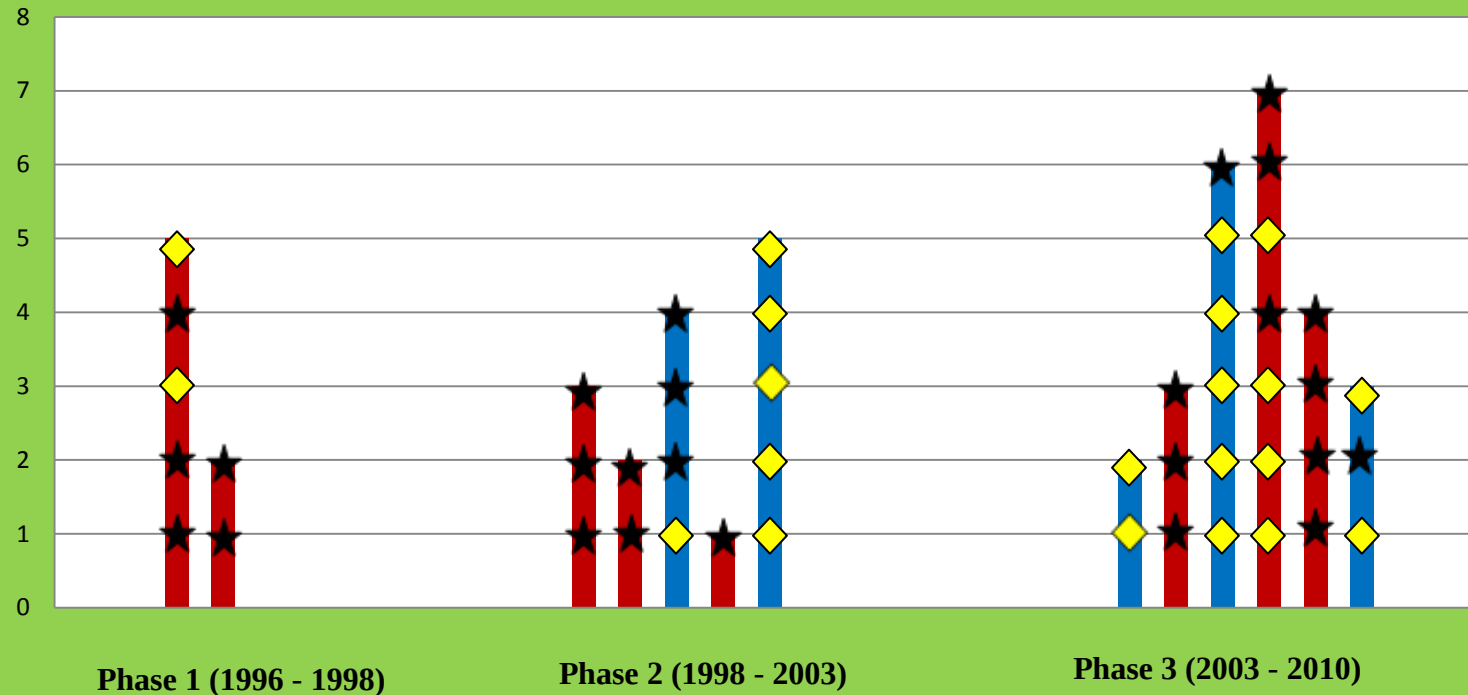
capacité à négocier les accords de paix ou de leur utilisation des stratégies de contournement voir de défiance aux «experts internationaux de la paix».

Dès lors, le fait d’offrir un découpage heuristique des phénomènes sociaux complexes, parce qu’imbriqués, nous permet d’attirer l’attention sur les enjeux que recouvrent les choix offerts. Autrement dit, un petit exercice de vigilance épistémologique s’impose aux «experts internationaux de la paix» et autres chercheurs qui pourraient tirer leurs propres conclusions pour les adapter à ses objets de recherche; et mettre sur pied des politiques capables de saisir les logiques des groupes armés dans leur rapport avec les différents accords de paix signés et les autres acteurs étatiques ou non étatiques. Ceci d’autant plus que nous sommes dans un conflit que nous qualifions d’atypique. Toutefois, nous avons établi des passerelles entre les conclusions de notre analyse et des réflexions qui s’articulent autour du marqueur de conflit que nous avons construit et dont nous commenterons son importance dans la partie qui va suivre.

De la nécessité de se référer à un marqueur de conflit

Les processus et mécanismes qui sous-tendent l’émergence, la fragmégration et la perduration des groupes armés sont adossés ou intrinsèquement liés à l’élément combinatoire de plusieurs temporalités. De ce fait, pour mieux saisir l’effectivité des groupes armés sur le terrain, nous avons développé un marqueur qui repose sur la combinaison de ces temporalités: les trames événementielles et les séquences. Les résultats du marqueur tel qu’illustré par le graphique 7, montre que notre marqueur compte 13 trames et 47 séquences. D’un côté, on dénombre 8 trames de sorties de crise militaire (SCM) et 6 trames de sorties de crise politique (SCP), et de l’autre on a 17 séquences de SCM et 12 SCP. Ainsi, en utilisant ces trames événementielles, nous sommes parvenus à montrer à quel moment, et à quelle ampleur ou proportion se situait les phénomènes d’émergence, de fragmégration et de perpétuation dans les trois différentes phases de rebellions.

Graphique 7. Trames et séquences: marqueur d'émergence, de fragmégation et de perduration des trois phases de rébellions en RDC



Légende

- Trame de sortie de crise militaire
- Trame de sortie de crise politique
- ★ Séquence de sortie de crise militaire
- ◆ Séquence de sortie de crise politique

Dans ce graphique, nous pouvons observer que dans une trame SCM composée en majorité de séquences SCM, on a une fréquence élevée de fragmégration. Et généralement l'ampleur de la violence est proportionnelle à la fragmégration. Dont, plus il y a de «fission/fusion» plus il y a de violence. Dans une trame SCP qui comporte des séquences SCP on compte soit moins, ou une diminution de fragmégration des groupes. Ce qui a aussi un impact sur la diminution des actions militaires. Les trames de SCM ont toujours tendances à engendrer des séquences de SCM, contrairement aux trames de SCP. Ceci surtout si cette sortie de SCM ne s'est pas soldée par une victoire clausewitzienne d'un acteur ou d'une coalition d'acteurs.

Par ailleurs, si les politiques de sortie de crise militaire (SCM) ont tendance à augmenter les cycles de fragmégration entre les acteurs armés, les SCP ont quant à elles contribué à réduire considérablement la fragmégration des acteurs. Ce s'explique par le fait que certains de ces acteurs qui avaient obtenu des parcelles de pouvoir, ont abandonné le champ de la conflictualité.⁵³² Toutefois, lorsque ces SCP ne sont pas précédées par des SCM au cours desquelles il y a un véritable acteur ou alliance d'acteurs de poids qui se dégage (et qui ont en plus un fort ascendant sur les groupes prenant part au conflit), on court le risque de voir le partage de pouvoir inscrit dans la SCP entraîner plus de fragmégration. En outre, il faut noter que lorsque la trame est unique c'est-à-dire avec une seule séquence, elle est généralement suivie par un moment de gel, ou de ralentissement de la «fragmégration». Dans ce contexte on a moins de risque de voir un groupe armé émerger même si cette trame est une SCM. Toutefois, il faut ajouter que c'est dans l'entrelacs des moments surtout forts d'émergence et de fragmentation que nous situons des instants opportuns qui correspondent à des «ripe moments» (Zartman 2001) ou

⁵³² Avant d'analyser ce graphique, il est important de rappeler que la trame est généralement marquée par des grands moments (moments de forte intensité) d'émergence, de multiplication qui entraînent la perpétuation des groupes politico- militaires, alors que les séquences sont constituées par des différents moments de faibles intensités qui eux aussi entraînent soit l'émergence, ou la multiplication des groupes armés mais de manière moins importante.

le «precipice or plateau, the ripe moments, or the right phase» (Reagan 2002: X), c'est-à-dire des moments d'ouverture aux concessions menant vers des négociations et des accords de paix⁵³³.

Influence des ressources naturelles sur le marqueur

Cette recherche s'inscrit aussi dans la longue liste de littérature qui plaide pour une attention particulière aux problèmes auxquels font face les pays riches en ressources naturelles, particulièrement celle où les groupes armés peuvent accéder aux ressources naturelles pour financer la guerre, sans en être que très confrontés à la contrainte de recrutement des populations civiles dans leur rang. Notre recherche vient aussi nuancer et compléter les récentes recherches qui établissent des liens étroits entre les ressources naturelles et la guerre civile.

Notre marqueur révèle que les mouvements rebelles de type instrumental comme l'AFDL, le RCD s'appuient autant que les milices armées de types opportunistes sur les ressources. Dans ce contexte, les firmes internationales qui convoitent les ressources vont établir des relations d'affaires avec les groupes armés qui vont par la suite s'opposer sur le contrôle de ces ressources. Dans cette compétition vont prendre part les «leaders of mercenaries, international weapons merchants, regional warlords, military rulers, and many a political figure who disposes of his or her own armed force» (Tilly 2003: 36). La conséquence est que dans le cas de la RDC, cette compétition a mené à la déstabilisation de toute une région entière. L'autre implication par rapport au marqueur est que les groupes armés qui opèrent dans un environnement très riche en ressources naturelles auront tendance à rentrer dans une logique de «fission/fusion».

D'ailleurs, les principaux affrontements dans lesquels prennent part des acteurs armés, des États-voisins et des intérêts privés se déroulent sur le «front non officiel» dans les zones d'importances économiques (à proximité de gisements diamantifère, des sites aurifères ou des

⁵³³ Au sujet des «ripe moments», lire aussi Fen Osler Hampson (1996), Ramsbotham (2010).

zones riches en colombo-tantalite). Ceci est une illustration de ce que soulignait Nzongola-Ntalaja: «the Zairian crisis may have wider applicability to other postcolonial societies in the Third world, and should be particularly useful with regard to Africa. As a country in which the external factor has played a crucial role in shaping its political economy» (1986: 7).

Ce n'est qu'un secret de polichinelle que de dire qu'une meilleure gouvernance des ressources naturelles pour le bénéfice de la population pourrait éviter que les ressources n'alimentent les conflits dont les coûts humains sont importants. Car dans la résolution des conflits comme celui de la RDC on a souvent eu tendance à ne pas prendre en compte que tardivement les problèmes économiques (les marchés de la violence) et sociaux dans le processus de paix. Lorsque l'on dit qu'un conflit est résolu, on s'arrête sur le plan politique en se servant des procédés purement techniques, ce qui tout en donnant une image de neutralité, ne permet pas de mieux cerner les causes qui sont à la base des phénomènes d'émergence, fragmentation et perpétuation des groupes politico-militaires.

Influence des acteurs externes sur le marqueur

La manière avec laquelle les groupes armés se fractionnent offre également une note d'avertissement aux acteurs étatiques qui envisagent de fournir une aide militaire et financière aux groupes rebelles. Dans les mêmes conditions, le danger qui survient est que les gouvernements étrangers qui financent et soutiennent militairement les rébellions, ne font que renforcer les positions politiques et militaires de ces groupes. Cette situation rend difficile le contrôle des régions par les armées gouvernementales et la consolidation de la paix dans le contexte post-conflit. L'on a observé des situations semblables au Soudan, au Tchad, en RCA, en Irak ou en Afghanistan. Dans ce dernier pays, où les forces alliées ont appuyé des mouvements opportunistes afghans dans la guerre contre les talibans, on a observé que ces forces afghanes

après avoir reçu le soutien financier et logistique des États-Unis n'ont guère manifesté un ferme engagement quant à la reconstruction de la nation. A la lumière du cas de la RDC, nous avons pu établir que dans un contexte où les rébellions armées et les milices armées ont été soit fomentées de l'extérieur, ou intensivement soutenues par des acteurs privés, la relation circulaire propre aux groupes armés non étatiques rend les efforts de reconstruction très laborieux. Ceci d'autant plus que ces acteurs armés non-étatique sont toujours prompt à subvertir les efforts. D'ailleurs comme on a pu le constater dans le cas Afghan, «networks of corruption involving warlords, strongmen commanders, and afghan officials appear to risk undermining the US strategy for achieving its goals in Afghanistan».⁵³⁴ Cette situation n'a fait que contribuer à l'enracinement des structures régionales de conflit.

En somme, dans le graphique 7, on peut noter que les stratégies de SCP et SCM qui sont utilisées pour résoudre des crises politiques et/ou des crises militaires se superposent, et très souvent vont de pair. Ces stratégies s'inscrivent aussi dans «des durées multiples faite de discontinuités, de renversements, d'inerties, d'oscillation qui se superposent, s'enchevêtrent et s'enveloppent les une sur les autres» (Mbembe 2000: 33).⁵³⁵ Ces enchaînements ont ainsi contribué dans la longue durée à l'hybridation de la dynamique des acteurs armés sur le terrain. C'est ce qui explique que certains groupes armés du type réformiste vont parfois adopter les caractéristiques des «warlord insurgencies», ceci au gré des circonstances et à la lumière des trames et séquences de la situation politico-militaire. Ceci a eu pour conséquence de complexifier la tâche des «experts internationaux de la paix», très souvent non-outillés pour saisir les modes de changements et de reconfigurations des acteurs armés.

⁵³⁴ The Kandahar Stability Operations Information Center on March 30 2010' par le United States Senate Armed Services Committee report cité par *The Epoch Times* (October 15-21, 2010):p.A5.

⁵³⁵ Pour le besoin de la caractérisation des notions de trame et séquence, j'emprunte ici à Mbembe sa réflexion sur les notions d'époque et de durée dont il s'est aussi inspiré de Foucault (1994: 278-280).

Nous avons ainsi en comblant certaines lacunes (théoriques et explicatives) présentes dans la littérature sur la longue crise en RDC tenté une politologie des groupes armés en RDC entre la période 1990 et 2010. Car ce graphique 7 appliqué à d'autres conflits peut permettre non seulement de saisir les déroulements des conflits en question, mais aussi de mieux appréhender et anticiper sur les variations des relations entre les différentes catégories d'acteurs armés ainsi que les «ripe moments» très souvent liés aux périodes de transition politique et de mutations internes (dissidence et transhumance), et mutations externes (changement d'alliance) au sein des groupes armés. Il servira aussi à déterminer ou de réorienter les interventions des praticiens de la paix et chercheurs, en fonction des trames et séquences dans leur lien continu et discontinu ou simplement de continuum des phases des groupes armés. Toutefois nous sommes conscients qu'un tel marqueur soulèvera aussi de nouvelles questions qui peuvent faire objet de recherches futures.

Au-delà du marqueur de conflit

Au-delà de ce graphique 7, nous avons pu démontrer la trajectoire non-linéaire et discontinue des groupes armés. Nous avons ainsi montré que notre étude ne se réduisait pas à analyser les interactions des groupes armés avec les autres acteurs dans une succession linéaire de phases et à l'intérieur desquels les trames et séquences se succèdent, mais par contre que les trames et séquences s'emboîtaient et se superposaient. Le graphique 7 met aussi en lumière, l'emboîtement et la fusion de cinq conflits (ceux du Soudan, du Rwanda, de l'Ouganda, du Burundi et également de l'Angola) qui, intrinsèquement, ne sont pas liés, mais dans lesquels les différents groupes armés constituent le lien entre ces conflits. Ici, les acteurs armés en RDC sont la face du continuum le plus visible des foyers d'instabilité de l'iceberg conflictuel des Grands Lacs. Par ailleurs, à la lumière des moments clés des trames ou séquences, une bonne lecture de

ce graphique 7 offrirait de nouvelles perspectives de réflexion aux décideurs politiques et «experts internationaux de la paix», ceci afin de mieux articuler leurs politiques de prévention ou de minimiser les atteintes aux droits humains commis par des groupes armés. Cette articulation des politiques de prévention repose de plus en plus de nouvelles pratiques politico-juridiques en phase avec «la nouvelle moralité internationale».

Instruments pouvant influencer les pratiques des groupes politico-militaires

Avec la forte pression de l'opinion internationale et des organisations humanitaires, on assiste à l'émergence de nouvelles pratiques politico-juridiques qui tentent de soumettre les groupes armés aux mêmes normes de comportement que les Etats. Cette évolution des pratiques politico-juridiques internationales se reflète à travers de nombreux mécanismes et instruments.⁵³⁶ Nous faisons allusion ici à cinq instruments que nous allons examiner: «Naming and shaming», sanctions, élections, réforme des systèmes de sécurité, et la justice transitionnelle utilisés pour incorporer, influencer ou restreindre durablement l'action violente des groupes armés, ceci à la lumière de l'hypothèse avancée au départ de cette recherche.

«Naming and shaming»

Le terme «naming and shaming» qui veut dire «dénoncer et stigmatiser ou «désigner et faire honte», est un instrument de dénonciation généralement utilisé par les organisations nationales et internationales des droits humains pour jeter l'opprobre sur les groupes armés afin qu'ils changent leur comportement.⁵³⁷ Cette technique consiste à rassembler les informations sur les violations des droits humains afin de les remettre disponible aux politiques et aux médias. Cet

⁵³⁶ Entre autres instruments nous avons : les 600 dispositions contenues dans les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels; ainsi que les traités comme celui sur les enfants soldats qui interdit l'utilisation des enfants comme combattants, signé par 109 pays et ratifiée par 35 ou le Traité d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel. Lire aussi (Capie et Policzer 2004).

⁵³⁷ Le «naming and shaming» est un instrument initialement pratiqué dans le domaine des droits humains, particulièrement par les ONG internationales (AI, GW, RSF, HRW, ICG), l'un des plus connus est celui lancé en 1999 par Robert Fowler, président du Comité des sanctions de l'ONU contre l'Angola. Le principe s'est étendu aux pratiques financières. Au sujet du «Naming and shaming» Keck et Sikkink (1998).

instrument non juridique et non coercitif a aussi pour but de créer des conditions de négociations entre les tierces parties et les groupes armés dans le but de parvenir à un terrain d'entente sur un certain nombre de principes mutuellement consentis à respecter. Si le «naming and shaming» a souvent été utilisé avec un certain succès contre les États auteurs de graves violations des droits humains, il n'en est pas de même des groupes armés. Car comme le montre Herbst, «Regulating rebel entities without recognizing them is an extraordinary conundrum» (2004: 197). Parfois le «naming and shaming» peut déboucher sur des dérapages, du lynchage médiatique ou même la propagande.

Toutefois, pour que cet instrument puisse avoir un effet sur les groupes armés, il faudrait que ces acteurs armés aient eux-mêmes une haute considération de leur image ou de leur réputation, de ce que les autres parties (à l'intérieur ou l'extérieur du pays) pensent de leurs mouvements, des impacts négatifs que la publicité négative peut avoir sur eux. Mais lorsque la défense de leur réputation n'a pas d'importance, ils sont souvent poussés à s'isoler et à ne pas changer leur habitude. Dans ce contexte, il n'y a que les combattants ayant une faible motivation envers leurs groupes armés qui seront incités à les quitter laissant les inconditionnels qui eux seront plus difficiles à convaincre, s'engager dans des négociations. Comme on peut l'observer chez certaines milices congolaises et les groupes armés étrangers toujours en activité dans l'est de la RDC. Une autre perspective qui rend le «Naming and shaming» effectif est la capacité des groupes armés à pouvoir imposer un code de conduite aux diverses unités de combattants. Ce qui n'est pas toujours évident compte tenu de la diversité de ces acteurs armés qui agissent comme des atomes libres. D'ailleurs chez eux, la discipline n'est pas leur fort comme on peut l'observer

au sein des FARDC où les anciens miliciens intégrés reproduisent la même culture de violence contre les populations.⁵³⁸

Les régimes de sanctions de l'ONU

Les sanctions sont aussi des instruments dont le but est d'infléchir les comportements des groupes armés. Elles ont été souvent appliquées à l'encontre des gouvernements à l'instar de ceux d'Irak, Cuba, Cambodge, Libye, Soudan. Mais aujourd'hui, les sanctions qui peuvent être directes ou indirectes, s'appliquent non seulement aux individus, mais aussi aux organisations armées.⁵³⁹

Les sanctions sont un instrument à la disposition du Conseil de sécurité agissant en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Dans cette perspective elles servent davantage à criminaliser des fournisseurs de certains produits afin qu'ils n'entrent pas dans la filière commerciale licite. Alors qu'entre 1945 à 1990 les régimes de sanction n'avaient été appliqués que sur deux cas (contre la Rhodésie (1968) et l'Afrique du Sud (1977)), dès 1990 on va assister à une avalanche de sanctions.⁵⁴⁰ Un des avantages de cet instrument est qu'il favorise la réduction des sources de financement des groupes armés. Ce qui va augmenter les coûts de la guerre, et rendre les marges de profit de la guerre moins avantageux; rendant la paix plus attractive. Toutefois, si dans le cas de l'UNITA les sanctions l'ont considérablement affaibli, le cas infructueux de l'Irak sous sanctions économiques globales a conduit le Conseil de sécurité à entamer une réflexion globale sur les sanctions. Par ailleurs, un risque que peuvent engendrer les sanctions est que le manque d'accès au flux régulier de ressources peut pousser certains groupes

⁵³⁸ Voir à ce sujet les rapports de l'ONU (Novembre 2009); HRW (juillet 2009); Global Witness (juillet 2009).

⁵³⁹ Elles peuvent aller de l'interdiction de voyager au le gel des comptes et des avoirs, en passant par l'embargo sur les armes, de certaines ressources naturelles; et depuis lors des sanctions économiques plus ciblées. Au sujet des différents types de sanctions consulter (Moreau Desfarges, 1990:312-314 ; Holsti 1992 :177-192; Pearson et Rochester 1992:260-264; Pape 1997:93-94; Mueller, 1999; Baldwin 2000, Lopez et Cortright 2000).

⁵⁴⁰ Pas moins de 17 régimes de sanctions ont été décidés par le Conseil de sécurité de 1990 à 2009: contre les pays, et les organisations armées comme l'UNITA (1993) ou les Talibans (1999).

armés à se cantonner dans la prédation, ce qui peut mener à une augmentation des violations des droits humains au lieu de leur diminution (Weinstein 2007: 347).

Ce constat de Weinstein laisse entendre qu'avec un accès régulier aux ressources les groupes armés commettront moins de violations de droits humains. Tel n'est pas le cas en RDC où l'accès des acteurs armés aux ressources ne les pas dissuadé à commettre plus d'atrocité. D'ailleurs, les zones qui regorgent de ressources naturelles ont été les plus martyrisées. La RDC n'a pas échappé au régime de sanction qui est en vigueur depuis 1999 est toujours en cours.⁵⁴¹ Toutefois, l'amplification des conflits en RDC caractérisée par la présence des troupes étrangères sur le territoire congolais ont donné à la circulation des armes, un caractère systématiquement transnational.⁵⁴² Ce qui consacre la RDC comme la plaque tournante du trafic illicite des armes légères dans toute la région de l'Afrique centrale, avec ses terribles conséquences sur les populations. Selon Salim Raad, depuis fin 2003, plus de 2.012 personnes ont succombé ou ont été blessées par des mines ou autres engins non explosés.⁵⁴³ Mais dans l'ensemble ces régimes de sanction n'ont pas été souvent respectés. Si les groupes armés doivent être tenus pour responsables des violations du droit international humanitaire, les instruments internationaux doivent être développés et affinés pour tenir compte de la diversité des structures organisationnelles de ces acteurs comme nous avons pu le démontrer tout au long de cette thèse. Car on ne peut pas oublier que la capacité de la communauté internationale à influencer le comportement d'un groupe armé est très souvent tributaire d'une multitude de facteurs.

⁵⁴¹ Il comporte les mesures sur le trafic aérien, l'embargo sur les armes, sur les personnes les trafics illégaux des minerais.

⁵⁴² Sur la prolifération des armes en RDC voir aussi Muchai (2002)

⁵⁴³ En outre 1.830 zones dangereuses ont été identifiées en RDC dont près de 350 zones à haut risque. En plus 52.788 engins non explosés ont été détruits, près de 300 km de route ont été «dépollués» et 3.605 km² de territoire déminés. Toujours selon les statistiques du Clam, les mines ont été disséminées dans les onze provinces que compte la RDC. Mais les provinces les plus affectées sont le Katanga, l'Équateur, le Sud-Kivu et la Province Orientale ainsi que les régions des lignes de front qui séparaient les belligérants durant les conflits armés. Une situation d'autant plus aggravée que sept des neufs de ces pays voisins sont aux prises avec une guerre civile ou situation d'insécurité. Salim Raad **est l'**adjoint du Clam) de la MONUC aussi connu sous le nom de (UNMACC). Entrevue réalisée à Kinshasa avril 2007. Toujours au sujet des mines anti-personnel, j'ai interviewé certains responsables de l'ONG Mine Advisory Group (MAG) qui travaille dans le déminage en RDC.

Les régimes de certification et de traçabilité

La certification et la traçabilité sont une alternative aux régimes de sanction. Lorsque l'on parle de certification il nous revient tout de suite à l'esprit le processus de Kimberley qui est un système de certification et de traçabilité des diamants, qui va de son extraction jusqu'à sa transformation. Cette convention est un système volontaire d'autorégulation dans lequel les participants (les pays producteurs de diamants, les pays importateurs, les multinationales, les ONG) s'entendent pour ne pas commercer avec des entités qui ont contrôlé les zones diamantifères des pays en conflit. Les pays signataires du processus de Kimberley visent à empêcher les diamants du «sang», ceux en provenance des zones de conflit armés d'entrer légalement dans le circuit commercial international.

Toutefois, avant d'en arriver à la certification, nous pensons que dans le contexte du conflit comme celui de la RDC, l'alternative du moratoire aurait pu être explorée par la communauté internationale. Ainsi en décrétant une suspension de l'extraction et de l'exportation des ressources naturelles à une date d'échéance préétablie ou indéterminée, on peut non seulement tarir les sources de financement des groupes armés, mais aussi protéger ces ressources du pillage. La levée de ce moratoire pourra être envisagée dans le cadre du processus de consolidation de la paix et devenir ainsi une prime à cette consolidation.

Nous devons souligner que les régimes de sanctions peuvent être effectifs si certaines conditions sont prises en considération. L'une des premières est que les régimes de sanctions requièrent une action concertée d'une action de monitoring sur le terrain et de la coopération de la majorité des États. Quant au cas de la RDC, le régime de sanction qui lui a été imposé, a très souvent été qualifié d'impartial, de défavorable au gouvernement qui était pourtant agressé par ses voisins qui eux n'étaient pas sous des régimes de sanction. Cette situation n'a fait

qu'exacerber les tensions entre les groupes armés et milices pro-occupation et ceux soutenus par Kinshasa. En outre, pour qu'un régime de sanction ait une efficacité sur un groupe armé, il faut que cet acteur dépende étroitement d'un flux de ressource particulière de façon à ce que les mesures de sanction puissent avoir un impact immédiat sur sa capacité à mobiliser les ressources.

Un autre aspect souligné cette fois par Weinstein est que le chef d'un mouvement rebelle doit avoir un leadership suffisant lui permettant d'amener avec lui des combattants, ceci en leur proposant des incitatifs de règlement ou de changement de comportement. Mais l'on a vu tout le long de cette thèse que la majorité des groupes armés avaient de sérieuses déficiences en matière de leadership. Toutefois, sans une dépendance substantielle sur une ressource surtout unique et une capacité interne des groupes armés d'aller vers la paix, les sanctions peuvent s'avérer inefficaces, contre-productives. Ceci d'autant plus que:

Appealing strategy for dealing with opportunistic insurgencies, as they generate an internal crisis in which the glue holding an organization together melts away. The result, however, maybe a short-term increase in predation and violence as the organization turns to looting to maintain its membership, with a long-run improvement in the prospects for peace as its capacity is weakened (Weinstein 2007: 347-348)

En somme, le défi que pose les régimes de sanctions est d'autant plus grand que dans la plupart des cas de pays où les sanctions ont été imposées, les conflits ont été en partie résolus grâce à l'intervention militaire l'extérieur plutôt que le résultat de l'effondrement du groupe visé par les régimes de sanctions, comme en Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire ou Irak. Quant à la certification et à la traçabilité, il faut admettre que le processus de Kimberly est une avancée qui pourrait servir de modèle de base à d'autres traités et conventions spécifiques concernant d'autres ressources naturelles comme l'or, l'étain, le cobalt, le coltan, le Wolframite ou le bois d'œuvre qui se trouvent aussi au cœur des marchés de la violence en RDC.⁵⁴⁴ Dans ce sens la

⁵⁴⁴ Mopo Kobanda analyse d'ailleurs l'impact, les avancées et les faiblesses de la déclaration d'Interlaken sur le processus de Kimberley qui est entré en vigueur le 01 janvier 2003 (2006: 121-154) et Le Billon (2003).

nouvelle décision du gouvernement américain de juillet 2010 relative aux minerais de sang qui alimentent les conflits en RDC représente une belle avancée.⁵⁴⁵

Une autre remarque que nous pouvons faire est que dans une phase de post-conflit, le danger est de créer des mécanismes purement techniques qui ne tiennent pas compte des considérations politiques. Ceci est d'autant plus vrai que dans le cas de la RDC, le respect du processus de transparence et la capacité de contrôle de son territoire relève d'une gageure. Campbell montrait d'ailleurs que les réformes du secteur minier en Afrique qui s'inscrivent dans la perspective de la transparence de cette industrie étaient caractérisées par la technification des enjeux:

The decreasing accountability of the actors concerned [...] Consequently the problem of the lack of capacity to enforce existing regulations is not merely a technical challenge of building "governance resource capacity" but also very much a political issue about building political and institutional capacity [...] It continues to erode rather than reinforce state legitimacy, and to deny the involved countries the ability to determine the conditions under which mining activities take place within their territories» (Campbell 2010: 214-215).

Ces mécanismes peuvent aussi donner aux institutions nationales les raisons de ne pas faire leur travail et de faire de ces processus plutôt des instruments de dépossession de leur responsabilité et de leur souveraineté en reconstruction. Nous allons maintenant passer à l'élément relatif aux élections qui font partie des mécanismes internationaux de régulation censés restaurer la souveraineté d'États faillis.⁵⁴⁶ Dans le cas de la RDC, les élections étaient enchâssées dans l'AGI de Sun City.

Élections

Pour Pierre-Antoine Braud, il existe au sein de la « communauté internationale » une idéologie de la sortie de crise, fondée sur la trilogie « Warlord/Failed State/War Economy » (seigneurs de la guerre, État failli, économie de guerre). Cette idéologie débouche toujours sur un

⁵⁴⁵ La loi relative à l'adoption de la loi 4173 par la Chambre des Représentants et celle sur la protection des consommateurs dans son article 1502 revenant sur les minerais de sang qui alimentent les conflits en RDC qui ont été promulguées le 21 juillet 2010 par le Président Barack Obama. Confère aussi "Provisions in the Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act (aussi connu sur le nom de Financial Reform Act) http://docs.house.gov/rules/finserv/111_hr_finsrv.pdf (consulté le 10 août 2010).

⁵⁴⁶ Voir Zakaria (1997).

kit diplomatique dont l'élection est centrale. Pour Philippe Biyoya Makutu (2008), les élections financées par la communauté des bailleurs de fonds dont l'UE et militairement encadrées et sécurisées, auront eu pour principal résultat un désenchantement démocratique en RDC. Ceci a eu pour consigne de rendre l'avenir congolais et sous-régional de paix et de stabilité incertain.⁵⁴⁷ Aujourd'hui, une grande frange de l'opinion publique congolaise considère le rôle de la communauté internationale comme extrêmement néfaste. Pour eux, cette communauté a orienté le processus électoral dans l'optique de légitimer Joseph Kabila:

Lowering the age of eligibility for the presidency and failing to prohibit the former warlords (including Ruberwa, Bemba, and Kabila himself) who headed the transitional government from running. Had they prevented these former warlords from running in the elections, space might have opened up for a real leader to come to power. As a result of these failings, the people of the DRC today view the electoral process and ensuing democratic experience as a deception (Mwemba Phezo 2010:155).

L'expérience électorale en RDC révèle ainsi les effets paradoxaux de la participation extérieure dans le processus de construction de l'État. D'un côté, les politiques des acteurs extérieurs (d'autres États, les organisations internationales) ont contribué à réaffirmer l'existence de l'État congolais tout en se fondant sur l'hypothèse selon laquelle la RDC doit être fondée sur les préceptes du modèle des États libéraux. Ces principes ont eu pour but de tenter de reconstruire un État qui devrait correspondre à cet idéal. De l'autre côté, ces principes se sont heurtés à une absence d'acteurs politiques crédibles au niveau local (du fait de la culture politique de nouvelles élites politiques d'essence rebelle, de l'incorporation des élites du mobutisme tous fortement influencés par et aussi de l'influence des marchés de la violence) qui n'ont pas montré suffisamment leur intérêt et leur capacité de poursuivre la création d'un État viable. En outre, depuis le 20 janvier 2001, on a assisté à un retour de balancier allant de la

⁵⁴⁷ Présentation faite par Biyoya Makutu professeur des Universités en RDC lors du colloque tenu à Kribi au Cameroun du 28 au 30 novembre 2008. «La haute main du Commissaire européen en charge de l'humanitaire et du développement sur le processus électoral et particulièrement sur la Commission Électorale Indépendante (CEI) n'a pas rendu possible la réalisation du rêve démocratique congolais et les élections voulues démocratiques, libres et transparentes n'ont pas restitué aux Congolais leur droit légitime de l'autodétermination. [...] Voilà comment l'espoir d'une paix assistée, d'une sortie de crise assistée par l'ONU et l'UE engendra en RDC un avenir politique et institutionnel incertain et que le processus électoral se termina sans garantie de démocratie et de paix».

«bonne gouvernance» à un présidentielisme fort dont la philosophie entretient des cultures politiques voulant qu'à la sortie des élections, que le «winner-takes-all».⁵⁴⁸

Dans ce retour au «le gagnant-prend tout», la communauté internationale sous-estime leurs interlocuteurs nationaux ou locaux, qui font preuve en retour de ce que Georges Balandier appelle «l'habileté stratégique du colonisé».⁵⁴⁹ C'est-à-dire la capacité de ces élites politiques à créer des stratégies alternatives de survie politique en se réappropriant les normes internationales, tout en les travestissant.⁵⁵⁰ Ceci a pour effet de reproduire la faiblesse de l'État congolais. Dès lors, comme le précise Stein Sundstøl, le fait de vouloir bâtir l'État de la RDC absolument sur les principes libéraux «has been reinforced, an effect of external engagement has been to contribute to the reproduction of weakness and undermine the possibility for creating the type of state that donors seek to establish» (2009: 664).⁵⁵¹ Nous allons maintenant nous appesantir arrêter sur la réforme du secteur de la sécurité qui faisait partie des aussi des AGI.

Réforme des systèmes de sécurité (RSS)

La réforme du secteur de la sécurité ou réformes des systèmes de sécurité (RSS) est un concept relativement récent dont le but principal est la transformation des structures étatiques à la fin de la guerre ou dans les contextes de

⁵⁴⁸ On en veut pour preuve la révision contestée qui a concerné la modification de la disposition de l'article 71, al.1 de la Constitution de la RDC du 18 février 2006 qui, dans sa version originale, prévoyait l'élection du Président de la République selon le mode de scrutin à deux tours. Au regard des enjeux électoraux de novembre 2011, le débat a focalisé et monopolisé l'attention sur cette modification du mode de scrutin de l'élection du Président de la République passant en sourdine d'autres dispositions tout aussi importants. En voici quelques unes l'article 149 en rapport avec le pouvoir judiciaire place les magistrats du parquet sous l'autorité du ministère de la justice; les articles 197 et 198 relatifs aux institutions provinciales ont fait également l'objet de révision où le Président se voit octroyer la prérogative d'arbitrer les conflits entre l'Assemblée provinciale et le gouverneur de province. Il peut dissoudre l'Assemblée provinciale ou démettre le gouverneur de province. Lire

⁵⁴⁹ L'habileté stratégique du colonisé » est une expression de Balandier qui date des années 50. Elle a été reprise par Pierre-Antoine Braud dans sa communication «Enjeux de stabilité : vers l'émancipation sécuritaire» lors du 7ème séminaire de prospective du 21 janvier 2009 à Paris.

⁵⁵⁰ Les élections calamiteuses organisées le 28 novembre 2011 en sont une nette illustration. Au sujet des graves carences et de la non transparence de ces élections lire Ligue des électeurs (L.E.) (2012); UE (2011); Centre Carter (2011)

⁵⁵¹ Au sujet de l'agenda de la paix libérale, Stein Sundstøl met en avant deux principes qui le fonde: « First, the idea that a liberal state can be created anywhere, regardless of the specific social and political conditions found in a given country must be rejected. In conflict-ridden societies where many groups benefit from the reproduction of conflict and of state weakness, and where there are no strong groups with an interest in the establishment of such a state, this may simply be impossible. In other words, the model of a liberal-democratic state may not be as universally applicable [...]. Second, and related, the possibility of externally driven state-building may have been seriously overestimated. While it is clearly possible for donors to alleviate suffering and to prevent (or at least contain) violent conflict, the possibility of building a liberal democratic state from the outside is far from clear» (2009: 664).

transition politique.⁵⁵² La RSS est aussi ancrée dans le concept de sécurité humaine. Au centre de la RSS se situe le développement d'une surveillance civile efficace et la création d'institutions capables d'assurer la sécurité (Ball et al. 2003: 268). À l'instar de nombreux autres pays, la RDC s'est inscrit dans la RSS par le canal des programmes de DDR et de 2D3R.⁵⁵³ Des processus qui ont connu des fortunes diverses. Dans le cas de la réforme de la sécurité en RDC, il y a quatre éléments qui expliquent ce demi-échec.

Le premier élément est l'implantation du programme d'intégration dans l'armée et la police sans un standard élevé. Si le transfert des membres des milices armées dans les FARDC et / ou la Police nationale congolaise (PNC) est justifiée en termes de stabilisation, il a toutefois créé plus de difficultés que la résolution de la réforme des institutions. Car en intégrant souvent des soldats analphabètes et non formés comme certains Mai-Mai et d'autres milices armées, ces ex-miliciens une fois intégrés dans les FARDC et la PNC sont devenus les principaux acteurs des violations des droits humains. Le deuxième est le manque de volonté de la communauté internationale à faire pression sur les États voisins de la RDC afin qu'ils engagent les mouvements rebelles originaires de leur pays installés en RDC dans un processus politique dans leurs pays. Le troisième est celui soulevé par de nombreux observateurs en RDC, celui qui montre que la coopération mondiale en matière de sécurité n'est pas toujours garante de paix post-conflit surtout lorsque les opérations de DDR sont oubliées du plus important devoir de reconstruction d'une politique de défense nationale articulée autour d'une armée moderne et républicaine.⁵⁵⁴ Sous cet angle, on a noté un manque de cohérence entre les spécialistes du RSS dans les FARDC qui étaient en faveur de la réduction des effectifs militaires, et les experts du PNUD responsables

⁵⁵² Le concept de RSS est devenu de plus en plus populaire après un exposé de Clare Short, le Ministre du Développement International de Royaume Uni en 1998 (Short 1999; Ball 1998). Dans les discussions officielles de l'OCDE, le vocable «réforme du système de sécurité» a été récemment introduite à la place de l'expression «réforme du secteur de la sécurité». Voir (DFID 2003: 30; OECD/DAC 2001, II-35)

⁵⁵³ Au sujet du DDR et 2D3R lire Alden et al. (2010:107-127).

⁵⁵⁴ Au sujet de la réorganisation des FARDC, lire Mwayila Tshiyembe (2005,2002).

des DDR qui appuyaient l'accès aux forces de sécurité. Il s'ajoutait à cela le manque de ressources. Dans le processus de RSS, le coût de la reconstruction de l'armée et la police sont restés des sujets tabous. Selon un ancien vice- ministre de la défense de la RDC que nous avons interviewé à Kinshasa, 62% de l'effectif des FARDC est constitué d'officiers et sous-officiers et seulement 38% sont des hommes de troupe.⁵⁵⁵ Ce qui en plus de sa taille pléthorique fait qu'en terme opérationnel que les FARDC soient une armée inefficace.⁵⁵⁶

Par ailleurs, la négligence de la reconstruction d'une armée structurée s'inscrit dans la tendance qui consiste à voir en la force militaire, un moyen inapproprié et bien souvent préjudiciable à la sécurité de l'individu. Un paradoxe sécuritaire que relevait déjà Buzan, «The security of individuals is locked into an unbreakable paradox in which it is partly dependent on, and partly threatened by, the state» (1991: 364). D'ailleurs l'action de restauration de la paix par les intervenants externes (ONU- MONUC, Union Européenne, Artémis, EUFOR, SADC), obéissait selon Biyoya Makutu (2008) davantage à une fidélisation de partenariat (expression empathique) que d'une voie de solution restructuratrice des capacités et de l'initiative à la défense nationale.

Les partenaires étrangers savaient qu'ils ne pouvaient pas mobiliser suffisamment de fonds, et se sont opposés à des budgets d'aide, en raison de l'état déplorable du système de gestion de l'État de la RDC et les mauvaises expériences antérieures de l'utilisation de l'aide. En conséquence, ils ont adopté une stratégie qui consistait à éviter le sujet, repoussant la responsabilité sur les autorités congolaises, tout en sachant très bien que la situation financière de la RDC était mauvaise. Le quatrième point est que l'expérience du DDR et du 2D3R en RDC

⁵⁵⁵ Lire aussi sur cette pyramide renversée (Alden et al. 2010:126). Normalement pour que les FARDC soient une armée viable, les responsables doivent changer (ré-inverser) cette pyramide.

⁵⁵⁶ Même si les chiffres des FARDC fluctuent le Potentiel estimait son effectif à 250 000 soldats, le Rapport des commandants des régions militaires estimait à 340 hommes émargeant sur la liste de paie du gouvernement, alors que l'ancien ministre de la défense le général –major Ondekane évaluait l'effectif des FARDC à 274 000 hommes. (Mwayila Tshiyembe, 2005 :7)

s'est avérée limitée, et confrontée aux problèmes de financement et de mauvaise gestion, d'autant plus que l'UE qui assure la RSS en RDC était davantage tournée vers la formation des unités et brigades de police, abandonnant les activités du DDR et du 2D3R à la Conader. La reprise de ces programmes par la MONUC s'est effectuée dans un contexte de sous financement. Ce qui fait dire à Stein Sundstøl que la MONUC a échoué à cause du:

Lack of resources implies that it could have succeeded if it had been given more resources. Whether this is the case depends on what one means by 'success'. Had MONUC been given, say five times as much funding as it has had so far, it could probably have prevented some of the violence that has occurred in different parts of the country (2009: 660).

Cette situation amène aussi Pierre-Antoine Braud à se poser la question de savoir si la communauté veut vraiment que l'ONU fonctionne, ou bien qu'elle serve juste de paravent dans des zones où personne ne veut réellement intervenir. D'autant plus que pour ce dernier, les opérations onusiennes s'effectuent à un coût moindre que des déploiements militaires occidentaux. «Un casque bleu sur le terrain coûte dix fois moins cher qu'un soldat de l'OTAN. Le budget d'une année d'opération américaine en Irak et en Afghanistan équivaut à 25 fois le budget annuel des opérations de maintien de la paix de l'ONU» (Laurent d'Ersu, 2008). Par ailleurs, réaliser en même temps le processus de DDR au sein des FARDC et le processus de RSS qui englobait tous les appareils sécuritaires congolais ainsi que le 2D3R était une tâche presque irréalisable. D'ailleurs un officier de la MONUC interrogé à Kinshasa reconnaît que la MONUC avait embrasé trop grand, «Il faut revenir à une approche par secteur, car le RSS s'est révélé être un serpent de mer».⁵⁵⁷

En bref, l'absence d'harmonisation entre les responsables de DDR et du RSS est une preuve supplémentaire du manque de coordination entre les partenaires étrangers. L'absence d'un consensus est remarquable, et met en évidence le caractère hautement politique de la RSS. Pour

⁵⁵⁷ Entrevue téléphonique de Ottawa avec un colonel de la MONUC novembre 2007.

Melmot (2009:25), «The fluctuations of development policy have shown that an approach based on needs often leads us to forget that a fundamental problem lies in both the *will to act* and the *means to act*. At the same time, local rationalities and interests are underestimated, or misunderstood» Toutefois, nous avançons qu'il y a des possibilités de rendre la RSS plus effective.

Dès lors, la RSS peut être effective si certaines conditions sont prises en considération. D'abord, on doit partir du fait que les raisons pour lesquelles la RSS est nécessaire dans chacun de ces pays varient d'un pays à l'autre. Dans le cas d'un pays comme la RDC, la réforme la plus immédiate et la plus importante est d'instaurer un processus de «vetting». Cette procédure de filtrage consiste à la vérification et à l'interdiction aux individus responsables d'exactions graves de servir dans les appareils sécuritaires d'État et de l'administration publique. Ce qui implique une enquête approfondie qui tout en s'appuyant sur des sources et des preuves multiples, peut déboucher sur des poursuites. Pour cette raison, le vetting pourrait être distingué de la «lustration», un terme utilisé d'abord en Europe centrale et orientale en référence à des lois établissant des exclusions et des déchéances massives fondées non pas sur les attitudes individuelles, mais sur l'appartenance à un parti politique, l'opinion politique ou l'association avec d'anciens services secrets.⁵⁵⁸ En Irak sous l'administration Brenner on a appelé ce type de processus la «Débasification» en référence au parti Bas de Saddam Hussein. Cette «Débasification» qui s'est caractérisée par la démobilisation de toute l'armée irakienne et des réintégrations parcellaires n'a fait que nourrir les foyers de résistance en plus de grossir les rangs des milices armées.

En outre, la RSS implique aussi une recherche de la participation des autorités locales, trop souvent considérées, parfois à juste titre, comme responsables et coupable de la situation de

⁵⁵⁸ A ce sujet lire Freeman (2005)

leur pays. Ce qui requiert le support soutenu de la société civile internationale, mais surtout locale, moins comme moyen de pression sur les autorités, que comme moyen de compréhension de la problématique locale. Selon Alden et al, «Excessively linear DDR and SSR policies that do not have this flexibility and are not tailored to local circumstances are bound to fail» (2010: 159). Car toute action positive et pérenne doit se faire avec sans leur implication active. Dans ce contexte, il faut revoir en priorité le sacro-saint principe de distribution d'argent aux combattants inscrit dans les opérations de DDR. Nous pensons qu'il serait plus judicieux de financer les travaux publics dans lesquels ces ex-combattants des groupes armés pourront se remettre au travail. Ceci pourrait se faire à travers leur intégration dans un corps innovant de génie militaire qui participera aussi à leur formation et dont le but serait de participer spécialement à la réalisation des grands travaux d'intérêt national et de désenclavement du pays. Un tel corps travaillerait en partenariat avec les entreprises privées et les institutions multilatérales. Surtout dans le contexte de la RDC avec la fixation des tensions dans les zones frontalières, la création de trois nouvelles villes à l'intérieur pourrait avoir un effet de décompression sur ces zones qu'écument les groupes armés.

Ce qui pourrait répondre à la question d'un officiel de la MONUC que nous avons interviewé «Même si on arrive à stopper les milices, le problème qui suit est comment garder cette zone hors de tout retour aux anciennes habitudes ou aux nouveaux acteurs qui peuvent réapparaître».⁵⁵⁹ En outre, ce corps de génie peut être actif dans la lutte pour la protection de l'environnement. Ce qui montrerait aux populations que l'armée est utile et non seulement un instrument de surveillance, de contrôle et coercitive. En bref, parce qu'ils ont participé à la destruction du pays, un tel corps peut œuvrer à la conception et à l'exécution des bases du développement, ceci afin de devenir des acteurs du progrès imprégné selon Guerandi Mbara à

⁵⁵⁹ Entrevue téléphonique avec un officiel de la MONUC août 2007.

l'«Éthique du citoyen armé».⁵⁶⁰ De ce fait, le militaire défend d'autant mieux son pays «s'il a participé à la construction de ses infrastructures économiques et sociales, aux recherches scientifiques, aux travaux technologiques, à l'édification des biens publics susceptibles de fonder la fierté nationale, bref, à l'amélioration de l'existence dans la cité».⁵⁶¹ Dans le cas de la RDC, cette implication du militaire pourrait servir aussi comme un instrument de réconciliation. Car les acteurs armés d'hier qui ont semé la terreur pourraient aujourd'hui par le canal des FARDC dans lesquels ils sont intégrés, participer à des travaux aux côtés des populations. Cette réinvention que nous faisons du DDR s'inscrit dans le contexte des «Forces armées de développement», c'est-à-dire un contexte où l'armée est proche du peuple.

Un des aspects à tenir en compte dans le processus de DDR est celui qui a trait au symbolisme. Car très souvent, les combattants qui ont reçu des formations militaires accélérées, ont aussi pour la plupart suivi des séances d'initiation et de protection mystique (kanké) ou de Mai-Mai qui leur confèrent, encore aujourd'hui, un sentiment de pouvoir supérieur et d'invincibilité. En définitive, le plus important est de réfléchir à la conduite des missions de RSS au profit d'États n'ayant pas encore complètement basculé dans la guerre d'où une attitude proactive de prévention que réactive. Car dans un contexte post-conflit, l'effort à fournir pour la RSS est toujours multiple, couteux et long. Nous passons maintenant à un autre aspect post-conflit qui est la justice transitionnelle.

Justice transitionnelle

L'un des faits les plus importants dans la politique internationale cette dernière décennie est l'émergence de la «justice transitionnelle» ou «Justice de transition» (Joinet 2007; Gonzales Cueva 2007; Call 2004; ONU 2004). Dans un sens général, la justice transitionnelle se réfère aux

⁵⁶⁰ Pour Guerandi Mbari, ce concept suppose qu'avant tout, ce dernier soit citoyen au sens de la loi en termes de devoirs/ responsabilités/ obligations. En second lieu, il est en service dans l'armée, par et pour elle et porte l'arme.

⁵⁶¹ Ces propos sont du Dr. Guerandi Mbari Goulongo paraîtront dans son essai Refondation sociale Tome 2.

sociétés qui passent ou «transitent» d'un régime répressif ou de conflits armés à un État normal.⁵⁶² La justice dans un contexte de transition s'analyse non seulement comme un moyen de gestion particulière des crimes politiques, mais aussi une façon de créer un climat de «réconciliation». Ceci afin de mettre sur pied un système judiciaire apte à permettre les actions de justice équitable, de «réparer» et «réhabiliter»; et enfin prévenir d'autres futurs crimes.

Au centre de cette justice en transition l'on peut noter la mise sur pied de plusieurs mécanismes et instruments dont: Commissions de vérité et réconciliation (Darbon 1998- les tribunaux pénaux internationaux ad hoc (Dickson 2003; Katzenstein 2003; Elagab 2004)-Cour pénale internationale (CPI) (Van Howell 2007; Payam Akhavan, 2001)- réactivation de la justice traditionnelle (Sanane Chiko 2007). C'est dans cette logique que se sont inscrit les premiers jugements rendus par le Tribunal spécial de Sierra Leone et les procès de l'ex-président libérien et ancien chef de guerre Taylor ou même de la traduction de JP. Bemba du MLC et des chefs miliciens congolais devant les juridictions de la Cour pénale internationale (CPI).⁵⁶³ Toutefois, les autres seigneurs de la guerre tels Bosco Ntaganda⁵⁶⁴ qui est actuellement dans les FARDC ou même Nkunda dont le Rwanda refuse de rendre à la justice internationale sont nommément cités dans les cas de crimes de guerre. Il en est aussi d'autres anciens chefs de guerre qui avec des responsables dans les appareils de sécurité et hautes instances politiques de la RDC sont jusqu'alors demeurés à l'abri des poursuites.⁵⁶⁵ Cette situation relativise les prétentions de la communauté internationale à traduire tous ces auteurs de crimes devant les tribunaux

⁵⁶² Dans certains cas comme en Afrique du Sud, il n'y a pas eu conflit armé ouvert, mais plutôt de basse intensité.

⁵⁶³ Les alliés du RUF, Alex Tamba Brima, Ibrahim Bazy Kamara et Santigie Borbor Kanu ont ainsi été condamnés. D'autres membres du RUF attendent encore leur sort. Voir les différents jugements de la Cour spéciale pour la Sierra Leone à cette adresse : <http://www.sc-sl.org/index.html>

⁵⁶⁴ Voici ce que J. Kabila pense de: «Bosco has been so cooperative in bringing about the necessary change that has brought about peace that we need to give him the benefit of the doubt. [...] We're telling the justice system that you're not going to be in place in the Congo if and when war breaks out » (Gettleman 3 avril 2009).

⁵⁶⁵ Si Germain Katanga (FPRI), Thomas Lubanga (UPC) (déjà jugé et reconnu coupable), Mathieu Ngudjolo Chui (FNI) doivent répondre des crimes de guerre commis en RDC à la CPI. Quant à Bemba, il doit paradoxalement répondre des crimes commis en RCA. Dans le contexte de la RDC on dit des chefs miliciens qu'ils sont des «petits poissons» en référence aux principaux chefs de groupes armés et leurs parrains (Rwandais et Ougandais) qui n'ont jamais été inquiétés.

compétents. Ce qui fait dire à Vlassenroot et Raeymaekers que ces repères devraient contenir les «spoilers» et accélérer le programme de DDR et être une sorte de «road map» à travers une stratégie combinée la carotte et le bâton:

Peace builders tried to attract warmongers to the negotiation table, while international diplomatic pressure and indictments from the International Criminal Court were to prevent nonstate armed groups from engaging in violent armed struggle. The problem with this strategy is that it left out a potential spoiling party-the government (Vlassenroot et Raeymaekers 2009: 476).

En plus, la persistance des crimes que commettent les acteurs armés toujours présents dans l'est et la province Orientale de la RDC diminue l'effet selon lequel «when particular individuals are made to pay for their actions the potential for future violence along group lines is somehow defused» (Weinstein 2007: 349).⁵⁶⁶ C'est ce qui fait à juste titre dire à un expert international que la culture d'impunité est toujours présente:

Among high-ranking officials and security forces in general in DRC. We do not see a clear effort to date in Congo in the sense to identify specific individuals responsible for serious human rights and international humanitarian law violations and to create or recreate the various command structures that could be used to highlight who currently in service is implicated in serious human rights violations.⁵⁶⁷

Par ailleurs, le pré-rapport d'août 2010 du Haut-commissariat de l'ONU aux droits de l'homme faisant d'état de crimes commis entre 1993 et 2003 notamment par les rebelles congolais et l'armée rwandaise contre les populations congolaises et les Hutu réfugiés en RDC remet au grand jour l'idée de la création d'un «Tribunal pénal international» pour la RDC, à l'instar de ceux du Cambodge, de l'ex-Yougoslavie, du Rwanda ou de la Sierra Leone. Même si la CPI, n'est pas compétente pour les crimes commis avant sa création en 2002, dans le cas de la RDC, les faits de la période (1996-2002). Ce pré-rapport pourrait présager d'une réflexion sur un nouveau mécanisme judiciaire capable d'inclure les crimes commis en RDC bien avant la signature du traité de Rome. Par ailleurs, parce que les « crimes contre l'humanité» ne sont rien d'autres que les derniers spasmes de litanies de crimes tels la corruption et les détournements des derniers

⁵⁶⁶ Voir aussi Synder (2003-2004).

⁵⁶⁷ Entrevue téléphonique avec un expert en droit de l'homme à New York qui a travaillé en RDC (août 2007)

publics, le pillage des ressources et le trucage des élections, il est temps que les spécialistes du droit internationale ainsi que les instances garantes de ce droit, intègrent dans cette notion de «crimes contre l'humanité» d'autres éléments cités ci-dessus.

Quant à la Commission Vérité et Réconciliation (CVR) qui était enchâssée dans l'AGI de Sun City 2003 et prendre forme dans la suite de la période de transition politico-militaire (2003-2006), elle en est restée qu'à sa forme purement administrative. Ce qui donne l'impression qu'il existe une forme de consensus dans la classe politique congolaise constituée en majorité par les anciens responsables et chefs de guerres. C'est ce qui fait dire à un haut cadre d'un de ces ex-groupes politico-militaires: «Pourquoi réveiller le chat qui dort. Laissez-le tranquille pour de bon». ⁵⁶⁸

Cette situation est le reflet de cet indissoluble dilemme qui se pose très souvent à de nombreux pays en phase post-conflit, à savoir *l'atemoiement entre deux logiques*: «La Justice et la réconciliation d'abord, la paix après» ou la «La paix d'abord, la justice et la réconciliation après». D'ailleurs, le président J. Kabila est en faveur de la seconde option considère qu'il n'y aucun autre pays africain qui a coopéré aussi étroitement avec, « the ICC like Congo. [...] You also have to be pragmatic and realistic. Justice that will bring out war, turmoil, violence, suffering [...] I believe we should say: let's wait [...] For me, the priority right now is peace» (Gettleman 3 avril 2009). Cette attitude de l'exécutif de la RDC montre que leur priorité est la reconstruction et non la CVR. Pour Ngoma-Binda que nous avons interviewé à Kinshasa, «La CVR n'est jamais arrivée à aborder le principal objet de son mandat. Elle n'a jamais pu évoluer de sa forme administrative à la phase opérationnelle». ⁵⁶⁹ En bref, le souci même de réconciliation

⁵⁶⁸ Nous avons cherché à savoir si la CVR pouvait sortir de son aspect purement administratif. Les différents leaders politiques qui furent à la tête des rebellions ne semblent pas envisager la CVR comme une priorité. (Entrevue avec les responsables de plusieurs mouvements rebelles majeurs nationaux avril 2007 à Kinshasa).

⁵⁶⁹ L'avis du Pr. Ngoma Binda, membre de la CVR de la RDC traduit celui de beaucoup d'autres experts congolais (Entrevue avec le Pr. Ngoma, 12 avril 2007 à Kinshasa). Voir aussi (Ngoma - Binda 2008).

à lui tout seul ne peut guère substituer à l'exigence radicale de justice. Et même on est en droit de se demander si ces jugements peuvent efficacement s'attaquer aux causes structurelles et profondes du conflit en RDC.

Sur un autre plan, bien qu'il existe de plus en plus les traités internationaux et législations qui s'appliquent sur les activités des groupes armés. Selon Sriram, un apparent «gap in law» vide juridique persiste entre le droit et la pratique du droit international humanitaire. Car, «the obligations and accountability of non- state armed groups [...] regulation and control of non- state armed groups, by comparison, remains relatively underdeveloped» (Sriram 2005:63). Ce «gap in law» existe dans la mesure où la responsabilité pénale individuelle incombe seulement aux membres des groupes armés et non aux groupes comme entité. Ce qui explique que c'est seulement Fodeh Sankoh et quelques un de ses lieutenants qui ont été poursuivis et non le RUF en tant que groupe armé. Il en est du cas de Joseph Kony et de ses acolytes de la LRA, ou même Bemba dont les membres de son parti ex- rébellion siègent actuellement à l'Assemblée nationale à Kinshasa.

Un autre aspect soulevé est le fait que dans le cas de la RDC comme ceux de la Sierra Leone ou Liberia les groupes armés travaillaient étroitement avec les acteurs corporatifs (compagnies minières, entreprises de sécurité). Ce qui pose le problème de la responsabilité ultime⁵⁷⁰. Dans ce contexte de nouvelles formes de sous-traitance sous fond de privatisation de la sécurité, la nature du «gap in law» dans le statut de Rome compliquera le travail du procureur de la CPI. Les nombreux «crimes» récurrents de l'entreprise de sécurité Blackwater dans le conflit irakien et d'autres entreprises de sécurité en Afghanistan ont remis au jour la problématique de la

⁵⁷⁰ Sur le point de la responsabilité invoqué lors des négociations du Traité de Rome, Sriram montre que « While it was proposed during the negotiations for the Rome Statut for the International Criminal Court that jurisdiction be extended to both legal and natural persons, legal persons (such as corporations) were ultimately excluded. This means that subjecting corporations to criminal sanctions remains impossible, subject to any revisions in the Rome treaty. However, it is worth no thing that while pursuing cases against legal persons is currently foreclosed, the Prosecutor of the ICC, Luis Moreno Ocampo has made clear his intention to examine corporate links to alleged atrocities in the Ituri region of the DRC» (2005: 65).

responsabilité des sous-traitants de la sécurité eu égard au rôle de la puissance occupante comme puissance protectrice.⁵⁷¹ D'ailleurs le Protocol additionnel II ainsi que l'art.43 du Règlement de La Haye sont assez clairs sur la responsabilité de l'ordre et de la sécurité publique par les forces occupantes.⁵⁷² La question de la responsabilité devient alors difficile à circonscrire surtout que les groupes armés et certains groupes privés en tant que parties contractantes (dont puissance occupante) dans le conflit n'ont jamais incorporé l'étude des Conventions et des Protocoles dans leur programme d'enrôlement ou de formation.

Néanmoins, il faut reconnaître qu'il existe en droit international, surtout en ce qui a trait au droit de la guerre des bases juridiques en matière de souveraineté et de protection permanente des États sur leurs ressources naturelles lors des conflits armés. Malheureusement dans le cas de la RDC, la communauté internationale, mais surtout l'ONU n'ont pas mis en branle ces instruments. La quatrième convention sur l'occupation et leurs protocoles additionnels ainsi que d'autres règles relatives à l'imputation d'actes illicites à un État et aux mécanismes de la mise en responsabilité ont d'ailleurs été invoquées dans le cas de l'invasion du Koweït par l'Irak.⁵⁷³ Le Conseil de sécurité avait pris à l'issue de ce conflit des résolutions instituant une commission d'évaluation des dommages subis par le Koweït. Cette commission avait ainsi exigé à l'Irak de restituer au Koweït tous les biens spoliés. Dans le cas de l'invasion de la RDC, ce même Conseil n'a pas pris les mesures coercitives vis-à-vis des États agresseurs tels le Rwanda et l'Ouganda.⁵⁷⁴ Ce manque de fermeté et de cohérence sont le reflet de ce «jeu d'intérêts et des rapports de force qui guide les décisions au sein du Conseil de sécurité de l'ONU et pénalise parfois l'application

⁵⁷¹ Voir intervention de Erik Price, PCA de Blackwater devant le Oversight and Government Reform dans l'affaire Blackwater et l'industrie des firmes de sécurité en Irak et Afghanistan. («Hearing on Private Security Contracting in Iraq and Afghanistan» et <http://oversight.house.gov/story.asp?ID=1509> <http://oversight.house.gov/documents/20061207151614-43671.pdf>) (Consulté 22 octobre 2007).

⁵⁷² Voir Protection: «La protection des populations civiles et des personnes civiles en temps de guerre», de IV-50- IV51 (CICR, 49-134).

⁵⁷³ Dans la même optique, l'article 2 des conventions de Genève du 12 août 1949 et l'article des protocoles additionnels 1 et 2 du 8 juin 1977 considèrent comme crimes du droit international : le fait de détruire ou de saisir les biens de l'ennemi. Il y a aussi l'article 53 de la quatrième convention de Genève sur l'occupation interdit aussi au pays occupant de procéder à des destructions des biens publics ou privés. Lire aussi. (David (2002: 426).

⁵⁷⁴ CS/Rés 686 du 2 mars 1991, CS/Rés 687 du 3 avril 1991 ; CS/Rés 1284 du 17 décembre 1999.

impartiale du droit international en général et du droit de la guerre en particulier» (Mopo Kobanda 2006: 93).⁵⁷⁵ Ce manque de fermeté et de cohérence s'est aussi manifesté dans le procès intenté par la RDC contre l'Ouganda devant la Cour internationale de Justice (CIJ) pour invasion et pillage sur son territoire.

Malgré que l'Ouganda ait été condamné à payer des dommages de près de 9 milliards de dollars aux dépens de la RDC par la CIJ, les décisions rendues n'ont jamais été exécutées. Dans le même ordre d'idée, la même CIJ s'est déclarée incompétente pour statuer sur la plainte de même ordre de la RDC contre le Rwanda. Cette incohérence de la CIJ, montre bien que bien malgré que le pillage et l'exploitation et l'expropriation soient reconnus comme des crimes, la question de responsabilité criminelle des États des pays occupants n'est pas complètement résolue en droit international. Ceci à cause des facteurs politiques qui accompagnent l'application du droit international en général et du droit des conflits armés en particulier; notamment au sein du Conseil de sécurité, où il n'est pas toujours facile de faire coïncider ou (respecter) les principes à la pratique.

Mais de plus en plus certaines ONG internationales comme AI et Global Witness conscientes du fait que la majorité des multinationales impliquées dans le pillage des ressources naturelles sont originaires des pays de l'espace de l'Organisation pour la coopération et le Développement Économiques (OCDE) sont en faveur de mesures plus coercitives. Aussi, la CPI doit enfin reconnaître le rôle des acteurs économiques, en plus d'engager leurs responsabilités dans les crimes relevant de la compétence de la CPI, comme le prévoit le Statut de Rome. Global Witness (juillet 2009:14-15) a d'ailleurs des propositions intéressantes à ce sujet. Les

⁵⁷⁵ Confère la résolution 1314 (XIII) du 12 décembre 1958 sur « le droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes comprend un droit de souveraineté permanent sur leurs richesses et leurs ressources naturelles »; et les deux pactes internationaux. Ainsi la signature des contrats commerciaux et l'octroi par les rebelles et les forces d'occupation ougandaises et rwandaises des concessions d'extraction à des sociétés étrangères et aux multinationales constituent une violation flagrante de la souveraineté de la RDC. La résolution 1468 du Conseil de sécurité du 16 juin 2000 a clairement établi que les actes posés par l'Ouganda et le Rwanda violaient la souveraineté et l'intégrité de la RDC.

conclusions de notre analyse et les réflexions qui en découlent nous fait déboucher sur la possibilité de se projeter dans un avenir exempt de mouvements politico-militaires.

Possibilité de projection dans un avenir exempt de mouvements politico-militaires

Toutefois, l'analyse du système international au regard de «l'internationale rebelle» ne saurait se passer de leur intégration dans le champ de la réflexion. Cela témoigne d'un phénomène dont un certain nombre d'internationalistes comme James Rosenau (1979) souligne aujourd'hui l'importance. C'est-à-dire la tension entre ordre et désordre, institutionnalisation et désinstitutionnalisation du monde qui évoque la nette césure entre un monde «anti-centré» et un univers «multi-centré» (Rosenau 1990).

A l'échelle internationale on remarque combien «les logiques de désinstitutionnalisation accompagnent la formation des réseaux transnationaux dans un jeu sans cesse renouvelé de bargaining entre États et acteurs non étatiques. Traditionnellement interprété comme un phénomène témoignant d'un déclin du politique» (Colonomos 1998: 215), mais qui dans le cas de la présence des groupes armés en RDC est tout le contraire. On assiste plutôt à une forme désorganisée de la réémergence du politique.⁵⁷⁶ En Colombie comme en RDC, en raison de ce caractère semi-absent de l'État, la politique et la problématique du pouvoir s'est réglé dans le dénuement de la guerre.

Dans ces deux pays, le fondement de la politique était le rapport ami-ennemi à l'instar du modèle de Carl Schmitt (1972: 183) inspiré de Clausewitz. Dès lors, la guerre allait bien au-delà de l'expression primaire des rapports de pouvoir. Elle a touché au mécanisme de construction de l'autre (individu, collectivité, groupes armés et milices armées) en tant qu'interlocuteur politique.

⁵⁷⁶ Nous reprenons en notre compte cette citation de Colonomos dont l'analyse, comme celle de Rosenau (1979,1990) portent exclusivement sur les acteurs non-étatiques (dirigeants économiques et les multinationales), pour établir un parallèle avec les groupes armés.

Elle était, du reste un facteur de la mobilité sociale politique.⁵⁷⁷ Car de toute évidence, les sorties de crises politiques et militaires ont mis en relief les liens très forts et une grande fluidité régissant la guerre et la politique en tant que pratiques symétriques et indissociables. D'ailleurs en ce qui concerne la RDC ou la Colombie selon Sánchez, la guerre n'a jamais remplacé ni supprimé les relations politiques. Elle est restée leur prolongement (on en veut pour preuve en RDC des nombreux accords politiques).⁵⁷⁸ «La guerre était en fait le moyen le plus efficace pour accéder à la politique. Quand les voies normales (conventionnelle, démocratique) d'accès aux parcelles de pouvoir étaient fermées, la guerre a continué à être à bien des égards «une voie d'accès singulière à la citoyenneté. La guerre était d'une certaine manière, une forme de production du politique» (Sánchez 1998:19). Ce qui nous laisse penser que ces options n'étaient peut-être pas antinomiques, mais au contraire, profondément liées. Toutefois, la guerre n'a pas pu faire émerger en RDC une alternative historique à un modèle postcolonial de pouvoir, ceci contrairement à la théorie du «warlord democracy» de Wantchekon (2004) qui posait comme postulat que la démocratie pouvait émerger directement d'une situation de guerre. Wantchekon s'appuyait sur les cas mozambicain et el salvadorien, pour affirmer que les groupes armés pouvaient à la suite d'une guerre créer non seulement un Etat, mais mieux un Etat démocratique.

En somme, tant que l'on demeure dans une logique de rhétorique démocratique des infrastructures qui débrident, pervertissent les institutions tout en ne permettent pas de prendre en compte les volontés des populations, il y aura toujours les rébellions qui vont s'engager dans des luttes de résistance pour renverser des gouvernements. Dans certaines situations, elles seront porteuses de changement et dans d'autres, elles vont être source de chaos indescriptibles. Dans ce deuxième ordre, les dirigeants africains risquent de donner raison à ceux qui avancent que les

⁵⁷⁷ Nous puisons ces éléments comparatifs principalement des auteurs Gonzalo Sánchez (1998) ; Pécaut (1986).

⁵⁷⁸ Voir à cet effet dans l'Annexe 1 le Tableau des Conférences- négociations et accords de paix qui montre que la politique n'a jamais cessé.

sociétés africaines sont consubstantiellement des sociétés violentes, et animées en permanence par des rapports de forces sous-jacents aux hiérarchies instituées. Dans le cas de la RDC, on ne peut pas ignorer l'omniprésence de la violence politique dans son histoire. Une violence qui s'est toujours inscrite dans les calculs et les stratégies des divers acteurs politiques. Malgré les chemins d'avenir ouverts et les défis posés par le tumulte des deux décennies de conflits et résultat de projets sociopolitiques produit des luttes et de contestations entre acteurs inscrits dans des rapports de forces, les divers acteurs au conflit congolais n'ont pas été capables d'accompagner ces mutations conjoncturelles sensées ouvrir sur un vaste horizon d'avenir et un nouvel imaginaire du futur susceptible de faire déboucher sur la possibilité d'articuler des projets qui reposent sur une nette perspective d'une émancipation radicale de la RDC.

Dès lors, les rapports entre violence politique et résistance subsisteront en RDC tant que l'avenir de ce pays sera menacé par ses voisins, et tant que le contentieux des réfugiés et des rébellions étrangères n'auront pas été soldés. Cette thèse représente une tentative de donner un sens à certaines tendances, c'est-à-dire identifier les conditions sous lesquelles les citoyens peuvent espérer une construction de leur État par opposition à la ré-destruction de cet État par les groupes politico-militaires très souvent incapables d'offrir des projets de société novateurs. Pour finir, l'argument est simple et les implications politiques sociales et humaines sont claires. Il est impérieux de repenser profondément les fonctions du changement politique par la violence armée et les modalités de la construction des bases politiques saines où les citoyens se sentiront libres d'adhérer aux choix politiques sans pouvoir ou vouloir faire constamment recours à la violence politique armée pour valider leurs choix et revendications dans des sociétés ouvertes.

BIBLIOGRAPHIE

Abbisama, Onana. *Géopolitique de Contrôle et de gestion des ressources naturelles : Les facteurs clés du pillage en Afrique Centrale*, Yaoundé, Prescripteur, 15 avril 2002.

Abélès, Marc. *Anthropologie de la globalisation*, Paris, Payot, 2008.

Abrahamsen, Rita. «Blair's Africa: The Politics of Securitisation and Fear», *Alternatives*30,2005,pp.55-80.

Abrahamsen, Rita. «The power of partnership in global governance», *Third World Quarterly*, Vol.25, No 8, pp.1453-1467, 2004.

ACP, Bulletin d'information-Édition révolutionnaire, Goma, 21août 1998.

Accord entre le gouvernement de la République démocratique du Congo et le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) Goma. 23 mars 2009.

Adams, James. *The Next World War: Computers Are the Weapons and the Front Line Is Everywhere* , New York, Simon and Schuster, 1998.

Adebayo,O Olukoshi. *Governing the African Developmental Process: The Challenge of the New Partnership for Africa's Development (NEPAD)*, Occasional Paper, Centre for African Studies, Copenhagen: University of Copenhagen, 2002.

Adebayo, Adedeji. (ed) «Comprehending African Conflicts», *Comprehending and Mastering African Conflicts: the Search for Sustainable Peace and Good Governance*, London, Zed Books, 1999, pp. 3-21.

Abdullah, Ibrahim « Bush Path to Destruction. The Origin and Character of the Revolutionary United Front/Sierra Leone », *The Journal of Modern African Studies*, 36 (2), 1998, pp. 203-235.

Adekeye Adebajo. «A Warlord's Peace». In *Ending civil wars: The implementation of peace agreements*, ed. J. S. Stedman, D. Rothchild, and E. M. Cousens. Boulder & London: Lynne Rienner Publishers, 2002, pp. 599-630.

Adler E., Barnett M. *Security Communities*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

Adelman, Howard et Rao, Govind C. (eds) «The Zairian war and Refugee crisis, 1996-1997: creating a culture of conflict prevention » in *War and Peace in Zaïre/Congo*, 2004,pp.1-29.

AFP. «UN probes peacekeepers for sex abuse in D.R.Congo» 24 December 2008.

Africa Confidential. «Washington Quandary: The US Government Juggles Carrot and Stick While Business Scoops a Mineral Map», no 39, September 26,1997.

Africa Confidential. «Zaire: Kabila Yaka», *Africa Confidential*, 11 April 1997.

Africa Energy & Mining. «Diamond Miners Seethe», *Africa Energy & Mining*, 16 July 1997.

Africa Energy & Mining.« New Diamond Export Regulations», *Africa Energy & Mines*, 29 May 1996.

Africa Energy & Mining.«Zaire: Jump in Diamond Exports», *Africa Energy & Mining*, 6 Sept 1995.

Afrik.com. «La Belgique n'enverra pas de troupes en RD Congo» 3 décembre 2008. (<http://www.afrik.com/article15831.html> consulté 5 décembre 2008)

Afoaku, Osita. «Congo's Rebels: Their Origins, Motivations, and Strategies» in *The African Stakes of the Congo War* John Clark (Ed), New York, Palgrave/Macmillan, 2002, pp.109-128.

Agamben, Giorgio. *Homo Sacer: le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Seuil, 1997.

Agnew, John. *Geopolitics. Re-visioning world politics*, London, Routledge, 1998.

Agrikoliansky, Eric et Dufour, Pascale. «Le frontières des mouvements sociaux/ Les mouvements sociaux aux frontières», *Politiques et Sociétés*, Vol.28, N° 1, 2009, pp.3-11.

Ake, Claude. *Democracy and Development in Africa*. Washington D.C., The Brookings Institute, 1996.

Akhavan, Payam, « Beyond Impunity : Can International Criminal Justice Prevent Future Atrocities », *American Journal of International Law*, Vol.95, no1,2001,pp.7-31.

Alden Chris, Monika Thakur, Matthew Arnold. *Militias and the Challenges of Post-Conflict Peace: Silencing the Guns*, London/New York, Zed Books, 2011.

Alden, Chris. «From Neglect to 'Virtual Engagement': The United States and Its New Paradigm for Africa, » *African Affairs* 99, 395 ,April 2000,pp. 355-371.

Allardt, E. «Past and Emerging Political Cleavages», in *Party System, Party Organisation and the Politics of the New Masses*, Stammer O., (ed) , , Berlin, Institut für Politische Wissenschaft, Frein Universität, 1968, pp.66-74.

Allen, Tim. « Understanding Alice: Uganda's Holy Spirit Movement in Context», *Africa, Journal of the International African Institute*, vol. 61, N° 3, 1991, pp. 370-399.

Allen John. « Economies of power and space», in *Geographies of Economies*, Roger Lee and Jane Wills (Eds), London/New York, Arnold, 1997.

Journal of the International African Institute, vol. 61, N° 3, 1991, pp. 370-399.

in

Amselle, Jean Loup et Mbokolo Elikya. *Au cœur de l'ethnie: ethnies, tribalisme et Etat en Afrique*, Paris, La Découverte, 1985.

Amnesty International. *République démocratique du Congo- Enfants en guerre : susciter un espoir d'avenir*, Londres, 11 octobre 2006.

Amnesty International. *République démocratique du Congo (RDC): Nord-Kivu: les civils paient le prix des rivalités et militaires*, Londres, Amnesty International, 2003.

Amstutz, Mark .*International Conflict and Cooperation. An Introduction to World Politics*, Chicago, Brown and Benchmark, 1995

Anderson, David. *Histories of the Hanged; Britain's dirty war in Kenya and the end of the Empire*, London, WW.Norton, 2005.

Annan, Kofi. *Prevention of Armed Conflict*, Report of the Secretary-General to the General Assembly Security Council, New York, 7 June 2001.

Annan, Kofi. «Annan: this may be a turning point for Africa », *Globe and Mail* (Toronto), 18 May 1998, p A11.

Arnson, Cynthia J., and I. William Zartman. *Rethinking the economics of war: the intersection of Need, Creed, and Greed*, Washington, D.C, Woodrow Wilson Center Press, 2005.

Arnson, Cynthia J. « The Political economy of war :Situation debate » in Arnson, Cynthia J., et I. William Zartman (eds), *Rethinking the economics of war: the intersection of Need, Creed, and Greed*, Washington, D.C, Woodrow Wilson Center Press, 2005, pp.1-22.

Arnsen, Cynthia J., et I. William Zartman. *Rethinking the economics of war: the intersection of Need, Creed, and Greed*, Washington, D.C, Woodrow Wilson Center Press, 2005.

Aron, Raymond. *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962.

Associate Press (AP). « RDC :Kouchner veut une force européenne» Consulté le 29/10/2008 .

Augé, Axel. «Les réformes du secteur de la sécurité et de la défense en Afrique sub-saharienne vers une institutionnalisation de la gouvernance du secteur sécuritaire», *Afrique Contemporaine*, N° 218, 2006, pp.47-69.
Autesserre, Séverine. *The trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*, New York, Cambridge University Press, 2010.

Autesserre, Séverine. *Local Violence, International Indifference? Post-conflict 'settlement' in the eastern D.R. Congo (2003-2005)*, Ph.D., Thesis of New York University, June 2006. (a)

Autesserre, Séverine. «Local violence, National Peace? Post-war 'settlement' in the Eastern D.R. Congo, » *African Studies Review*, 49 (3), 2006, pp. 1-29, 2006. (b)

Autessere, Severine. « DR Congo: Explaining Peace Building Failures, 2003–2006», *Review of African Political Economy*, N°113, 2005, pp.423–441.

Ayoob, Mohamed. « Defining Security : a Subaltern realist Perspective.», In Krause Keith et Williams Michael, *Critical Security Studies. Concepts and Cases*, Minneapolis, Minnesota University Press, 1997, pp.121-146.

Axelrod, Robert. *Comment réussir dans un monde égoïstes*, Paris, Odile Jacob, 1996.

Bachrach, Peter, & Baratz, Morton. « Two faces of power», *American Political Science Review*, 56, 1962, pp 947–952.

Badie, Bertrand. *Un monde sans souveraineté : les États entre ruse et responsabilité*, Paris, Fayard, 1999;

Badie, Bertrand et Alain Pellet. *Les relations internationales à l'épreuve de la science politique : mélanges Marcel Merle*, Paris, Economica, 1993.

Badie, Bertrand. *L'Etat importé*, Paris Fayard, 1993.

Badie, Bertrand and Binbaum Pierre. *The sociology of the State*, Chicago, University of Chicago Press, 1983.

Baeyer- Katte Von, Wanda. «Das 'Sozialitische Patientenkollektiv' in Heidelberg (SPK) », *Analysenzum Terrorismus*, Vol3, 1982, pp.184-316.

Baillon, Thierry. « A l'écoute des enfants soldats congolais » in Marc Schmitz, Thierry Baillon, Tom Bennett et Colette Braeckman, *La guerre, enfants admis*, Bruxelles, Les Grip-Complexe, 2001, pp.?

Bagenda Balagizi, Patient. «Les rôles des ONG zaïroises», in : Gauthier deVillers (éd.), Belgique / Zaïre. *Une histoire en quête d'avenir*. Cahiers Africains, 9-10-11, 1994, pp.229-234.

Bahizire, Néhémie. «Kimya II au Sud-Kivu: détresse des populations, dans un sombre horizon» Rapport de la société civile du Sud Kivu, 24 juillet 2009.

Bakajika Musau, Louis Marie et Kitenge Senga, Dismas. « Une guerre dans la guerre : quand les Ougandais affrontent les Rwandais à Kisangani 1999-2000)» in *Des conflits locaux à la guerre régionale en Afrique Centrale - Le Congo-Kinshasa (1996-2007)*, Maindo, Alphonse (Ed), Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 105-117.

Baldwin, David. «The Sanctions Debate and the Logic of Choice », *International Security*, 24, hiver, 2000, pp.80-107.

Balencie, Jean Marc et De La Grange Arnaud, *Les Nouveaux Mondes Rebelles: Conflits, terrorisme et contestations*, Paris, Editions Michalon, 2005.

Balencie, Jean Marc et De La Grange Arnaud. «*Afrique, » Mondes Rebelles : guerres civiles et violences politiques*, Paris, Editions Michalon, 1999.

Ball, Nicole. *Spreading good practices in security sector reform: Policy options for the British Government*. Saferworld. London. December 1998.

Ball, Nicole, J. Kayode Fayemi, Funmi Olonisakin, Rocklyn Williams, with Martin Rupia. «Governance in the Security Sector», in *Beyond Structural Adjustment*, Nicolas van de Walle and Nicole Ball (Eds), Palgrave, 2003, pp. 263 – 304.

Ballentine, Karen and Sherman, Jake. *The Political Economy of Armed Conflict: Beyond Greed & Grievance*, Boulder, Lynne Rienner, 2003.

Ballentine, Karen and Heiko Nitzschke. « Beyond Greed and Grievance : Policy Lessons from Studies in the Political Economy of Armed Conflict» an International Peace Academy Policy Report, New York : IPA, October 2003, pp.2-5.

Balzacq, Thierry. «The Three Faces of Securitization: Political Agency, Audience and Context», *European Journal of International Relations*, Vol 11(2), 2005, p.171-201.

Banégas, Richard. «“La république oublie-t-elle ses enfants?” Milicianisation et démilicianisation du champ politique en Côte d’Ivoire», Colloque Regards croisés sur les milices d’Afrique et d’Afrique latine en situation de violence, CERI (25-26 septembre 2008).

Banégas, Richard. «De la guerre au maintien de la paix le nouveau business mercenaire», *Critique internationale* N° 1 - automne 1998, pp.179-194.

Baracyeste, Pierre. *L'enjeu géopolitique des sociétés. Minières internationales en République Démocratique du Congo (ex-Zaïre)*, 1999.

Barack, Obama. Discours du President Barack Obama au Palais international des congrès Accra (Ghana), Le 11 juillet 2009.

Baraka, Cyprien Henri. «L’avènement des maï-maï dans le territoire de Bafwasende 1997-2006 : de la prétention de libération à la réalité de l’asservissement » in *Des conflits locaux à la guerre régionale en Afrique Centrale - Le Congo-Kinshasa (1996-2007)*, Maindo, Alphonse (Ed), Paris, L'Harmattan, 2007, pp.77- 104.

Barnet, Rubin. «Central Asia and central Africa: Transnational Wars and Ethnic Conflicts », *Journal of Human Development*, Vol7, N° 1, March 2006, pp.5-22.

Bartolini, Stefano. «La formation des clivages», *Revue Internationale Comparée*, Vol.12, N°1, 2005, pp.9-34.

Bartolini, Stefano. *Exit Options, Boundary Building and Political Structuring*, Florence, European University Institute, Working paper 1998/1.1998.

Battistella, Dario. *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

Battistella, Dario. « L’intérêt national, une notion, trois discours » in Frederic Charillon, *Politique étrangère nouveau regard*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, pp.139-166.

Baud, Philippe. *Violences politiques*, Paris, Seuil, 2004

Baud, Jacques. *La Guerre asymétrique ou la Défaite du vainqueur*, Paris, Editions du Rocher, 2003.

Bayart, Jean-François. «Commentary: Towards a New start for Africa and Europe», *African Affairs*, 103/412, 2004, pp.453-458.

Bayart, Jean-François et Geschiere Peter « «'J'étais là avant' Problématique politiques de l'autochtonie », *Critique internationale*, no 10, janvier 2001, pp. 126-128.

Bayart, Jean-François; Geschiere Peter et Nyamnjoh Francis. « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique internationale*, no 10, janvier 2001, pp. 177-194.

Bayart, Jean François. « Africa in the World: A History of extraversion»» *African Affairs*, 99, 2000, pp.217-267.

Bayart, Jean-François, «La guerre en Afrique déperissement ou formation de l'Etat: République sud-africaine, Congo-Kinshasa, Guinée-Bissau », *Esprit*, N° 247, Novembre 1998, pp.55-73.

Bayart, Jean-François et Hibou, Béatrice. *La Criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1997.

Bayart, Jean-François. *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

Bayart, Jean-François. *The State in Africa: The politics of the belly*, London and New York, Longman, 1993,

Bayart, Jean-François. «La problématique de la démocratie en Afrique noire. La Baule, et puis après?». *Politique africaine*, N° 43, octobre 1991, pp.5-20.

Bayart, Jean-François. *L'État en Afrique, la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

Bayart, Jean-François. *L'Etat au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1979.

Baeyer-Kattevon, Wanda. «Das 'Socialistisches Patientenkollektiv' in Heidelberg (SPK)», *Analysen zum Terrorismus*, vol.3, 1982, pp.184-316.

Bazenguissa-Ganga, Rémy. «Les milices urbaines au Congo: La transition démocratique et la dissémination des pratiques de violence », *Revue africaine de science politique*, Vol. 3, N° I, 1998, 52-69.

Bazenguissa- Ganga, Rémy. «Milices politiques et bandes armées à Brazzaville: Enquête sur la violence politique et sociale des jeunes déclassés», *Études du CERI*, N°13- avril 1996, pp. 1-34.

BBC «Le Monde : Des casques bleus accusés de trafics d'armes, d'ivoire et d'or avec les milices de RDC»
<http://www.bbc.co.uk/french/news/story/2008/04/080428_drc_arms.shtml>, (visité le 30 mai 2008)

Bec, Jacques; Granier, François ; Singery, Jacky. *La facilitation des changements organisationnels: Méthodes , outils et modèles*, Paris, L'Hamattan, 2007.

Behrend, Heike. *Alice Lakwena and the Holy Spirits: War in Northern Uganda, 1986-97*. Oxford, James Curry, 1999.

Bellusci, David C. «Problem with John Rawls The Law of Peoples», *Gnosis*, Volume V, N°1, 2001, pp.1-12.

Bemba, Jean Pierre. *Le choix de la liberté*, Kinshasa, Editions Vénus 2006.

Ben Yahmed, Bechir. « Il faut boycotter les va-t-en-guerre », *Jeune Afrique*, 16 février 1999.

Berdal, Mats and David Keen. « Violence and Economic Agendas in Civil Wars: Some Policy Implications,». *Millennium Journal of International Studies* 26, N° 3, 1997, 796.

Berdal, Mats and David Malone. *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*, Boulder, Lynne Rienner, 2000.

Berghezan, Georges. *Transferts et trafics d'armes vers la RDC*, (Rapport), Bruxelles, GRIP-Ed.Complexe, 3 décembre 2007.

Berghezan, Georges. *Trafics d'armes vers l'Afrique*, Bruxelles, GRIP-Ed.Complexe, 2002.

Berghezan, Georges. «Une guerre cosmopolite», in Colette Braeckman, Marc Schmitz, Sophie Nolet, (eds), *Kabila prend le pouvoir, les prémisses d'une chute la campagne victorieuse de l'AFDL* Bruxelles, GRIP-Ed.Complexe, 1998, pp. 97.

Berman, Bruce. *Control and Crisis in Colonial Kenya: The Dialectic of Domination*, Athens, Ohio University Press, 1990.

Beylerian, Onnig. «Objectifs et methods de recherche dela conduite institutionnelle de sécurité» *Études internationales*, 30 juin, 1999, 217—232.

Brenner, Neil. *New State Spaces, Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford, Oxford University press, 2004.

Brenner, Neil. «The limits to Scale? Methodological Reflections on Scalar Structuration », *Progress in Human Geography*, Vol .25, no 4, 2001, pp 591-614.

Berramdame, A. « Le discours de la Baule et la politique africaine de la France», *Revue juridique et politique*, N° 3, 1999, pp.247-268.

Bertrand, Michel, Natacha Laurent, Michel Taillefer. *Violences et pouvoirs politiques*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1996.

Beswick, Danielle. «The Challenge of Warlordism to Post-Conflict State-Building: The Case of Laurent Nkunda in Eastern Congo », *The Round Table*, Vol. 98, No.402, June 2009, pp. 333-346.

Biagotti, I. «Discours allemands et conditionnalité démocratique», *Politique africaine*, N° 60, 1995, pp.19-33.

Bijard, Laurent. « Les parrains de Sassou Nguesso: La victoire des «cobras» à Brazzaville.», *Le Nouvel Observateur*, N°1720, Semaine jeudi 23 octobre 1997.

Bigo, Didier. «Guerres, conflits, transnational et territoire », *Cultures & Conflits*, N° 21-22, hiver 2002.

Bigo, Didier. «Nouveaux regards sur les conflits», in Marie-Claude Smouts (ed), *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories* Paris, Presses de sciences Po, 1998, pp.309-354.

Bigo, Didier. «L'Europe de la sécurité intérieure: penser la sécurité autrement» in Anne Marie Le Giannec, *Entre union et nations. L'État en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, pp.55-90.

Bigo, Didier. «Grands débats dans un petit monde: Les débats en relations internationales et leur lien avec le monde de la sécurité», *Cultures et Conflits*, 19-20, 1995, pp.7-49.

Bigo, Didier. «La conflictualité à travers l'analyse de la banque de données de l'institut français de polémologie » in Hermant Daniel, et Bigo, Didier (Eds), *Conflits et violence politique dans le monde au tournant des années quatre-vingt dix*, Paris, Fondation Etudes de Défense, 1994, pp.51-80.

Bigo, Didier. «Les conflits après la bipolarité : Les conflits post bipolaires: dynamiques et caractéristiques », *Cultures & Conflits*, N° 8, hiver 1992, pp.6-16.

Birger, Fredriksen. *Le système éducatif de la république du Congo :Priorités et alternatives*. Département du développement humain Région Afrique Banque mondiale, January 2005.

Bischoff, Alain. *Congo-Kinshasa: La décennie 1997-2007*, Paris, Editions du Cygne, 2008.

Bitsho, N. « Le voyage de Kabila à Tripoli trouble la communauté internationale», *Le Soft International*, no 739, 29 avril 1999.

Biyoya Makutu, Philippe. « Les politiques de sortie de crise en RDC et difficultés de mise en œuvre des réformes du secteur de sécurité ». Présentation faite lors du colloque tenu à Kribi au Cameroun du 28 au 30 novembre 2008, Thème : « Sécurité, Insécurité et Reconstruction de la paix en Afrique centrale ».

Blair, David. «Congo rebels recruited on Rwandan soil», *The Daily Telegraph*, 21. November 2008 .

Blanc, Thomas. «'Diamonds are forever'. Le Zimbabwe, les diamants et la guerre en République démocratique du Congo», *Afrique Contemporaine*, no 197, 2001, pp.34-46.

Block, Robert. «A Zaïre's war Wages, Foreign Businesss Scramble for Inroads», *Wall Street Journal*, 14 April 1997.

Bøås, Morten and Kevin C. Dunn. *African Guerrillas: Raging against the machine*, Boulder/London:Lynne Rienner, 2007.

Bøås, Morten. «Africa's Young Guerillas : Rebels with a cause? », *Journal of Contemporary World Affairs*, May 2004, pp.211-214.

Bobo, Koffi Samuel et Chauveau, Jean-Pierre. «La situation de guerre dans l'arène villageoise. Un exemple dans le Centre-Ouest ivoirien», *Politique Africaine*, 89, 2003, pp. 12-33.

Boilley, Pierre. *Les Touaregs Kel Adagh: dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain*, Paris, Karthala, 1999.

Boltanski, Christophe, *Minerais de sang : les esclaves du monde moderne*, Paris, Bernard Grasset, 2012

Boniface, Pascal. *Les guerres de demain*, Paris, Seuil, 2001.

Booth, Ken. «Security and Emancipation » *Review of International Studies*, 17, 4, octobre 1991, pp.313-326.

Booth, Ken. «Security and Self: Reflections of a Fallen» dans Krause, Keith et Williams, Michael (ed), *Critical Security Studies. Concepts and Cases*, Minneapolis, Minnesota University Press, 1997, pp.24-37.

Booyesen, Susan. « 'Choice between Malaria and Cholera' or 'Democratic Façade' : The 2006 Elections in the Democratic Republic of Congo», *Politikon*, 34 (1), April, 2007, pp. 1-18.

Bourdieu, Pierre. *Le Sens pratique*, Paris, Minuit, 1980.

Bourgi, Albert. «Les groupes armés à l'assaut des États» *Questions Internationales*, no 5, janvier-février 2004, pp.35-46.

Bouthoul, Gaston. *Traité de polémologie. Sociologie des guerres*, Paris, Payot, 1991.

Bradol, Jean –Hervé et Guibert Anne. «Le temps des assassins et l'espace humanitaire, Rwanda, Kivu, 1994-1997 », *Hérodote*, N° 86-87, 1997, pp.116-149.

- Braeckman, Colette. *Les Nouveaux Prédateurs: Politiques des puissances en Afrique centrale*. Paris, Fayard, 2003.
- Braeckman, Colette. «La rébellion congolaise se fissure», *Le Soir*, 29 janvier 1999.
- Braeckman, Colette. *L'enjeu congolais. L'Afrique centrale après Mobutu*, Paris, Fayard, 1999.
- Braeckman, Colette. «Tutelle déguisée et partition de fait», *Le Monde diplomatique*, octobre 1999.
- Braeckman, Colette; Marc Schmitz Sophie Nolet; et al, *Kabila prend le pouvoir*, Bruxelles: Editions GRIP/Complexe, 1998.
- Braeckman, Colette. «Le colonel Willy Mallants roule pour Kabila», *Le Soir*, 12 février 1997.
- Braeckman, Colette. «Le Zaïre de Mobutu, 'parrain' des Grands Lacs», in André Guichaoua, ed., *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*, Paris: Karthala, 1995, 387-94.
- Braeckman, Colette. *Le dinosaure : le zaïre de Mobutu*, Paris, Fayard, 1992.
- Braspenning, Thierry et Nashi Emmanuel. «La République démocratique du Congo entre les pressions externes et internes», *African Geopolitics*, <http://www.african-geopolitics.org/show.aspx?> (consulté le 10 avril 2006)
- Bratton, Michael et Van de Walle, Nicolas. *Democratic Experiments in Africa: Regime transitions in comparative perspective*, Cambridge University Press, Cambridge, 1997.
- Brass, Paul R., *Ethnicity and nationalism: Theory and Comparison*, Newbury Park, Sage, 1991.
- Braud, Pierre-Antoine. «Enjeux de stabilité: vers l'émancipation sécuritaire», Présentation faite au Ministère de la Défense Délégation aux affaires stratégiques (DAS), lors du 7ème séminaire de prospective du 21 janvier 2009, Thème : «Stratégies africaines, stratégies en Afrique : Quels futurs ?».
- Braud Philippe. «Violence symbolique, violence physique : Éléments de problématisation » in *Guerres civiles Economies de la violence dimensions de la civilité*, Paris, Karthala-Cermoc, 1999, pp.33-45.
- Braud Philippe. «La violence politique : repères» in *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp.18-20.
- Braudel, Fernand. *Écrits sur l'histoire*, Paris, Éditions Flammarion, 1985.
- Brookes, Peter. *A Devil's Triangle: Terrorism, Weapons of Mass Destruction, and Rogue States*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2005.
- Brown, Stephen. «Authoritarian leaders and multiparty elections in Africa: how foreign donors help to keep Kenya's Daniel arap Moi in power», *Third World Quarterly*, Vol 22, N° 5, 2001, pp 725-739.
- Brown, Michael E. «Causes and implications of Ethnic Conflict» in Brown Michael E., (ed.), *Ethnic Conflict and International Security*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1993 .
- Bruderlein, Claude. «The role of Non-State Actors in Building Human Security: The case of Armed Groups in Infrastate Wars», Geneva: Centre for Humanitarian Dialogue, 2000.
- Brummer, Stefaans. «Business at War for Zaïre's Wealth », *Mail & Guardian*, 25 April 1997.
- Burke, Pamela. «Ethiology of Ethnopolitical Conflict » in Ted Gurr Robert (ed), *Peoples versus states : minorities at risk in the new century*, Washington, D.C., United States Institute of Peace Press, 2000, pp.65-95.

Burstein, Paul. « Interest Organizations, Political parties, and the Study of Democratic Politics », in *Social Movements and American Political Institutions*, Anne N. Costan and Andrew S. Mc Farland (eds), Lanham, Rowan & Littlefield Publishers, London, Pinter Publishers, 1998, pp.39-56.

Buzan, Barry & Wæver, Ole. *Regions and Powers-The Structure of International Security*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

Buzan, Barry, Wæver, Ole and De Wilde, Jaap. *Security: A New Framework for Analysis*, Boulder: Lynne Rienner, 1998.

Buzan, Barry and Wæver, Ole, « The security of society can be threatened by whatever puts its identity into jeopardy », in *Identity, Migration and the New Security Agenda in Europe*, Buzan, Barry; Wæver, Ole; Kelstrup, Morten et Lemaitre, Pierre (eds), , London, Pinter Publishers, 1993.

Buzan, Barry and Wæver, Ole. « Societal Security. The Concept », in Buzan, Barry; Wæver, Ole; Kelstrup, Morten et Lemaitre, Pierre (eds), *Identity, Migration and the New Security Agenda in Europe*, London, Pinter Publishers, 1993, pp.17-40.

Buzan, Barry. « Environment as a Security Issue », in Paul Painchaud (ed), *Geopolitical Perspectives on Environmental Security*, Quebec, (Cahier du GERPE No.92-05, Laval University, 1992, pp. 1-28.

Buzan B., *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post Cold War Era*, Boulder, Lynne Rienner, 1991.

Call, Charles T. « Is transitional Justice really Just ? », *Brown Journal of World Affairs*, Vol.9, Issue1, Summer/Fall 2004, pp.101-113.

Callaghy, Thomas M., Ronald Kassimir, Robert Latham. *Intervention and transnationalism in Africa : global-local networks of power*, Cambridge; New York, Cambridge University Press, 2001(a).

Callaghy, Thomas M. «From Reshaping to Resizing a Failing State? the Case of the Congo/Zaire », in Brendan O'Leary, Ian Lustick, Thomas Callaghy (eds), *Right-sizing the State The Politics of Moving Borders*, Oxford University Press, Oxford, 2001.

Callaghy, Thomas. *The State-Society Struggle*, New York, Columbia University Press, 1984.

Camara, Mohamed Saliou. «From military politization to militarization of power in Guinea-Conakry», *Journal of Political and Military Sociology*, Vol 28, N° 2, Winter 2000, pp. 311-376.

Campbell, Bonnie. «Revisiting the Reform Process of African mining Regimes», *Canadian Journal of Development Studies*, 30, N° 1-2, 2010, pp.197-217.

Capie, David. «Armed groups, Weapons availability and Misuse: An overview of the Issues and options for action» Background paper for a Meeting Organised by the Centre for Humanitarian Dialogue, in Advance of the Sixth Meeting of the Human Security Network, Bamalo, Mali, 25 May 2004.

Capie, David and Pablo Policzer, «Keeping the Promise of Protection: Holding Armed Groups to the Same Standard as States», Centre of International Relations University of British Columbia, Vancouver, Working Paper #3, January 2004.

Caplan, Gerald, *The Betrayal of Africa*, Toronto/Berkeley, Ground Books, 2008.

Carayannis, Tatiana and Weiss, Herbert F. «The Democratic Republic of Congo 1996-2002» in *Dealing with Conflicts in Africa: The United Nations and Regional Organizations*, Boulden, Jane (Ed), New York, Palgrave, pp.253-303.

Castonguay, Jacques. *Les Casques bleus au Rwanda*, Paris, L'Harmattan, 1998.

Cater, Charles. « The Political Economy of Conflict and UN intervention: Rethinking the Critical Cases of Africa, » in Ballentine and Sherman, *The Political Economy of Armed Conflict: Beyond Greed & Grievance*, Boulder, Lynne Rienner, 2003, pp.20-29.

Centre Carter. *Rapport sur la mission d'observation électorale en République Démocratique du Congo 2011*, Kinshasa, 2011.

Cavil, John «Huge fortunes at stake in Zaïre» , *Business Times*, 20 April 1997.

Chabal, Patrick, « The African crisis; context and interpretation » in Werbner, R., et Ranger, T., (eds), *Postcolonial identities in Africa*, London, Zed books, 1996, pp.29-54.

Chabal, Patrick, «Pouvoir et violence en Afrique postcoloniale», *Politique Africaine*, No 42, Juin 1991, pp.51-64.

Chapleau, Philippe et Misser, Francois. *Mercenaires S.A*, Paris, Desclée de Brouver, 1998.

Chauprade, Aymeric, *Introduction à l'analyse géopolitique*, Paris : Ellipses, 1999.

Chingono, Mark. *The State, Violence and Development*, Brookfield,, Avebury, 1996.

CICR : « Droit International Humanitaire - Traités & textes »
<http://www.icrc.org/dih.nsf/INTRO?OpenView> (consulté 14 septembre 2007)

Clapham, Chrisopher. « African Guerrillas revisited » in Boas, Morten and Kevin C. Dunn, *African Guerrillas: Raging against the machine*, Boulder/London, Lynne Rienner, 2007, pp.221-233.

Clapham, Chrisopher. «African security Systems: privatization and the Scope for Mercenary Activity» in Greg Miles and John Stremlau, *The privatization of Security in Africa*, Johannesburg, The South Institute of International Affairs/USIp, 1999, pp.23-46.

Clapham, Christopher. «Degrees of Statehood», *Review of International Studies*, Vol.24, 1998a, pp.143-157.

Clapham, Christopher. *African Guerrillas*, Bloomington & Indianapolis, Indiana University Press, 1998.

Clapham, Christopher. *Africa and The International System: The Politics of Survival*, Cambridge, Cambridge University. Press, 1996.

Clapham, Christopher and John A. Wiseman. «Conclusion: Assessing the prospects for the consolidation of democracy » in John A. Wiseman(ed), *Democracy and Political Change in Sub-Saharan Africa*, London, Routledge, 1995, pp.220-232.

Clark, John, *The African Stakes of the Congo War*, New York, Palgrave Macmillan 2002.

Clark, John. «Causes and consequences of the Congo War» in John Clark(ed), *The African Stakes of the Congo War*, New York, Palgrave Macmillan 2002, pp.1-10.

Chabel, Malek. *La formation de l'identité politique*, Paris, PUF, 1986.

Charpentier, J, *Institutions internationales*, 10^e ed, Paris, Dalloz, 1991.

Chesnais, Jean Claude. *Histoire de la violence*, Paris, Robert Laffont, 1981.

Cochrane, Feargal, *Ending Wars*, Cambridge, Polity Press, 2008.

Coghlan, Benjamin, Richard J Brennan, Pascal Ngoy, David Dofara, Brad Otto, Mark Clements, Tony Stewart. « Mortality in the Democratic Republic of Congo: a nationwide survey », *Lancet*, Vol 367, January 7, 2006, pp.44–51.

Cohen, Herman J. «Can Africa Trade Its Way to Peace?», *The New York Times*, December 16, 2008.

Cohen, Eliot. « Military Power and International Order. Is Force Finished? », in Chester Crocker, Fen Osler Hampson et Pamela Aall (Eds), *Managing Global Chaos, Sources and Responses to International Conflict*, Washington, US Institute of Peace Press, 1996.

Colla et Dallemagne. RAPPORT de la Commission d'enquête « GRANDS LACS : Commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur l'exploitation et le commerce légaux et illégaux de richesses naturelles dans la région des Grands Lacs au vu de la situation conflictuelle actuelle et de l'implication de la Belgique » Sénat Belge, Bruxelles, Session de 2002-2003, 20 Février 2003.

Collier, Paul; Elliot, Lani; Hegre, Havard; Hoeffler, Anke; Reynal-Querol, Marta et Sambanis, Nicholas. *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*, Washington D.C., The World Bank and Oxford University Press, 2003.

Collier, Paul. *The Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy*, Washington D.C., The World Bank, 2000.

Collier, Paul and Hoeffler, Anke. « On Economic Causes of Civil War », New York, Oxford University Press, papers 50 (4), 1998, pp. 563-573.

Colonomos, Ariel. « L'acteur en réseau à l'épreuve de l'international », in *Les nouvelles relations internationales*, Marie-Claude Smouts (Ed), *Pratiques et théories* Paris, Presses de sciences Po, 1998, pp. 203-226.

Colson, Bruno. *Europe : repenser les alliances*, Paris, Economica, 1995.

Comaroff, Jean and John Comaroff, *Ethnography and the Historical Imagination*, Boulder, Westview Press, 1994.

Compagnon, Daniel. « Zimbabwe : l'alternance ou le chaos », *Politique africaine*, no 81, mars 2001, pp. 7-25.

Compagnon, Daniel, « Somali Armed Movements : The Interplay of Political Entrepreneurship and Clan-based Factions » in *African guerillas*, Christopher Clapham (ed), Bloomington, Indiana University press, 1998.

Commission for Africa. *Report of the Commission for Africa*, London: Department for International Development, 2005.

CONADER: Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion (PN-DDR). Rapport trimestriel sur l'état d'avancement, avril-juin 2006.

Conesa, Pierre. « La sécurité internationale sans les Etats », *Revue internationale et stratégique*, No. 51, Automne 2003, pp. 53-61.

Conesa, Pierre. « Les relations internationales illicites », *La Revue Internationale et Stratégique* N°43 - Eté 2001, pp. 18-25.

Constantin, François. « Aux périphéries de la scène internationale : puissance, pouvoir et petits poucets », *Le Trimestre du Monde*, 3^{ème} Trimestre 1995, pp. 55-81.

Constantin, François. « A propos des relations internationales : considérations d'après l'itinéraire africain d'un internationaliste en science politique » in *Les relations internationales à l'épreuve de la Science Politique*, Badie, Bernard et Pellet, Alain (eds), Paris, Economica, 1993, pp. 181-200.

Cooper, Frederick. « Networks, moral discourse, and history » in Callaghy, Thomas M., Ronald Kassimir, Robert Latham (eds), *Intervention and transnationalism in Africa : global-local networks of power*, Cambridge; New York, Cambridge University Press, 2001, pp. 23-46.

Cooper, Robert. «The New Liberal Imperialism» Observer Worldview Extra, April 7, 2002: www.observer.co.uk.

Copan, Jean. «La fin de la société «État»: entre mobilités sociales et violences invisibles» in *État et acteurs émergents en Afrique*, Lebeau, Yann; Niane, Boubacar; Piriou, Anne et De Saint Martin, Monique (Eds), Paris, Karthala-Infra, 2005, pp.7-19.

Copson, Raymond W. *The United States in Africa: Bush policy and Beyond*, London/New York, Zed Books, 2007.

Cordesman. Anthony H. *Terrorism. Asymmetric Warfare and Weapons of Mass Destruction; Defending the U.S. Homeland*. Praeger, Westport, 2002.

Coulon, Christian. « Les dynamiques de l'ethnicité en Afrique noire », in *Sociologie des nationalismes*, Birnbaum Pierre, (ed), Paris, PUF, 1997, pp.37-53.

Coussy, Jean. «Economie politique internationale » in *Les nouvelles relations internationales : Pratiques et théories*, Marie –Claude Smouts (ed), Paris, Presse de sciences Po, 1998, pp.253-276.

Cox, Robert. *Production, Power and World Order. Social Forces in the Making History*, New York, Colombia University Press, 1987.

Cox, Robert. «Social Forces, States and World Order», in *Neorealism and Its Critics*, Robert Keohane (Ed), New York, Colombia University Press, 1986, pp.204-254.

CPI : La Cour pénale Internationale : Comment les organisations non gouvernementales peuvent contribuer à la poursuite des criminels de guerre
septembre 2004 : http://www.iccnw.org/buildingthecourtnew/issues_campaigns/investigations_prosecutions/HRW_iccProsecutions_0904_fr.pdf (consulté septembre 2005)

Cramer, Chris. «Homo economicus goes to war: methodological individualism, rational choice and the political economy of War», *World Development* 30, 11, 2003, pp.1845-64.

Crawford, Gordon. «Partnership or power? Deconstructing the 'Partnership for Governance Reform' in Indonesia», *Third World Quarterly*, Vol 24, No 1, pp.130-159, 2003.

Cros, Marie-France. «Mgr Monsengwo : Il y a un certain énervement envers les étrangers», *La Libre Belgique*, Bruxelles, 22 mai 2006.

Cros, Marie-France et François Misser. *Géopolitique du Congo (RDC)*, Paris, Editions Complexe, 2006

Cros, Marie France. «Graves dissensions dans la rébellion», *La Libre Belgique* 27 janvier 1999.

Cros, Marie- France. «Un colonel belge à la retraite conseille Laurent Kabila», *La Libre Belgique*, 1 er février 1997.

Crozier, Michel et Friedberg E. *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977.

CRDI, Rapport de la commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États, *La Responsabilité de protéger*, CRDI, Ottawa, décembre 2001.

CREDDHO. « Rapport sur l'exploitation et l'exportation de la cassitérite et du coltan en province du Nord-Kivu », Goma, octobre 2007.

Crummey, Donald. «The great beast», in *Banditry, rebellion, and social protest in Africa*, Donald Crummey (ed), London, Heinemann, 1986, pp.1-29.

Cumming, Gordon. «French Development Assistance to Africa: Towards a New Agenda», *African Affairs*, N° 94, 1995, pp. 383-398.

Cusak, Thomas, R. *On the theoretical deficit in the study of war, The process of war. Advancing the scientific study of war*, Bremer, S.A. & Cusak, Thomas.R., (eds), Amsterdam, Gordon and Breach Publishers, 1995.

Dabezies, Pierre. «Sur la Polémologie » in *Conflits et violence politique dans le monde au tournant des années quatre-vingt dix*, Hermant Daniel, et Bigo, Didier (Eds), Paris, Fondation Etudes de Défense, 1994, pp. 13-49.

Dahl, Robert A. *Polyarchy*, New Haven, Yale University Press, 1971

Dahl, Robert. «The concept of power'», *Behavioral Science*, 1957, pp 201–215.

Dahrendorf, Nicola. « MONUC and the Relevance of Coherent Mandates : The Case of the DRC », in Hänggi, Heiner and Vincenza Scherrer (Eds), *Security sector reform and UN integrated missions : experience from Burundi, the Democratic Republic of Congo, Haiti and Kosovo*, Berlin, Lit Verlag, 2008, pp. 68-112.

Dagne, T. *Africa and the War on Terrorism*, Congressional Research Service Washington, DC, Library of Congress, 2002.

Dalby, Simon. *Environmental Security*, Minnesota, University of Minnesota Press, 2002.

Darbon, Daniel. *L'Etat Prédateur*, (1994) <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/039037.pdf> (juin 2003)

Darbon, Dominique. «La Truth and Reconciliation Commission. Le miracle sud-africain en question» *Revue française de science politique*, Vol. 48, N.6, 1998, pp. 707 – 724.

David, Eric. *Principes de droit des conflits armés*, Bruxelles, Bruylant, 2002.

David, Charles –Philippe. *La guerre et la paix: Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

Dawisha, Adeed, and I. William Zartman (Eds). *Beyond Coercion : The Durability of the Arab State*, London, Croom Helm, 1988.

de Goede, M. J. «Elections in the Congo: ending the war and legitimising warlords», in J. Minnie (Ed.), *Outside the Ballot Box: Preconditions for Elections in Southern Africa 2005/6*, Windhoek: Media Institute of Southern Africa, 2006 pp. 91–96.

Deen, Thalif. «U.N. Chief warns of Collapsing Peace Agreements», *United Nations Inter Press Service*, July 20, 2005.

Delin, JC, «Pillage, mode d'emploi », *Jeune Afrique, L'Intelligent*, juin 2001.

d'Ersu, Laurent. «Pierre-Antoine Braud : « Les Etats membres de l'ONU doivent clarifier ce qu'ils d'elle », *Journal La Croix*, <http://www.la-croix.com/article/index.jsp?docId=2325720&rubId=786>, (consulté le 1-11-2008)

della Porta et Sidney Tarrow, *Transnational Protest and Global Activism*, Oxford, Rowman & Littlefield Publisher, 2005.

Della Ratta, Donatella, «Roland Robertson : Nous vivons dans un monde glocalisé» , <http://www.lecourrier.ch/index.php?name=News&file=article&sid=37962&theme=Printer>, traduit par FABIO LO VERSO, 15 Juin 2004 (consulté le 15 avril 2007).

Delmas, Philippe., *Le bel avenir de la guerre*, Paris Gallimard, 1995.

Derrienic, Jean-Pierre. *Les guerres civiles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

De Burellet, J., *Nationalité de personnes physiques et décolonisation. Essai de contribution à la théorie de la succession d'Etat*, Bruxelles, Emile Bruylant, 1975.

De Maret, Pierre et Marc Poncelet. *Les associations urbaines en Afrique subsaharienne: Types, fonctionnement et initiatives en matière de développement : études de cas à Cotonou (Bénin), Lubumbashi (RDC) et Yaoundé (Cameroun)*, mars 1999. Accessible le 18 2008 (<http://www.polesud.ulg.ac.be/ressources/recherche/associationsurbaines.pdf>)

Department for International Development (DFID) et. al. *The Global Conflict Prevention Pool. A joint UK Government approach to reducing conflict*. London, 2003.

De Villiers, Gauthier, Jean Omasombo et Erik Kennes, *République démocratique du Congo - Guerre et politique: Les trente derniers mois de L.D. Kabila (août 1998-janvier 2001)*, Tervuren/Paris, Institut africain/L'Harmattan, 2002.

Gauthier de VILLERS et al, *République Démocratique du Congo. Guerre et politique, les trente derniers mois de Laurent Désiré Kabila* (Août 1998 – Janvier 2001), In *Cahiers Africains*, n° 47- 48, Paris, l'Harmattan, 2001.

De Villiers, Gauthier et J-C Willame. *République démocratique du Congo. Chronique politique d'un entre-deux guerres: Octobre 1996-juillet 1998*, N° 38-36, Tervuren/Paris, Institut africain-CEDAF/L'Harmattan, 1998.

De Villiers, Gauthier et Jean Omasombo. *La transition manquée 1990-1997*, Tervuren/Paris, Institut africain-CEDAF/L'Harmattan, 1997.

De Witte, Ludo. *L'Assassinat de Lumumba*, Paris, Edition Karthala, 2000.

Dickson, Laura A. « The promise of Hybrid Courts », *American Journal of International Law* Vol.97, no.2, 2003, pp.295-310.

Dictionnaire de la terminologie du droit international, Paris, 1960.

Dietrich, Christian, *Monnaie forte : L'économie criminalisée des diamants dans la République démocratique du Congo et les pays voisins*, Ottawa, Partenariat Afrique Canada, juin 2002 (a).

Dietrich, Christian. «Diamant : Les Comptoirs en désaccord avec le gouvernement », *Economica* (Kinshasa), 1 avril 2002, www.digitalcongo.net.

Diosso, Olivier. «Recrutement des soldats au Nord-Kivu Syfia dénonce : "Les démobilisés reprennent du galon chez Nkunda"», *Le Potentiel*, Edition 4096 du Samedi 11 Aout 2007.

Dobry, Michel. «Les voies incertaines de la transitologie. Choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence ». *Revue française de science politique*, vol. 50, N° 4-5 (août-octobre 2000), pp. 585-613.

Dobry, Michel. «Calcul, concurrence et gestion du sens », in *Manifestation*, Favre, Pierre (ed), Paris, Presses de la FNSP, 1990, pp.357-386.

Dobry, Michel. *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la FNSP, 1986.

Donnelly, Thomas; Donald Kagan et Gary Schmitt, *Rebuilding America's Defences: Strategy, Forces and Resources for a New Century, Project for the New American Century*, Washington D.C., 2000.

Doom, Ruddy and Jan Gorus. *Politics of identity and economics of conflict in the Great Lakes Region*, Brussels, VUB University Press, 2000.

Doom, Ruddy and K.Vlassenroot. «Kony's Message: A New Koine? The Lord's Resistance Army in Northern Uganda», *African Affairs* 98, 1999: 5-36.

Downs, G., and John S.Stedman. «Evaluation issues in peace implementation». In *Ending civil wars: The implementation of peace agreements*, ed. J. S. Stedman, D. Rothchild, and E. M. Cousens. Boulder & London, Lynne Rienner Publishers,2002 a, pp. 43–69.

Doyle, Michaël. « The Change of Strategic Coordination ». In *Ending civil wars: The implementation of peace agreements*, ed. J. S. Stedman, D. Rothchild, and E. M. Cousens. Boulder & London, Lynne Rienner Publishers,2002, pp. 71-88.

Dozon, Jean Pierre. «L'étranger et l'allochtone en Côte d'Ivoire» in Bernard Contamin et Hans Memel-Foté(eds), *Le Modèle ivoirien en question: crises, ajustements, recompositions*, Paris, Karthala, 1997,pp779-798.

Duffield, Mark. «Social reconstruction and the radicalisation of development: aid as a relation of global liberal governance», *Development and Change*, 33(5), 2002,pp. 1049–1071.

Duffield, Mark. «Governing the borderlands: decoding the power of aid», *Disasters*, 25(4),2001, pp. 308–320.

Duffield, Mark. «Post modern conflict: Warlords, post-adjustment states and private protection», *Civil Wars*,Vol 1, No1 (Spring 1998), pp.65-102.

Duffield, Mark. «The Political Economy of Internal War: Asset Transfer, Complex Emergencies and International Aid », in *War and Hunger: Rethinking International Responses*, McRae Joanna and Zwi, Anthony (eds), London, Zed Books, 1994,pp.50-69.

Dufour, Jean Louis. «Un siècle belliqueux : périodisation, comparaisons», *Espaces Temps*, 71-72-73,1999,respectivement pp.22,23.

Duke, Lynne. *Mandela,Mobutu, and Me*, New York, Double day,2003.

Duke, Lynne. «US. Faces Surprise, Dilemma in Africa», *Washington Post*, 14 July 1998.

Duke, Lynne. «US. Military Role in Rwanda Greater Than Disclosed», *Washington Post*, 16 August1997,A16.

Dumoulin, André. *La France Militaire et l'Afrique*, Paris: Éditions GRIP, 1997.

Dungia, Emmanuel. *Mobutu et l'argent du Zaïre*, Paris, 1993, L'Harmattan, 1993.

Dupont, P. «La communauté internationale face à la question de l'intervention humanitaire lors de la rébellion au Kivu (octobre-décembre 1996)», in S Marysse et all (Eds), *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 1996-1997*, Anvers centre d'études de la région des Grands Lacs d'Afrique- Paris, L'Harmattan, 1997, pp.206-220.

Dussey, Robert, *Pour une paix durable en Afrique: Plaidoyer pour une conscience africaine des conflits armés*, Abidjan, Ed Bognini, 2002.

Ebenga, Jacques et N'Landu Thierry «The Congolese National Army : In search of an identity» in Martin Rupiya (Ed), *Evolutions & Revolutions A Contemporary History of Militaries in Southern Africa*, Pretoria, Institute for Security Studies, 2005,pp.63-84.

Eboussi Boulaga, Fabien. *Les Conférences nationales en Afrique Noire. Une Affaire à suivre*, Paris, Karthala,1992.

Edgerton, Robert B. *Mau Mau: An African Crucible*, London, Freepress, 1990.

El Tahri Jihan et Peter Chapell. «L'Afrique en morceaux: La tragédie des Grands Lacs», documentaire, durée : 100min, Septembre 2000.

Ela, Jean Marc. «Refus du développement ou échec de l'occidentalisation? Les voies de l'afro-rennaissance», *Le Monde diplomatique*, N° 535, octobre 1998.

Elagab, Omer Yousif. «The Special Court for Sierra Leone: Some Constraints» *International Journal of Human Rights*, Vol. 8, No. 3, Autumn 2004, pp. 249–273.

Elenga, YC. «L'ethnie: discours théorique et pratique politique», in *Zaire-Afrique*, No 293 1997, pp.163-171.

Elias, Norbert, *Engagement et distanciation*, Paris, Fayard, 1993.

Ellis, Kail. «Lebanon: The struggle of a small country in a regional context» *Arab Studies Quarterly Winter*, Vol.21. N° 1. 1999. pp. 5-25.

Elis, Stephen. «The Strange Life of African States » *Africa Insight*, vol26, N° 1, 1996, pp2-3.

Ellinsen, Tanja. « Cultures in Conflict : Old Stories or New Threats ? » paper presented at the Conference on Data Collection on Armed Conflict, Department of Peace and Conflict research, Uppsala University, 8-9 June 2001 (www.pcr.uu.se)

Ellinsen, Tanja, «Colorful Community or Ethnic Witches Brew ? », *Journal of Conflict Resolution*, 44(2), 2000, pp228-249.

Elwert, Georg. «Markets of violence», in Georg Elwert, Stephan Freuchtwang et Dieter Neubert, *Dynamics of Violence : Process of Escalation and De-Escalation in violent Group Conflicts*, Berlin, Duncker & Humboldt, 1999, pp.85-102.

Elwert, Freuchtwang et Neubert. «The Dynamics of Collective Violence-An Introduction.», in Georg Elwert, Stephan Freuchtwang et Dieter Neubert, *Dynamics of Violence : Process of Escalation and De-Escalation in violent Group Conflicts*, Berlin, Duncker & Humboldt, 1999, pp.9-31.

Emizet, Kisangani. «The massacre of Refugees in Congo: A case of UN Peacekeeping Failure and International Law», *Journal of Modern African Studies*, 38, 2, 2000 , pp.163-2002.

Englebert, Pierre and Dennis Tull. «Postconflict Reconstruction in Africa: Flawed Ideas about Failed States», *International Security*, Vol.32, No.4, 2008, pp.106–139.

Enzensberger, H.M. *Civils Wars, From L.A to Bosnia*, New York, Free Press, 1994.

Eriksson Baaz, Maria and Stern, Maria. *The Complexity of Violence: A critical analysis of sexual violence in the Democratic Republic of Congo (DRC)*, Nordiska Afrikainstitutet The Nordic Africa Institute, 2010.

Ero, Comfort et Ferme, Mariane. «Liberia, Sierra Léone et Guinée : Une guerre sans frontières? », *Politique africaine*, N° 88, décembre 2002, pp.5-12.

Epicum, Richard. « Le choix des O.N.G zairoises », *Zaire –Afrique*, mars 1995, pp 153-157.

Epicum, Richard. «A propos de la Table ronde des ONG, Kinshasa, 17-19 décembre 1987», in *Zaire –Afrique*, No 221, janvier 1988.

Esman, Milton J. «Ethnic Politics and Economic Power», *Comparative Politics* 19(4), pp.1987, 395–418.

Etinga, Stephane. «La Monuc appelle au respect des lignes de désengagement», *Le Potentiel*, Edition 4475 du Jeudi 30 Octobre 2008.

EUSEC – R.D. CONGO: Rapport d'analyse de la Mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en RDC (EUSEC – RDC): Administration de la solde et des vivres au sein du ministère de la défense et des forces armées de la RDC, 31 août 2005.

Failed States Index 2008. The Failed States Index «The Rankings» http://www.foreignpolicy.com/story/cms.php?story_id=4350&page=1, Consulté le 10 30 juillet 2008)

Fairbairn, Geoffrey. *Revolutionary Guerrilla Warfare: The Countryside Version* Harmondsworth, Eng.: Penguin Books, 1974.

Fearon, James. «Primary Commodity Exports and Civil War», *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 49, N° 4, 2005, pp. 483-507.

Fearon James et David Laitin. *Ethnicity, Insurgency and Civil War*, American Political Science Review, N° 97, 2003, pp. 75-90.

Featherstone, David, Richard Phillips and Johanna Waters. «Introduction: spatialities of transnational networks» *Global Networks*, Volume 7 Issue 4, 2007, pp. 383–391.

Fen Osler, Hampson. *Nurturing Peace: Why Peace Settlements Succeed or Fail*, Washington, D.C, United States Institute of Peace Press, 1996.

Ferguson, Yale et James Roseneau. « De la puissance avant et après le 11 septembre 2001 : Une perspective post internationale », *Revue Études internationales*, volume XXXV, no 4, décembre 2004, pp.623-639.

Féron, Élise et Michel Hastings. «Les nouvelles guerres de cent ans», *Revue internationale des sciences sociales*, Vol3, /3 - N° 177, 2003, pp. 545-556.

FIDH: Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme. Mission d'Enquête République démocratique du Congo Persévérance de la haine ethnique et des violations massives et systématiques des droits de l'Homme à Bunia, Paris, n° 371 / Octobre 2003.

FIDH: Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme .*RDC: Ce que Kabila dissimule*, Paris, 1997.

Fillieule, Olivier, «De l'objet de définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux», *Politiques et Sociétés*, Vol.28, no 1, 2009, pp.15-36.

Fomunyoh, Christopher. «Democratization in Fits and Starts», *Journal of Democracy*, vol. 12, N°3, July 2001, pp. 37-50.

Fontrier, Marc. « Des nouvelles guerres africaines Transformations de la violence et menaces sur les tracés frontaliers en Afrique » *Stratégique* no 80, http://www.stratisc.org/strat/Strategique_80_Fontrier.htm(consulté juillet 2005).

Forrest, Joshua. *Subnationalism in Africa : Ethnicity, Alliances, and Policies*, Boulder/London, Lynne Rienner, 2004.

Foucault, Michel. *La Volonté de savoir*, Paris, 1976.

Freeman, Mark. Le rôle des parlements dans l'aboutissement du processus de réconciliation : Guide pratique à l'usage des parlementaires n° 10 – 2005, IDEA/l'UIP, Genève.2005.

- Fukuyama, Francis. «Social capital, civil society and development», *Third World Quarterly*, Vol,22, N° 1, 2001.pp7-20.
- Fukuyama, Francis. *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Paris, Flammarion, 1992.
- Furedi, Frank. *The Mau Mau war in perspective*, London: J. Currey & Athens : Ohio University Press, 1989.
- Galaty, J.G., D. Aronson, and P.C. Salzman, eds, 1981. *The Future of Pastoral Peoples*. Ottawa: IDRC,1981.
- Callaghy, Thomas. *The State-Society Struggle: Zaire in Comparative Perspective*, New York: Columbia University Press, 1984.
- Gallie, W.B.«Essentially contested concepts», in *The importance of Language*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1962,pp.121-146.
- Galula, David. *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, Economica, Paris, 2006.
- Galy, Michel. «Politologie d'une rébellion. Une «gouvernance par la violence» au Nord de la Côte d'Ivoire» *Cultures& Conflits*, N° 65, Printemps 2007, pp.137-155.
- Galy, Michel. *Guerres Nomades et sociétés ouest-africaines*, L'harmattan, Paris, 2007a.
- Galy, Michel. «De la guerre nomade: sept approches du conflit autour de la Côte d'Ivoire », *Culture et Conflits*, n°55, 2004, pp. 163-196.
- Galy, Michel.«Liberia, machine perverse. Antropologie politique du conflit libérien », *Cahiers d'Études africaines*, Vol.38, No 150-152, 1998, pp.533-553.
- Gamba, Virginia and De Beer, Hannelie. «The arms dilemma: resources for arms or arms for resources? », in *Angola's War Economy : The role of oil and diamonds*, Cilliers Jakkie and Dietrich, Christian (eds), Pretoria,Institute for Security Studies, 2001, pp.69-93.
- Gami, Norbert. *Instrumentalisation du concept ethnique par l'homme politique congolais Conflits ethno-politiques, guerres civiles à répétition:Situation en 2000, 2001 et perspectives d'avenir*, Paris: Unesco et Ethno-net (20020 <http://www.ethnonet-africa.org/pubs/ictgami.htm>(consulté avril 2003)
- Gamson, William. *The Strategy of Social Protest*, Belmont, Wadsworth,1990.
- Ganguly, Rajat and Ray Taras. *Understanding ethnic conflict : the international dimension*, Longman, New York 1998.
- Gasore,Zebedée. *Discours prononcé à l'occasion de la conférence de paix de sécurité et du développement du Nord et Sud Kivu tenue à Goma du 06 au 21 janvier 2008 pour les Forces Républicaines Fédéralistes FRF*. Par son délégué , le 28 décembre 2007.
- Gazibo, Mamadou. *Les paradoxes de la démocratie en Afrique*, Québec, Les Presses de l'Université de Montréal, 2005.
- Gazibo, Mamoudou et Jenson, Jane. *La politique comparée : Fondements, enjeux et approches théoriques*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2004.
- Gbadamassi, Falila «Abakar Tollimi : "La rébellion est la seule voie de changement possible au Tchad" », <http://www.afrik.com/article20271.html>, consulté le 7 juillet 2010.

Gberie, Lansana. *A dirty war in west Africa: The RUF and the destruction of Sierra Leone*, Bloomington/Indianapolis, Indiana University press, 2005.

Geertz, Clifford. *Ici et là-bas : l'anthropologue*, Paris, Ed. Métailié, 1996.

Geffray, Christian *La Cause des armes au Mozambique : anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala, 1990.

Gendebien, Paul Henry. *L'intervention des Nations Unies au Congo 1960-1964*, Paris et La Haye, Mouton, 1967.

Gentili, Ana –Maria. « Ethnicity and Citizenship in Sub Saharan Africa » in *Is Violence Inevitable in Africa*, Chabal, Patrick ; Ulf Engel and Ana –Maria Gentili (eds), Leiden, Brill, 2005, pp.35-54.

George and Meredith Friedman. *The Future of War*, New York, St. Martin's Griffin, 1996.

Gittleman, Jeffrey, "An Interview With Joseph Kabila" The New York Times, Published: April 3, 2009.

Ghali, Boutros- Boutros, *Agenda pour la Paix : Diplomatie préventive, rétablissement de la paix, maintien de la paix*, Rapport présenté par le Secrétaire général en application de la déclaration adoptée par la Réunion au sommet du Conseil de sécurité le 31 janvier 1992, New York, 17 juin 1992.

Ghebali, Victor Yves. « Les guerres Civiles de la post –bipolarité: nouveau acteurs et nouveaux objectifs », *Relations Internationales*, N° 105, printemps 2001, pp.31-44.

Giddens, Antony. *Central problems in social theory action, structure and contradiction in social analysis*, Basingstoke, MacMillan, 1979.

Gilpin, Robert. *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987 .

Gilpin, Robert. *World and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

Girardet, Raoul. *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, « Points Histoire», 1986.

Giugni, Marco. «La mobilisation des nouveaux mouvements sociaux en Suisse, 1975-1989 », Travaux et communication (Université de Genève), N° 2, 1991, pp.79-100.

Giugni, Marco et Kriesi, Hanspeter. «Nouveaux Mouvements sociaux dans les années'80: évolution et perspectives.» *Annuaire suisse de science politique*, Vol 30, 1990, pp.440-445.

Giustozzi, Antonio. «Respectable Warlords ? The Transition from War of All Against All to Peaceful Competition in Afghanistan », *Crisis States Programme*, Research Seminar 29, January 2003.

Global Witness. « Face à un fusil, que peut-on faire ? » *La guerre et la militarisation du secteur minier dans l'est du Congo*, Londres, Global Witness, juillet 2009.

Global Witness. *Chocolat chaud: Comment le cacao a alimenté le conflit en Côte d'Ivoire*, Londres, Londres, Global Witness, juin 2007.

Global Witness. *La paix sous tension, Dangereux et illicite commerce de la cassitérite dans l'est du Congo*, Londres, Global Witness, Juin 2005.

Global Witness, *A Rough Trade*, London, Londres, Global Witness, 1998.

Gomes, João Porto «Contemporary Conflict Analysis in Perspective» in *Scarcity and Surfeit The ecology of Africa's conflicts*, Lind, Jeremy and Sturman Kathryn (eds), Pretoria, African Centre for Technology Studies And Institute for Security Studies, 2002, pp.2-49.

Gonzales Cueva, Eduardo « Mécanismes de la justice transitionnelle: Commissions de vérité: myths et leçons apprises » In *La Justice transitionnelle dans le monde francophone : état des lieux*, Mô Bleeker et Carol Mottet(Eds) , Bern, FDFA, 2007 16-19.

Goodwin, Jeffrey and Theda Skocpol.«Explaining Revolution in the Contemporary Third World», *Politics and Society*, No 17, 1989, pp.489-509.

Gramson, William. *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge/ New York, Cambridge University Press,1992.

Gordon, Chris. «Kabila Dumps DeBeers », *Business Mail*, 2 May 1997.

Goody, Jack. «Bitter Icons: How Ethnic is Ethic Cleansing », *New Left Review* 7,2001,pp.5-15.

Gould, Roger, V. *Insurgent Identities. Class, Community and Protest in Paris from 1848 to the Commune*, Chicago, Chicago University Press, 1995.

Goyvaerts, Didier. *Conflict and Ethnicity in Central Africa*, Tokyo, Institute for the Study of Languages and Cultures of Asia andAfrica, 2000.

Gray, Chris Hables. *Postmodern War: The new politics of Conflict*, London, Routledge, 1997.

Green, Leslie, C. *The Contemporary Law of Armed Conflict*, Manchester/New York, Manchester University Press, 1993.

Guha, Ranajit. *Dominance without Hegemony*, Cambridge, Harvard University Press, 1998.

Gurr, Ted Robert (Ed). *Peoples versus states: minorities at risk in the new century*, Washington, D.C., United States Institute of Peace Press, 2000.

Hänggi, Heiner and Vincenza Scherrer. *Security sector reform and UN integrated missions: experience from Burundi, the Democratic Republic of Congo, Haiti and Kosovo*, Berlin, Lit Verlag ,2008.

Hannah Arendt. *Du mensonge à la violence*, trad., Paris, Calman –Levy,1994.

Hartzell, Caroline and M. Hoddie. *Crafting peace: Power-sharing institutions and the negotiated settlement of civil wars*, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press, 2007.

Hartzell, Caroline and Matthew Hoddie. « Institutionalizing Peace: Power Sharing and Post-CivilWar Conflict Management», *American Journal of Political Science*, Vol. 47, No. 2, April 2003, pp. 318–332

Hartzell,Caroline. «Explaining the Stability of Negotiated Settlements to Intrastate Wars», *Journal of Conflict Resolution* ,43(1),1999,pp.:3–22.

Haynes, Jeffrey. «Limited Democracy in Ghana and Uganda: What is Most Important in International Actors Stability or Political Freedom?», *Journal of Contemporary African Studies*,Vol.19, N^o2,2001,pp.192-202.

Heathershaw, John. and Lambach, Daniel. «Introduction: post-conflict spaces and approaches to statebuilding», *Journal of Intervention and Statebuilding*, 2(3), 2008,pp. 269–289.

Hellweg, Joseph. «Encompassing the State: Sacrifice and Security in the Hunters' Movement of Côte d'Ivoire», *Africa Today*, (50) 4, 2004,pp. 3-27.

Herbst,Jeffrey and Greg Mills « There Is No Congo:Why the only way to help Congo is to stop pretending it exists»,4 mars 2009 http://www.foreignpolicy.com/story/cms.php?story_id=4763&page=0 (Consulté 12avril 2009)

Herbst, Jeffrey.« Let Them Fail», in Robert Rotberg (ed.), *When States Fail: Causes and Consequences*,

Princeton, NJ: Princeton University Press, 2004, pp.302–318.

Herbst, Jeffrey. « International Law of War and the African Child: Norms, Complaints and Sovereignty », in Micheal Doyle and Edward Luck (eds.), *International law and Organization: Closing the Compliance Gap*, Lantham, Rowan & Littlefield, 2004.

Herbst, Jeffrey and Greg Mills. *The Future of Africa: A new in sight?* Adelphi Paper 361. (International Institute of Strategic Studies, London, 2003.

Héritiers de la justice. *Situation des droits de l'homme au Sud-Kivu* , Bukavu, 2000.

Héritiers de la justice. *Situation des droits de l'homme en RDC. Cas du Sud-Kivu* ,Rapport du 2^e semestre, Bukavu, 1999.

Hermann, Irène et Palmieri, Daniel. «Les nouveaux conflits: une modernité archaïque?» *Revue internationale de la Croix Rouge (RICR)*, March 2003, Vol 85, N° 849, pp.23-.44.

Hermant, Daniel et Didier Bigo, *Approches polémologiques : conflits et violence politique dans le monde au tournant des années quatre-vingt-dix*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale : Diffusion, La Documentation française, c1991.

Herz, John. «Idealist International and the Security Dilemma», *World Politics*, 2(2) January 1950, pp.157-180.

Hibou, Béatrice. *La privatisation des États* , Paris, Karthala, 1999.

Hill, Paul, T., *A Theory of Political Coalitions in simple and Policymaking Situations*, Sage Publications, Beverly Hills/ London, 1973.

Hills, Alice. «Warlords, Militia and Conflict in Contemporary Africa : A Re-examination of Terms», *Small Wars and Insurgencies*, Vol.8, No.1 (Spring 1997), pp.35-51.

Hinckley, Barbara. *Coalitions & Politics*, Harcourt Brace J., New York, 1981.

Hindess, Barry. *Discourses of Power. From Hobbes to Foucault*, London, Basil Blackwell, 1996.

Hirsh, John. «War in Sierra Leone», *Survival*, Vol.43, N°3, Automne 2001, pp.145-162.

Hobsbawm, Eric. «Peasant Land Occupations», *Past Present*, 62, 1974, pp.120-152.

Hobsbawm, Eric. *Social Bandits and Primitive Rebels*, New York, The Free Press, 1959.

Hofnung, Thomas. « Les grises mines Congo », *Libération*, le 8 décembre 2009.

Hogson, Dorothy L. «Taking stock: state control, ethnic identity, and pastoralist development in Tanzania 1948-1958», *Journal of African History*, vol.41, no1, 2000, pp.55-78.

Holsti, Kalevi, J. *The state, war, and the state of war*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

Holsti, Kalevi, J. *International Politics. A Framework of Analysis*, Englewood Cliff, Prentice Hall, 1992.

Holsti, Ole, Terrence Hopmann, and John D. Sullivan. *Unity and Disintegration in international Alliances*, John Wiley, New York/London, 1973.

Honwana, Alcinda. *Child Soldiers in Africa*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia, 2006.

Honwana, Alcinda «Innocents et coupables: les enfants soldats comme acteurs tactiques», *Politique africaine*, 80, 2000, pp. 58-78.

Horowitz, Donald L. 1991. « Making Moderation Pay: The Comparative Politics of Ethnic Conflict Management», In *Conflict and Peacemaking in Multiethnic Societies*, ed. Joseph V. Montville. New York: Lexington Books, 1991, pp.451–475.

Horowitz, Donald. «Ethnic Conflict Management for Policymakers », in Montville, J.V. (ed.), *Conflict and Peacemaking in Multiethnic Societies*, Lexington, 1990, pp.115-130.

Horowitz, Donald L. *Ethnic Groups in Conflict*. Berkeley, University of California Press, 1985.

Howard, Charles. *Katanga and the Congo Betrayal*, New York, Spring 1962.

Hugeux, Vincent. «Afrique centrale : l'épouvantail américain», *Politique internationale*, no 77, 1997, pp.155-168.

Hugo, Jean François. *La république démocratique du Congo : une guerre inconnue*, Paris, Michalon, 2006.

Hugon, Philippe. «Conflictualité Armée en Afrique: le Rôle des facteurs économiques » *The Journal of Development Research*, Vol.18, N°2, June 2006, pp.255-274.

Hugon, Philippe. «Les conflits armés en Afrique :apports, mythes et limites de l'analyse économique » *Tiers Monde*, N°176, oct-déc, 2003.

Hugon, Philippe. «L'économie politique des conflits en Afrique» *La Revue internationale et stratégique*, N° 43, automne 2001.

Huizer, Gerrit. «Les mouvements sociaux en Amérique latine: quel enseignement pour l'Afrique», *Politique africaine*, No 42, juin 1991, pp.75-86.

Huliaras, Asteris. « (Non) policies and (Mis)Perceptions : The United states State, France, and the crisis in Zaïre», in Howard Adelman & Govind C. Rao (eds), *War and Peace in Zaïre/Congo*, 2004, pp.281-306.

Human Rights Watch. *Les soldats violent, les commandants ferment les yeux Violences sexuelles et réforme militaire en République démocratique du Congo*, New York, juillet 2009.

Human Rights Watch. *The Christmas Massacres LRA attacks on Civilians in Northern Congo*, New York, February 2009.

Human Rights Watch. *Massacres à Kiwanja L'incapacité de l'ONU à protéger les civils*, New York, décembre 2008.

Human Rights Watch. « On va vous écraser » La restriction de l'espace politique en République démocratique du Congo, New York, Novembre 2008.

Human Rights Watch. *Le Fléau de l'Or République Démocratique du Congo*. New York, 2005.

Human Rights Watch. *Les civils dans la guerre au Burundi*, 21 décembre, 2003

Human Rights Watch. *République Démocratique du Congo : Ituri : "Couvert de sang " Violence ciblée sur certaines ethnies dans le Nord-Est de la RDC*, Vol. 15, N°. 11 (A) – Juillet 2003.

Human Rights Watch. *Eastern Congo ravaged. Killing Civilian and Silencing Protest*, Washington, vol,XII, No3(A), mai 2003.

Human Rights Watch et Fédération internationale des droits de l'homme, *République Démocratique du Congo Ce que Kabila dissimule : Massacres de civils et impunité au Congo*, Avril 1997 Vol. 9, N° 2 (A)

Huntington, Samuel. «The Lonely Superpower», *Foreign Affairs*, Vol.78, N°.2, March-April 1999,pp.35-49.

Huysmans, Jef. « Dire et écrire la sécurité » :le dilemme normatif des études de sécurité», *Cultures et Conflits*, n ° 31-32,1998. (http://www.conflits.org/article.php3?id_article=330 consulté septembre 2005)

Huysmans, Jef «The Question of the Limit: Desecuritization and the Aesthetics of Horror in Political Realism, » *Millennium*, 27, N°. 3,1998, pp.569–589.

Hyden, Goran. «Governance and the study of Politics» in Goran Hyden and Michael Bratton,eds., *Governance and Politics in Africa*, Boulder, Lynne Rienner, 1992, pp.1-26.

Gulick, E.V. *Europe's Classical balance of Power*, New York, Ithaca, 1955.

IRIN. «Dissident general seeks troop's integration into national army», IRIN/OCHA , 2007.

IRIN. «DRC: Interview with outgoing MONUC head Amos Namanga Ngongi», Kinshasa, 3 July 2003.

International Crisis Group (ICG). *La réforme du secteur de la sécurité en RDC*, Nairobi/Bruxelles, ICG, Rapport Afrique N°104 – 13 février 2006.

International Crisis Group (ICG). *Katanga : La crise oubliée de la RDC*, Nairobi/Bruxelles, ICG, Rapport Afrique N°103 – 13 janvier 2006.

International Crisis Group. *The Congo's Transition is Failing: Crisis in the Kivus'*, Nairobi/Bruxelles,ICG,30 mars 2005.

International Crisis Group (ICG). *Congo Crisis: Military Intervention in Ituri*, Nairobi/Bruxelles,ICG, Africa Report, N° 64,june 13 2003.

International Crisis Group (ICG). *Les rebelles Hutu rwandais au Congo : Pour une nouvelle approche du désarmement et de la réintégration*, Nairobi/Bruxelles,ICG, Rapport Afrique N°63, 23 mai 2003.

International Crisis Group (ICG). *Uganda And Rwanda: Friends Or Enemies?* , Nairobi/Bruxelles,ICG, African Report,4 may 2000.

International Crisis Group (ICG). *Report Of The UPDF/RPA Joint Inquiry Into The Incidents Between 6 and 17 August 1999 in Kisangani, DRC* , Nairobi/Bruxelles,ICG, Africa Report,17 august 1999.

International Crisis Group (ICG). *Congo at War: A brief on the internal and External Players in the Central African Conflict*,17 November, 1998.

ICRC «Holding Armed Groups to International Standards: An ICRC contribution to the research project of the ICHRP», Geneva, ICRC, 1999.

Jackson, Paul. «Warlords as alternative forms of Governance», *Small Wars & Insurgencies*, Vol.14,No.2 (Summer 2003),pp.131-150.

Jackson, Stephen. «Sons of Which Soil? The Language and Politics of Autochthony in Eastern D.R. Congo», *African Studies Review*,Vol.49, N 2 ,2006,pp.95-123.

Jackson, Stephen. «Nos Richesses Sont Pillées!' Crime au Kivu.» *Politique Africaine*, 84,2000,pp.117 - 135.

Jackson, Robert. *Quasi-states: Sovereignty, International Relations, and a the Third World*, New York, Cambridge University Press, 1993.

Jarstad, Anna. K. and Sisk, Timothy. D. «Introduction», in *From War to Democracy: Dilemmas of Peacebuilding*, A. K. Jarstad and T. D. Sisk (Eds), Cambridge, Cambridge University Press, 2008, pp. 17–35.

Jarstad, Anna and Desirée Nilsson «From Words to Deeds: The Implementation of Power –Sharing Pacts in Peace Accords », *Conflict Management and Peace Science*, 25:3, 2008, pp. 206-223.

Jenkins, J.Craig. « Resource Mobilisation Theory and the study of Social Movements,» *Annual Review of Sociology* 9, 1983,pp.527-553.

Joinet, Louis. «Justice transitionnelle: principes et standards internationaux- un état des lieux » In *La Justice transitionnelle dans le monde francophone : état des lieux*, Mô Bleeker et Carrol Mottet (Eds), Bern,FDFA, 2007pp.3-15.

Jonas, A. Editorial « Environment and Planing D » *Society and Space*, 12, 1994, pp.257-264.

Jones, B.D. «Civil war, the peace process, and genocide in Rwanda», in *Civil Wars in Africa: Roots and Resolution*, Taisier M Ali & Robert O Matthews (eds), Montreal: McGill&Queen' s, 1999, pp 69-70.

Jourdan, L. . «Being at War, being Young: Violence and Youth in North Kivu». In: Vlassenroot, K. & T. Raeymaekers (Eds), *Conflict and Social Transformation in eastern DR Congo*, Ghent: Academia Press, 2004, pp.157-176.

Kabamba, I.Bob. «Le processus de transition démocratique au Congo », intervention aux Journées d'étude sur la politique africaine de la Belgique, Louvain -la-Neuve, Université catholique de Louvain,9-10 février 1999.

Kabungulu- Ngoy Kangoy, Hubert. «Le mandat de la Monuc et l'application de l'Accord de Lusaka:9 avril 1999 — 15 juillet 2000», *Congo-Afrique*, XXXXe Année – N° 349, Novembre 2000,pp.1-33.

Kabuya – Lumuna Sando. C. *Pouvoirs et libertés : La transition au Congo-Zaïre*, Kinshasa, Secco, 1998

Kaldor, Mary. *New and Old Wars. Organized violence in a global era*, Cambridge & Oxford, Polity Press, 1999.

Kalyvas, Stathis N. *The logic of violence in Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press,2006.

Kalulambi Pongo, Martin et Tristan Landry. *Terrorisme international et marchés de violence*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 2005.

Kalulambi Pongo, Martin. *Transition et conflits politiques au Congo-Kinshasa*, Paris, Karthala,2001.

Kalyvas, Stathis N «The logic of violence in Civil War », March 2000 www.duke.edu/web/licep/1/kalyvas/kalyvaspaper.pdf (consulté en juin 2005).

Kalyvas, Stathis N. «Ethnic Defection in Civil War» *Comparative Political Studies*, Volume 41 Number 8 August 2008,pp 1043-1068.

Kalyvas, Stathis N, *The logic of violence in civil war*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2006.

Kalyvas, Stathis N, « Les guerres civiles de l'après la guerre froide » in *Guerres et société : États et violence après la guerre froide*, Pierre Hassner et Roland Marchal, Paris, L'Harmattan, 2003, 2003 :pp.107 -135

Kaplan, D. Robert. *The coming Anarchy: Shattering the Dreams of the Cold War*, Random House NY, New York, 2000.

Kaplan, R.D. «The Coming Anarchy. How Scarcity, Crime, Overpopulation, Tribalism and Disease are Rapidly Destroying the Social Fabric of our Planet», *The Atlantic Monthly*, 273(2), 1994, pp.44–64.

Katupa Nkole. «SCIPA-Mines et le scandale de l'UZB», *Le Soft*, 7 août 1995.

Katzenstein, Suzanne. «Hybrid Tribunals Searching Justice in East Timor », *Harvard Human Rights Journal*, Vol. 16, Spring 2003, pp.245-278.

Katzenstein, Peter, J. *The Culture of National Security. Norms and Identity in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1996.

Kauffmann, Chaim. «Possible and impossible Solutions to Ethnic Civil Wars.» *International Security*, N° 20, Printemps, 1996, 136-175.

Kayemba Badye, Médard. «Le passé des Banyamulenge et la mémoire des autres» in Isidore Ndaywel è Nziem Isidore et Elisabeth Mudimbe- Boyi (eds), *Images, mémoires et savoirs*, Paris, Karthala, 2009.

Keck, Margaret and Kathryn Sikkink. *Activist beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

Keen, David. «Liberalization and Conflict», *International Political Science Review*, 26,(1), 2005, pp.73-89.

Keen, David. *The Economic functions of violence in civil wars*, Oxford, Oxford University Press, 1998.

Keen, David. «When war itself is privatized », *Times Literary Supplement*, December 1995.

Kelly, Jocelyn. *Rape in War: Motives of Militia in DRC*, Washington, United States Institute of Peace, June 2010

Kennes, Erik. «The Democratic Republic of the Congo :Structures of Greed, Networks of Need» in *Rethinking the economics of war: the intersection of Need, Creed, and Greed*, Arnson, Cynthia J., et I. William Zartman (eds), Washington, D.C, Woodrow Wilson Center Press, 2005, pp.141-177.

Kennes, Erik. «Du Zaïre à la République démocratique du Congo :une analyse de la guerre de l'est», *L'Afrique politique 1998*, Paris, Khartala, 1998.

Kern, Vincent. Hearing of the International Operations and Human Rights Subcommittee of the House International Relations Committee, Federal News Service, 4 December 1996.

Keohane Robert O. *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton, Princeton University Press, 1984.

Keohane, Robert et Nye Joseph. «Transnational Relations in World Politics » *Numero Spécial International Organization*, volume 25, no3, 1971.

Kindleberger C.P., « Dominance and Leadership in International Economy », *International Studies Quarterly*, 34, pp. 311-325, 1981.

King, Charles. «The micropolitics of soial violence», *World Politics*, Vol.56, 2004, pp.431-455.

King, Charles. *Ending Civil Wars*, London, International Institute for Strategic Studies, 1997, ("Adelphi Paper", 308).

Kisukula, Abeli Meitho. *La désintégration de l'armée de Mobutu à Kabila*, Paris, L'Harmattan, 2001.

Klandermans, Bert. «Mobilization and participation: Social-Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory», *American Sociological Review*, Vol, 49, pp.583-600, 1984.

Klute, Georg. «L'ethnographie théorique des conflits ethniques », Papier présenté au colloque : École thématique doctorale (Normes et Société – Comparaisons Europe/Afrique) Deuxième Session – Bamako DU 7 au 11 Février 2005.

Kolb, Robert. «Le droit international public et le concept de guerre civile depuis 1945 », *Relations internationales*, N°105, 2001, pp.9-29.

Knighton, Ben. «Belief in guns and warlords: freeing Karamojong identity from Africanist theory», *African Identities*, Vol.4, N°2, 2006, pp.269-286.

Kolko, Gabriel, «Iraq, the United States, and the end of the European coalition », 2003, <http://www.spokesmanbooks.com/Spokesman/PDF/kolko79.pdf> (consulté en mars 2008).

Koko, Sadiki. «From Conflict to Ever- Eluding », *Peace Review: A journal of Social Justice* , 23: 2, 2011, pp. 139-143.

Koula, Yitzhak. *Pétrole et Violences au Congo-Brazzaville les Suites de l'affaire Elf*, Paris, L'Harmattan, 2006.

Krause, Keith. «Approche critique et constructiviste des études de sécurité», *Cultures et Conflits*, Vol 19-20, 2003, pp-600-612.

Krause, Keith et Williams, Michael. *Critical Security Studies. Concepts and Cases*, Minneapolis, Minnesota University Press, 1997.

Kristof, Nicholas D. "The World Capital of Killing" *The New York Times*, <http://www.nytimes.com/2010/02/07/opinion/07kristof.html> (consulté le 20 février 2010)

Kydd, Andrew H.; Walter, Barbara F. «The Strategies of Terrorism» *International Security*, Vol. 31, No. 1, Summer 2006, pp. 49-80.

La Carte, Donald A. « La guerre asymétrique et l'utilisation de forces spéciales dans l'application des lois en Amérique du Nord ». *Revue militaire canadienne*, Hiver 2001-2002, pp. 23-32.

Lacoste, Yves. *Dictionnaire de Géopolitique*, Paris, Flammarion, 1995.

Lacoste, Yves. *La géographie ça, d'abord à faire la guerre*, Paris, François Maspero, 1976.

Lado, T.L. «Le défi de l'ethnisme au processus de démocratisation en Afrique» dans *Zaire-Afrique*, No 303, mars 1996, pp.105-121.

La Libre Belgique. «L'aile politique de la rébellion veut rassembler mais suscite encore beaucoup d'expectative», 18 août 1998.

Lake, David and Donald Rothchild. *The International Spread of Ethnic Conflict: Fear, Diffusion, and Escalation*. Princeton: Princeton University Press, 1998.

Langdon, Lisa. Alexander J. Sarapu, and Matthews Wells. «Targeting the leadership of terrorist and Insurgent Movements : Historical Lessons for Contemporary Policy Makers», *Journal of public and International Affairs*, Vol.15/ Spring 2004, pp.59-78.

Lanotte, Olivier. *République démocratique du Congo Guerres sans frontières: De Joseph –Désirée Mobutu à Joseph Kabila*, Bruxelles, Editions Complexe, 2003.

Laroche, Josepha. *Les solidarités transnationales aujourd'hui*, Paris, 3ème Colloque de la SEI, 21-22 Octobre 2003,

Larry, Diana. *Warlord Soldiers: Chinese Common Soldiers, 1911-1937*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

Latham, Robert, Ronald Kassimir, Thomas M. Callaghy (eds). «Introduction :transboundary formations,intervention,order, and authority» in Ronald Kassimir, *Intervention &Transnationalism in Africa : Global-Local Networks of Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001,pp.1-22.

Le Billon, Philippe.«Getting It Done: Instruments of Enforcement» in *Natural Resources and violence Conflict*, Ian Bannon and Paul Collier (eds), Washington, World Bank, 2003, pp.215-286.

Le Billon, Philippe. «The political economy of resource wars » in *Angolas' War : The role of oil and diamonds*. Cilliers, Jakkie and Dietrich, Christian (eds),Pretoria, Institute for Security Studies,2000,pp.21-42.

Le Bot, Yvon. «Le temps des guerres communautaires» in *Une société fragmentée: Le multiculturalisme en débat*, Wieviorka, Michel (ed), Paris, La Découverte, 1996,pp.173-197.

Le Bot, Yvan. *Violence de la modernité en Amérique latine. Indianité, société et pouvoir*, Paris Karthala, 1994.

Lekha Sriram, Chandra. *Globalizing Justice for Mass Atrocities: A revolution in Accountability*, New York, Routledge, 2005.

Le Congo. «Nouvelle invasion de la RDC? Le nouvel alibi de Paul Kagame»<http://www.lecongo.info/news/nouvelle-invasion-de-la-rdc-le-nouvel-alibi-de-paul-kagame/> Publié le 25 juin 2011. Consulté le 27 juin 2011).

Leloup, Bernard. «Le Rwanda et ses voisins», *L'Afrique des Grands Lacs*, 2005,pp.140-160.

Leloup, Bernard. «Tentatives croisées de déstabilisation dans l'Afrique des Grands Lacs :Le contentieux rwando-ougandais», *Politique africaine*, no 96, 2004,pp.124-130.

Lemarchand, René. *The Dynamics of Violence in Central Africa*, Philladelphia, University of Pennsylvania Press, 2009.

Lemarchand, René. «Consociationalism and power sharing in Africa : Rwanda,Burundi, and Democratic republic of Congo», *African Affairs*, 106/422, 2006,pp.1-20

Lemarchand, René. «The Democratic Republic of Congo: From Collapse to Potential Reconstruction », in Robert Rotberg (ed.), *State Failure and State Weakness in a Time of Terror*, Washington, DC, Brookings Institution Press, 2003, pp.29-70.

Lemarchand, René. «The crisis in the Great Lakes», in *Africa in World Politics: The African State System in Flux*, Harbeson, John,W. and Rotschild,Donald (eds),Boulder,Westview,2000,pp.324-352.

Lemarchand,René. «Dynamics of Factionalism in Contemporary Africa», in *The African State in Transition*, Zaki Ergas (ed). London, MacMillan Press, 1987, pp. 149-165.

Lemke, Douglas. «African lessons for international relations theory» *World Politics*, 56,2003 ,pp.114-138.

Le Congo. «Nouvelle invasion de la RDC? Le nouvel alibi de Paul Kagame»<http://www.lecongo.info/news/nouvelle-invasion-de-la-rdc-le-nouvel-alibi-de-paul-kagame/> Publié le 25 juin 2011.(Consulté le 28 juin 2011).

Le Monde.«Rude critique américaine contre Paris et Kinshasa», *Le Monde*, 3décembre 1996.

Le Pape M. «L'exportation des massacres du Rwanda au Congo », *L'Esprit*, 2000, pp. 266-267

Le Palmares . «La MONUC qui devait s’interposer entre les belligérants appelle seulement ces derniers à la retenue ! », *Le Palmarès*, 31/08/2007.

Le Phare. «Comme à chaque déclenchement de guerre en RDC, une fois de plus la MONUC fait rire ou pleurer en parlant de simple malentendu ! », *Le Phare*, 31/08/2007.

Le Potentiel. «Opérations « Rudia et Kimia II » : requinquer les FARDC», *Le Potentiel*, Edition 4700 du Mercredi 10 juin 2009.

Le Potentiel. «Retrait des troupes ougandaises Y. Museveni tergiverse» Edition 4560 du Vendredi 13 Février 2009 (http://www.lepotentiel.com/afficher_article.php_id_edition=&id_article=77537 Consulté le 14 février 2009.

Le Potentiel.« En proposant un « Sud Soudan » congolais: Museveni dévoile le « plan anglo-saxon», *Le Potentiel*, Edition 4553 du Jeudi 05 février 2009.

Le Potentiel « Plan américain de « fin de guerre » : Herman Cohen piège Obama et la République Démocratique du Congo Kinshasa», *Le Potentiel* 29/12/2008. (Consulté le 30/12/2008).

Le Potentiel. «Face à l'échec prévisible de Nairobi II sur la RDC La France se concerte avec l'Angola», *Le Potentiel*, Edition 4483 du Samedi 08 novembre 2008.

Le Potentiel. «La RDC sous l’emprise des multinationales», *Le Potentiel*, no 4427 du 04 septembre 2008.

Le Potentiel. «Le Kivu sur les traces du Darfour», *Le Potentiel*, no 4243 du 09 Février 2008.

Le Potentiel. «Accablantes révélations de l’Ouganda Kigali continue d’armer L. Nkunda», *Le Potentiel* Edition 4347 du Samedi 31 mai 2008.

Le Potentiel. «La MONUC et ses gaffes», *Le Potentiel*, No 4074 16 Juillet 2007.

Levitsky, Steven, Lucan Way. «Autocracy by Democratic Rules: The Dynamics of Competitive Authoritarianism in the Post-Cold War Era», Paper Prepared for the Conference, “Mapping the Great Zone: Clientelism and the Boundary between Democratic and Democratizing,” Columbia University, April 4-5, 2003.

Leymarie, Philippe. «Washington à la conquête d’«espaces vierges »», *Le Monde Diplomatique*, Mai-Juin 2000, pp.76-78.

Leymarie, Philippe. «Espoirs de renaissance, Dérive d’un continent», *Le Monde diplomatique*, Avril 1999.

Lichbach, Mark. *The Rebel’s Dilemma*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1994.

Lijphart, Arend. *Democracies. Patterns of Majoritarian and Consensus Government in Twenty-One countries*, New Haven, London, Yale University Press, 1984.

Lijphart, Arend. «Changement et continuité dans la théorie consociative», *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.4 , n°3 , décembre 1997, pp.679-697.

Lijphart, Arend. *Democracy and Plural Societies. A Comparative Exploration*, New Haven, London, Yale University Press, 1977.

Lijphart, Arend. *The Politics of Accommodation: Pluralism and Democracy in the Netherlands*, Berkeley, University of California Press, 1968.

Ligue des électeurs (L.E.).*Elections tronquées en République démocratique du Congo : Rapport final sur l’observation des élections présidentielles et législatives du 28 novembre 2011*. Mars Kinshasa, 2012.

- Linz, Juan J. and Alfred Stepan. *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press, 1996.
- Lischer, Kenyon Sarah, «Causes and Consequences of Conflict-Induced Displacement », *Civil Wars*, Vol9, No.2, June 2007, pp.142-155.
- Lischer, Kenyon Sarah. *Dangerous Sanctuaries: Refugee Camps, Civil War and the Dilemma of Humanitarian Aid*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 2005.
- Lister, S. «Power in partnership? An analysis of an NGOs relationship with its partners», *Journal of International Development*, 12, 2000, pp 227–239.
- Lonsdale, John. *Mau Mau and Nationhood, Arms, Authority and Narration*, Ohio, Ohio Press University, 2003.
- Lonsdale, John. «Ethnicité, morale et tribalisme politique», *Politique africaine*, N° 61, mars 1996, pp.98-115.
- Lonsdale, John. *Unhappy valley. Conflict in Kenya and in Africa*, Oxford, James Currey, 1992.
- Lopez, George and Cortright, David. *The Sanctions Decade*, Boulder, Lynne Rienner, 2000.
- Lorot, P. et Thual, François. *La Géopolitique*, série clefs, Montchrestien, Paris, 2002.
- Lorot, P. et Thual, François. *La Géopolitique*, série clefs, Montchrestien, Paris, 1997.
- Löwith, K. *Der okkasionelle Dezisionismus von C. Schmitt*, in *Sämtliche Schriften*, Stuttgart, vol.VIII.1984.
- Lubala Mugisho, E. «La situation politique au Kivu : vers une dualisation de la société» in *L'Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 1997-1998, Paris, L'Harmattan, 1998, pp.307-333.
- Lukes, Steven, *Power. A Radical View*, London: Macmillan, 1974.
- Lutundula Apala Pen'Apala, Christophe. *Rapport de la commission spéciale chargée de l'examen de la validité des conventions à caractère économique et financier conclu pendant les guerres de 1996 et de 1998 au 30 juin et des factures de ces deux guerres*, Assemblée nationale de la RDC, Kinshasa, 2006.
- Luttwak, Edward N. «The American Strategic Debate» in Joseph Ciricione (Ed), *Central America and the Western Alliance*, New York, Holmes and Meier, 1985, pp.71-85.
- MacFarlane, Neil. «Africa's Decaying Security System and the Rise of Intervention», *International Security* VII, 4 Spring 1984, pp.127-151.
- Mac Gaffey, J. «Civil Society in Zaïre: Hidden Resistance and The use of Personal Ties in Class Struggle» in Harbeson JW., Rothchild D. & Chazan N. *Civil Society and The state in Africa*, Boulder/London, Lynne Rienner Publisher, 1994, pp.169-190.
- Mac Ginty, Roger. *No War, No Peace*, Basingstoke, Palgrave, 2006.
- Machiavel, Nicolas. *Le Prince*, Paris, Gallimard, 1995.
- Macleod, Alex. «Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique », *Cultures et conflits*, 52, octobre 2004, pp. 11-49 (<http://www.conflits.org/document.php?id=1526> consulté septembre 2005)
- MacKinlay, John. «Defining Warlords», *International Peacekeeping*, Vol.7, No.1, 2000, pp.48-62.

Madsen, Wayne. Prepared Testimony and Statement for the Record of Wayne Madsen, Author "Genocide" and Covert Operations in Africa 1993-1999", report for the Subcommittee on International Operations and Human Rights Committee on International Relations, United States House of Representatives Washington, DC, 17 may 2001.

Madsen, Wayne. *Genocide and Covert Operations in Africa 1993- 1999*, New York, Mellen Press, 1999.

Mail and Guardian. MacKinlay, John. « Us forces guard angolan oilfields », 10 October 1997.

Maindo M. Ngonga, Alphose. « Les violences au Congo-Kinshasa: héritages du passé et pesanteur des représentations », *Des conflits locaux à la guerre régionale en Afrique Centrale - Le Congo-Kinshasa orientale* (1996-2007), Paris, L'Harmattan, 2007, pp.21-46.

Maindo M. Ngonga, Alphonse. *Des conflits locaux à la guerre régionale en Afrique Centrale - Le Congo-Kinshasa orientale* (1996-2007), Paris, L'Harmattan, 2007.

Maindo M. Ngonga, Alphose « La républiquette de « l'Ituri » en République démocratique du Congo : Un Far West ougandais » , *Politique africaine*, no 83, mars 2003, pp.181-198.

Maison Blanche. « The National Security Strategy of the United States of America », septembre 2002, Washington D.C., voir le site: <http://www.whitehouse.gov/nsc/nssall.html>. (consulté 15 août 2007)

Malaquais, Assis. « Reformulating International Relations Theory : African Insights and Challenges », in *Africa's Challenge to International Relation Theory*, Kevin Dunn and Timothy Shaw (eds), New York, palgrave, 2001, 1996, pp. 11-28.

Mallarangeng, Andi et Peter Van Tuljl. « Breaking new ground or dressing-up in the Emperor's new clothes?: a response to a critical review », *Third World Quarterly*, Vol.25, No5, 2004, pp.919-942.

Mamdani, Mahmood. *When victims become killers: colonialism, nativism, and the genocide in Rwanda*, Princeton, Princeton University Press, 2001.

Mamdani, Mahmood. « As the Chickens Come home to Roost », New Vision, 12 March, 1999.

Mamdani, Mahmood. *Citizen and Subject: Decentralized Despotism and the Legacy of Late Colonialism*. Oxford, Oxford University Press, 1996.

Manfred, B. Steger and Nancy S. Lind. *Violence and its alternatives : an interdisciplinary reader*, New York, St. Martin's Press, 1999.

Mao Tse-Tung, *On Guerilla Warfare*, Chicago, University of Illinois Press, 1961.

Mararo Bucyalimwe, Stanislas « La guerre des chiffres: une constante dans la politique au Nord-Kivu » , *L'Afrique des Grands Lacs*. Annuaire 1999-2000, 2002, pp.1-30.

Marchal, Roland. « Anatomie des guerres en Afrique », *Question internationales*, n° 5 janvier –février 2004, pp.25-34.

Marchal, Roland et Messiant, Christine. « Les guerres civiles à l'ère de la globalisation : Nouvelles réalités et nouveaux paradigmes », *Critique internationale*, no 18 janvier 2003, pp.91-112.

Marchal, Roland et Messiant, Christine. « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier », *Critique internationale*, no 16 janvier 2002, pp.58-69.

Marchal, Roland. « Atomisation des fins et radicalisme des moyens », *Critique internationale*, no 6 hiver 2000, pp.159-175.

Marchal, Roland et Messiant, Christine. *Les chemins de la guerre et de la paix. Fins de conflits en Afrique orientale et australe*, Paris, Karthala, 1997.

Maré, Gerhard. «Swimming Against Many currents: Nation-Building in South Africa », in *Ethnicity in Africa: Roots, Meanings and Implications*, De La Gorgendière, Louise; King, Kenneth and Vaughan, Sarah (eds), Edinburgh, Centre of African studies- University of Edinburgh, 1996, pp.307-332.

Markakis, John. «The national question in Contemporary Africa : the political challenge of ethnicity », in *Ethnicity in Africa: Roots, Meanings and Implications*, De La Gorgendière, Louise; King, Kenneth and Vaughan, Sarah (eds), Edinburgh, Centre of African studies- University of Edinburgh, 1996, pp.299-350.

Marshall, Monty G. and Benjamin R. Cole. *Global Report on Conflict, Governance and State Fragility 2008*, Foreign Policy Bulletin, Cambridge University Press, 2008.

Marshall, Monty G., and Ted Robert Gurr. *Peace and Conflict 2003: A Global Survey of Armed Conflicts, Self-Determination Movements, and Democracy*, College Park, University of Maryland, 2003.

Martens, Ludo. « L'idéologie du mouvement révolutionnaire au Congo- Kinshasa 1963-1968: Forces et faiblesses », in Coquery-Vidrovitch, Catherine; Forest, Alain, Weiss, Herbert (eds). *Rébellions et révolutions au Zaïre. 1963-1965*, Tome 1. L'Harmattan, Paris, 1987, pp. 217-228.

Martin, Denis-Constant. La découverte des cultures politiques. Esquisse d'une approche comparatiste à partir des expériences africaines, *Les cahiers du CERI*, n° 2, 1992.

Martin, Denis-Constant. «A la quête des OPNI, comment traiter l'invention du politique ?», *Revue française de science politique*, 39 (6), décembre 1989, pp. 793-815.

Masciarelli, A. . «Avec 700 soldats, on ne fait pas de miracle», *Libération*, 23 mai 2003.

Masson, Dominique. «Politique (s) des échelles et transnationalisation : perspectives géographiques», *Politiques et Sociétés*, Vol.28, no 1, 2009, pp.113-133.

Massey, Simon. «Operation Assurance: The Greatest Intervention That Never Happened», *The Journal of Humanitarian Assistance*, Publié le 15 février, 1998, <http://jha.ac/1998/02/15/operation-assurance-the-greatest-intervention-that-never-happened/> (Consulté le 11 novembre 2006)

Massey, Doreen. *Space, Place and Gender*, Minneapolis, University of Minnesota, Press, 1994.

Mathieu, Lilian. *Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004.

Matotu T. «Jean-Pierre Bemba Gombo, le «chairman» pris dans les mailles du filet politico-humanitaire. Qui perd gagne : Mbusa délivre une «fatwa» contre Bemba .» *Le Soft international* , 14 janvier 2002.

Mayoyo Bitumba, Tipo-Tipo. *La deuxième guerre occidentale contre le Congo: Offensive des médias et dessous des cartes*, Paris, L'Harmattan, 2006.

Maxwell, Simon et Roger Riddell «Conditionality or Contract: Perspective on Partnership for development», *Journal of International Development*, 10, 1998, pp.257-268.

Mba Talla, Modeste. « État-faible et gestion des ressources naturelles- Une impossible transparence: Le cas de la RDC », *Travail, capital (LC&S)*, Vol.43, No1, 2010, pp.99-136.

Mba Talla, Modeste. *A la conquête du dernier far West : gestion des ressources naturelles et dynamiques des conflits au Congo-Zaïre*, Thèse de MA, Saint Mary's University Halifax, 2003.

Mbara, Guerandi Goulongo. *Refondation sociale :La Renaissance par l'Ethique Rédemptrice*, Paris, Minsi, 2004.

Mbavu Muhindo, Vincent. *La R-D Congo piégée: De Lusaka à l'AGI (1999-2005)*, Paris, L'Harmattan.2005.

Mbaya, E.R «Le Conseil National de Libération (1963-1964)», in Coquery-Vidrovitch, Catherine; Forest, Alain, Weiss, Herbert (eds). *Rébellions et révolutions au Zaïre. 1963-1965*, Tome 1, L'Harmattan, Paris, 1987, pp. 185-216.

Mbelu, J.P. «Redessiner le Congo:Marie-France Cros et la mémoire collective congolaise», *Le Potentiel*, no 4085, 28 Juillet 2007.

Mbembe, Achille.«En Côte d'Ivoire, c'est une démocratie sans éthique qui se construit» <http://www.slateafrique.com/2767/achille-mbembe-cote-d-ivoire-democratie-sans-ethique> (consulté le 24/06/2011)

Mbembe, Achille. *Sortir de la grande nuit : Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte, 2010.

Mbembe, Achille. «Chemins du Golgotha :À propos des violences contre les étudiants au Cameroun » décembre 2005, www.icicemac.com (consulté décembre 2005)

Mbembe, Achille.«Globalisation, Regionalisation and the Crisis of Nation- States», Special Event Meeting of the Sahel and West Africa Club, Accra (Ghana) May, 20-21 2002.

Mbembe, Achille. *De la Postcolonie. Essai sur l'imaginaire politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Khartala,2000.

Mbembe, Achille.« At the Edge of the world: Boundries, Territorialyty , and Sovereignty in Africa», *Public Culture*, No 12,1,2000a,pp.259-284.

Mbembe, Achille. « Du gouvernement privé direct», Paris, *Politique africaine* , 73, Mars 1999, pp. 103-121.

Mbembe, Achille. « *Provisional Notes on the Postcolony* », *Africa* 62, N° 1,1992.

Mbembe, Achille. « Pouvoir, violence et Accumulation », *Politique africaine* , N° 39, septembre 1990, pp. 7-24.

Mbembe, Achille. «Désordres, résistances et productivités», *Politique Africaine*, N° 42, Juin 1991, pp2-8.

Mbembe, Achille, *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et État en société postcoloniale*, Paris, Karthala, 1988.

Mbonda, Ernest Marie. « La cinquième pouvoir en Afrique, la société civile et le droit de resister» in *Rupture – Solodarité, Résistances et dissidences. L'Afrique centrale des droits de l'homme*, Paris, Karthala, 2002 pp.11-37.

McAdam, Doug ;Tarrow, Sidney et Tilly Charles. *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

McKinney, Cynthia. Letter of Congresswoman Cynthia McKinney to President Bush on DR Congo, 28/03/2001.

Mc Nulty, Mel. «The collapse of Zaïre: implosion, revolution or external sabotage?», *The Journal of Modern African Studies*,37, N°1,1999,pp.53-82.

Médard, Jean Francois. «L'Etat Clientéliste Transcendé?» juillet 2002 www.politique-africaine-po.fr/2001-2002/espace-mondial/bayart/html (mars 2003).

Médard, Jean François. «L'Etat patrimonialisé», Paris, *Politique africaine*, n° 39, septembre 1990, pp. 25-36.

Melucci, Alberto. *Nomads of the present : social movements and individual needs in contemporary society*, Philadelphia, Temple University Press, 1989.

- Melucci, Alberto. « Réponse à Alain Touraine » in, *Mouvements sociaux aujourd'hui : Acteurs et analystes*, Touraine, Alain, Paris, Éditions ouvrières, 1982, pp.22-26.
- Melmont, Sébastien. «Candide in Congo The Expected Failure of Security Sector Reform (SSR) » *Focus Stratégique* n° 9 bis, April 2009, 1-29.
- Mengisteab, Kidane. «Africa's intrastate conflicts: Relevance and limitations of diplomacy», *African Issues*, Vol.31-32, no 1-2, 2004, pp. 25-39
- Merle, Marcel. *Les acteurs dans les relations internationales*, Paris, Economica, 1986.
- Merle, Marcel. *Sociologie des relations internationales*, Paris, Dalloz, 1974.
- Mearsheimer, John. *The Tragedy of Great Power Politics*, New York, W Norton, 2001.
- Metal, Week. «Zairian rebels sign mining deals», *Metal Week*, 68, avril 1997, pp.16-21
- Metz, Steven. «La guerre asymétrique et l'avenir de l'Occident», *Politique étrangère*, Vol. 68, N° 1, 2003, pp. 25-40.
- Metz, Steven, «Strategic Asymetry», *Military Review*, Vol.81, N° 4, July –August 2001, pp.23-31.
- Metz, Steven. *Reform, Conflict and Security in Zaïre*, Strategic Studies Institute (SSI, U.S. Army War College, Carlisle Barracks, 5 June 1996.
- Mishal, Shaul et Rosenthal Maoz. «Al Qaeda as a Dune Organization: Toward a typology of Islamic Terrorist Organization», *Studies in Conflict & Terrorism*, vol, 28, 2005, pp.275-293.
- Migdal, Joel. *Strong Societies and Weak States: State Society relations in the Third World*. Princeton, Princeton University press, 1988.
- Miller, Gary. *Managerial Dilemmas: The Political Economy of Hierarchy*, Cambridge, Cambridge University Press. 1992.
- Misanga Amuri, Fraternel Divin. « De la 'démocratisation' de la violence à la milicianisation des jeunes : (re)découvrir la rationalité du désordre » in *Des conflits locaux à la guerre régionale en Afrique Centrale - Le Congo-Kinshasa (1996-2007)*, Maindo, Alphonse (Ed), Paris, L'Harmattan, 2007, pp.47- 60.
- Misser, Olivier et J.F. Vallée. *Les Gemmocraties*, économie politique du diamant africain, Paris, Desclée de Brouwer, 1997.
- Misser, François. «Who help Kabila » *New Africa*, July August, 1997.
- Mitongo Mbindule, Crispin et Nissé, Mughendi Nzereka. « La géopolitique des conflits intra maï-maï au Nord – Kivu (1993-2002) » in *Des conflits locaux à la guerre régionale en Afrique Centrale - Le Congo-Kinshasa (1996-2007)*, Maindo, Alphonse (Ed), Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 147-169.
- Moncelet, Christian. « Les Animaux pour le dire », *Ridiculous*, N° 10, 2003, pp.43-60.
- Monga, Celestin. «Civil Society and Democratisation in Francophone Africa», *The Journal of Modern African Studies*, 1995, pp.359-379.
- Monga, Célestin. *Anthropologie de la colère. Société civile et démocratie en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- Moreau Desfarges, Philippe. *La politique internationale*, Paris, Hachette, 1990.

Montague, Dena and Frida Berrigan. «The Business of War in the Democratic Republic of Congo» Dollars and Sense magazine, July/ August 2001 (Accessible le 25 avril 2007 sur http://www.thirdworldtraveler.com/Africa/Business_War_Congo.html)

Montague, Dena. «Stolen Goods : Coltan and Conflict in the Democratic Republic of Congo», *SAIS Review*, Vol.XXII,N° 1(Winter-Spring 2000),pp.103-118.

MONUC. «L'ONU enquête sur des allégations de trafic d'or en Ituri» Communiqué MONUC 23 mai 2008.

Mopo Kabanda, Jean-Paul. *Les crimes économiques dans les grands lacs africains : 5 millions de morts pour enrichir les multinationales occidentales, le Rwanda, l'Ouganda et leurs complices congolais*, Paris, Menaibuc, 2006.

Morgenthau, Hans Joachim. *Politics among nations: the struggle for power and peace*, New York , Knopf, 1978 et . 1967.

Morgenthau, Hans Joachim. *In Defense of the National Interest*, New York , Knopf, 1951.

Moose, Georges. House of Representatives. «Zaire: Collapse of an African Giant?», Hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on International Relations, 105 th Congress, April 8 1997.

Moser, Stephan . «Comment la CIA a soutenu Kabila», *Téléoustique*,no 33,1997,pp23-24.

Mosheje, Luc. *La Pénétration Américaine au Congo*, Bruxelles, Remarques Congolaises, 1961.

Muamba Mumbunda, Philémon. *Ba Kasai, les Kasaiens: Une identité ethno-politique. L'Intelligibilité du phénomène de surethnisation, entre union et division*,Thèse de DEA, Université de Kinshasa, 2004.

Muana, Patrick. «The Revolutionary United Front of Sierra Leone. A Revolt of the Lumpenproletariat», inChristopher Clapham (dir.), *African Guerrillas*, Oxford, James Currey, 1998,pp. 172-194.

Muchai, Augusta.«Arms Proliferation an the Congo War» in John Clark, *The African Stakes of the Congo War*, New York, Palgrave/Macmillan, 2002, pp.185-199.

Muchukiwa,Bosco. *Territoires ethniques et territoires étatiques: Pouvoirs locaux et conflits interethniques au Sud-Kivu (R.D.Congo)*, Paris, L'Harmattan, 2006.

Mueller, John and Mueller, Karl. «Sanctions of Mass Destruction », *Foreign Affairs*, 8, mai-juin, 1999, pp.43-53.

Mukhopadhyay, Dipali. «Warlords As Bureaucrats: The Afghan Experience» Carnegie Papers, Number 101 August 2009.

Muraviec, Laurent. *La guerre au XXIe siècle*, Paris, Odile Jacob, 2001.

Murego, Jean-Charles.«La lutte contre le terrorisme, une aubaine pour les régimes dictatoriaux : le cas du Rwanda», (5 mai 2011)<http://www.echosdafrique.com/20110505-la-lutte-contre-le-terrorisme-une-aubaine-pour-les-regimes-dictatoriaux-le-cas-du-rwanda> (Consulté le 25 mai 2011).

Murhola, Fernandez. *Rapport d'analyse et d'interprétation des enjeux globaux et pesanteurs exogènes sur le processus de paix en République démocratique du Congo*, Kinshasa, COJESKI-RDC, Décembre 2007.

Murhola, Fernandez. *Rapport analytique du monitoring global des élections présidentielles et législatives en République démocratique du Congo*, Kinshasa, COJESKI-RDC, août 2006.

Murphy, R. *Social Closure. The Theory of Monopolization and Exclusion*, Oxford, Clarendon Press, 1988.

Musabyimana. Gaspard. *L'APR et les réfugiés rwandais au Zaïre, 1996-1997: un génocide oublié*, Paris, L'Harmattan, 2003.

Mutamba Makombo, J.M.K. «17 mai 1997 : une « libération » chasse une « révolution » », *Le Potentiel*, Edition 4679 du Lundi 18 Mai 2009.

Mwaka Bwenge, Arsène. *La nationalité en RD Congo: Tremplin, gratification ou sanction Appel pour une nationalité bien comprise*, Kinshasa, Cahiers du Cep, Série «Notes de Recherche et Documents», N° 002/2003.

Mwayila Tshiyembe. *Le défi de l'armée républicaine et République démocratique du Congo*, Paris, L'harmattan, 2005.

Mwayila Tshiyembe. « Pour une armée nouvelle en République démocratique du Congo », *Géopolitique Africaine*, no 5 Hiver, février 2002, pp. 249-256.

Mwayila Tshiyembe. «L'Ex-Zaïre convoité par ses voisins. Ambitions rivales dans l'Afrique des Grands Lacs», *Le Monde diplomatique*, n° 538, janvier 1999, pp.10-11.

Mwayila Tshiyembe. «La science politique africaniste et le statut théorique de l'État: un bilan négatif», *Politique Africaine* no 71, octobre 1998, pp.109-132.

Mwayila Tshiyembe. *L'État postcolonial facteur d'insécurité en Afrique*, Paris, Présence Africaine, 1990.

Mwayila Tshiyembe. *La problématique de la sécurité africaine dans la dialectique du conflit Est-Ouest*, thèse de droit, Nice, 1985.

Mvemba Phezo, Dizolele. «The Mirage of Democracy in the DRC» *Journal of Democracy*, Volume 21, N°3, July 2010, pp. 143-157.

Nafziger, E. Wayne. *Inequality in Africa: Political Elites, Proletariat, Peasants, and the Poor*. Cambridge, Cambridge University Press. 1988.

Nasibu Bilali, Charles. *Qui arme les Mai-Mai? Enquête sur une situation originale*, Bruxelles, Grip, 2004.

Nashi, Emmanuel M.A. *Pourquoi ont-ils tué Laurent –Desiré Kabila?*, Paris, L'harmattan, 2007.

Nations Unies. Convention relative au statut des réfugiés. <http://www2.ohchr.org/french/law/refugies.htm> (visité le 14 mars 2009)

Nest, Michael, François Grignon, Emizet F. Kisangani. *The Democratic Republic of Congo: Economic Dimensions of war and Peace*, London/Boulder, Lynne Rienner, 2006.

Nett, P. and R. Robertson. *International System and the Modernization of Societies*, London, Faber and Faber, 1968.

New Republic. «Editorial Our Man in Kinshasa », 28 April 1997.

Ndegwa, Stephen N. «Citizenship and Ethnicity : An Examination of Two moments in Kenyan Politics» *American Political Science Review*, Vol 91, N°3, 1997, pp 599-616.

Ngbanda Nzambo, Honoré. *Crimes organisés en Afrique centrale: Révélation sur les réseaux rwandais et occidentaux*, Paris, Dubois, 2004.

Ngbanda Nzambo, Honoré. *Ainsi sonne le glas. Les derniers jours du maréchal Mobutu*, Paris, Gideppe, 1998.

Ngoma- Binda, Elie Phambu, *Justice transitionnelle en RD-Congo : une expérience de la commission vérité et reconciliation*, Paris, L'Harmattan, 2008.

Ngonga, Alphonse et Monga, Maindo. «Survivre à la Guerre des Autres. Un Défi Populaire en RDC. RDC, la Guerre Vue d'en Bas» *Politique Africaine*, 84,2000,pp. 33 - 58.

Ngumbi Lukangu, Joseph. «Les milices et le recours au sacré au Kivu et en Ituri : étude comparée 1998-2005» in *Des conflits locaux à la guerre régionale en Afrique Centrale - Le Congo-Kinshasa (1996-2007)*, Maindo,Alphonse (Ed). Paris, L'Harmattan, 2007,pp.183-192.

Ngute Novato, Antoine «Gouvernance et reconstruction postconflictuelle en République Démocratique du Congo» in *Les impensés de la gouvernance La société civile, réponse à la crise ?* Sophia Mappa (Ed), Paris , Karthala, 2009, pp. 449-466.

Nguya-Ndila Malengana. *Nationalité et citoyenneté au Congo/Kinshasa. Le cas du Kivu*, Paris, L'Harmattan,2001.

Niangalé Bagayoko, Penone. *Afrique: Les stratégies françaises et américaine*, Paris, L'Harmattan, 2003.

Niane, Boubacar. «Privatisation des États et /ou privatisation de la relation à l'État » in *État et acteurs émergents en Afrique*, Lebeau, Yann ; Niane, Boubacar ; Piriou, Anne et De Saint Martin, Monique, Paris(Eds), Karthala-Infra, 2005, pp.111- 121.

Nicolas, Guy. *Du don rituel au sacrifice suprême*, Paris, La Découverte Mauss,1996.

NIZA (Institut néerlandais pour l'Afrique australe). *L'Etat contre le peuple: La gouvernance, l'exploitation minière et le régime transitoire en République Démocratique du Congo*, NIZA, Amsterdam,2006.

Nkoso Mukebay, Michel. «Nkunda: ses plans en exclusivité pour «le Soft International», *Le Soft International*, N°909 du 7 juin 2007.

Noguier,Sophia Clément. «Un concept aux multiples facettes: Sécurité du fort contre asymétrie du faible ». La revue internationale et stratégique, no 51, automne,2003,pp. 89-96.

Nordlinger, Eric.*Conflict Regulation in Divided Societies*. Cambridge, Center for International Affairs, Harvard University, 1972.

Ntibarikure, Jacques. *Trafics d'armes enquête dans la plaine de la Ruzizi (RDC-Burundi)*,Bruxelles, GRIP 2006.

Nyabo , Adeline. «Complicité d'un casque bleu avec Nkunda : La Monuc plaide non coupable» *Le Révélateur* du 11/07/2008.

Nyamnjoh, Francis B. *Insiders and Outsiders: Citizenship and Xenophobia in Contemporary South Africa*, Dakar, Codesria/ZedBooks,2006.

Nye, Joseph and Keohane Robert. *Power and Interdependance: World Politics in Transition*, Little Brown, Boston,1977 .

Nzongola-Ntalaja. *The Crisis in Zaïre : myths and realities*, Nzongola-Ntalaja (ed), Trenton, N.J, Africa World Press, 1986.

Nzongola- Ntalaja. «Fondements du mouvement insurrectionnel et problème de cadres», in Coquery-Vidrovitch, Catherine; Forest, Alain, Weiss, Herbert (eds). *Rébellions et révolutions au Zaïre. 1963-1965*. Tome 1. Paris, L'Harmattan, 1987, pp. 229-234.

O'Brien, Kevin. «Military-Advisory Groups and African Security: Privatised Peacekeeping», *International Peacekeeping*, Vol. 5, No. 3 (Autumn 1998), pp.78-105.

Ó Tuathail, Gearóid and Dalby Simon. *The Geopolitics reader*, London, Routledge, 1998.

Obershall, Antony. *Social Movements: Challenging the Boundries of Institutional Politics*, New Brunswick, Transactions Publishers, 1993.

Obotela Rashidi, Noël et Jean Omasombo Tshonda. «De la fin des "composantes" à l'hégémonie par les élections en RDC», in Reyntjens Filip et Marysse Stefaan (Eds), *L'Afrique des grands Lacs*. Bruxelles, Annuaire 2006-2007, pp.135-163, 2007.

Organisation for Economic Cooperation and Development. Development Assistance Committee (OECD/DAC). 2001. "Helping Prevent Violent Conflict: Orientations for External Partners and DAC Guidelines on Conflict, Peace and Development Cooperateion" (www.oecd.org/dac).

OCDE. *Prévenir les conflits : quels moyens d'action?* Paris: OCDE, 2001.

OCDE. *Les entreprises multinationales dans des situations de conflits violents et de violations généralisées des droits de l'homme*, Paris OCDE, mai 2002.

Odhiambo, Atieno and John Lonsdale. *Mau Mau and Nationhood: Arms, Authority and Narration*, Oxford, James Currey, 2003.

OHR: Office of the High Representative "The General Framework Agreement for Peace in Bosnia and Herzegovina" http://www.ohr.int/dpa/default.asp?content_id=380.

Okapi Radio.net (Radio des Nations Unies en RDC). Entrevue avec Jean Pierre Bemba président du Mouvement de libération du Congo 16 octobre 2002.

Okapi Radio.net (Radio des Nations Unies en RDC). Uvira (Sud Kivu): les FRF coalisent avec les FDLR dans les hauts plateaux (6 août 2009)

Olsen, Gorm Rye. «Promoting Democracy, Preventing Conflict: The European Union and Africa», *International Politics*, Vol.39, September 2002, pp.311-328.

Onyango-Obbo, C. *The East African*, Nairobi, 13 décembre 1999.

ONU. Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo établi en application du paragraphe 8 de la résolution 1857 (2008), S/2009/603 23 novembre 2009.

ONU: Rapport d'enquête consolidé du bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme (BCNUDH) suite aux vastes pillages sérieuses des droits de l'homme commis par les FARDC à Goma et à Kanyabayonga en octobre et novembre 2008, 7 Septembre 2009.

ONU: Rapport consolidé sur les enquêtes conduites par le Bureau conjoint des Nations Unies des droits de l'homme (BCNUDH) sur les graves abus des droits de l'homme Commis à Kiwanja , Nord -Kivu , en novembre 2008, 7 Septembre 2009.

ONU. Interim report of the Group of Experts on the DRC submitted in accordance with paragraph 8 of Security Council resolution 1857 (2008) S/2009/253 18 mai 2009.

ONU. *Vingt-septième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo*. S/2009/160 27 mars 2009.

ONU. *Final report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo*, S/2008/773, 12 December 2008.

ONU, *Enquête spéciale sur les événements de février et mars 2008 au Bas-Congo*, Mai 2008.

ONU. Résolution 1592 du Conseil de sécurité sur la prorogation jusqu'au 1^{er} octobre 2005, du mandat de la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC). Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 5155e séance, le 30 mars 2005.

ONU. Enquête du Bureau des services de contrôle interne sur les allégations d'exploitation et de violence sexuelles à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, A/59/661, 5 janvier 2005

ONU. Organisation des Nations Unies. Conseil de sécurité. Rétablissement de l'état de droit et administration de la justice pendant la période de transition dans les sociétés en proie à un conflit ou sortant d'un conflit. S/2004/616, New York, 23 août 2004.

ONU. Addendum au Rapport du Groupe d'experts en date du 22 octobre 2002, S/2002/1146/Add.1, Réaction n° 23, mai 2003.

ONU. 4^e rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et d'autres richesses de la RDC, 23.10.2003, S/2003/1027.

ONU. Résolution 1493 du Conseil de sécurité sur le renouvellement du mandat de la Monuc et l'instauration d'un embargo sur les fournitures militaires dans les territoires du Nord et Sud-Kivu et d'Ituri, 28.07.2003, S/RES/ 1493.

ONU. 3^e rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation des ressources naturelles et autres formes de richesses en RDC, 16.10.2002, S/ 2002/1146.

ONU. 2^e rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation des ressources naturelles et autres formes de richesses en RDC, 13.11.2001, S/ 2001/1072.

ONU. 1^{er} rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation des ressources naturelles et autres formes de richesses en RDC. 12.04.2001, S/ 12 avril 2001/357.

ONU. Additif au rapport final de l'Instance de surveillance des sanctions contre l'UNITA, S/2001/363, 11 avril 2001.

ONU. Rapport final de l'Instance de surveillance de l'ONU sur les sanctions contre l'Angola, S/2000/1225, 21 décembre 2000.

ONU. Assemblée générale. *Nous, les peuples : le rôle des Nations-Unies au XXI^e siècle*, Rapport du secrétaire général, 27 mars 2000.

ONU. Rapport de l'équipe d'investigation du secrétaire général, juin 1998.

ONU. Commission des droits de l'Homme, Rapport sur la situation des droits de l'homme au Zaïre, présenté par M. Roberto Garreton, rapporteur spécial, conformément à la résolution 1996/77 de la Commission, doc. E/CN.4/1997/6, 28 janvier 1997.

ONU. Assemblée générale, Rapport de la mission conjointe chargée d'enquêter sur les allégations de massacres et autres atteintes aux droits de l'homme ayant lieu dans l'est du Zaïre (actuellement République Démocratique du Congo) depuis septembre 1996, doc. A/ 51/942, 2 juillet 1997.

Oosterveer, P., Devos, J. et Silvestre, V., De Charybde en Scylla. *Rapport de mission Kivu-Zaïre*, janvier 1997.

Ortega Rodríguez María Paz. «The FDLR as an Obstacle to Peace in the DRC», *Peace Review: A journal of Social Justice*, 23: 2, 2011, pp.176 – 182.

Ostergard, Robert L. «The Failures of America's Post-Cold War Foreign Policy: From the Persian Gulf to the Gulf of Guinea. », *Whitehead Journal of Diplomacy and International Relations* Vol. 7 (2), 2006, pp. 43-55.

Ostergard, Robert Jr. «Politics in the Hot Zone: AIDS and National Security in Africa», *Third World Quarterly*, Volume 23, no 2, 2002, pp. 33-350.

Osaghae, Eghose, E. «The post-colonial African state and its problems», in *Power, Wealth and Global Order: An international Relations textbooks for Africa*, Nel, Philip, J. and McGowan, Patrick, J., (eds), Cape town, University of Cape town Press, 1999, pp. 182-195.

Osgood, E. Robert. *Alliances and American Foreign Policy*, The John Hopkins Press, Baltimore, 1968.
Ottaway, Marina. *Africa's New Leaders. Democracy or State Reconstruction?*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1999.

Ottaway, Marina. Testimony prepared for the Hearings on 'Conflicts in Central Africa', Subcommittee on Africa, US Senate, 8 June 1999, pages. [infininit.net/glp/documents/docs-039e.htm](http://www.infininit.net/glp/documents/docs-039e.htm)

Ottaway, Marina. «Democratization in collapsed states », in I W Zartman (ed), *Collapsed States: The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*, Boulder, CO: Lynne Rienner, 1995, pp. 235- 248.

Otunnu, Ogenga. «Uganda as Regional Actor in the Zairian War», in Howard Adelman & Govind C. Rao (eds), *War and Peace in Zaïre/Congo*, 2004, pp. 31-83.

Pabanel, Jean Pierre , «Conflits locaux et stratégies de tension au Nord-Kivu », *Politique Africaine*, n° 12, 1993, pp. 132- 134.

Pabanel, Jean Pierre. «La question de la nationalité au Kivu », *Politique Africaine*, n° 41, mars 1991, pp. 32-40.

Paluku S., Nelson; Léon Tsambu B.; Thybeault Fundy K.; Philemon Mwamba M. *Le dialogue intercongolais: Jeu , enjeux et nouvel ordre politique*, CEP, No2, 2003, Kinshasa, 2003.

Pape, Robert. «Why Economic Sanctions do not Work», *International Security*, 22, Autumn, 1997, pp. 90-136.

Paris, Roland. *At War's End: Building Peace after Civil Conflict*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

Passet, R et Liberman, J. *Mondialisation financière et terrorisme*, Paris, Enjeux planète, 2002.

Pearson, Frederic et Rochester, J. Martin. *International Relations. The Global Condition in the Late Twentieth Century*, New York, McGraw-Hill, 3^e éd. 1992.

Pech, Khareen. «The Hand of War: Mercenaries in the Former Zaïre 1996-1997», in Abdel -Fatau Musah and J. Kayode Fayemi (eds), *Mercenaries: An African Security Dilemma*, London, Pluto Press, 2000, pp. 117-154.

Pech, Khareen, «The Hand of War: Mercenaries in the Former Zaïre 1996-1997», in Abdel Fatau, Musah and Kayode Fayemi (eds), *Mercenaries: An African Security Dilemma*, London, Pluto Press, 2000, pp. 117-154.

Pech, Khareen and James Tomlins, « Soldiers of fortune mint money in Mobutu's war », *The Monitor* (Kampala), 15 January 1997.

Peceney, Mark and William Stanley. «The Resolution of Civil wars in Central America», *International Organization*, 55 no, 1 (Winter 2001), pp. 149- 182.

Pécaut, Daniel. *L'ordre et la Violence*, Paris, EHESS, 1986.

Pérouse de Montclos. Marc- Antoine. « Le gouvernement par la guérilla: Le cas du Sud Soudan», In *Gouverner les sociétés africaines: Acteurs et institutions*, Patrick Quantin, (ed), Paris, Karthala, 2003,pp.289-300.

Peters,Pauline, « Inequality and Social Conflict Over Land in Africa», *Journal of Agrarian Change*, Vol.4 No.3, July 2004, pp. 269-314.

Peterson, Roger D. *Resistance and Rebellion, Lessons from Eastern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

Petrasek, David. International Council on Human Rights Policy. *End and Means: Human Rights Approaches to Armed Groups*. Versoix, Switzerland: International Council on Human Rights Policy, 2001.

Philipp, Joshua. "Warlord solution critical to Afghanistan's future" *The Epoch Times* (October 15-21), 2010.

Philippe, Anne. « Solidarité transnationale et groupes armés : évolution et perspectives », Université de Paris I, Colloque SEI "Les solidarités transnationales" – 21/22 octobre 2003, pp.1-3.

Philpot, Robin. *Ca ne s'est pas passé comme ça à Kigali*, Montréal, Les Intouchables,2003

Pigasse, Jean Paul. *Congo, chronique d'une guerre annoncée: 5 juin-15 octobre 1997*,Paris, L'Harmattan,1997.

Policzer, Pablo. «Neither Terrorists nor Freedom fighters», presented at the International Studies Association Conference, Honolulu, Hawaï,3-5 March 2005.

Policzer, Pablo «Human rights and armed groups: toward a new policy architecture', working paper n°1,Armed Groups Project , University of Calgary, Alberta, 2002.

Pomfret, J. «Rwandans Led Revolt in Congo», *Washington Post*, 9 juillet 1997.

Polgreen , Lydia. « The Spoils Congo's Riches, Looted by Renegade Troops », *The New York Times*, November 15, 2008 .

Popkin, Rational Peasant; and Timothy P. Wickham-Crowley, «The Rise (and Sometimes Fall) of Guerrilla Governments in Latin America » *Sociological Forum* 2 (1987): 473-499.

Postel Vinay, Karoline. «Géographie et pouvoir», *Critique internationale*, N¹⁰ - janvier 2001, pp.51-58.

Postel Vinay, Karoline. «*La transformation spatiale des relations internationales*», in Marie-Claude Smouts(ed), *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories* Paris, Presses de sciences Po, 1998, pp.163-181.

Pouligny, Béatrice. «L'humanitaire non gouvernemental face à la guerre », *Politique Etrangère*, 2,2003, pp.204-217.

Pourtier, Roland. « L'Afrique centrale dans la tourmente : les enjeux de la guerre et de la paix au Congo et alentour», *Herodote*, N°111, La Découverte, 4 e trimestre,2003,pp.11-39.

Pourtier, Roland. « 1997:Les raisons d'une "guerre incivile":», *Afrique contemporaine* ,N°186, avril-juin 1998.

Pourtier, Roland. « Congo-Zaïre : un itinéraire géopolitique au cœur de l'Afrique », *Hérodote, Revue de géographie et de géopolitique*, 3-4 trimestre 1997, pp.6-41.

Poutignat, Philippe et Streiff-Fenart, Jocelyne. *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presses universitaires de France, 1995

Prunier, Gérard. *Africa's World War, Congo, The Rwanda Genocide, and the Making of a Continental catastrophe*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2009.

Prunier, Gérard. «L'Ouganda et les guerres congolaises», *Politique Africaine*, N°75,octobre 1999, pp.43-59.

Prunier, Gérard. *Rwanda, 1959-1996, Histoire d'un génocide*, Paris, Éditions Dagorno, 1997.

Prunier, Gérard. «Violence et histoire en Afrique», *Politique Africaine*, no 42, juin 1991, pp.9-14.

Pugh, Michael; Cooper, Neil; Goodhand, Jonthan. *War Economies in a Regional Context: Challenges of Transformation*, Boulder, CO: Lynne Rienner, 2004.

Puechguirbal, Nadine. «Women and War in the Democratic Republic of the Congo», *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, vol. 28, no. 4, 2003, pp.1271-1281.

Radio Okapi.net et Monuc.com «Alan Doss quitte la RDC sur une “note de satisfaction” » Kinshasa, 30 juin 2010.

Ramsbotham, Oliver. *Transforming violent conflict : radical disagreement, dialogue and survival*, London / New York, Routledge, 2010.

Rapport Final des travaux sur la Conférence sur la paix, la sécurité et le développement dans les provinces du Nord-Kivu et Sud –Kivu, Goma, 21 janvier 2008.

Rawls, John, *The Law of Peoples*, Cambridge, Harvard University Press, 1999.

Regan, Patrick M. *Civil wars and Foreign Powers: Outside Intervention in Intrastate Conflict*, Michigan, University of Michigan Press, 2002

Reno, William. *Warfare in Independent Africa: New approaches to African History*. Cambridge, Cambridge University press, 2011.

Reno, William. «Sovereignty and Personal Rule in Zaïre», *African Quarterly*, 1, no 3, pp. 1997. (En ligne à <http://www.africa.ufl.edu/asq/v1/3/4.htm>, consulté le 18 mai 2008)

Reno, William. « Internal wars, Private Enterprise, and the shift in Strong State-Weak State Relations», *International Politics*, Vol.37, N°1, 2002, pp.57-74.

Reno, William. «The failure of Peacekeeping in Sierra Leone», *Current History*, may 2001, pp.219-225.

Reno, William. *Warlord Politics and African States*, Boulder/London, Lynne Rienner Publishers, 1998.

Reno, William. «War, Markets, and the Reconfiguration of West Africa's Weak States», *Comparative Politics*, Vol. 29, No. 4 (Jul., 1997), pp. 493-510. (b)

Renou Xavier, Philippe Chapleau, Wayne Madsen et Francois –Xavier .Vershave, *La privatisation de la violence: Mercenaires & sociétés militaires privées au service du marché*, Paris, Agone, 2005.

Reseau Europeen Congo. (REC) REC/Z-info no 2 / 1997.

Retaillé, Denis. «L'impératif territorial», *Cultures & Conflits*, n° 21-22 ,1996, pp.21-40.

Reyntjens, Filip. «Briefing: Burundi: a peaceful transition after a decade of civil war?», *African Affairs* 105, 418, 2006, pp. 117–35.

Reyntjens, Filip Reyntjens. *La Guerre des Grands-Lacs: Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 1999a.

Reyntjens, Filip. *Talking or fighting?: political evolution in Rwanda and Burundi, 1998-1999*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 1999.

Reynal-Querol, Marta. « Ethnicity , Political Systems and Civil Wars » paper presented at the Conference on Data Collection on Armed Conflict, Department of Peace and Conflict research, Uppsala University, 8-9 June 2001 (www.pcr.uu.se) (mars 2003).

Rich, Paul B. «Warlords, state fragmentation and the dilemma of humanitarian intervention», *Small Wars & Insurgencies*, Vol.10,No.1 (Spring 1999),pp.78-96

Richard, Little.«Ideology and change», in *Change and the Study of International Relations Power*, Barry Buzan and R.J Barry Jones (eds), London, Pinter,1981,pp.30-45.

Richards, Paul.« Green Book Millenarians. The Sierra Leone War within the perspective of an Anthropology of Religion.», in *Religion and African Civil Wars*, Niels Kastfeld, (ed), London, Hurst,2005a,pp.119-146.

Richards, Paul (Ed). «New war: An Ethnography Approach », in *No wars No peace: Anthropology of Contemporary Armed Conflicts*, Oxford, James Currey, 2005b, pp.1-21.

Richards, Paul et Vlassenrot, Koen. « Les guerres africaines du type fleuve Mano », *Politique Africaine*, no 88 décembre 2002,pp.13-26.

Richards, Paul. *Fighting for the Rainforest : War, Youth and Resources in Sierra Leone*, London, James Currey,1996.

Richards, Paul « Rebellion in Liberia and Sierra Leone. A Crisis of Youth », in Oliver Furley, *Conflict in Africa*, Londres, Tauris, 1985, pp. 134-170.

RID, Tom. « Autonomisation et territorialisation de la violence », <http://www.alterinter.org/article764.html>, mardi 24 avril 2007 (consulté le 25 août 2007).

Rieff, David. « Realpolitik in Congo: should Zaïre's fate have been subordinate to the fate of Rwandan refugees? », *The Nation*, 7 July 1997.

Roberts, L. *Mortality in Eastern DRC, Results from Five Mortality Surveys by the International Rescue Committee May 2000*, Bukavu , DR Congo, International Rescue Committee 2000.

Robertson, Roland. «Glocalization: Time-space and homogeneity-heterogeneity», in Feather-Stone M., Lash S. Lash, Robertson R. (eds.), *Global Modernities*, London/New Delhi, Sage Publications,1995,pp.25-44

Roche, Jean Jacques. *Le Système international contemporain*, Paris, Montchretien, 1994.

Rogers, Paul. *Political Violence and Asymmetric Warfare*, Washington, Brookings Institution, 2001, <<http://www.brook.edu/dybdocroot/fp/projects/europe/forumpapers/rogers.htm>> (visité le 7 juillet 2008).

Rosenblum, Peter. «Kabila's Congo», *Current History*, Vol. 97, No. 619, May 1998,pp.193-199.

Rosenau, James. «Mondialisation : Le pouvoir devient flou» *Alternatives Internationales*, Juillet-août 2003,pp.46-49.

Rosenau, James. *Distant Proximities : Dynamics beyond Globalization*, Princeton, Princeton University Press, 2003.

Rosenau, James. «Govenance, Order and Change in World Politics» in James N. Rosenau, and Ernst –Otto Czempiel(eds), *Governance Without government: Order and Change in World Politics*, Cambridge,Cambridge University press,1992,pp.46-49.

Rosenau, James. *Turbulence in World Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

- Rosenau, James. «Le touriste et le territoire ou les deux extremes du continuum transnational», *Études internationales*, N°10 (2), juin 1979, pp.219-252.
- Ross, Micheal. «How does Natural Resource Wealth Influence Civil War? Evidence from 13 cases Studies» , *International Organization*, 58, 2004. pp.34-67.
- Rothberg, Robert I. *Rebellion in Black Africa*, London, Oxford University Press, 1971.
- Rothchild, D.«Hegemonial exchange: an alternative model for managing conflict in middle Africa», in D L Thompson & D Ronen (eds), *Ethnicity, Politics and Development*, Boulder, CO: Lynne Rienner, 1986, pp 87-89.
- Routledge, Paul. «Convergence Space: Process Geographies of Grassroots Globalization Networks »*Transactions of the Institute of British Geographers*, New Series, Vol. 28, No. 3 (Sep., 2003), pp. 333-349.
- Routledge, Paul; John Agnew, Gearoid Ó Tuathail. *The Geopolitics Reader*, Londres, Routledge, 1998.
- Roy, May and Gerry Cleaver. «African Peacekeeping: Still Dependent? » *International Peacekeeping*, 4/2 (Summer 1997), pp.1-21.
- Rozès, Antoine. «L'Angola d'une impasse à l'autre : chronique d'une guerre sans issue (1998-2001) », in *Afrique Contemporaine*, n°197, 2001, pp.76-96.
- Rufin, Jean Christophe et Jean François. *Économie des guerres civiles*, Fondation pour les études de défense, Collection Pluriel, Paris, Hachette 1996.
- Ruhimbika, Manassé Müller, *Les Banyamulenge (Congo-Zaïre) entre deux guerres*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- Ryckmans, F. «Congo : situation économique et sociale », Face à l'Info, Bruxelles, RTBF, 1er février 2001.
- Sacks, H. «Notes on methodology», in J. Maxwell Atkinson and John Heritage (Ed.), *Structures of social action : studies in conversation analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.
- Sack, Robert. *Human Territoriality*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.
- Saint-Moulin, L. de. «Les leçons du premier tour de la présidentielle en R.D.C», *Congo-Afrique*, n° 408, octobre 2006, pp. 332-354.
- Salehyan, Idean. «Refugees and the Study of Civil War», *Civil War*, Vol 9, No 2, juin 2007, pp.127-141.
- Salehyan, Idean et Kristian S. Gleditsch. « Refugees and the Spread of Civil War», *International Organisation*, Vol 60, N°2, 2006, pp.335-366.
- Sanbrook, Richard. *Closing the circle: Democratization and development in Africa*, London, Zed Books 2000.
- Sanane Chiko, Joseph. « Le système Gacaca au Rwanda : avantages et limites» In *La Justice transitionnelle dans le monde francophone : état des lieux*, Mô Bleeker et Carrol Mottet Bern, FDFA, 2007, pp. 27-39.
- Sánchez, Gonzalo. *Guerre et politique en Colombie*, Paris, L'harmattan, 1998.
- Sarkozy, Nicholas. Discours de M. le président de la République Présentation des voeux du Corps diplomatique Palais de L'Élysée - Vendredi 16 Janvier 2009, http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=view&lang=fr&cat_id=7&press_id=2232 (Consulté le 17 janvier 2009).

Schlichte, Klaus. « Why States Decay – Global Factors and Local Dynamics », papier présenté lors des Journées d'études sur la « Privatisation des Etats » au Centre d'Études d'Afrique Noire, à l'Université de Bordeaux, octobre 22-23, 1998.

Schaeffer, Jessica. « Guerillas and Violence in the War in Mozambique: De-Socialization or Re-Socialization », *Africa Affairs*, No 100, 2001, pp.215-237.

Schmitt, Carl. *La Notion de politique. Théorie du partisan*, Paris, Calmann-Lévy, 1972.

Schmitz, Marc. *La guerre, enfants admis - 300 000 enfants soldats dans le monde : comment combattre ce fléau ?*, Bruxelles, co-édition GRIP-Complexe, 2001.

Schnabel, Albrecht and Hans-Georg Ehrhart. *Security sector reform and post-conflict peacebuilding*, New York, United Nations University Press, 2005.

Scott, Stewart Andrew. *Laurent Nkunda et la rébellion du Kivu - Au coeur de la guerre congolaise*, Paris, L'Harmattan, 2008

Sémelin, Jacques. « Rationalités de la violence extrême : Qu'est ce qu'un crime de masse ? », *Critique internationale*, no 6 – hiver 2000, pp.121-158.

Shelton, Henry. *Prepared Statement by general Henry H Shelton, Commander-in-Chief, United States Special Operations Command, before the Senate Armed Services Committee*, Federal News Service, 11 March, 1997.

Sheridan, James E. *Chinese Warlord: The Career of Feng Yu-hsiang*, Stanford' Stanford University Press 1966.

Short, Clare. *Security sector reform and the elimination of poverty*. A speech held at the Centre for Defence Studies, King's College London. March 1999.

Sikkink, Kathryn. « Patterns of Dynamic Multilevel Governance and the Insider-Outsider Coalition » Sidney Tarrow and Donatella Della Porta (Eds) *Transnational Protest & Global Activism*, London/New York, Littlefield Publishers, 2005, pp. 151-174.

Silverstein, Ken. « Privatizing war », *The Nation*, 29 July- 4 August 1997.

Sindjoun, Luc et Bach, Daniel. « Enjeux stratégique et gestion des crises en Afrique : Introduction générale : ordre et désordre en Afrique », vol 4, 2, novembre 1997. <http://www.polis.sciencespobordeaux.fr/vol4n2/intro.html>. (consulté mai 2005)

Singer, Peter Warren. *Corporate Warriors: The Rise of the Privatized Military Industry*, Cornell: Cornell University Press, 2008.

Singer, Peter Warren. « Corporate Warriors: The Rise and Ramifications of the Privatized Military Industry », *International Security*, 26, No.3, (Winter 2001/2002), pp. 186–220.

Sisk, Timothy D. *Power Sharing and International Mediation in Ethnic Conflicts*. Washington, DC: United States Institute of Peace Press, 1996.

Siverson, Randolph, M. *Big Wars, Little Wars – A Single Theory?*, *International Interactions*, Siverson, Randolph, M., (ed) and Midlarski, Manus, I., (guest ed), vol 16, N° 3, 1990.

Skocpol, Theda. *Social Revolutions in the Modern World*, Cambridge University Press (New York), 1994

Skocpol, Theda. *States and social revolutions*, Cambridge: Cambridge University Press. 1979.

Small, Melvin and Singer, David. *Resort in Arms : International and Civil Wars, 1816-1980*. Beverly Hills, SAGE, 1982.

Smilie, Ian. *Brillantes paroles, actions sans éclat: La responsabilité des entreprises dans l'industrie du diamant*, Ottawa, Partenariat Afrique Canada, Document hors série no 10, 2003.

Smith, Stephen. «Paris vs. Washington», *Limes/Revue française de géopolitique*, No 3, 1997, pp. 53-66.

Smith, Neil. *Uneven Development*, Cambridge, Blackwell Publishing, 1992.

Smouts, Marie-Claude. «Du côté de chez Grotius : l'individu et les relations internationales à l'épreuve chez un ante moderne», in Bertrand Badie (Ed) *Les relations internationales à l'épreuve de la science politique: mélanges Marcel Merle*, Paris, Presses de sciences Po, 1993, pp.383-395.

Smouts, Marie-Claude et Bertrand Badie. *Le retournement du monde: sociologie de la scène internationale*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques & Dalloz, 1992.

Snow, Donald M. *Uncivil Wars: International Security and the New International Conflicts*, Boulder/London, Lynne Rienner Publishers, 1996.

Snyder, Jack. « *Trials an Error: Principle and Pragmatism in Strategies of International Justice* », *International Security* 28,(2003-2004),pp.15-37.

Snyder, Jack and Robert Jervis. «Civil War and the Security Dilemma », In *CivilWars, Insecurity, and Intervention*, ed. Barbara F.Walter and Jack Snyder. New York: Columbia University Press,1999,pp.15-37.

SOPROP-Kivu, *Rapport sur les droits humains au Nord-Kivu, mai-juin-jullet 2000*.

Spears, Ian. « Understanding inclusive peace agreements in Africa: the problems of sharing power », *Third World Quarterly*, Vol 21,N°1,2000,pp.105-118.

Spittaels Steven & Filip Hilgert. *Cartographie des motivations derrière les conflits: le cas du Katanga, Mise à jour : décembre 2007-mai 2008*, Anvers, 25 juin 2008.

Stedman, John Stephen, Donald Rothchild and Elisabeth Cousens. *Ending Civil Wars: The implementation of peace agreements*, Boulder,CO, Lynne Rienner,2002.

Stedman, John Stephen. « Conflict and conflict resolution in Africa: a conceptual framework », in FM Deng & IW Zartman (eds), *Conflict Resolution in Africa* Washington, DC, Brookings, 1991, pp 371-372.

Steele, Robert David. « The Asymmetric Threat: Listening to the Debate », *Joint Force Quarterly*, No 20, automne-hiver 1998-99, p. 78-79.

Steger, Manfred B. and Nancy S. Lind, *Violence and its alternatives : an interdisciplinary reader*, New York, St. Martin's Press, 1999.

Stein Sundstøl, Eriksen. « The Liberal Peace Is Neither: Peacebuilding, State building and the Reproduction of Conflict in the Democratic Republic of Congo », *International Peacekeeping*, 16: 5, 2009, pp.652-666.

Stiglitz, Joseph. « FMI, la preuve par l'Ethiopie », *Le Monde diplomatique*, avril 2002, pp.10-11, <http://www.monde-diplomatique.fr/2002/04/STIGLITZ/16370>

Stopford, JM, Strange Susan et Henley JS. *Rival States, Rivals Firms: Competition for world Market Shares*, Cambridge, Cambridge University Press,1991.

Strange , Susan. *The Retreat of the State: The Diffusion of Power in the world Economy*, Cambridge, Cambridge University Press,1996.

Sullivan, Daniel. «The missing pillars: a look at the failure of peace in Burundi through the lens of Arend Lijphart's consociational theory'», *The Journal of Modern African Studies* 43, 1 (2005), pp. 75–95.

Snyder, Glenn. *Alliance Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1997.

Swart, Gerrie. «No War, No Peace in the Volatile East», *Peace Review: A journal of Social Justice* , 23: 2,2011, pp. 144-153.

Switzer, J. *Armed Conflict and Natural Resources: The Case of the Minerals Sector. Mining, Minerals and Sustainable Development*, Ottawa, Canadian Centre for Foreign Policy Development, 2001.
www.iisd.ca/natres/security (mars 2002).

Swyngedouw, Erik. « Scaled Geographies: nature, Place, and the Politics of Scale», in Eric Shppard and Robert B. MacMaster (Eds) *Scale & Geographic Inquiry: Nature, Society , and Method*, Malden/Oxford, Blackwell Publishing, 2004, pp.129-148.

Swyngedouw, Erik. « Neither Global nor Local “Glocalisation” and the Politics of scale Scaled », in Kevin Cox (Ed) *Space of Globalization: Reasserting the power of the local*, New York, Guilford Publishing, 1997, pp.137-166.

Swyngedouw, Erik. «Excluding the other: The production of scale and scaled politics» in Roger Lee and Jane wills (Eds), *Geographies of Economies*, London/New York, Arnold, 1997(b),pp.167-176.

Tarrow, Sidney and Doug McAdam. « Scale Shift in Transnational Contention », in Sidney Tarrow and Donatella Della Porta (Eds) *Transnational Protest & Global Activism*, London/New York, Littlefield Publishers,2005, pp.121-149.

Tarrow, Sidney. *Power in Movement : Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press,1994.

Taylor, Ian. «Conflict in Central Africa: Clandestine Networks & Regional/Global Configurations», *Review of African Political Economy*, n°95, 2003,pp.45-55.

Taylor, Michael. «Rationality and Revolutionary Collective Action», in *Rationality and Revolution*, Michael Taylor (ed), New York, Cambridge University Press, 1988, pp.63-97.

Taylor, Peter. *Political Geography : Word Economy, Nation-State,and Locality*, 4 e edition, Harlow,Essex,Prentice-Hall,2000.

Tchundjang Pouemi, Joseph. *Monnaie, Servitude et liberté: La répression monétaire de l'Afrique*, Yaoundé, Editions Ja/Édition Conseil, 1981.

Tegera, Aloys. *Le Coltan et les populations du Nord –Kivu*,Goma (Congo –RDC): Pole Institute, dossier 1, Février 2001. http://www.pole-institute.org/site_web/dossier010.pdf

The Epoch Times. «The Kandahar Stability Operations Information Center on March 30 2010» par le United States Senate Armed Services Committee report cité par The Epoch Times (October 15-21,2010):p.A5.

Thual, François. *Contrôler et contrer: Stratégies géopolitiques*, Paris, Ellipses, 2000.

Thual, François. *Les conflits identitaires*, Paris, Ellipses, 1995.

Tilly, Charles. *The Politics of Collective Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

Tilly, Charles. *Stories, Identities , and Political Change*, Lanham, Rowman&Littlefield,2002.

Tilly, Charles. «The Social cost of conflict in the Democratic Republic of Congo» in *Statemaking and Social Movements : Essays in History and Theory*, Charles Bright and Susan Harding (eds) Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1984, pp. 297-317.

Times London.« Rebel General Nkunda surrounds major town, vowing to liberate Congo», November 4, 2008,<http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/africa/article5076858.ece> (consulté le 8 novembre 2008).

Tshisekedi, Etienne. *Le défi de l'armée républicaine en République démocratique du Congo*, Paris, L'Harmattan, 2005.

Tshisekedi, Etienne. *Lettre fermée de l'UDPS adressée à l'AFDL concernant le règlement politique global de la crise qui frappe le pays*, Kinshasa, UDPS,19 mars,1997.

Toulabor, Comi M. «Les mots sont fatigues ou la désillusion au Togo». *Politique africaine*, 64, décembre 1996,pp.62-70.

Trefon, Theodore. «The Social cost of conflict in the Democratic Republic of Congo» in *Is Violence Inevitable in Africa*, Chabal, Patrick; Engel, Ulf and Gentili, Ana –Maria (eds), Leiden, Brill, 2005, pp.127-146.

Tshiambi, Albert. «Des soldats indiens de la Monuc accusés d'abus sexuels», *Le Potentiel*, Edition 4409 du Jeudi 14 août 2008.

Tull, Denis M. «The Democratic Republic of Congo: Militarized Politics in a “Failed State” in Bøås, Morten and Kevin C. Dunn(ed), *African Guerrillas: Raging against the machine*, Boulder/London:Lynne Rienner,2007,pp.113-130.

Tull, Denis and Andreas Mehler. « The hidden costs of power-sharing: reproducing insurgent violence in Africa’», *African Affairs*, Vol. 104, N0 416, 2005, pp. 375–398.

Tull, Denis. «A reconfiguration of political order? The state of the state in North Kivu (DR Congo) », *African Affairs*, 102(408), 2003,pp. 429–446.

Tuppen, Chris. *Extraction minière du coltan dans la République Démocratique du Congo Comment les industries utilisatrices de Tantale peuvent contribuer à la reconstruction de la RDC ?* Cambridge(RU), Fauna & Flora International (FFI)/ Global e-Sustainability Initiative, 2005.

Turner, Thomas. *The Congo wars: Conflict –myth & reality*, London/new York, Zed Books, 2007.

Turner, Thomas. « L’insurrection de 1964 au Sankuru:stratégie militaire, mobilization de masse, justice révolutionnaire», in Coquery-Vidrovitch, Catherine; Forest, Alain, Weiss, Herbert (eds). *Rébellions et révolutions au Zaïre. 1963-1965*, Tome 1. L'Harmattan, Paris, 1987, pp. 105-119.

Umutesi, Marie Béatrice. *Fuir ou mourir au Zaïre. Le vécu d'une réfugiée rwandaise*, Paris, L'harmattan, 2000.

Union Européenne (UE). *Rapport Final - Mission d'observation électorale de l'Union Européenne en République Démocratique du Congo 2011*, Bruxelles, 29 mars 2012.

United States of America, National Security Council, *The National Security Strategy of the United States of America*, Washington DC: National Security Council, 2006.

Van Acker, Frank. «Uganda and the Lord’s Resistance Army: The New Order No One Ordered», *African Affairs* 103, 2004,pp. 335-357.

Van Acker, Franck et Koen Vlassenroot. «Les «Maï-Maï» et les fonctions de la violence milicienne dans l'est du Congo», *Politique africaine*, N° 84, 2001, pp. 103-116.

Van Creveld, Martin. *The transformation of war*, New York, Free Press, 1991.

Van den Berghe, Peter. *The Ethnic phenomenon*. New York, Elsevier, 1981.

Van Evera, Stephen. «Hypothesis on Nationalism and War », *International Security*, no 18, Printemps 1994, pp.5-39.

Van Howell, Wilbert. « Cour pénale internationale et principe de la complémentarité » In *La Justice transitionnelle dans le monde francophone : état des lieux*, Mû Bleeker et Carrol Mottet (Eds), Bern, FDFA, 2007, pp.20-26.

Vasquez, John. *The Power of Power politics*, Cambridge, Cambridge University press, 2 ed., 1998.

Verdier, Raymond. «Autochtonie, religion du territoire» in Dory, D. ; Vincent, Jean-François et Verdier, Raymond (eds), *La construction religieuse du territoire*, Paris, L'Harmattan, 1995.

Verhaegen, Benoît. « Du Congo de 1964 au Zaïre de 1997 : similitudes et divergences », in Marysse, S., et Reytsjens, F., (eds), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1996-1997*, Paris, L'Harmattan, 1997, pp.187-204.

Verhaegen, Benoît. «La rébellion muléliste au Kwilu: chronologie des événements et essai d'interprétation(janvier 1962-juillet 1964)», in Coquery-Vidrovitch, Catherine; Forest, Alain, Weiss, Herbert (eds). *Rébellions et révolutions au Zaïre. 1963-1965*, Tome 1. L'Harmattan, Paris, 1987, pp. 120-146.

Vince, Anthony. «'Like worms In the Entrails of a Natural Man': A Conceptual Analysis of Warlords», *Review of African Political Economy*, No.112, 2007, pp.313-331.

Vince, Anthony. «The "problems of Mobilization" and the Analysis of Armed Groups», *Parameters*, Spring, 2006, pp.49-62.

Viotti, Paul et Kauppi Mark. *International Relations and World politics: Security, Economics, Identity*, Upper Saddle, Prentice Hall, 1997.

Vircoulon, Thierry. « Unfair and Dangerous Elections », *Peace Review*, Vol 23, No 2, 2011, pp.199 -204.

Vircoulon, Thierry. « L'Ituri ou la guerre au pluriel », *Afrique Contemporaine*, Vol 3, No 215, 2005, pp.129-146.

Vité, Sylvain. «L'applicabilité du droit international de l'occupation militaire aux activités des organisations internationales », *Revue Internationale de la Croix-Rouge (RICR)*, mars 2004, pp. 9-35.

Vlassenroot, Koen and Timothy Raeymaekers « Kivu's intractable Security Conundrum », *African Affairs*, 108/432, 2009, pp.475-484.

Koen Vlassenroot, Timothy Raeymaekers «New political order in the DR Congo? the transformation of regulation», *Afrika focus*, Volume 21, No. 2, 2008, pp. 39-52.

Vlassenroot, Koen « Citizenship, identity formation & conflict in South Kivu: the case of the Banyamulenge », *Review of African Political Economy*, 1740-1720, Volume 29, Issue 93, 2002, pp. 499 – 516.

Vlassenroot, Koen. «Identity and insecurity: The Building of Ethnic Agendas in South Kivu. » in Ruddy Doom and Jan Gorus(eds), *Politics of Identity and Economic of Conflict in the Great Lakes Region*, Brussels, VUB University Press, 2000, pp.263-288.

Von Clausewitz, Carl. *De la guerre*, Paris, Ed. de Minuit, 1955.

Von Trotha, Trutz. «Forms of Martial Power: Total Wars, Wars of Pacification, and Raid» in Georg Elwert, Stephan Feuchtwang and Dieter Neubert, *Dynamics of Violence: Processes of Escalation and De-Escalation in violent Group Conflicts*, Berlin, Ducker & Humblot, 1999, pp 35-60.

Wackerman, Gabriel, *Les frontières dans un monde en mouvement*, (2e édition) Paris Ellipses, 2005.

Wæver, Ole «Peace and Security – Two concepts and their relationship» In Guzzini, Stefano, Jung, Dietrich, *Analysis and Copenhagen Peace Research*, London, Routledge, 2004, pp.51-65.

Wæver, Ole. «Securitization and Desecuritization», in Ronnie Lipschutz, ed., *On Security*, New York, Columbia University Press, 1995, pp.46- 86.

Waltz, Kenneth. *Theory of International Politics*, Massachusetts, Addison-Wesley Reading, 1979.

Walt, Stephen. «Why alliance Endure or Collapse», *Surviva* , 39, printemps, 1997, pp.155-179.

Walt, Stephen. «The Renaissance of Security Studies», *International Studies Quarterly*, N° 35, June 1991, pp. 211-239.

Walter, Barbara F. «The critical barrier to civil war settlement» , *International Organization*, 51 (3), 1997, pp 335-364.

Wamba dia Wamba, Ernest. *L'ensemble des actes et pensées du Président Fondateur du MPR*, Dar el Salam, Wamba dia Wamba ed, 1996.

Wantchekon, Leonard. «The Paradox of “Warlord” Democracy: A theoretical Investigation », *American Political Science Review*, 98:1, 2004, pp.17- 33.

Watuta Mwhilo- Mwihi, Augustin. « Les guerres et le rééquilibrage des forces politiques au Sud Kivu» in *Des conflits locaux à la guerre régionale en Afrique Centrale - Le Congo-Kinshasa (1996-2007)*, Maindo, Alphonse (Ed), Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 170-182.

Watchiba, Dede et Hashimu, Maliki. *Les CPP ou Etat Kabila aux enchères*, Cahiers du CEP, N° 1 juillet, Kinshasa, 2002.

Watchlist on Children and Armed Conflict. *Impact des conflits armés sur les enfants en République démocratique du Congo (RDC)*, Watchlist on Children and Armed Conflict, New York, , juin 2003.

Waugh, Colin M. *Paul Kagame and Rwanda: Power, Genocide and the Rwandan Patriotic Front*, North Carolina/London, McFarland, 2004.

Wawu Oyatambwe, Dieudonné. *Les mots de la Démocratie au Congo-Zaïre (1990-1997)*, Paris, L'Harmattan, 2006.

Weinstein, Jeremy. *Inside Rebellion: The Politics of insurgent violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

Weinstein, Jeremy. «Resources and the Information Problem in Rebel Recruitment», *The Journal of Conflict Resolution*, Vol.49, No.4, Aug 2005, pp.595-624.

Welsh, David. «Domestic Politics and Ethnic Conflict », *Survival*, No 35, Printemps 1993, pp.63-80.

Weiss, Herbert. «Zaïre: Collapsed Society, Surviving State, Future Polity» in I William Zartman, (ed), *Collapsed States: The disintegration and restoration legitimate Authority*, 1995, pp.157-170.

Wendt, Alexander. «Identity and structural change in international politics », in Yosef Lapid and Friedrich Kratochwil (eds) *The Return of Culture and Identity in IR Theory*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1996. pp. 47-64.

- Wendt, A. 1994. «Collective Identity Formation and the International State» *American Political Science Review* 88(2),1994,pp.384-397.
- Wieviorka, Michel. «Un nouveau paradigme de la violence?», *Culture et Conflicts*, n° 29-30, Paris, L'Harmattan, 1998.
- Wieviorka, Michel. *Une société fragmentée: Le multiculturalisme en débat*, Paris, La Découverte, 1996.
- Wieviorka, Michel. *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988.
- Wilkinson, Paul. *Social Movement*, London, Macmillan,1971.
- Willame, Jean Claude. «Le retour des chefs blancs?» *La revue nouvelle*. N° 9 / septembre 2006.
- Willame, Jean Claude. *L'Odyssée Kabila. Trajectoire pour un Congo nouveau ?*, Paris, Karthala,1999.
- Willame, Jean Claude. *Banyarwanda et Banyamulenge. Violence ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*, Bruxelles/Paris, Institut Africain/L'Harmattan, 1997.
- Willame, Jean Claude. *Patrimonialism and Political Change in the Congo*, Stanford, Stanford University press, 1972.
- Williams, Michael. «What is the National Interest? The Neoconservative Challenge in IR Theory», *European Journal of International Relations*, Vol 11, 3, 2005, pp.307-337.
- Wilson, James Q. *Bureaucracy*, New York, Basic,1989.
- Wisler, Dominique. *Violence politique et mouvements sociaux*, Genève, Georg,1994.
- Wolf, Eric. *Peasants*. Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall, 1996.
- Women's Commission for Refugee Women and Children. «Over 27,000 sexual assaults in DRC in 2006: Violence against women and girls continues to rise», Date: 17 Oct 2007,<http://www2.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/SSHN-783HXN?OpenDocument>(consulté le 25 novembre 2007).
- Wondo Omanyundu, Jean-Jacques, *De la force publique aux FARDC : Anatomie d'une armée virtuelle intravertie et perversie*,<http://www.congoforum.be/upldocs/DE%20LA%20FORCE%20PUBLIQUE%20AUX%20FARDC.JJW.PARTIEVII.pdf>(Consulté 25 avril 2010)
- Wrong, Michela. *In the Footsteps of Mr. Kurtz: Living on the Brink of Disaster in Mobutu's Congo*, New York, Harper Collins, 2001.
- Wulf, Herbert. *Réforme du secteur de la sécurité dans les pays en développement et les pays en transition*, Berghof Research Center for Constructive Conflict Management - Translation commissioned by the Africa Center for Strategic Studie, Washington DC, Oct 2005.
- Yinda Yinda, André –Marie. *L'art d'ordonner le monde: Usages de Machiavel*, Paris, L'Harmattan,2007.
- Young, Crawford. «The end of the post-colonial state in Africa? Reflections on changing African political dynamics», *African Affairs*, 103,2004,pp43-60.
- Young, Crawford and Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, University of Wisconsin Press,Madison, WI 1985.

Young, Eric T. «The Victors and the Vanquished: The role of Military Factors in the Outcome of Modern African Insurgencies», *Small Wars and Insurgencies*, Vol.7,N° 2, 1996,pp182-188.

Young, Crawford M. «Rebellion and the Congo » in Robert Rotberg (ed), *Rebellion in Black Africa*,Oxford, Oxford University Press,1971, pp.209-245.

Zakaria, F. «The rise of illiberal democracy», *Foreign Affairs*, 76(6), 1997,pp. 22–43.

Zald, Mayer N., & Bert Useem. «Movement and Countermovement Interaction: Mobilization, Tactics, and State Involvement», in McCarthy, J.D., & Zald, M.,N (eds), *Social Movement in an Organizational Society*, Transaction Books,1987,pp.247-272.

Zald, Mayer N., & John Mc Carthy. «Resource Mobilisation and Social Movements: A Partial Theory»,*American Journal of Sociology*, Vol.82, n° 7, 1977, pp.1212-1241.

Zamparelli, Steven J. «Contractors on the Battlefield: What Have We Signed Up For? »U.S. Air War College Research Report, March 1999, [http:// www.au.af.mil/au/database/research/awc/99-254.htm](http://www.au.af.mil/au/database/research/awc/99-254.htm)(consulté décembre 2006).

Zarate, Juan Carlos.«Emergence of a New Dog of War: Private International Security Companies», *Stanford Journal International Law*, 34, winter 1998, pp.75-163.

Zartman, William. «Need,Creed, and Greed in Intrastate Conflict» in Arnson, Cynthia J., et I. William Zartman (eds), *Rethinking the economics of war: the intersection of Need, Creed, and Greed*,Washington, D.C, Woodrow Wilson Center Press,2005,pp.256-284.

Zartman,William. «Negotiating Internal Conflict: Incentives and Intractability » *International Negotiation*, Volume 6, Number 3, 2001, pp. 297-302.

Zartman, William. «Introduction: Posing the problem of *Collapse States*» in I. William Zartman, William (ed): *The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*. Boulder and London, Lynne Rienner, 1995, pp.1-11.

Zartman, William. *Collapsed States: The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*. Boulder and London, Lynne Rienner,1995.

Zartman, William (Ed). «Dynamics and constraints in negotiations in internal conflicts », in *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*, Washington, DC, Brookings, 1995, pp.3-31.

Zimmerman, Ekkart, *Political Violence, Crises and Revolutions*, Cambridge, Shenkman, 1983.

Zolberg, Aristide; Astri Suhrke and Sergio Aguayo. *Escape from Violence: Conflict and the Refugee Crisis in the Developing World*, New York, Oxford University Press, 1989.

ANNEXES

Annexe 1: Tableau des Conférences de paix et négociations

Table des Conférences de paix et négociations : 1996-1997

Titre:(Conférence de paix, Négociation de cessez-le feu, Négociation	Date et lieu	Participants	Echec ou réussite	Titre de l'accord
Négociation	Nairobi (Kenya) 5/11/ 1996	Daniel Arap Moi (Kenya) Benjamin Mkapa (Tanzanie) l'AFDL, le Zaïre	Échec	Aucun
Négociation de cessez-le feu	Brazzaville (République du Congo) 2/12/1996	Pascal Lissouba (Congo-Brazzaville) ; Omar Bongo (Gabon); l'AFDL, le Zaïre	Échec	Aucun
Conférence de paix	Ouagadougou (Burkina faso) 6/12/1996)	Compaoré (Burkina Faso) , Omar Bongo (Gabon) l'AFDL, le Zaïre	Échec	Aucun
Négociation de cessez-le feu	Pointe Noire (République du Congo) 4 mai 1997	Nelson Mandela, Mobutu (Zaïre) et Laurent Désiré Kabila	Échec	Aucun

Table des Conférence-négociations et accords de paix: 1998- 2003

Titre:(Conférence de paix- Négociation	Date et lieu	Participants	Echec, réussite, Accord partiel	Titre de l'accord
Conférence- négociation de paix	Victoria Falls (Zimbabwe) du 8 août 1998	Représentants des pays suivants : RDC, Ouganda, Namibie, Rwanda, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe, (les autres pays membres de la SADC) (579)	Echec	Aucun
Conférence- négociation	Pretoria (Afrique du Sud) du 23 août 1998	Représentants de la RDC, de l'Ouganda, de la Namibie, du Rwanda, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe, (les autres pays membres de la SADC)	Echec	Aucun
Conférence- négociation	Victoria Falls I & II (Zimbabwe) tenu du 7 au 8 septembre 1998,	Représentants de la RDC, de l'Ouganda, de la Namibie, du Rwanda, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe, (les autres pays membres de la SADC)	Réussite	Déclaration de Victoria Falls
Négociations	Durban (Afrique du Sud), Port-Louis (Maurice), Nairobi (Kenya), Windhoek (Namibie), Dodoma (Tanzanie)	Novembre 1998- juin 1999		Déclarations
Conférence –Négociation	18 avril 1999, Syrte (Lybie)	Les présidents de la RDC, Kabila et Yoweri Museveni	Réussite / non appliquée	Accord de paix de Syrte

⁵⁷⁹ 15 membres constituent la Communauté de développement d'Afrique australe (ou SADC, acronyme de l'anglais Southern African Development Community) Pays fondateurs: Angola, Botswana Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe, Depuis 1990 ont rejoint: Namibie, Afrique du Sud, Maurice, République démocratique du Congo, Madagascar, Seychelles.

		de l'Ouganda		
Conférence de cessez-le feu	Juillet 1999 Lusaka (Zambie)	L'Angola, la Namibie, l'Ouganda, la RDC, le Rwanda, le Zimbabwe, l'ONU, l'OUA, la SADC., les principales rébellions congolaises	Réussite / non appliquée	«Accord. pour un cessez-le-feu en République Démocratique du Congo» signé à LUSAKA les 10, 30 et 31 juillet 1999
Conférence- négociation	Lusaka (Zambie) le 4/05/2001.	Les acteurs signataires sont : l'Angola, la Namibie, l'Ouganda, la RDC, le Rwanda, le Zimbabwe (le 10 juillet 1999); le RCD, (31 août 1999) et le MLC (1er août 1999). Sont témoins : la Zambie, l'ONU, l'OUA, la SADC., les rébellions congolaises	Réussite	La Déclaration des Principes du (DIC)
Dialogue intercongolais (DIC)	Du 25 février 2002 au 19 avril 2002	Ketumile MASIRE, Facilitateur neutre du DIC, Kofi ANNAN, Secrétaire Général de l'ONU, Moustapha NIASSE, Envoyé Spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour DIC I, Thabo MBELI, Président de l'Afrique du Sud et de l'UA, la RDC et ses principaux groupes rebelles	Accord [partiel]	Sun City (37 résolutions) signé le 19 avril 2002.
Dialogue intercongolais (DIC)	Février 2002 - avril 2003	-II-	Réussite	Accord de Sun City : Accord global et inclusif, signé le 17.12.2002/ L'Acte final du Dialogue intercongolais (DIC), signé le 2 /4/ 2003 à Sun City.

Tables des Conférence- négociations et accords de paix: 2003-2010

Titre:(Conférence-négociation de paix, Accord	Date et lieu	Participants	Échec, réussite, Accord partiel	Titre de l'accord
Conférence de paix	19- 20 novembre 2004	Olusegun Abansajo (Nigeria) Kofi Annan (SG. ONU) Robert Mugabe (Zimbabwe), Alpa Omar Konare (UA), Edouardo Dos Santos (Angola), Domitien Ndayizeye (Burundi), François Bozize, (RCA) Sassou Nguesso (Congo), Joseph Kabila (RDC), Mwai Kibaki, Paul Kagame (Rwanda), Omar Hassan El Bechir (Soudan),	Réussite	Accord de Dar-es-Salaam 20 novembre 2004

		Benjamin Mkapa (Tanzanie), Yoweri Museveni (Ouganda), Levy Mwanawasa (Zambie		
Conférence-négociation	Kampala le 15 septembre 2007 (Ouganda)	La RDC, l'Ouganda, le HCR et la MONUC	Réussite	La Tripartite Plus à Déclaration de Kampala
Conférence-négociation	9 novembre 2007 à Nairobi (Kenya)	MONUC, Rwanda et la RDC	Réussite	Déclaration de Nairobi I
Conférence –négociation	7 novembre 2008	Les présidents du Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, l'Ouganda, le représentant de l'UE, de l'UA;	Échec	Déclaration de Nairobi II
Conférence de paix	Janvier 2008	MONUC, RDC, les milices armées congolaises	Échec	«Accord Amani Leo», le 23 janvier 2008 à Goma
Conférence de paix	Mars 2009	L'envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les Grands Lacs: Olusegun Abansajo, RDC, les milices armées congolaises	Réussite	Accord de paix de l'Hôtel Ihussi (Goma) du 23 mars 2009

Annexe 2 : Mouvements rebelles étrangers présents sur le territoire du Congo-Zaïre de 1996-2010⁵⁸⁰

Groupes armés étrangers sur le territoire de la RDC

Mouvements	Type de Mouvement et provenance	Date de création - dissolution	Présidence ou direction	Soutien	Territoire	Type de richesse
UNITA	Mouvement politico-militaire (Angola,)	1966-2002(aujourd'hui elle seulement un parti politique)	Jonas Savimbi, jusqu'à sa mort 2002, son successeur Isaias Samakuva	Lien avec les autorités congolaises sous Mobutu, Afrique du Sud et Etats-Unis	Bandundu et Katanga	Diamant transite par le Congo-Zaïre
FLEC	Mouvement politico-militaire Angola(Cabinda)	Nov 1975	Commandante Antonio Luis Lopes, président du Cabinda en Exil	Soutien des autorités congolaise sous Mobutu et des États-Unis jusqu'en 1996	Bandundu et Bas-Congo	Contrebande et trafic
SPLA	Mouvement politico-militaire Soudan	1983	John Garang le chef légendaire jusqu'à sa mort par accident d'avion le 30 juillet 2005 avant General Salva Kiir Mayardit,	Ouganda, et Etats-Unis	Province orientale et Équateur	Trafic
ADF	Mouvement politico-militaire Ouganda	1996	Jamil Mukulu	Est souvent lié aux ex-FAR/Interahamwe miliciens	Nord Kivu Entre Kikingi et Bodogia	Trafic et contrebandes
NALU	Mouvement Ouganda	1990	Amon Bazira	Aucun	Nord Kivu	Trafic et contrebandes
ADF/NALU	Mouvement politico-militaire Ouganda	1998	Parada et Amosi	Soudan (par intermittence) Associés aux Maï-	Le gros de troupes serait regroupé entre	Trafic et contrebandes

580 Ce tableau est construit à partir de mes recherches sur le terrain et de la consultation de nombreuses sources telles : ls documents de la MONUC, les rapports de WRW, Amnesty international, Global Witness, International Crisis Group

	(Fusion de l'ADF avec le groupe marginal le NALU. d'où l'AFDL/NALU) Environ 15000 soldats			Maï	Kikingi et Bodogio, et le district ougandais de Bundibugyo ainsi que the Beni au Nord Kivu	
LRA	Mouvement politico-militaire Ouganda	1987	Joseph Kony	Aucun	Province Orientale et Parc national de Garamba et Dungu	Trafic et contrebandes
Le West Nile Bank Liberation Front (WNBFLF)	Mouvement politico-militaire ougandais (constitué d'anciens soldats du général Idi Amin)	1996		West Nile au Soudan et Équateur en RDC	Province orientale	Trafic et contrebandes
Forces de la défense de la démocratie (FDD)	Mouvement politico-militaire Burundi	1993	Pierre Nkurunziza	Soutien sporadique par certains groupes Maï-Maï – de la - RDC sous (LD Kabila)	Katanga, Nord et Sud Kivu	Trafic et contrebandes des minerais
FNL-Palipehutu	Mouvement politico-militaire Burundi	1980	Agathon Rwasa (Adjoints Leonard Nyangoma et Jean-Bosco Ndayikengurukiye	Soutien sporadique par certains groupes Maï-Maï – de la - RDC sous (LD Kabila)	Katanga, Nord et Sud Kivu	Trafic et contrebandes

ALIR (FDLR a partir de 2003)	Mouvement politico-militaire Rwanda Composé des ex-FAR (Forces armées rwandaises) Devient AFLD en 2000 au Congrès de Nasho au Kenya, c	1994	Dr Ignace Murwanashyaka	Soutien sporadique RDC au temps de (LD Kabila) et de certains groupes Maï-Maï	Nord et Sud Kivu	Trafic et contrebande des minerais (Coltan, étain)
Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), comprend les members of the 1994 genocide, (Interahamwe) et les membres de l'ancienne armée rwandaise (ex-FAR ainsi que les déplacés rwandais isplaced Rwandan (environ 15000) (Forces combattantes	Mouvements , oppose au gouvernement du Rwanda	1994	En 2008 Le président Dr. Ignace Murwanashyaka (vit en Allemagne) Major General Paul Rwarakabije (retour à Kigali en nov 2003	Gouvernement de Kinshasa contre le RCD-Goma	Est du Congo	Trafic de toutes sortes et contrebande des minerais (Coltan, or, étain)

Abacunguzi (FDLR FOCA) Branche armée.						
Ralliement pour l'unité et la démocratie, RUD l'Armée Nationale- Imboneza, branche armée du RUD	Rebelles rwandais, branche », (L'un des fronts des FDLR ou branche dissidente)		Jean-Marie Higiro Porte Parole Augustin Dukuze		Est- du Congo(Kasiki, localité située à 200 km deGoma)	Traffic de toutes sortes et contrebande des minerais
RPR (Rassemblement Populaire Rwandais) branche militaire ARPR- Inkeragutabara (factions dissidents des FDLR)	Les membres fondateurs, nombreux sont ceux qui furent membres actifs du Front Patriotique Rwandais (FPR/RPA), ont servi dans les rangs de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR/RPA) et plus tard dans les Forces Rwandaïses de Défense (FRD/RDF).	19 Octobre 2005	Coordinateur Permanent RUGAMBA R. Josué Porte-Parole de l' ARPR- Inkeragutabara Commander SANO David			Traffic de toutes sortes et contrebande des minerais
FDLR-Rasta	Rebellion rwandaise (scission du FDLR		Le commandant des Rasta, Mr. Jean-Marie,		Localités Burhongo, Karhala,	Traffic de toutes sortes et contrebande des minerais

					Nkamgye, Chikonjolo, Shalashala,Nt ondo, Humba, Kashadu et le Groupement de Luhuku. Kasika, Kalambi, Nindja et'Urega) et les forêts du Sud-Kivu.	
West Bank Nile Front(WBNF)	Rébellion Ougandaise	Début 1990 fin 2005	Colonel Juma Oris, tué en 1997, Taban Amin lui succède		Province orientale	Inconnu
National Army for the liberation of Uganda (NALU, Armée nationale de libération de l'Ouganda),	Rébellion Ougandaise	1988		Lien sporadique avec les autorités soudanaises	Province orientale	Inconnu
Allied Democratic Forces (ADF) ou Forces démocratiques	Rébellion Ougandaise	1996	Jamil Mukulu	Est souvent lié aux ex- FAR/Interahamwe militiens	Dans le Bundibugyo et les chaînes de montagnes du Ruwenzori à	Traffic des armes et de toutes sortes

allies(Une combinaison des fondamentalistes du Tabliq Muslim rebels et des restes de la rebellion du NALU					l'Ouest de l'Ouganda et de l'est du Congo	
FNL-Palipehutu burundais	Rebellion burundaise	1980	Agathon Rwasa	Soutien du Congo- RDC au temps de (LD Kabila), relations avec les Mai-Mai	Dans l'est de la RDC, Nord- Kivu et Sud Kivu	Trafic des armes et de toutes sortes
CNDD-FDD Burundi (Forces pour la Défense de la Démocratie) (split in the group in 2001 by Pierre Nkurunziza)	Mouvement armé Opposition au gvnmt tutsi du Burundi	1994	Leonard Nyangoma et Jean- Bosco Ndayikengurukiye	Soutien du Congo- RDC au temps de (LD Kabila), relations avec les Mai-Mai	Dans l'est de la RDC, Nord- Kivu et Sud Kivu	Trafic des armes et de toutes sortes

Mouvements rebelles nationaux présents sur le territoire en RDC depuis 1996

Mouvement	Type	Date de création – dissolution ou transformé en parti politique	Présidence ou direction	Soutien	Territoire	Type de richesse

AFDL : Alliance des forces démocratique pour la libération du Congo	Mouvement reformiste	18 octobre 1996- avril 1999 Laurent Désiré Kabila	Laurent Désiré Kabila (1996-1999)	Rwanda et Ouganda et Burundi	Est- du Congo, Katanga (tout le Zaïre)	Exploitations des ressources naturelles de la RDC
RCD : Rassemblement congolais pour la démocratie (l'Armée nationale congolaise (ANC) du RCD	Mouvement Mutation aout 1998 de l'AFDL	Formé 2 août 1998 Officiellement le 16 août 1998 Collège de fondateur	Ernest Wamba Dia wamba (16 aout 1998- 16mai 1999) Emile Ilunga (mai 1999-octobre 2000) Gen. Adolphe Onusumba Yemba (octobre 2000 - juin 2003) Azarias Rubwera (juin 2003-?)	Rwanda , Ouganda et Burundi	Est- du Congo	Exploitation des ressources naturelles de la RDC
MLC : Mouvement pour la Libération du Congo	Mouvement	Novembre 1998	: Jean-Pierre Bemba	Ouganda	Basé à Gbadolite, Equateur	Exploitation des ressources naturelles de la RDC
(UNAREL) Union des nationalistes républicains pour la libération	Mouvement Environ 1500 anciens membres de l'Ex DSP : Originaires la +part del' Equateur et Haut Congo	Avant novembre 1998	Colonel Ndong, soutenu par général Eluki	Non	Repliés en Rca et congo-Brazza	Exploitation des ressources naturelles de la RDC
(FLC) Front de Liberation congolais	Mouvement Reformistes	Janvier 2001 21 novembre 2001 RCD/ML& MLC	Jean pierre Bemba (janvier 2001.-fin 2001)	Rwanda et Ouganda	Est- du Congo , Provinces Orientales et Équateur	Exploitation des ressources naturelles de la RDC

Province du Katanga

Mouvements –politico-militaires au Katanga de 1999-2004

Mouvement	Type	Date de création – dissolution ou transformé en parti politique	Présidence ou direction	Soutien	Territoire	Type de richesse

Forces d'autodéfense populaire (FAP)		1999				Nord Katanga
Les Coeurs d'acier (Moyo wa Chuma)	Milice	1999				Nord Katanga
les Mai-Mai (Nord Katanga)	Milice	1999	Mukalay Jean "Deux-Mètres, Gédéon Kyungu			Nord Katanga
Mouvement	Milice					

Revolutionnaire pour la Libération du Katanga (MRLK)					
--	--	--	--	--	--

Province orientale

Groupes politico-militaires en Ituri (mai 2003), continue581

Mouvement	Type/ branche armée et effectif	Date de création – dissolution ou transformé en parti politique	Présidence ou direction	Soutien	Territoire	Type de richesse
-----------	---------------------------------	---	-------------------------	---------	------------	------------------

RCD-ML : ou RCD-Kisangani, le RCD- ML Rassemblement Congolais pour la Démocratie - Mouvement de Libération	Mouvement lorsque Wamba dia Wamba a fait scission du RCD- Goma (Armée populaire du Congo"APC")	septembre 1999 à Kampala.	Chef actuel : Mbusa Nyamwisi Ernest Wamba Dia wamba (1999- 16 nov.2000) Mbusa Nyamwisi (16 non.2000-?)	Ouganda	Basé à Beni dans le Nord-Kivu.	Diamant, or
MLC : Mouvement pour la Libération du Congo	Mouvement (Armée de libération duCongo "ALC")	Novembre 1998	Chef actuel : Jean- Pierre Bemba	Ouganda	Basé à Gbadolite, Equateur	Diamant , or bois
RCD-National : Rassemblement Congolais pour la Démocratie - National	<i>Mouvement</i> <i>Scission du RCD- ML</i>	Juin 2000	Chef actuel : Roger Lumbala	Ouganda et MLC	les régions d'Isiro et Watcha, dans le Nord de l'Ituri	exploitant les richesses en diamants de la ville de Bafwasende
UPC : Union des Patriotes Congolais (parti majoritairement hema/gegere)	<i>Milice</i>	Juin 2002	Chef actuel : Thomas Lubanga (actuellement emprisonné à la CPI) et Le chef milicien John Tinazabo Ramazani	Ouganda Etitl s'est tourné vers le Rwanda pour chercher un soutien et a formé une alliance avec le RCD-Goma soutenu par le Rwanda après avoir été exclu par le	Bunia	

				RCD-ML et le MLC		
FIPI : Front pour l'Intégration et la Paix en Ituri (regroupement de trois partis à base ethnique) Le groupe comprend des Hema insatisfaits de l'UPC, des Lendu et des Alur, chacun avec son propre parti politique	<i>Milice</i>	décembre 2002	Chef actuel : une coalition de trois responsables du PUSIC, du FNI et du FPDC	Ouganda		
PUSIC : Parti pour l'Unité et la Sauvegarde de l'Intégrité du Congo (Hema insatisfaits de l'UPC) La plupart des membres semblent être des Hema du Sud.	<i>Milice</i> <i>Scission de l'UPC</i>	février 2003.	Chef actuel et fondateur : Chef Khawa Mandro, (ancien membre de l'UPC)	Ouganda Puis allainace de convenance avec Rwanda (Mais lien étroit avec l'Ouganda)		
FPDC : Forces Populaires pour la Démocratie au Congo (parti politique alur et lugbara)	<i>Milice</i>	créé fin 2002.	Chef actuel : Thomas Unen Chen, ancien membre du parlement zairois	soutenu par l'Ouganda dans le cadre de la coalition FIPI et semble avoir des liens étroits avec l'ancien colonel de l'armée ougandaise, Peter Karim, un Alur d'Ouganda	Nord de l'Ituri,	
FNI : Front Nationalise et Intégratif (parti politique lendu)	<i>Milice</i>	Novembre 2002	Chef actuel : Floribert Njabu Ngabu & (2007) Peter Udaga, alias Karim	Soutenu par l'Ouganda dans le cadre de la coalition FIPI , bénéficié d'une formation et d'un soutien militaires de la part du RCD-ML et à travers lui, de Kinshasa.	Province Orientale, North of Bunia at Nioka	
FRPI : Force de Résistance Patriotique en Ituri (parti politique ngiti (compter 9 000	Milice	Novembre 2002	Chef actuel : Dr Adirodo (2003) (2007) Germain Katanga, chef des	le FRPI a des liens étroits avec le RCD-ML dont il reçoit à la fois une formation	Province Orientale (Ituri) et Nord Kivu (Beni)	

combattants)			(FRPI) en Ituri & Cobra Matata and Yuda (Judas in English, du leader spirituel du FRPI, Kakado Barnabas Yunga Kakado Barnabas Yunga, et David Adjitsu Mugangu	militaire et des armes. Il		
FAPC : Force Armée Populaire du Congo (composition variée)	<i>Milice</i>	Février-mars 2003	Chef actuel : Commandant Jérôme Kakawave Bakonde (serait un Banyarwanda du Nord Kivu)	allant du RCD-ML au RCD-N, à l'UPC et aux Ougandais	Ituri, (Aru et Mahagi)	
Mouvement révolutionnaire congolais, RDC (MRC)regroupe des miliciens issus de différents groupes armés, réfractaires au processus de désarmement en Ituri (est de la RDC).	<i>Milice</i>	fondé à Kampala le 15 juin 2005	Mathieu Ngundjolo , : Lobho Pissi et <u>René Manda</u> M. Innocent Kaina est l'un des membres fondateurs (MRC). Il est également le numéro deux présumé de l'UPC	Ouganda	<i>Ituri</i>	
FNI Groupe dissident du, affilié à « la branche catholique » du FNI,		2005	le major Shabani Kondjijiko	Soutenu par l'Ouganda, operation conjointe avec les forces ougandaises en 2003. En 2002 et 2003, le FNI a également bénéficié d'un entraînement militaire et d'un soutien apportés rebelle national, le RCD-ML.	Province Orientale, Ituri	
«Des miliciens dissidents du Front de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI)		2005	Zakayo		is based near the town of Geti 60 km south of Bunia near the Ugandan border.	
Fni- H-N (Front nationaliste et intégrationniste),		2005	Le chef dissident du Fni le major Haritie Ngadjole (tué le 01/11/2007)			
UPC a fait scission, donnant naissance à	<i>Milice</i>	Fin 2003	Kisembo Bahemuka			

UPC-K						
UPC a fait scission, donnant naissance à UPC-L	Milice	Fin 2003	Dirigée par le Commandant Bosco Taganda en l'absence de Thomas Lubanga détenu à Kinshasa			

Province du Nord et Sud Kivu
Mouvements du Nord-Kivu et du Sud-Kivu».

Mouvement	Type	Date de création – dissolution ou transformé en parti politique	Présidence ou direction	Soutien(pays ou autre groupes)	Territoire(occupé ou territoire l'espace	Type de richesse du (des territoires)
-----------	------	---	-------------------------	---------------------------------	---	--

Le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) mouvement politico-militaire (16000 hommes)	Milice	juillet 2006	Général- Major Laurent Nkundabatware Mihigo Et Gaston Kangele Février 2009 Désiré Kamanzi, président national	Rwanda	Nord- Kivu	Coltan, étain
Les Mai –Mai MPARECO/N-K			Colonel Kakule La Fontaine,		Nord Kivu, Rushinga, à l'Ouest de Kilolirwe et à Mohito, à l'Est de Masisi	
les Mai-Mai Kasindien						
les Mai-Mai Kifuafua						
les Mai-Mai Vurondo						
Les Mai-Mai Mongol (un groupe de Hutus congolais connus sous le)	Milices(Type Seigneur de guerre)		Le chef Félicien Miganda		Nord etSud Kivu	
TUJPS						
les Mai-Mai Rwenzori						
.Mai-Mai Simba,			Jules Ziringabo			
Mai-Mai du major Luc					Nord Kivu	
Front de Liberation de l'est du Congo (Flec)	Milice	Janvier 2004	Chiribanya et gén. Laurent Kunda	Rwanda	Nord et Sud Kivu	
Mai-Mai de la CONEMADIC (la Commission des Négociations pour la participation des Mai-Mai)	Milices		Paulin Shebandu Kabulira M., président de la CONEMADIC le commandement du «Dr» Akilimali Shemondo Ngango		Province du Nord-Kivu Walikale et de Masisi (Ce territoire recèle Situés entre le Maniema (Lubutu) à l'ouest de Goma,	des minerais stratégiques, le colombo-tantalite, le diamant, l'or mais aussi de riches pâturages

					le Sud-Kivu (Shabunda) au sud et la province Orientale (Bafwasende)	
RCD-Congo fait partie de la coalition l'Union des Mouvements Patriotiques Congolais, (UMPC)	Milice	2002	Tryphon Kin-kiey Mulumba			
RCD-Original fait partie de la coalition l'Union des Mouvements Patriotiques Congolais, (UMPC)	Milice	2002	Maurice Shetebo,			
MR-RCD-G fait partie de la coalition l'Union des Mouvements Patriotiques Congolais, (UMPC)	Milice	2002	Jean-Bosco Barihima			
Forces républicaines fédéralistes (FRF) <i>(Les FRF ont fait partie de ce groupe comme tous les autres groupes armés. Nous avons 13 groupes armés au Sud-Kivu</i>	Milice(représente les intérêts de la communauté locale des banyamulenge)	18 avril 2002	Crée par le commandantPatrick Masunzu et en 2006 par Commandant Michel Rukengo -Rukunda alias "Makanika", leader des FRF et Bisogho		Sud Kivu (localité de Minembwe)	
Tout pour la paix et le développement (TPD)	Milice hutue	Fin 2000		Sucitée par le Rwanda qd le RCD-Goma s'apprête à jouer le jeu de la transition	Goma	
Forces de défense locales	Milice hutue (plusieurs milliers)	Fin 2000	Gouverneur Serufuli	Sucitée par le Rwanda qd le RCD-Goma s'apprête à jouer le jeu de la tra	NordKivu	
Tout pour la paix et le développement (TPD)	Milice hutue	Fin 2000	Sucitée par le Rwanda quand le RCD-Goma est entrée dans le « 1+4 »	Goma		
Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS)	Milice hutue	2007	Hodari Bwira André	Sucitée par des populations mécontentes d el'intervention du CNDP et du Rwanda	à Kiyumba. et à Kimoha Nord Kivu	

Le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) mouvement politico-militaire	Milice	2004	Laurent Nkundabatware Nkunda		Nord- Kivu	Coltan, étain
Les Mai –Mai PARECO/Sud Kivu	Milice		chef Salatiel Rutambuka		Sud Kivu	
les Mai-Mai Kasindien						
les Mai-Mai Kifuafua	Milice					
les Mai-Mai Vurondo	Milice		Le général Baraka			
Les Mai-Mai Mongol (un groupe de Hutus congolais connus sous le nom de Mongol.)	Milice		Le chef Felicien Miganda			
Union des jeunes patriotes sacrifiés(UJPS)	Milice					
les Mai-Mai Rwenzori	Milice					
Mai-Mai du major Luc	Milice				Nord Kivu	
Mai-Mai de « Patriotes résistants congolais » (PARECO).N/K	Milice				Nord Kivu, Rushinga, à l'Ouest de Kilolirwe et à Mohito, à l'Est de Masisi	
Front de Liberation de l'est du Congo (Flec)	Milice	Janvier 2004	Chiribanya et gén. Laurent Kunda	Rwanda	Nord et Sud Kivu	
Mai-Mai Fizi	<i>Milice</i>				<i>Minembwe (Sud Kivu)</i>	
Mai-Mai Groupe Zabuloni					<i>Sud Kivu</i>	
Le Front Révolutionnaire des Fédéralistes		Début 2002	Le commandant Patrick Masunzu et après(Dirigeant Bisogho et Makanika		<i>Sud Kivu, Plateau de Minembwe</i>	

Annexe 3: Listes des milices armées nationales et groupes armés étrangers RDC présents en RDC en 2010⁵⁸²

Milices	Dirigeants	Effectif	Lieu d'implémentation	
ACPLS	General Janvier Buingo Commandant Innocent Balume Comd Innocent Dunga	700-2,000	Control the Masisi highlands between Ngungu and Mweso (Nord –Kivu)	Protect Tutsi community Protect interests of local elites (land, cows, businesses)
CNDP	Gen Bosco Taganda Gen Laurent Nkunda Philippe Gafishi Col Sultan Makenga Jean Désiré Muiiti Jean Damascène Mwigimba	3,000-4,000 intégrés 2,000-3,000 non intégrés	Controle les plateaux du Masisi dans les regions de Ngungu et Mweso (Nord Kivu)	Protect Tutsi community Protect interests of local elites (land, cows, businesses)
FPJC(Front populaire pour la Justice au Congo)	Jean-Claude Baraka et Sharrif Manda, coordonnateur et commandant	2000 - 2500	Walendu Bindi, Matalatala et Mabili, Beni (Nord- Kivu) et l'Ituri (province Orientale)	
Mai-Mai Cheka	Colonel Cheka	50-200	Based around Mubi and Njigala, Walikale	Taxation et rackette et mettent des pressions sur des compagnies minières dans les mines Bisie
PARECO/FAP	Ngulu Muhombo		Nord –Kivu	
FRF -Rukunda (Force fédéralistes républicaines)	Michel Rukunda Republican Federalist Forces (FRF), a South Kivu militia		Sud –Kivu	Disent défendre les intérêts des Banyamulenge
Mai-Mai Mongol	Félicien Miganda Garaga,	500-1,500	Sud de Masisi (Nord –Kivu)	Composé en majorité de Hutu, dont partiellement intégré aux FARDC
Union des Jeunes Patriotes Sacrifiés (UJPS) :	Issa Akili Byamungu	1000	Dans la region du Nord Kivu , lié aux FARDC	La plupart les kadogo et multi-communautaires
Mai-Mai Kasindien	Vital Kitambala Ki Mbligiti		Nord –Kivu	
Groupe Mai-Mai Ruwenzori	James Kasereka Matabi			
Groupe Kifufua	Colonel Didier Bitaki Weteshe Colonel Delphin Mbaende	500- 1000	Sud de Masisi , Walikale (Nord –Kivu)	Partiellement intégré dans les FARDC. La plu part sont des Hunde et Tembo
Groupe Mai-Mai Vufondo	Kambi Li Baya Si Ndani			
Groupe Mai-Mai Simba : (Nord Kivu)	Hödaï Muongo Kalinda		Nord –Kivu	
Groupe FRF (ou groupe de Bisogo/FRF ou Gumino): Force Républicain et fédéraliste	Gén. Bisogho et Mekanika, Jules DYADU et Fidèle MUKIZA		Forêt de Biabo et territoire de Fizi ((Nord –Kivu)	
Mai-Mai YaKutumba:	Major –General Amuli Yakutumba et ASANDA MWENEBATU		Sud Kivu	
Mai-Mai Groupe Zabuloni	Colonel Zabuloni (actuellement à Bukavu, lutte de leadership avec Lwiji Mudage		Plaines du Ruzizi et territoire d'Uvira(Sud Kivu)	Combattants pour la plupart provenant de la communauté Fuliro
Groupe Mai-Mai Mahopo	Raphaël Musi Mbi		Sud Kivu	
Groupe Kifikicho	Longangi Kanyere		Sud Kivu	
Groupe Mai-Mai Simba (Sud Kivu)	Jules Ziringabo et Colonel Marhegane	200- 300	Miti et kabare (Sud Kivu)	Une fraction de l'ancien groupe Mudundu

Groupe Nyikifiba	Faustin Mulonda		Sud Kivu	
Groupe Shikito	Richard Mukulumanya		Sud Kivu	
Groupe Mai-Mai Kapoto:	Sangye Byaombe		Sud Kivu	
Mai-Mai Shabunda:	Georges Katindi Kamwa et Gen. Konga Kanape Lambert		Sud Kivu	
Pareco Sud-Kivu:	Rutambuka Salati Ere		Sud Kivu	
Raiya Mutokambali:	Sadiki Kangelaba		Sud Kivu	
Groupe Mundundu 40	Zagabe Pascal		Sud Kivu	
Mai-Mai Kabare-Walungu	Luhinja-Luhindi		Sud Kivu	
Le groupe Asani Ngungu dénommé Ntamushobora			Sud Kivu	
Le groupe Mulumba : Ce groupe est dissident du groupe Ntamushora			Sud Kivu	
Le groupe Twirwaneo (Protégeons-nous)			Sud Kivu	
Mai-Mai Mwenga- Itombwe	Rayiya Mutomboki		Sud Kivu	
FPLC (Front de Libération du Congo)	Gen. Gadi Ngabo	200-500	Dans les territoires du Rutshuru (Nord Kivu) et Ouganda	Anciens du CNDP et soutenus par l'Ouganda. (Recrutement multiethnique en concurrence avec le CNDP.
PARECO	Gen Ntasibanga ?	300-1,000	Lubero/Masisi territory	
Mai Mai Yakutumba	Col. Yakutumba	150-250	Around Baraka, Fizi territory	Anti-Tutsi Collabore avec les FDLR En majorité de la communauté Bembe
Raia Mutomboki	Gilbert Ngongo de l'assemblée provinciale du Sud Kivu	100-1,000	Shabunda territory	
Jeshi la Uma		100-300	Territoire Shabunda	
Mai Mai Kirikicho	Colonel Kirikich Et o LONGANGI KANYERE	Déclaré environ 1300 , Mai organise , mais discipliné	Dans les hauts plateaux du territoire de Kalehe, Bunyakiri	
Mai Mai Nyakiriba	Colonel Nyakiriba	100-200	Around Kasika, Mwenga territory	Pas très actif
Mai Mai Kapopo	Colonel Kapopo ett Isangye Byaombe	200-400	Around Miki, Mwenga territory	Pas très actif
Mai-Mai Kyatende	"General" Kyatende Dittman	50-200	Sud Shabunda	Milice armée formée en 2010.
Groupe Mai-Mai Vurondo	KAMBILIBAYA SINDANI		Nord-Kivu	
Groupe Mai-Mai RUWENZORI :	James KASEREKA MATABISHI		Nord-Kivu	
Groupe NYIKIRIBA :	Faustin MULONDA		Sud - Kivu	
Groupe Mai-Mai MAHORO	Raphaël MUSIMBI		Sud - Kivu	
Bundu dia Kongo (BDK)	Makandala Ne Muanda Nsemi		Dans les régions de Luozi , Seke-Banza , Sumbi,Matadi, Muanda, Boma and Songololo. (Bas -Congo)	Mouvement politico-religieux créé en 1969
Enyele/ Le Mouvement de libération indépendant et alliés (MILIA) .	Ondjani Ibrahim Mangbama Mambenga, chef spirituel, politique et militaire des insurgés et porte parole Jean-Claude Baende		Fief dans le pays Lobala et aussi à Enyele, Gemena, Bobito. Dongo, territoire de Kungu, district du Sud Ubanguï, dans la province de l'Equateur.	

Listes des groupes armés étrangers RDC présents en RDC en 2010

Milices	Dirigeants	Troupes		
LRA				
NALU/ADF				
FDLR	Gen Sylvestre Mudacumura	4,000-6,000	Deployés dans les zones rurales du Nord et Sud Kivu ainsi que du Maniema.	

Annexe 4 : L'état des forces présentes en RCD lors de la rébellion de la deuxième phase de 1998-2003 ⁵⁸³

Noms des acteurs	Nombre estimés de forces déployées en RDC	Leur capacité et poids dans le conflit
ADF/NALU	1500-3000	Des adeptes de mouvements islamique contestataire Tabliq et les marginalisés ou «oubliés du miracle économique ougandais» Très déterminés, mais sous équipés. Mais toujours prêt a déployer une activité redoutable le long des frontières
ALIR/FDLR	50 000- 60 000 vers 1996 Entre 15000 et 22 000 vers 2003	Entre sept et dix brigades. Considérés comme des combattants déterminés. Répartis entre le front conventionnel et la région des Kivus .
Angola	7000- 8000 hommes	Armée peu disciplinée mais lourdement équipée. (avions de combat MIG21 et Mig 23, hélicoptères de combat MI -24 et MI-25)Les troupes se trouvant en RDC sont « de second choix ». Leur puissance aérienne constitue malgré tout un avantage décisif en dépit de son mauvais état d'entretien.
Burundi	2000-3000	Considérés comme tactiquement adéquats au niveau de petites unités. Actuellement distraits par les combats intenses au Burundi
Forces de la défense de ladémocratie (FDD)	14000 -16 000	Rebelles du Burundi venus se battre aux côtés de Kabila. Leurs forces sont partagées entre le Congo et les camps de réfugiés tanzaniens
FLC (Front de Libération du Cabinda)	1000-2000	Les rebelles angolais cabindais ont très souvent été renforcés par le front Unita-RDC du Bas Congo et ont continué le mouvement de déstabilisation des territoires pétroliers que le gouvernement de Luanda veut conserver.
FNL (Front national de Libération)	5000	Rebelles du Burundi venus se battre aux côtés de Kabila. Leurs forces sont partagées entre le Congo et les camps de réfugiés tanzaniens et kényans
LRA (Lord's Resistance Army)	2000- 5000	Combattants se déplaçant en petite unités. Ont une bonne connaissance du terrain -se déplacent sur les frontières de l'Ouganda, Soudan et la RDC. Plus connus pour leurs actes de rapines.
Mouvement pour la libération du Congo (MLC)	12 000 – 15 000	Troupes de qualité et d'origine diverses. Elles bénéficient d'un avantage : le leadership qui se manifeste à travers un contrôle complet de Jean Pierre Bemba sur le mouvement
Namibie	1600-2000	Hommes déployés en RDC avec1 batterie d'artillerie-2 bataillons d'infanterie. De peu d'importance en général dans l'ensemble du conflit.
RCD-Goma	17 000 – 20 000	Peu fiables au combat. Beaucoup ont déserté les FAC au moment où la rébellion a éclaté. Loyauté fragile à la cause rebelle
RCD ML	3000-5000	Divisés par des conflits internes, et peu à même d'aider l'Ouganda dans son effort de guerre contre Kabila.
RCD –N	500-1500	Repose sur un homme, vend davantage sa fore aux autres rebellions et États.
République démocratique du Congo (	45 000 – 55 000	Troupes disparate sans esprit de corps. Même les troupes « d'élite » se sont révélées peu fiables au combat. Le chiffre cité comprend les forces Interahamwe et celles des FDD au sein des

583 Pour construire ce tableau je me suis basé sur des recherches et entrevues de divers acteurs civils et militaires entre (mars et juin 2007 en RDC). Je me suis aussi servi travaux, articles et livres, réalisés par ICG(2006,2003,2000,1999,1998);Prunier (1999);Bemba (2006); (ONU 30 mars 2005); (Onu. S/2003/1027);(ONU.2003);(ONU .2002); (ONUS 2001); (ONU 12 avril 2001).

AFDL/FAC)		FAC.
Rwanda	30-40000	Ces troupes sont respectées pour leur détermination. Leur puissance de feu est limitée et elles restent essentiellement une armée de guérilla. Toutefois, elle n'ont jamais mis les FDLR hors état de nuire
Ouganda	15000-20000	Une puissance de feu supérieure à celle de l'APR, du personnel d'élite et de l'équipement de qualité, mais des troupes moins fiables, moins combattantes
Tchad	2000-3000	Des soldats aguerris dans les milieux désertiques, mais mal adaptés au terrain de plaine et de forêt. A Dulia (Nord est de la RDC) avec un convoi de 52 jeeps montées avec armes d'appui 14,5, ils vont en perdre dans ce combat face au MLC plus de 200 soldats en une seule attaque. Cet événement va les traumatiser. D'où leur retrait prématuré de la RDC.
UNITA	6000-8000	Soldats rompus à la guérilla. Connaissant le terrain. Bien équipés. La coupure de d'une de leur base au Congo – Brazzaville les a fortement fragilisés en RDC.
WNBLF	2000-3000	Anciens soldats de Idi Amin. Sous équipés et maintenus artificiellement par le Soudan et profitant aussi des liens trans-ethniques
Zimbabwe	11000	Considérée comme une armée professionnelle et bien équipée dont 6 000 appartenant à l'infanterie -Régiment d'artillerie/Escadron de véhicules blindés -Escadron de chars/Force du génie/Police militaire -Unités de soutien Résultats Cependant médiocres au combat. Le FDD à leur côtés, les ont aidés à mieux connaître le terrain

Annexe 5 : Niveau académique des chefs des Mouvements rebelles et des milices armées congolais⁵⁸⁴

	Mouvements	Type de groupes armé	Présidence ou direction	Niveau scolaire : Primaire, scolaire, universitaire
--	------------	----------------------	-------------------------	---

1	AFDL	Mouvement rebelle	Laurent Desiré Kabila	Universitaire
2	RCD –G	Mouvement rebelle	Azaria Ruberwa	Licence
3	MLC	Mouvement rebelle	Jean Pierre Bemba	Licence
4	RCD-KML	Mouvement rebelle	Mbusa Mwamussi	Licence
5	RCD-N	Mouvement rebelle	Roger Lumbala	Licence
6	UNAREL	Mouvement rebelle	Colonel Nondo	Universitaire
7	CNDP	Milice armée	Major Laurent Nkundabware	Secondaire
8	FAPC	Milice armée	Commandant Jérôme Kakawave Bakonde	Secodaire
9	UPC	Milice armée	Thomas Lubanga	Secondaire
10	UPC-L	Milice armée	Dirigée par le Commandant Bosco Ntaganda en l'absence de Thomas Lubanga détenu à Kinshasa	
11	UPC-K	Milice armée	Kisembo Bahemuka	Primaire
12	PUSIC	Milice armée	Chef Khawa Mandro	
13	FIPI	Milice armée		
14	FRPI	Milice armée	Dr Adirodo (2003) et (2007) Germain Katanga	Universitaire
15	FRPI-Dissident	Milice armée	Chef Zakayo	Primaire
16	FNI	Milice armée	Mathieu Ngudjolo Chui: et Floribert Njabu Ngabu	secondaire
17	FNI-SK	Milice armée		
18	FNI - H-N	Milice armée	Major Haritie Ngadjole (tué le 01/11/2007)	primaire
19	FNI - catholique	Milice armée	Le major Shabani Kondjijiko	primaire
20	L'UJPS	Milice armée	Tumai Byamungu	primaire
21	MRC	Milice armée	Mathieu Ngundjolo	secondaire
22	FLC	Milice armée		
23	FPLC	Milice armée	“Gen.” Gadi Ngabo	secondaire
24	FDL	Milice armée		
25	FPDC	Milice armée	Chef Thomas Unen Chen	secondaire
26	MR-RCD-Goma	Milice armée		
27	RCD-Congo	Milice armée	Tryphon Kin-kiev Mulumba	universitaire
28	RCD-Originel	Milice armée	Maurice Shetebo	Secondaire
29	FLEC	Milice armée	Chiribanya et gén. Laurent Kunda	secondaire
30	ACPLS	Milice armée	Gen Janvier Buingo Comd Innocent Balume Comd Innocent Dunga	secondaire
31	APCLS	Milice armée	Hodari Bwira	
32	FPJC	Milice armée	Sharrif Manda, coordonnateur et commandant	
33	MRLK	Milice armée		
34	FRF	Milice armée	Commandant Patrick Masunzu et	secondaire

⁵⁸⁴

Ce tableau est construit à partir de mes recherches sur le terrain et de la consultation de nombreuses sources telles : ls documents de la MONUC, les rapports de WRW, Amnesty international, Global Witness, International Crisis Group, du livre « Les acteurs de la transitions» de Jean Momasombo

			après(Dirigeant Bisogho et Mekanika	
35	MR-RCD-Goma	Milice armée	Jean-Bosco Barihima	
36	FAP/ Katanga	Milice armée		
37	Les Coeurs d'acier (Moyo wa Chuma)	Milice armée		
38	People's Redemption	Milice armée		
39	(TPD)/ Forces de Défense Locale (FDL)	Milice armée	Serufuli	
40	FAP/ NK	Milice armée		
41	Mai Mai Simba.	Milice armée	Chef Jules Ziringabo et Colonel Marhegane	
42	Mai-Mai Rwenzori	Milice armée		
43	Mai-Mai Kasindien	Milice armée	Didier Bitaki	
44	Mai-Mai Cheka	Milice armée	Colonel Mayele et après Colonel Cheka	
45	Mai-Mai Shikito	Milice armée	Richard Mukulumania	
46	Mai-Mai Kifuafua	Milice armée	Colonel Delphin Mbaende Colonel Akilimali	
47	Mai –Mai Kikurukuku	Milice armée	“Chef Kikurukuku	
48	Mai-Mai Kyatende	Milice armée	General” Kyatende Dittman	secondaire
49	Mai-Mai Fizi	Milice armée		
50	Mai Mai Yakutumba	Milice armée	Colonel Yakutumba	secondaire
51	Mai-Mai - CONEMADIC	Milice armée	Paulin Shebandu Kabulira M., président et le commandant «Dr» Akilimali Shemondo Ngango	
52	Mai-Mai Vurondo		Le général Baraka	secondaire
59	Mai-Mai -PARECO	Milice armée	Gen Ntasibanga	
60	Mai Mai Nyakiriba	Milice armée	Colonel Nyakiriba	secondaire
61	Mai-Mai (Nord Katanga)	Milice armée	Mukalay Jean “Deux-Mètres, Gédéon Kyungu	secondaire
62	Mai-Mai –PARECO/ Sud Kivu	Milice armée	Chef Salatiel Rutambuka	
63	Mai -Mai Kapopo	Milice armée	Colonel Kapopo	secondaire
64	Mai-Mai Groupe Zabuloni	Milice armée	Colonel Zabuloni aujourd'hui Baudouin Nakabaka.	secondaire
65	Mai Mai Kirikicho	Milice armée	Colonel Kirikicho	
66	Raia Mutomboki	Milice armée	Gilbert Ngongo	?
67	Mai-Mai Mongol	Milice armée	Le chef Félicien Miganda Bigembe Nturinkukiko Dieudonne Shobora	
68	Mai-Mai Major Luc	Milice armée	Major Luc	Secondaire
69	Mai –Mai PARECO/N-K	Milice armée	Colonel Kakule La Fontaine,	
70	Jeshi la Uma	Milice armée		
71	Enyele/ MILIA	Milice armée	Ondjani Ibrahim Mangbama Mambenga	secaondaire
72	Mai-Mai Sheka Ntabo	Milice armée	Sheka Ntabo Ntaberi	secoandaire

Annexe 6 : Les groupes armés signataires de l'Accord Amani Leo

Ordonnance No 08 du 20 mars 2008 , pour exécution du Programme Amani.

Accord de cessez-le-feu, baptisé «Accord Amani Leo (Paix en Kiswahili) », comprend deux Actes d'engagement à la paix: un pour le Nord-Kivu et un autre pour le Sud-Kivu.

Au vu des signataires de cet Accord et du texte d'Ordonnance No 08 du 20 mars 2008 portant exécution du Programme Amani nous avons pu dénombrer 22 milices nationales.

Groupes armés du Nord Kivu 10 :

CNDP	Maï-Maï Kasindien
PARECO/FAP	Groupe Maï-Maï Ruwenzori
Ngulu Muhombo	Groupe Maï-Maï VuFondo;;.)
Maï-Maï Mongol	Groupe Maï-Maï Simba
Union des Jeunes Patriotes Sacrifiés (UJPS)	Groupe FRF Force Républicain et fédéraliste

Groupes armés dans le Sud Kivu 12

Maï-Maï Ya Kutumba	Groupe Shikito
Maï Groupe Zabuloni	Groupe Maï-Maï Kapoto
Groupe Kifikicho	Maï-Maï Shabunda
Groupe Maï-Maï Mahopo	Pareco Sud-Kivu
Groupe Nyikifiba	Raiya Mutokambali
Groupe Maï-Maï Simba	Groupe Mundundu 40

Mais au 30 juillet 2009, nous pouvons affirmer qu'il y avait encore 30 milices en activités en RDC, si on comptabilise:

Les Maï-Maï Mwenga	Maï-Maï Kabare-Walungu-Luhinja-Luhindi	Groupe Asani Ngungu (Ntamushobora);
Groupe Mulumba	groupe Twirwaneo (Protégeons-nous);	

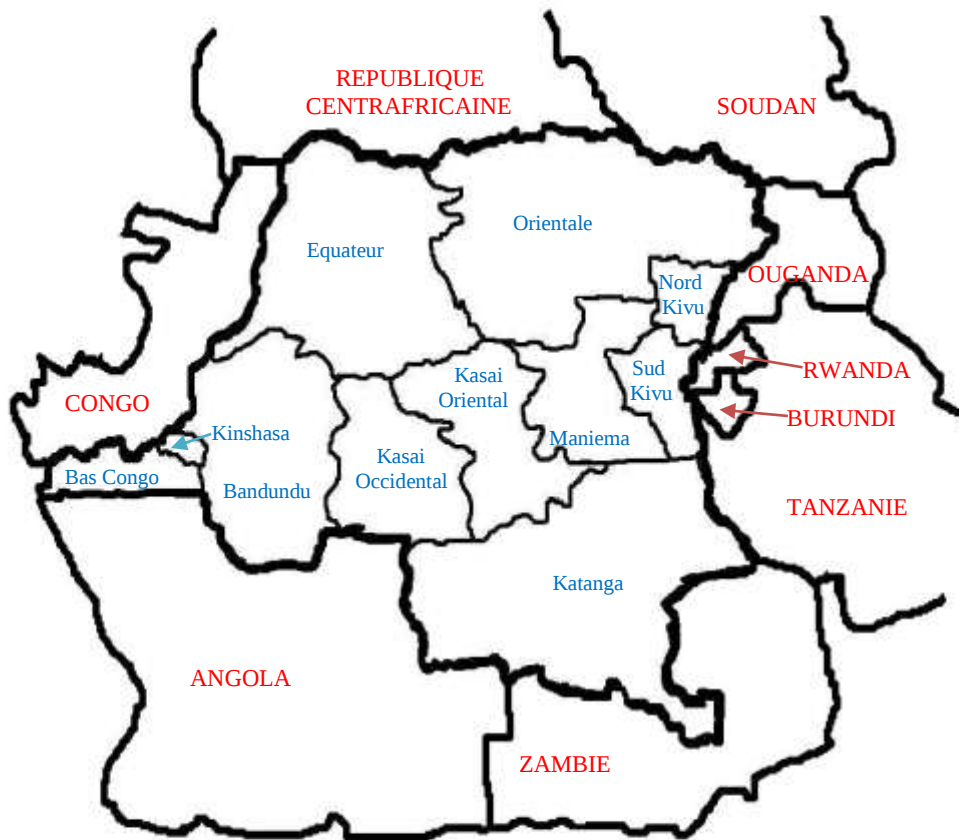
Annexe 7: Nombre des rebellions et milices nationales congolaises entre 1996-2012 (1)

	Mouvements	Type de groupe armé
1	AFDL	Mouvement rebelle
2	RCD –G	Mouvement rebelle
3	MLC	Mouvement rebelle
4	RCD-KML	Mouvement rebelle
5	RCD-N	Mouvement rebelle
6	UNAREL	Mouvement rebelle
7	CNDP	Milice armée
8	FAPC	Milice armée
9	UPC	Milice armée
10	UPC-L	Milice armée
11	UPC-K	Milice armée
12	PUSIC	Milice armée
13	FIPi	Milice armée
14	FRPI	Milice armée
15	FRPI-Dissident	Milice armée
16	FNI	Milice armée
17	FNI-SK	Milice armée
18	FNI - H-N	Milice armée
19	FNI - catholique	Milice armée
20	L'UJPS	Milice armée
21	MRC	Milice armée
22	FLC	Milice armée
23	FPLC	Milice armée
24	FDL	Milice armée
25	FPDC	Milice armée
26	MR-RCD-Goma	Milice armée
27	RCD-Congo	Milice armée
28	RCD-Originel	Milice armée
29	FLEC	Milice armée
30	ACPLS	Milice armée
31	APCLS	Milice armée
32	FPJC	Milice armée
33	MRLK	Milice armée
34	FRF	Milice armée
35	FAP/ Katanga	Milice armée
36	Les Coeurs d'acier (<i>Moyo wa Chuma</i>)	Milice armée
37	People's Redemption	Milice armée
38	(TPD)/ Forces de Défense Locale (FDL)	Milice armée
39	FAP/ NK	Milice armée
40	Mai-Mai Vurondo	Milice armée
41	Mai Mai Simba.	Milice armée
42	Mai-Mai Rwenzori	Milice armée
43	Mai-Mai Kasindien	Milice armée
44	Mai-Mai Cheka	Milice armée
45	Mai-Mai Shikito	Milice armée
46	Mai-Mai Kifuafua	Milice armée
47	Mai-Mai Kyatende	Milice armée

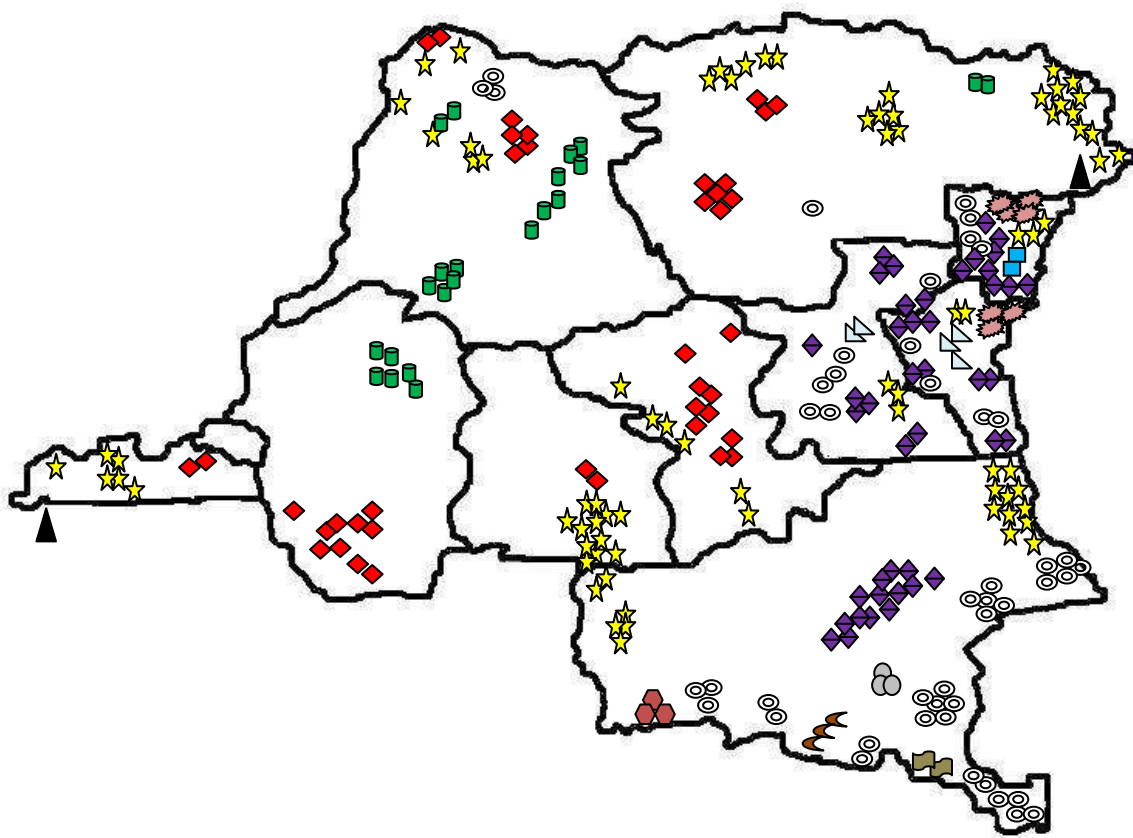
48	Mai-Mai Fizi	Milice armée
49	Mai Mai Yakutumba	Milice armée
50	Mai-Mai - CONEMADIC	Milice armée
51	Mai-Mai Shikito	Milice armée
52	Mai –Mai PARECO/N-K	Milice armée
54	Mai-Mai vufondo	Milice armée
55	Mai-Mai du major Luc	Milice armée
59	Mai-Mai -PARECO	Milice armée
60	Mai Mai Nyakiriba	Milice armée
61	Mai-Mai (Nord Katanga)	Milice armée
62	Mai-Mai –PARECO/ Sud Kivu	Milice armée
63	Mai -Mai Kapopo	Milice armée
64	Mai-Mai Groupe Zabuloni	Milice armée
65	Mai Mai Kirikicho	Milice armée
66	Raia Mutomboki	Milice armée
67	Mai-Mai Mongol	Milice armée
68	Mai-Mai Major Luc	Milice armée
69	Mai –Mai Kikurukuku	Milice armée
70	Jeshi la Uma	Milice armée
71	Enyele/ MILIA	Milice armée
72	Mai-Mai Sheka Ntabo	Milice armée

- (1) **Source : Compilation à partir des recherches personnelles et des documents administratifs tels l’Ordonnance No 08 du 20 mars 2008, pour exécution du Programme Amani du Congo, HRW Vol. 15, No. 11 (A) – Juillet 2003, Monuc, Amnesty International, Global Witness, International Crisis Groupe, ONG locales.**

Annexe 8: Cartes



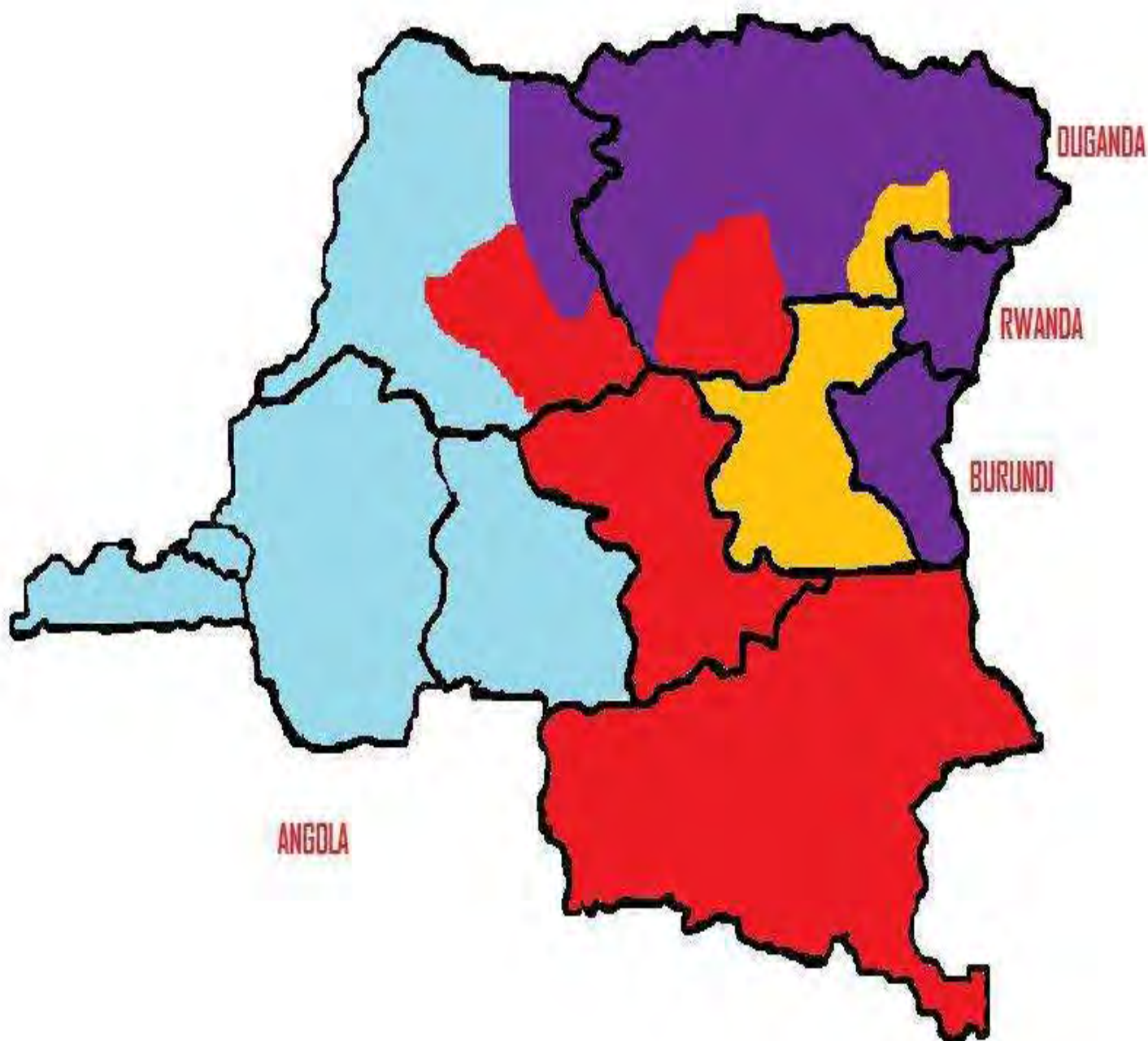
Carte 1: La République démocratique du Congo et ses pays frontaliers en 2012



Légende

	Niobium		Manganèse
	Cuivre / Cobalt		Wolframite
	Pétrole		Or
	Uranium		Charbon
	Pyrochlore		Bois
	Plomb / Zinc		Etain
	Diamants		

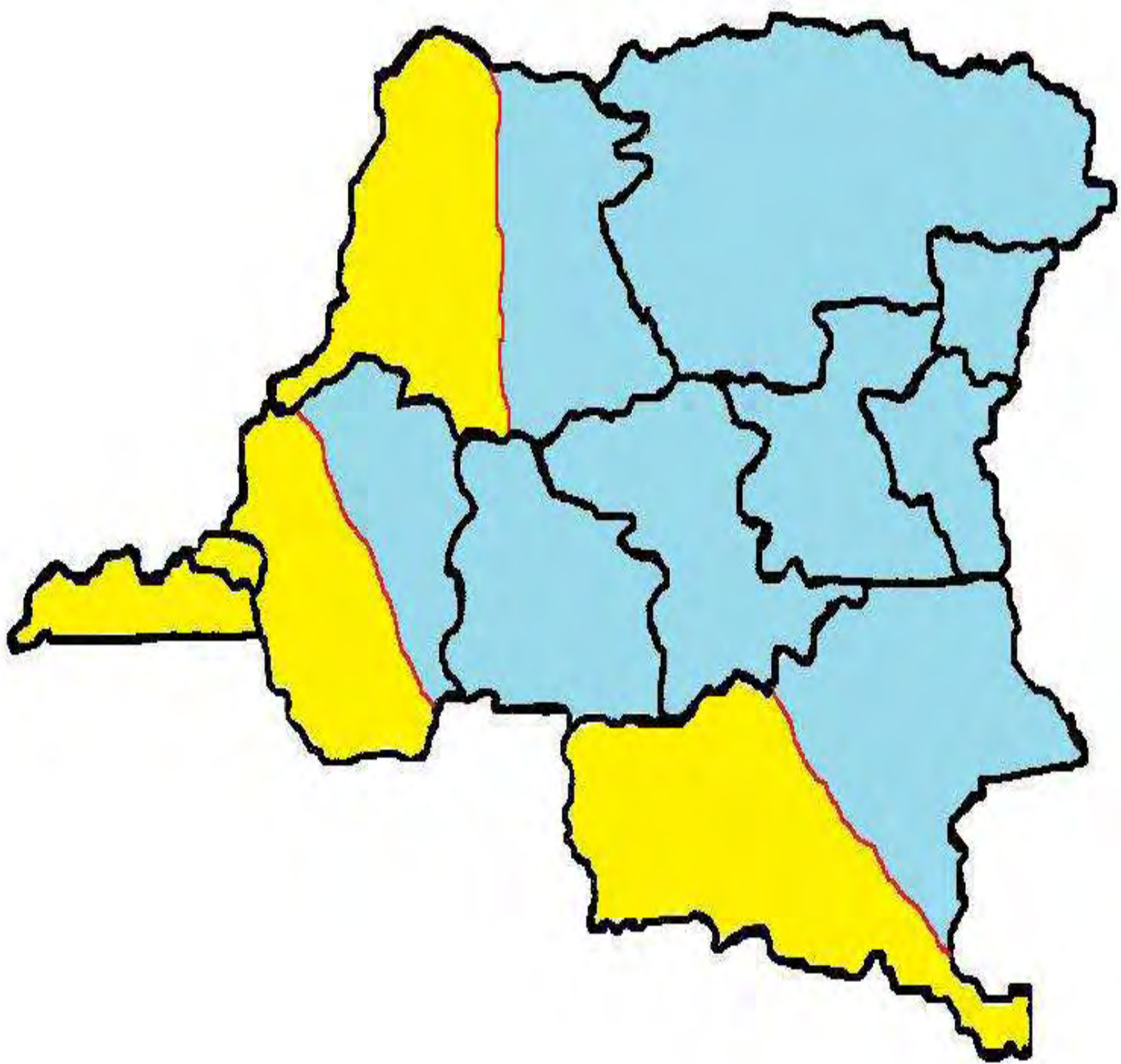
Carte 2. Les principales ressources minières et énergétiques de la RDC en 2012



Légende

- 21 Oct. – 28 Dec. 96
- 31 Jan. – 2 Mar. 97
- 15 Mar. – 9 Avr. 97
- 15 Avr. – 17 Mai 97

Carte 3: La conquête du pouvoir par l'AFDL (oct 96-mai 97)



Légende

- Zone contrôlée par Kinshasa
- Zone contrôlée par le RCD

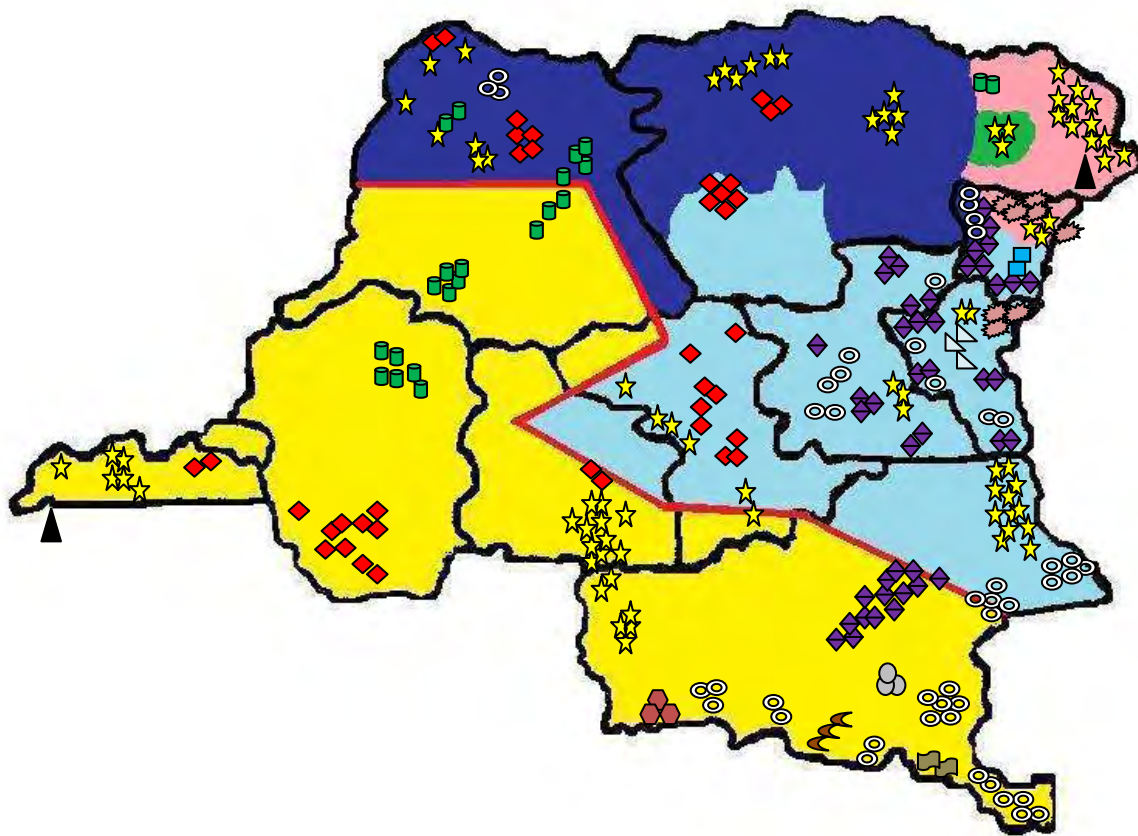
Carte 4: Le RCD aux portes de Kinshasa 13 août 1998



Légende

- Zone gouvernementale
- Zone du RCD-G
- Zone du RCD-KML
- Zone du MLC

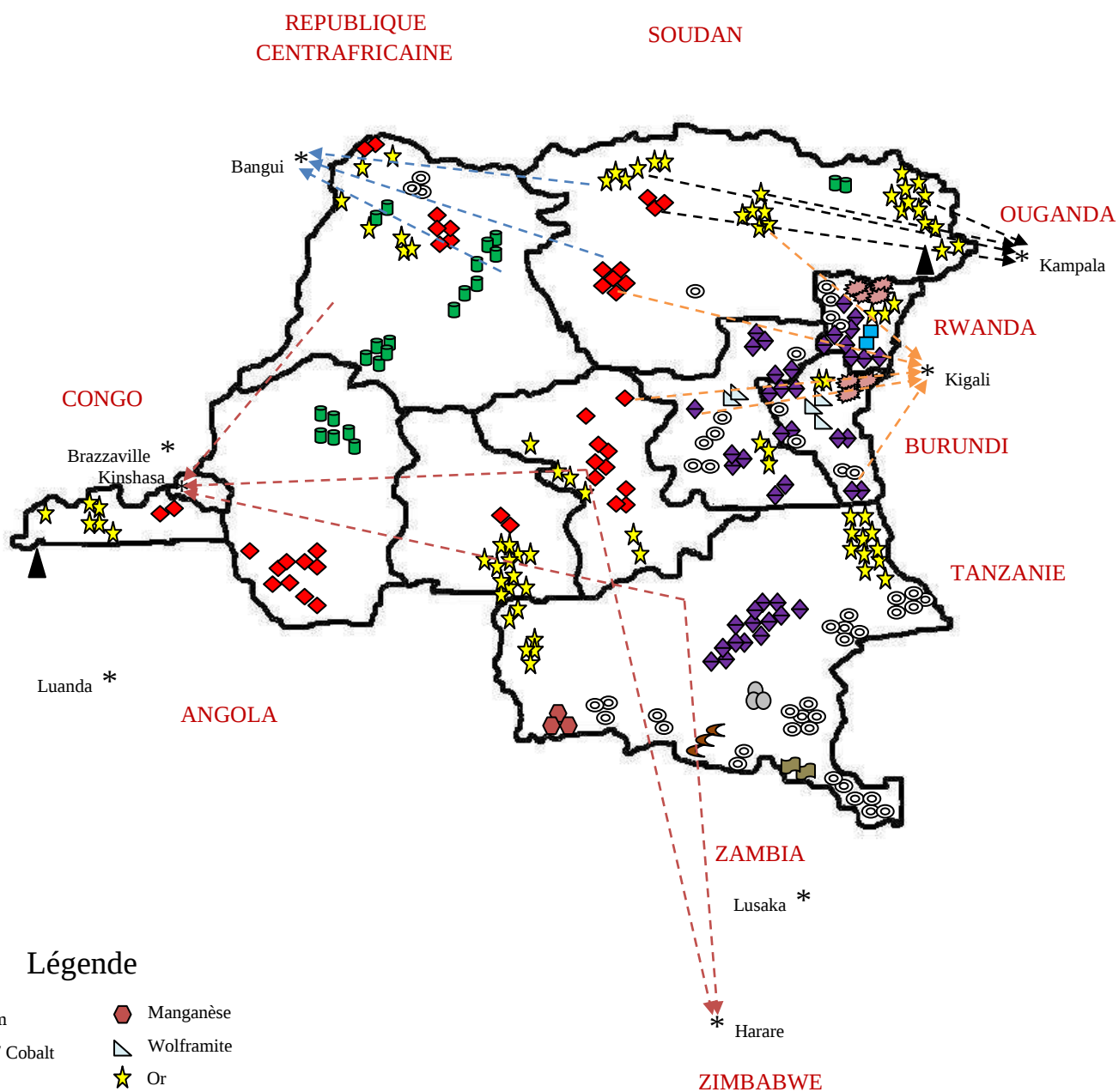
Carte 5: Le gouvernement de la RDC et le partage des zones avec les rebellions juin 1999



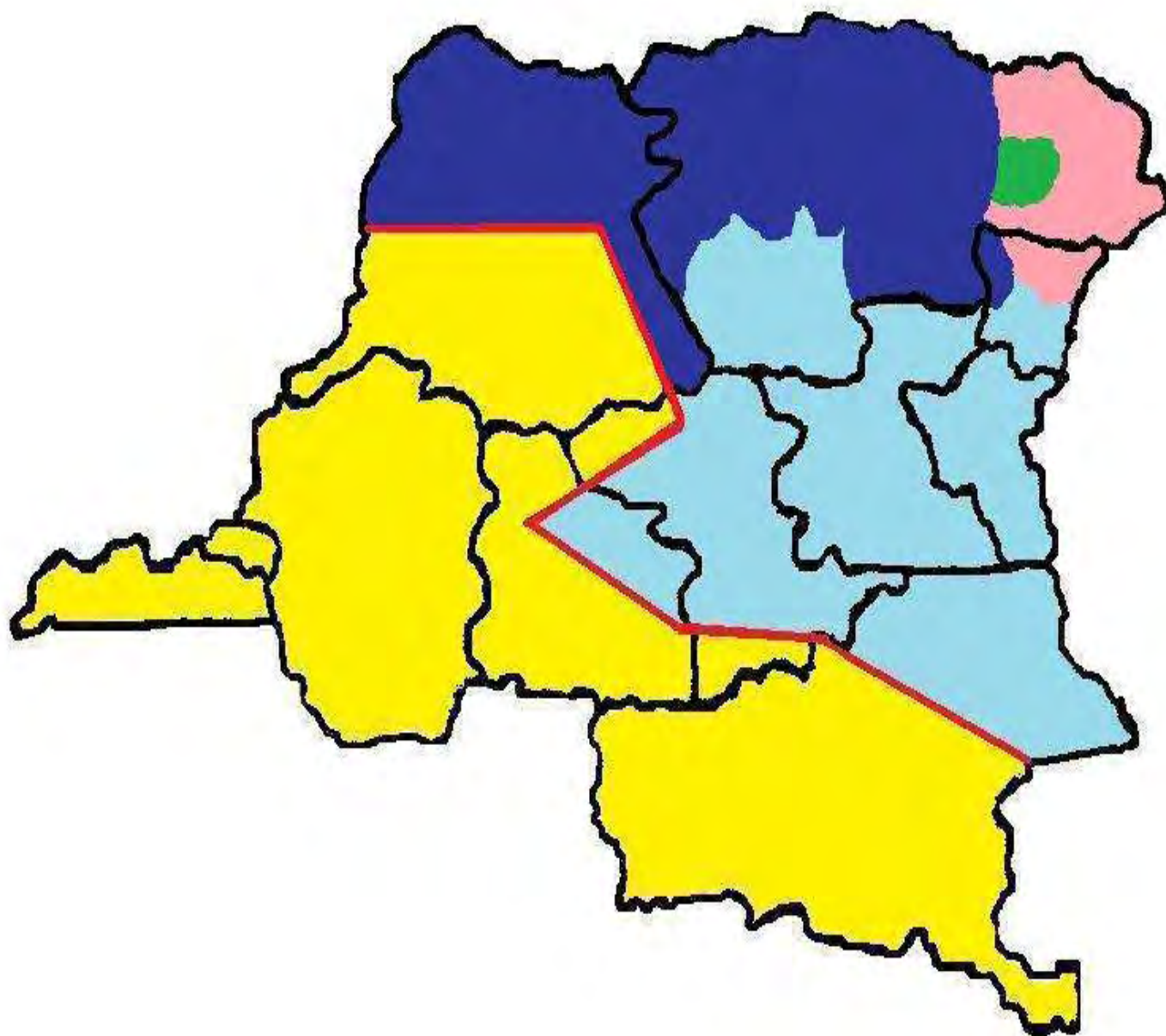
Légende

	Niobium		Manganèse		Zone contrôlée par le gouvernement
	Cuivre / Cobalt		Wolframite		Mouvement libération du Congo (MLC)
	Pétrole		Or		Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD-Goma)
	Uranium		Charbon		Rassemblement congolais pour la démocratie – Mouvement de libération (RCD-ML)
	Pyrochlore		Bois		Rassemblement congolais pour la démocratie – National (RCD-N)
	Plomb / Zinc		Etain		
	Diamants				

Carte 6. Groupes rebelles nationaux en RDC et les ressources minières et énergétiques juillet 1999



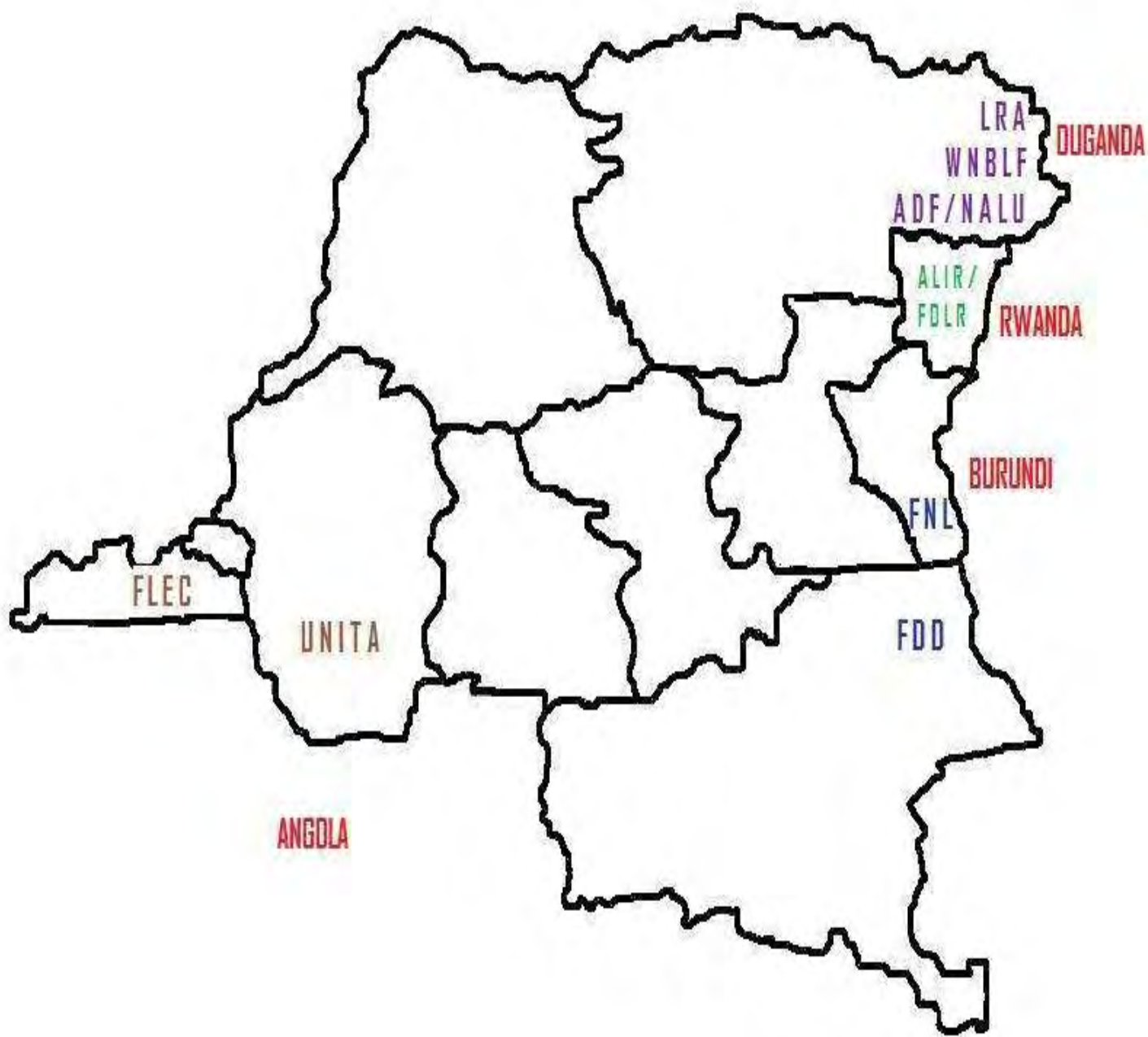
Carte 7. Flux commerciaux des marchés de la violence en RDC août 1999



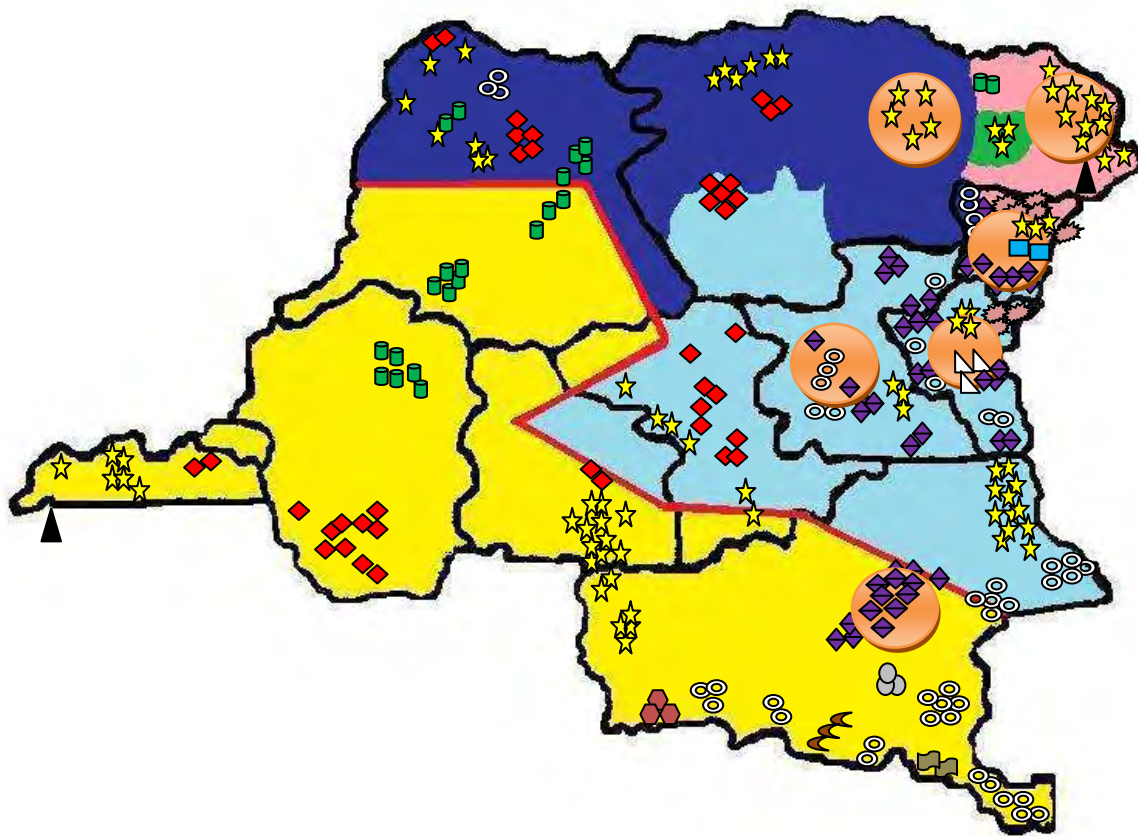
Légende

- Zone gouvernementale
- Zone du RCD-G
- Zone du RCD-KML
- Zone du MLC
- Zone du RCD-N

Carte 8: L'occupation des zones par les groupes armés en RDC octobre 1999



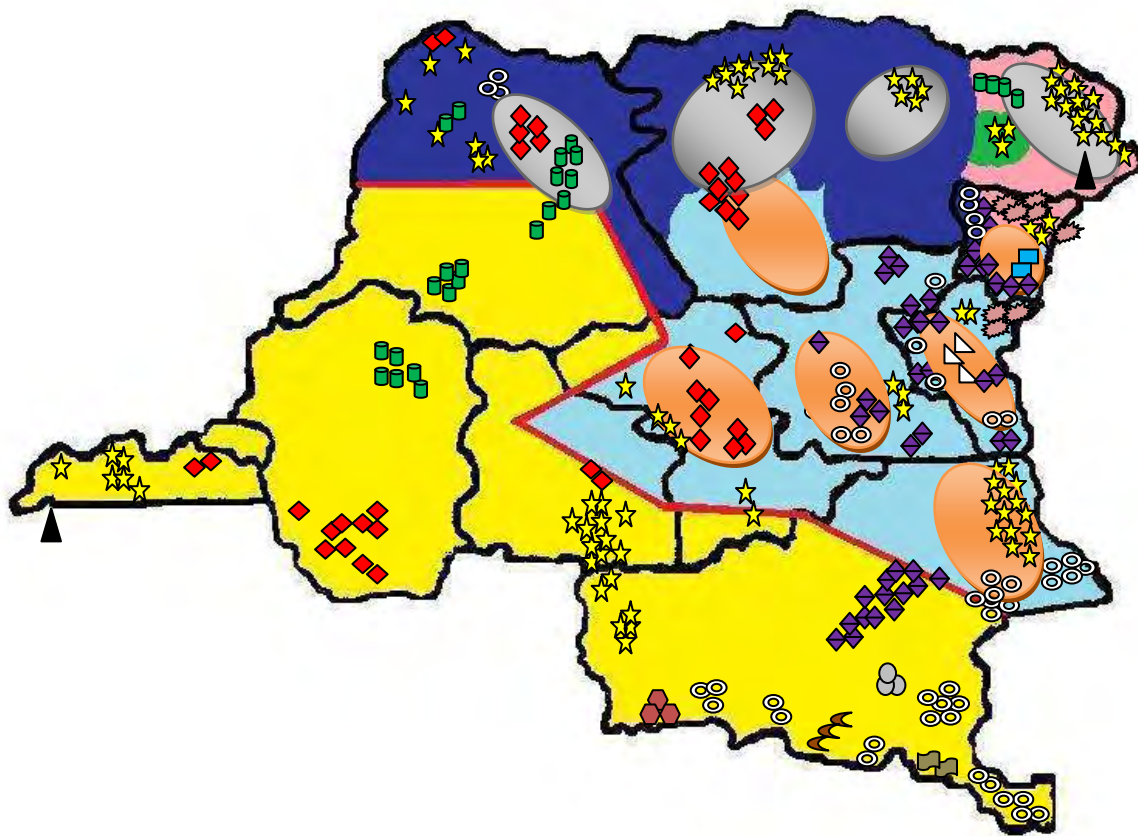
Carte 9: La RDC et la présence des groupes armés étrangers des pays frontaliers août 1999



Légende

Niobium	Manganèse	Zone contrôlée par le gouvernement
Cuivre / Cobalt	Wolframite	Mouvement libération du Congo (MLC)
Pétrole	Or	Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD-Goma)
Uranium	Charbon	Rassemblement congolais pour la démocratie – Mouvement de libération (RCD-ML)
Pyrochlore	Bois	Rassemblement congolais pour la démocratie – National (RCD-N)
Plomb / Zinc	Etain	
Diamants	Zone minières occupées par les milices	

Carte 10. Les positions des rébellions dans les zones riches en ressources naturelles août 1999



Légende

Niobium	Manganèse	Zone contrôlée par le gouvernement
Cuivre / Cobalt	Wolframite	Mouvement libération du Congo (MLC)
Pétrole	Or	Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD-Goma)
Uranium	Charbon	Rassemblement congolais pour la démocratie – Mouvement de libération (RCD-ML)
Pvrochlore	Bois	Rassemblement congolais pour la démocratie – National (RCD-N)
Plomb / Zinc	Etain	
Diamants	Zones minières en RDC occupées par l'UPDF	
	Zones minières en RDC occupées par l'APR	

Carte 11. Les Milices occupant les espaces riches en ressources naturelles laissés par les rébellions nationales et l'armées UPDF) et FPR) avril 2003



Légende

- ★ Milices pro-occupation
- ◆ Milices anti-occupation

Carte 12. Les positions des milices pro-occupation et anti occupation en RDC juin 2004



Légende

◆ Milices anti-occupation

Carte 13. Le positionnement des milices Mai-Mai en RDC janvier 2001

Annexe 9: Figures

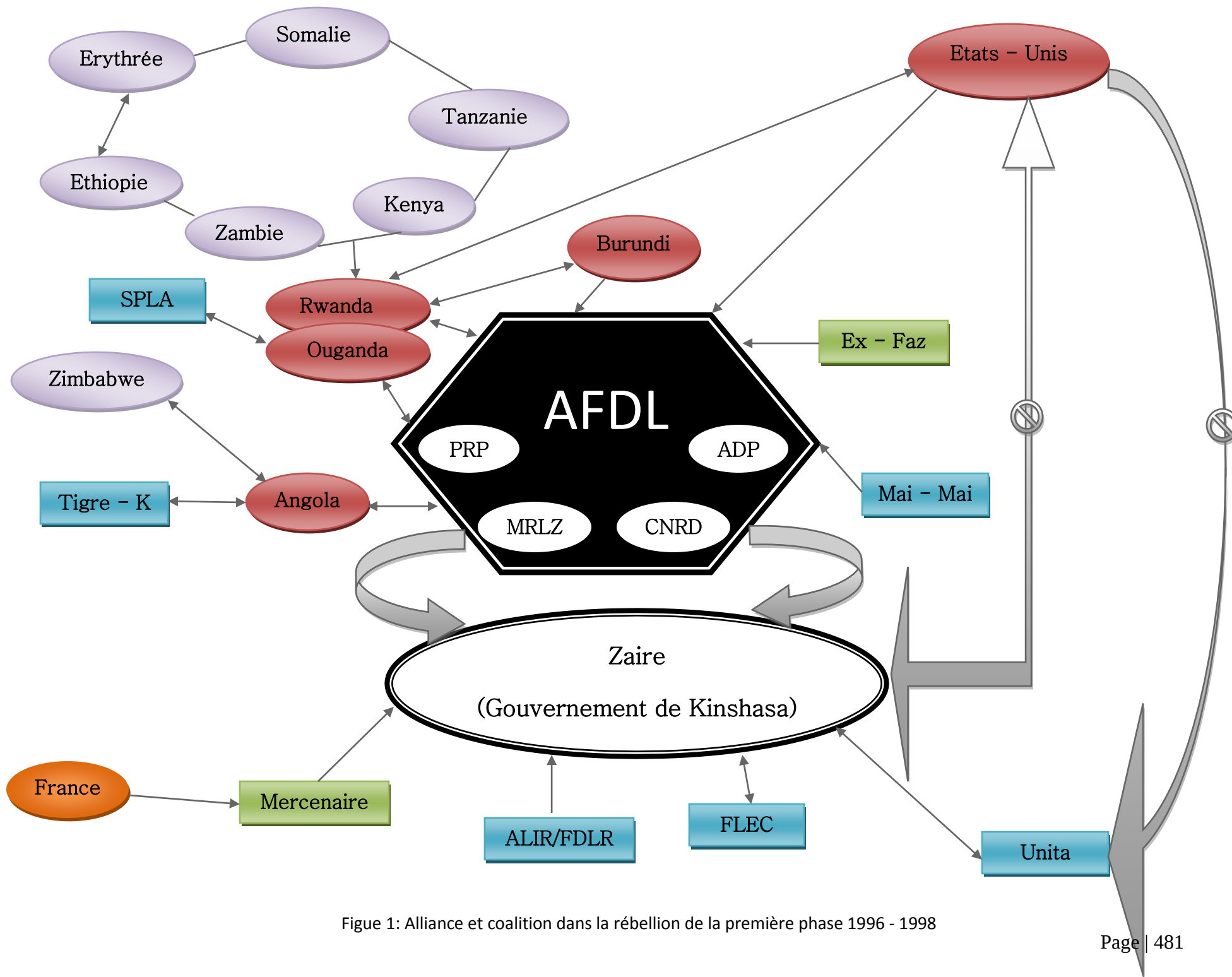


Figure 1: Alliance et coalition dans la rébellion de la première phase 1996 - 1998

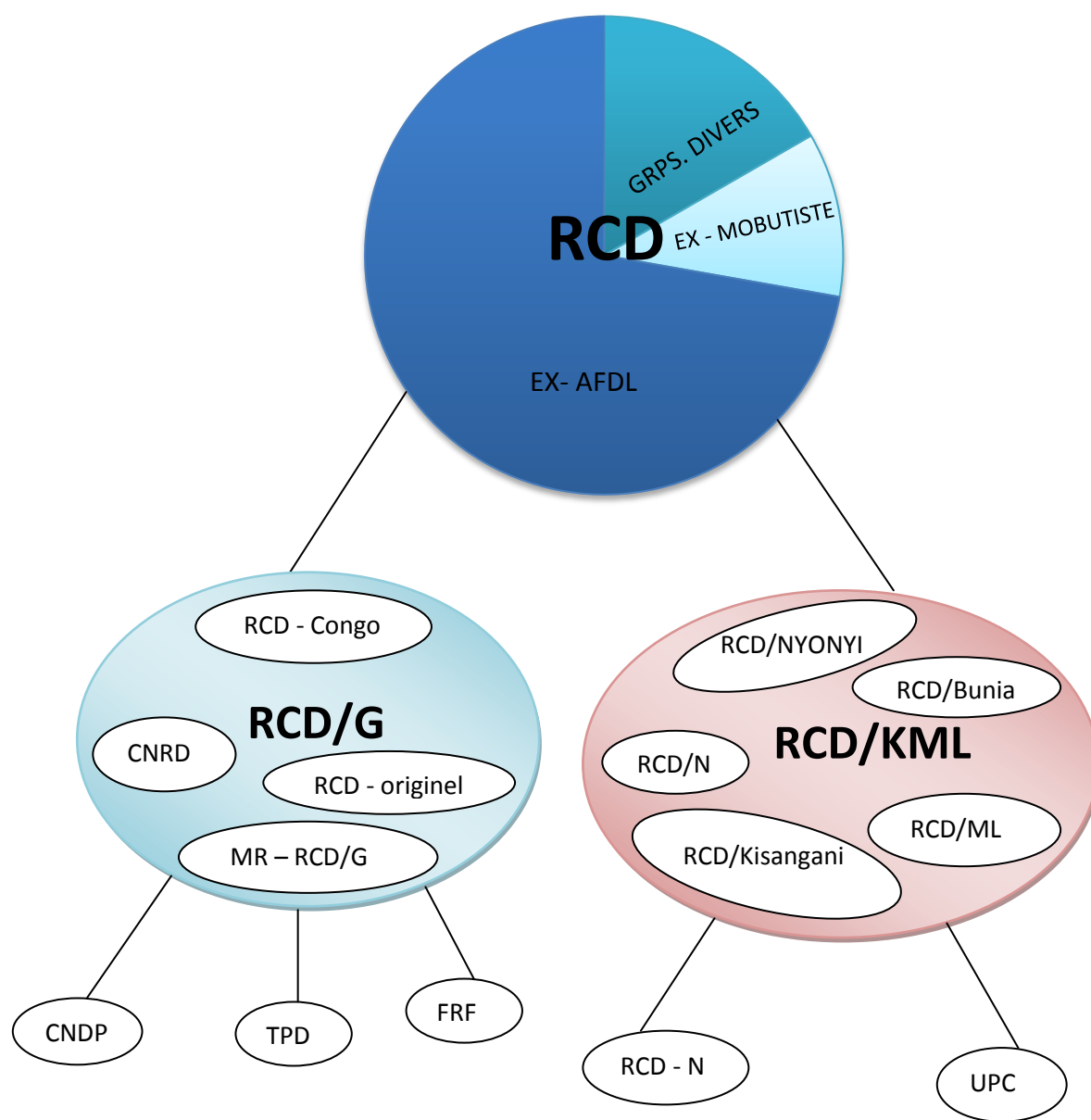
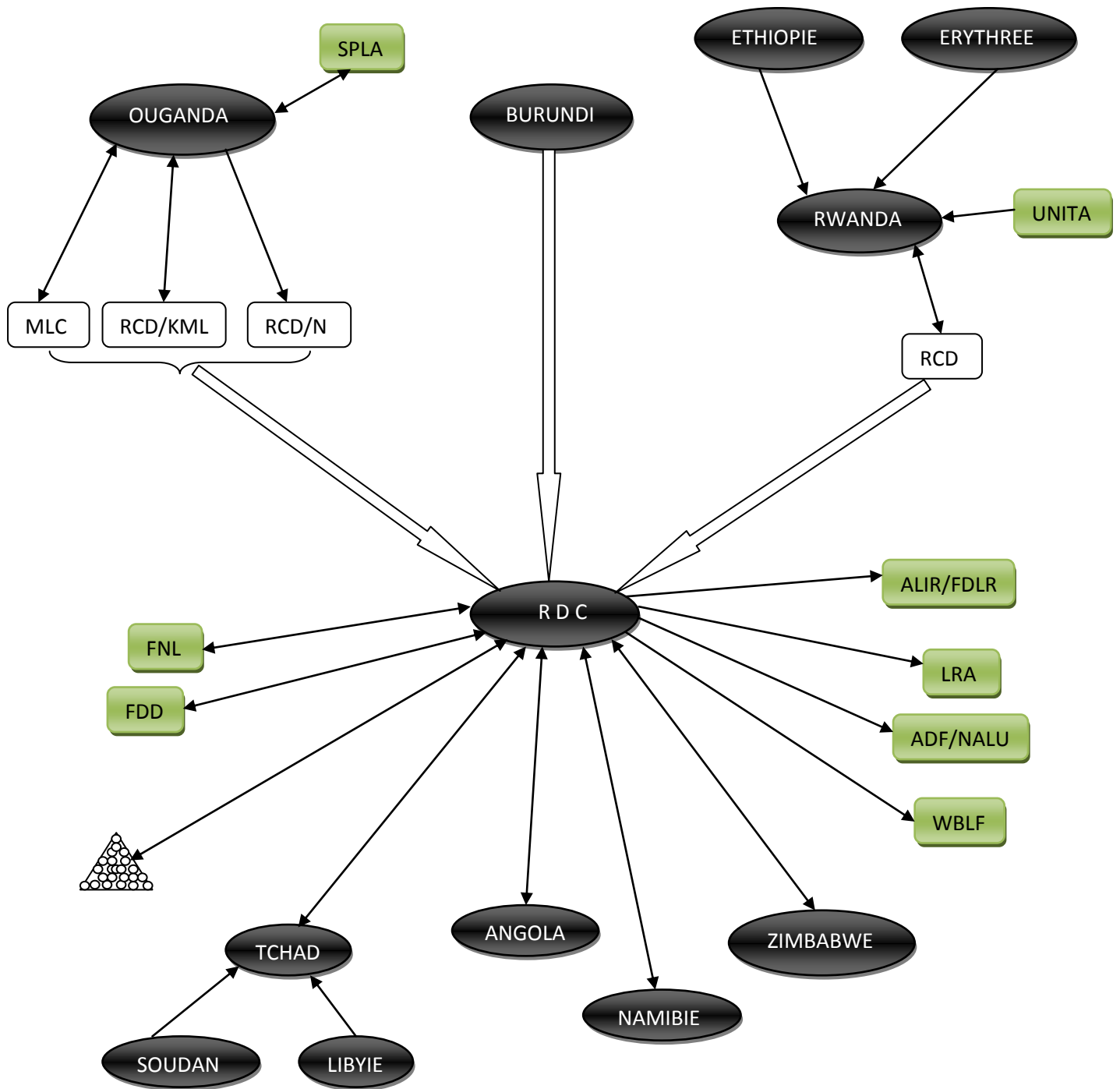


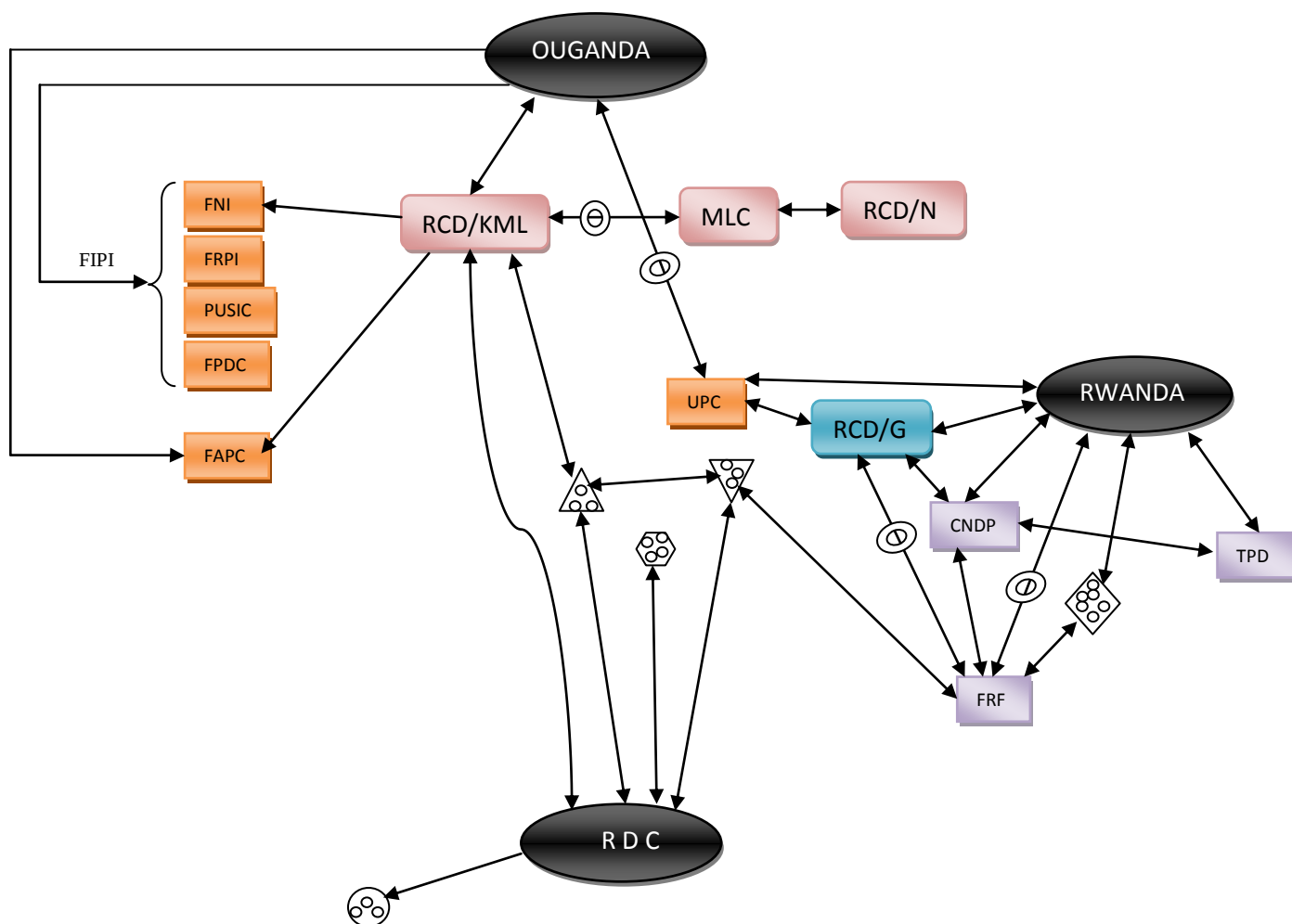
Figure 2 : Le RCD entre fragmentation et recomposition juin 2000 .



Légende

- Mouvement rebelle étranger
- Milices Maï-Maï
- Etat
- Mouvement rebelle national

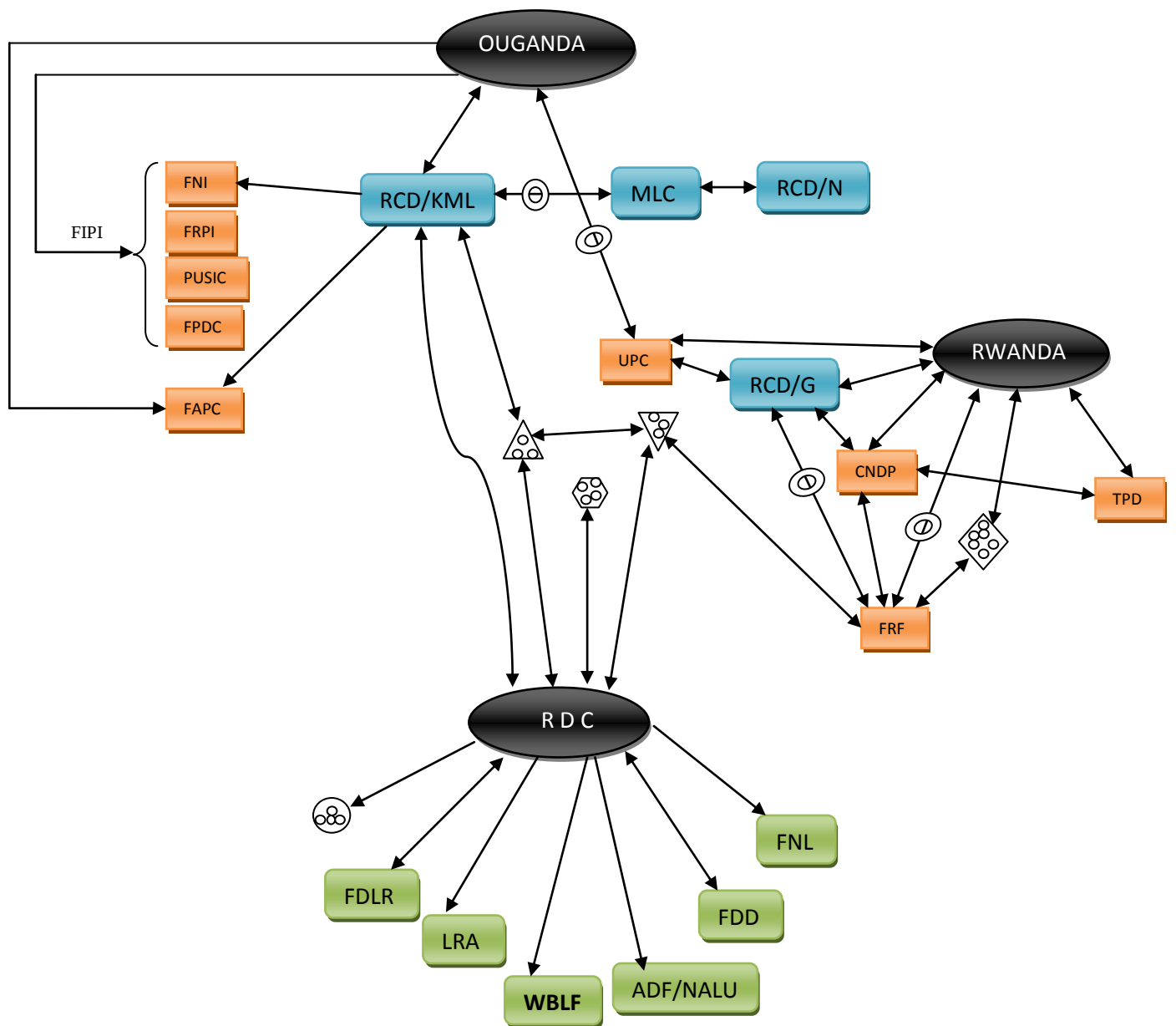
Figure 3 : Changement et réalignement des alliances dans la deuxième phase des rébellions (1998-2003)



Légende

	Maï-Maï vassalisés au Rwanda		Rupture des relations
	Milices pro-Ouganda		Etats
	Maï-Maï du Nord Kivu		Maï-Maï du Maniema
	Mouvement rebelle pro-Rwanda		Milices pro- Rwanda
	Maï-Maï du Katanga		Maï-Maï du Sud Kivu
	Mouvements rebelles pro-Ouganda		Relation solide

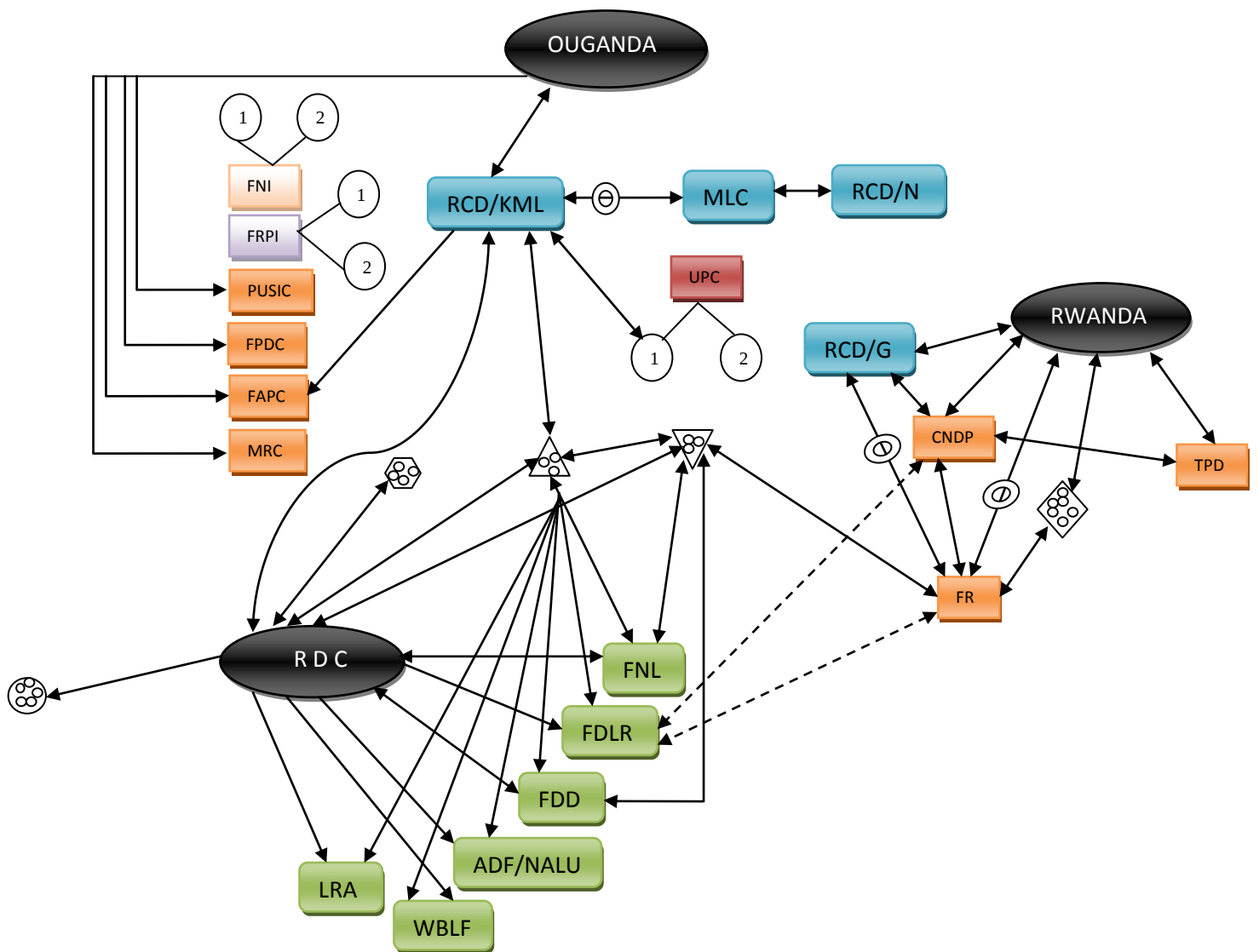
Figure 4: Etats et groupes armés nationaux pro- étrangers et leurs relations avec les milices août 2002



Légende

	Maï-Maï vassalisés au Rwanda		Rupture des relations
	Milices congolaises		Etats
	Maï-Maï du Nord Kivu		Maï-Maï du Maniema
	Mouvements rebelles nationaux		Rébellions étrangères
	Maï-Maï du Katanga		Maï-Maï du Sud Kivu

Figure 5: Coalition des groupes armés nationaux et étrangers, des milices autour des Etats juin 2004



Légende

- | | |
|--|--|
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |

Figure 6: Etats et groupes armés dans leurs relations avec les milices octobre 2002

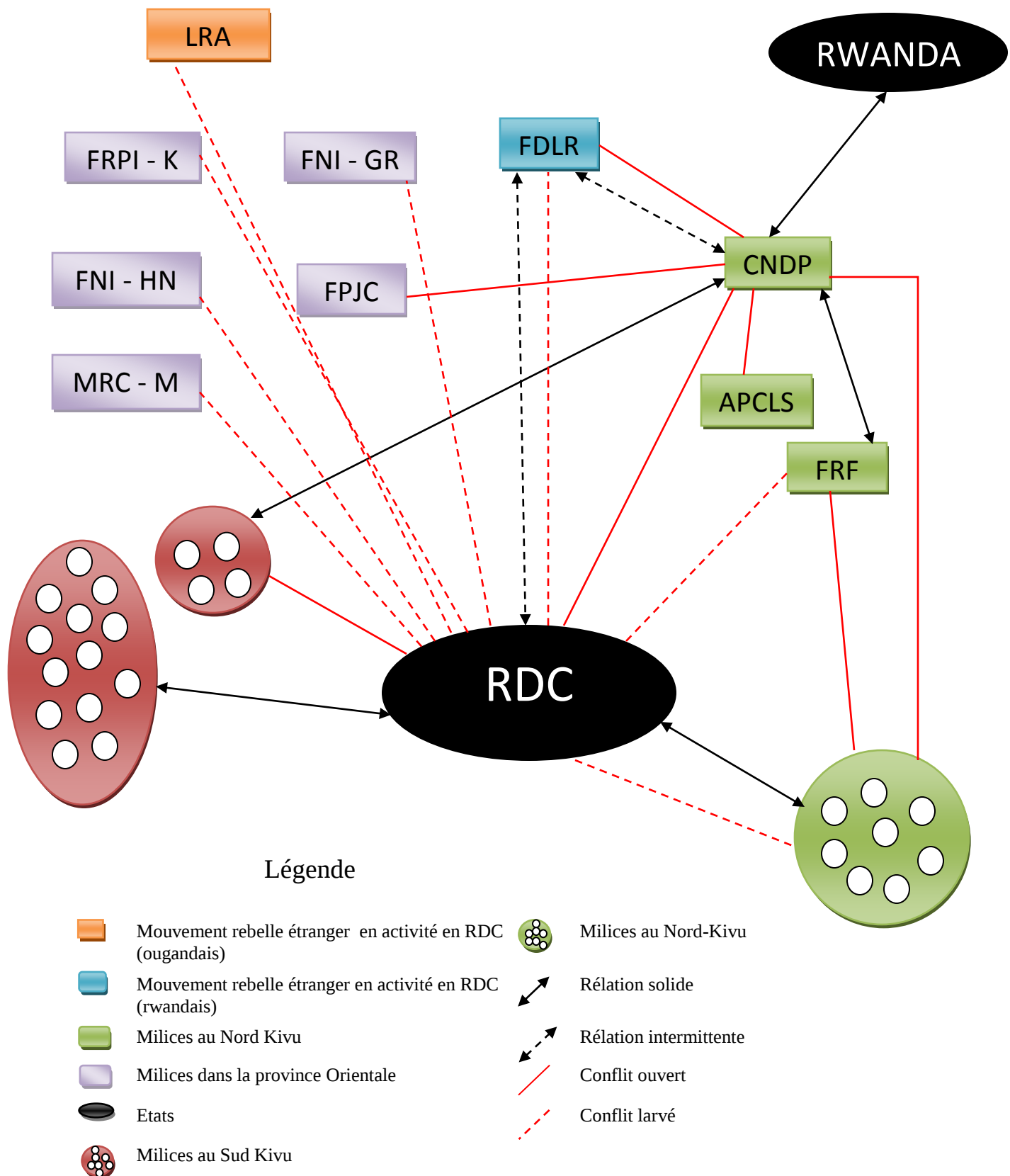


Figure 7: La RDC face aux milices dans la période post-conflit (2007-2010)